

vol. 37/1 | 2020

vol. 37/1

**Croire en la technologie : médiatisation du futur et futur de la
médiatisation**



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/communication/10996>

DOI : 10.4000/communication.10996

ISBN : 978-2-921383-92-9

ISSN : 1920-7344

Éditeur

Université Laval

Référence électronique

Communication, vol. 37/1 | 2020, « vol. 37/1 » [En ligne], mis en ligne le 24 avril 2020, consulté le 01 octobre 2021. URL : <https://journals.openedition.org/communication/10996> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/communication.10996>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2021.



Les contenus de la revue *Communication* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

SOMMAIRE

Articles

Croire en la technologie

Médiatisation du futur et futur de la médiatisation
Mihaela-Alexandra Tudor et Stefan Bratosin

Le métarécit transhumaniste et les fictions technologiques contemporaines

Peut-on parler de mythes aujourd'hui ?
Julien Cueille

Vision et usages enchantés des réseaux sociaux numériques au Burkina Faso

Étienne Damome, Aminata Ouédraogo et Élodie Alimata Tapsoba

Réseaux sociaux, construction de l'identité institutionnelle et nouvelles formes de visibilité

Les organisations du futur et le futur des organisations
Daniela Roventa-Frumusani et Elena Farcaş

Ne pas croire en la technologie comme l'avenir de l'homme

Comment un journal satirique hyperlocal altermondialiste démystifie les NTIC et le numérique
Maria Holubowicz

Médiatisation du croire

Invectives, police et économie morale dans les espaces de commentaires sur la loi relative au statut de la famille au Brésil
Ângela Cristina Salgueiro Marques, Jean-Luc Moriceau et Bruno Menezes Andrade Guimarães

La chair est obsolète

Le nouveau matérialisme et le posthumanisme pour comprendre le devenir-digital dans le film Lucy
Maude Riverin

L'homme « au cœur »

Du robot au cobot, le mythe du « bon » automate dans la médiatisation de « l'industrie du futur » (1978-2018)
Marco Saraceno

Hors thème

Mobilité, littératie et numérique

Élisabeth Schneider

« La madame de la voiture ne veut rien comprendre »

L'interaction vocale avec un ordinateur de bord d'automobile
François Perea

Les nouvelles frontières politiques du journalisme contemporain

Le cas de Gazette Debout
Marianne Dupont et Franck Bousquet

Recherches

Mèmes, gifs et communication cognitivo-affective sur Internet

L'émergence d'un nouveau langage humain
Albin Wagener

Lecture et énonciation

Quelques réflexions sémiotiques à propos d'Agir
Hani Georges

« Islamophobie » ?

Les infra-débats sémantique et pragmatique d'un conflit de nomination
Gilles Gauthier

Économie politique et Cultural studies

Retour d'un au-delà
Christophe Magis

La malédiction de Giverny

Vivre dans un tableau impressionniste
Adeline Clerc-Florimond et Lylotte Lacôte-Gabrysiak

Enquête auprès de la population du Grand Tunis sur les connaissances et les attitudes en matière de santé sexuelle et reproductive ainsi que sur la réception des messages de prévention

Lamia Ben Hassine

Publicité d'intérêt général au Cameroun

Analyse de la campagne de lutte contre la corruption
Colette Djadeu Nguemedyam

Lectures

Gilles BASTIN (2018), Petit lexique du journalisme

Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Journalisme en plus »
Annie Lochon

Zygmunt BAUMAN (2018), Sketches in the Theory of Culture

Oxford, Polity Press
Sylvain Pasquier

Gilles BRACHOTTE et Alexander FRAME (dir.) (2018), L'usage de Twitter par les candidats. Perspectives internationales lors des élections au Parlement européen en mai 2014

Caen, Éditions EMS, Coll. « Entreprise & Sacré »
Roxanne Thiffault-Roux

Roland CANU, Johann CHAULET, Caroline DATCHARY et Julien FIGEAC (dir.) (2018), Critiques du numérique

Paris, L'Harmattan, Coll. « Humanités numériques »
Françoise Paquien-séguy

Dominique CARDON (2019), Culture numérique

Paris, Presses de Sciences Po
Jean-Sébastien Vayre

Ulla CARLSSON et Lennart WEIBULL (2018), Freedom of Expression in the Digital Media Culture

Gothenburg, Nordicom
Véronique Leclerc

Marcel DANESI (2018), From Flappers to Rappers. The Origins, Evolution, and Demise of Youth Culture

Toronto, Canadian Scholars
Chantal Royer

Milad DOUEIHI et Jacopo DOMENICUCCI (dir.) (2018), La confiance à l'ère numérique

Paris, Éditions rue d'Ulm
Bertrand Mocquet

David DOUYÈRE (2018), Communiquer la doctrine catholique. Textes et conversations durant le concile Vatican II d'après le journal d'Yves Congar

Genève, Labor et Fides
Vincent Rogard

Marie-Laure FLOREA et Adeline WRONA (coordonnatrices) (2018), « Deuil en ligne. Les discours funéraires à l'ère du numérique »

Dossier de Semen, revue de sémio-linguistique des textes et discours, 45
Odile Riondet

Daniela ROVENȚA-FRUMUȘANI et Catherine GHOSN (dir.) (2018), « Minorities and social networks / Minorités et réseaux sociaux »

French Journal for Media Research, Actes du colloque de l'Association internationale de sociologie de langue française, Toronto
Gelu Olivian Tudose

Maria Caterina MANES GALLO (dir.), Identification de..., dé-identification. Entre trace(s) et fiction(s)

Pessac, Presses universitaires de Bordeaux.
Léopold Mfouakouet

Anne-Marie GINGRAS (dir.) (2018), Histoires de communication politique. Pratiques et états des savoirs

Québec, Presses de l'Université du Québec
Larbi Chouikha

Jonathan GRAY et Amanda D. LOTZ (2019), Television Studies

2^e édition, Cambridge, Polity Press, Coll. « Short Introductions »
Mathieu de Wasseige

Kirsten KOZOLANKA et Paul ORLOWSKI (2019), Media Literacy for Citizenship, a Canadian Perspective

Toronto, Canadian Scholars' Press
Jacques Rivet

Jason LEE (2018), Nazism and Neo-Nazism in Film and Media

Amsterdam, Amsterdam University Press.
Quentin Janel

Bertrand LEGENDRE (2019), Ce que le numérique fait aux livres

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Communication, Médias et Société ».
Olivier Thuillas

David LYON (2018), The Culture of Surveillance

Cambridge, Polity Press
Edmondo Grassi

Guylaine MARTEL (2018), Incarner la politique

Québec, Presses de l'Université Laval
Jacques Rivet

André MONDOUX et Marc MÉNARD (dir.) (2018), Big Data et société. Industrialisation des médiations symboliques
 Québec, Presses de l'Université du Québec
 Emmanuel Triby

Soufiane ROUISSI, Lidwine PORTES et Ana STULIC (dir.) (2017), Dispositifs numériques pour l'enseignement à l'université
 Paris, L'Harmattan
 Marie-Pascale Hamez

Anamik SAHA (2018), Race and the Cultural Industries
 Cambridge, Polity Press
 Chloé Monin

Philippe SIMONNOT (2018), Le siècle Balfour, 1917-2017
 Paris, P.-G. de Roux
 Jean-Pierre Chamoux

Thomas TUFTE (2018), Communication and Social Change
 Oxford, Polity
 Anda Rodideal

Dominique WOLTON (dir.) (2018), « 30 ans d'indisciplines : 1988-2018 »
 Hermès, La revue, Paris, CNRS Éditions
 Pierre Gosselin

Stéphanie YATES (dir.) (2018), Introduction aux relations publiques. Fondements, enjeux et pratiques
 Québec, Presses de l'Université du Québec
 Gilles Teneau

Comité de lecture

Comités de lecture

Comité scientifique

Comité scientifique

Articles

Croire en la technologie

Médiatisation du futur et futur de la médiatisation

Mihaela-Alexandra Tudor et Stefan Bratosin

- 1 À partir de la deuxième moitié du siècle dernier, la médiatisation a acquis un poids important dans la tentative, d'une part, de construire une épistémologie qui explique mieux les problématiques actuelles dans la recherche en communication et, d'autre part, de fédérer une recherche qui rassemble à la fois les études des médias et de la médiation et les approches interdisciplinaires, telles que la sociologie des médias, les sciences politiques, les sciences religieuses, les sciences de l'éducation et le droit, touchées par l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication (Lunt et Livingstone, 2016).
- 2 Trois éléments décisifs font de ce programme de recherche en construction un levier essentiel pour explorer de nouvelles idées et pistes ainsi que pour interroger de nouveaux phénomènes et processus de société, vu que l'histoire des médias est inéluctablement liée à l'histoire des changements sociaux et sociétaux. Premièrement, la médiatisation est un *concept qui aide à la sensibilisation*, c'est-à-dire un guide pour la recherche empirique confrontée à des problèmes inouïs qui appellent des réponses immédiates et adaptées, à visée sociétale globale face aux technologies et à leurs impacts difficilement prévisibles (Lunt et Livingstone, *op. cit.*). Deuxièmement, elle est un *concept qui aide à l'interprétation* des résultats de la recherche, résultats à évaluer de façon plus productive dans un contexte plus complexe et plus interactionnel, qui nécessite la prise en compte du dépassement du problème de la parcimonie des explications et des impensées des cadres théoriques existants dans tous les domaines. Troisièmement, la médiatisation est un *concept qui aide à la simulation*. Il s'agit de tester de nouvelles hypothèses, de stimuler des questions de recherche, des connaissances innovantes et d'intégrer des savoirs auparavant indépendants que les technologies mettent en relation. Ces trois aspects sont à la base du présent dossier, qui pose la question de la médiatisation au cœur d'un métaprocessus de la modernité — la technologisation de la société et de la vie.
- 3 La médiatisation porte en soi l'idée du futur. Elle est concernée par une continue « mise en question » dans le contexte des transformations futures de nos sociétés puisque le rôle des médias change, leurs usages et pratiques collectifs poussent aux

développements qui prennent diverses formes, « futuristes », contribuant à la naissance de formes d'interaction et de participation inouïes qui appellent à de nouveaux paradigmes d'intermédiation des technologies dans la compréhension de l'homme et de la société. L'analyse des enjeux de la médiatisation pour le futur de l'homme et de la société dans le contexte des croyances et dogmes de la foi en technologie devient donc de mise pour faire avancer la recherche sur les rapports que les médias entretiennent avec les métaprocessus de la hypermodernité tels la mondialisation, la démocratisation, le changement climatique, etc. avec de profondes conséquences civilisationnelles et anthropologiques. Et cela compte tenu que les médias sont devenus l'extension (McLuhan, 1964) et l'intégration technologique de l'homme, dissolvant toute frontière des activités (Krotz, 2001), redéfinissant les temporalités et les espaces en brisant les représentations canoniques du temps et de l'espace (Dayan et Katz, 1992), combinant « bio » et « technologie » (Tudor et Bratosin, 2020). Les processus de médiatisation (Krotz, 2007 et 2017) revêtent ainsi un caractère cyborg encapsulant en même temps des représentations et expressions du futur correspondant à une pensée mythique et religieuse à laquelle les prédictions scientifiques et parascientifiques sur la technologie apportent leur contribution.

- 4 Dès lors, la médiatisation du futur agglutine les craintes d'une apocalypse où la prise technologique du contrôle sur la vie serait le sens de l'avenir de l'humanité, ce qui suscite l'espérance quasi évangélique d'une percolation salutaire de la technologie dans le corps humain et dans son environnement.

« Hashtag médiatisation ». Un état de l'art en chantier

- 5 La médiatisation, cadre épistémologique dans lequel s'inscrivent les contributions à ce dossier, connaît une longue histoire conceptuelle. Initialement, comme l'expliquait Sonia Livingstone (2009) dans son *presidential address* à l'Annual Conference of the International Communication Association à Montréal en mai 2008, la médiatisation a été utilisée par les historiens pour désigner un processus de réorganisation des États germaniques au XIX^e siècle connu sous le nom de « médiatisation allemande ». Ce processus a aussi été présent dans des pays comme l'Italie ou la Russie. Le concept correspondait à une annexion d'une monarchie par une autre mais avec la préservation d'un pouvoir résiduel et des titres de noblesse. Sans aucun lien avec les médias (mais avec sans doute la médiation comme intermédiation), l'usage historique renvoie à une perte de pouvoir (Deacon and Stanyer, 2014) tandis que l'usage actuel suppose une annexion du pouvoir des institutions de la modernité et de l'individu via l'omniprésence et l'autonomie des organisations, valeurs et technologies des médias.
- 6 Plus précisément,

in earlier societies, social institutions like family, school and church were the most important providers of information, tradition and moral orientation for the individual member of society. Today, these institutions have lost some of their former authority, and the media have to some extent taken over their role as providers of information and moral orientation, at the same time as the media have become society's most important storyteller about society itself (Hjarvard, 2013 : 83)¹.

- 7 Il s'agit donc d'un passage de l'histoire non médiatisée à l'histoire médiatisée (Livingstone, 2009) qui place les médias et l'analyse des médias au centre des développements actuels.

Origines et ambiguïtés

- 8 Le terme de *médiatisation* n'apparaît dans la littérature scientifique anglo-saxonne qu'avec la contribution de Knut Lundby (2009) et les monographies d'Andreas Hepp (2012) et de Stig Hjarvard (2013) faisant suite à ses articles (Hjarvard, 2008a, 2008b). L'appropriation du concept dans le domaine de la communication se produit au fur et à mesure que les études théoriques et empiriques commencent à prendre de l'ampleur.
- 9 Il est à noter qu'une ambiguïté jalonne l'usage des concepts de médiation et de médiatisation, qui sont parfois interchangeables dans la recherche anglo-saxonne (Livingstone, *op. cit.* ; Martino, 2019). Ils ont le même sens ou une certaine proximité sémantique, ce qui suggère une continuité (Couldry, 2008 ; Lundby, *op. cit.* ; Livingstone, *op. cit.* ; Bratosin, 2016 ; Tudor et Herteliu, 2017). Sonia Livingstone, dans le même propos présidentiel où elle offre une analyse détaillée de cette ambiguïté, observe même que « [s]on collègue français a eu le moins à dire sur le sujet — en français, la médiation est médiation » (*op. cit.* : 3). Nick Couldry (*op. cit.*) note la différence suivante : la médiation est une interaction entre les processus sociaux et médiatiques ou, plus exactement, une présence des médias dans la constitution et l'articulation des processus sociaux. Quoi qu'il en soit, une action médiatique est présente dans les transformations que subissent les institutions, les espaces ou les processus socioculturels.
- 10 À l'origine, l'usage du terme de *médiatisation* montre également une ambiguïté en raison de la diversité des domaines où il a cours. En France, Jean Baudrillard (1976) l'utilise dans son approche de l'image en tant qu'élément central dans la construction des relations sociales. Il qualifie le processus de simulation de la réalité par l'image comme « médiatisation » de la société. Ce concept — en réalité non problématisé et non interrogé par Baudrillard — est lié à l'étude des conditions de possibilité d'une société d'images qui mènent à la construction d'une culture du simulacre. Jürgen Habermas (1989) invite la notion sur le terrain de la sociologie par l'intermédiaire de l'action communicative. La médiatisation est la présence du « système » dans le « monde de la vie ». Le « monde de la vie » est une production de sens et « le système » est un espace de régulation bureaucratique-normative des activités dans leurs différentes dimensions. Il n'y a pas de référence particulière aux médias.
- 11 John B. Thompson (1995) évoque la perspective de la société progressivement « médiatisée » qui met en son centre le rôle fondamental de l'information médiée et de l'échange d'information, fondamentaux pour l'activité citoyenne dans une société conquise par l'expansion des médias. Cependant, ces usages ne sont pas l'écho des perspectives actuelles. Les travaux de Marshall McLuhan (*op. cit.*) ou Joshua Meyrowitz (1999), ceux sur l'écologie de la communication de David L. Altheide et Robert P. Snow (1979) ou encore la tradition américaine des études des médias représentent des précurseurs qui, interrogeant notamment le média et ses effets sur la société, font le choix de considérer la centralité des médias ainsi que leur rôle social et sociétal transformationnel, thèse propre aux approches de la médiatisation comme paradigme à part entière en sciences de la communication. Selon les écrits fondateurs actuels (Hepp,

Hjarvard et Lundby, 2010), définir et comprendre la médiatisation signifie dépasser la césure entre « médias » et « société » présente dans les traditions de recherche antérieures. Les médias sont au sein de la société et font partie de la culture.

Médiatisation : un programme de recherche en cours

- 12 Peter Lunt et Sonia Livingstone (*op. cit.*), répondant aux seules critiques plus aiguës du concept formulées par David Deacon et James Stanyer (2014), argumentent que la médiatisation n'est pas forcément un paradigme, mais plutôt un programme de recherche, qui s'est déjà créé une tradition d'école. Deux écoles font débat et fondent ce programme, étiquetées par Hepp (2013) comme des traditions « institutionnalistes » et « constructivistes sociales » (voir aussi Hoskins, 2009 ; Couldry et Hepp, 2013). Dans la lignée institutionnaliste, la médiatisation est une adaptation des différents systèmes et domaines (social, politique, religieux, etc.) aux règles et contraintes des institutions médiatiques (Hjarvard, 2008). Dans la lignée constructiviste sociale, elle est un processus où l'évolution des technologies de l'information et de la communication entraîne les « transformations de la construction communicative de la culture et de la société » (Hepp, 2013 : 616). Les deux traditions travaillent en fonction de deux sens accordés aux médias : les « grands médias », *mainstream*, institutionnalisés, et les « petits médias », les technologies de l'information et de la communication. Elles tablent, d'une part, sur la nécessité des acteurs, autres que médiatiques, de fonctionner selon leur logique et, d'autre part, sur leur pénétration immédiate dans le quotidien, sur tous les plans (Hoskins, *op. cit.*), avec pour effet la restructuration de toutes les actions et activités.
- 13 Les auteurs sont généralement d'accord pour dire que *médiatisation* est un terme qui, par sa structure, implique un changement historique. Par exemple, Friedrich Krotz (2009) la considère comme un métaprocessus à long terme accompagné par d'autres métaprocessus tels que la mondialisation ou la démocratisation. Hepp (2013) la voit comme un processus cumulatif qui augmente avec le temps de manière non linéaire. De leur côté, Deacon et Stanyer (*op. cit.*) la considèrent plutôt comme une mode conceptuelle sur la base des arguments suivants :
 - a. Le concept mise sur le postulat que le changement est produit par un ensemble restreint de variables causales, les médias de masse et les technologies de l'information et de la communication, suffisamment puissants pour provoquer des transformations historiques majeures dans tous les contextes. Or, selon les deux critiques, le rôle des facteurs non médiatiques dans l'influence des pratiques de communication est complètement ignoré ;
 - b. La médiatisation est considérée comme un processus continu émergeant sur une longue période. Mais il n'y a pas ou presque pas de consensus sur le moment où elle a commencé, et certains auteurs soutiennent même qu'elle a pris fin. Elle pourrait donc être un processus erratique. Des recherches diachroniques sont nécessaires ;
 - c. Le concept apporte une valeur ajoutée à la compréhension des processus de changement social, politique et culturel. Étant donné qu'il se prête à une indéfinition conceptuelle, Deacon et Stanyer soulignent qu'il n'est pas susceptible d'enrichir les connaissances.
- 14 Lunt et Livingstone (*op. cit.*) ont essayé de surmonter ces critiques qui, selon eux, font preuve d'une résistance naturelle devant un changement de paradigme ou plutôt de programme de recherche en communication, dans un contexte où les outils classiques

n'ont plus la portée et la pertinence pour expliquer les problématiques actuelles posées par les médias. Pour résumer, leurs arguments pointent trois aspects importants :

- a. Au cours de l'histoire des médias, la contribution changeante et l'importance croissante des médiations sociotechnologiques (institutionnelles et culturelles) pour la modernité restent indéniables ;
 - b. L'intensification des processus de médiation à l'ère de la connectivité mondiale et de l'instabilité totale dans les dernières décennies a conduit inexorablement à un intérêt aigu pour la médiatisation ;
 - c. Les périodes de médiatisation sont loin d'être linéaires et prennent différentes formes à travers l'histoire.
- 15 En bref, les théories et cadres classiques des études des médias ne sont pas en mesure de sensibiliser à de nouveaux questionnements liés à la fois à une conscience historique accrue qui devrait aller au-delà de la polarisation simpliste entre médias « classiques » et « nouveaux », au « comment » et « si » les transformations sociétales d'une variété de domaines peuvent être réinterprétées sous l'angle de la médiatisation, à la manière dont la médiatisation apporte une plus-value à l'analyse des métaprocessus de la modernité (mondialisation, commercialisation, etc.) (*ibid.*).
- 16 Ce programme de recherche ne se limite pas au monde anglo-saxon. Compte tenu de la vitalité du concept liée principalement aux trois fonctions évoquées en début d'article — *sensibilisation* aux problématiques nouvelles, *interprétation* des résultats pour surmonter la parcimonie d'explications et d'impensées des cadres théoriques existants et *simulation* de nouvelles hypothèses et pistes de réponse —, les chercheurs d'autres pays, notamment le Brésil et la France, s'en sont emparés.
- 17 Le Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (CNPq) soutient un groupe de recherche qui travaille sur la médiatisation, animé par des enseignants-chercheurs du Programa de Pós-Graduação em Ciências da Comunicação (PPGC) de l'Universidade do Vale do Rio dos Sinos (UNISINOS)². Il mobilise le concept au travers des recherches théoriques et empiriques mettant à l'épreuve des hypothèses en construction dans les directions suivantes : ambiance et environnement ; circulation et circuit ; dispositifs et interactions ; institutions et acteurs ; sémiosis et transformations des croyances et religions (Fausto Neto, Ferreira, Braga et Gomes, 2010 ; Gomes, 2016 et 2017 ; Martino, *op. cit.*). Ce groupe réunit chaque année, lors d'un congrès international arrivé à sa quatrième édition, des chercheurs du Nord et du Sud pour faire avancer la recherche sur la question dans un dialogue fédératif entre le monde anglo-saxon, latino-américain et français. Des ouvrages collectifs et d'autres publications sont issus de ce travail, qui témoigne de la nécessité de continuer à interroger le futur de la médiatisation autrement, en relation avec le futur technologique de la société et de l'humanité. D'où une autre nécessité, mise en avant par les contributions françaises récentes de l'unité de recherche Corhis de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et de son réseau de chercheurs Iarsic, de travailler le concept sous l'angle des technologies convergentes. En effet, puisqu'il remplace le paradigme du XIX^e siècle de l'utopie technoscientifique, le concept s'inscrit inéluctablement sur le chemin dessiné par la vision technologique sans césure des médias entre « classiques et nouveaux » (Hay et Couldry, 2011 ; Jenkins, 2006). Ce volet, ouvert en 2018 dans le cadre de la quatrième édition du colloque international ComSymbol, fait l'objet de ce dossier et interroge la médiatisation au prisme des avancées de la technologie et de leur impact sur l'homme et la société, articulant deux visions contrastées : technoprogessiste et

technoconservatrice (Tudor et Bratosin, 2018a). Il s'associe aux axes et terrains privilégiés par l'équipe française : communication symbolique (pensée et imaginaire mythico-religieux), religions, fait religieux et politique (pouvoir, autorité, radicalisation, religion publique, etc.) et spiritualités (populaires et nouvelles) (Tudor, 2015 ; Bratosin et Tudor, 2016 ; Tudor et Herteliu, *op. cit.* ; Bratosin, 2016 ; Tudor, 2018 ; Tudor et Bratosin, 2018b ; Bratosin et Jauffret, 2018 ; Bratosin, 2019). Il interpelle les représentations médiatisées du futur dans le contexte plus large de la communication comme processus de production de sens au cœur des travaux de Iarsic-Corhis sur la base de l'approche intégratrice de la « médiatisation de tout » (Livingstone, *op. cit.* ; Bratosin, 2016 ; Tudor et Herteliu, *op. cit.*)

un modèle d'hypothèses mis en évidence par les recherches en communication politique (Peters *et al.*, 2008 ; Schäfer, 2009 ; Rödder, 2009), observable dans la communication publique propre à toutes les autres formes symboliques (religion, art, science, culture, etc.) à l'œuvre dans l'espace public. Ce modèle se caractérise par a) la prévalence croissante de la communication médiatique comme source d'information pour tous les acteurs de la société ; b) la perception de l'importance décisive des médias dans la diffusion des idées ; c) l'adaptation des acteurs de la communication à une « communication orientée média (Bratosin, 2016 : 412).

- 18 Et cela, dans le contexte particulier de la recherche française (et francophone) en communication qui n'a intégré que de façon parcellaire ce programme³ attaché à mettre au premier plan la variable médiatisation et à reléguer au plan second les autres variables possibles impliquées dans les processus de transformation de la société.

Croire en la technologie

- 19 La portée de la médiatisation est un enjeu important pour l'ensemble des domaines disciplinaires désormais concernés par l'impact de la technologie. Krotz (2017) saisit ce potentiel. Prenant en compte plusieurs perspectives et critiques sur la médiatisation (avec des références à Hepp, Lundby, Schulz, Hjarvard, etc.), il propose une approche qui a pour vocation d'être intégrative et fructueuse pour la compréhension du concept dans la perspective de ses rapports irréversibles avec la technologie et les mises futuristes qui lui incombent : la médiatisation est un processus de transformation profonde du système des médias, les médias sont dissous complètement et invisiblement dans l'ensemble de notre vie, l'impact politique de la médiatisation produit une reconstruction du champ de la gouvernance (médiatisation répressive et libérale). Cela fait qu'ils sont omniprésents, qu'ils pénètrent tous les usages quotidiens, créant une « media-life » (Deuze, 2011), concept proche de celui de Krotz (Tudor et Bratosin, 2020). Les contributions sur la médiatisation dans le paradigme des sciences neurocognitives s'emparent aussi de ces perspectives et vont plus loin. Elles dépassent le sens de la socialité que les *media studies* confèrent au concept et avancent l'idée que la médiatisation consiste en une communication « cerveau à cerveau », où les principaux mécanismes du travail cérébral peuvent être décrits, expliqués et numérisés (Mangus, Aubrie et Weber, 2015 ; Nannicelli et Taberham, 2014). Plus exactement, la médiatisation signifie « être semblable à un cyborg », et vice-versa. Cela ouvre le chemin pour introduire un nouveau terme, technique, celui de *panmédiatisation* (Zagidulina, 2018) : un processus d'intégration des médias dans le corps humain et une transition vers la prochaine étape de communication humaine, caractérisée par une

extension hybride de l'humanité médiatisée, c'est-à-dire une technologie d'amélioration des systèmes de communication naturels.

- 20 L'assimilation des médias dans le corps social, économique, politique, culturel, mais aussi dans le corps humain sur la trame tissée par les perspectives divergentes et convergentes de la médiatisation (anglo-saxonnes, françaises, etc.) est le leitmotiv des contributions du présent numéro sur le « croire en la technologie ». Les chercheurs qui y ont contribué ont tenté d'apporter des éléments de réponse à deux questions majeures : Comment les représentations médiatisées du futur rendent-elles compte de la pensée mythico-religieuse dont participent les prédictions scientifiques et parascientifiques sur la technologie ? Comment la médiatisation des discours scientifiques, politiques, philosophiques, économiques, sociologiques, etc., sur la technologie du futur contribue-t-elle à la mystification et / ou à la démystification de la foi en la technologie ?
- 21 Dans le sillage des penseurs tels que Jean-François Lyotard, Jean-Luc Nancy et Jacques Rancière, la contribution de Julien Cueille, qui ouvre le numéro, se penche sur la fonction (mythique) de métarécit de légitimation, considérée comme perdue dans nos sociétés individualistes, « désenchantées ». La narration transhumaniste et les fictions technologiques sont analysées en tant que discours de légitimation du paradigme technoprogressiste « qui accompagne les avancées des bio-neuro-sciences et leur convergence avec le champ des technologies numériques » dans un effort de légitimer la rationalité scientifique accueillant, par l'intermédiaire de la technologie et des médias, le politique, l'économique, le social, le sociétal... Le métarécit transhumaniste englobe une diversité de discours adossés à l'imaginaire, constituant un nouveau mythe à la fois entier, selon le sens de Vernant et Eliade (cf. Cueille) et éclaté (selon les perspectives de Blanchot, Nancy, Rancière), propre à la hypermodernité, unique et hétérogène, mais en rupture avec le caractère sacrificiel des mythes traditionnels. Cueille enrichit sa contribution d'une analyse inédite du mythe transhumaniste comme métanarration au prisme de la psychanalyse afin de mettre en exergue surtout le caractère nouveau de ce mythe. Au miroir des (trans)médias, Cueille montre que la narration transhumaniste ne détient pas le monopole du « mythe autrement ». *Harry Potter* et films de science-fiction, c'est-à-dire les produits de la culture populaire, y sont concernés. Ils sont « [...] des candidats de rechange à un "réenchantement du monde" » par des mythes en rupture avec la tradition anthropologique, mais toujours merveilleux, servant de modèle, suscitant une participation collective à la création et une implication émotionnelle, un schème d'initiation. Le contexte de médiatisation entraîne donc une rupture avec les mythes traditionnels en proposant un nouveau modèle qui se fonde sur
 - a. « l'"amalgamation" et l'"accommodation" des contenus médiatisés avec les activités qui n'en relèvent pas (comme la science) » (Schulz, 2004 : 88) ;
 - b. le brouillage des frontières généré par les médias ;
 - c. le court-circuitage des discours qui effacent leur hétérogénéité par l'intermédiaire des convergences technologique et neuro-bio-info-cognitive.
- 22 Étienne Damome, Aminata Ouédraogo et Élodie Alimata Tapsoba s'intéressent pour leur part à la médiatisation au travers du rôle prophétique qu'on attribue aux réseaux socionumériques dans un pays comme le Burkina Faso, où les citoyens investissent les médias sociaux d'un contre-pouvoir pour réagir aux problèmes générés par les crises démocratiques, sociales et sociétales. Les auteurs étudient les croyances mythiques au

numérique des usagers burkinabè à l'aide des outils méthodologiques qualitatifs qui combinent analyse du discours des médias sur les fonctions et usages des réseaux sociaux, entretiens, observation participante et netnographie des pages Facebook. Qu'il s'agisse des pouvoirs politiques et publics ou des jeunes, des représentations « enchantées » de nature mythico-religieuse sont à l'origine des usages des médias (même si c'est pour des raisons différentes). Ces représentations se déclinent sous diverses formes :

- a. des engagements exaltés (Facebook devenu presque un outil de « rédemption » face aux différentes crises) ;
- b. des attachements mystiques (médias sociaux transformés en objet d'adoration fervente) ;
- c. des partages d'un espace sacré (par exemple, groupes fermés Facebook ou WhatsApp « entre copains », entre « initiés »).

- 23 La médiatisation est appréhendée ici par son caractère de métaprocessus, étendu à l'échelle globale, qui intègre tous les domaines de la vie conduisant à une sacralisation par consolidation de leur pouvoir tout en faisant des victimes notables sur le chemin.
- 24 Sur un tout autre terrain, celui des organisations, Daniela Roventa-Frumusani et Elena Farcaș posent le problème de la gestion de l'avenir des institutions au temps de la convergence des médias et de l'« intersection entre numérique, innovation et identité organisationnelle sur un socle communicationnel ». Les auteures étudient 21 ministères roumains et leur *technoscape* (Appadurai, 1996 et 2013), mobilisant l'analyse de contenu des sites Web et l'observation ethnographique en ligne dans une approche pragmatique des actes de langage (Austin et Searle). Les résultats montrent que les processus de médiatisation engagent les institutions publiques sur la voie du fonctionnement selon la logique des médias. La médiatisation devient un univers discursif des organisations étatiques qui sont « colonisées » par les réseaux sociaux et Internet. Désormais attachées à des pratiques trans-plateformes, les institutions utilisent, d'une part, leurs sites Web pour construire la communication avec la presse et les parties prenantes et, d'autre part, les réseaux sociaux, notamment Facebook (très prisé en Roumanie), pour s'adresser au grand public et interagir avec lui (tendances qui rejoignent d'autres recherches internationales). Dans cet univers des discursivités des ministères publics, médiatiser consiste à s'emparer des médias et à institutionnaliser leur usage et leur logique de fonctionnement *mainstream*. Plus exactement, il s'agit de garder l'emprise sur la production de contenu et le contrôle sur la source qui fournit l'information, l'utilisateur, le citoyen, ne participant pas encore à la coproduction de l'information et du contenu médiatisé.
- 25 Pour sa part, Maria Holubowicz traite d'une sorte de métamédiatisation par le truchement de l'analyse du discours médiatisé de démystification des nouvelles technologies d'un journal local grenoblois, *Le Postillon*, bimensuel satirique né en 2009, qualifié d'extrême gauche et qui se donne pour mission de produire une information alternative et indépendante. La technologie est d'emblée considérée par l'auteure comme un objet de mystification dans l'entre-espace des médias *mainstream* (qui l'idéalisent) et alternatifs (qui la démontrent) du territoire grenoblois. Un corpus de 85 articles du *Postillon* qui traitent des nouvelles technologies et du numérique est étudié au moyen de l'analyse de contenu quantitative et qualitative. Le cas est intéressant non pas par son ampleur (car le journal ne touche qu'un public restreint), mais parce qu'il vise à faire une critique de la technologie et des médias, sans échapper néanmoins aux outils des médias et à la mise en convergence des médias classiques et

nouveaux, sur la base d'une vision mythique, le « David contre Goliath », « en adversaire absolu et résolu de la bien-pensance des médias historiques de Grenoble ». Cette étude de cas montre que la médiatisation s'incarne non seulement dans les espaces de monopole, mais aussi dans les espaces considérés comme libérés, à l'intersection et dépendant des mêmes métaprocessus de la modernité discutés dans la théorie sociale, par exemple la mondialisation.

- 26 La conceptualisation de la médiatisation spécifiquement brésilienne (Braga, Fausto Neto, Ferreira, Gomes, Martino ; Salgueiro Marques, Biondi et De Jesus, 2019) procure à Ângela Cristina Salgueiro Marques, Jean-Luc Moriceau et Bruno Menezes le cadre théorique de base pour étudier les stratégies médiatiques du « croire », notamment l'usage d'invectives, la censure morale et le cadrage normatif dans l'économie de la foi chrétienne. À cet effet, les auteurs considèrent dans leur texte le cas du débat qui a eu lieu sur les réseaux sociaux brésiliens lors de la proposition du Front parlementaire évangélique — l'ensemble des personnes politiques liées à une dénomination confessionnelle chrétienne qui a une place à la Chambre des députés et au Sénat fédéraux — concernant le Statut de la famille. Dans ce cadre — où la « parole » devenue algorithme est associée à la médiatisation du rapport entre la religion et la politique —, le débat public, loin de la « rationalité » de l'agir communicationnel habermassien, apparaît comme une occasion transconfessionnelle de revisiter non pas l'organisation et l'institution religieuses, mais plutôt la fonction et la substance mêmes du « croire » (Bratosin, Gomes et Fausto Neto, 2017). Les résultats de cette étude mettent finalement en évidence des formes politiques parfois inouïes de transposition médiatique de la vie religieuse des individus et posent, fondamentalement, le problème majeur de la « liquidité » de l'autorité dans la société de la médiatisation, société qui réduit de plus en plus l'espace personnel en faveur de l'espace public, tout en ouvrant la sphère publique à l'espace intime.
- 27 La participation de Maude Riverin à ce dossier est un regard qui enrichit le spectre des *gender studies* par une analyse ouvrant des perspectives sur la compréhension du devenir-digital à travers le corps humain féminin. Il s'agit d'une analyse construite à partir de références issues du champ des théories portant sur le posthumanisme, théories convoquées dans le sens des travaux réalisés sur les chantiers de la recherche universitaire autour du nouveau matérialisme. L'observation empirique qui est délimitée par le film *Lucy* (Besson, 2014), c'est-à-dire par la médiatisation de la transformation du corps féminin en rapport avec le mythe selon lequel l'humain ne se servirait que de 10 % de son cerveau, se focalise sur deux perspectives apparemment hétérogènes. D'une part, le questionnement s'attache à rendre compte de la « conscience de la matière ». D'autre part, les interrogations sont orientées par l'optique posthumaniste où « la chair devient technologique ». Mais, en fin de compte, pour Riverin, les deux perspectives du « devenir » s'articulent autour d'un point commun du vécu sensible présent : la médiatisation des nouvelles mythologies du dépassement des frontières « naturelles » qui séparent et lient en même temps l'être humain et la technologie. La conclusion de Riverin — « la chair est obsolète » — ancre ce texte dans la sphère des grands travaux sur le sens salutaire de la « chair » autrefois « verbe », alors que désormais, puisque « nous devenons tous digitaux » (Negroponte, 1995 : 231), la « chair » s'est fait « nombre », c'est-à-dire elle est devenue « obsolète ».
- 28 Enfin, Marco Saraceno offre un regard for éclairant sur l'historique bouleversement de l'idéologie du progrès dans une société conquise par la médiatisation. Ainsi, en

considérant la médiatisation comme fonction symbolique du futur technologique, Saraceno produit une analyse qui valide son hypothèse sur l'ambiguïté narrative de nature mythique ayant ouvert le passage de la rhétorique du « prospectivisme technologique » des années 1980 vers le récent discours de la « révolution numérique », un discours fondé sur le développement évident et, en même temps, religieusement fascinant des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans l'analyse de Saraceno, le discours séduisant sur un avenir industriel en rupture avec le rôle substitutif rattaché à la robotique participe, à la faveur de la médiatisation, d'une association paradoxale de représentations de la technique industrielle : la mécanisation de l'homme et l'humanisation du travail. Plus exactement, le changement idéologique de fond concernant la façon de penser le travail repose désormais sur l'interprétation du sensible dans le paradigme de la médiatisation. Ce paradigme est la clé pour comprendre la production du sens dans les discours sur l'industrie du futur. Par conséquent, il est le cadre intellectuel idéal pour légitimer le rôle de la robotique en l'associant au progrès tout en mettant l'homme au cœur du système technique, alors que le système technique est intrinsèquement assujéti d'une manière inaliénable aux représentations d'émancipation rattachées aux connotations sociales positives de l'interaction et de la collaboration. La médiatisation induit, en somme, un jugement de valeur déterminant dans les lectures idéologiques du rapport futur entre les êtres humains et les machines.

Conclusion

- 29 La genèse et la consécration des usages et pratiques de la médiatisation et des enjeux technologiques pour le futur sont constitutives des réponses apportées aux questions soulevées par ce dossier, qui se présente comme un espace discursif assez divers en ce qui concerne le consensus autour des visions conceptuelles choisies. Nous pouvons conclure que ces travaux et leurs résultats représentent une base pour continuer à développer des pistes de recherche (dans le monde de la recherche francophone et ailleurs) qui, à l'aide de la médiatisation, interrogent les « nouveaux mondes imaginaires » de la technologie et dressent la cartographie des controverses et des extrêmes à l'œuvre dans les utopies et dystopies technologiques qui tablent soit sur le *hopeless future*, soit sur le *bright future*.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHEIDE, David L. et Robert P. SNOW (1979), *Media Logic*, Beverly Hills, Sage.
- APPADURAI, Arjun (1996), *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- APPADURAI, Arjun (2013), *The Future as Cultural Fact: Essays on the Global Condition*, Londres, Verso.

- BRATOSIN, Stefan (2016), « La médialisation du religieux dans la théorie du post néo-protestantisme », *Social Compass*, 63 : 405-420.
- BRATOSIN, Stefan (2019), « Mediatization, post neo-Protestant spirit and affective capitalism », dans Jairo FERREIRA *et al.* (dir.), *Between What We Say and What We Think: Where Is Mediatization?*, Santa Maria, FACOS-UFSM, p. 181-208.
- BRATOSIN, Stefan, Pedro-Gilberto GOMES et Antonio FAUSTO NETO (2017) (dir.), « Mediatization of religion and power », *Essachess. Journal for Communication Studies*, 10(20) : 5-203.
- BRATOSIN, Stefan et Marie JAUFFRET (2018), « Le mythe politique français de la laïcité : foi et sens politique », dans Mihaela-Alexandra TUDOR, Gheorghe CLITAN et Marcia GRILO MARAT (dir.), *Politique et religion au défi de la communication numérique*, Paris, L'Harmattan, p. 41-55.
- BRATOSIN, Stefan et Mihaela-Alexandra TUDOR (dir.) (2016), *Religion(s), laïcité(s) et société(s) au tournant des humanités numériques*, France, Iarsic.
- BAUDRILLARD, Jean (1976), *L'échange symbolique et la mort*, Paris, Gallimard.
- COULDRY, Nick (2008), « Mediatization or mediation? Alternative understandings of the emergent space of digital storytelling », *New Media and Society*, 10(3) : 373-391.
- COULDRY, Nick et Andreas HEPP (2013), « Conceptualising mediatization: Contexts, traditions, arguments », *Communication Theory*, 23(3) : 191-202.
- DAYAN, Daniel et Elihu KATZ (1992), *Medias Events. The Live Broadcasting of History*, Londres, Harvard University Press.
- DEACON, David et James STANYER (2014) « Mediatization: Key concept or conceptual bandwagon? », *Media, Culture & Society*, 36 : 1032-1044.
- DEUZE, Mark (2011), « Media life », *Media, Culture & Society*, 33 : 137-148.
- DOUYERE, David et Frédéric ANTOINE (2018), « Penser l'entrelacs des religions et des médias », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 13. [En ligne]. <http://journals.openedition.org/rfsic/3756>. Page consultée le 24 février 2020.
- FAUSTO NETO, Antonio, Jairo FERREIRA, José BRAGA et Pedro Gilberto GOMES (2010), *Midiatização e processos sociais: aspectos metodológicos*, Santa Cruz do Sul, Unisc.
- GOMES, Pedro Gilberto (2016), « Mediatization: A concept, multiple voices », *Essachess. Journal for Communication Studies*, 9 : 197-212. [En ligne]. <http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/349/398>. Page consultée le 24 février 2020.
- GOMES, Pedro Gilberto (2017), *A Midiatização no Processo Social*, Brazil, São Leopoldo, PPGcom.
- HABERMAS, Jürgen (1989), *The Theory of Communicative Action. Lifeworld and System*, New York, Beacon Press.
- HAY, James et Nick COULDRY (2011), « Rethinking convergence/culture: An introduction », *Cultural Studies*, 25(4-5) : 473-486.
- HEPP, Andreas (2012), *Cultures of Mediatization*, Londres, Polity.
- HEPP, Andreas (2013), « The communicative figurations of mediatized worlds: Mediatization research in times of the "mediation of everything" », *European Journal of Communication*, 28 : 615-629.
- HEPP, Andreas, Stig HJARVARD et Knut LUNDBY (2010), « Mediatization empirical perspectives: An introduction to a special issue », *Communications*, 35(3) : 8-26.

- HJARVARD, Stig (2008a), « The mediatization of society », *Nordicom Review*, 29(2) : 105-134.
- HJARVARD, Stig (2008b), « The mediatization of religion. A theory of the media as agents of religious change », *Northern Lights*, 6 : 9-27.
- HJARVARD, Stig (2013), *The Mediatization of Culture and Society*, Londres/New York, Routledge.
- HOSKINS, Andrew (2009), « Flashbulb memories, psychology and media studies: Fertile ground for interdisciplinarity », *Memory Studies* 2(2) : 147-150.
- JENKINS, Henry (2006), *Convergence Culture: Where Old and New Media Collide*, New York, New York University Press.
- KROTZ, Friedrich (2001), *Der Symbolische Interaktionismus und die Kommunikationsforschung Zum hoffnungsvollen Stand einer schwierigen Beziehung*, dans Patrick RÖSSLER, Uwe HASEBRINK et Michael JÄCKEL (Hrsg.), *Theoretische Perspektiven der Rezeptionsforschung*, München, Fischer, p. 73-95.
- KROTZ, Friedrich (2007), *Mediatisierung. Fallstud. zum Wan. von Komm.*, VS, Wiesbaden, Germany.
- KROTZ, Friedrich (2009), « Mediatization: A concept with which to grasp media and societal change », dans Knut LUNDBY (dir.), *Mediatization: Concept, Changes, Consequences*, New York, Peter Lang, p. 21-40.
- KROTZ, Friedrich (2017), « Explaining the mediatization approach », *Jav.-The Publ. Journal of the European Institute for Communication and Culture*, 24 : 103-118.
- LIVINGSTONE, Sonia (2009), « On the mediation of everything », *Journal of Communication*, 59(1) : 1-18.
- LÖVHEIM, Mia et Eveline LUNDMARK (2019), « Gender, religion and authority in digital media », *Essachess. Journal for Communication Studies*, 12 : 23-35. [En ligne]. <http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/462/487>. Page consultée le 24 février 2020.
- LUNDBY, Knut (dir.) (2009), *Mediatization: Concept, Changes, Consequences*, Bern/Berlin/Bruxelles/Frankfurt am Main/New York/Oxford/Wien, Peter Lang.
- LUNT, Peter et Sonia LIVINGSTONE (2016), « Is “mediatization” the new paradigm for our field? A commentary on Deacon and Stanyer (2014, 2015) and Hepp, Hjarvard and Lundby (2015) », *Media, Culture & Society*, 38 : 462-470.
- MARTINO, Luís Mauro Sá (2019), « Mediatization, North, and South: Highlights and outlines in Brazilian and Anglo-Saxon research », dans Jairo FERREIRA et al. (dir.), *Between What We Say and What We Think: Where is Mediatization?* Santa Maria, FACOS-UFSM, p. 209-228.
- MANGUS, J. Michael, Aubrie ADAMS et Rene WEBER (2015), « Media neuroscience », dans Robert SCOTT et Stephen Martin KOSSLYN (dir.), *Emerging Trends in the Social and Behavioral Sciences*, New York, Wiley & Sons, Inc, p. 1-44.
- McLUHAN, Marshall (1964), *Understanding Media, The Extensions of Man*, New York, McGraw Hill Book Company.
- MEYROWITZ, Joshua (1999), « Understandings of media », *A Review of General Semantics*, 56(1) : 44-52.
- NANNICELLI, Ted et Paul TABERHAM (dir.) (2014), *Cognitive Media Theory*, New York, Routledge.
- NEGROPONTE, Nicholas (1995), *Being Digital*, New York, Knopf.
- SALGUEIRO MARQUES, Ângela Cristina, Angie BIONDI et Eduardo DE JESUS (2019), « Spatialités et temporalités de la domesticité dans l'image photographique : entre la représentation et la

figuration des femmes brésiliennes appauvries », *Essachess. Journal for Communication Studies*, 12(23) : 27-51. [En ligne]. <http://www.essachess.com/index.php/jcs/article/view/443/479>. Page consultée le 24 février 2020.

THOMPSON, John B. (1995), *The Media and Modernity: A Social Theory of the Media*, Stanford, Stanford University Press.

TUDOR, Mihaela-Alexandra (dir.) (2015), « Communication symbolique », *Essachess. Journal for Communication Studies*, 8(15). [En ligne]. <http://www.essachess.com/index.php/jcs/issue/view/16>. Page consultée le 24 février 2020.

TUDOR, Mihaela-Alexandra (2018), « Religion, politique et nouveaux médias : lieux d'incarnation des pathologies communicationnelles », dans Mihaela-Alexandra TUDOR, Gheorghe CLITAN et Marcia GRILO MARAT (dir.), *Politique et religion au défi de la communication numérique*, Paris, L'Harmattan, p. 25-41.

TUDOR, Mihaela-Alexandra et Stefan BRATOSIN (2018a), « The Romanian religious media landscape: Between secularization and the revitalization of religion », *Journal of Religion, Media and Digital Culture*, 7(2) : 223-250. [En ligne]. <https://brill.com/abstract/journals/rmdc/7/2/rmdc.7.issue-2.xml>. Page consultée le 24 février 2020.

TUDOR, Mihaela-Alexandra et Stefan BRATOSIN (2018b), *Croire en la technologie : médiatisation du futur et futur de la médiatisation*, Actes du 4^e Colloque international Comsymbol, France, Iarsic.

TUDOR, Mihaela-Alexandra et Stefan BRATOSIN (2020), « French media representations towards sustainability: Education and information through mythical-religious references », dans Divina FRAU-MEIGS et Irma VELEZ (coordonnatrices), « Media education and sustainable futures », *Sustainability*, 12(5) : 2095. [En ligne]. <https://doi.org/10.3390/su12052095>. Page consultée le 15 mars 2020.

TUDOR, Mihaela-Alexandra et Agnos-Millian HERTELIU (2017), « L'église connectée. Le cas de la plateforme Jesus Market », *Revue des sciences religieuses*, 91(4) : 589-604. [En ligne]. <https://journals.openedition.org/rsr/3564>. Page consultée le 24 février 2020.

ZAGIDULLINA, Marina (2018), « Panmediatization of the future we are building today: An analysis of ICT roadmaps in the European Union », dans Mihaela-Alexandra TUDOR et Stefan BRATOSIN (dir.), *Croire en la technologie : médiatisation du futur et futur de la médiatisation*, Actes du 4^e Colloque international Comsymbol, France, Iarsic, p. 17-34.

NOTES

1. dans les sociétés antérieures, les institutions sociales telles que la famille, l'école et l'Église étaient les principaux fournisseurs d'information, de tradition et d'orientation morale pour chaque membre de la société. Aujourd'hui, ces institutions ont perdu une partie de leur ancienne autorité et les médias ont, dans une certaine mesure, repris leur rôle de fournisseurs d'informations et d'orientation morale et sont devenus le plus important *storyteller* de la société sur la société elle-même (Traduction des auteurs).

2. Les approches latino-américaines de la médiatisation sont redevables à une tradition vieille de trois décennies. Il s'agit des études d'Eliseo Véron, qui a formulé les premières hypothèses sur la médiatisation comme objet émergent de la communication.

3. La recherche française est cantonnée dans les approches désormais classiques des études des médias et de la médiation (les théories du médium, l'école de Toronto ou des usages et effets des médias, etc.). Elle ne distingue pas tout particulièrement l'usage de la médiation de celui de la

médiatisation. Comme déjà évoqué, Livingstone (*op. cit.*) notait la parcimonie d'usage et l'indifférenciation dans la littérature française de spécialité. Outre les apports du réseau Iarsic de Montpellier et l'insertion de ses recherches dans les groupements scientifiques internationaux travaillant sur la médiatisation, autres chercheurs se revendiquant du champ en construction « communication, médias et religion », ceux du réseau Relicom en l'occurrence, commencent à s'y atteler (voir Douyère et Antoine, 2018).

INDEX

Palabras claves : mediatización, tecnología, sensibilización, interpretación, simulación

Keywords : mediatization, technology, sensitiveness, interpretation, simulation

Mots-clés : médiatisation, technologie, sensibilisation, interprétation, simulation

AUTEURS

MIHAELA-ALEXANDRA TUDOR

Mihaela-Alexandra Tudor est maître de conférences habilitée à diriger des recherches et directrice adjointe de l'unité de recherche Communication, ressources Humaines et Intervention Sociale (CORHIS), Université Paul Valéry Montpellier 3. Courriel : mihaela.tudor.com@gmail.com

STEFAN BRATOSIN

Stefan Bratosin est professeur des universités, responsable de l'axe « Communication et transformation sociale » du CORHIS et directeur du Institute for Advanced Religious Studies and Internetworking Communication (IARSIC), Université Paul Valéry de Montpellier. Courriel : sbratosin.univ.montp3@gmail.com

Le métarécit transhumaniste et les fictions technologiques contemporaines

Peut-on parler de mythes aujourd'hui ?

Julien Cueille

- 1 Notre propos tentera d'éclaircir un paradoxe, celui de la présence de mythes et de fictions dans les sociétés individualistes contemporaines, souvent qualifiées de « désenchantées » : alors même que les grands récits collectifs, des récits religieux aux idéaux des Lumières et aux idéologies de la révolution prolétarienne, semblent en panne, en avons-nous pour autant fini avec les mythes ? De ce point de vue, l'apport de certains penseurs de la *French Theory* comme Jean-François Lyotard, Jean-Luc Nancy ou Jacques Rancière nous semble aujourd'hui encore décisif, en ce qu'ils s'efforcent d'articuler déconstruction des « grands récits » et attention portée aux fables contemporaines, fussent-elles « contrariées ». Ce cadre théorique ne nous paraît nullement antagoniste avec des données plus récentes de la sociologie ou de l'anthropologie des cultures contemporaines. Certes, le poids grandissant des neurosciences depuis une vingtaine d'années a changé la donne ; le paradigme cognitiviste apparaît comme une nouvelle « grammaire sociale », en prise avec le langage des sciences de l'information davantage qu'avec les mythes. Toutefois, ce nouveau paradigme, s'il veut s'imposer dans la culture, doit aussi admettre des composantes imaginaires, voire une dimension narrative. Le transhumanisme pourrait-il jouer le rôle d'un nouveau « métarécit » ? Ce serait alors le registre fictionnel, celui du mythe, qui constituerait les frontières d'un « discours transhumaniste » par ailleurs multiple et diversifié. Nous questionnerons donc le statut de la narration transhumaniste, au regard de la définition même du mythe : il conviendra de distinguer mythes traditionnels et mythes contemporains. Mais le récit transhumaniste n'a peut-être pas le monopole de l'imaginaire aujourd'hui : d'autres récits, issus notamment de la culture populaire, proposent un cadre narratif pour permettre aux sujets contemporains de penser leur désarroi et leur finitude.

De nouveaux récits de légitimation ?

- 2 La « fin des grands récits » (Lyotard, 1979) et de l'ordre socioculturel qu'ils portaient avec eux n'implique pas, tant s'en faut, une disparition des fictions. Si le « désenchantement du monde » caractérise les sociétés occidentales contemporaines depuis plus d'un siècle, c'est que les modes traditionnels et même modernes de légitimation se seraient érodés au bénéfice de la seule rationalité scientifique. Cette transformation fondamentale peut être lue, à la suite de Max Weber, puis de Marcel Gauchet (Weber, 1917-1919 ; Gauchet, 1985), comme un processus de rationalisation et d'individuation qui entraîne le déclin des systèmes d'interprétation traditionnels et substitue progressivement aux « grands récits » et aux formes anciennes de légitimité un espace de pensée apparemment déserté par l'imaginaire, le discours scientifique comme dispositif rationnel capable d'autojustification imposant progressivement ses normes. Le type de rationalité qui triomphe alors est ce que Weber (2013 / 1921) appelle la « rationalité téléologique » (ou « en vue d'une fin »), qui consiste à rechercher l'efficacité et l'utilité indépendamment de toute référence à des valeurs ou à des croyances, à des traditions ou à des émotions. Jürgen Habermas (1973) va plus loin en critiquant le discours technoscientifique comme « idéologie » du progrès au service de la production industrielle. Cette rationalité « instrumentale » s'élargit à ce que Habermas nomme le « monde vécu », c'est-à-dire colonise progressivement l'ensemble de la culture en délégitimant les formes antérieures, en disqualifiant les croyances, les formes de pensée irrationnelles ainsi que l'agir axiologique (selon les valeurs). La recherche de l'efficacité et le discours « technique » des experts recouvrent les relations entre les acteurs sociaux dans la plupart des domaines qui, autrefois, relevaient de « jeux de langage » et de l'« interaction », et l'on s'achemine vers des formes de plus en plus poussées de contrôle des individus. Lyotard confirme ce diagnostic en pointant l'occultation des jeux de langage par le savoir scientifique, qui, en isolant un seul registre de jeu de langage, le dénotatif, exclut les autres ; pourtant, la dimension narrative, loin de disparaître, perdure.
- 3 Le savoir scientifique a toujours eu besoin de son « autre », le savoir narratif, pour s'autojustifier et se légitimer, même négativement : « [...] le savoir scientifique n'est pas tout le savoir, il a toujours été en surnombre » (Lyotard, *op. cit.* : 18). Comme le montre déjà l'instauration moderne des institutions universitaires à partir du XIX^e siècle, un récit de légitimation a été nécessaire pour inscrire le savoir scientifique dans le lieu du politique¹. Mais ce qui par la suite se dessine dans les sociétés que l'on peut appeler, à la suite de Lyotard, « postmodernes » ou, avec Nicole Aubert et Vincent de Gaulejac, « hypermodernes » (Aubert, 2017), c'est plutôt une dissémination entre de multiples jeux de langage obéissant à des règles différentes : le métarécit unificateur (c'est-à-dire celui qui fournit les règles du jeu social), qu'il soit positiviste, humaniste ou socialiste, est en panne. Ce sont les « philosophies de l'histoire » qui s'avèrent défailtantes, et avec elles l'idée de progrès et de projection dans un futur désirable (Lyotard, 1986). Du coup, la science tenterait de se légitimer en recourant à une autorité, celle de la technique, qui s'affirme de façon indiscutable dans le réel : la technique devient un principe performatif de légitimation, la légitimation par la puissance (Lyotard, 1979 : 45-77). C'est l'avènement de la « technoscience ». Mais elle ne se suffit pas à s'autolégitimer, et l'occultation du narratif au profit d'une démonstration concrète, spectaculaire, des bénéfices et de la puissance des technologies ne parvient pas à faire disparaître le désir

de récit. Le ou les métarécits transhumanistes en sont aujourd'hui l'exemple le plus frappant ; nous allons tenter de montrer qu'ils jouent comme discours de légitimation qui accompagne les avancées des bio-neuro-sciences et leur convergence avec le champ des technologies numériques. Comme tel, il s'agirait bien d'un métarécit, au sens où il prétend à une emprise totalisante sur le social, et au sens où il se propose de fournir un sens (non instrumental) ainsi qu'une valeur aux productions de la technoscience. Surtout, il les réinsère dans une perspective diachronique, en redonnant une nouvelle chance à l'idée de progrès.

Un discours de légitimation des avancées technoscientifiques

- 4 La dimension narrative et imaginaire du transhumanisme est parfois minimisée, au profit de son ancrage scientifique et technologique : les compétences universitaires ou le poids entrepreneurial de certains de ses partisans sont mis en avant. Ainsi le succès des thématiques de l'« homme augmenté » est-il d'abord à mettre au crédit des avancées des sciences de l'information, couplées à celles de la biologie neuronale et des biotechnologies (notamment nanométriques). C'est le rapport dit Roco-Bainbridge, publié au début des années 2000 par la National Science Foundation et le Département du Commerce américain, qui est le plus souvent cité à l'origine de l'idéologie « transhumaniste » (Roco et Bainbridge, 2003). Ce rapport, qui défend l'amélioration des performances humaines, émane à la fois de chercheurs scientifiques de différentes disciplines, de sociologues et d'industriels. Il tire sa légitimité d'un effet d'autorité, mais aussi des conquêtes bien réelles qui ont permis, notamment, des percées spectaculaires dans l'imagerie médicale, la connaissance du cerveau, mais également du génome humain. Cela ne suffirait pourtant pas si toutes ces démonstrations d'efficience ne s'accompagnaient d'un discours idéologique. Les sciences, loin d'être neutres, diffusent des représentations et prennent appui, pour ce faire, sur les espoirs mis dans les progrès de la recherche neurologique : ceux-ci sont présentés comme une « révolution » plus importante encore que les précédentes, comme l'usage des neuroleptiques (Bovet, Kraus, Panese, Pidoux et Stücklin, 2013). La sociologie actuelle des sciences confirme, en les étayant, les intuitions de Lyotard : l'appropriation des énoncés d'origine scientifique par les individus n'est pas elle-même scientifique (Chamak et Moutaud, 2014).
- 5 La convergence dite neuro-bio-info-cognitive (NBIC) représente une ultime mutation de la rationalité scientifique. L'absence de précautions épistémologiques, qui consiste à confondre le registre neurobiologique et le registre psychologique, relève d'un coup de force théorique : le court-circuitage de l'hétérogénéité des modes discursifs et le passage à la limite de la matière à l'esprit. Le réductionnisme s'accompagne ici d'un programme hégémonique de colonisation des sciences humaines et sociales (Ogien, 2011 ; Ehrenberg, 2018). Les progrès de la neurobiologie ont rendu possible ce qui, voici quelques décennies, semblait hors de portée : un programme de connaissances visant à inventorier l'ensemble de l'humain sur le modèle des sciences de la nature, grâce aux sciences de l'information et du cerveau. Le succès remarquable du concept de programme génétique (mis en évidence par le double prix Nobel attribué à Monod et Jacob en 1965), ses applications multiples et l'interfécondation des recherches en informatique et des recherches en biologie avaient déjà conduit à penser l'homme selon

un cadre conceptuel nouveau et surtout unifié, une révolution peut-être comparable à la place du cartésianisme dans l'histoire de la pensée. Toutefois, il ne s'agit plus désormais seulement de connaissance, mais d'une nouvelle « forme de vie » : le projet pratique qui y est intimement lié vise, de façon quasiment performative, à fabriquer une humanité (voire une posthumanité) conforme à ce modèle théorique. Sur la base d'un nouvel « idiome commun » (Gori et Del Volgo, 2009), le vocabulaire neuroscientifique pénètre en profondeur la culture. Comme le montre Alain Ehrenberg, les sciences de l'information et du cerveau sont le noyau qui constitue une véritable « autorité morale », « un ensemble de représentations collectives formulées dans un langage scientifique » de l'ordre de la « croyance » (*op. cit.* : 15-19). Le transhumanisme, en tant que discours narratif adossé à l'imaginaire, est-il le nouveau « mythe » de cette science d'un nouveau type ? Peut-on le réduire à un discours unique, à travers la diversité des énoncés qui l'illustrent ? Et, d'autre part, d'autres formes de récit ou de fiction ne se proposent-elles pas comme des candidats de rechange à un « réenchancement du monde » ? Nous tenterons d'articuler des données de la sociologie des sciences, d'une part, et de l'anthropologie des mythes, d'autre part, avec l'apport de la psychanalyse, pour tenter de penser la place du transhumanisme dans le registre du symbolique aujourd'hui.

Persistance du récit dans les cultures désenchantées

- 6 Le « désenchantement du monde » s'effectue sur un temps long ; amorcé dès le XVIII^e siècle, avec l'érosion progressive du récit chrétien ou de son influence sur l'organisation sociale, il se poursuit jusqu'à nos jours avec la crise des idéologies et des « religions séculières ». La rationalisation du monde a bel et bien mis à mal un certain type de pratiques traditionnelles et de récits globalisants, mais des narrations à prétention totalisante continuent d'exister, bien qu'elles n'aient plus l'audience et le poids social de jadis. S'il y a bien une « sortie de la religion », c'est-à-dire de l'emprise sociale totalisante des Églises, le « religieux », ou plutôt le « spirituel », fait retour à travers des formes de recherche plus individuelles et plus libres, en tout cas largement déconnectées des institutions (Gauchet, *op. cit.*). Le rêve positiviste en tout cas tarde à émerger : l'âge de la métaphysique, qui paraissait en voie de clôture, demeure entrouvert. La rationalité technoscientifique coexiste avec un grand nombre de pratiques spirituelles *new age*, marquées par l'individualisme, le syncrétisme et la globalisation (Liogier, 2012), le fameux « retour du religieux ». Outre le « bricolage spirituel », caractérisé par la confusion entre recherche du développement personnel et sens du « sacré » (Garnoussi, 2008 : 441), de nouveaux discours de légitimation prolifèrent, liés à la reconnaissance sociale de groupes minoritaires (Honneth, 1992), ainsi que des récits inspirés par le *storytelling* et le marketing (Stiegler, 2005 ; Citton, 2014 ; Boltanski et Esquerre, 2017) ou à connotation « conspirationniste ». Le succès des théories du complot les plus fantaisistes, comme le complot des Illuminati ou celui des extraterrestres « reptiliens », qui touche une frange très importante du public, en témoigne. L'« homme ordinaire » n'est pas entièrement colonisé par les « sous-systèmes de l'agir téléologique » : il demeure en partie rétif au discours instrumental de l'expert, attiré par la fiction et l'imaginaire. La société hypermoderne est marquée par un *storytelling* généralisé (Salmon, 2007).

- 7 Les discours dits scientifiques sont profondément intriqués, non seulement avec les pratiques techniques, mais aussi avec la politique, l'économie, les « intérêts » sociaux, les valeurs (Latour, 1996) et la communication (Serres, 1969). La science se nourrit de fictions : cette approche est devenue un lieu commun de la sociologie des sciences². Plus encore, la science apparaît, du point de vue de l'homme du commun en tout cas, comme une nouvelle pourvoyeuse de mythes : les représentations communes font droit à des « récits » scientifiques vulgarisés (Wolton, 1997b), tel le « big bang », dont on ne retient en général qu'une métaphore, sans prendre en compte la théorie scientifique sous-jacente. Des appellations vulgarisées comme celle de « particule de Dieu » (à propos du célèbre Boson de Higgs) témoignent de la porosité entre les registres de langage. Faute d'une connaissance suffisante du vocabulaire et des méthodes scientifiques, il faut « traduire » dans le langage naturel les résultats des recherches scientifiques. La médiatisation apparaît ici comme un impératif : l'« amalgamation » et l'« accommodation » (Schulz, 2004 : 88) des contenus médiatisés avec les activités qui n'en relèvent pas (comme la science) poussent à un brouillage des frontières. La science expérimentale, parée de toutes les vertus, recueille ainsi des espoirs ou des inquiétudes d'ordre eschatologique, sommée de nous livrer le dernier mot sur la création du monde, la conscience humaine, voire l'immortalité, autant de questions qui ressortissent naturellement au mythe. Paradoxalement, depuis que la science, après Kant, est censée avoir abandonné toute prétention métaphysique, elle est sollicitée comme jamais, sous la pression de l'injonction médiatique, pour fournir des solutions aux interrogations les plus métaphysiques qui soient. Au point de ressembler, dans la sphère publique, à une vraie religion moderne. L'ensemble de l'espace et du temps humains a bien été reconfiguré par la rationalité téléologique et instrumentale ; toutefois, la dimension mythique que celle-ci prétend évacuer n'en est, en dépit des apparences, nullement absente.

Peut-on parler de mythes hypermodernes ?

- 8 Mais de quel « mythe » parle-t-on ? Les perspectives grandioses ouvertes par une anthropologie spéculative, de Frazer à Eliade en passant par Roger Caillois, selon lesquelles les analogies entre mythes de différentes provenances témoigneraient d'une perception du monde universelle et originaire, ont fait long feu. Roland Barthes, en qualifiant le mythe d'« écœurant », résumait assez bien le sentiment général dès les années 1950 (1957 : 232). Quant à Umberto Eco, il s'acharnait lui aussi, dans ses premiers textes, contre un mythe qui représente à ses yeux un monde endormi, celui de l'« ordre retrouvé » et de l'« inertie psychologique », sinon même du « fascisme éternel » (1962 : 105). L'évolution de l'anthropologie, après Claude Lévi-Strauss, avec l'éclatement du champ en études d'un domaine géographique ou civilisationnel particulier, semble avoir frappé d'obsolescence la théorie générale des mythes, du fait de la complexité des emprunts et des filiations dont seule une mythologie comparée « diffusionniste » serait à même de rendre compte, sans pouvoir prétendre à une méta-anthropologie unificatrice. Marcel Detienne ironise sur l'usage, quelque peu mythologique, que nous faisons aujourd'hui du mythe : en y cherchant un trop-plein de sens, en l'universalisant philosophiquement, nous y projetons une illusoire source herméneutique, une origine secrète, un « chant du monde » (Detienne, 1989). Du point de vue psychanalytique, l'hypothèse des archétypes jungiens demeure très discutée et ne permet un dialogue ni avec l'anthropologie actuelle ni avec la psychanalyse

freudienne, encore moins lacanienne, dont elle ne partage pas la plupart des prémisses (Roudinesco, 1982-1986). Est-ce à dire que le concept même de mythe serait incompatible avec la « postmodernité » ou l'« hypermodernité » à laquelle appartiennent nos productions discursives ? Même si l'on élargissait la définition stricte du mythe aux formations discursives de la modernité, telles que les « mythes politiques » mis en place, notamment, au moment des Lumières et de l'avènement de la République, l'évolution ultérieure, avec la crise des métarécits, relèverait d'un « dépérissement du mythe » (Augé, 1994). Nous ferons toutefois l'hypothèse, par-delà les considérations sur la grammaire narrative, que certains énoncés, quand bien même ils n'appartiennent pas au « mythe » au sens strict (qui renvoie pour nous principalement à la culture grecque), relèvent néanmoins d'un univers qu'on peut qualifier de « mythique », le *muthos*, au sens de Vernant (1974) : comme « texture narrative », recourant « au dramatique et au merveilleux », visant « l'opération mimétique » et la « participation émotionnelle », ayant souvent valeur de modèle et d'exemple (Eliade, 1963), il suppose aussi une élaboration collective plutôt qu'une œuvre personnelle (Veyne, 1983 ; Detienne, 1981). En tant que tel, il s'oppose au *Logos* de la Raison, sans en être l'antagoniste absolu (Vernant, *op. cit.*). Si le mythe à proprement parler a historiquement disparu³, on peut parler d'univers mythique, de *muthos* (élargi en ce sens à de formes discursives et narratives telles que le roman, le film, le jeu vidéo, voire des productions culturelles hybrides) dès lors que la fiction n'est pas seulement au service d'un imaginaire privé (Cueille, 2018).

- 9 C'est en effet la mimésis, fondée sur l'identification interpsychique, qui conditionnerait le *muthos* : conformément à la tradition grecque, le mythe est « le moyen par lequel est communiqué ce savoir de base partagé par tous les membres d'une collectivité qui en assure la transmission de génération en génération » (Brisson, 1982 : 16). Le *muthos*, en tant qu'il se fonde sur l'identification, source du lien social selon Sigmund Freud, assure une fonction d'opérateur de socialisation, de médiation entre sujet et culture, entre intrapsychique et interpsychique. « Fiction symbolique » (Žižek, 2007), il contribuerait à étayer les processus d'élaboration psychique et d'entrée dans le symbolique. Le *muthos* relève aussi du jeu, au sens littéral (comme en témoignent les innombrables jeux de rôle, désormais en ligne, qui s'inspirent des différents folklores mythologiques, des traditions nordiques remises au goût du jour par Tolkien et le genre *fantasy*, aux multiples univers de science-fiction ou de fantastique, sans parler du recyclage occasionnel d'éléments grecs, égyptiens, amérindiens ou asiatiques, qui font toujours recette). Mais aussi en un sens psychanalytique, celui de Winnicott (1971) qui voit dans le jeu un opérateur de subjectivation, un espace transitionnel, une illusion nécessaire qui permet potentiellement une appropriation créative de la réalité, un apprivoisement des limites fiction / réalité, intérieur / extérieur.

Des mythes contrariés

- 10 La recherche de mythes postmodernes pourrait cependant apparaître comme une véritable contradiction dans les termes : à notre époque de désenchantement du monde, les mythes disponibles ne sont-ils pas réduits à être seulement des quasi-mythes « évasifs », sur fond de malaise et de mort de Dieu ? Ce que nous nommons « mythes évasifs » (Nancy, 2014), ce sont des mythes d'après le mythe, où la croyance est souvent problématique, et qui ne structurent pas l'ensemble du champ social selon

un principe normatif global. Le mythe est désormais « éclaté » (Blanchot, 1984 ; Nancy, *op. cit.*), diffracté, le récit est multiple, disséminé, troué de silences. Son récit « n'est qu'un récit à la limite » (Nancy, *op. cit.*). C'est une « fable contrariée », hétérogène, un « art de l'après-coup » (Rancière, 2001). La crise qui affecte aujourd'hui l'individu, en proie à l'incertitude et au malaise dans la culture, rend en effet la tâche des auteurs contemporains bien complexe. Si notre époque, plus que jamais, est celle d'un effritement des croyances et des formes instituées, les formes littéraires s'en ressentent également ; il ne s'agit plus simplement de retracer, selon un schéma commun aux philosophies du progrès et aux trajectoires de vie individuelles, l'apprentissage de la vie et la perte des illusions. Ce sont les schèmes initiatiques des rites de passage traditionnels qui sont en panne (Le Breton, 2007, 2010, 2012) : aussi les récits ne parviennent-ils plus à se couler dans le moule, linéaire et cumulatif, du roman d'apprentissage, comme chemin vers un avenir positif, une croissance du sujet. Depuis Gustave Flaubert déjà, le soupçon s'est insinué au cœur de l'Idéal, le ver s'est glissé dans le fruit de la fiction. Si le mythe a toujours eu affaire à la cruauté et au tragique, ce qui fait sa force et sa résonance existentielle, le roman du ^{xx}e siècle est sans aucun doute aux prises avec des puissances destructrices plus cruelles encore, qui déchiquettent à belles dents la trame narrative, faisant apparaître des trous de réel, soulignant les failles temporelles, les abîmes intérieurs, jusqu'au vide formaliste, à l'effacement objectiviste, au silence blanchotien ou, à l'inverse, à la démente narcissique et fétichiste de l'autofiction la plus exhibitionniste. L'œuvre de James Joyce, qui occupe une place éminente et significative dans la littérature contemporaine, témoigne hautement, par sa déconstruction du langage, de la corrosivité du désenchantement. Si Ulysse, celui d'Homère, est évidemment l'une des figures fondatrices de la subjectivité traditionnelle en quête d'initiation, que reste-t-il alors du mythe après la « réécriture » joycienne ? Si l'œuvre de Joyce, en s'offrant comme objet inouï à la postérité des exégètes, réussit finalement son pari de devenir un véritable mythe pour lettrés, il demeure douteux qu'il continue à réaliser « l'opération mimétique » et la « participation émotionnelle » qui, selon Detienne, caractérisent le *muthos*. S'il garde bien une certaine dimension collective, voire une valeur de modèle, par son statut de chef-d'œuvre admiré, ce n'est pourtant pas sur le mode d'une identification à un héros qu'il opère. Chef-d'œuvre de désacralisation, il met en crise le signe, libérant la musique des mots, mais du même coup aussi faisant éclater la figure du héros en un kaléidoscope d'impressions et de sons qui apparaissent désertés par le sens. La forme romanesque, comme le mythe au sens traditionnel, n'est-elle pas condamnée à se résoudre dans sa propre désagrégation ou son désenchantement sans fin ?

La narration transhumaniste

- 11 C'est dans ce contexte désacralisé qu'apparaissent les énoncés qui relèvent de ce qu'il est convenu d'appeler « transhumanisme ». Après un siècle et demi de positivisme, la science s'est imposée comme registre privilégié d'accès à la vérité ; mais les discours dits transhumanistes sont bien loin de se présenter comme énoncés scientifiques. Ils englobent un grand nombre de productions discursives variées, des considérations philosophiques de Max More (2003, 2013), Donna Haraway (2007) ou Nick Bostrom (Savulescu et Bostrom, 2009) aux spéculations futuristes de l'ingénieur Ray Kurzweil (1999, 2007) ou de la designer Natasha Vita-More (More, 2013), aux témoignages engagés de « bio-hackers » (Lepht Anonym, 2011), aux performances de bio-artistes

comme Orlan, Kac ou Stelarc (Orlan, 2016 ; Kac, 2001)⁴ ou aux discours technophiles des dirigeants de la *Silicon Valley*. Ces différents énoncés se distinguent autant par le degré d'élaboration de leurs contenus, leur capacité argumentative, sinon leur prétention scientifique, que par le public auquel ils s'adressent et le contexte d'énonciation dans lequel ils se trouvent insérés. Mais l'insertion de ces énoncés dans l'espace public est gouvernée par les logiques de la médiatisation, qui tendent à un effacement des distinctions, une « dissolution des frontières » (Krotz, 2001). Ce sont des articles de presse (souvent critiques), des émissions de télévision, des interviews de personnalités (en France, Laurent Alexandre, dont les livres sont devenus en quelques années des *best-sellers*) qui vont « populariser » le vocabulaire et les idées de ce qu'on appelle globalement « le transhumanisme ». Reste un imaginaire commun, aux contours flous, cristallisé autour des termes d'*homme augmenté* ou de *posthumain* et du rêve de perfection, voire d'immortalité. Plus qu'un propos rationnel ou un corpus de référence, le succès de ces thématiques semble relever d'une emprise fantasmatique et d'une attitude psychique de suspension du principe de réalité. Le transhumanisme n'existe pas comme doctrine unifiée, mais il tend à consister médiatiquement comme univers fictionnel, il fonctionne comme scénario implicite (et pluriel). Il est rendu possible par l'interpénétration de la fiction et de la réalité (Breton, 1992 ; Wolton, 1997a et b ; Chamak, 2011 ; Ganascia, 2017) : d'un certain point de vue, on pourrait parler de science-fiction généralisée. Les objections de la raison « humaniste », qualifiée par ses détracteurs de « bioconservatrice », pèsent peu, dès lors, face à la puissance de l'utopie, fût-elle aussi ouvertement fantaisiste que lorsqu'elle prétend vaincre la mort en stockant les données cérébrales et / ou en réparant les organes, offrir un corps à la carte ou envisager une hybridation avec les machines. Mieux : les arguments des opposants au transhumanisme, selon un mécanisme bien connu (Kapferer, 2010 / 1987), aboutissent *in fine* à légitimer le transhumanisme lui-même en contribuant à la médiatisation de ses thèses.

- 12 Il n'est pas indifférent que ce soit d'abord dans la fiction que ces motifs fassent leur apparition : du « cyberpunk » *underground* aux films comme *Robocop* (Verhoeven, 1987), aux séries grand public comme *Ghost in the Shell* (Kamiyama, 2002-2005), *Westworld* (Crichton, 1973 ; Nolan et Joy, 2016), *Real Humans* (Lundstrom, 2012-2013) et aux jeux vidéo adaptés ou non de ces œuvres (comme *Deus Ex : Human Revolution*) en passant par les romans, devenus des classiques, d'Asimov, de Herbert ou de Philip K. Dick. Des figures réelles, plus ou moins médiatiques, celles de Ray Kurzweil, du chercheur Kevin Warwick, de l'artiste Orlan, voire des sportifs et *models* Oscar Pistorius ou Aimee Mullins, recrutés pour les besoins de la cause, viennent incarner ces thèmes et proposer une identification à des « héros » en chair et en os (si l'on peut dire) ; mais le phénomène de « starification » ne joue pas à plein, et aucune de ces personnalités n'émerge vraiment comme un véritable pôle identificatoire. En revanche, le succès planétaire de films comme *Avatar* (Cameron, 2009) ou, à un moindre degré, *Lucy* (Besson, 2014) semble indiquer que « l'opération mimétique » et la « participation émotionnelle » fonctionnent ici davantage que la rationalité. Le *muthos*, contrairement au *Logos*, n'a que faire des contraintes et des limitations, mais trouve sa pleine expression dans le récit. Les schèmes initiatiques retrouvent, pour un temps, leur validité : *Avatar* et *Lucy* sont des romans d'apprentissage ; l'avenir redevient désirable⁵. Tout semble se passer comme si la narration transhumaniste venait combler un vide et restaurer le métarécit qui faisait défaut à la postmodernité. Il n'est pas jusqu'aux entreprises, Google ou Apple, qui proposent, elles aussi, sur fond de thématiques

transhumanistes pour Google au moins, un narratif, mettant en scène et en récit leur propre puissance et leurs capacités prochaines à changer la vie ou à la réenchanter par des hybridations diverses entre l'homme et la machine.

Un mythe inversé

- ¹³ D'aucuns voient une continuité entre la fiction transhumaniste et d'autres récits plus traditionnels, notamment religieux (Damour, 2017), qui se caractériseraient déjà par un souci de ne pas se limiter à la nature et d'aspirer à une perfectibilité, qu'elle soit d'ordre spirituel ou simplement technique, prométhéenne. Certes, une analogie de surface entre le thème chrétien de la Résurrection et celui, transhumaniste, de l'immortalité pourrait laisser penser à une parenté du côté de l'espérance eschatologique notamment. Dans les deux cas, nous aurions affaire à un schème linéaire, une projection vers un futur compris comme dépassement du corps biologique. Le transhumanisme interviendrait alors non seulement comme mythe, mais aussi comme une forme de nouvelle religion, ou du moins l'esquisse d'un nouveau récit, en continuité avec les récits symboliques antérieurs. Nous voudrions ici soutenir l'hypothèse inverse. Ce qui définit « le » récit transhumaniste, en tant qu'idéal-type qui se livre, par fragments, à travers les divers énoncés qui s'en réclament, c'est un passage à la limite et une transgression des lois symboliques. En effet, ce néo-mythe prend appui sur les mythes traditionnels, mais en inverse la portée anthropologique. Il fonctionne sur un registre que nous avons qualifié de *muthos*, un registre mimétique qui recourt à l'identification, au merveilleux, au « dramatique », fait appel à des motifs puisés dans l'imaginaire au sens de Gilbert Durand (1960) : le désir d'éternité (Alquié, 1943), les schèmes fusionnels (Durand, *ibid.*), ici entre homme et machine, la notion de purification (Cailliois, 1939 ; Durand, *ibid.*), l'héroïsme, etc. Mais il les insère dans un dispositif discursif totalement nouveau. Alors que la plupart des mythes, grecs ou chrétiens, en particulier, s'attachent à la part de manque et de finitude présente dans l'être humain (Causse et Cuvillier, 2007), le transhumanisme se définit en rupture avec l'idée de finitude. Certes, de nombreux mythes traditionnels, selon leur génie propre, convoquaient le rêve d'immortalité, et on ne saurait à ce propos, comme le rappelle à juste titre Thomas Gamelin (2018), mettre sur un même plan, par exemple, les mythes grecs et les mythes égyptiens. Pour autant, il est notable que les différentes traditions, de la figure sumérienne-akkadienne d'Ishtar-Astarté (qui ne ressuscite qu'à la condition de la mort d'un autre) à celle d'Osiris (qui ne renaît que comme roi des morts) ou d'Attis-Adonis (qui obtient l'immortalité au prix d'une castration), en passant par Zagreus-Dionysos (qui sera dépecé, démembré et dévoré), n'accordent pas l'immortalité sans contrepartie ni sans sacrifice. Il est inutile de rappeler ici combien les Écritures, dans le contexte chrétien, insistent évidemment sur le couple indissoluble Passion-Résurrection : nulle Gloire si ce n'est par la Croix (Causse et Cuvillier, *op. cit.*). Il n'y a sans doute pas de leçon universelle des mythes, mais au moins un cadre symbolique commun : ce que la psychanalyse appelle la « perte », c'est-à-dire l'épreuve d'une limite à la toute-puissance archaïque. Le récit transhumaniste prétend, et c'est une originalité remarquable, faire l'économie de cette perte et restaurer une unité fusionnelle. Il propose certes, en apparence, une vision enchantée de l'avenir, mais en rupture avec les mythes et les religions.

Le court-circuit du symbolique, l'éviction du sujet

- 14 Si l'on fait fond sur le concept de symbolique, concept commun, avec des acceptions différentes, à la psychanalyse et à la sociologie des formes religieuses, force est de constater que la narration transhumaniste met en crise les cadres habituels du symbolique. Le transhumanisme est bien une ontologie (Sadin, 2015), une nouvelle métaphysique de la présence pleine, de *l'illimité*, qui prône le comblement d'un manque symbolique (Breton, 1992). Si l'on suit Jacques Lacan, le symbolique se définit comme ce qui creuse un manque, un trou dans le réel ; le manque du manque, soit la présence pleine, ne peut être synonyme que d'un réel informe, qui dissout les identités dans un abîme terrifiant, « l'illusion ultime » (Lacan, 1964 : 221). Or si le manque est la condition du « parlêtre », de l'être humain parlant, et de son désir, qu'en est-il du sujet à l'horizon d'une vie sans manque ? Comme le confirment nombre de théoriciens du transhumanisme, cette notion de sujet serait elle-même dépassable : le « soi » est périmé (Stone, 1994, 1995 ; Haraway, 2004). Le discours postmoderniste de Haraway ou d'autres sur l'obsolescence du « moi », voire sur les aspects libérateurs et prometteurs des « personnalités multiples » et de l'oscillation subjective comme résistance aux injonctions de la société, trouve dans la maladie mentale un paradigme de la nouvelle ère. Il ne laisse en tout cas plus de place pour l'intériorisation psychique, pour ce qu'il est convenu d'appeler « symbolisation » et qui, on l'a vu, est au cœur des schèmes initiatiques du *muthos* : l'apprentissage « transitionnel » des limites, entre réalité / fiction, soi / autrui, deviendrait alors hautement problématique. Plutôt qu'un « jeu » créatif permettant une médiation entre sujet et culture, le nouveau narratif qui est ainsi proposé vise à court-circuiter la distinction même de l'imaginaire et du symbolique. Il s'agit bien d'une transgression des limites, si l'on considère que la loi symbolique ultime réside précisément dans la mortalité, la finitude. Alors que dans les mythes, notamment grecs, la transgression se paye toujours d'une perte, il s'agirait ici d'un refus de la perte. Toute dette étant effacée, il ne reste plus que le fantasme fusionnel d'une perfection sans limites, un avenir sublime mais machinique dans lequel l'« homme », appelé à son propre dépassement, sombre corps et biens. L'espace de la subjectivité est aboli, car trop sujet à l'incertitude et au manque, trop lié au corps : pour Natasha Vita-More, par exemple, le corps biologique est insupportablement imparfait, et elle revendique le droit à en changer (Vita-More, *op. cit.*) ; mais qui suis-je alors ? Ce récit ruine en réalité le schème même de la transformation et de la révélation du sujet à lui-même, en barrant l'espace de l'intériorité et en régressant à une forme d'asubjectivation marquée par la toute-puissance maternelle et / ou l'épuisement dépressif.
- 15 On devine en effet dans ce « mythe » narcissique à la fois une volonté de puissance dans la continuité de la culture scientifico-technique, doublée d'un souci eudémoniste d'amélioration des conditions de vie, et une volonté d'en finir, que Nietzsche diagnostiquait précisément chez le « dernier homme » (1969 / 1883). Ce « dernier homme », celui qui ne supporte plus sa vie et sa condition, se projette donc dans un futur magique, un triomphe des machines dont il est, en tant que tel, éjecté (Besnier, 2009). N'est-ce pas justement la « fatigue d'être soi » (Ehrenberg, *op. cit.*), le refus des limitations et des manques, qui explique un tel engouement pour des technologies qui nous délivreraient enfin du fardeau d'être humain ? La projection dans le futur relèverait donc non pas de l'espérance eschatologique, mais au contraire d'une forme

de désespoir : ce futur est bien un futur sans humains, d'où le sujet serait exclu. Comme tel, le transhumanisme apparaît donc comme mythe paradoxal, qui n'est pas sans résonance avec les figures du vampirisme⁶. Un vampirisme technologique, la machine qui vide les humains de leurs données, faisant d'eux des morts-vivants. Comme chez le vampire, l'idée même d'avenir perd du coup son sens. Le projet d'abolition de la maladie et de la mort fait signe, à travers l'érection symétrique d'un être divin virtuel et parfait, vers un idéal de dissolution de soi, de négation du corps et de la chair, qui n'est sans doute qu'un autre visage de la mort que l'on prétend pourtant liquider. Comme le vampire, la vie éternelle est à portée, mais ce n'est plus vraiment une vie, en tout cas plus une vie désirable.

- 16 Le déni de la finitude, accompagné d'un clivage profond du psychisme (comme en témoignent Haraway ou Stone et leur éloge des personnalités schizoïdes) et d'un étayage addictif sur la technologie, renvoie à une artificialisation du soi. La fascination (mêlée de répulsion) pour les automates et leur puissance induit une sorte de mimétisme : tout se passe comme si le monde obéissait à des lois simples, puisque les technologies informatiques sont capables de résoudre nos problèmes de façon quasi magique, nous avons tendance à nous couler dans cette pensée magique et binaire à notre tour, sur le mode *on / off*. Le symbolique est évacué au profit du *big data* et du langage informatique (Besnier, *op. cit.* ; Sadin, *op. cit.*). La science elle-même laisse la place à une automatisation procédurale qui abolit la rationalité elle-même, avec ses manques et son sujet : la dévolution à la machine du soin de produire, par des procédures automatisées, une liaison entre les variables inaugure un coup d'État de la technologie numérique sur la raison scientifique (Anderson, 2008 ; Sadin, *op. cit.* ; Stiegler, 2015)⁷. Le récit des Lumières et du positivisme ainsi définitivement dépassé, ne reste plus qu'un récit pseudo-religieux dont les valeurs, au plus loin de l'anthropologique, renvoient en fait à la puissance des robots et à l'efficacité des algorithmes. Comme dans les pathologies dites de « pensée opératoire » (Marty, 1980), le lien somato-psychique se disloque, le sujet dépressif s'abîme dans une existence sans affect, rivée à des automatismes et devenue précisément incapable de se projeter dans un futur.

Des fictions populaires, antidotes au dogme transhumaniste

- 17 Pourtant, le transhumanisme ne détient pas le monopole de la narrativité à l'âge de la désacralisation. Sans doute ces énoncés viennent-ils combler un vide, un besoin d'imaginaire et de récits, rendu criant par le processus de « désenchantement du monde ». Mais est-ce la seule façon d'y répondre ? Il serait fastidieux d'énumérer tous les *best-sellers* qui, de Paulo Coelho à Dan Brown et tant d'autres, par des recettes techniques mécaniquement appliquées et à l'aide de ficelles grossières, ont tenté, parfois avec quelque succès, de trouver le secret de fabrication des mythes. À l'opposé des tendances dominantes de la littérature contemporaine exigeante, ces productions culturelles à destination du grand public, qui déclinent à l'envi les motifs initiatiques, foisonnent, pour le meilleur et souvent pour le pire. La « culture populaire » qui s'édifie à l'abri des prescriptions de la « culture savante » et des normes esthétiques ou épistémologiques peut certes obéir aux impératifs commerciaux de l'industrie du divertissement, mais aussi, cependant, contribuer à déclencher des identifications, une

transmission, un processus créateur. Si toutes les productions ne sont pas à mettre sur le même plan, nous faisons le pari que certaines d'entre elles offrent un réel potentiel médiateur de *muthos*, au sens d'identification créatrice favorisant les processus d'entrée dans le symbolique. Il ne faut évidemment pas être naïf et penser avoir affaire à une créativité spontanée, s'agissant de productions à succès des industries dites culturelles ; néanmoins, s'agissant par exemple de *Harry Potter*, qui semble aujourd'hui encore le livre le plus lu au monde (après la *Bible* et le *Petit livre rouge*), et surtout celui qui a pu donner lieu au plus grand nombre de réécritures, ou encore du *Seigneur des anneaux* de Tolkien, il semblerait que ces romans, contrairement à certains *best-sellers*, n'aient pas été conçus initialement comme des produits marketing. De plus, loin de se limiter à un pur objet de consommation, *Harry Potter*, notamment, donne très vite lieu à d'innombrables réécritures, sur des sites de *fanfictions* où des adolescents développent de nouvelles intrigues à partir d'œuvres dites « cultes » (Martin, 2007 : 186-190)⁸. Les sites dédiés favorisent la constitution de « communautés virtuelles » (Jenkins, 2007), ce qui nous met sur la piste de potentialités « transfictionnelles » (Saint-Gelais, 2011)⁹ qui dépassent la seule logique du marketing éditorial ou cinématographique. Ce qu'il faut bien appeler des « œuvres », leur valeur littéraire étant sans doute discutable, n'en acquièrent pas moins une valeur au moins psychique, en tant que « processus tertiaires », c'est-à-dire transitionnels et médiateurs (Green, 2005). Et tant pis si la trame en est populaire, voire commerciale : les *fanfictions*, elles, sont gratuites. Cet art qu'on pourrait nommer « brut »¹⁰, au sens où il n'entre pas dans les normes du champ littéraire (Bourdieu, 1992), fait circuler du *muthos*, au risque, sans doute, de l'outrance, du ridicule ou de la naïveté. Il n'échappe pas aux logiques d'« accommodation » (Schulz, *op. cit.*), mais peut être lu, dans une optique plus constructiviste, et sans illusion par ailleurs sur sa valeur commerciale, comme réponse à un besoin de « fiction symbolique » (Zizek, *op. cit.*) et comme « jeu » ouvrant un espace imaginaire aux sujets.

- 18 Le critique littéraire américain Fredric Jameson (1992) étudiait naguère l'imaginaire « postmoderne » : les nouvelles technologies sont allégorisées dans une véritable métaphysique du Réseau, une métaphysique de l'intelligence artificielle, en lien avec l'hyper-accélération du monde contemporain et l'extension du capitalisme mondialisé. Du roman fameux de William Gibson, *Neuromancien*, au succès planétaire de films tels que *Matrix* des Wachowski (1999) ou à ceux de David Cronenberg, de *Vidéodrome* (1983) à *EXistenZ* (1999), où l'on branche les connexions, vidéo ou informatiques, directement dans les corps, s'agit-il d'une dénonciation de l'emprise des machines ou de l'annonce d'une « nouvelle chair » ? L'ambivalence de tels récits est manifeste : un *blockbuster* comme *Avatar* (Cameron, 2009) interroge clairement la figure d'un homme augmenté, entre attachement aux rituels les plus traditionnels et aventure posthumaine ; mais il peut être interprété aussi bien comme une ode à l'abandon du corps biologique au profit d'une renaissance virtuelle que comme une défense de formes de vie en lien avec la nature et les valeurs de simplicité et de solidarité, bien loin des machines destructrices¹¹. De quoi ces fictions, recourant elles-mêmes aux outils numériques, témoignent-elles ? La fascination pour les technologies et la présence du thème du surhomme ou du cyborg ne signifient pas pour autant une adhésion aux thèses transhumanistes. Alors que *Lucy* de Luc Besson (2014) (plus grand succès international d'un film français), indéniablement, fait le jeu de la femme ou de l'homme « augmenté », dont il banalise et idéalise les prouesses, sur fond de croyances parfaitement fantaisistes, mais communément reçues, sur les prétendues capacités du cerveau, il est manifeste que l'intrigue de *Matrix* repose sur la résistance au complot des

intelligences artificielles, et non sur une complicité avec celles-ci ; en revanche, les films de Cronenberg maintiennent une grande ambivalence, le complot technophobe orchestré par la société Vidéodrome, ne faisant qu'un, finalement, avec la secte technophile et néo-religieuse de la Nouvelle Chair (très semblable au transhumanisme d'aujourd'hui) qui prône la régénération par la technologie et prophétise une mutation de l'espèce. La mise en abyme de l'étape ultime du processus de médiatisation, à savoir l'indiscernabilité du virtuel et du réel, est reprise dans *EXistenZ* (Cronenberg, 1999), où le débat entre partisans de la réalité augmentée et « réalistes » est représenté comme une véritable guerre au sujet de laquelle le film se refuse à prendre parti. Le vertige qu'il suscite chez le spectateur désorienté, et lui-même incapable de discerner si les personnages sont ou non « dans le jeu », est néanmoins salutaire, au sens où il ménage un espace pour le jugement et la pensée et oblige à s'interroger. C'est cet espace qui précisément serait aboli dans un monde « posthumain » où les décisions seraient automatisées et prises en charge par la machine.

L'exemple d'*Harry Potter*

- 19 Contrairement au récit transhumaniste, qui ressortit au dogme dans la mesure où il ne laisse pas de place pour l'ambivalence ni pour le cheminement subjectif, des fictions populaires pour adolescents comme *Harry Potter*, en tant qu'elles pourraient véhiculer une posture à l'égard des nouvelles technologies qui renoue avec les idéaux du roman d'apprentissage, présentent un matériel fictionnel d'une grande richesse. Sa vision du futur préserve les droits de l'humain, dans un monde non pas inféodé à la magie des machines, mais où l'essentiel reste d'apprendre, par un itinéraire subjectif, à en rester maître. Toute l'histoire du roman est celle d'une initiation, qui suppose de ne pas céder aux virtualités destructrices ou déshumanisantes de certains objets ou formules magiques, alors que certains personnages (les élèves de l'école Serpentard et leur maître Voldemort) ont fait le choix, précisément, de mettre la magie au service de l'exclusion et de la recherche de toute-puissance, dans une quête d'immortalité. Si l'on admet que les objets magiques sont, d'un certain point de vue (qui n'épuise pas les résonances du roman), des métaphores des nouvelles technologies (Enthoven, 2016), alors l'initiation de Harry consiste à faire la part entre les potentialités émancipatrices, au service de soi et des autres, de celles-ci et leur part mortifère, celle d'une magie noire qui rappelle les thèmes vampiriques. De ce point de vue, l'ultime geste de Harry est celui d'un renoncement à la toute-puissance et à ses tentations néfastes : il jette la baguette de sureau, gage d'immortalité, alors qu'il l'a conquise et pourrait en faire un usage illimité (Rowling, 2007). Il s'agit d'opposer une loi anthropologique, du côté de la finitude, du renoncement et de la fidélité aux liens, à une « déliaison » sans frein où les pulsions de domination l'emportent sur l'humain.
- 20 Mais l'objet fétiche de Harry reste la cape d'invisibilité, qui lui permet de « disparaître de soi », selon l'expression que David Le Breton (2015) emploie au sujet des individus contemporains désenchantés, en mal de rites de passage et aux prises avec les difficultés identitaires. Revêtu de sa cape, le héros peut aussi bien s'égarer, commettre par exemple des crimes en toute quiétude, que la mettre au service de la construction de soi et d'une communauté anthropologique. C'est revêtu de la cape d'invisibilité que Harry va se contempler dans le miroir du « Rised » (« Désir » inversé) où l'on voit, non son reflet, mais son désir le plus cher : en l'occurrence, retrouver ses parents (Rowling,

1998). Ici la référence au mythe de Persée est patente : le héros grec qui échappe aux Gorgones grâce à un casque d'invisibilité (la *kunée*), appartenant à Hadès, dieu de la mort. Cette invisibilité est celle des ténèbres de la mort (l'étymologie communément admise de « Hadès » étant justement « l'Invisible »), et le casque répand autour de Persée les « affreuses ténèbres de la nuit », ce qui semble en faire « une métonymie des ténèbres infernales » (Cousin, 2014 : 132). Persée, lui aussi, usera du miroir, puisqu'il se servira de celui d'Athéna pour se protéger du regard pétrifiant de la Gorgone. Persée est un mortel, et une fois ses exploits accomplis il rend les présents, casque et miroir, aux dieux qui en sont les propriétaires. C'est explicitement la mort, dont elle forme l'une des « reliques », qui est la propriétaire de la cape du père de Harry, transmise à celui-ci. La cape d'invisibilité, à elle seule, rappelle les rites antiques de passage et les mythes du combat contre les forces obscures ; elle ouvre, par l'identification du lecteur à Harry, un espace quasi mythique, celui d'une initiation dangereuse, permettant néanmoins la naissance à soi, l'avènement subjectif, et aussi la perspective d'un futur humain. Si le risque d'échec est bel et bien présent (Harry Potter, comme Persée, peut à tout moment être vaincu par les forces du mal et se perdre dans les ténèbres), la mort est bien vue, comme dans les mythes grecs ou chrétiens, comme un horizon indépassable. Il n'est pas question d'atteindre l'immortalité, comme dans le grand récit transhumaniste, mais au contraire de se confronter à la mortalité et d'accepter la finitude.

Une fiction n'en vaut pas une autre : la guerre des mythes

- 21 Les « mythes » de notre époque postmoderne ou « hypermoderne » ne relèvent donc pas du même registre que les mythes traditionnels. Mythes paradoxaux et contrariés, ils ne sauraient suffire à réenchanter le monde. Le schème initiatique classique des romans d'apprentissage, hérité des philosophies du progrès, a désormais du mal à fonctionner. Si mythe il y a, ce ne saurait être que sur fond d'une préoccupation propre à notre temps : l'attente d'un avènement subjectif, dans la trame diffractée, fragmentée, précaire d'un « roman narcissique », où il s'agit d'abord de parvenir à être soi-même, au prix de multiples épreuves, et d'un risque permanent d'errance et d'échec.
- 22 De ce point de vue, nous avons tenté d'opposer deux propositions que la culture contemporaine, façonnée par les médias, fait émerger et qui nous paraissent concurrentes, sinon antagonistes. D'abord, celle du « transhumanisme » en tant que discours de légitimation de l'avènement de la technoscience, unifiée sous la bannière bio-neuro-cognitivo-informationnelle. La prétention de ce discours à s'adresser à l'imaginaire et à constituer un métarécit semble une impasse, compte tenu de la rupture qu'il opère avec l'horizon anthropologique des mythes. Négation de la finitude, cette narration joue certes sur une promesse d'ordre eschatologique et réintroduit, semble-t-il, un désir de futur ; mais elle refuse la dimension de la perte et ne laisse plus d'espace au sujet. Le fantasme d'immortalité et de perfection ruine l'idée même d'apprentissage. Court-circuité par le recours aux machines, le sujet ne peut dès lors trouver de ressources pour construire et symboliser son identité. Le motif du cyborg cache peut-être une forme de dissolution subjective qui fait qu'il s'apparente en réalité au vampirisme, une vie sans vie, une éternité sans présent ni avenir.

- 23 À l'inverse, certaines fictions, bien que commerciales et destinées au grand public comme *Harry Potter* ou des films de science-fiction, maintiennent un espace de « jeu », d'ambivalence, où le lecteur / spectateur, par l'intermédiaire de l'identification, garde la possibilité de s'interroger et de penser sa condition humaine, fût-elle marquée par le désenchantement et l'inquiétude propres à la post- ou à l'hypermodernité. Le prix de l'initiation est la confrontation à la finitude et au risque de se perdre dans un monde virtuel et désincarné ainsi qu'à la tentation de toute-puissance que confère la magie des objets technologiques. C'est en apprenant à les maîtriser que le sujet peut espérer devenir, non pas parfait, mais simplement lui-même, trouver son identité et se projeter dans un avenir humain, plutôt que dans l'image d'un surhomme qui n'est peut-être qu'une sorte de mort-vivant vampirisé par les machines.
- 24 Par une dynamique identificatoire, une transmission collective non exclusive de la logique commerciale mais pourtant non réductible à celle-ci, ces fictions cristallisent en même temps dans l'imaginaire de très nombreuses personnes, opérant une médiation psychique, une mimésis ; le récit fonctionne et se transmet, formant un lien à la fois intrapsychique et interpsychique. Ces pseudo-mythes finissent par construire un embryon de « culture », au sens où ils donnent lieu à des réécritures, à des réinterprétations, à des appropriations « transfictionnelles », qui sont autant de supports narcissiques au travail du sujet pour symboliser le monde auquel il appartient.
- WOLTON, Dominique (1997a), « De la vulgarisation à la communication », *Hermès*, 21 : 9-14.

BIBLIOGRAPHIE

- ABRAMS, Jeffrey Jacob et Bryan BURK (producteurs), Jonathan NOLAN et Lisa JOY (réalisateurs/scénaristes) (2016), *Westworld* [série télévisée], Santa Monica, Bad Robot.
- ALQUIE, Ferdinand (1943), *Le désir d'éternité*, Paris, Presses universitaires de France.
- ANDERSON, Chris (2008), « The end of theory: The data deluge make the scientific method obsolete », *Wired*, 26 mars 2008. [En ligne]. <http://www.wired.com/2008/06/pb-theory>. Page consultée le 9 décembre 2016.
- AUBERT, Nicole (dir.) (2017), *L'individu hypermoderne*, Toulouse, Eres, Coll. « Sociologie clinique ».
- AUGÉ, Marc (1994), *Pour une anthropologie des mondes contemporains*, Paris, Aubier.
- BARON, Stefan et Henrik WIDMAN (producteurs), Lars LUNDSTRÖM (réalisateur / scénariste) (2012-2013), *Real Humans* [série télévisée], Stockholm, Matador Films.
- BARTHES, Roland (1957), *Mythologies*, Paris, Seuil.
- BESNIER, Jean-Michel (2009), *Demain les posthumains*, Paris, Hachette Pluriel.
- BLANCHOT, Maurice (1984), *La communauté inavouable*, Paris, Minuit.
- BOLTANSKI, Luc et Arnaud ESQUERRE (2017), *Enrichissement. Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard.

- BOURDIEU, Pierre (1992), *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil.
- BOVET, Émilie, Cynthia KRAUS, Francesco PANESE, Vincent PIDOUX et Nicholas STÜCKLIN (2013), « Les neurosciences à l'épreuve de la clinique et des sciences sociales. Regards croisés », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 7(3) : 555-569.
- BRETON, Philippe (1992), *L'utopie de la communication. L'émergence de l'homme sans intérieur*, Paris, La Découverte.
- BRISSON, Luc (1982), *Platon, les mots et les mythes*, Paris, La Découverte.
- CAILLOIS, Georges (1939), *L'homme et le sacré*, Paris, Gallimard.
- CAMERON, James et Jon LANDAU (producteurs), James CAMERON (réalisateur / scénariste) (2009), *Avatar*, Wellington, 20th Century Fox.
- CATELLIN, Sylvie et Xavier HAUTOBOIS (dir.) (2012), « L'imaginaire dans la découverte », *Alliage*, n° 70.
- CAUSSE, Jean-Daniel et Elian CUVILLIER, (dir.) (2007), *Mythes grecs, mythes bibliques*, Paris, Cerf.
- CHAMAK, Brigitte (2011), « Dynamique d'un mouvement scientifique et intellectuel aux contours flous : les sciences cognitives (États-Unis, France) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 25 : 13-34.
- CHAMAK, Brigitte et Baptiste MOUTAUD (dir.) (2014), *Neurosciences et société*, Paris, Armand Colin.
- CITTON, Yves (2014), *Pour une écologie de l'attention*, Paris, Seuil.
- COUSIN, Catherine (2014), « Les objets d'Hadès, casque d'invisibilité et sièges de l'oubli », *Gaia : revue interdisciplinaire sur la Grèce Archaique*, 17 : 129-155.
- CRONENBERG, David (producteur / réalisateur / scénariste) (1999), *EXistenZ*, Toronto, Alliance Atlantis Communications.
- CUEILLE, Julien (2018), *Crise de la symbolisation et Idéal du Moi dans la culture postmoderne : essai de psychanalyse « pharmacologique »*. Thèse de doctorat en études psychanalytiques sous la direction de Jean-Daniel CAUSSE, Université Paul Valéry, Montpellier.
- DAMOUR, Franck (2017), « Le transhumanisme, une idée chrétienne devenue folle ? », *Études*, 144 : 51-62.
- DEPRAZ, Nathalie (2012), *Avatar « Je te vois », une expérience philosophique*, Paris, Ellipses.
- DETIENNE, Marcel (1981), *L'invention de la mythologie*, Paris, Gallimard.
- DETIENNE, Marcel (1989), *L'écriture d'Orphée*, Paris, Gallimard.
- DUBUFFET, Jean (1962), *Prospectus et tous écrits suivants. L'art brut préféré aux arts culturels*, Paris, Gallimard.
- DURAND, Gilbert (1960), *Les structures anthropologiques de l'imaginaire*, Paris, Presses universitaires de France.
- ECO, Umberto (1962), *L'œuvre ouverte*, Paris, Seuil.
- EHRENBERG, Alain (1998), *La fatigue d'être soi*, Paris, Odile Jacob.
- EHRENBERG, Alain (2018), *La mécanique des passions*, Paris, Odile Jacob.
- ELIADE, Mircea (1963), *Aspects du mythe*, Paris, Gallimard.

- ENTHOVEN, Raphaël (2016), « Poudlard, c'est pas si sorcier... », entretien avec Sven ORTOLI, *Philosophie magazine*, hors-série, 31 : 24-29.
- GAMELIN, Thomas (2018), « Sublimier la nature humaine dans l'Antiquité : les divinités égyptiennes accompagnent, les grecques dissuadent ! », Actes du colloque EthConference *Investigating Transhumanisms and their Narratives*, Lille, Université catholique de Lille.
- GANASCIA, Jean-Gabriel (2017), *Le mythe de la singularité : faut-il craindre l'intelligence artificielle ?*, Paris, Seuil, Coll. « Sciences Ouvertes ».
- GARNOUSSI, Nadia (2008), De nouvelles propositions de sens pratiques dans le domaine de l'existential : étude sociologique de la nébuleuse psycho-philosophie-spirituelle. Thèse de doctorat en sciences des religions et des systèmes de pensée, sous la direction de Jean BAUBEROT, EPHE, Paris. [En ligne]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00310980/document>. Page consultée le 9 décembre 2017.
- GAUCHET, Marcel (1985), *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard.
- GENETTE, Gérard (1982), *Palimpsestes. La littérature au second degré*, Paris, Seuil.
- GIBSON, William (1984), *Neuromancien*, Paris, J'ai Lu.
- GORI, Roland et Marie-José DEL VOLGO (2009), *La santé totalitaire*, Paris, Flammarion.
- GREEN, André (2005), *Jouer avec Winnicott*, Paris, Presses universitaires de France.
- HABERMAS, Jürgen (1973), *La technique et la science comme idéologie*, traduit de l'allemand par Jean-René LADMIRAL, Paris, Gallimard.
- HABERMAS, Jürgen (1981), *Théorie de l'agir communicationnel*, traduit de l'allemand par Jean-Marc FERRY, Paris, Fayard.
- HARAWAY, Donna (2004), *The Haraway Reader*, New York, London, Routledge.
- HARAWAY, Donna (2007), *Manifeste cyborg et autres essais*, Paris, Exils.
- HEROUX, Claude (producteur), David CRONENBERG (réalisateur/scénariste) (1983), *Vidéodrome*, Toronto, Filmplan International II.
- HOLTON, Gérald (1981), *L'imagination scientifique*, Paris, Gallimard.
- HONNETH, Axel (1992), *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf.
- ISHIKAWA, Mitsuhsa (producteur), Kenji KAMIYAMA (réalisateur) (2002-2005), *Ghost in the Shell* [série d'animation], Musashino, Production I.G.
- JAMESON, Fredric (2007), *La totalité comme complot*, Paris, Les Prairies Ordinaires.
- JENKINS, Henry (2007), « Transmedia storytelling 101 ». [En ligne]. http://henryjenkins.org/blog/2007/03/transmedia_storytelling_101.html. Page consultée le 17 octobre 2017.
- KAC, Eduardo (2000), « Conférence à l'Université Paris I-Sorbonne à l'occasion du symposium ART. SCIENCE. TECHNOLOGIE — Réflexions sur les recherches actuelles », *Revue d'esthétique*, 39 : 67-68.
- KAPFERER, Jean-Noël (2010 / 1987), *Rumeurs, le plus vieux média du monde*, Paris, Seuil.
- KROTZ, Friedrich (2001), *Die Mediatisierung des kommunikativen Handelns. Der Wandel von Alltag und sozialen Beziehungen, Kultur und Gesellschaft durch die Medien*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- KURZWEIL, Ray (1999), *The Age of Spiritual Machines*, Londres, Phenix.
- KURZWEIL, Ray (2007), *Humanité 2.0 : La Bible du changement*, Paris, M21.

- LACAN, Jacques (1964), *Séminaire XI. Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Seuil.
- LAMBERT, Christophe (producteur), Luc BESSON (réalisateur / scénariste) (2014), *Lucy*, Saint Denis, Cité du Cinéma.
- LAMBERT, Xavier (2012), *Le post-humain et les enjeux du sujet*, Paris, l'Harmattan.
- LATOUR, Bruno (1996), *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, Seuil.
- LE BRETON, David (2007), *Adolescence et entrée dans la vie*, Paris, Métailié.
- LE BRETON, David (2010), *Expériences de la douleur, entre destruction et renaissance*, Paris, Métailié.
- LE BRETON, David (2012), *Conduites à risque, des jeux de mort au jeu de vivre*, Paris, Presses universitaires de France.
- LE BRETON, David (2015), *Disparaître de soi*, Paris, Métailié.
- LEPHT ANONYM, *Sapiens anonym*. [En ligne]. <https://sapiensanonym.blogspot.com>. Page consultée le 5 novembre 2018.
- LIOGIER, Raphaël (2012), *Souci de soi, conscience du monde. Vers une religion globale ?*, Paris, Armand Colin.
- LYOTARD, Jean-François (1979), *La condition postmoderne*, Paris, Minuit.
- LYOTARD, Jean-François (1986), *Le postmoderne expliqué aux enfants*, Paris, Galilée.
- MARTIN, Martial (2007), « Les fanfictions sur Internet », *MediaMorphoses*, hors-série, 3 : 186-190.
- MARTY, Pierre (1980), *L'ordre psychosomatique*, Paris, Payot.
- MORE, Max (2003), *Principes extropiens 3.0*, traduit de l'américain par Transition, Paris, Hache. [En ligne]. <http://editions-hache.com/essais/more/more1.html>. Page consultée le 28 mars 2018.
- MORE, Max (2013), *The Transhumanist Reader: Classical and Contemporary Essays on the Science, Technology, and Philosophy of the Human Future*, New York, Wiley.
- NANCY, Jean-Luc (2014), *La communauté désavouée*, Paris, Galilée.
- NEUMAIER, Edward (producteur), Paul VERHOEVEN (réalisateur), Edward NEUMAIER et Michael MINER (scénaristes) (1987), *Robocop*, Los Angeles, Orion Pictures.
- NIETZSCHE, Friedrich (1969/1883), *Ainsi parlait Zarathoustra*, Paris, Aubier Flammarion.
- OGIEN, Albert (2011), « Les sciences cognitives ne sont pas des sciences humaines », *SociologieS, Débats, Le naturalisme social*. [En ligne]. <http://sociologies.revues.org/3635>. Page consultée le 17 février 2016.
- ORLAN, « Interview d'Orlan au Centre d'art d'Enghien-les-Bains par N. PETEZ et E. ROUSSEL ». [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=kbAo8Us1Jfo>. Page consultée le 12 avril 2018.
- RANCIÈRE, Jacques (2001), *La fable cinématographique*, Paris, Le Seuil.
- ROCO, Mihail C. et William S. BAINBRIDGE (2003), *Converging Technologies for Improving Human Performance*, Dordrecht, Kluwer Academy Publishers.
- ROUDINESCO, Elisabeth (1982-1986), *Histoire de la psychanalyse en France*, Paris, Seuil.
- ROWLING, Joanne K. (1998), *Harry Potter à l'école des sorciers*, traduit de l'anglais par Jean-François MÉNARD, Paris, Gallimard.

- ROWLING, Joanne K. (2007), *Harry Potter et les reliques de la mort*, traduit de l'anglais par Jean-François MÉNARD, Paris, Gallimard.
- SADIN, Éric (2015), *La vie algorithmique*, Paris, L'échappée.
- SAINT-GELAIS, Richard (2011), *Fictions transfuges*, Paris, Seuil.
- SALMON, Christian (2007), *Storytelling. La machine à fabriquer les images et à formater les esprits*, Paris, La Découverte.
- SAVULESCU, Julian et Nick BOSTROM (2009), *Human Enhancement*, Oxford, Paperback.
- SCHULZ, Winfried (2004), « Reconstructing mediatization as an analytical concept », *European Journal of Communication*, 19 : 87-101.
- SERRES, Michel (1969), *Hermès I, la communication*, Paris, Minuit.
- SILVER, Joel (producteur), Lana WACHOWSKI et Lilly WACHOWSKI (réalisatrices / scénaristes) (1999), *Matrix*, New York, Warner Bros.
- STIEGLER, Bernard (2005), *De la misère symbolique*, t. 2 : *La catastrophe du sensible*, Paris, Galilée.
- STIEGLER, Bernard (2015), *La société automatique, l'avenir du travail*, Paris, Fayard.
- STONE, Sandy (1994), « Split subjects, not atoms, or how I fell in love with my prosthesis », dans Roddey REID (dir.), *Configurations, Located Knowledges*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 147-174.
- STONE, Sandy (1995), *The War of Desire and Technology at the Close of the Mechanical Age*, Cambridge, MIT Press.
- TEL QUEL (1968), *Théorie d'ensemble*, Paris, Seuil.
- VERNANT, Jean-Pierre (1974), *Mythe et société en Grèce ancienne*, Paris, La Découverte.
- VEYNE, Paul (1983), *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?*, Paris, Seuil.
- WEBER, Max (1917-1919), *Le savant et le politique*, traduit de l'allemand par Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, Paris, La Découverte.
- WEBER, Max (2013 / 1921), *Économie et société*, traduit de l'allemand par Julien FREUND, Paris, Pocket.
- WILGOWICZ, Perel (2000), *Le vampirisme. De la Dame Blanche au Golem. Essai sur la pulsion de mort et sur l'irreprésentable*, Lyon, Césura.
- WILGOWICZ, Perel (2001), « Vampirisme, séparation, création », *Pardès*, 31(2) : 123-138.
- WINNICOTT, Donald Woods (1971), *Jeu et réalité*, Paris, Gallimard.
- WOLTON, Dominique (1997b), *Penser la communication*, Paris, Flammarion.
- ZIZEK, Slavoj (2007), *Le sujet qui fâche. Le centre absent de l'ontologie politique*, Paris, Flammarion, Coll. « La bibliothèque des savoirs ».

NOTES

1. C'est le rôle joué par exemple en France par l'école républicaine, en Allemagne par la fondation de l'Université de Berlin ou encore dans le stalinisme par le socialisme scientifique.
2. Dans le sillage des perspectives ouvertes, par Edgar Morin, Bruno Latour et, dans une optique plus philosophique, par Michel Serres et Isabelle Stengers (Holton, 1981 ; Catellin et Hautbois,

2012). Réciproquement, la fiction se nourrit aussi de science, comme en témoigne le genre de la « science-fiction », dont les interrelations avec la recherche sont mises en évidence par de très nombreux travaux, et des œuvres de littérature qui jouent avec des figures de scientifiques (Jérôme Ferrari, François-Henri Désérables, etc.).

3. Detienne souligne ainsi que le mythe n'est ni un genre littéraire, ni un type de récit défini par des marqueurs linguistiques, ni même le récit d'une histoire (1981 : 225-242).

4. L'interview d'Orlan figure par ailleurs en bonne place sur le site iatranshumanisme.com, et dans un choix de textes en faveur du transhumanisme, qui parle de son œuvre comme précurseur des questions sur le post-humain (Lambert, 2012).

5. Dans le cas d'*Avatar*, il s'agit même d'une sorte de bouclage temporel : l'avenir emprunte en effet ses traits au passé des sociétés primitives, dont les nouvelles technologies permettraient de retrouver certains aspects communautaires, voire sacrés : on a peut-être affaire ici à une conception du temps plus cyclique que linéaire, dans une forme de présent éternel qui n'est pas sans évoquer la « fin de l'histoire » kojévienne.

6. Voir la notion d'« identification vampirique » ou « asubjectivation », qui renvoie à un désir de toute-puissance par-delà la mort / par la mort (Wilgowiec, 2000).

7. Comme l'écrit Chris Anderson : « Avec suffisamment de données, les chiffres parlent d'eux-mêmes » (*op. cit.*). Un sujet parlant n'est donc plus requis. La connaissance ne l'est pas davantage : la philosophie fondatrice de Google est que nous ne savons pas pourquoi cette page est mieux que celle-ci, mais si les statistiques des liens entrants disent qu'elle l'est, c'est bien suffisant. Aucune analyse sémantique ou de causalité n'est nécessaire. C'est la raison pour laquelle Google peut traduire toutes les langues sans les connaître.

8. Il semble que, outre *Harry Potter* qui représentait jusqu'à très récemment la source privilégiée de la majorité des *fanfictions*, certains mangas (*Naruto* est le plus célèbre) et les histoires de vampires (*Twilight*, *Buffy*, etc.) en constituent les repères essentiels.

9. Ce concept renvoie bien entendu à la notion d'intertextualité développée notamment par Roland Barthes et les membres du groupe Tel Quel (1968) et à celle de transtextualité proposée par Gérard Genette (1982).

10. L'art brut exhumé par Jean Dubuffet, qui lui aussi a pu donner lieu à la spéculation la plus effrénée.

11. Voir l'analyse philosophique (d'orientation phénoménologique) de Nathalie Depraz (2012).

RÉSUMÉS

L'auteur tente d'éclaircir un paradoxe, celui de la présence de mythes et de fictions dans les sociétés individualistes contemporaines, souvent qualifiées de « désenchantées ». Plus qu'un mythe au sens traditionnel, il s'agirait d'« univers mythique », de *muthos*. Cependant les énoncés se réclamant du « transhumanisme » ruinent en réalité le schème mythique de la transformation et de la révélation du sujet à lui-même, en court-circuitant l'espace de l'intériorité, dans un déni de la finitude. D'autres fictions, issues de la culture populaire, apparaissent comme des alternatives crédibles à ce pseudo-mythe, et permettent aux sujets de penser leur désarroi.

El autor intenta aclarar una paradoja, la de la presencia de mitos y ficciones en las sociedades individualistas contemporáneas, a menudo consideradas como “desencantadas”. Más que un mito en el sentido tradicional del término, se trataría de un “universo mítico”, *muthos*. Sin embargo, los enunciados se identifican como “transhumanistas” que, en realidad afectan el esquema mítico

de la transformación y revelación del sujeto en sí mismo, produciendo un cortocircuito en el espacio interior, con la negación de la finitud. Otras ficciones, surgidas de la cultura popular aparecen como alternativas fiables a este pseudo-mito, permitiendo a los sujetos pensar en su desconcierto.

The author sets out to resolve a paradox: the presence of myth and fictions in contemporary individualistic societies, commonly described as “disenchanted.” Although the statements are not myths in the traditional sense, they nonetheless belong to the world of myth, to *muthos*. Those that originate in *transhumanism*, however, disrupt the mythical schema of transformation and revelation of self by short-circuiting the space of interiority in their denial of finiteness. Other fictions originating in popular culture offer more credible alternatives to that particular pseudo-myth and can be used by subjects to reflect on their confusion.

INDEX

Palabras claves : mito, ficción, transhumanistas, cultura popular, paradoja

Keywords : myth, fiction, transhumanism, popular culture, paradox

Mots-clés : mythe, fiction, transhumanisme, culture populaire, paradoxe

AUTEUR

JULIEN CUEILLE

Julien Cueille est docteur en études psychanalytiques et chargé de cours à l'Université de Montpellier 3 Paul-Valéry. Courriel : juliencueille@yahoo.fr

Vision et usages enchantés des réseaux sociaux numériques au Burkina Faso

Étienne Damome, Aminata Ouédraogo et Élodie Alimata Tapsoba

- 1 Comme par le passé pour les médias traditionnels, l'émergence d'Internet et de ses applications auprès du « grand public » au milieu des années 1990 s'est accompagnée d'une multitude de discours volontiers euphoriques. « L'extension du "réseau des réseaux" au-delà de sa sphère universitaire d'origine, son développement volontariste dans tous les espaces de la vie sociale ont suscité bien des discours prophétiques », commente Jean-Michel Utard (2002 : 18). Les organismes internationaux et les gouvernements africains ont cru avoir trouvé enfin le chaînon qui manquait pour impulser le développement économique, social et culturel sur le continent. La conférence des ministres de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'Union africaine (UA) se dit convaincue que

[l']édification de la société africaine à l'ère de l'information aidera l'Afrique à accélérer l'exécution de ses plans de développement, à stimuler la croissance et à créer de nouvelles chances en matière d'éducation, de commerce, de soins de santé, d'emplois et de sécurité alimentaire, ce qui contribuerait à propulser les pays africains en avant dans le domaine du développement et à élever leur niveau de vie (Paré, 1999 : 6).
- 2 Cette vision quasi prophétique percevait Internet non pas comme une simple technologie, mais comme une promesse de libération du continent entier. Au Burkina Faso, de nombreux investissements ont été consentis avec la certitude que l'accès à Internet permettrait au pays de sauter des étapes dans le processus de développement (Bâ, 2003).
- 3 Aujourd'hui, Internet est devenu une infrastructure ordinaire de la vie quotidienne et sociale, de plus en plus impliquée dans nombre de médiations (Wamé, 2005). Par exemple, Internet, et plus largement le numérique, accompagne nombre de comportements quotidiens, du lever au coucher, en passant par la journée de travail. Cependant, l'espoir d'un avenir meilleur est toujours en creux des représentations que

l'on se fait d'Internet et de ses applications. Cet aspect ne tempère pas pour autant l'engouement de la population pour ces outils. Dans certains pays africains comme le Burkina Faso, la faible alphabétisation¹, la mauvaise qualité du réseau et son coût élevé pour le citoyen moyen peuvent être considérés comme des obstacles sérieux à l'utilisation d'Internet. Cela ne décourage pourtant pas les citoyens, qui sont de plus en plus nombreux à investir leurs maigres moyens dans cette technologie, considérée comme vecteur de réalisation de leurs aspirations. Ce n'est sans doute pas un hasard si les réseaux sociaux numériques sont apparus comme le canal principal de communication dans la dynamique de lutte qui a mené à l'insurrection populaire d'octobre 2014. L'espoir suscité par cet outil au cours du printemps arabe a participé de la croyance selon laquelle le cours de l'histoire d'un pays dépendait essentiellement de la sophistication des moyens techniques d'information mobilisés. Si au Sénégal (Awenengo-Dalberto, 2011) comme en Tunisie (Abid *et al.*, 2011 ; Zouari, 2014) les réseaux sociaux ont effectivement constitué un puissant moyen d'organisation et de mobilisation, en particulier pour diffuser des mots d'ordre, faire circuler les informations liées à la lutte et aux forfaits des dirigeants, c'est qu'ils possèdent certainement des caractéristiques intrinsèques qui en font des outils très performants dans le cadre des mouvements de luttes politiques et sociales, même les plus âpres. La croyance quasi magique aux vertus politiques révolutionnaires de ces réseaux découle sans doute de la fascination qu'exerce leur perfection technique sur les utilisateurs. Mais cette hypothèse de simple déterminisme technique ne résiste pas à une analyse sociologique et politique sérieuse des contextes historiques qui favorisent l'apparition de mouvements révolutionnaires. L'objet du présent article est précisément d'interroger les processus sociaux et cognitifs impliqués dans le développement et l'enracinement de ces croyances mythiques autour des technologies de l'information et de la communication.

- 4 Nous nous référons pour cela à des travaux menés dans le domaine des représentations sociales (Abric, 1994 ; Bonardi et Roussiau, 1999) afin d'identifier quelques ressorts sociocognitifs de cette croyance à la technologie. Les outils mobilisés ne pouvant être dissociés des conditions sociales dans lesquelles se développent les usages, il s'agit de replacer ces nouvelles pratiques dans une approche interprétative. Car, si nous sommes certes ici dans le registre du mythe, il n'empêche que celui-ci produit des effets bien réels. Comme le mentionnent Philippe Mallein et Yves Toussaint, les modalités d'appropriation des technologies dépendent largement, dans un premier temps du moins, des significations d'usage qui sont « projetées et construites par les usagers sur le dispositif technique qui leur est présenté » (1994 : 318). L'analyse que nous proposons ici des pratiques collectives des réseaux sociaux au Burkina Faso découle de ce paradigme interprétatif.

Approche théorique

- 5 L'analyse des données de l'enquête de terrain et de la revue documentaire en ligne montre que les applications Web, que l'on appelle réseaux sociaux en France et médias sociaux au Canada, sont celles qui mobilisent plus particulièrement la croyance mythique au pouvoir des technologies de l'information et de la communication. Les sources de la croyance au pouvoir des médias sociaux sont multiples. Cependant, la matrice commune de cette représentation mythique renvoie à la question plus

ancienne du pouvoir de persuasion des médias. Après une période d'interrogation sur leurs effets directs et puissants d'influence, on s'est davantage intéressé vers la fin des années 1950 à leurs fonctions sociale et individuelle. La finalité de l'acte de consommation médiatique est alors envisagée comme la réponse à un besoin ou à une attente spécifique de publics particuliers. La typologie des domaines de satisfaction qui a découlé de cette approche fonctionnaliste n'a pas pour autant clos le débat sur les mutations sociales liées à la nouvelle croissance médiatique à partir de la fin des années 1950. Un consensus se dégage alors parmi les chercheurs quant aux liens entre modernité, développement économique et social et essor de l'information médiatique comme le fait par exemple Daniel Lerner (1958). Dans le même ordre d'idées, Everett Rogers (1962), Ithiel De Sola Pool (1963) et Wilbur Schramm (1964) développent même une « théorie de la modernisation », où le média est considéré comme le facteur de modernisation par excellence. Rogers par exemple conçoit le développement comme un système où les progrès sociaux, culturels et économiques sont étroitement (pour ne pas dire strictement) dépendants des innovations technologiques. Un autre auteur, Sola Pool, adhère de la même façon à l'idée que les médias commerciaux favorisent les processus de modernisation. Il avance notamment l'idée que la publicité commerciale et les médias de masse sont plus efficaces que les médias publics pour impulser des dynamiques de changement social au sein de la population, en ce sens qu'ils favorisent davantage la cohésion sociale autour de modes de vie et de consommation partagés. Il affirme qu'« en établissant une réserve commune d'informations compréhensibles et simultanément disponibles sur de larges étendues, un système de mass medias soude les segments du réseau des contacts personnels en un tout susceptible d'une action intégrée » (op. cit. : 289). Ithiel De Sola Pool attribue une importance décisive aux télécommunications internationales qu'il considère comme la source principale de progrès à venir pour les pays en développement. Schramm ne croit pas autre chose lorsqu'il écrit dans *L'information et le développement national* : « Il est un aspect du développement de l'information qui intéresse plus particulièrement les pays neufs ou en voie de formation : c'est la contribution que des moyens d'information efficaces peuvent apporter au développement économique et social » (1966 : 231). Renouant avec la tradition typologique des fonctions médiatiques, il définit trois fonctions de l'information. Tout d'abord, la fonction de veille qui permet une ouverture importante sur l'extérieur. Ensuite, la fonction politique qui consiste à persuader les populations de modifier leurs modes de vie et leurs croyances, de viser de nouveaux objectifs et d'adopter de nouvelles attitudes. Enfin, la fonction éducative, l'information devant permettre l'accès de tous les citoyens à de nouvelles connaissances non seulement sur le plan technique, mais aussi sur les affaires publiques de leur époque. Les théories de la réception apparues au début des années 1970 ont en quelque sorte adopté une conception mécaniste inverse, en proposant cette fois-ci que ce sont les publics qui peuvent faire ce qu'ils veulent des médias. Un auteur comme Reinhart Koselleck (1990) parle ainsi d'« horizons d'attente » des publics, que les médias seuls sont à même de combler ou de satisfaire. Le remplacement d'un déterminisme par un autre n'a donc en rien modifié la nature prophétique, mystique des discours tenus sur les médias, ou l'exaltation utopique d'un horizon sublime de la technologie.

- 6 Une même rhétorique enthousiaste prospère à propos des technologies de l'information et de la communication, nonobstant les mises en garde de la sociologie des usages et des appropriations. Wanda Janina Orlinkowski (1999) invite à s'interroger davantage sur les pratiques et les usages réels qui en sont faits. Il déclare ainsi au cours

d'un entretien pour le magazine *Les Échos* qu'« [e]n négligeant l'utilisation de la technologie, nous oublions que celle-ci n'a ni valeur, ni sens, ni conséquence par elle-même : seul son usage révèle sa valeur »².

- 7 Jacques Perriault (2001) dira pour sa part, dans la même veine, qu'il ne suffit pas de mettre en place des ordinateurs connectés pour permettre l'accès au savoir. En dépit de ces rappels à la nécessité de débats moins idéologiques sur la question, les technologies de l'information et de la communication en ce début de ^{xxi}^e siècle continuent d'alimenter des discours apologétiques sur la société de l'information, dont Nicholas Negroponte (1997) s'est fait le prophète. Les ordinateurs modifieraient ainsi d'une manière spectaculaire la qualité de vie, alors que la technologie numérique créerait ce village global dont parlait Marshall McLuhan (1968), où régneraient l'harmonie et la paix entre les peuples, comme si la conflictualité sociale (Marcos, 2017) allait définitivement céder et disparaître par le seul enchantement du miracle technologique.

Approches méthodologiques

- 8 Pour étudier les croyances mythiques au numérique chez des usagers burkinabè, nous avons combiné quatre méthodologies qualitatives différentes : entretiens approfondis avec des jeunes, analyse de divers documents officiels, netnographie de pages Facebook et observation participante.

Enquête qualitative auprès des jeunes utilisateurs

- 9 Une enquête qualitative a été menée entre le mois de mars et le mois d'août 2019 auprès de 50 jeunes des deux sexes (37 garçons et 13 filles). Ils ont été sélectionnés au hasard sur la base du volontariat, c'est-à-dire parmi ceux qui ont accepté de se rendre disponibles dans les villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou. Ces trois plus grandes villes du pays offrent plus de commodités que d'autres en matière de connexion et de possibilités d'usage des technologies numériques. Le guide d'entretien a été conçu pour permettre une large expression personnelle des interviewés.
- 10 À Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, nous avons interrogé dix-neuf personnes, dont sept personnes dans les unités de formation et de recherches de lettres, arts et communication, de sciences et technologie et de médecine de l'Université Ouaga Joseph Ki-Zerbo et six personnes au lycée technique national Aboubacar Sangoulé Lamizana, à Zogona et au collège privé de Kossoghin. Il s'agissait de cibler globalement la jeunesse étudiante afin de lui faire produire un discours sur ses pratiques et usages effectifs d'Internet et des réseaux sociaux. Les autres jeunes ont été sélectionnés aux heures ouvrées, aux abords des commerces des quartiers Zogona et Tampouy, pour être à peu près certains de toucher les autres catégories de la population jeune. Nous avons ainsi pu y rencontrer deux jeunes commerçants, trois jeunes actifs indépendants et un sans-emploi. À Bobo-Dioulasso, les entretiens ont eu lieu dans le quartier Belle-Ville, dans l'enceinte de l'Institut des Sciences de la Santé (INSSA), avec 15 étudiants et fonctionnaires de l'État habitant dans cette ville. À Koudougou, par contre, les entretiens ont eu lieu dans différents quartiers. Ils ont concerné également 15 jeunes de 3 secteurs³. Nous avons pu joindre 6 élèves, 3 étudiants, 2 enseignants, 2 commerçants et 2 agents de transit.

- 11 Le guide d'entretien a mis l'accent sur les moyens d'expression de ces jeunes, leurs usages des réseaux sociaux et les croyances liées à ces mêmes réseaux. L'enquête visait à répondre principalement à la question suivante : comment les jeunes burkinabè se représentent-ils les réseaux sociaux ? Et à la lumière de leurs représentations, quels usages font-ils de ces réseaux ? Notre postulat est que la croyance mythique au pouvoir des réseaux sociaux peut éclairer les représentations que les jeunes développent de ces réseaux. En conséquence, nous présumons que plus les jeunes croient aux pouvoirs de ces réseaux sociaux en matière de développement social, politique, économique et informationnel, plus leurs usages sont orientés vers l'espoir de ces réalisations.

Analyse documentaire

- 12 La revue documentaire visait à analyser le discours produit par les médias sur les fonctions et les usages des réseaux sociaux. Une catégorisation en fonction de thèmes préétablis (avantages, dérives, développement de l'activisme, formation) a permis de choisir 45 articles de presse en ligne. Ce chiffre repose sur l'atteinte d'un seuil de saturation relatif aux thèmes préétablis. Tous ces articles ont été publiés entre 2013 et 2019.
- 13 Pour le choix des médias, nous avons décidé de cibler les plateformes dominantes en ligne — nombre de visites, innovation — du paysage médiatique burkinabè abordant le thème des réseaux sociaux. Notre choix s'est alors porté sur le Lefaso.net parce qu'il est le pionnier dans le domaine de la presse en ligne au Burkina Faso et jouit de la réputation d'être une plateforme dynamique. « Lancé en octobre 2003, Lefaso.net s'affiche comme le principal site Web d'information des Burkinabè avec en moyenne 50 000 visiteurs quotidiens et plus de 37 000 abonnés à sa newsletter quotidienne »⁴. Alexa.com⁵, le site de mesure de l'audience des sites Web, a publié au début du mois de novembre 2018 des statistiques sur l'audience des sites Web visités par les Burkinabè. Le peloton de tête est composé des plateformes internationales et de leurs diverses déclinaisons : Yahoo.com (1^{er}), Google.com (2^e), Google.bf (3^e), Facebook.com (4^e), Google.fr (5^e). Lefaso.net se classe en sixième position, mais reste le premier site burkinabè le plus visité au Burkina Faso. Lefaso.net est le site burkinabè le plus consulté par les internautes depuis le Burkina Faso et il est, par là même, la première plateforme médiatique burkinabè en matière de popularité.
- 14 Burkina24 a été choisi à cause de sa relative jeunesse. Média en ligne d'informations généralistes en continu, Burkina24 a été porté sur les fonts baptismaux en 2011. Cela ne l'a pourtant pas empêché, en six ans d'existence, de se hisser à la troisième place des sites médias influents sur le plan de l'audience et des efforts d'innovation sur l'échiquier national derrière Lefaso.net et Netafrique.net. Aujourd'hui, Burkina24 compte 400 000 abonnés à sa page Facebook et de 25 à 30 000 visites / jour sur sa plateforme. Toutes ces raisons font que le site média est retenu comme terrain d'étude pour la présente recherche.
- 15 Concernant les visites quotidiennes, Burkina24 ne fait pas mieux que Netafrique.net, qui est classé deuxième après Lefaso.net. Cependant, Burkina24 a été préféré à Netafrique.net parce que le média a une rédaction formelle, alors que Netafrique.net fonctionne comme un site portail à partir de la reprise d'article. Aucune plateforme en ligne de média de presse écrite n'a été considérée parce que les plateformes ne permettent pas l'archivage.

Netnographie

- 16 Nous avons procédé par ailleurs à une netnographie de cinq pages Facebook de webactivistes, réalisée du 1^{er} au 30 avril 2019. Cette méthode d'enquête « utilise Internet comme source de données en s'appuyant sur des études des communautés virtuelles de consommation » (Bernard, 2004 : 49). L'objectif était d'analyser et d'interpréter les discours des webactivistes ainsi que les commentaires des membres de leurs communautés virtuelles. Il s'agit tout d'abord de Smockey. Ce qui n'était au départ qu'un profil comptabilisait au début d'avril 2018 4 989 amis et était suivi par près de 26 000 personnes. À la fin du même mois, il avait converti son profil personnel en page, sans doute parce qu'il a atteint le nombre limite de *fans* fixé à 5 000 par Facebook. Il y a ensuite les pages du mouvement Le Balai citoyen et des emblématiques Basic.Soul et Naïm Touré qui génèrent des centaines de commentaires à chaque publication. La page de la « république du Grin » ensuite. Ce groupe constitué en État fictif parodie la politique nationale, avec son président fondateur, son chef de file de l'opposition et presque toutes les répliques des « corps constitués » de la république ordinaire. Il organise des échanges humoristiques sur l'actualité. Les populations trouvent dans ces dispositifs des arguments qui renforcent leur engagement. Enfin, nous avons retenu la page Alino Faso qui comptabilisait en avril 2018 5 000 amis et était suivie par près de 34 000 personnes. La fréquence de publication et le taux d'engagement des intervenants ont été des indicateurs précieux tout au long de notre observation. En ce qui concerne les contenus, les thèmes de la gouvernance, de la corruption, de la mobilisation et du terrorisme constituaient la trame de notre grille d'entretien.

Observation participante

- 17 Nous avons enfin procédé à une observation participante lors du deuxième sommet Africtivistes organisé à Ouagadougou les 22 et 23 juin 2018. Nous avons participé aux rencontres en plénière ainsi qu'à certains ateliers et pris des notes durant les travaux. L'objectif principal était d'identifier dans les discours de ceux qui sont considérés comme des acteurs majeurs de la communication numérique burkinabè des indicateurs langagiers de croyances au pouvoir politique, social et économique des réseaux sociaux. Nous voulions également déceler les spécificités d'utilisation des technologies de l'information et de la communication à travers leurs témoignages, partages d'expériences, discussions informelles, etc.

Résultats et discussion au sujet de la revue documentaire

Croyance des autorités aux technologies numériques

- 18 La revue documentaire rend compte de l'adhésion au mythe du pouvoir des technologies numériques et de la société de l'information. Très tôt, les pays de l'Union africaine se sont dotés d'un programme de développement des technologies de l'information et de la communication. Ces pays ont été soutenus dans cette démarche

par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). C'est ainsi que l'initiative de la Société africaine à l'ère d'information (AISI de son sigle anglophone) a été adoptée en mai 1996 par la conférence des ministres de la CEA (réunissant les 53 pays membres). Celle-ci s'est dit

convaincue que l'édification de la société africaine à l'ère de l'information aidera l'Afrique à accélérer l'exécution de ses plans de développement, à stimuler la croissance et à créer de nouvelles chances en matière d'éducation, de commerce, de soins, de santé, d'emploi et de sécurité alimentaire, ce qui contribuerait à propulser les pays africains en avant dans le domaine du développement et à élever leur niveau de vie (cf. introduction, p. 2).

- 19 Dans ce contexte favorable, le Burkina Faso, par l'intermédiaire de son Conseil Supérieur de la Communication (CSC) adopte en avril 1998 son premier cadre de référence pour le développement des technologies de l'information et de la communication, rappellent Mahamoudou Ouédraogo et Joachim Tankoano (2001 : 47). Les ambitions de ce cadre étaient les suivantes :

- Créer les conditions pour la bonne gouvernance en réduisant les charges et en améliorant la circulation de l'information, la productivité, la qualité des services et la pertinence des prises de décision ;
- Aider le pays à développer des avantages concurrentiels qui lui permettront de tirer le meilleur parti de la mondialisation, à travers une parfaite maîtrise et une utilisation optimale des NTIC ;
- Garantir la rationalisation des efforts à consentir, un développement conséquent des ressources humaines requises et la cohérence du cadre institutionnel et de l'infrastructure nationale à mettre en place.

- 20 Pour réaliser ces objectifs, ces ambitions ont été traduites en six programmes sectoriels : la modernisation de l'Administration et l'organisation du secteur ; la facilitation du commerce ; l'appui à l'éducation et à la recherche ; le développement des centres communautaires ; la mise en place d'une infrastructure nationale de communication ; les choix technologiques (*ibid.* : 48). En mars 2018, soit un peu plus de vingt ans après l'adoption de plusieurs autres plans nationaux de développement des technologies de l'information et de la communication, le Burkina Faso s'est doté d'un nouveau cadre d'appropriation de ces technologies, à savoir la *Stratégie nationale de développement de l'économie numérique 2018-2027*. Il faut relever que l'objectif global de la stratégie nationale reste de « bâtir une économie numérique performante qui contribue efficacement à la transformation structurelle de l'économie et de la société burkinabè » (p. 22). Cet objectif est décliné en sept objectifs spécifiques : mettre en place une gouvernance efficiente et efficace ; développer un environnement propice à l'instauration de la confiance numérique ; déployer une infrastructure large bande de qualité sur l'ensemble du pays ; faire des technologies de l'information et de la communication un levier durable de la transformation de l'administration publique et des autres secteurs porteurs de développement ; développer l'expertise numérique nationale ; intégrer le numérique dans le système éducatif ; développer une économie numérique équitable et inclusive (*Stratégie nationale de développement de l'économie numérique 2018-2027* : 22).

- 21 Ces propos futuristes ne sont pas sans rappeler le prophétisme d'auteurs comme Daniel Lerner, Everett Rogers, Ithiel De Sola Pool et Wilbur Schramm. On les retrouve aussi dans le discours du président de l'Autorité de Régulation des Communications électroniques, et des Postes (ARCEP). Il déclare ainsi dans le *Rapport public d'activités*,

publié en juin 2018, que « c'est connu, les communications électroniques sont le moteur de l'économie nationale. Ce sont elles qui impriment le rythme à l'ensemble des projets de développement. C'est donc à juste titre que les communications électroniques et les postes sont au cœur du processus de développement de notre pays » (mot introductif du président). La vision enchantée d'Internet est partagée au plus haut niveau de la gouvernance burkinabè.

Discours futuristes des médias

- 22 Il ressort de l'analyse du discours médiatique deux idées principales. La première réaffirme que les réseaux sociaux constituent le futur de la communication sociale, au sens où ils regroupent l'ensemble des actes de communication visant à modifier les représentations et les comportements des citoyens ainsi qu'à renforcer des solidarités au sein de la société (Rouquette, 1989 ; Collet, 2007). Ce raisonnement relève en quelque sorte de la tautologie : les médias se présentent eux-mêmes comme le point de départ et d'arrivée de toute information. La seconde renvoie à un paradoxe : si les applications du Web cristallisent l'horizon des possibles dans tous les domaines, elles contiennent potentiellement aussi des risques de dérive. En mars 2018, les statistiques d'audience de Facebook affichaient ainsi un million d'utilisateurs actifs du réseau social au Burkina Faso. Dans un pays où environ 70 % des 18 millions de Burkinabè sont analphabètes, ce cap symbolique est une étape importante qui intéresse autant les entreprises, les régies de publicité et les institutions étatiques que le citoyen lambda avide de liberté. En effet, avec le développement d'Internet et des réseaux, le rapport à la liberté d'expression s'est trouvé modifié. Ce taux d'utilisation témoigne non seulement de la vitalité de la participation des populations, mais aussi de la diversité des champs du possible qui semblent tout d'un coup à portée de main. Cette idée est confortée par le discours médiatique qui accompagne le développement des réseaux sociaux ; ce discours donne l'illusion que c'est là que ça se passe, que les réseaux sociaux constituent le futur de la communication sociale.

Futur de la médiatisation

- 23 Tout droit sorti du rêve de McLuhan, le village planétaire, dont les réseaux sociaux sont une des matérialisations les plus abouties, n'en finit pas d'alimenter l'utopie communicationnelle du numérique. Les réseaux sociaux sont aujourd'hui présentés comme des lieux de facilitation de l'accès universel à l'éducation, de consécration de la liberté d'expression, surtout dans des pays qui ont connu des périodes de régime politique unique. Au Burkina Faso, depuis 2014, un discours quasi unanime est développé dans les médias quant au rôle déterminant des réseaux sociaux dans la survenue de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre de la même année. Avec un titre explicite : « Burkina Faso : le rôle des médias sociaux dans la survenue de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 »⁶, le contenu d'un article paru dans Lefaso.net du 9 décembre 2015 explique le rôle déterminant qu'ont joué les réseaux sociaux à travers une analyse de la naissance de groupes et profil aux noms tout aussi explicites⁷. Il est vrai que la liberté de ton pratiquée sur les réseaux sociaux est difficilement imaginable dans d'autres espaces d'expression publique. La liberté d'expression ou encore de débat public qu'autorisent les réseaux sociaux peut en effet en ce sens être comprise comme une forme de démocratisation de la parole citoyenne.

Que ce soit à travers des tribunes, les analyses ou les réactions de toutes sortes, les médias rendent compte de l'engouement des citoyens et surtout de leur détermination à se faire entendre sur les grands enjeux nationaux.

- 24 Si Lefaso.net et Burkina24 se font le relais de la façon dont les citoyens profitent de cet espace de liberté pour débattre à profusion des questions de la cité, ils rendent aussi compte dans le même temps des tentatives d'encadrement ou de musellement de ces espaces. Le procès intenté en 2018 contre le lanceur d'alerte Naïm Touré pour incitation à la révolte en témoigne.
- 25 Sur ce terrain, les médias eux-mêmes ne sont nullement épargnés puisqu'ils investissent eux aussi les réseaux sociaux. À titre d'exemple, le titre *Le Dossier* a été auditionné par le Conseil supérieur de la communication pour la diffusion sur les réseaux sociaux d'un document sonore signé par la rédaction du journal portant sur la riposte des Forces de défense et de sécurité contre les terroristes dans des communes du nord du pays. Le domaine de compétence du régulateur est donc circonscrit aux contenus médiatiques, c'est pourquoi cette manière de procéder ne résout aucunement le problème de la régulation des réseaux sociaux, tant les contenus sont multiples et diversifiés. Dans un article de Lefaso.net en date du 6 juin 2018 intitulé « Réseaux sociaux : un domaine difficile à réguler, selon le CSC »⁸, le Conseil supérieur de la communication (CSC), l'organe de régulation au Burkina Faso, reconnaît avoir des difficultés à réguler les réseaux sociaux. Les juridictions classiques prennent donc en charge les cas impliquant les citoyens, mais se heurtent à la mobilisation de ceux-ci. Des associations sont créées pour faire barrage à ces mécanismes de régulation institutionnelle, par exemple le Comité d'initiative pour la défense et la protection des utilisateurs des réseaux sociaux. Les médias contribuent néanmoins à véhiculer l'idée qu'une véritable opinion publique existe, et ce, grâce aux réseaux sociaux.

Médiatisation du futur

- 26 Des discours dont les médias se font l'écho dans une perspective qui oscille entre la présentation des possibilités (commerce en ligne, *blockchain*, liberté d'expression, éducation pour tous, développement...), des risques de dérive des offensives pour les maîtriser. « Yo man ! Ya kel Ken ? », les « occasions d'affaires » sont, entre autres, des groupes sur le réseau social Facebook (par exemple le réseau « Yo man ! Ya kel Ken ? ») où des Burkinabè font en effet de bonnes affaires. Vous avez quelque chose à vendre, vous cherchez un article ou un service ? Vous avez tapé à la bonne porte. Et c'est Lefaso.net, dans une livraison du 28 août 2015 intitulée « Économie numérique : Le e-commerce est en marche au Burkina »⁹, qui en explique le principe. « Quand tu as une marchandise ou des services à vendre, tu fais la publication sur Facebook. Si un acheteur se manifeste, vous vous donnez rendez-vous dans un lieu public bien connu et vous effectuez vos échanges ». Le commerce en ligne est en pleine expansion. Bien sûr, quand tout s'achète et se vend, cela peut aussi signifier la prostitution en ligne avec des profils personnels ou des groupes dédiés comme « Rencontre sensuelle Plan à Ouaga ». Des dizaines d'annonces de ce type sont publiées sur le réseau social Facebook. Les tarifs des prestations sont négociés en ligne et le service est rendu dans la plus stricte intimité. Mais pas toujours. En 2018, trois adolescents filment leurs ébats sexuels avec leur camarade, une fille de 15 ans. Le film est mis en ligne sur les réseaux sociaux, qui très vite entrent en ébullition. Les médias s'en font les relais et l'affaire prend de plus

amples proportions. Les trois jeunes garçons sont arrêtés et soupçonnés d'agression, une cellule psychologique diligentée par le ministère de la Femme, de l'Action sociale et de la Solidarité nationale est mise en place pour la victime et sa famille, et la vidéo est supprimée du réseau social. Les dérives peuvent donc être aussi importantes que les avantages. Les médias se font également l'écho de cas de cybercriminalité (vol d'identité, vol de données personnelles compromettantes à usage de chantage, les diffamations...). Les réseaux sociaux sont aussi à l'origine de la constitution d'un groupe particulier, celui des webactivistes.

Accréditation de la thèse du pouvoir des réseaux sociaux par les webactivistes

- 27 De plus en plus nombreux, les webactivistes peuvent être considérés comme les premiers acteurs des pratiques qui accompagnent le développement des réseaux sociaux. Principaux émetteurs d'informations et experts d'un réseau mondial, ils sont capables de récupérer les photos ou les vidéos de manifestations sur le terrain, de les mettre en scène, de monter les images et de les diffuser sur les réseaux sociaux. Au Burkina Faso, certains activistes comme Naïm Touré ou Souleymane Ouédraogo (dit Basic Soul) sont des exemples emblématiques du cyberactivisme. La plupart de ces activistes ont pour ambition de dénoncer les inégalités et les injustices sociales ainsi que l'omnipotence des pouvoirs politiques et d'exiger des dirigeants une démocratisation génératrice de développement. Ils se veulent sentinelles, vigies, mais aussi force de proposition pour des projets à fort impact social. Ils utilisent Facebook, WhatsApp, YouTube comme des territoires de regroupement et outils de mobilisation, de conscientisation. Les activistes accréditent ainsi l'idée du pouvoir politique des réseaux sociaux. Leur discours en témoigne :

Jamais dans l'histoire de l'humanité, le citoyen n'a autant été outillé parce qu'il est en lui-même un média. Il est acteur de média, de démocratie parce qu'il a la possibilité d'informer le monde entier, d'impacter la société ; parce qu'il a aussi des outils pour rentrer dans des écosystèmes qui ne sont pas de chez lui et qui pourraient le renforcer dans son combat. Ça c'est extraordinaire,

- 28 s'émerveille Cheick Fall dans une interview accordée au Faso.net en janvier 2018.
- 29 Peu organisés à leurs débuts, les activistes se regroupent de plus en plus dans des structures nationales¹⁰, régionales, voire panafricaines¹¹. Dans ces structures, ils continuent à diffuser leur rêve de démocratie directe grâce aux réseaux sociaux. L'ABB, l'Association des blogueurs du Burkina, à travers son projet « Suivi des politiques publiques par les technologies de l'information et de la communication » entrant dans le cadre du Présimètre¹², partage et poursuit sa vision de démocratie participative, de politique de transparence, de bonne gouvernance ainsi que de démarche globale de reddition des comptes. L'association organise couramment des formations sur l'utilisation des réseaux sociaux à destination des représentants des partenaires du projet Présimètre.
- 30 En 2017, Africtivistes a entamé un vaste programme de formation et de renforcement des compétences pour les journalistes et acteurs médiatiques de la société civile, nommé Afrique Média CyberSécurité, dédié à sa regrettée collègue Anna Gueye. L'objectif de ce programme est de former à la cybersécurité 500 journalistes professionnels et acteurs médiatiques de la société civile dans au moins 11 pays de la

sous-région ouest-africaine. À ce jour, Africtivistes a déjà formé plus de 350 personnes à travers les séances organisées en Guinée, en Guinée-Bissau, en Mauritanie, au Sénégal, au Niger, en Gambie et au Burkina Faso. La Côte d'Ivoire, le Mali, le Bénin et le Togo sont les prochains pays qui participeront et boucleront ce programme de formation et d'outillage des acteurs des médias en Afrique de l'Ouest.

- 31 Au cours de ce programme, la Ligue a rencontré les chefs d'État de la Gambie Adama Barrow et du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré, avec qui elle a partagé les actions et la vision des Africtivistes. Le programme de la Ligue a sans doute séduit le président burkinabè, qui a participé au deuxième sommet d'Africtivistes à Ouagadougou.
- 32 Ces regroupements d'activistes sont soutenus par d'autres structures comme le Comité d'initiative pour la défense et la protection des utilisateurs des réseaux sociaux, ou encore grâce à des initiatives comme celle de Mahamadi Ouédraogo. Si son initiative, le Salon national des activistes en décembre 2017, n'a pas remporté un franc succès, elle a au moins eu le mérite d'ouvrir le débat sur la responsabilité des lanceurs d'alerte, thème d'actualité au sein de cette communauté.
- 33 Ces efforts conjugués constituent une tentative de « professionnalisation » du webactivisme, qui n'entame pas pour autant la thèse du pouvoir des réseaux sociaux. Comme nous allons le montrer maintenant, les internautes et usagers des réseaux sociaux partagent avec les médias et les réseaux cyberactivistes la même croyance quasi magique.

Résultats et discussion au sujet de l'étude de terrain

- 34 L'étude de terrain menée auprès des jeunes des villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou visaient à analyser le discours qu'ils produisent sur leur rapport aux réseaux sociaux et sur les usages qu'ils en ont. L'on peut tirer deux enseignements fondamentaux des résultats de cette enquête. Premièrement, les représentations des jeunes usagers des réseaux sociaux rejoignent celles diffusées par les journalistes et celles des webactivistes, et semblent donc désormais faire partie d'un environnement culturel partagé. Deuxièmement, à l'instar des journalistes et des webactivistes, ils utilisent les réseaux sociaux conformément à des attentes et à des objectifs précis.

Messianisme

- 35 Selon Achille Mbembe (2017), les technologies de l'information et de la communication ont la capacité de faire rêver leurs usagers. Au Burkina Faso, les jeunes croient ainsi que les réseaux sociaux apporteront des solutions pérennes aux problèmes auxquels ils sont confrontés, à savoir la rétention d'informations, le chômage et l'opacité dans la gestion des affaires publiques... Les jeunes estiment qu'ils ont enfin trouvé l'outil qui leur permettra d'accéder à l'information, de s'ouvrir sur l'extérieur et de partager leurs visions du monde. Les représentations que les jeunes développent à propos des réseaux sociaux dépendent aussi et surtout des fonctions qu'ils leur attribuent.

Informers et mobiliser les gens

- 36 Les jeunes se représentent ainsi les réseaux sociaux comme un moyen d'accéder à l'emploi et de faire de bonnes affaires. En plus d'être de potentiels pourvoyeurs de l'emploi qu'ils convoient, les réseaux sociaux sont plus largement perçus comme des outils indispensables de réseautage et de visibilité sociale. Mais ce qui les motive le plus, c'est la possibilité de rester en contact permanent avec leurs proches. Cette observation était ainsi la thèse d'une nouvelle ère de médiation et d'harmonie sociale de Nicolas Negroponte (*op. cit.*). SD¹³ explique ceci à ce sujet :

Sur les réseaux sociaux, l'on va pour rencontrer des amis, pour chercher des informations. Aujourd'hui, Facebook est un moyen incontournable pour s'informer. Nous avons la retransmission des événements en temps réel, alors qu'il faut attendre pendant longtemps pour avoir les échos de ces mêmes événements sur les antennes classiques¹⁴.

- 37 Par ailleurs, la possibilité qui leur est offerte de partager leurs idées en ligne est une importante source de satisfaction pour ces jeunes. Ils croient ainsi pouvoir directement mobiliser les autres par l'intermédiaire des réseaux sociaux et participer aux mouvements sociaux (Boullier, 2016), ce qui relève d'une utopie techniciste (Boullier, 1984). Selon l'internaute SS, le pouvoir de mobilisation de Facebook n'est plus à démontrer. Facebook a joué un rôle de mobilisation citoyenne ces dernières années au Burkina Faso. Il rappelle ceci à propos de l'insurrection populaire d'octobre 2014 : « Lorsque les gens étaient dans la rue, ils avaient leurs téléphones portables pour voir ce qui se passe autour d'eux sur Facebook. Lorsque c'était chaud, les gens restaient mobilisés sur Facebook »¹⁵. En outre, « les syndicats du monde de l'éducation ont beaucoup utilisé Facebook pour mobiliser les gens. Les sorties médiatiques de Basolma Bazié ont été largement diffusées sur Facebook, ce qui a permis le respect des mots d'ordre de grève par la majorité des syndiqués »¹⁶, remarque pour sa part SD. La même idée est partagée par DS, selon qui Facebook a permis non seulement de faire front au RSP (Régiment de sécurité présidentielle, désormais dissous), mais aussi d'empêcher le président Blaise Compaoré de modifier l'article 37 en 2014 au Burkina Faso. Il est même convaincu que c'est Facebook qui a déclenché l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 dans le pays. Selon lui, « c'est sur Facebook que les gens se donnaient rendez-vous, Facebook a été le facteur majeur de la réussite de cette lutte »¹⁷.

- 38 Selon AM, Facebook permet également de fédérer les autres. Prenant l'exemple du club d'histoire et archéologie dont elle est membre active, elle estime qu'il serait impossible de diffuser les informations auprès des étudiants par un autre canal. Ce qui la conforte dans son idée selon laquelle Facebook exerce un réel pouvoir de mobilisation des gens. Aussi se réjouit-elle d'avoir Facebook comme allié incontournable pour passer les informations à ses camarades. En somme, le coût de la connexion lui importe moins que l'atteinte de ses objectifs sur les réseaux sociaux.

- 39 Des entretiens, il ressort en définitive que Facebook est un espace où l'information abonde et qui est propice aux rencontres et aux bonnes affaires. La plupart des internautes croient qu'il est possible d'obtenir des offres d'emploi ou des bourses d'études grâce aux réseaux sociaux, en particulier Facebook. C'est le cas de PZ et de MI qui utilisent les réseaux pour leurs affaires. « J'y ai rencontré plusieurs amis, j'ai aussi eu des contrats à travers Facebook. De plus, il y a des pages qui apportent beaucoup intellectuellement », soutient MI. « Même les illettrés au marché connaissent Facebook, parce qu'ils y trouvent leur compte »¹⁸, renchérit-elle. Le fait de se retrouver dans un

monde virtuel apporte du réconfort et permet de voyager tout en étant sur place, ce qui révèle le désir de ces jeunes de vivre ensemble dans un monde virtuel (Maffesoli et De Lemos Martins, 2011). Les réseaux sociaux suscitent aussi d'autres espoirs dans la sphère du politique.

Contribuer à la démocratie

- 40 Il ressort du discours de la majorité des jeunes citoyens interrogés que les réseaux sociaux contribuent à démocratiser la société. On retrouve ici la vision prophétique du rôle des médias dont parlait Lerner (*op. cit.*). Les interviewés citent presque tous comme exemple la façon dont la mobilisation, au moyen de ces outils, a conduit au départ de l'impopulaire président Compaoré. Les réseaux sociaux participent donc de l'avènement de la démocratie participative. Ils contribueraient à la formation d'organisations moins hiérarchisées. Discours profanes et experts se rejoignent sur ce point. Dominique Boullier affirme ainsi que

[l]a démocratie elle-même voit certains de ses aspects amplifiés par le numérique, selon les choix faits et selon les acteurs concernés. [...] L'espace public est étendu sur des réseaux [...]. Cela débouche aussi sur des formes d'amplification de mouvements sociaux qui semblent appuyés sur ces connexions numériques (2016 : 223).

- 41 L'idée que les échanges numériques ou dématérialisés remettent en cause les hiérarchies occupe une place dominante dans la littérature scientifique. Cette croyance largement partagée évacue néanmoins de son champ d'analyse une réalité sociologique : des inégalités considérables demeurent quant à la participation. La mobilisation politique dans l'espace public numérique montre plutôt que seule une minorité est réellement active. En réalité, les modalités de prise de parole ne favorisent pas systématiquement la participation de tous et obligent même certains collectifs à modérer leurs propos.

Contrôler et influencer la gestion de la chose publique

- 42 Les jeunes estiment que les dirigeants ne peuvent plus gérer les affaires publiques dans le respect de l'intérêt des citoyens. De ce fait, explique MS.

pour la bonne gouvernance, il faut que les informations soient publiées. Facebook est le lieu indiqué pour publier les informations, les médias tels que la radio qui est censée couvrir tout le territoire est absente de certaines zones du pays. Par contre, Facebook permet de rester connecté aux réalités du pays¹⁹.

- 43 Et comme tout est rendu public, on assiste selon certains à une meilleure gestion du pays. Les autorités politiques savent qu'elles sont suivies sur les réseaux sociaux. Prenant le cas du mémorial Thomas Sankara, DS fait cette déclaration :

Facebook permet d'interpeller les pouvoirs publics sur des questions courantes. Tout récemment l'on a dédié un mémorial à l'ancien président Thomas Sankara. Tout de suite, les gens ont remarqué que cette statuette a été bâclée et ils ont réagi promptement sur les réseaux sociaux. Ce qui a entraîné une réaction rapide du comité d'organisation qui dit prendre note des commentaires et exprimer sa volonté de corriger le mémorial²⁰.

- 44 Pour interpeller les gouvernants, certains internautes comme DS utilisent des pseudonymes afin d'éviter d'être censurés par les pouvoirs publics. C'est pourquoi ils utilisent plusieurs comptes Facebook. De plus, plusieurs jeunes ont affirmé suivre des

pages de partis politiques pour savoir ce qui se passe en leur sein. Ils observent tout à distance et sont prêts à réagir lorsque les promesses des politiques ne sont pas tenues ou ne sont pas conformes à leurs souhaits.

Changer la vie

- 45 Les réseaux sociaux cristallisent également des horizons d'attente (voir Koselleck, *op. cit.*) plus personnels. Certains jeunes se représentent la vie autrement avec eux. SR explique :

Avant Facebook, on vivait bien, mais on tardait à avoir des contacts avec les connaissances. Mais à présent, on peut rester permanemment en contact avec les autres. De plus, Facebook permet à coup sûr de s'informer et d'apprendre un peu plus sur le monde²¹.

- 46 AB « est partie sur Face » par curiosité, incitée par ses amis. Ce qui la motive à utiliser ce réseau depuis qu'elle a créé son compte il y a quelques jours, c'est la possibilité d'échanger avec ses amis et aussi de les retrouver virtuellement à tout moment. LO partage aussi cette vision des réseaux sociaux. « Il y a environ deux ans que je suis connectée aux réseaux sociaux pour pouvoir avoir les informations. J'ai non seulement les nouvelles de mes amis, mais je suis également l'actualité via ces réseaux »²², révèle-t-elle. Pour BO, de même, « le fait d'avoir plus d'ouverture et d'être en avance par rapport aux autres »²³ est une véritable source de satisfaction. Par ailleurs, SR rapporte qu'il ne se sent plus seul bien qu'il soit dans un monde « fictif ». « Ça fait sept ans que je suis sur Facebook. Ce que je gagne c'est de pouvoir rester en contact avec mes amis. J'ai grandi à Ouahigouya, et étant présentement à Bobo, j'ai les nouvelles de mes amis, même de ceux qui ne sont plus là-bas »²⁴, selon TS.
- 47 La distraction est en outre une autre source de motivation pour se connecter. Plusieurs jeunes ont ainsi affirmé que Facebook est un lieu de distraction. Ce qui leur permet de changer d'idée et d'envisager la vie autrement.
- 48 D'autres jeunes encore ont vu leur vie se transformer. « Depuis l'insurrection populaire, j'ai changé d'approche sur les réseaux sociaux, je sais que j'ai un moyen incontournable pour défendre mes idées », confie SD, un autre utilisateur de Facebook, avant d'ajouter que « dans les situations exceptionnelles comme pendant l'insurrection où on n'avait pas accès aux médias, Facebook a été notre dernier recours pour nous informer »²⁵. Pour lui, comme pour les autres, la connexion sur les réseaux n'a pas de prix face à la diversité de l'information qu'ils leur apportent.
- 49 Pour SS2, Facebook permet de résoudre des problèmes courants. Selon lui, Facebook est indispensable dans plusieurs domaines. Par exemple, actuellement, il y a des inscriptions qui se font en ligne dans les universités. Il peut arriver qu'au moment de la saisie des données, l'on soit bloqué. Dans ce cas, il suffit de faire une capture d'écran et de partager son problème sur Facebook. Quelqu'un vous répondra et vous aidera à poursuivre facilement l'inscription en ligne²⁶.
- 50 L'avènement des réseaux sociaux ouvre ainsi une nouvelle page dans la vie de ces jeunes et leur apporte l'espoir d'un avenir meilleur.

Outils efficaces

- 51 Comme l'attestaient Mallein et Toussaint (*op. cit.*), les modalités d'appropriation des technologies dépendent des significations d'usage qui sont projetées et construites par les usagers. Les données de l'enquête montrent que l'engouement que suscitent les réseaux sociaux auprès des usagers découle très largement des représentations qu'ils s'en font. Mais avant d'y revenir, nous présentons quelques données de contexte issues de l'enquête de terrain.

WhatsApp pour les uns et Facebook pour les autres

- 52 Les entretiens ont permis de conclure que trois réseaux nourrissent les fantasmes des jeunes : WhatsApp, Facebook et Messenger. Et ce sont effectivement les trois qu'ils utilisent principalement, les deux premiers étant de loin les plus usités. Plus de la moitié des internautes, soit 52 % d'entre eux, utilisent Facebook, 46 % utilisent WhatsApp, alors que seulement 2 % des interviewés recourent à Messenger.
- 53 Ceux qui choisissent WhatsApp sont ceux qui privilégient les messages privés : « Je ne m'exprime pas beaucoup sur Facebook, je préfère aller sur WhatsApp c'est plus respectable »²⁷ ; « WhatsApp est beaucoup plus restreint, il permet de rester en contact avec ses intimes »²⁸ ; « N'importe quelle personne qui a une page sur Facebook peut être ton ami »²⁹. « Avec WhatsApp l'information est fiable. La communication passe rapidement. Facebook est un lieu populaire »³⁰, se défendent certains utilisateurs de WhatsApp pour qui Facebook serait trop populaire. Mais selon Marlène Loicq, cette caractéristique de Facebook constitue l'une de ses forces :
- Les TIC, et plus précisément les réseaux sociaux tels que Facebook sont donc un moyen de communiquer dans la mesure où ils servent à échanger de l'information, mais aussi à organiser ses relations sociales en les faisant exister au-delà des rencontres dans l'ici et le maintenant, ceci rendant possible une construction active des sujets participants à l'échange (2011 : 47).
- 54 Les réseaux sociaux permettent ainsi de nouvelles rencontres.
- 55 Par ailleurs, très peu d'utilisateurs des réseaux sociaux font usage des émoticônes, parce qu'ils veulent éviter d'exposer leurs sentiments, comme l'explique DS : « On ne sait pas qui est qui »³¹. Il ajoute que le fait d'être ami avec des inconnus comporte des risques.
- Facebook est public. Il suffit par inattention de publier une photo ou une information que vous n'avez pas envie de partager avec tout le monde. Et tout de suite, cela va faire la une sur la Toile et les gens vont se partager cela. À partir de ce moment, des gens vont faire des commentaires, et même utiliser vos images à d'autres fins. Ce qui est regrettable, c'est que votre vie privée se retrouve entre les mains de gens que vous ne connaissez pas. Par contre, avec WhatsApp, vous partagez vos informations avec vos contacts personnels, des gens dont vous êtes proches. Au lieu de vous critiquer lorsque vous balancez une photo inappropriée, vos contacts vont attirer votre attention, vous conseiller. C'est en cela que Facebook est différent de WhatsApp³²,
- 56 avance-t-il. Ce qui signifie que ces jeunes font preuve d'une certaine prudence dans leurs usages.

- 57 En ce qui concerne la fréquence de la connexion, l'enquête a montré que 60 % des jeunes se connectent à des heures précises, alors que seulement 21 % restent connectés toute la journée sur les réseaux. Les autres (19 %) se connectent rarement.

L'on ne peut pas rester connecté durant toute la journée avec le coût de la communication qui est élevé. L'on se connecte à des occasions sauf lorsqu'il y a des offres promotionnelles. En ce moment, l'on prend de gros forfaits qui nous permettent de tenir pendant longtemps³³,

- 58 révèle DS. Le coût de la connexion explique donc le caractère occasionnel de la connexion. En effet, les forfaits Internet ont un coût relativement élevé par rapport au revenu des jeunes, la plupart des élèves et étudiants (environ 72 % des enquêtés). Ces résultats concordent avec ceux d'Évariste Dakouré (2011) qui a trouvé que les jeunes scolarisés de 15 à 25 ans font partie des utilisateurs les plus actifs sur les réseaux sociaux. Les autres enquêtés sont de jeunes travailleurs autonomes ou issus du secteur informel (20 %), alors qu'environ 8 % d'entre eux sont au chômage ou à la recherche d'un bon emploi. La majorité de ces jeunes qui sont à la charge de leurs parents n'ont donc pas assez de revenus pour se procurer un abonnement permanent à Internet. Ils sont plutôt attirés par les forfaits journaliers que leur proposent les opérateurs de téléphonie mobile (Orange Burkina, TELECEL et ONATEL). Ces forfaits de 10 Mo à 500 Mo coûtent entre 100 Fcfa (0,15 €) et 1 025 Fcfa (1,56 €). Les autres abonnements hebdomadaires ou mensuels de 1 Go à 10 Go, dont le coût varie de 2 000 Fcfa (3,05 €) à 15 000 Fcfa (22,90 €), sont hors de portée pour certains enquêtés. La plupart des enquêtés souscrivent au forfait journalier de 10 Mo à 100 Fcfa proposés par Orange Burkina. Ce qui démontre que ces jeunes ont très peu de ressources financières. Par ailleurs, Internet haut débit ne semble pas être une réalité dans le pays, malgré les campagnes publicitaires des opérateurs dans ce secteur. Les internautes ont souligné des difficultés à se connecter de façon stable au cours de la journée. C'est sans doute pour cette raison que plusieurs d'entre eux choisissent de se connecter tard dans la nuit pour profiter un tant soit peu de la fluidité du réseau. D'ailleurs, leur choix de WhatsApp peut être lié à cette « mauvaise » connexion. Le débit actuel de la 3G au Burkina Faso de 1,9 Mbit/s n'arrive plus à satisfaire les utilisateurs. L'application WhatsApp utilisée le plus souvent pour envoyer des textes ne consomme pas un gros volume de données téléchargeables, ce qui permet de disposer d'un temps de connexion plus long. Malgré le coût élevé de la connexion, ou même de la connexion Internet jugée de qualité médiocre par certains jeunes, ils continuent de se connecter dès que l'occasion se présente. Pas plus que ces aspects économiques, l'analphabétisme ne semble pas non plus constituer un frein aux usages. D'ailleurs, l'entretien avec IK a été fait en langue locale moore. Il ne sait pas s'exprimer en français, mais il dit aimer Facebook. « Je suis les informations et je regarde les photos. Je recherche les opportunités d'affaires »³⁴, nous a-t-il confié dans sa langue maternelle. Cela confirme notre hypothèse sur les pouvoirs que les jeunes accordent aux réseaux sociaux. Les illettrés sont convaincus que les usages de ces réseaux sont le moyen de s'émanciper et de participer à la vie collective. Comme ils croient que ces réseaux peuvent changer leur vie, ils les utilisent, quelles que soient leurs conditions.

Des usages procédant des représentations des réseaux sociaux

- 59 Comme souligné dans la partie théorique de cette étude, les technologies de l'information et de la communication remplissent des fonctions spécifiques (Schramm,

1966). L'enquête a ainsi montré que les usages des réseaux sociaux sont liés aux fonctions que les jeunes leur font remplir, comme en témoignent les données synthétisées dans le tableau ci-après.

Tableau 1. Les usages des réseaux sociaux par rapport aux fonctions attribuées à ces réseaux par les enquêtés

Moyens d'expression	Fonctions attribuées aux réseaux sociaux par les jeunes					Réseaux utilisés	
	Informer/Mobiliser	Faire de bonnes affaires (Business)	Se distraire / faire de nouvelles rencontres	Participer à la vie collective	Retrouver ce qu'on perd	WhatsApp (W)	Facebook (F)
Post/publication d'images, de vidéos, d'écrits, etc.	40 %	10 %	10 %	20 %	20 %		F
Messages, images et vidéos privés	10 %	40 %	20 %	-	30 %	W	M
Mention j'aime	10 %	50 %	20 %	10 %	10 %		W
Partages	5 %	20 %	10 %	20 %	45 %	W	F
Commentaires	-	-	50 %	50 %	-	F	W
Émoticônes	-	-	-	-	-	F	W

Source : Données de l'enquête sur le terrain (du 1^{er} mars au 8 août 2019).

- 60 Facebook est utilisé à 50 % essentiellement pour informer et mobiliser les gens à travers des publications et à 40 % pour formuler des commentaires qui permettent de participer à la vie collective. Cela rappelle la fonction de lien social, d'unité, de convergence et de consolidation du lien social dont parle Philippe Chaniel (1999). Facebook est par ailleurs privilégié pour interpellier les pouvoirs publics sans risquer d'être personnellement identifié. Depuis l'insurrection populaire, les réseaux sociaux, en particulier Facebook, sont considérés par beaucoup comme des moyens incontournables pour exprimer et défendre leurs opinions. Des publications et commentaires permettent de prendre la parole sur les sujets de son choix. Pour les usagers, ils sont aussi le gage de la diversité de l'information.
- 61 Mais les réseaux sociaux prolongent et amplifient également le rôle communautaire que la radio remplit dans le contexte burkinabè : la diffusion des annonces et des communiqués. Ils cristallisent ainsi l'espoir de faire circuler le plus rapidement possible l'information au sein de la communauté et plus largement dans le cercle des connaissances. Il en est ainsi des personnes ou des objets que l'on veut retrouver. Facebook permet de retrouver des papiers perdus, comme en témoigne PZ : « Lorsqu'on perd des documents, on n'a plus besoin de faire de multiples communiqués à la radio. Avec Facebook, les gens se partagent l'information et très vite l'on retrouve ce que l'on cherche »³⁵. Cela marche même pour retrouver les enfants qui sortent et qui se perdent : « Il suffit de mettre leurs photos et de laisser des contacts téléphoniques, on arrive à les retrouver facilement avec Facebook. Facebook nous facilite beaucoup la vie » (*ibid.*). Facebook se trouve ainsi détourné à des fins conformes aux intérêts de ces

jeunes. Ces usagers sont donc capables de créativité pour atteindre leurs objectifs (Certeau, 1990).

- 62 Le recours aux réseaux sociaux s'explique aussi par le fait que les gens croient à la promesse qu'ils rendent leur vie meilleure, comme le dit Mbembe (*op. cit.*) à la suite de Negroponte (*op. cit.*). WhatsApp devient ainsi le réseau des bonnes affaires par excellence. Plus de la moitié de ses utilisateurs espèrent y trouver leur compte au quotidien. Ils recherchent des offres alléchantes de produits qu'ils sont en mesure d'acheter ou des objets qui leur conviennent à travers les images et vidéos mises en circulation par les connaissances. La rencontre de la marchandise et de la technologie pave ainsi « le chemin d'une nouvelle ère de l'animisme », pour reprendre l'expression de Mbembe (*op. cit.*).
- 63 Par ailleurs, beaucoup utilisent les réseaux sociaux pour échanger avec leurs amis ou pour les retrouver virtuellement à tout moment. Ils y recourent également pour faire de nouvelles rencontres. Ils retissent ou tissent les liens par l'information et par la communication. On retrouve ici le rêve de tous les ingénieurs prophètes (Long, 2008) qui ont inventé ces outils, celui de rendre les liens sociaux à la fois plus chaleureux et plus communautaires (Maffesoli et De Lemos Martins, *op. cit.*). Mais la distraction n'est pas une motivation à négliger non plus. Plusieurs jeunes ont ainsi affirmé que Facebook est un lieu de distraction. Les commentaires, les messages privés, les mentions « j'aime » et les partages sont utilisés pour se distraire. Ce qui leur permet de changer d'idée et d'envisager la vie autrement. Les prédictions de Serge Proulx (1995), pour qui l'usage des technologies de l'information et de la communication est fonction des besoins psychologiques ou psychosociologiques des utilisateurs, trouvent ici à s'illustrer une nouvelle fois.

Du bon usage des réseaux sociaux

- 64 Cependant, malgré l'espoir d'une vie meilleure placé dans les réseaux sociaux, les jeunes ne sont pas dupes. Certains se focalisent principalement sur ce qu'ils peuvent espérer obtenir de ces réseaux, sans plus. D'ailleurs, la plupart des enquêtés, ceux de 25 ans ou plus, ont avancé que toutes les informations qui circulent sur Facebook ne se valent pas. Ils reconnaissent ainsi la nécessité de développer un esprit critique pour trier, suivre et publier les meilleures informations (cf. Perriault, *op. cit.*). « Facebook est une poubelle d'informations, tout y est. Il faut un minimum de bagages pour surfer sur ce réseau, c'est-à-dire la capacité de synthétiser, d'analyser, car on ne peut pas tout prendre »³⁶, selon SS. SD, quant à lui, recommande aux plus jeunes la plus grande vigilance sur les réseaux sociaux. La question de Serge Proulx (2002) sur les compétences des usagers rencontre ici un écho particulier. Les individus apparaissent-ils suffisamment « compétents » pour circuler à leur aise dans le nouvel environnement informationnel aujourd'hui ? Sans formation à la pensée critique au préalable, la navigation sur les réseaux sociaux apparaît bien périlleuse pour les plus jeunes. « Quand on est jeune, on veut faire du buzz sur les réseaux sociaux. Mais il faudrait faire attention pour éviter les dérives. Il y a des gens qui ont bravé les mœurs sur Facebook, allant jusqu'à poster des images suggestives. Et cela peut avoir de lourdes conséquences dans le futur »³⁷, regrette SD tout en insistant sur le fait que les informations sur les réseaux n'ont pas toutes la même importance.

Des fois, il y a des publications sur Facebook qu'on ne peut même pas regarder. Mais tout n'est pas mauvais, il y a des groupes assez sérieux sur ce réseau. Par exemple le

groupe « Préparation des concours directs » apporte beaucoup en matière de connaissances. Il y a aussi le groupe « Comment apprendre à s'exprimer en français ». Tout dépend de ce qu'on cherche³⁸,

- 65 conseille LO. Tout comme AM, certains jeunes sont formels : « Tout ce qui est sur Facebook n'est pas important. Il faut savoir trier ce qui est bon, car il y a beaucoup d'informations inutiles. Il faut savoir analyser, il ne faut pas tout prendre. Souvent, ce n'est que du montage. Il y a des gens qui inventent des histoires »³⁹. Être conscients que les réseaux sociaux peuvent être des vecteurs de fausses informations est néanmoins une étape que les plus jeunes n'ont pas encore franchie. Les former, comme le préconise Danielle Bougaïré-Zangreyanagho (2015), apparaît donc comme une nécessité. Les plus jeunes utilisateurs en effet, environ 14 % ayant moins de 20 ans, déclarent utiliser les réseaux sociaux pour montrer à leurs camarades qu'ils sont branchés. C'est une forme de distraction pour eux. Et pour montrer qu'ils sont branchés, tous les moyens sont bons. Ils expliquent par exemple qu'ils publient les photos de ce qu'ils font au quotidien, qu'importe l'activité. Lorsqu'ils ont un peu de temps à l'école, ils passent la récréation en ligne, à partager des photos avec leurs amis, pour rester en contact avec eux. Ils reconnaissent qu'ils s'expriment sans tabous lorsqu'ils sont entre amis. Ils sont totalement immergés dans les réseaux sociaux lorsqu'ils disposent d'un petit laps de temps, même à l'école. Selon YL, « il y a des choses indésirables sur Facebook. C'est pourquoi il faudrait l'interdire aux enfants de moins de 15 ans »⁴⁰. En général, les parents ne savent pas tout ce qu'ils font sur les réseaux sociaux. SN, collégienne, raconte pourtant que ses parents savent qu'elle est sur les réseaux sociaux, mais elle ne dit pas si ses parents suivent toutes ses publications. En général, entre amis, ces jeunes se retrouvent dans des groupes fermés, faisant des réseaux un espace entre « copains ». Pourtant, tous les jeunes n'approuvent pas cette manière d'utiliser les réseaux sociaux. « Il y a des gens qui se plaisent à publier sur la page des autres. Ils publient des images ou des choses que toi-même tu n'aimes pas. Sincèrement ce n'est pas bon. Ils n'ont qu'à arrêter »⁴¹, préconise GS. Loin des regards des adultes, ces jeunes ont la latitude de s'exprimer, d'être ce qu'ils sont. Ce qui amène OS à recommander de faire preuve de plus de discrétion dans les usages : « Il y a des gens qui s'exposent sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas tout qu'il faut montrer aux yeux du monde. Chacun doit savoir les utiliser pour éviter d'être victime de ces outils... Les réseaux sociaux sont un mal nécessaire »⁴².

Conclusion

- 66 Les hypothèses émises dans le cadre de cette étude nous semblent corroborées. Nous constatons, d'une part, que les représentations des réseaux sociaux puisent largement dans le registre mystique et, d'autre part, que ces représentations influencent les usages et les pratiques des réseaux sociaux. L'unique surprise vient de la lucidité que les usagers conservent malgré les apparences. Si ces croyances mythiques aux technologies numériques guident leurs usages, elles ne les embrigadent pas totalement pour autant. Cependant, l'éducation aux nouveaux médias doit rester une priorité pour que ces usages développés par ces jeunes ne conditionnent pas outre mesure leurs représentations du monde et n'entravent pas leur liberté d'action. Pour les chercheurs, la réflexion doit se faire en envisageant les possibilités offertes par ces réseaux, tout en gardant une distance suffisante à l'égard des représentations idylliques et illusoire qu'ils mobilisent. Pour ce faire, les médias peuvent rendre compte de l'actualité de ces

questions au travers de conférences, de journées d'étude, de séances de sensibilisation qui interrogent les avantages comme les dangers de l'utilisation des réseaux sociaux. Les dernières Universités africaines de la communication de Ouagadougou sur le thème de l'utilisation des réseaux sociaux ont abouti à la conclusion que les réseaux sociaux ne sont pas une zone de non-droit. Il semble souhaitable sur ce terrain que des mesures de régulation légales se mettent en place. Le régime juridique applicable est prévu entre autres par l'article 6 de la Constitution et 53 de la loi 10-2004/AN portant sur la protection des données personnelles. Ces articles visent spécifiquement les faits de diffamation, d'injure, d'atteinte à l'intimité de la vie privée, ainsi que les montages de voix ou d'image ; les personnes punissables étant l'auteur de la publication incriminée, mais aussi celles qui contribuent à la propager en la « *likant* », en la partageant ou en la soutenant. Ce faisant, un autre risque apparaît : les libertés individuelles ne risquent-elles pas d'être remises en cause par les pouvoirs publics au nom de l'intérêt de la communauté ?

- 67 Nous concluons sur quelques limites de cette étude, dont la principale réside sans doute dans les conditions du terrain. La durée de l'enquête n'a finalement pas permis d'observer, ne serait-ce que de façon rapide, les pratiques effectives des usagers pour les confronter ensuite à leurs déclarations. Par ailleurs, les conditions dans lesquelles les entretiens ont eu lieu n'ont pas permis de prendre plus de temps avec chaque interlocuteur, sans compter que certains se sont montrés peu prolixes. Une dernière limite concerne le critère qui a présidé aux choix des médias dont les contenus ont été retenus. Ces médias sont incontestablement les plus lus et ceux qui génèrent le plus d'engagement, mais il eût été sans doute important de voir ce qui se dit ailleurs pour diversifier les sources. En ce sens, cette étude mériterait d'être reconduite en y intégrant deux autres variables : le parcours individuel des utilisateurs et leurs retours sur expérience. Cela permettrait de savoir par exemple si les expériences de satisfaction et de déception liées aux usages renforcent ou atténuent selon le cas la croyance mythique au pouvoir économique, social et politique des réseaux sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- ABID, Nader et al. (2011), « Le rôle des médias et des TIC dans les “révolutions arabes” : l'exemple de la Tunisie », *Chimères*, 75 : 219-235. [En ligne]. <https://www.cairn.info/revue-chimeres-2011-1-page-219.html?contenu=article>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- ABRIC, Jean-Claude (dir.) (1994), *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Presses universitaires de France.
- ALEXA. [En ligne]. <http://www.alexa.com>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- ALINO FASO. [En ligne]. <https://www.facebook.com/alino.faso>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- ARCEP (2018), *Rapport public d'activités 2017*, Ouagadougou. [En ligne]. <http://www.arcep.bf/download/publications-rapports-annuels/RAPPORT-PUBLIC-D'ACTIVITES-2017-ARCEP.pdf>. Page consultée le 8 janvier 2020.

AWENENGO-DALBERTO, Séverine (2011), « Sénégal : les nouvelles formes de mobilisations de la jeunesse », *Les Carnets du CAP*, p. 37-65.

BÂ, Abdoul (2003), *Internet, cyberspace et usages en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

BERNARD, Yohan (2004), « La netnographie : une nouvelle méthode d'enquête qualitative basée sur les communautés virtuelles de consommation », *Décisions Marketing*, 36 : 49-62. [En ligne]. <https://www.jstor.org/stable/40593000?seq=1>. Page consultée le 8 janvier 2020.

BONARDI, Christine et Nicholas ROUSSIAU (1999), *Les représentations sociales*, Paris, Dunod.

BOUGAÏRÉ-ZANGREYANAGHO, Danielle (2015), « L'autonomisation des jeunes Burkinabè face à Internet », dans Laurence CORROY-LABARDENS, Francis BARBEY et Alain KIYINDOU (dir.), *Éducation aux médias à l'heure des réseaux*, Paris, L'Harmattan, p. 139-149.

BOULLIER, Dominique (1984), « Usages du videotex et utopie techniciste », *Réseaux*, 2(6) : 21-36.

BOULLIER, Dominique (2016), *Sociologie du numérique*, Paris, Armand Colin.

BURKINA24. [En ligne]. <https://www.burkina24.com/>. Page consultée le 8 janvier 2020.

CERTEAU, Michel de (1990), *L'invention du quotidien, I : Arts de faire*, édition de Luce GIARD, Paris, Gallimard, Coll. « Folio essais », no 146.

CHANIAL, Philippe (1999), « Le projet utopique des sciences sociales : le paradigme de l'association », *Quaderni*, 40 : 79-95.

COLLET, Hervé (2007), *Qu'est-ce que la communication sociale ?* [En ligne]. http://www.colisee.org/article.php?id_article=2280. Page consultée le 8 janvier 2020.

DAKOURÉ, Évariste (2011), *Promotion de dispositifs multimédia au Burkina Faso : pratiques, discours et stratégies d'acteurs*. Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Philippe QUINTON, Grenoble, Université Stendhal Grenoble 3, Grenoble.

DE SOLA POOL, Ithiel (1963), « The role of communication in the process of modernization and technological change », dans Bert HOSELITZ et Wilbert MOORE (dir.), *Industrialization and Society [Proceedings]*, Paris, UNESCO-Mouton.

FACEBOOK, « Blaise Compaoré doit partir ». [En ligne]. <http://www.facebook.com/pages/Blaise-Compaore-DOIT-Partir/193268870716006>. Page consultée le 8 janvier 2020.

ISCOM. [En ligne]. www.iscom-bf.net. Page consultée le 8 janvier 2020.

KOSELLECK, Reinhart (1990), *Le Futur passé, contribution à la sémantique des temps historiques*, traduit de l'allemand par Jochen HOOCK et Marie-Claire HOOCK, Paris, Éditions de l'EHESS.

LE BALAI CITOYEN. [En ligne]. <https://www.facebook.com/CitoyenBalayeur/>. Page consultée le 8 janvier 2020.

LEFASO.NET. [En ligne]. <http://lefaso.net>. Page consultée le 8 janvier 2020.

LERNER, Daniel (1958), *The Passing of the Traditional Society: Modernizing the Middle East*, New York, Free Press.

LES ÉCHOS. [En ligne]. <http://www.lesechos.fr>. Page consultée le 8 janvier 2020.

LOICQ, Marlène (2011), « Facebook se paye ma tête ? Ou ce que dit l'image de profil... », dans Laurence CORROY-LABARDENS et Marie-Christine LIPANI-VAISSADE (dir.), *Jeunes et médias, les cahiers francophones de l'éducation aux médias. La culture médiatique des jeunes : Des objets populaires méprisés ?*, Paris, Publibook, p. 43-68.

- LONG, Olivier (2008), « Prophètes du virtuel ? », *Nouvelle Revue d'esthétique*, 1(1) : 97-99.
- MAFFESOLI, Michel et Moisés DE LEMOS MARTINS (2011), « À propos de l'imaginaire des médias », *Sociétés*, 111(1) : 5-9.
- MALLEIN, Philippe et Yves TOUSSAINT (1994), « L'intégration sociale des technologies d'information et de communication : une sociologie des usages », *TIS*, 6(4) : 315-335.
- MARCOS, Maria Lucília (2017) « La communauté en tension : critique de la transparence
- MBEMBE, Achille (2017), « Afrocomputation », *Multitudes*, 69(4) : 198-204. [En ligne]. <https://doi.org/10.3917/mult.069.0198>. Page consultée le 15 mars 2020.
- McLUHAN, Marshall (1968), *War and Peace in the Global Village*, en collaboration avec Quentin FIORE and Jerome AGEL, New York, Bantam.
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DES POSTES ET DES TÉLÉCOMMUNICATION (2018), *Stratégie nationale de développement de l'économie numérique 2018-2027*, Ouagadougou.
- MOUVEMENT BLAISE COMPAORÉ, « Mouvement Blaise Compaoré doit partir ». [En ligne]. <http://www.facebook.com/groups/revolutionburkina2011/>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- NEGROPONTE, Nicholas (1997), *L'homme numérique. Comment le multimédia et les autoroutes de l'information vont changer votre vie*, traduction par Michèle GARÈNE, Paris, Pocket.
- ORLIKOWSKI, Wanda Janina (1999), « L'utilisation donne sa valeur à la technologie », *L'Art du management de l'information. Les Échos*, 8 : 6.
- OUÉDRAOGO, Mahamoudou et Joachim TANKOANO (2001), *Internet au Burkina Faso : réalités et utopies*, Paris, L'Harmattan.
- PARÉ, Cyriaque (1999), L'utilisation d'internet dans la presse écrite francophone : le cas du Burkina Faso. Mémoire de Diplôme universitaire de Recherches, sous la direction de Annie LENOBLE-BART, Bordeaux, Université de Bordeaux 3.
- PERRIAULT, Jacques (2001), « Instruire, éduquer », *Les cahiers de médiologie*, 1(11) : 228-231.
- PRÉSIMÈTRE. [En ligne]. www.presimetre.bf. Page consultée le 8 janvier 2020.
- PROULX, Serge (1995), « Les perspectives d'analyse des médias : des effets aux usages », *Les Cahiers de la Sécurité intérieure*, 20 : 60-69.
- PROULX, Serge (2002), « Trajectoires d'usages des technologies de communication : les formes d'appropriation d'une culture numérique comme enjeu d'une société du savoir », *Annales des télécommunications*, 57(3-4) : 180-189.
- PROULX, Serge (2005), « Penser les usages des technologies de l'information et de la communication », dans Lise VIEIRA et Nathalie PINÈDE (dir.), *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, tome 1, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, p. 7-20.
- RÉPUBLIQUE DU GRINÉ. [En ligne]. <https://www.facebook.com/republiquedugrin/>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- ROGERS, Everett (1962), *Diffusion of Innovations*, première édition, New York, Free Press of Glencoe.
- ROUQUETTE, Michel-Louis (1998), *La communication sociale*, Paris, Dunod.
- SCHRAMM, Wilbur (1964), *Mass Media and National Development*, Stanford, Stanford University Press.

SCHRAMM, Wilbur (1966), *L'information et le développement national : le rôle de l'information dans les pays en voie de développement*, Paris, UNESCO.

SMOCKEY. [En ligne]. <https://www.facebook.com/smockeyofficiel/>. Page consultée le 8 janvier 2020.

SOULEYMANE OUEÐDRAOGO dit Basic.Soul. [En ligne]. <https://www.facebook.com/ouedraogo.souleymane.Basic.Soul>. Page consultée le 8 janvier 2020.

TOURÉ, Naïm. [En ligne]. <https://www.facebook.com/naim.toure>. Page consultée le 8 janvier 2020.

UTARD, Jean-Michel (2002), « La presse en ligne », *Médiamorphoses*, 4 : 19-22.

WAMÉ, Baba (2005), *Internet au Cameroun : les usages et les usagers. Essai sur l'adoption des technologies de l'information et de la communication dans un pays en voie de développement*. Thèse de doctorat sous la direction de Francis BALLE, Paris, Université de Paris II (Panthéon-Assas). [En ligne]. <http://www.afrik.com/IMG/doc>. Page consultée le 22 octobre 2018.

ZOUARI, Khaled (2014), *Internet, la démocratie numérique et la révolution tunisienne : entre utopies, mythes et réalités*, Actes du 6^e Colloque spécialisé en sciences de l'information (COSSI), Institut d'administration des entreprises-Université de Poitiers.

NOTES

1. En 2014, le taux d'alphabétisation en français de la population de 15 ans ou plus était de 28 %, selon les résultats de l'Enquête multisectorielle (EMC) 2014. [En ligne]. http://www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/Enq_EMC/Alphab%E9tisation_et_scolarisation.pdf. Page consultée le 6 septembre 2019.
2. Déclaration faite pour *Les Échos*, n° 18 029, 19 et 20 novembre 1999.
3. Secteurs 1, 2 et 3.
4. [En ligne]. <http://lefaso.net/spip.php?article73272>. Page consultée le 23 mars 2019.
5. [En ligne]. <http://www.alexa.com>. Page consultée le 19 janvier 2019.
6. [En ligne]. <https://lefaso.net/spip.php?article68542>. Page consultée le 8 janvier 2020.
7. [En ligne]. <http://www.facebook.com/pages/Blaise-Compaore-DOIT-Partir/193268870716006> et <http://www.facebook.com/groups/revolutionburkina2011/>. Page consultée le 25 septembre 2015.
8. [En ligne]. <https://lefaso.net/spip.php?article83842>. Page consultée le 24 mars 2019.
9. [En ligne]. <http://lefaso.net/spip.php?article66591>. Page consultée le 26 mars 2019.
10. L'Association des blogueurs du Burkina (ABB).
11. La Ligue panafricaine des webactivistes et blogueurs pour la démocratie (Africtivistes).
12. Le Présimètre est une plateforme de partage d'informations entre des groupes de la société civile travaillant sur la gouvernance démocratique pour renforcer la collaboration, le plaidoyer et rendre possible une réponse rapide aux dysfonctionnements dans la gestion des politiques publiques. [En ligne]. www.presimetre.bf. Page consultée le 8 janvier 2020.
13. Pour respecter le choix de nos interviewés qui ont préféré l'anonymat, nous les désignons par les initiales de leurs nom et prénom.
14. Entretien du 6 mars 2019.
15. Entretien du 1^{er} mars 2019.
16. Entretien du 1^{er} mars 2019.
17. Entretien du 6 mars 2019.
18. Entretien du 6 mars 2019.

19. Entretien du 1^{er} mars 2019.
20. Entretien du 6 mars 2019.
21. Entretien du 1^{er} mars 2019.
22. Entretien du 29 juillet 2019.
23. Entretien du 1^{er} mars 2019.
24. Entretien du 8 août 2019.
25. Entretien du 6 mars 2019.
26. Entretien du 8 juillet 2019.
27. Entretien du 6 mars 2019.
28. Entretien du 6 mars 2019.
29. Entretien du 6 mars 2019.
30. Entretien du 6 mars 2019.
31. Entretien du 6 mars 2019.
32. Entretien du 6 mars 2019.
33. Entretien du 6 mars 2019.
34. Entretien du 6 mars 2019.
35. Entretien du 6 mars 2019.
36. Entretien du 8 août 2019.
37. Entretien du 1^{er} mars 2019.
38. Entretien du 29 juillet 2019.
39. Entretien du 1^{er} mars 2019.
40. Entretien du 8 août 2019.
41. Entretien du 8 août 2019.
42. Entretien du 1^{er} août 2019.

RÉSUMÉS

L'objectif de cet article est de contribuer à expliquer les ressorts de la croyance en la Technologie. Les auteurs postulent que ce phénomène procède de la force d'un mythe construit autour des technologies de l'information et de la communication. Ils analysent un corpus constitué d'entretiens qualitatifs menés auprès d'un échantillon d'utilisateurs burkinabés d'internet et de personnes qui ont participé à la mobilisation citoyenne de 2014 au Burkina Faso. L'objectif est de recueillir les motifs de leur investissement sur les réseaux sociaux numériques et de relever les représentations qui en commandent leurs usages.

The purpose of this article is to elucidate the mechanism underlying faith in Technology. The authors see the phenomenon as originating in the power of a myth built around information and communications technology. They analyze a corpus of qualitative interviews with a sample of Burkinabe internet users and participants in the 2014 Burkinabe uprising. The objective was to find the reasons for the respondents' use of digital social media and investigate the images determining that use.

El objetivo de este artículo es ayudar a explicar los orígenes de la creencia en la Tecnología. Los autores del artículo afirman que este fenómeno procede de la fuerza de un mito construido en torno a las tecnologías de la información y comunicación. Dichos autores analizan cierto número

de entrevistas de tipo cualitativo, realizadas al interior de una muestra de usuarios de Internet burkineses y personas que participaron en la movilización ciudadana de 2014 en Burkina Faso. El objetivo es recopilar las razones de su inversión en redes sociales digitales e identificar las tendencias en sus usos.

INDEX

Palabras claves : mito, tecnología, redes sociales digitales, usuarios, Burkina Faso

Keywords : myth, technology, digital social media, uses, Burkina Faso

Mots-clés : mythe, technologie, réseaux sociaux numériques, usages, Burkina Faso

AUTEURS

ÉTIENNE DAMOME

Étienne Damome est maître de conférences habilité à diriger les recherches en Sciences de l'information et de la communication au sein du MICA (Médiation, Information, Communication, Art), Université Bordeaux Montaigne. Courriel : etienne.damome@u-bordeaux-montaigne.fr

AMINATA OUÉDRAOGO

Aminata Ouédraogo est doctorante en sciences de l'information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne. Courriel : ouedraogoaminata64@yahoo.fr

ÉLODIE ALIMATA TAPSOBA

Élodie Alimata Tapsoba est doctorante en sciences de l'information et de la communication, Université Bordeaux Montaigne. Courriel : elodie.tapsoba@gmail.com

Réseaux sociaux, construction de l'identité institutionnelle et nouvelles formes de visibilité

Les organisations du futur et le futur des organisations

Daniela Roventa-Frumusani et Elena Farcaş

- 1 Depuis 2000, le processus d'implantation des dispositifs numériques dans la société s'accélère. Nous sommes actuellement dans la deuxième étape de la convergence (Proulx, 2012), alors que la consommation des contenus des anciens médias (presse, cinéma, radio et télévision) se combine avec l'usage de nouveaux dispositifs (téléphone portable intelligent, ordinateur portable, etc.). Ce deuxième moment de la convergence est lié à l'apparition du Web social et des médias de masse individualisés (Castells, 2006).
- 2 Dans cette ère de l'accélération du temps (Hartmut Rosa), de l'innovation, du management de l'avenir, la question de savoir gérer l'avenir fait partie de la vision et de la stratégie de toute organisation. Comme le suggère Nicklas Luhmann,

les organisations de tout type [...] des grandes entreprises aux administrations publiques aux clubs de sport peuvent être considérées comme des réponses structurelles à la question de savoir comment faire face à l'avenir (Wenzel et Krämer, 2018 : 1).
- 3 Le management de l'avenir est conçu soit comme un énorme défi de planification (Bromiley, Rau et Zhang, 2017) et de calcul des risques, soit comme un processus inhérent à toute organisation. Certains chercheurs considèrent que l'élaboration de stratégies dans son ensemble est intrinsèquement liée au futur (Drucker, 1992 ; Teece, 2014), ce qui nous ramène à la plus intéressante intersection : celle entre numérique, innovation et identité organisationnelle sur un socle communicationnel. En fait, la capacité à imaginer des futurs contrefactuels est bien sûr une caractéristique humaine qui existe indépendamment du capitalisme, et les futurs imaginés sont cruciaux pour comprendre le développement de la modernité en général ; et ils existent, bien que sous des formes différentes, dans les sociétés traditionnelles également (Beckert, 2016 : 3). Toujours récemment, Arjun Appadurai (1996) a mis en évidence le rôle des

imaginaires du futur dans la création du sujet moderne et de la participation politique. Il a défini des aspirations et l'orientation vers l'avenir en tant que « capacité culturelle » vitale permettant aux acteurs de détecter de nouvelles possibilités et de naviguer vers elles (Appadurai, 2013).

- 4 La focalisation sur les « sayings and doings » (le discours et les actes) (Schatzki, Knorr Cetina et Von Savigny, 2001) a conduit à une réévaluation de la planification stratégique en tant que moyen classique de gestion de l'avenir (Wolf et Floyd, 2017 ; Wenzel et Krämer, *op. cit.*). Comme les chercheurs en théorie des organisations (Rouleau et Balogun, 2011), nous considérons que l'approche double (du dire et du faire) constitue une direction prometteuse de recherche, en fait sous-étudiée. Pour les éditeurs du volume *How Organizations Manage the Future. Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, il semble essentiel :

d'explorer les différentes dimensions dans lesquelles le futur devient prédominant au sein des organisations, étant donné qu'il peut y avoir des pratiques, des discours, récits, médias ou artefacts qui produisent et font ressortir différents avènements. Les recherches futures pourraient porter sur une analyse approfondie de ces éléments pour élargir notre compréhension de l'interaction et de la performance de ceux qui gèrent l'avenir (Wenzel et Krämer, *op. cit.* : 12).

- 5 Le Web social ou Web 2.0, avec son accent sur l'interaction et l'expression, crée les conditions favorables au dialogue démocratique (Cardon, 2010, tandis que la présentation de soi actuelle — le *networked self* (Papacharissi, 2011) marquant un tournant expressiviste (Allard, 2008) — engage des formes nouvelles de visibilité et de discursivité non seulement pour la communication politique usuelle sur Facebook, mais aussi pour la communication organisationnelle.

La présence sur Internet des organisations est une constante déterminée par des enjeux stratégiques. L'existence d'un site web est le plus souvent couplée avec la présence des médias sociaux et cette présence numérique devient un enjeu de société (Charest, Alcantara, Lavigne et Moumouni 2017 : 2).

- 6 Vu que l'objectif de notre recherche vise la manière dont les ministères roumains communiquent en ligne pour construire et consolider leur identité et leur réputation ainsi que pour informer le public sur leurs activités et se connecter et interagir avec ce public, on a formulé les questions de recherche suivantes :

1. Quels sont les instruments de communication *new media* que les ministères roumains utilisent pour construire leur identité en ligne ?
2. Quelles sont les stratégies de communication utilisées par les ministères roumains pour construire et consolider leur identité en ligne ?
3. Quel type de contenu des publications des institutions publiques détermine un nombre accru de réactions en termes d'appréciations, de distributions et de commentaires des utilisateurs ?

Revue de la littérature

La configuration et la reconfiguration de la communication organisationnelle à l'ère des réseaux

- 7 Concernant la communication politique (dans les campagnes électorales, tout comme dans la communication ordinaire), Facebook devient un instrument indispensable pour le marketing politique. Si la plupart des analyses réalisées jusqu'à présent ont mis en

évidence l'ethos des leaders politiques, il serait important pour la société de l'ère 2.0 examiner la construction de l'identité institutionnelle et de monitoriser le *feed back* de l'audience (amis, *followers*) sur les pages Facebook institutionnelles (ministères, mairies, etc.).

- 8 Le moment actuel de la convergence signifie aussi l'inversion du sens de la causalité, ce qui veut dire que les individus et les organisations ne sont pas technologiquement déterminés (le déterminisme technologique des années 1970-1980), mais qu'ils deviennent les tacticiens des nouvelles pratiques numériques (Tudor et Herteliu, 2016) ; c'est pourquoi la recherche s'oriente vers la manière dont les individus « agissent dans le social par l'intermédiaire de la technologie » (Proulx, *op. cit.* : 24).
- 9 Le développement rapide des nouvelles technologies numériques a induit des modifications majeures au sein des organisations : la redéfinition des rôles et des hiérarchies dans le cadre des organisations ainsi que la restructuration de l'activité de l'organisation même.
- 10 Le passage à la société connectée et collaborative est accompagné de modifications de la structure et du fonctionnement des organisations et de la communication en premier lieu. « Les enjeux communicationnels sont prégnants. De la communication politique, publique, institutionnelle en passant par la communication locale, promotionnelle, voire marketing, l'étendue du champ lexical et des pratiques est vaste et trop d'amalgames sont encore au cœur de controverses » (Gardère et Lakel, 2009 : 7).
- 11 Les nouvelles technologies pénètrent toutes les sphères de notre existence en changeant la communication interpersonnelle ainsi que celle traditionnelle entre les organisations et leurs publics. Les *new media* et les réseaux sociaux participent à l'efficientisation de la communication institutionnelle (interne et externe), à la création de la valeur de marque et au maintien du dialogue *two-way* avec les audiences ciblées.
- 12 Notre travail s'inscrit dans la sphère des préoccupations récentes déterminées par la construction de l'identité institutionnelle à l'ère du Web *read-write* (O'Reilly, 2005) ainsi que par la culture participative en ligne et vise l'analyse des stratégies de communication organisationnelle dans la perspective du dialogue entre le producteur de l'information et le public (coparticipant à la construction, à la diffusion et à l'évaluation de l'information). De nos jours, sur Internet et surtout sur les réseaux sociaux, le discours informatif / persuasif est désuet et doit être remplacé par le discours dialogique / conversationnel, car les marchés mêmes sont « conversationnels » (Capriotti, 2011 : 371).

La perspective communicationnelle pragmatique dans la théorie des organisations

- 13 La communication représente l'essence de l'organisation. Influencés par la vision de Karl Weick qui conçoit l'organisation comme verbe et non pas comme nom (attribut, étiquette), les chercheurs (Linda Putnam et Anne Mayden Nicotera, entre autres) considèrent que l'organisation est essentiellement fondée sur la communication (*communicative constitution of organizations*) (Putnam et Nicotera, 2009).
- 14 De nombreux chercheurs en communication ont contribué à l'accréditation de cette perspective communicationnelle des organisations (Cooren et Taylor, 1997 ; Cooren, Taylor et Van Every, 2006 ; Taylor, 1993 ; Fairhurst et Putnam, 2004) sans trop insister

sur la manière dont les organisations construisent et développent leur identité. Or, la communication et l'organisation ne sont pas des concepts équivalents *per se* ; elles sont réciproquement constitutives (Putnam et Nicotera, *op. cit.*). En outre, l'approche des organisations dans la perspective de la communication signifie aussi l'inclusion de la perspective *bottom-up*, d'où l'intérêt des chercheurs (y compris le nôtre) pour divers types de rétroactions des publics (commentaires, appréciations, etc.).

- 15 Dans cette perspective d'interconstitution, on met en évidence « le rôle performatif et interactif des organisations » (Fairhurst et Putnam, *op. cit.*), mais aussi l'idée que l'organisation produit des textes-narrations, des métaphores qui la représentent ainsi que des images symboliques qui participent pleinement à la consolidation de l'identité organisationnelle. Dans ce contexte, l'organisation est plus qu'un état, elle est une « coproduction dynamique réalisée en interactions [...] qui créent des représentations » (Vasquez, Cordelier et Sergi, 2013 : 4).
- 16 Des développements récents de la théorie des organisations mettent en évidence trois focalisations concernant l'étude des pratiques (Feldman et Orlikowski, 2011) : un accent empirique sur la façon dont les gens agissent dans les contextes, un accent théorique sur la compréhension des relations entre les actions entreprises et les structures de la vie organisationnelle et un accent philosophique sur le rôle constitutif des pratiques dans la production de la réalité. Autrement dit, un accent sur *le quoi* (par exemple la notion d'identité), *le comment* des pratiques dynamiques et *le pourquoi*. La troisième approche philosophique de la pratique implique la prémisse que la réalité sociale est fondamentalement constituée des pratiques ; c'est-à-dire que cette approche considère le monde social comme une réalité générée à travers l'activité quotidienne, plutôt que comme externe aux agents humains.
- 17 Anthony Giddens (1984) a mis en évidence la relation récursive entre *agency* et structure. Autrement dit, il n'y a pas que les actions récurrentes qui constituent des structures, les structures aussi constituent les actions en cours. C'est dans cette perspective de la *constitution relationnelle mutuelle* que nous allons examiner le rôle des stratégies discursives disséminées par les réseaux sociaux afin de construire *l'identité des organisations* et la *connexion avec les publics*.
- 18 La notion de communication CCO (*Communicative constitution of organisations*) a des fondements pragmatiques divers : la théorie des actes de langage (Austin ; Searle) qui constitue l'infrastructure d'un sous-chapitre de notre analyse, l'ethnométhodologie (Garfinkel, 1967), l'analyse des conversations (Sacks et Schegloff, 1975), l'analyse des *frames* d'Erving Goffman (1974), l'analyse critique du discours (Fairclough, 1995) et la théorie de la structuration de Giddens.
- 19 Le positionnement institutionnel place l'organisation au niveau macro des interactions complexes avec des clients, partenaires, publics à l'intérieur de l'ordre social, et cette intégration des organisations nous mène à l'analyse de la construction de l'identité ainsi qu'au dialogisme des acteurs. « Le développement et le maintien dans un système social élargi sont un type de négociation identitaire » (Putnam et Nicotera, *op. cit.* : 11) ; c'est pourquoi l'organisation est légitimement conçue comme processus d'ajustement permanent et non pas comme structure (pour Giddens, *structure and agency* sont en fait inséparables). Dans la perspective de l'enrichissement des formes de dialogue entre l'organisation et ses publics, nous nous proposons d'analyser corrélativement l'univers des publications sur Facebook (mots-clés, dominances thématiques, actes de langage) et les réactions des publics (commentaires). En fait, des recherches récentes sur l'identité

des organisations marquent le passage de « l'identité attribut » à l'« identité production dynamique » (Hatch et Schultz, 2002 ; Gioia, Schultz et Corley, 2000), ce qui renforce l'intérêt pour la « configuration » / « reconfiguration identitaire » et les pratiques des divers acteurs sociaux.

- 20 Avec l'avènement des nouvelles technologies et l'extrême popularité des réseaux sociaux, on observe une redéfinition des acteurs de la communication publique, tout comme des sphères « publique » et « privée » (Koller et Wodak, 2010), ainsi qu'un intérêt accru pour le concept de communication publique, qui n'a pas bénéficié de l'attention des chercheurs en communication par rapport à d'autres formes de communication, surtout celle parlementaire ou présidentielle (Bessières, 2009).
- 21 Dans les dernières années, certaines études ont examiné les corrélations entre les contenus (y compris des images et vidéos) et l'impact en termes d'appréciation (« j'aime »). Or, dans une société « relationnelle », expressiviste (Allard, *op. cit.*), il est important d'activer les critères et indices à même de faire croître la prégnance des images et identités (individuelles aussi bien qu'organisationnelles).
- 22 Facebook, le premier réseau de socialisation du monde avec plus d'un milliard d'utilisateurs actifs à l'échelle internationale, connaît chaque année un accroissement spectaculaire qui contribue de manière significative à la libération de l'expression, à la démocratisation ainsi qu'à la redéfinition de la citoyenneté en termes de mobilisation et participation.
- 23 À l'origine simple outil d'expression privé, Facebook est devenu un instrument important qui sert également à l'expression publique des organisations, des institutions, des partis politiques, etc. Pour ce qui est de la communication politique, Facebook devient un instrument gratuit et performant pour déployer des stratégies novatrices de marketing politique : expressivisme, connectivité et mobilisation (Cardon, *op. cit.*).

Identité institutionnelle et communication publique

- 24 L'identité (des individus, des groupes, des organisations, etc.) joue un rôle dominant dans la société actuelle, surtout depuis la révolution numérique et la transformation radicale de la société et de la sociabilité. Ici Dans la communication publique, l'identité joue aussi un rôle essentiel et présuppose un processus complexe d'adaptation permanente, de configuration / reconfiguration ainsi qu'une vision stratégique. L'intégration des nouveaux dispositifs et plateformes en ligne dans les pratiques de communication des institutions publiques est devenue une condition *sine qua non* dans le *technoscape* (Appadurai) contemporain.
- 25 Les institutions publiques transparentes engendrent la confiance et encouragent les citoyens à s'impliquer dans la prise de décision et à enclencher un dialogue efficace (Bonsón, Royo et Ratkai, 2017).
- 26 La double visée — informative et relationnelle — des institutions avec leurs publics configure la triade *informer*, *connecter* et *interagir*. S'il y a déjà de nombreuses études sur la construction de l'identité organisationnelle et la connexion avec les publics sur Facebook et les sites Web (Chadwick, 2006 ; Coupland et Brown, 2004 ; Florek, Insch et Gnoth, 2006 ; Foot et Schneider, 2002 ; Kent et Taylor, 1998 ; Lilleker *et al.*, 2011 ; etc.), une approche comparative des deux plateformes est susceptible de fournir des données

pertinentes sur l'efficacité informationnelle et la proximation relationnelle. Paula Nitschke *et al.* (2016), en analysant 116 sites Web et pages Facebook d'organisations allemandes des domaines de l'écologie et de la santé, ont remarqué qu'il n'y a pas de différences significatives en matière d'activité générale sur les deux plateformes ; ce qui les distingue, c'est l'interconnexion et la mobilisation des publics.

- 27 Vu la dominance des études qui s'intéressent au fonctionnement des organisations politiques sur les réseaux sociaux, il nous semble nécessaire de focaliser la recherche sur des institutions locales et nationales telles que les mairies, les préfectures ou les ministères.
- 28 Les discours de communication publique constituent une sous-catégorie de discours institutionnels : ceux émanant des institutions publiques. On entend par là les discours de l'« Appareil d'État » (exécutif et législatif) avec les intrications significatives entre communication politique et communication publique (Canel et Sanders, 2012 ; Bessières, *op. cit.*). Alice Krieg-Planque soulève un enjeu majeur du fonctionnement des institutions publiques : « L'existence des institutions suppose un langage permettant la formation, l'expression, la transmission et la transformation de croyances et d'attitudes par lesquelles sont créées et organisées ces formes et structures sociales que sont les institutions » (2012 : 22).
- 29 Or, selon certains chercheurs, l'acceptation de cette thèse signifie qu'un double rôle est assigné aux institutions publiques :
D'une part, les discours publics « expriment » les institutions auxquelles ils se rattachent : autrement dit, ils les disent, les racontent, les montrent. D'autre part, les discours publics constituent le pivot ou l'axe central des institutions publiques, c'est-à-dire la réalité même à partir de laquelle ces institutions « existent » (Burger, 2013 : 5).
- 30 Nous croyons également que la perspective discursive est « constructive » des réalités qu'elle évoque et qu'elle construit en même temps ; c'est pourquoi nous adopterons la vision actionnelle de la philosophie analytique du langage dans la formule programmatique de John Austin (« Faire le monde avec les mots », *How to do things with words*).
- 31 Le discours de communication publique représente un
mélange complexe de *promotion et de visibilité* d'une institution (i.e. il y a un service de sécurité publique efficace), d'*information* aux citoyens (i.e. la police nous protège tous), de *propagande* en faveur des idéologies de l'État (i.e. nous défendons « nos » valeurs) et de *contribution à une construction identitaire* polarisée (i.e. un « nous » effectivement valorisé vs. un « eux » virtuellement dévalorisé) (Burger, *op. cit.* : 14).
- 32 Dans ce sens, on reprend la définition large des discours de communication publique à la suite de Martial Pasquier, comme
l'ensemble des activités d'institutions et d'organisations publiques visant à transmettre et échanger des informations dans le but principal de présenter et d'expliquer des décisions et les actions publiques, d'en promouvoir la légitimité, de défendre des valeurs et d'aider au maintien du lien social (2011 : 43).
- 33 Par rapport aux fonctions de légitimation et d'information, à l'heure actuelle, le *maintien du lien social* et plus encore, la participation et la mobilisation des publics dans l'implémentation des décisions institutionnelles deviennent essentiels.
- 34 Du point de vue technologique, les discours de communication publique impliquent un *dispositif* permettant la communication de masse. « Dans ce sens, l'ancrage dans les

médias est essentiel qu'il s'agisse d'Internet, de la radio-télédiffusion ou de la presse écrite. Les médias de masse (*mass media*) établissent une relation unilatérale avec leur public non répondant, ce qui rend la communication paradoxalement sans échange » (Burger, *op. cit.* : 19). D'où l'intérêt (ces derniers temps) d'interpeller les publics et de répondre à leurs questions, critiques ou suggestions.

- 35 Pour implanter une stratégie de promotion par l'intermédiaire des réseaux sociaux, il est nécessaire de comprendre le comportement des utilisateurs face aux différents types de publications (*posts*) (Rahmann *et al.*, 2016). Des recherches récentes toujours plus nombreuses tâchent de déterminer le type de contenu qui motive les utilisateurs à s'impliquer et à interagir sur les pages Facebook. Les degrés d'implication connaissent différentes échelles : de l'appréciation, dissémination ou commentaire jusqu'à la présence sur la page privée de l'utilisateur des informations éditées par des individus ou institutions dans le but de disséminer des informations/opinions dans les groupes d'amis.
- 36 Au cours des dernières années, certaines études (Sabate, 2014) ont réussi à établir des corrélations entre les contenus (y compris des images et vidéos) et l'impact en termes d'appréciation (« j'aime »). En outre, l'étude citée montre que l'utilisation des images et la publication dans des plages horaires « appropriées » accroissent le nombre de commentaires à des publications accompagnées de liens hypertextes. Or, dans une société « relationnelle », expressiviste, il est important d'activer les critères et indices à même d'accroître la prégnance des images et identités (individuelles aussi bien qu'organisationnelles).

Communication, discours, actes de langage

- 37 Vu que l'univers social est un univers discursif, la pragmatique ou l'étude de l'utilisation du langage vise l'investigation systématique de cet univers, des actes de langage performés dans un contexte, des stratégies discursives.
- 38 Et c'est la troisième composante de la sémiotique — la pragmatique — qui étudie les relations entre les signes et leurs utilisateurs, l'évolution de ces relations ainsi que les normes qui doivent être respectées pour l'utilisation correcte de ce comportement intentionnel gouverné par des règles conventionnelles (Searle, 1972 : 56) qu'est le langage.
- 39 Conçue lato sensu comme domaine de l'action et de l'interaction communicative, la pragmatique offre un cadre intégrateur du fonctionnement du langage en contexte (Rovența-Frumușani, 2012), à partir des principes universels (telles la coopération, la politesse, la rationalité) et des stratégies discursives (actes de langage, enchaînements conversationnels, implicites, etc.).

La notion d'acte de langage

- 40 Tout acte de langage arrive à changer l'état du monde ; il comporte une dimension locutionnaire (des phrases créées conformément aux règles de la grammaire), une dimension illocutionnaire liée à la force ou à l'énergie de l'acte (prière, ordre, promesse, conseil, menace, etc.) et une dimension perlocutionnaire en relation avec l'influence exercée sur l'auditoire ; par rapport aux actes illocutionnaires

institutionnalisés, les effets perlocutionnaires ne sont pas conventionnalisés (une promesse peut attrister, réjouir ou laisser indifférent l'auditeur).

- 41 Les actes de langage ou énoncés performatifs (Austin, 1962) se distinguent des énoncés descriptifs (ou constatifs) par l'impossibilité d'être évalués dans les termes de l'opposition vrai / faux, mais par rapport à l'opposition « *felicity / infelicity* » (succès ou insuccès de l'acte).
- 42 Dans la vision d'Austin, les actes de langage sont *expositifs* (affirmer, nier, expliquer), *exercitifs* (ordonner, commander), *promissifs* (promettre, jurer), *comportatifs* (remercier, s'excuser) et *verdictifs* ou judiciaires (acquitter, condamner).
- 43 En termes searliens, on va distinguer les actes
 - REPRÉSENTATIFS OU ASSERTIFS (assertion, information), dont le but est la description d'un état de chose ;
 - DIRECTIFS (ordre, question, requête), dont le but illocutionnaire est la réalisation d'une action future de l'interlocuteur ;
 - PROMISSIFS (offre, promesse), qui obligent le locuteur à réaliser une action future ;
 - EXPRESSIFS (félicitation, excuse, regret, remerciement), dont le but illocutionnaire est l'expression d'un état psychologique (plaisir, déplaisir, acceptation, refus) ;
 - DÉCLARATIFS (condamnation, baptême, déclaration), actes performatifs dans le sens le plus fort qui changent radicalement le monde (une déclaration de guerre prononcée par le chef d'un pays et non pas par le pompier de service).
- 44 La théorie des actes de langage, corrélée à une analyse thématique des interactions (dans la conversation courante, sur Facebook ou dans un *talk-show*), est susceptible de mettre en évidence le couplage contenu / relation, autrement dit information transmise / réaction du public (cf. infra).

Contexte sociopolitique et de recherche roumain

- 45 Après le collapse du régime communiste en décembre 1989, la Roumanie, comme tous les pays ex-communistes de l'Europe de l'Est, est entrée dans un tourbillon de transformations sociétales sur les plans économique, politique et social.
- 46 La première décennie postcommuniste est marquée par des privatisations plus ratées que réussies, des faillites des institutions bancaires autochtones, une désindustrialisation rapide suivie de migrations massives et un taux élevé du chômage dans des régions entières et pans entiers de population. Mais avec la conquête de la liberté d'expression et d'action, l'accès à des modèles de réussite personnels et institutionnels et l'implémentation rapide de la révolution numérique, le pays a connu un revirement dans la création des petites et moyennes entreprises ainsi que dans la qualification adéquate des ressources humaines (utilisées dans le pays par de grandes sociétés ou à l'extérieur).
- 47 Dans ce nouveau contexte de changement permanent, les recherches roumaines se sont synchronisées avec les tendances globales, d'où l'intérêt durant les deux dernières décennies pour le développement des organisations (sociologie des organisations, communication et ressources humaines, gestion, etc.). Si l'intérêt principal de la recherche en sciences humaines et sociales s'est d'abord attardé à la communication électorale ainsi qu'à la communication des leaders politiques et des partis, il est légitime de mentionner le développement des recherches sur les organisations au

carrefour des sciences sociales, des sciences de l'administration et des sciences de la communication et du langage (études de cas et études comparatives).

- 48 Le secteur public a développé rapidement les relations publiques comme branche du processus de promotion des marques et des institutions à la suite du nouveau cadre législatif : la loi 544/2001, qui régit le libre accès à l'information publique, et la loi 52/2003, qui concerne la transparence du processus décisionnel dans l'administration publique (Balaban et Iancu, 2009). Les premières recherches ont visé l'administration locale (Balaban *et al.*, 2016) (mairies et préfectures) à travers des analyses longitudinales, complétées par la suite par l'analyse de la communication gouvernementale (Coman et Păun, 2010).
- 49 Bien que la communication sur les médias sociaux ait connu une évolution remarquable (progrès quantitatifs et qualitatifs), on n'est pas arrivé à promouvoir de manière intensive « l'utilisation multimédia synchronisée de diverses plates-formes » (Matei et Gaita, 2016 : 93).
- 50 Il semble toutefois indubitable que les institutions publiques ont progressé vers une efficacité accrue de la gestion en adoptant des pratiques propres au secteur privé. L'efficacité est liée au fait que la direction est caractérisée par la discipline, conséquence de la création d'une hiérarchie organisationnelle, et parce qu'il y a eu une adaptation permanente à l'environnement externe et aux influences internes. « On constate donc une uniformité, tant pour le secteur public que privé, de la structure organisationnelle basée sur la législation » (*ibid.* : 99).
- 51 Dans le contexte de la numérisation et des identités numériques des parties prenantes, les règles d'interaction entre les organisations et leurs publics sont passées d'une communication asymétrique à un réseau de communication dialogique. Les organisations publiques ont progressivement pris conscience des avantages que les médias sociaux peuvent avoir pour leur communication avec leurs parties prenantes (Cmeciu et Cmeciu, 2014).
- 52 Il n'est pas dépourvu d'intérêt de mentionner que la recherche roumaine vise, à côté des institutions politiques et administratives (locales et centrales), le fonctionnement des réseaux sociaux (sites Web et Facebook) dans les institutions religieuses (Tudor et Herteliu, *op. cit.*).

Méthode et collecte des données

- 53 Dans le contexte de la révolution numérique et des mutations produites par l'explosion d'Internet, le site Web tout comme la page Facebook officielle de l'organisation constituent des éléments essentiels pour la communication publique ainsi que pour la création et la consolidation de l'identité institutionnelle.
- 54 Nous rappelons nos questions de recherche :
1. Quels sont les instruments de communication *new media* que les ministères roumains utilisent pour construire leur identité en ligne ?
 2. Quelles sont les stratégies de communication utilisées par les ministères roumains pour construire et consolider leur identité en ligne ?
 3. Quel type de contenu des publications des institutions publiques détermine un nombre accru de réactions en termes d'appréciations, de distributions et de commentaires des utilisateurs ?

55 Notre recherche descriptive a connu deux étapes :

1. l'observation ethnographique en ligne (c'est-à-dire l'analyse de la présence virtuelle des institutions sur les plateformes Web et Facebook qui nous a permis d'identifier les indicateurs, de calibrer les techniques de collecte et de recherche et de valider la grille d'analyse par l'évaluation de la présence des variables) et
2. l'analyse de contenu des sites Web et des pages Facebook de 21 ministères roumains. Le corpus soumis à l'analyse constitué des sites Web et des pages Facebook publiques des ministères roumains a compris la période du 1^{er} août au 28 février 2017. Les données ont été enregistrées dans une base de données Excel.

56 En essayant de déterminer les caractéristiques des publications qui jouissent de popularité sur les pages Facebook des institutions gouvernementales (nombre accru de commentaires et distributions), nous sommes parties des trois types de publications existantes dans notre corpus composé de 21 pages Facebook des ministères du gouvernement roumain dans la période 2016-2017 : textes sans image ; textes avec images ; textes et transmissions *live*.

Tableau 1. Objectif, questions de recherche et méthodes d'analyse

Objectif	Questions de recherche	Méthodes et techniques d'analyse
Définir la manière dont les ministères de Roumanie construisent leur identité en ligne et informent leur public, se connectent et interagissent avec lui	1. Quels sont les instruments de communication <i>new media</i> que les ministères roumains utilisent pour construire leur identité en ligne ? 2. Quelles sont les stratégies de communication utilisées par les ministères roumains pour construire et consolider leur identité en ligne ? 3. Quel type de contenu des publications des institutions publiques détermine un nombre accru de réactions en termes d'appréciations, de distributions et de commentaires des utilisateurs ?	• Analyse du contexte • Observation directe • Analyse des documents (rapports, questionnaires, etc.) • Analyse de contenu quantitative. Instruments : ○ Grille de catégories ○ Collecte des données ○ Analyse des fréquences • Analyse comparative • Analyse de contenu qualitative • Technique Netnography • Instruments: • Actes de langage

57 L'étude adopte une perspective interdisciplinaire basée sur des recherches récentes étrangères et roumaines dans les domaines suivants : communication organisationnelle, nouvelles technologies, pragmatique linguistique, relations publiques. Ces directions de recherche ont mené à des résultats pertinents concernant la manière dont est construite et utilisée l'identité dans le fonctionnement des organisations (Hatch et Schultz, *op. cit.* ; Puusa, 2006 ; Young, 2013 ; Thurlow et Yue, 2014 ; Drulă, 2014 ; Coman et Păun, *op. cit.* ; Balaban *et al.*, *op. cit.* ; Cmeciu et Cmeciu, *op. cit.* ; Săvulescu et Vitelar, 2012) ainsi que l'interrelation identité / image / réputation / notoriété.

- 58 En analysant les 10 premières publications (top 10) en termes de commentaires de chaque page Facebook, à savoir 199 publications dans la période du 1^{er} au 31 juillet 2016, on a constaté que 132 publications sont accompagnées par des photographies, 21 publications associent des clips vidéo et 9 publications présentent des transmissions en direct, alors que 37 publications ne contiennent que des messages verbaux. Pour chacune de ces publications, on a déterminé le nombre de commentaires, appréciations et distributions, pour mettre en évidence l'impact du type de contenu sur les réactions des utilisateurs, autrement dit les différences générées à partir des combinaisons visuel / textuel, visuel iconique / filmique, etc., ainsi que de la thématique présentée.
- 59 La production/consommation *bottom-up* des messages fondés sur la transparence, l'ouverture et la connectivité marque l'évolution actuelle et l'avenir de la communication intra et interorganisationnelle intégrative stratégique, car nous passons du discours de l'organisation (généré par l'organisation elle-même) au discours sur l'organisation ; il ne s'agit plus du contrôle de l'information, mais de l'évaluation et de la surveillance du discours public sur l'organisation (Capriotti, 2017 : 204-205).

Niveau verbal. Analyse en termes d'actes de langage

- 60 Utilisant la taxonomie de John Searle (1969 et 1972) — actes représentatifs (ou assertifs), actes directifs, actes expressifs, actes promissifs, actes déclaratifs —, on a enregistré la présence massive des actes de langage représentatifs (139 publications sur 199).
- 61 Les publications de tous les ministères utilisent des *actes de langage assertifs* (variant de 2 à 10) et 3 ministères (le ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique, le ministère des Finances et celui de la Consultation publique et du Dialogue civique) utilisent ce type d'acte dans toutes les publications analysées.
- 62 Les *actes de langage directifs* ont été moins nombreux que la présentation des réalités « existantes » ; 26 publications utilisent des actes directifs, impliquant la mobilisation pour le vote durant des campagnes électorales, l'appel à la vigilance dans la lutte contre la corruption, etc.
- 63 Dans les 10 publications les plus commentées, les actes directifs varient de 0 à 5, et plus de la moitié des ministères font appel à la directivité, avec en tête de la hiérarchie le ministère des Affaires étrangères (5 actes directifs).
- 64 Les directifs invitent le public à « mettre l'accent sur l'éducation et la prévention pour prévenir la corruption » (Ministère de la Justice, 3 juillet 2016), à « envoyer des propositions à l'adresse spt@fonduri-ue.ro » (Ministère des Fonds européens, 8 juillet 2016) ou à donner du sang au lieu de « donner » des messages de félicitations à l'occasion des célébrations vouées à saint Ilie (saint très populaire parmi les Roumains) (Ministère de la Santé, 20 juillet 2016).
- 65 Sur les 199 publications, 11 utilisent des *promesses*, et 8 ministères sur 21 présentent ce genre de publications. Les promesses engagent des changements de structure du système ainsi que des efforts ponctuels dans la réalisation des politiques publiques :
- Je réitère l'engagement du Ministère de la Justice de maintenir le cours ascendant des politiques de modernisation du système judiciaire (Ministère de la Justice, 3 juillet 2016).

Nous vous assurons que l'agence du Ministère de l'Agriculture fait tous les efforts pour réaliser à temps les paiements destinés aux fermiers (Ministère de l'Agriculture et du Développement rural, 18 juillet 2016).

- 66 Un nombre plus élevé de publications (23) fait appel à des *actes expressifs*, ce qui commence à répondre au besoin de mise en relation et de mise en visibilité inauguré et accentué par le réseau Facebook. La moitié des ministères (10 sur 21) utilisent ce type d'actes et les ministères les plus « expressifs » ou *user friendly* sont le ministère de la Défense, le ministère de l'Intérieur ainsi que le ministère du Travail, de la Famille, de la Protection sociale et des Personnes âgées.

Félicitations pour l'Autorité Nationale pour les Personnes handicapées, pour l'approche transparente et professionnelle des pas à suivre dans ce secteur qui a besoin de vision et de planification stratégiques. Bravo, Gabriela Dima ! (Ministère du Travail, de la Famille, de la Protection sociale et des Personnes âgées, 28 juillet 2016)

- 67 Les actes assertifs (majoritaires) sont présents dans 139 publications, ce qui représente 69,85 % du total des publications analysées, suivis des directifs présents dans 26 publications, autrement dit dans 13,06 % des messages analysés ; en troisième place, on rencontre les expressifs, présents dans 23 publications (11,56 %) ; suivis des promissifs utilisés dans 11 publications (5,52 % du total). Les actes déclaratifs (du type « je vous déclare coupable ») sont évidemment absents (de toutes les publications du corpus).
- 68 Le tableau suivant synthétise pour les publications les plus suivies des ministères roumains et leurs caractéristiques verbales (en termes d'actes de langage des messages publiés).

Tableau 2. Actes de langage

	Ministères	Commentaire	Assertif	Directif	Promissif	Expressif	Déclaratif	Commentaire positif	Commentaire négatif
1	Ministère de la Défense nationale	4 434	4	0	0	6	0	4 405	29
2	Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique	4 033	10	0	0	0	0	2 947	1 086
3	Ministère du Milieu, des Eaux et des Forêts	1 009	8	2	0	0	0	694	315
4	Ministère de l'Intérieur	314	4	0	1	5	0	286	28
5	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural	92	8	0	2	0	0	46	46
6	Ministère des Affaires étrangères	78	3	5	0	2	0	29	49
7	Ministère de la Santé	67	2	2	1	0	0	44	23
8	Ministère du Travail, de la Famille, de la Protection sociale et des Personnes âgées	66	6	1	0	3	0	24	42
9	Ministère du Transport	61	7	1	0	3	0	28	33
10	Ministère pour la Consultation publique et le Dialogue civique	49	10	0	0	0	0	27	22
11	Ministère de la Culture	44	5	4	0	1	0	32	12
12	Ministère de la Justice	44	6	2	2	0	0	23	21
13	Ministère des Fonds européens	35	6	2	1	1	0	18	17
14	Ministère des Finances publiques	35	10	0	0	0	0	26	9
15	Ministère de la Jeunesse et du Sport	26	9	1	0	0	0	16	10
16	Ministère des Communications et pour la Société informationnelle	23	5	2	2	1	0	19	4
17	Ministère de l'Énergie	15	9	1	0	0	0	5	10
18	Département pour les relations avec les Roumains de la diaspora	14	6	2	1	1	0	6	8
19	Ministère du Développement régional et de l'Administration publique	14	9	1	0	0	0	4	10
20	Ministère de l'Économie et des Relations avec le milieu des affaires	4	9	0	1	0	0	4	0
21	Département pour la Relation avec le Parlement	0	3	0	0	1	0	0	0
	TOTAL	1 0457	139	26	11	23	0	8 683	1 774

- 69 Les ministères ayant reçu le plus grand nombre de commentaires (majoritairement positifs) sont le ministère de la Défense nationale, le ministère de l'Éducation nationale ainsi que le ministère du Milieu, des Eaux et des Forêts ; ces ministères ressemblent aux sites Web (vitrines) par le contenu essentiellement représentatif des actes de langage.

Les actes directifs sont présents surtout au ministère des Affaires étrangères, de la Culture et de la Justice, sans être nécessairement corrélés à un nombre important de commentaires comme dans la première série mentionnée, alors que les actes expressifs caractérisent le ministère de la Défense nationale, le ministère de l'Intérieur et le ministère du Travail, de la Famille, de la Protection sociale et des Personnes âgées. De retour à la collecte de données, six mois plus tard (février 2017), on a constaté que les réseaux sociaux connaissent une expansion fulgurante (de 47 % en six mois) et que l'interactivité a connu elle aussi un accroissement important (nombre d'appréciations, commentaires et distributions).

- 70 En comparant le nombre des publications sur la page Facebook, on a constaté que les ministères les plus actifs sont le ministère de la Défense et celui de l'Intérieur (l'armée, la police, la gendarmerie et les pompiers sont en fait les institutions qui, à côté de l'Église orthodoxe roumaine, jouissent de la plus grande confiance des Roumains). En données chiffrées, le ministère de la Défense enregistre 47 % du total des commentaires, 57 % du total des distributions et 71 % du nombre d'amis abonnés aux pages des ministères. En chiffres absolus, les deux ministères les plus actifs ont fait paraître 101 publications avec 196 792 appréciations (le ministère de la Défense) et 70 publications avec 25 084 appréciations (le ministère de la Défense).
- 71 En comparant la modalité d'utilisation des deux plateformes (site Web et Facebook) par rapport aux fonctions communes (informer, connecter, interagir) (Florek, Inch et Gnoth, *op. cit.*), on a remarqué une utilisation complète des pages Facebook, mais une utilisation réduite des indicateurs marquant l'interactivité sur les sites (5 ministères sur 21).

Niveau visuel. Analyse en termes de complexes sémiotiques

- 72 Si le type d'information fournie — comme dans le cas des sites Web (suprématie des actes représentatifs) — n'est pas le facteur qui explique le clivage grand / petit nombre de commentaires, on a continué l'analyse et comparé l'interférence des systèmes sémiotiques mobilisés (cf. *infra* tableau 3). Comme dans des recherches antérieures (axées surtout sur la communication politique), les publications les plus suivies, disséminées et commentées sont celles qui mélangent visuel et textuel et qui représentent les institutions les plus crédibles (pour les Roumains).
- 73 En outre, le grand nombre de commentaires de notre corpus est d'abord corrélé au *contenu iconique diversifié* (photos, clips vidéo, transmissions en direct) accompagnant les messages textuels ainsi qu'à un grand nombre d'amis, d'appréciations et de distributions.

Tableau 3. Complexes sémiotiques iconiques

	Ministères	Commentaire	Photos	Clips vidéo	Transmission en direct	Commentaire positif	Commentaire négatif	Distribution	Appréciation	Amis	Taux d'engagement
1	Ministère de la Défense nationale	4 434	5	3	2	4 405	29	23 560	58 000	71 871	8 599,40
2	Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique	4 033	1	0	0	2 947	1 086	1 048	4 495	2 392	957,60
3	Ministère du Milieu, des Eaux et des Forêts	1 009	8	1	1	694	315	9 258	18 603	607	2 887,00
4	Ministère de l'Intérieur	314	5	5	0	286	28	2 349	11 318	10 019	1 398,10
5	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural	92	10	0	0	46	46	287	357	649	73,60
6	Ministère des Affaires étrangères	78	4	4	0	29	49	1 691	970	2 693	273,90
7	Ministère de la Santé	67	4	0	0	44	23	699	1 079	2 880	369,00
8	Ministère du Travail, de la Famille, de la Protection sociale et des Personnes âgées	66	7	0	0	24	42	172	526	1 402	76,40
9	Ministère du Transport	61	9	1	0	28	33	397	1 027	1 855	148,50
10	Ministère pour la Consultation publique et le Dialogue civique	49	5	3	0	27	22	180	596	1 083	82,50
11	Ministère de la Culture	44	10	0	0	32	12	302	640	556	98,60
12	Ministère de la Justice	44	5	0	2	23	21	19	219	264	28,20
13	Ministère des Fonds européens	35	6	0	0	18	17	532	676	428	124,30
14	Ministère des Finances publiques	35	7	1	0	26	9	160	656	881	85,10
15	Ministère de la Jeunesse et du Sport	26	4	0	3	16	10	200	432	2 301	65,80
16	Ministère des Communications et pour la Société informationnelle	23	8	1	1	19	4	272	393	17	68,80
17	Ministère de l'Énergie	15	9	1	0	5	10	53	261	119	32,90
18	Département pour les Relations avec les Roumains de la diaspora	14	9	0	0	6	8	54	425	80	49,30
19	Ministère du Développement régional et de l'Administration publique	14	9	1	0	4	10	53	221	335	28,80
20	Ministère de l'Économie et des Relations avec le milieu des affaires	4	4	0	0	4	0	37	166	100	20,70
21	Département pour la Relation avec le Parlement	0	3	0	0	0	0	0	28	17	7,00
	TOTAL	10 457	132	21	9	8 683	1 774	41 323	101 088	100 549	

- 74 Pour les ministères les plus suivis (notamment celui de la Défense), l'iconisation du référent — les soldats qui partent en mission en Afghanistan par exemple — doublée par des *messages affectifs* entraîne le degré le plus élevé d'engagement. L'exemple paradigmatique concerne *Les Loups Noirs. Prêts pour la mission* (17 juillet 2016) ; ou *Émotions avant le départ en Afghanistan* (9 juillet 2016), induisant le plus grand nombre de distributions du corpus (13 000) (photo en annexe).
- 75 Par l'utilisation de l'observation ethnographique en ligne, on a aussi remarqué que le nombre d'appréciations, distributions et commentaires est fortement influencé par le contenu de la publication, des sollicitations explicites d'interactivité, à côté évidemment de l'utilisation des images (des leaders ou des groupes).
- 76 Le ministère de la Défense nationale, qui jouit du taux d'engagement (*rate of engagement*) le plus élevé, utilise le contenu non verbal le plus diversifié : photos (5), clips vidéo (3), transmissions *live* (2), enregistrant le plus grand nombre d'appréciations (58 000), distributions (23 560) et commentaires (4 434) — majoritairement positifs.
- 77 Il est intéressant de remarquer (à la suite des analystes de la conversation) que la connotation de la publication (respect, solidarité, etc.) induit (dans le corpus analysé) le même comportement (acte de langage) chez les internautes, comportement « en miroir » susceptible d'être valorisé dans implantation des campagnes de communication publique.

Tableau 4. Campagnes de communication publique

		Publication	Commentaire	Commentaire positif	Commentaire négatif	Distribution	Appréciation
Publications à contenu multimédia	Photos	132	3 754	3 259	495	25 928	71 277
	Clips vidéo	21	2 198	2 063	135	13 446	22 989
	Transmissions vidéo	9	466	406	60	577	3 423
Publications représentées uniquement par des textes		37	4 039	2 955	1 084	1 372	3 399

78 Ce qui ressort clairement, c'est que la plupart des réactions du public sont l'effet du *cumul textuel/visuel* (tableau 4) :

1. Les publications contenant des photos, clips ou transmissions en direct cumulent 81 % des messages publiés, alors que les publications-textes représentent 19 % de ceux-ci ;
2. La grande majorité des distributions (62,74 % du total des distributions enregistrées pour les 199 publications) concerne les messages accompagnés de photographies ;
3. Les appréciations (70,51 % du total) concernent toujours les messages accompagnés de photos, photos dont le contenu est émotionnel ou surprenant (effet dramatique, coup de théâtre) ;
4. Quand le contenu vise un problème important, par exemple la santé (les vaccins) ou l'éducation (les résultats des examens de baccalauréat), des messages sans complément iconique bénéficient tout de même de disséminations impressionnantes : 38,62 % de tous les commentaires, même si les publications sans images ne représentent que 18,59 % du corpus analysé (illustrations 1 et 2 en annexe).

Capture d'écran 1. Nuage de mots-clés du ministère de l'Éducation : agenda public dominé par l'évaluation nationale au seuil de l'admission au lycée (dissémination massive des publications sur Facebook en dépit de l'absence des images)



Capture d'écran 2. Nuage de mots-clés du ministère de l'Intérieur (succès des candidats à l'Académie de police, gendarmerie et pompiers)



- 79 Par la répétition à un intervalle de six mois de l'enregistrement des indicateurs (nombre d'amis, d'appréciations, de distributions et de commentaires), on a montré que les ministères ont fait des pas importants dans la communication avec leurs publics par l'intermédiaire des réseaux sociaux, Facebook en premier lieu. Les « amis » deviennent des *transmetteurs* du message public par les distributions, des *partenaires* de dialogue par les commentaires (corrélés ou non à la publication des ministères) et enfin des *fans* de l'activité par l'appréciation des publications. D'autres résultats intéressants montrent que les communiqués de presse sur les sites Web des ministères sont repris deux fois plus par des associations, compagnies, organisations qui ne sont pas des médias classiques et qu'en même temps, 75 % des communiqués de presse ne sont pas disséminés, dans beaucoup de cas, par les médias classiques.
- 80 Le changement relatif à l'accès aux plateformes des institutions gouvernementales mérite également d'être souligné : par l'intermédiaire des réseaux sociaux ou par accès direct et non plus à l'aide des moteurs de recherche. De plus, l'accès au site est assuré dans la plupart des cas à partir de la page Facebook (89 %).
- 81 Un nombre important de réactions est enregistré aussi par les publications qui présentent des *sujets atypiques* pour l'activité des ministères (des matchs de football entre des équipes ministérielles), des *publications qui évoquent des visites sur le terrain des ministres* (la personnalisation de la politique et le *storytelling* visuel) ainsi que des *questions prioritaires de l'agenda public* (la simplification des procédures bureaucratiques, le lancement des programmes nationaux, la situation de l'infrastructure routière).
- 82 Vu que les dernières recherches sur l'identité des organisations déplacent l'accent de l'identité attribut à l'identité production dynamique (Gioia, Schultz et Corley, *op. cit.* ; Hatch et Schultz, *op. cit.* ; Puusa, *op. cit.* ; Price et Gioia, 2008 ; Papacharissi, *op. cit.* ; He et Brown, 2013 ; Young, *op. cit.* ; Thurlow et Yue, *op. cit.*), il nous a semblé essentiel de mettre en évidence la modalité par laquelle les organisations actualisent, dans le nouveau contexte de la révolution numérique, trois besoins fondamentaux : l'autoprésentation, la communication et la participation.

Conclusion

- 83 La construction de l'identité en ligne est un processus stratégique complexe, orienté vers la participation et la mobilisation du public dans la prise des décisions. Pour obtenir l'engagement des citoyens, les autorités doivent interagir avec eux, répondre aux commentaires, ce qui signifie beaucoup plus que disséminer de grandes quantités d'informations d'utilité incertaine (Haro-de-Rosario *et al.*, 2018). Ce ne sont que les institutions publiques transparentes et responsables qui génèrent la confiance et encouragent les citoyens à s'impliquer dans l'acte décisionnel, ce qui est essentiel pour un dialogue efficace avec les citoyens (Bonsón et Ratkai, 2013).
- 84 Même si dans la communication publique les réseaux sociaux représentent un changement paradigmatique (Bonsón, Royo et Ratkai, *op. cit.*) quant à la participation des citoyens, des études récentes ont montré que de nombreuses institutions publiques utilisent les réseaux sociaux comme « one way information supply » (Haro-de-Rosario *et al.*, 2018), donc pour transmettre des messages (Mergel, 2013), ce qui signifie une interactivité réduite.
- 85 Mais à côté des pratiques de production et de dissémination de l'information décelables surtout sur les pages Web des institutions (qui actualisent le modèle bibliothèque ou vitrine), apparaît un accroissement constant du Facebook institutionnel qui colonise les plateformes *social media* et induit des pratiques trans-plateformes (de Facebook aux sites et inversement ou de Facebook aux autres réseaux sociaux), en promouvant une nouvelle logique — de la proximité relationnelle — connotée d'affects et d'émotions.
- 86 En comparant les objectifs du fonctionnement des deux plateformes (site Web et Facebook), nous pouvons affirmer à côté d'autres chercheurs que les sites fournissent des informations pour les journalistes et le public intéressé par le domaine d'activité de l'institution en question, alors que les pages Facebook s'adressent au public large et mettent en évidence la dimension de l'interactivité (Nitschke, Donges et Schade, 2016 : 759). De même, nous avons constaté que toutes les pages Facebook sont connectées au site de l'institution, mais que trois ministères seulement assurent la connexion avec d'autres réseaux sociaux : le ministère des Affaires étrangères, le ministère des Transports et le ministère du Développement régional, avec Twitter et Instagram. En fait, la quasi-absence de Twitter dans la communication institutionnelle ainsi que dans celle des leaders politiques est un trait caractéristique du contexte roumain actuel, où Facebook domine de manière décisive l'ensemble des réseaux sociaux.
- 87 Les résultats de l'analyse des indicateurs relatifs à la visibilité dans le milieu en ligne ont relevé au début de la recherche le fait que la plupart des sites Web sont accessibles à partir des moteurs de recherche, alors qu'après un bref laps de temps (six mois après), on accède au site Web soit directement, soit à partir de Facebook.
- 88 En analysant l'interactivité sur les pages Facebook des ministères, on a remarqué la relation entre le volume de l'activité de communication et le taux d'engagement. Autrement dit, un nombre élevé de publications génère un plus grand nombre de réactions. De plus, le type de contenu influe lui aussi sur la magnitude des réactions : les réactions les plus nombreuses sont liées à des publications iconiques (photos ou vidéos) et qui présente un contenu émotionnel (le départ des jeunes militaires femmes et hommes vers l'Afghanistan). *L'impact des thèmes* (infections dans les hôpitaux, morts

des bébés non vaccinés), la *popularité et la confiance* dans certains ministères (le ministère de la Défense ou celui de l'Intérieur) ou la *publication directe* des informations (non reprises par d'autres sources) induisent aussi un nombre accru de réactions.

Capture d'écran 3. Nuage de mots-clés du ministère de la Défense nationale : agenda des réseaux sociaux dominé par la nouvelle du départ des militaires roumains (y compris des femmes) dans le théâtre d'opérations en Afghanistan



Photo 1. Départ de jeunes militaires roumains en Afghanistan sur la page Facebook du ministère de la Défense nationale : distribution massive, contenu émotionnel élevé



Émotions avant le départ en Afghanistan, 19 juillet 2016

- 89 Par ailleurs, les ministères avec des valeurs importantes enregistrées sur le site Web enregistrent aussi des valeurs significatives sur la page Facebook, ce qui prouve l'existence d'une *stratégie de communication intégrée* bien conçue.
- 90 La visibilité des sites Web est en étroite liaison avec le domaine d'activité, la tradition des ministères en question ainsi que la confiance du public dans ces institutions. Même si, dans les recherches actuelles, la question de la corrélation entre transparence informationnelle et confiance dans les institutions est loin d'être tranchée (Mabillard et Pasquier, 2016), dans le contexte roumain de détraditionnalisation inachevée, à la différence d'autres contextes culturels, l'accroissement de la transparence contribue à la confiance du public (cf. résultats du questionnement des directeurs de communication dans les ministères roumains). Les organisations publiques ont progressivement pris conscience des avantages que les médias sociaux peuvent avoir sur leur communication avec leurs parties prenantes. « Outre la visibilité et la transparence de leurs actions, les organisations publiques utilisant les stratégies du Web 2.0 façonnent le nouvel espace public en offrant un autre forum de délibération, en améliorant la discussion et en favorisant un échange démocratique d'idées et d'opinions » (Cmeciu et Cmeciu, *op. cit.* : 880), tout en impliquant les citoyens dans le design des politiques publiques.
- 91 La rareté de la communication symétrique sur Facebook pour certains ministères (réponses des ministères aux commentaires des citoyens) peut être interprétée comme une réticence à assumer des risques de la part des institutions (Jackson et Lilleker, 2009) et comme un cantonnement dans le rôle traditionnel *Nous communiquons, vous lisez* (Nielsen, 2013) ; les gouvernants continuent de considérer les citoyens comme des lecteurs d'informations, non pas comme des coproducteurs de contenu.
- 92 L'identité (des individus, des groupes, des organisations) ne se constitue pas en dehors de *l'échange de messages avec les autres*, autrement dit en dehors des pratiques de communication, dominées de nos jours par le numérique et le visuel, et la recherche de la communication organisationnelle corrélée au management stratégique, aux relations publiques, aux réseaux sociaux reste un défi majeur du développement actuel des organisations et de la gestion du futur.
- 93 Devant des résultats ambivalents (dissémination prioritaire du contenu mixte visuel/textuel, mais aussi des messages textuels d'intérêt majeur très « viraux » : santé, éducation, etc.), la recherche devrait maintenant se concentrer sur d'autres plages temporelles aussi (on a étudié une période moins riche en événements publics), sur l'incidence tradition / modernité des institutions ainsi que sur des entrevues avec différentes catégories d'utilisateurs.
- 94 Vu l'intérêt de la coconstruction de la signification du dialogue au sein des organisations actuelles et à venir, il nous semble essentiel de continuer d'explorer les stratégies numériques des institutions publiques et privées et de revenir par des analyses longitudinales transversales (iconiques, textuelles, multimodales).
- 95 Les réseaux sociaux représentent à coup sûr un changement paradigmatique dans la société contemporaine par l'implication et la participation significative des citoyens à une gouvernance transparente, responsable, collaborative (Bonsón, Royo et Ratkai, *op. cit.*). Mais les réseaux sociaux ne créent pas automatiquement participation et engagement ; les institutions doivent elles aussi être préoccupées par l'accroissement de la participation. En outre, la recherche organisationnelle préoccupée par le

management de l'avenir exige également la « tolérance » à l'égard de la complexité et de l'ambiguïté parce qu'il faut s'engager avec « des réalités quotidiennes de la vie organisationnelle qui sont riches en contingence, multiplicité, et émergence » (Feldman et Orlikowski, *op. cit.* : 1252).

BIBLIOGRAPHIE

AUSTIN, John (1962), *How to Do Things with Words*, University of Michigan, Clarendon Press.

ALLARD, Laurence (2008), « L'impossible politique des communautés à l'âge de l'expressivisme digital », *Cahiers Sens public*, 7-8 : 105-126.

APPADURAI, Arjun (1996), *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

APPADURAI, Arjun (2013), *The Future as Cultural Fact: Essays on the Global Condition*, Londres, Verso.

BALABAN, Delia Cristina, Mirela-Codruta ABRUDAN, Ioana IANCU et Cosmin IRIMIES (2016), « Online communication and PR in Romanian public administration. The case study of public institutions from Transylvania », *Transylvanian Review of Administrative Sciences*, 47 : 20-34.

BALABAN, Delia Cristina et Ioana IANCU (2009), « The role of PR in the public sector. Case study on PR professionalization at the local level in Romania », *Transylvanian Review of Administrative Sciences*, 27 : 22-38.

BECKERT, Jens (2016), *Imagined Futures: Expectations and Capitalist Dynamics*, Cambridge, Harvard University Press.

BESSIÈRES, Dominique (2009), « La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels », *Communication & Organisation*, 35 : 14-28.

BONSON, Enrique et Melinda RATKAI (2013), « A set of metrics to assess stakeholder engagement and social legitimacy on a corporate Facebook page », *Online Information Review*, 37(5) : 787-803.

BONSÓN, Enrique, Sonia ROYO et Melinda RATKAI (2017), « Facebook practices in Western European municipalities: An empirical analysis of activity and citizens engagement », *Administration and Society*, 49(3) : 320-347.

BROMILEY, Philip, Devaki RAU et Yu ZHANG (2017), « Is R&D risky? », *Strategic Management Journal*, 38(4) : 876-891.

BURGER, Marcel (2013), « Qu'est-ce qu'un discours de communication publique ? », *Cahiers de l'ILSL*, 34 : 3-41.

CANEL, Maria José et Karen SANDERS (2012), « Government communication. An emerging field in political communication research », dans Holly A. SEMETKO et Margaret SCAMMELL (dir.), *The Sage Handbook of Political Communication*, Londres, Sage, p. 85-97.

- CAPRIOTTI, Paul (2011), « Communicating corporate social responsibility through the Internet and social media », dans Øyvind IHLEN, Jennifer L. BARTLETT et Steve MAY (dir.), *The Handbook of Communication and Corporate Social Responsibility*, Hoboken, Wiley-Blackwell, p. 358-379.
- CAPRIOTTI, Paul (2017), « The World Wide Web and the social media as tools of CSR communication », dans Sandra DIEHL, Matthias KARMAVIN, Barbara MUELLER, Ralf TERLUTTER et Franzisca WEDER (dir.), *Handbook of Integrated CSR Communication*, New York, Springer, p. 193-211.
- CARDON, Dominique (2010), *La démocratie Internet : promesses et limites*, Paris, Seuil.
- CASTELLS, Manuel (2006), « Émergence des médias de masse individuels », *Le Monde diplomatique*, août. [En ligne]. <http://www.observatoire-democratie.fr/article-5334721.html>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- CHADWICK, Andrew (2007), « Digital network repertoires and organizational hybridity », *Political Communication*, 24(3) : 283-301.
- CHAREST, Francine, Christophe ALCANTARA, Alain LAVIGNE et Charles MOUMOUNI (dir.) (2017), « Introduction », dans *E-réputation et influenceurs dans les médias sociaux. Nouveaux enjeux pour les organisations*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 1-13.
- CMECIU, Camelia et Doina CMECIU (2014), « Web 2.0 communication and stakeholder engagement strategies: How Romanian public organizations use Facebook », *Procedia Social and Behavioral Sciences*, 143 : 879-883.
- COMAN, Cristina et Mihaela PĂUN (2010), « The image of the public institutions and new technologies », *Romanian Journal of Journalism & Communication*, 5(4) : 45-53.
- COOREN, François et James R. TAYLOR (1997), « Organization as an effect of mediation: Redefining the link between organization and communication », *Communication Theory*, 7 : 219-259.
- COOREN, François, James R. TAYLOR et Elizabeth J. VAN EVERY (2006), *Communication as Organizing: Empirical and Theoretical Explorations in the Dynamic of Text and Conversation*, Mahwah, Lawrence Erlbaum Associates.
- CORLEY, Kevin G., Celia V. HARQUAIL, Michael G. PRATT, Mary Ann GLYNN, Marlene FIOLE et Mary Jo. HATCH (2006), « Guiding organizational identity through aged adolescence », *Journal of Management Inquiry*, 15 : 85-99.
- COUPLAND, Christine et Andrew D. BROWN (2004), « Constructing organizational identities on the web: A case study of Royal Dutch/Shell », *Journal of Management Studies*, 41(8) : 1325-1347.
- DRUCKER, Peter F. (1992), *Managing for the Future*, Londres, Routledge.
- DRULĂ, Georgeta (2014), *New Media. Trends and Challenges*, București, Editura Tritonic.
- FAIRCLOUGH, Norman (1995), *Critical Discourse Analysis*, Boston, Addison Wesley.
- FAIRHURST, Gail et Linda PUTNAM (2004), « Organizations as discursive constructions », *Communication Theory*, 14(1) : 5-26.
- FELDMAN, Martha S. et Wanda J. ORLIKOWSKI (2011), « Theorizing practice and practicing theory », *Organization Science*, 22(5) : 1240-1253.
- FLOREK, Magdalena, Andrea INSCH et Jürgen GNÖTH (2006), « City council websites as a means of place brand identity communication », *Place Branding*, 2(4) : 276-296.

- FOOT, Kirsten A. et Steven M. SCHNEIDER (2002), « Online action in campaign 2000: An exploratory analysis of the US political web sphere », *Journal of Broadcasting & Electronic Media*, 46(2) : 222-244.
- GARDÈRE, Elizabeth et Amar LAKEL (2009), « Repenser la communication des organisations publiques », *Communication et organisation*, 35 : 7-12.
- GARFINKEL, Harvey (1967), *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- GIDDENS, Anthony (1984), *The Constitution of Society*, Cambridge, Polity Press.
- GIOIA, Dennis A., Majken SCHULTZ et Kevin G. CORLEY (2000), « Organizational identity, image, and adaptive instability », *Academy of Management Review*, 25(1) : 63-81.
- GOFFMAN, Erving (1974), *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*, Londres, Harper and Row.
- HATCH, Mary Jo et Majken SCHULTZ (2002), « The dynamics of organizational identity », *Human Relations*, 55(8) : 989-1018.
- HARO-DE-ROSARIO, Arturo, Alejandro SÁEZ-MARTÍN et Maria del Carmen CABA-PÉREZ (2018), « Using social media to enhance citizen engagement with local government: Twitter or Facebook? », *New Media & Society*, 20(1) : 29-49.
- HE, Hongwei et Daniel BROWN (2013), « Organizational identity and organizational identification: A review of the literature and suggestions for future research », *Group and Organization Management*, 38(1) : 3-35.
- JACKSON, Nigel et Daren LILLEKER (2009), « Building an architecture of participation? Political parties and Web 2.0 in Britain », *Journal of Information Technology & Politics*, 6(3-4) : 232-250.
- KENT, Michael et Maureen TAYLOR (1998), « Building dialogic relationships through the worldwide web », *Public Relations Review*, 24(3) : 321-334.
- KOC-MICHALSKA, Karolina, Darren LILLEKER, Alison SMITH et Daniel WEISSMANN (2016), « The normalization of online campaigning in the web.2.0 era », *European Journal of Communication*, 31(3) : 331-350.
- KOLLER, Veronika et Ruth WODAK (2010), « Introduction: Shifting boundaries and emergent public spheres », dans Ruth WODAK et Veronika KOLLER (dir.), *Handbook of Communication in the Public Sphere*, Berlin/New York, Mouton/DeGruyter, p. 1-20.
- KRIEG-PLANQUE, Alice (2012), *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin.
- LILLEKER, Darren G. et al. (2011), « Informing, engaging, mobilizing or interacting: Searching for a European model of web campaigning », *European Journal of Communication*, 26(3) : 195-213.
- MABILLARD, Vincent et Martial PASQUIER (2016), « Transparency and trust in government (2007-2014): A comparative study », *The NISPAcee Journal of Public Administration and Policy*, IX(2) : 69-92.
- MATEI, Ani et Camelia GAITA (2016), « Characteristics of process management in the public institutions in Romania. Comparative analysis », *Procedia Economics and Finance*, 39 : 94-101.
- MERGEL, Ines (2013), « A framework for interpreting social media interactions in the public sector », *Government Information Quarterly*, 30(4) : 327-334.
- NIELSEN, Carolyn E. (2013), « Coproduction or cohabitation: Are anonymous online comments on newspaper websites shaping news content? », *New Media & Society*, 16(3) : 470-487.

- NITSCHKE, Paula, Patrick DONGES et Henriette SCHADE (2016), « Political organizations' use of websites and Facebook », *New Media & Society*, 18(5) : 744-764.
- O'REILLY, Tim (2000), *What Is Web 2.0?* [En ligne]. <http://www.oreilly.com/pub/a/web2/archive/what-is-web-20.html>. Page consultée le 20 mai 2019.
- PAPACHARISSI, Zizi (2011), « Conclusion: A networked self », dans Zizi PAPACHARISSI (dir.), *A Networked Self: Identity, Community and Culture on Social Network Sites*, New York, Routledge, p. 304-318.
- PASQUIER, Martial (2011), *La communication publique*, Bruxelles, De Boeck.
- PRICE, Kristin et Dennis A. GIOIA (2008), « The self-monitoring organization: Minimizing discrepancies among differing images of organizational identity », *Corporate Reputation Review*, 11 : 208-221.
- PROULX, Serge (2012), « La sociologie de la communication au prisme des études sur la science et la technique », dans Serge PROULX et Annabelle KLEIN (dir.), *Connexions. Communication numérique et lien social*, Namur, Presses universitaires de Namur, p. 17-37.
- PUTNAM, Linda, Anne Mayden NICOTERA et Robert McPHEE (2009), « Introduction. Communication constitutes organization », dans Linda PUTNAM et Anne Mayden NICOTERA (dir.), *Building Theories of Organization. The Constitutive Role of Communication*, Londres, Routledge, p. 1-43.
- PUUSA, Anu (2006), « Conducting research on organizational identity », *Electronic Journal of Business Ethics and Organization Studies*, 11(2) : 24-28.
- RAHMANN, Zoha, Kumaran SUBERAMANIAN, Hasmah ZANUDDIN, Sedigheh MOGHAVVEMI et Mohd Hairul Nizam Md NASIR (2016), « Study on fan page content », *Social Media Engagement Metrics Analysis, Journal of Telecommunication, Electronic and Computer Engineering*, 8(8) : 71-76
- ROULEAU, Linda et Julia BALOGUN (2011), « Middle managers, strategic sensemaking, and discursive competence », *Journal of Management Studies*, 48(5) : 953-983.
- ROVENȚA-FRUMUȘANI, Daniela (2012), *Analiza Discursului. Ipoteze și Ipoteze*, București, Editura Tritonic.
- SABATE, Feran B.-M. (2014), « Factors influencing popularity of branded content in Facebook fan pages », *European Management Journal*, 32(6) : 1001-1011.
- SACKS, Harvey, Emmanuel A. SCHEGLOFF et Gail JEFFERSON (1974), « A simplest systematics for the organization of turn-taking for conversation », *Language*, 50 : 696-735.
- SĂVULESCU, Rodica et Alexandra VIȚELAR (2012), « Pics or it didn't happen: Analyzing Facebook photographs of Romanian women politicians », *Romanian Journal of Communication and Public Relations*, 1(14) : 7-20.
- SCHATZKI, Theodore R., Karin KNORR CETINA et Eike VON SAVIGNY (2001), *The Practice Turn in Contemporary Theory*, Londres, Routledge.
- SCHNEIDER, Steven M. et Kirsten A. FOOT (2004), « The web as an object of study », *New Media & Society*, 6(1) : 114-122.
- SCHULTZ, Majken et Tor HERNES (2013), « A temporal perspective on organizational identity », *Organization Science*, 24(1) : 1-21.
- SEARLE, John R. (1969), *Speech Acts: An Essay in the Philosophy of Language*, Cambridge, Cambridge University Press.

- SEARLE, John R. (1976), « A classification of illocutionary acts », *Language in Society*, 5(1): 1-23.
- TEECE, David J. (2014), « The foundations of enterprise performance: Dynamic and ordinary capabilities in an (economic) theory of firms », *Academy of Management Perspectives*, 28(4) : 328-352.
- TAYLOR, James (1993), *Rethinking the Theory of Organizational Communication. How to Read an Organization*, New York, Ablex Publishing Corporation
- TAYLOR, Maureen et Michael KENT (2014), « Dialogic engagement: Clarifying foundational concepts », *Journal of Public Relations Research*, 26(5) : 384-398.
- THURLOW, Amy et Anthony YUE (2014), « Organizational identity in a social media world: A Communicative Constitution of Organization (CCO) perspective », *Workplace Review*, Avril : 3-9.
- TUDOR, Mihaela Alexandra et Agnos Milian HERTELIU (2016), « The usages of Internet and new media by the Romanian Seventh Day Adventist Clergy », *Journal for the Study of Religions and Ideologies*, 15(45) : 207-233.
- VASQUEZ, Consuelo, Benoît CORDELIÉ et Viviane SERGI (2013) « Pratiques de *branding* en contexte universitaire. Une approche processuelle de la marque », *Études de communication*, 40 : 1-14.
- WEICK, Karl E., Kathleen M. SUTCLIFFE et David OBSTFELD (2005), « Organizing and the process of sensemaking », *Organization Science* 16(4) : 409-421.
- WENZEL, Matthias et Hannes KRÄMER (2018), « Introduction: Managing the future-foundations and perspectives », dans *How Organizations Manage the Future. Theoretical Perspectives and Empirical Insights*, New York, Palgrave Macmillan.
- WOLF, Carola et Steven W. FLOYD (2017), « Strategic planning research: Toward a theory-driven agenda », *Journal of Management*, 43(6) : 1754-1788.
- YOUNG, Jimmy (2013), « A conceptual understanding of organizational identity in the social media environment », *Advances in Social Work*, 14(2) : 518-530.
- ZAFIROPOULOS, Kostas, Konstantinos ANTONIADIS et Vasiliki VRANA (2014), « Sharing followers in e-government Twitter accounts: The case of Greece », *Future Internet*, 6(2) : 337-358.

ANNEXES

Liste des sites Web des ministères roumains

Nbre	Titre	URL
1	Ministère des Fonds européens	http://www.fonduri-ue.ro
2	Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique	http://www.edu.ro
3	Ministère de la Défense nationale	http://www.mapn.ro
4	Ministère de la Jeunesse et du Sport	http://www.mts.ro
5	Ministère de l'Intérieur	http://www.mai.gov.ro
6	Ministère de la Culture	http://www.cultura.ro
7	Ministère des Affaires étrangères	http://www.mae.ro
8	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural	http://www.madr.ro
9	Ministère de la Santé	http://www.ms.gov.ro
10	Ministère du Travail, de la Famille, de la Protection sociale et des Personnes âgées	http://www.mmuncii.ro
11	Ministère du Développement régional et de l'Administration publique	http://www.mdrap.ro
12	Ministère du Milieu, des Eaux et des Forêts	http://www.mmediu.ro
13	Ministère de l'Économie, du Commerce et des Relations avec le milieu des affaires	http://www.minind.ro
14	Ministère de la Justice	http://www.just.ro
15	Ministère des Communications et pour la Société informationnelle	http://www.comunicatii.gov.ro
16	Département de Politiques pour les relations avec les Roumains de partout	http://www.dprp.gov.ro
17	Ministère des Finances publiques	http://www.mfinante.ro
18	Ministère pour la Consultation publique et le Dialogue civique	http://www.dialogcivic.gov.ro
19	Ministère des Transports	http://www.mt.gov.ro
20	Ministère de l'Énergie	http://www.energie.gov.ro
21	Département pour la Relation avec le Parlement	http://www.drp.gov

RÉSUMÉS

Les auteures examinent comment les ministères du gouvernement roumain utilisent l'internet pour informer le public. Adoptant une perspective interdisciplinaire, elles analysent les sites web et les pages officielles Facebook des ministères dans le but de décèler leurs stratégies de promotion de la transparence, de la relation institution-public basée sur la confiance et du débat public.

The authors examine how Romanian government ministries use the Internet to inform the public. They analyze ministries' websites and official Facebook pages from an interdisciplinary perspective to identify their strategies for promoting transparency, trust-based relations between institutions and the public, and public debate.

Las autoras del artículo analizan cómo los ministerios del gobierno rumano utilizan Internet para informar al público. Adoptando una perspectiva interdisciplinaria, ellas analizan los sitios web y las páginas oficiales Facebook de los ministerios con el objeto de identificar las estrategias de promoción de la transparencia, la relación institución-población basada en la confianza y el debate público.

INDEX

Mots-clés : Facebook, relations publiques, information gouvernementale, stratégies, Roumanie

Keywords : Facebook, public relations, government information, strategies, Romania

Palabras claves : Facebook, relaciones públicas, información gubernamental, estrategias, Rumania

AUTEURS

DANIELA ROVENTA-FRUMUSANI

Daniela Roventă-Frumușani est professeure émérite, Université de Bucarest, Faculté de journalisme et de sciences de la communication. Courriel : danifrumusani@yahoo.com

ELENA FARCAȘ

Elena Farcaș est docteure en sciences de la communication, Université de Bucarest. Courriel : elenafarcas.ebt@gmail.com

Ne pas croire en la technologie comme l'avenir de l'homme

Comment un journal satirique hyperlocal altermondialiste démystifie les NTIC et le numérique

Maria Holubowicz

- 1 Nous avons aujourd'hui de maints exemples qui confirment la thèse selon laquelle, dès leur apparition, les technologies dites nouvelles créent des imaginaires, suscitent des attitudes et des discours fortement teintés de déterminisme. Ces discours, soient-ils en faveur ou résolument contre, viennent de toutes parts : ils sont tenus non seulement par des acteurs politiques, des médias, mais aussi par des professionnels et des chercheurs des plus sérieux (Breton, 2000 ; Compiègne, 2007 ; Ellul, 2010/1988 ; Flichy, 2001 entre autres).
- 2 En ce qui concerne la médiatisation de l'apparition et du développement de ces technologies ainsi que de leur ancrage social, il semblerait que l'immense majorité des médias, d'une manière plus ou moins explicite, fasse preuve de confiance plus ou moins irréfléchie et suiviste à l'égard des bienfaits des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ainsi que du numérique et de ses outils. Et cette foi n'a été quelque peu ébranlée qu'avec l'apparition massive de ce qu'on appelle les *fake news* et l'affaire des fuites des données personnelles sur Facebook, qui demeure, malgré les critiques qui se multiplient, le principal réseau social du monde. Cependant, alors que les médias *mainstream* et les médias traditionnels s'aligneraient plutôt sur la vision positive des nouvelles technologies, notamment les NTIC, certains médias, surtout ceux qui peuvent être qualifiés d'alternatifs du fait de leur position plutôt à la marge du champ médiatique, vont à contre-courant des discours ambiants en dénonçant les méfaits des nouvelles technologies et du « faux progrès » qu'elles représentent, même si cette dénonciation-là s'opère, elle aussi, dans le sillage de la pure tradition du déterminisme technique, dans la version négative cette fois-ci.
- 3 C'est le cas, notamment, du journal hyperlocal grenoblois *Le Postillon*, petit magazine satirique et engagé publié, le plus souvent en tant que bimensuel depuis sa création en juin 2009, pour couvrir l'actualité de la ville de Grenoble et de sa cuvette. Sa sensibilité

altermondialiste le rend extrêmement critique envers tout ce qui a trait, de près ou de loin, au capitalisme libéral mondialisé, donc aussi à toutes les manifestations de la « siliconisation » de la vie locale (Sadin, 2016), alors qu'en tant que technopole, genre de *Silicon Valley* française, et parce qu'elle est un grand centre universitaire connu au-delà des frontières, la ville de Grenoble a mis les sujets liés aux nouvelles technologies, devenues sa vitrine, au centre de sa communication municipale (Lerosier, 2016). Ainsi les NTIC et le numérique sont-ils accusés de tous les maux par *Le Postillon*¹ : de la destruction de l'environnement, de la généralisation de la surveillance, de la destruction des liens sociaux, etc. On est bien loin du culte d'Internet professé par ses thuriféraires à ses origines (Breton, *op. cit.*).

- 4 Cette couverture médiatique à contre-courant du numérique et des nouvelles technologies, qui constituent un sujet à la mode, occupe, depuis un certain temps déjà, une position de choix dans l'espace public et peut s'inscrire dans de nombreuses problématiques. Parmi ces problématiques, on peut citer celle de la construction des problèmes publics par différents acteurs présents dans l'espace public, dont les médias, celle de la mise en scène du conflit dans un débat public, de son inscription dans un territoire spécifique, celle des manières dont s'effectue, toujours dans l'espace public, la mise en visibilité de la science et des techniques, autrement dit leur publicisation (Pailliant et Romeyer, 2009), mais aussi celle qui concerne la mythification et la démystification de certains objets du débat public, et qui nous intéresse particulièrement dans le présent article.
- 5 À travers l'analyse du contenu de ce journal, et notamment à travers l'analyse des articles consacrés aux NTIC et au numérique, nous nous proposons d'étudier les manières selon lesquelles ce petit journal s'empare de ces thématiques dans la mouvance néoludique pour récuser la notion de progrès, si souvent associée aux nouvelles technologies. Nous verrons qu'une lecture essentiellement négative liée à ces objets est foncièrement politique au sens propre de ce terme, mais aussi au sens que lui donne Roland Barthes dans son interprétation de la notion de mythe.

Les NTIC et le numérique : du mythe à sa démystification

Le mythe comme ancrage d'une idéologie sociale

- 6 Qu'est-ce qu'un mythe ? Sans prétendre apporter une contribution critique à cette notion abordée maintes fois et de différentes manières dans la littérature scientifique, il convient néanmoins de rappeler sa définition générique ainsi que les principales dimensions (celles qui semblent être l'objet d'un relatif consensus) de ce concept, dont nous allons considérer certains dérivés.
- 7 Rappelons donc que dans la première acception anthropologique du terme et selon la définition de Patrice Bidou dans le *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, « des mythes sont des récits fondateurs que les membres d'une société se transmettent de génération en génération depuis les temps les plus anciens » (Bonte et Izard, 2008 : 498). Ces récits « relat[ent] des faits imaginaires non consignés par l'histoire, transmis par la tradition et mettant en scène des êtres représentant symboliquement des forces physiques, des généralités d'ordre philosophique, métaphysique ou social », comme le précise la définition générique du *Trésor de la langue française informatisé* (TLFI)².

- 8 Dans son ouvrage sur l'anthropologie des médias, Mihai Coman propose, comme suit, une synthèse des principaux facteurs culturels indissociables de la définition du concept du mythe et qui le distinguent des autres formes de récit :
- le cadre socioculturel du type archaïque (les ainsi appelées sociétés primitives, antiques, folkloriques, etc.) ;
 - la transmission (diffusion) fortement orale ;
 - la structuration des éléments du mythe sous une forme narrative ;
 - le contenu fabuleux (l'endroit, les personnages, les objets ont des qualités évidemment différentes de celles du monde contingent) ;
 - la pluralité des fonctions remplies à l'intérieur de la collectivité qui l'engendre ;
 - le caractère complexe et stratifié des significations ;
 - la position privilégiée du mythe par rapport à d'autres formes culturelles (il est considéré comme vrai, révélateur, exemplaire, fondateur, etc.) ;
 - la capacité du mythe d'absorber les éléments culturels et de les transformer en nouvelles formes ;
 - la liminalité, définie d'après Victor Turner, comme le pouvoir du mythe d'opérer entre les sous-systèmes d'une culture, liant les éléments disparates et mettant en évidence les éléments similaires (2003 : 125-126).
- 9 Comme le constate lui-même ce spécialiste de l'anthropologie de la communication, il s'avère cependant impossible de trouver tous ces attributs dans les formes culturelles contemporaines. Dans certaines manifestations culturelles (récits, textes, discours, etc.), on peut néanmoins dégager certains éléments propres au mythe, ce qui justifie une démarche anthropologique dans l'étude des sociétés contemporaines.
- 10 Pour faire ressortir la dimension mythique dans les phénomènes contemporains, plusieurs auteurs perçoivent des mythes modernes comme des idéologies sociales. Comprises comme un ensemble de croyances et de représentations dont la principale fonction consiste à asseoir l'hégémonie d'un groupe social, ces idéologies accèdent à un statut de mythe lorsqu'elles « se transforment en modes de significations communs », socialement acceptées (*ibid.* : 69).
- 11 Parmi ces auteurs figurent, d'abord, ceux qui s'inscrivent dans le courant des *cultural studies* britanniques comme Stuart Hall, mais aussi le célèbre sémiologue français Roland Barthes, pour qui la spécificité structurelle d'un mythe contemporain à dessein hégémonique consiste à essentialiser les choses et les phénomènes en les privant de toute contradiction et de toute profondeur historique pour les rendre comme allant de soi, donc se passant de discussion, encore moins de remise en question. Bref, comme le résume Louis-Jean Calvet en étudiant le « regard politique [de Barthes] sur le signe », dans le mythe, au sens barthien du terme, « la représentation efface le réel » (1973 : 61).
- 12 Ainsi, selon Barthes :
- Le mythe ne nie pas les choses, sa fonction est au contraire d'en parler ; simplement, il les purifie, les innocent, les fonde en nature et en éternité, il leur donne une clarté qui n'est pas celle de l'explication, mais celle du constat. [...] En passant de l'histoire de la nature, le mythe fait une économie : il abolit la complexité des actes humains, leur donne la simplicité des essences, il supprime toute dialectique, toute remontée au-delà du visible immédiat, il organise un monde sans contradictions parce que sans profondeur, un monde étalé dans l'évidence, il fonde une clarté heureuse ; les choses ont l'air de signifier toutes seules (1957 : 253).
- 13 Coman (*op. cit.*) reconnaît que le rapprochement entre le mythe et l'idéologie, bien qu'il soit selon lui purement instrumental, a une forte valeur heuristique, car il permet de mettre au jour, dans certains éléments culturels d'aujourd'hui, des caractéristiques des

mythes « archaïques », si incomplètes, fragmentaires, dégradées et difficilement décelables soient-elles.

Les récits mythiques dans les médias

- 14 Même si, comme l'observe Coman dans sa réflexion sur les modalités d'existence de mythes dans les médias modernes, on n'y retrouve pas de mythes au sens d'origine du terme, il ne fait aucun doute que certains archétypes mythiques persistent à travers les médias et le discours journalistique et que ces derniers sont porteurs de constructions mythologiques en tant que dépositaires mais aussi créateurs de mythes. Si structures mythiques il y a, elles se retrouvent dans un « texte caché » (*ibid.* : 58), préexistant par rapport au récit journalistique et servant de cadre (de structuration, explicatif) à la narration journalistique des événements. Ce canevas archétypal caché ne peut cependant pas être assimilé aux simples stéréotypes culturels car, contrairement à ces derniers, il « n'est pas centré sur une seule note symbolique et permet des lectures complexes » (*ibid.* : 58). Edgar Morin a été parmi les premiers à le remarquer en étudiant l'enchevêtrement de différentes formes culturelles et de différents types de discours (rumeurs, stéréotypes ethniques, textes médiatiques, constructions mentales du type mythique) dans le cas de la « rumeur d'Orléans », comme le rappelle Coman. Pour Morin, les constructions mentales déclenchées par ces rumeurs s'apparentaient à « un mythe au sens archaïque du terme [...] c'est-à-dire un récit imaginaire, organisé et cohérent, selon une logique pseudo-affective, qui prétend se fonder en réalité et en vérité » (1969 : 47-48, cité dans Coman, *op. cit.* : 61-62).
- 15 Cependant, les représentations populaires peuvent contenir une forte dimension « mythifiante ». Car cette dimension se trouve aussi dans différents types de discours qui circulent actuellement dans l'espace social et public. Les discours sur les NTIC et le numérique en font incontestablement partie.

La dimension mythique des NTIC et du numérique

- 16 Dans son ouvrage *L'imaginaire d'Internet* paru en 2001, le sociologue de l'innovation et des technologies Patrice Flichy étudie la manière dont les technologies ayant donné naissance à Internet ont été mises en discours. Il se demande comment ces discours, formant le cadre de représentation de cette nouvelle technologie, ont accompagné le développement d'Internet et, surtout, de quelle manière et par quels procédés ils ont permis la mobilisation des individus autour de ce système technique d'information et de communication. Selon lui, c'est la dimension « mythifiante » de ces discours (dans le sens barthien du terme, comprenant le mythe comme un constat et une synthèse, opérés sur une chose ou un phénomène après avoir évacué la complexité du réel — Barthes, *op. cit.*) qui a grandement contribué à l'ancrage social d'Internet. Provenant de tous les types d'acteurs, allant jusqu'à la description d'une société virtuelle imaginaire, alliant des éléments propres aux idéologies, d'une part, et aux utopies, d'autre part, ces discours et ces récits ont favorisé, autour d'Internet, la naissance d'un cyber-imaginaire ainsi que d'une idéologie technophile particulièrement efficace (Flichy, *op. cit.*)³. Aujourd'hui, la visibilité dans l'espace public du mythe des NTIC et du numérique ne fait pas de doute, à en croire la teneur des discours de différents acteurs sur les sujets

attenants, même si ce mythe, confronté à la réalité, a de plus en plus de détracteurs qui s'emploient à démystifier ses rouages (Sadin, *op. cit.*).

- 17 L'exemple de Grenoble et de son développement montre, quant à lui, comment un mythe technophile peut devenir local en s'ancrant dans un territoire spécifique et en s'incarnant dans une ville.

Le mythe des nouvelles technologies territorialisé : l'exemple de Grenoble

Grenoble et la naissance d'un mythe techno-urbain

- 18 Grenoble est connue aujourd'hui au-delà des frontières françaises en tant que technopole, genre de *Silicon Valley* française, et parce qu'elle est un grand centre universitaire. Elle attire de nombreux talents séduits par le dynamisme de cette agglomération de 400 000 habitants insérée dans un cadre de rêve — un écrin de trois massifs alpins aux portes de la ville. Gouvernée par un maire écolo depuis les dernières élections municipales, Grenoble abrite de plus en plus de bobos et de cadres qui remplacent peu à peu les ouvriers de cet ancien centre industriel. Mais encore aujourd'hui, la ville est entourée de la ceinture, dite rouge, des communes toujours gérées par les communistes. L'image de carte postale ne dit pas non plus que le tissu social grenoblois est très contrasté, avec de nombreux quartiers défavorisés, où éclatent des incidents à répétition, et avec une délinquance multiforme, possédant ses propres bidonvilles et ses propres camps de migrants. Le démantèlement de l'un d'eux, appelé « camp de Valmy » du nom du quartier de son emplacement, fin mai 2017, a fait d'ailleurs l'objet d'une vive polémique dans les médias locaux, les médias *mainstream* et les médias alternatifs. Et c'est Jean-Luc Mélenchon, candidat de la gauche populiste, qui y a remporté le premier tour de la dernière élection présidentielle.
- 19 Pour mieux comprendre la naissance du mythe de Grenoble en tant que technopole, il convient cependant d'effectuer un retour — même bref — vers le passé de cette ville. La capitale des Alpes françaises, qui du fait de sa situation géographique est davantage une ville entourée de montagnes qu'une ville de montagne, était, malgré sa position géographique stratégique sur la voie romaine entre Vienne et Italie pendant des siècles, « un trou minable », comme la qualifie le journaliste Pierre Frappat (1979) dans l'ouvrage consacré aux aléas du mythe de « sa » ville. Elle est devenue ensuite une banale ville de garnison avant de connaître un certain essor industriel au milieu du XIX^e siècle. Mais, comme le rappelle le spécialiste des cultures urbaines Nadir Boumaza, lui-même issu de la région, il faut attendre les années 1960 pour que le récit sur la ville de Grenoble accède à un statut de mythe dans le sens d'une « image simplifiée et stéréotypée, mais aussi [comme] un modèle idéalisé et posé comme référence par les milieux extérieurs, c'est-à-dire par le monde non grenoblois qui est concerné d'une façon gratuite ou intéressée » (1997 : 175). Ce sont certaines étapes de son développement particulièrement éclatantes qui ont permis à cette cité provinciale, vivant à l'ombre de la métropole lyonnaise, d'accéder à une forme de modèle de développement alliant, sur son territoire, une forte concentration du capital intellectuel et celle du capital technologique. Si les Jeux olympiques d'hiver que la ville de Grenoble a accueillis en 1968 sont devenus une sorte d'emblème et en même temps d'apothéose de sa dimension mythique, ce mythe urbain moderne, comme l'appelle

Boumaza, a pu croître et prospérer aussi grâce à d'autres figures emblématiques qui, associées entre elles, ont conféré à l'image de la ville une dimension tout à fait singulière. Il s'agit donc d'abord des éléments naturels inséparables du sort de la ville : la montagne et l'eau. Avec le temps, leurs caractéristiques naturelles ont, elles aussi, cédé la place à la dimension mythique dans l'imaginaire associé à la ville. Ainsi, la montagne a cessé d'être réduite à un milieu naturel hostile à l'homme pour devenir un lieu et une incarnation de défi lancé à la nature par l'homme tout en symbolisant les meilleurs aspects de la nature humaine comme le goût de l'effort, l'endurance ou la solidarité. En ce qui concerne l'eau, il s'agit d'un paradigme majeur de la ville qui structure son image, selon Boumaza. De danger permanent, lié aux deux torrents de montagne — Isère et Drac, le serpent et le dragon dans l'imaginaire populaire — enlaçant la cité dans leurs étreintes imprévisibles, cet élément, bridé pour produire de l'hydroélectricité, est lui aussi devenu ici le symbole de la supériorité de l'homme sur les forces de la nature.

- 20 De cette manière, alliant différentes figures de modernité où la science et les technologies mais aussi la culture démocratisée ont trouvé une place de choix, Grenoble devient une ville du possible et un laboratoire social où « l'idéal de progrès est recherché dans le mariage de la science et de la raison politique » (Boumaza, *op. cit.* : 178 ; Frappat, *op. cit.*).
- 21 Dans la thèse de Thomas Lerosier (*op. cit.*) qui clôt provisoirement une série de travaux déjà conséquente sur ce sujet, on trouvera la description minutieuse des principaux éléments qui ont contribué à la naissance du mythe technopolitain grenoblois depuis les années 1950 jusqu'à aujourd'hui.
- 22 Les discours sur une ville mythifiée, devenue l'un des principaux pôles français dédiés aux sciences et aux nouvelles technologies, vont être alimentés et portés par les élites locales, certainement aussi dans leur propre intérêt, en irradiant et en structurant la vie « ici et maintenant », mais aussi en trouvant un large écho au-delà des contreforts et des vallées alpines.

Le mythe blessé

- 23 Cependant, très rapidement, ce mythe s'essouffle, comme le montre dans son livre Frappat (*op. cit.*). Les raisons en sont multiples. Globalement, cet essoufflement serait dû aux bases insuffisamment solides d'une ville et d'une idéologie urbaine créées de toutes pièces et qui n'ont pas forcément les moyens de leurs ambitions. Et le discours à visée unificatrice n'a pas suffi pour donner une vraie unité à une mosaïque de quartiers, de territoires, de populations ainsi que de projets souvent pas, ou mal, aboutis.
- 24 Ainsi, même à l'extérieur, l'image de Grenoble a glissé petit à petit mais inexorablement vers celle d'une ville à très fort taux de délinquance qui marque d'un sceau indélébile l'échec des politiques publiques locales. Le fameux discours dit « de Grenoble » que Nicolas Sarkozy a prononcé dans cette ville le 30 juillet 2010 après un fait divers sanglant, et qui a marqué le renforcement des politiques sécuritaires et identitaires de l'État français, est devenu une sorte de point d'orgue de la dégradation du mythe grenoblois.
- 25 En ce qui concerne la culture scientifique étroitement associée à la ville dans les discours de communicants et dans l'imaginaire populaire, il s'avère aussi qu'elle est très inégalement partagée au sein de la population.

- 26 Même si certaines prévisions des « visionnaires » du numérique sont devenues réalité, comme le regain de la démocratie directe grâce au Web et aux réseaux sociaux, cette réalité est loin d'incarner la vision positive et enchantée qu'imaginaient ces auteurs. Ainsi, au fur et à mesure que les « méfaits » du nouvel ordre numérique disruptif devenu mondial se multiplient en mettant en danger, entre autres, la conception de la protection de la vie privée et de différentes protections sociales dans le cadre du travail que nous connaissons depuis au moins un demi-siècle, ces critiques se font entendre de mieux en mieux. Elles proviennent non seulement des universitaires et des intellectuels, mais aussi d'autres champs sociaux, avec la gauche altermondialiste pour le champ politique et les médias alternatifs en ce qui concerne le champ médiatique (les deux étant souvent liés). Elles visent à démystifier l'idéologie du technolibéralisme numérique, devenue une figure de proue des géants du numérique dans leur conquête du monde. Cette démystification a aussi touché le mythe technourban de Grenoble ainsi que ses principales composantes, notamment les technologies devenues nouvelles et le numérique.

Vers la démystification d'une idéologie technophile

Que veut dire « démystifier » ?

- 27 On ne démystifie que ce qui est supposé mystifié ; rappelons donc brièvement les origines et différentes acceptions de cette notion. Ainsi, les premières attestations de l'usage de ce terme dérivé du grec *mustês* (initié aux mystères) remontent, en France, aux sociétés plaisantes du XVIII^e siècle où il était utilisé dans le sens « tromper quelqu'un en abusant de sa crédulité pour s'amuser ». Cependant, à partir du début du XIX^e siècle, ce terme prend une connotation collective avec le sens de tromper sur le plan intellectuel ou moral, comme en attestent les écrits d'Honoré de Balzac. À partir des années 1950, le sens de *mystifier* et de ses dérivés a évolué sous l'influence de l'idéologie postmarxiste, véhiculant désormais l'idée de l'aliénation idéologique, comme le rappelle le *Dictionnaire historique de la langue française* (1998 : 2333). Si l'on est donc loin de la notion du mythe dans le sens d'origine du terme, on est par contre en plein dans le mythe dans le sens social et contemporain.
- 28 Cette constatation est encore plus vraie pour le terme de *démystifier* et ses dérivés. D'autant plus que la série antinomique « démystifier, démystification, démystifiant, ante, démystificateur, trice » est beaucoup plus tardive, car ses usages ne sont attestés en français qu'à partir de la fin des années 1940 (*ibid.* : 2333). Selon le *Trésor informatisé de la langue française*, le terme de démystifier désigne « dépouiller (quelque chose) de son caractère mystérieux ou trompeusement embellissant en le montrant tel qu'il est réellement » en ce qui concerne une chose, mais aussi « désabuser (quelqu'un) en lui montrant la réalité telle qu'elle est, l'arracher à sa crédulité causée par une tromperie collective (généralement embellissante) ». Une démystification serait donc une sorte de contre-discours, un discours alternatif et par essence critique sur quelque chose, ce quelque chose pouvant relever d'une réalité plus ou moins tangible ou de sa mise en mots, soit d'autres discours.
- 29 Alors que les travaux scientifiques sur le concept de mythe sont légion, comme l'atteste aussi le recensement des travaux sur le sujet réalisé par Coman (*op. cit.*), ce n'est point le cas en ce qui concerne les termes de *mystification* et *démystification*, utilisés

essentiellement dans le langage courant sans, à notre connaissance, avoir accédé à un rang de concepts dignes de ce nom. En ce qui a trait au champ des médias, il existe aujourd'hui de très nombreuses études démontrant la dimension fortement construite (entre autres, Herman et Chomsky, 1994/1988 ; De la Haye, 1984 ; Tuchman, 1978) mais aussi « mythifiante » du discours journalistique (Coman, *op. cit.*). En démontrant que les médias *mainstream* légitiment le plus souvent l'ordre social existant, ces travaux vont à l'encontre de l'idéologie journalistique professionnelle occidentale selon laquelle les médias journalistiques doivent remplir avant tout la fonction de dénonciateurs de ce qui ne fonctionne pas, ou mal, dans une démocratie (cf. *watchdog journalism*).

- 30 En dépit de son titre, c'est l'ouvrage *Mythologies* de Barthes (*op. cit.*), marqué justement par le contexte idéologique postmarxiste, qui figure parmi les tentatives les plus célèbres de démystification des phénomènes sociaux contemporains érigés au rang de mythes. En tant que tels, ils sont essentialisés dans un certain état d'être à l'état présent (ce que Barthes qualifie d'état de Nature) au détriment de toute dimension diachronique de leur existence (Histoire) ainsi que de toute dimension politique (voir aussi sa définition du mythe ci-dessus).
- 31 Démystifier consisterait donc à replacer un phénomène dans son contexte historique, mais aussi économique, social et politique en essayant de montrer toute sa complexité. Compris dans ce sens, le travail de démystification s'apparenterait d'abord à celui d'un chercheur en sciences sociales. Mais, si l'on revient vers le sens premier du terme mis en avant par les lexicographes (voir la définition du terme proposée par le TILF citée ci-dessus), l'entreprise de démystification consisterait à, répétons-le encore une fois, « désabuser (quelqu'un) en lui montrant la réalité telle qu'elle est, l'arracher à sa crédulité causée par une tromperie collective ».
- 32 Comprise dans ce sens, la démarche de démystification peut faire l'objet de différents types de discours sociaux se situant à contre-courant d'une idéologie et d'une pensée dominante et étant portés par divers acteurs sociaux qui se trouvent généralement à la marge de l'espace public principal.
- 33 Pour être entendus, ces acteurs peuvent également se servir des médias comme canal de diffusion et caisse de résonance. Il est rare cependant que la médiatisation d'une parole différente, voire « disruptive » (pour utiliser un mot à la mode) car prônant une rupture avec le statu quo, passe par les médias dits *mainstream*. Elle trouve plutôt son écho dans les médias en marge de l'espace médiatique que l'on qualifie souvent d'alternatifs, surtout s'ils portent un message qui tranche avec les discours dominants et les messages souvent consensuels des médias dits centraux (Cardon et Granjon, 2013). Ces récits proposent une lecture oppositionnelle, voire désacralisante des discours dominants en pointant leur caractère construit, donc qui ne va point de soi, ce que différents idéologues veulent nous faire croire.

L'information alternative dans l'écosystème médiatique de Grenoble

- 34 Dans la ville de Grenoble, une telle information alternative a une longue tradition d'existence, comme le montrent les recherches du sociologue et économiste grenoblois Michel Bernardy de Sygoyer (1980). Cette information est avant tout d'essence locale et hyperlocale, ancrée dans le concret de la vie des gens et des (micro)territoires. Dans ce sens, elle se situe à l'opposé de la généralité désincarnée et synthétique du mythe selon la conception barthienne. Qualifiée de contre-information par Bernardy de Sygoyer,

elle est d'abord, selon lui, un moyen d'expression des sans-voix, de tous ceux qui, pour des raisons diverses, sont privés de parole publique ou parce que, sur le forum public, leur parole est inaudible. D'où la définition de la contre-information proposée par cet auteur dans un travail de recherche que l'on sent très influencé, jusqu'aux termes et à la rhétorique employés, par les luttes sociales des années avant et post-1968. Ainsi, selon lui, la contre-information, « forme d'expression adéquate [...] d'un groupe social en lutte » (*ibid.* : 351), « tend à ce que l'individu retrouve d'une certaine manière la maîtrise de la production de l'information » (*ibid.* : 348) La réappropriation par l'individu de la production de l'information sur sa vie et sur ce qui le concerne de plus près, a-t-on envie d'ajouter.

- 35 Aujourd'hui, plusieurs médias locaux et hyperlocaux existant à Grenoble perpétuent cette tension entre l'information, produite par les médias institutionnalisés, et ce qu'on peut qualifier de contre-information ou d'information alternative proposée par les acteurs ou les médias qui le sont autant. Dans cette ville, connue depuis longtemps pour la vitalité de sa société civile et la richesse de sa vie associative, coexistent d'une part les médias *mainstream*, dans le sens qu'ils reflètent l'idéologie officielle (soit-elle politique ou sociétale, à dimension municipale, nationale ou à visée globale), et d'autre part des médias qui diffusent un message à contre-courant de ce qu'on peut appeler « l'air du temps ». Cette coexistence, néanmoins, n'est pas toujours très pacifique dans un environnement commercial et idéologique très concurrentiel. *Le Dauphiné libéré*, le quotidien régional issu de la Résistance, est l'éminent représentant de cette première catégorie. Resté pendant longtemps en situation de monopole dans sa zone de diffusion qui s'étend sur huit départements, ce quotidien « historique » de la région grenobloise est depuis longtemps accusé par ses opposants de cultiver une proximité coupable avec des pouvoirs municipaux successifs. Sa modernisation récente pour « se mettre à jour » par rapport aux changements du marché de la presse à l'échelle locale consécutifs à l'avènement du numérique (Holubowicz, 2012) ne semble pas avoir changé grand-chose. À l'autre bout du spectre, on trouve des médias d'information alternative ou, si l'on suit la nomenclature proposée par Bernardy de Sygoyer (*op. cit.*), de contre-information. Parmi ces médias, portés par des mouvements de militants de tout genre, mais qui sont souvent d'extrême gauche ou de gauche altermondialiste, on trouve certaines radios associatives, la version grenobloise du site d'information collaboratif indymédia, mais aussi *Le Postillon*, un bimensuel satirique créé en 2009. Situé, lui aussi, à l'extrême gauche, se voulant un média d'information alternative et indépendant, ce journal fait l'objet de notre étude de cas.
- 36 Le mythe techno trouve régulièrement un écho dans les récits médiatiques circulant dans l'espace public grenoblois. Porté par des communicants et des porte-parole divers (des instances municipales grenobloises, de certaines institutions scientifiques), il résonne ensuite dans les médias locaux. Cependant, tous les médias locaux ne le reprennent pas de la même manière. Alors que les médias *mainstream* sont habituellement accusés de prendre les discours des principales parties prenantes des NTIC et du numérique dans le bassin grenoblois pour de l'argent comptant, les collectifs et les médias alternatifs revêtent souvent une posture de dénonciateurs et de démystificateurs de ces discours et des objets qu'ils portent.
- 37 Ces collectifs s'inscrivent dans la mouvance néo-luddite qui, à l'instar des ouvriers britanniques au début du XIX^e siècle, refuse le remplacement de l'homme par la machine (Fougier, 2019) et rejette la société technicienne (Ellul, *op. cit.*) qui obéit

principalement aux intérêts privés du capitalisme mondialisé. À Grenoble, cette mouvance est représentée avant tout par le collectif « Pièces et main d'œuvre ». En brandissant le slogan « Il faut vivre contre son temps », ce collectif s'est fait connaître à l'échelle nationale par ses nombreuses publications et ses prises de position ayant pour objectif de « battre en brèche la tyrannie technologique et d'élaborer de technopole à technopole une connaissance et une résistance communes »⁴ *Le Postillon*, dont nous analysons le discours anti-technologies dans le présent article, le seconde dans cette lutte.

***Le Postillon*, un journal satirique « antisystème »**

- 38 Ce petit journal est un magazine à la périodicité irrégulière, publié souvent en tant que bimensuel. Depuis sa création en juin 2009 jusqu'au printemps 2019 lorsque le corpus de la présente étude a été définitivement choisi 50 numéros ont été publiés, chaque numéro comptant en moyenne 18 articles de longueur et de genre variables.
- 39 Traitant de sujets très circonscrits du point de vue géographique, relatifs à la ville de Grenoble et à son agglomération (il se veut « Journal de Grenoble et de sa cuvette », comme le précise sa manchette), il peut être considéré comme un média hyperlocal.
- 40 Il s'agit d'une publication engagée. C'est en effet un journal d'extrême gauche pouvant être qualifié d'altermondialiste tant il semble adhérer aux dénonciations portées par les acteurs se réclamant de cette sensibilité⁵. Par conséquent, ce petit journal est extrêmement critique envers tout ce qui a trait, de près ou de loin, au capitalisme libéral mondialisé et se veut donc indépendant de divers intérêts politiques et économiques. C'est la raison pour laquelle, d'ailleurs, il refuse la publicité. C'est donc une espèce qui semble rare, voire en voie de disparition, dans le paysage médiatique français dominé par les médias détenus par les grands groupes, souvent industriels.
- 41 *Le Postillon* se présente aussi comme un média d'information alternative dans la mesure où il se veut à contre-courant des médias locaux grenoblois traditionnels et bien installés (Cardon et Granjon, *op. cit.*), dont il dénonce en permanence le conformisme, le style consensuel et la connivence avec différentes équipes municipales. Le principal journal régional présent à Grenoble — *Le Dauphiné libéré* — en fait régulièrement les frais, alors qu'il est présenté par *Le Postillon* comme le parfait exemple d'un média au service de ses propriétaires successifs. Mais la gauche traditionnelle, notamment l'équipe municipale liée au Parti Socialiste (PS) qui avait dirigé la ville pendant plusieurs années, y avait aussi été régulièrement épinglée, souvent à travers des attaques personnelles visant tel ou tel autre élu. Les écologistes actuellement au pouvoir à Grenoble n'y échappent pas non plus.
- 42 Ne signant pas ses articles et utilisant un ton cinglant et irrévérencieux qui ne fait pas rire tout le monde, *Le Postillon* est aux antipodes du politiquement correct. Au point que les méchancetés proférées par son illustre modèle *Le Canard enchaîné* peuvent paraître gentillettes en comparaison avec la véhémence parfois trash de son épigone grenoblois. Ces pratiques valent au journal de nombreuses animosités et même des poursuites judiciaires. En 2017, le journal a été condamné pour avoir diffamé un élu local (le président de la métropole de Grenoble Christophe Ferrari, PS).
- 43 Le caractère satirique de ce journal n'est pas du tout neutre dans sa mission de fournir une contre-information sur les affaires locales. Tout d'abord, et au-delà du plaisir des « bons mots », rappelant en quelque sorte le célèbre *Le Canard enchaîné*, il renvoie

au prestigieux modèle de journalisme d'investigation devenu rare dans les médias français, car de moins en moins abordable, même pour les grands médias qui évoluent dans un environnement commercial de plus en plus compétitif. Par ailleurs, adoptant un ton satirique, il entre, d'une certaine manière, dans le cadre de l'*infotainment*, genre journalistique relativement nouveau, mais qui s'est rapidement répandu, notamment parce qu'il est censé attirer des publics plus jeunes qui désertent les médias aux formats « sérieux » traditionnels, en particulier ceux qui couvrent les sujets politiques.

- 44 Avec ce type de pratiques, *Le Postillon* va résolument à l'encontre de la caractéristique générale attribuée aux médias locaux, considérés avant tout comme une fabrique de consensus (Herman et Chomsky, 1994/1988 ; De la Haye, *op. cit.*), produisant un contenu dont le rôle principal serait d'unir la communauté locale en offrant une image discursive du « nous » en harmonie. En d'autres termes, une sorte de communauté imaginée (Anderson, 2006/1983) qui a peu à voir avec la réalité.
- 45 Cependant, ce n'est pas un *pure player*, ce n'est même pas une publication bi-média. Le journal possède, certes, un site Web qui, hormis une brève présentation du *Postillon*, propose aussi les archives in extenso depuis le premier numéro. Mais le contenu de deux derniers numéros y est seulement annoncé sous forme de sommaires des articles⁶.
- 46 L'attachement au support papier semble même faire partie intégrante de la ligne éditoriale du journal, choix expliqué en long et en large dans l'article intitulé « Surtout n'allez pas sur notre site internet », texte qui constitue en même temps un vif plaidoyer contre les technologies numériques dont l'impact sur l'environnement n'a rien de virtuel :
- Remarquons simplement la supériorité technologique d'un journal comme *Le Postillon*, qui à la différence de ces ordinateurs que l'on doit changer tous les deux ans, n'a pas de problème d'obsolescence programmée : si vous le conservez bien au sec, vous pourrez le lire à vos petits-enfants dans cinquante ans. Et même si — ô sacrilège — vous voulez vous en débarrasser, vous n'alimenterez pas les grandes poubelles électroniques qui polluent l'Inde et d'autres pays pauvres : il pourra être recyclé ou vous servir d'emballage, pour sécher vos chaussures ou allumer un feu (*Le Postillon*, n° 23, décembre 2013).
- 47 Cet extrait et l'article dont il provient, qui ressemble à une véritable profession de foi du journal, affichent clairement son positionnement contre les nouvelles technologies et le numérique.

Désenchanter le mythe de la disruption numérique

La méthodologie : analyse d'un corpus d'articles du *Postillon* portant sur les nouvelles technologies et le numérique

- 48 Pour voir dans quels termes *Le Postillon* couvre les sujets ayant trait aux NTIC et au numérique, nous avons procédé à une analyse de contenu (quantitative et qualitative) de tous les numéros du journal accessibles in extenso dans ses archives en ligne au moment de la constitution de notre corpus, donc à partir du n° 1, paru en juin 2009, jusqu'au n° 50, paru au printemps 2019. Dans ces numéros, nous avons sélectionné tous les articles dont le thème principal (ou l'un des thèmes principaux) concerne les nouvelles technologies de l'information de la communication (désigné parfois par l'acronyme NT dans la suite de l'article) et le numérique.

- 49 Au total, 85 articles font l'objet de notre analyse. Étant donné que *Le Postillon* comporte environ 18 articles par numéro, les articles concernant directement les NT et le numérique constituent plus ou moins 10 % du nombre total d'articles du journal, ce qui semble non négligeable. Certains numéros ne comportent aucun article qui traite directement de cette thématique, d'autres en contiennent parfois jusqu'à trois, voire quatre, alors que le n° 48 (décembre 2018-janvier 2019) en contient 7 (sur 26). Ces articles sont de genre et de longueur variables. Le plus court parmi les articles sélectionnés comporte 770 signes, le plus long, 37 087 signes. Au total, les 85 articles sélectionnés représentent 670 727 signes espaces compris mais sans les titres, ce qui représente 7 891 signes en moyenne par article, soit un peu plus de 5 feuillets journalistiques de 1 500 signes.
- 50 Nous avons d'abord classé les articles en fonction de la thématique principale qu'ils abordent, tout en sachant que souvent, plusieurs thématiques sont présentes dans un seul article, d'autant plus que les auteurs ne respectent pas vraiment les règles de l'écriture journalistique, celle, par exemple, qui veut qu'un papier ne possède qu'un seul angle (un seul fil conducteur) et que les faits soient séparés du commentaire. Il faut rappeler que le classement par catégories est toujours inévitablement réducteur et que chaque catégorie affichée — que nous voulions aussi générique que possible sans néanmoins trop perdre le sens des articles consignés — correspond à une grande thématique à laquelle on peut rattacher un tel ou tel article. Les catégories de notre typologie ne peuvent donc en aucun cas être considérées comme absolues et exclusives. Une telle typologie permet cependant d'observer, en l'occurrence, les tendances qui se dégagent dans la techno-critique pratiquée par *Le Postillon*.
- 51 Si l'on classe par grandes thématiques tous les 85 articles de notre corpus, on obtient les résultats suivants :

Tableau 1. Les articles traitant des NT et du numérique publiés au *Postillon* dans les numéros 1 à 50 (juin 2009-printemps 2019) : nombre d'articles par thématique

Nbre	Thématique	Articles
1	Inutilité des inventions technologiques	13
2	NT introduites sans concertation avec les publics concernés	8
3	NT au service de la généralisation de la surveillance	7
4	NT financées par l'argent public	5
5	Robotisation au détriment de l'humain	5
6	NT gros consommateurs de ressources naturelles	4
7	Travailler à l'ère du numérique	4
8	NT financés au détriment des services publics	3
9	Communication autour des NT	2
10	Conformisme des médias mainstream à propos des NT	2
11	Interrogations de ceux qui travaillent/travaillaient pour les NT sur le sens de leur travail	2
12	Lobbying intensif pour promouvoir les NT	2
13	Méfais du numérique	2
14	Promotion institutionnelle des NT	2
15	Acteurs du numérique destructeurs d'emploi	1
16	Alternative aux technopoles	1
17	Ancrage territorial des NT comme source d'exclusion sociale	1
18	Caractère sectaire de l'univers des NT	1
19	Conditionnement à l'utilisation des outils numériques	1
20	Contestation des NT	1
21	Critique du modèle grenoblois (technopole)	1
22	Effets néfastes d'une connexion permanente	1
23	Élaboration d'un mythe techno	1
24	Innovations qui ne sont pas bienvenues (distributeurs automatiques de la drogue)	1
25	Intrusions mal maîtrisées de la technique dans l'humain (transhumanisme)	1
26	Les derniers lieux de la communication humaine sans outils numériques	1
27	Les intérêts industriels derrière les NT	1
28	Les réseaux sociaux favorisant des comportements asociaux	1
29	Lieux de promotion d'une idéologie technicienne	1
30	Modèle grenoblois : origines	1
31	Mythe technologique grenoblois confronté à la réalité	1
32	NT au service de la guerre	1
33	NT comme paravent aux malversations financières	1
34	NT source d'exclusion sociale	1
35	NT source de pollution	1
36	Promotion de Grenoble en tant que technopole	1
37	Récupération politique de la critique des NT	1
38	Remise en question des formations d'ingénieurs	1
TOTAL ARTICLES DU CORPUS		85

Les NTIC et le numérique systématiquement mis en cause

- 52 La lecture des articles de notre corpus permet de constater que les technologies de l'information et de la communication et le numérique y sont accusées de tous les maux : de la destruction de l'environnement, de la généralisation de la surveillance, de la destruction des liens sociaux, etc. La vision qui s'en dégage serait même terrifiante si les auteurs n'utilisaient le ton humoristique cinglant, souvent espiègle et jubilatoire dans lequel le journal excelle, le ton qui contribue à créer, dans certains articles, une ambiance poétique et grotesque à la Tim Burton⁷.
- 53 Comme on peut le constater à partir du tableau ci-dessus, les articles de notre corpus abordent des questions relativement variées autour des NT et du numérique, au point que la majorité des thématiques — ou principaux angles selon le jargon journalistique — (24 sur 38 recensées) ne concerne qu'un seul article. Cependant, certains thèmes reviennent régulièrement d'un numéro à l'autre comme une préoccupation constante du journal. Compte tenu de leur poids dans l'ensemble de notre corpus, leur traitement mérite quelques commentaires.
- 54 Si la thématique que nous avons intitulée « Inutilité des inventions technologiques » comporte le plus grand nombre d'articles, c'est surtout parce que nous y avons rangé tous les articles de la rubrique « La noix connectée » qui présente régulièrement, en les ridiculisant, les inventions locales que la rédaction considère comme les plus stupides :
- 116 ans après la création du concours Lépine, le fameux concours français d'inventions, *Le Postillon* lance son propre challenge, dénommé le concours de la noix connectée. À chaque numéro, nous honorerons l'innovation grenobloise la plus stupide du moment, celle qui pique le bon sens et la décence ordinaire. Les

postulants étant chaque jour plus nombreux, la sélection d'un seul lauréat est un combat acharné ; aussi réclamerons-nous votre indulgence (art. « La noix connectée : la Love box », n° 41, été 2017).

- 55 Mais l'utilisation récurrente d'un ton satyrique n'empêche pas d'aborder des thématiques beaucoup plus sérieuses. Ainsi, en ce qui concerne la deuxième thématique (8 articles), que nous avons intitulée « NT introduites sans concertation avec les publics concernés », elle comporte des articles qui relatent, par exemple, une installation « forcée », dans l'agglomération grenobloise, de compteurs électriques connectés appelés Linky, installation qui a même généré un mouvement de protestation au sein de la population. L'installation de ce compteur « intelligent », c'est-à-dire dans ce cas capable de collecter des données personnelles relatives à la consommation de l'électricité, a même fait l'objet de l'une des rares unes que le journal a consacrée aux nouvelles technologies et portant le titre « Smart attaque ! Des compteurs Linky à la ville intelligente » (n° 12, octobre 2011). D'autres sujets que nous avons regroupés dans cette thématique concernent, par exemple, une quasi-imposition de Monéo à l'Université de Grenoble (art. « L'université en première ligne de l'acceptabilité Monéo et cartes multiservices », n° 12, octobre 2011) ou l'introduction des tablettes numériques dans les collèges du département de l'Isère sans que les enseignants soient d'accord (art. « Les collégiens de l'Isère vont avoir une tablette numérique Apple Ineptes tablettes », n° 39, février-mars 2017).
- 56 La généralisation de la surveillance grâce aux nouvelles possibilités technologiques est un autre thème fort qui revient avec la régularité d'un leitmotiv au gré des articles et des numéros. Ainsi, on se doute que la société grenobloise, qui se propose de produire des drones à l'usage civil « au service de l'homme », ne manquera pas de fournir du matériel aux autorités locales pour surveiller la ville (art. « Méchamment drone », n° 21, été 2013). On dénonce aussi le tournant pris par La Poste qui, contrainte désormais à respecter les impératifs de la rentabilité, fait commerce des données personnelles de ses clients récoltées sous prétexte de leur rendre service, notamment pour le suivi de courrier lors d'un changement d'adresse (art. « Comme un mal-être à La Poste — épisode 4 — Le plus grand fichier de France », n° 49, hiver 2019).
- 57 Le thème de la surveillance généralisée et de contrôle total est traité par ailleurs sans demi-mesure avec la rhétorique des univers technototalitaires fictionnels connus de tous, comme le prouvent les titres d'articles suivants : « Matrix, c'est un peu le monde que nous construisons » (n° 38, décembre 2016), « Big Brother se construit aussi à Grenoble » (n° 38, décembre 2016), « Nos poubelles pleines de Kafka ? » (n° 43, décembre 2017) ou encore « Construire Matrix à l'insu de son plein gré » (n° 43, décembre 2017).
- 58 Les nouvelles technologies sont aussi incriminées dans *Le Postillon* comme une pompe aspirante de l'argent public. On met donc en avant le fait que les entreprises de haute technologie, bénéficiant de la bienveillance des pouvoirs publics ainsi que des élus locaux et détenant un certain capital sympathie auprès du grand public, sont souvent financées par les crédits d'impôt recherche. On peut lire à ce propos les articles suivants portant des titres évocateurs : « Combien d'argent public pour un emploi à STMicroelectronics ? » (n° 22, oct.-nov. 2013) ; « L'anti-modèle grenoblois » (n° 27, oct.-nov. 2014) ; « Linky profite le crime ? » (n° 35, avril-mai 2016) ; « L'arnaque de la transition "connectée" » (n° 37, octobre 2016) ; « Les start-up : la vraie France des assistés » (n° 40, avril-mai 2017). Or, soutient le journal, l'intérêt des innovations

qu'elles proposent est pour le moins contestable (voir le thème sur l'inutilité des NT traité ci-dessus). En plus, les financements qui leur sont accordés le sont parfois au détriment des services publics (par exemple : art. « Fermer des bibliothèques, sauver le high-tech ? », n° 36, été 2016).

- 59 La robotisation de la société est un autre thème fort de la techno-critique développée par *Le Postillon*, qui dénonce le remplacement des humains par des logiciels dans le processus de recrutement (art. « Le recrutement augmenté », n° 37, octobre 2016) ou le fait que les étudiants grenoblois sont contraints par le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) de s'équiper d'une carte Monéo pour bénéficier du tarif étudiant dans les restos U en attendant que les repas leur soient délivrés automatiquement dans certaines résidences étudiantes où il n'existe plus de service de cafétéria (art. « Monéo 1 - Humains 0 », n° 13, décembre 2011). En même temps, l'Université Grenoble Alpes, « qui n'a visiblement pas assez d'argent pour payer convenablement son personnel précaire », remarque *Le Postillon*, promeut des travaux sur la robotique, y compris sur la robotique sociale ou affective visant à doter les robots d'une intelligence émotionnelle pour qu'ils puissent remplacer les humains dans les tâches et les fonctions impliquant les émotions. Le journal commente comme suit ce type de travaux :

L'intelligence émotionnelle de n'importe quel humain normalement constitué comprend vite qu'il n'y a rien de souhaitable à bâtir un monde où les robots pourraient simuler des émotions et prendre « les rôles d'enseignants, coaches, assistants ou acteurs » (art. « La fac veut donner des "émotions" aux robots, n° 39, fév.-mars 2017).

- 60 Et puis, comme les industries hier, les entreprises *high-tech* pillent les ressources naturelles de la planète. À l'échelle locale, elles sont notamment de grandes consommatrices d'électricité et d'eau. D'ailleurs, l'auteur de l'article « De l'eau pour les puces électroniques mais pas pour les légumes » (n° 2, octobre 2009) s'étonne qu'en situation de grande sécheresse, alors que les particuliers et les agriculteurs doivent restreindre de façon draconienne leur consommation d'eau, les industriels sont épargnés par cette mesure avant de conclure :

Ainsi dans la vallée du Grésivaudan, STMicro peut continuer tranquillement à piller l'eau pendant que les quelques paysans subsistant dans la vallée doivent surveiller leur compteur. On privilégie ainsi la production de puces électroniques, alimentant portables et jeux vidéo, à celle de fruits et légumes, alimentant des humains. Il ne manque donc plus qu'une fonction aux téléphones portables : celle d'être comestible.

- 61 Alors que dans un autre article, intitulé « À quand des mines de cobalt en Belledonne ? » (n° 45, avril 2018), on rappelle que si les objets produits par les nouvelles technologies jouissent en Occident d'une image *nature friendly*, c'est parce que l'exploitation des ressources naturelles nécessaires à leur production y est invisible, car elle se fait dans les pays lointains :

Vous êtes pour les véhicules électriques, les éoliennes, la dématérialisation, les médias numériques ou les panneaux solaires ? Mais êtes-vous pour l'ouverture de mines de cobalt en Belledonne ? À propos de la prise en charge des saloperies générées par l'extraction des métaux rares indispensables aux nouvelles technologies vendues comme « vertes », ça fait longtemps que l'Isère, la France, l'Occident ne font pas « leur part ». À quand un peu de cohérence ? C'est un des plus gros foutages de gueule de notre époque : les nouvelles technologies et leurs applications envahissantes (smartphones, smart-city,

véhicules électriques, éoliennes, panneaux solaires) sont censées être « propres ». En réalité, la pollution a juste été délocalisée.

- 62 *Le Postillon* raille aussi systématiquement sans détour les nouvelles manières de travailler promues par les *startups* et les entrepreneurs du numérique avec leur optimisme béat et leur attitude obligatoirement enthousiaste et positive, d'autant plus qu'ils se considèrent comme du côté des gagnants. Le journal définit à sa manière leur esprit *Silicon Valley* dans l'article intitulé « Cowork in Grenoble J'ai rencontré #Ceuxquifont (de la merde) » (n° 30, avril-mai 2015) :

Ce que j'appelle l'esprit « Silicon Valley », c'est d'avoir à la fois les dents de requin du businessman avide, et à la fois le sourire mièvre du jeune cool du XXI^e siècle. De n'avoir aucun scrupule pour développer des nouvelles applications numériques ineptes dans le seul but de se faire de la thune, de n'avoir aucun complexe pour détourner de l'argent public, et en même temps de bien aimer tout ce qui est convivial, bio, solidaire, écoresponsable ou partagé. À Grenoble, un lieu incarne mieux que tout autre cet esprit guidant la marche du monde : c'est Cowork In Grenoble. Vous ne connaissez pas ? Allez, je vous fais visiter.

- 63 Cette présentation acerbe et sans concession des « gagnants » du numérique est complétée dans bien d'autres articles. Celui intitulé « Qui sont les serial killers grenoblois ? » (n° 22, oct.-nov. 2013), en montrant le revers de la médaille, soit les dégâts sur l'emploi causés sur la nouvelle économie du numérique, est emblématique des prises de position du journal à propos des NTIC, du numérique et de ses acteurs :

Dans notre agglomération, des serial killers œuvrent quotidiennement pour détruire l'emploi. Ils sont connus, respectés, portés aux nues par les médias et les politiques. Opportunistes, ils ont saisi la vague Internet et du « e-commerce » pour monter leur business, sans se préoccuper du sort des gens qu'ils allaient couler. Leurs bénéfices sont aussi grands que les conséquences sociales de leurs actes. Ils s'appellent Spartoo, Photoweb ou Made in Design, ont choisi les créneaux de la chaussure, du tirage photo, ou du mobilier. Leur modèle ? Les vandales d'Amazon, qui ont fait fermer tant de librairies. Toutes les semaines ou presque, à cause d'eux, des commerçants de proximité mettent la clé sous la porte. Le sacrifice d'une vie, sans compter ses heures de travail, une passion patiemment entretenue, tout ça pour finalement baisser le rideau piteusement, coulé par une concurrence déloyale.

- 64 La même tonalité du discours se retrouve dans les articles abordant les sujets voisins, y compris ceux qui parlent de différentes facettes du technomythe de Grenoble, de sa création, de différentes manières dont il est entretenu et transmis. Le nombre d'articles consacrés à la critique des technologies et des technopoles, en particulier celle de Grenoble par ce petit journal hyperlocal, prouve déjà que la constance de son discours technophobe, souvent répétitif et redondant et que d'aucuns assimilent à une sorte de « harcèlement textuel » (Devriendt, 2011), n'est point un hasard. L'intuition du lecteur est confirmée lorsqu'au détour d'une phrase, il tombe sur une véritable profession de foi montrant que l'entreprise de la démystification a été bel et bien préméditée : « Pourquoi s'attaquer aux mythes ? Parce qu'ils ont pour fonction de rendre acceptable ce qui détruit nos vies. Et sans eux, c'est tout l'édifice qui s'effondre. » Ces deux phrases se trouvent dans l'article qui revient sur les origines industrielles du mythe grenoblois (n° 11, été 2011). Intitulé « Derrière le mythe grenoblois : un désert industriel », il renvoie lui-même à un texte⁸ semblable de Pièces et main d'œuvre, collectif critique connu⁹, rappelons-le, pour ses positions contre la technologie et les méfaits qu'elle engendre. La boucle semble donc être bouclée.

Penser global à partir du local...

- 65 En même temps, en partant d'une perspective circonscrite localement, des événements propres à l'agglomération grenobloise, on essaye de faire comprendre au lecteur que les événements qui surviennent localement ne concernent pas que la ville de Grenoble, que les problématiques qu'ils véhiculent sont beaucoup plus vastes, voire universelles :

Ne trouves-tu pas ça impressionnant, comment tout est maintenant « interconnecté » ? Comment, en partant d'un petit objet — le compteur électrique — on peut arriver à parler de nouveaux quartiers et de villes intelligentes, du monde d'après-demain. C'est aussi ça, la grande force de ces projets, de l'évolution du monde, du progrès : donner l'impression que tout cela est inéluctable, que de toute façon cela vient d'en haut, qu'on ne peut pas agir (art. « Smart attaque ! », n° 10, mai 2011).

Vous n'avez pas la tête de Big Brother (d'ailleurs a-t-il vraiment une tête ?) : votre visage est « cool », cheveux en bataille, barbe pas tout à fait rasée, style un peu hipster assez classique pour vos trente-quatre ans. Mais vos actes vont faciliter la tâche de tous les petits Big Brother du monde (art. « Allez-vous faire connecter ! », n° 31, été 2015).

... pour agir localement

- 66 Mais en tant que journal militant, *Le Postillon* ne se limite pas à éveiller les consciences. Il semble vouloir les secouer, faire sortir les individus de leur zone de confort et les inciter à agir, ne serait-ce qu'en refusant la « smart révolution ». On peut se demander à ce propos si une telle attitude relève du passéisme ou, au contraire, si elle est en avance sur son temps.

C'est vrai, mais comme on l'a vu dans ce texte, plein de promoteurs du Linky et de la smart révolution agissent dans ta ville, juste à côté de chez toi, dans des laboratoires ou des bureaux ombragés. Et alors ? Imagine : si tu étais hostile au monde-machine, si tu refusais l'invasion des capteurs et puces électroniques dans tous les pans de la vie sociale, si tu te croyais suffisamment « intelligent » pour ne pas avoir besoin d'objets qui s'affirment tels, tu pourrais te servir de cette proximité pour exprimer ton désaccord. Tu pourrais refuser de devenir un cobaye de la « ville intelligente » et faire connaître ce refus. Ce serait quand même plus intéressant que de râler contre « cette nouvelle saloperie » et de bougonner contre « les directives de Bruxelles », non ? (art. « Smart attaque ! », n° 10, mai 2011)

Conclusion

- 67 Adoptant un point de vue fortement marqué par un déterminisme technique, *Le Postillon* tente de déconstruire et de démystifier ces discours lénifiants de différents acteurs (entrepreneurs, industriels, pouvoirs publics) à propos des NTIC qui sont omniprésents dans les médias *mainstream* et dans l'espace public. En effet, le journal dénonce un immense « bluff technologique » (Ellul, *op. cit.*) qui se cache derrière les pseudo-inventions qui ont des conséquences bien au-delà de ce que peuvent imaginer leurs auteurs, ne servant qu'à accroître la domination et l'aliénation des individus par le progrès technique présenté comme inéluctable.
- 68 Existant en marge du champ médiatique local étant donné sa taille modeste et la modestie de ses moyens financiers (rappelons que ce bimestriel est essentiellement produit par des bénévoles), *Le Postillon* s'érige, tel David contre Goliath, en adversaire

absolu et résolu de la bien-pensance présumée des médias historiques de Grenoble, les mêmes que ce petit journal accuse de journalisme institutionnel et de connivence avec l'élite politique.

- 69 Certes, il ne faut pas surestimer la portée de la voix du *Postillon* dans la sphère publique : sa diffusion atteint à peine 4 500 exemplaires. Néanmoins, son enracinement dans le paysage médiatique grenoblois depuis près de dix ans est la preuve qu'un petit média basé sur une initiative citoyenne peut non seulement défier le conformisme ambiant dans la couverture de sujets fondamentalement locaux, mais aussi s'attaquer aux « prêt à penser » des enjeux globaux tels que les technologies numériques en les démantelant de sa propre perspective — très locale — de l'agglomération grenobloise.
- 70 En dénonçant l'effet néfaste des pratiques des nouveaux acteurs du numérique sur l'emploi local, en mettant en garde contre la surveillance généralisée devenue possible grâce aux NTIC, en raillant le snobisme des *startups* et de tous ceux qui ont adhéré à la religion du tout-digital, *Le Postillon*, petit journal hyperlocal, désenchante le mythe technophile. Il le fait, pour revenir à Barthes, en politisant à nouveau les réalités qu'il recouvre, en leur rendant toutes leurs dimensions (historique, sociopolitique, locale) effacées dans le processus de mythification. L'objectif de ce type de discours radicaux à propos des technologies s'explique, selon François Jarrige (2016), par la nécessité de rompre le consensus social mou qui les entoure et d'instaurer un dissensus sur les problématiques traitées habituellement par des experts en dehors des espaces délibératifs, et ce, pour les réinstaurer comme sujets de débat démocratique.
- 71 La démarche démystificatrice par rapport aux NTIC observée dans *Le Postillon* consiste d'abord à tourner en dérision les thèmes et des termes forts, souvent anglophones, présents dans les discours sur les NTIC tels que *start-up* ou *smart*. En insérant ces termes, qui, pour la plupart, éveillent chez les récepteurs des connotations positives liées au progrès, à la jeunesse, au dynamisme, au fait d'être « dans le coup » dans des narrations qui les ridiculisent ou qui racontent les conséquences néfastes très concrètes du développement des NTIC et de l'action de leurs acteurs à l'échelle hyperlocale, dans un territoire très restreint, le journal désacralise ce que les discours ambiants figent dans un récit mythologique foncièrement positif. Ce renversement carnavalesque de perspective est, par ailleurs, propre à la presse satirique. Le discours que cette presse utilise dans sa démarche démystificatrice mériterait néanmoins d'être étudié d'une manière plus systématique avec les outils de l'analyse du discours pour mieux mettre en lumière les procédés utilisés. C'est pourquoi les conclusions que nous pouvons tirer de notre étude de cas ne sauraient être que des remarques préliminaires dans l'étude de la fonction de démystification jouée par certains médias par rapport aux discours ou mythes sociaux dominants en circulation aujourd'hui, qu'il faudrait d'ailleurs commencer par mieux définir.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON, Benedict (2006/1983), *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Londres, Verso.
- BARTHES, Roland (1957), *Mythologies*, Paris, Éditions du Seuil.
- BERNARDY DE SIGOYER, Michel (1980), *La contre-information : un système d'expression. Le cas de Grenoble*. Thèse de doctorat sous la direction de Jean DESSAU, Grenoble, Université des sciences sociales de Grenoble.
- BONTE, Pierre et Michel IZARD (dir.) (2008), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- BOUMAZA, Nadir (1997), « Grenoble, un mythe urbain moderne », *Revue de géographie alpine*, 85(4) : 175-185. [En ligne]. <https://doi.org/10.3406/rga.1997.3943> www.persee.fr/doc/rga_0035-1121_1997_num_85_4_3943. Page consultée le 9 janvier 2020.
- BRETON, Philippe (2000), *Le culte de l'internet. Une menace pour le lien social ?*, Paris, La Découverte.
- CALVET, Louis-Jean (1973), *Roland Barthes : un regard politique sur le signe*, Paris, Payot.
- CARDON, Dominique et Fabien GRANJON (2013), « Des médias alternatifs aux médias participatifs », dans *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po, Coll. « Contester », p. 115-134. [En ligne]. <https://www-cairn-info.sid2nomade-2.grenet.fr/mediactivistes--9782724614312.htm>. Page consultée le 9 janvier 2020.
- COMAN, Mihai (2003), *Pour une anthropologie des médias*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- COMPIÈGNE, Isabelle (2007), *Internet : histoire, enjeux et perspectives critiques*, Paris, Ellipses Éditions Marketing.
- DE LA HAYE, Yves (1984), *Dissonances. Critique de la communication*, Grenoble, La pensée sauvage.
- DEVRIENDT, Arthur (2011), « Collectif Pièces et mains d'œuvre, Techno. Le son de la technopole », *Lectures, Les comptes rendus*. [En ligne]. <http://journals.openedition.org/lectures/5213>. Page consultée le 10 septembre 2019.
- DIBILLIO, Philippe et Georges LEPRINCE (1980), *L'aigle et la plume ou les péripéties de la presse quotidienne Rhône-Alpes*, Lyon, Fédérop.
- ELLUL, Jacques (2010/1988), *Le bluff technologique*, Paris, Librairie Arthème Fayard / Pluriel / Hachette.
- FLICHY, Patrice (2001), *L'imaginaire d'Internet*, Paris, La Découverte.
- FOUGIER, Eddy (2014), « L'altermondialisme, vingt ans après : la grande désillusion », *Revue internationale et stratégique*, 93 : 63-71. [En ligne]. <https://www-cairn-info.sid2nomade-2.grenet.fr/revue-internationale-et-strategie-2014-1-page-63.htm>. Page consultée le 9 janvier 2020.
- FOUGIER, Eddy (2019), « L'émergence d'une extrême gauche « hors les murs » », *Études*, 5 : 43-54. [En ligne]. <https://www-cairn-info.sid2nomade-2.grenet.fr/revue-etudes-2019-5-page-43.htm>. Page consultée le 9 janvier 2020.
- FRAPPAT, Pierre (1979), *Grenoble : le mythe blessé*, Paris, A. Moreau.
- GREGORY, Derek (1994), *Geographical Imaginations*, Oxford (UK), Blackwell.

HERMAN, Edward S. et Noam CHOMSKY (1994/1988), *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York, Pantheon.

HOLUBOWICZ, Maria (2012), « Be a journalist within the French regional press at the Web age. Example of the *Dauphiné Libéré* », #ISOJ, *The Official Research Journal of the International Symposium on Online Journalism*, 2(1) : 65-73. [En ligne]. https://www.iso-j.org/wp-content/uploads/2016/10/ISOJ_Journal_V2_N1_2012_Spring.pdf Page consultée le 9 janvier 2020.

JARRIGE, François (2016), *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte.

L'INSTANT M (2018), « Pourquoi les journalistes ont-ils tant de mal à enquêter au niveau local ? », 1^{er} mai, France Inter. [En ligne]. <https://www.franceinter.fr/emissions/l-instant-m/l-instant-m-01-mai-2018>. Page consultée le 30 mars 2020.

LE POSTILLON. [En ligne]. <https://www.lepostillon.org>. Page consultée le 30 mars 2020.

LEROSIER, Thomas (2016), *Itinéraires technopolitains : la formation d'un territoire scientifique et technologique (Grenoble 1950-2015)*. Thèse de doctorat en philosophie sous la direction de Sophie ROUX et de Dominique PESTRE, Grenoble, Université Grenoble Alpes.

METZGAR, Emily T., David D. KURPIUS et Karen M. ROWLEY (2011), « Defining hyperlocal media: Proposing a framework for discussion », *New Media and Society*, 13(5) : 772-785.

MIÈGE, Bernard (2007), *La société conquise par la communication. III. Les Tic entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

MORIN, Edgar (1969), *La rumeur d'Orléans*, Paris, Éditions du Seuil.

NOYER, Jacques et Bruno RAOUL (2011), « Le "travail territorial" des médias. Pour une approche conceptuelle et programmatique d'une notion », *Études de communication*, 37. [En ligne]. <http://edc.revues.org/2933>. Page consultée le 9 janvier 2020.

PAILLIART, Isabelle et Hélène ROMÉYER (2009), « Les débats publics autour des questions de sciences et de techniques et leur dimension communicationnelle », dans Isabelle PAILLIART et Hélène ROMÉYER (dir.), « Nouvelles formes de débats publics sur les sciences et les techniques : approches en SIC », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, [En ligne]. http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/pageshtml/art2009.html#dossier. Page consultée le 6 juin 2018.

PIÈCES ET MAIN D'OEUVRE. [En ligne]. <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>. Page consultée le 30 mars 2020.

REY, Alain (dir.) (1988), *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Dictionnaires Le Robert.

SADIN, Éric (2016), *La Siliconisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Paris, Éditions L'Échappée.

TUCHMAN, Gaye (1978), *Making News. A Study in the Construction of Reality*, New York, The Free Press.

NOTES

1. [En ligne]. <https://www.lepostillon.org>. Page consultée le 9 janvier 2020.

2. [En ligne]. <http://atlf.atilf.fr/tlfr3.htm>. Page consultée le 9 janvier 2020.

3. Pour les détails de la vision, proposée par différents auteurs, de la nouvelle société qui allait naître avec les réseaux socionumériques et grâce à eux, nous renvoyons le lecteur à l'ouvrage de Flichy déjà cité, mais aussi à celui d'Isabelle Compiègne (op. cit.).

4. [En ligne]. <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>. Page consultée le 9 janvier 2020.
 5. Selon Eddy Fougier (2014), l'altermondialisme n'est ni un mouvement, ni un courant de pensée, ni une idéologie ou doctrine, mais plutôt une sensibilité qui se caractérise par le rejet du système dominant néolibéral basé sur la recherche constante des profits et qui porte des aspirations d'un monde basé sur la coopération, le respect des besoins humains et de la nature ainsi que sur le respect des différences au détriment de l'homogénéisation culturelle.
 6. [En ligne]. <https://www.lepostillon.org/Le-Postillon.html>. Page consultée le 9 janvier 2020.
 7. Tim Burton est un réalisateur, scénariste et producteur de cinéma américain, né le 25 août 1958 à Burbank. Adepté du fantastique et influencé par Edgar Allan Poe, il est largement reconnu comme étant un bon conteur et graphiste. [En ligne]. https://fr.wikipedia.org/wiki/Tim_Burton. Page consultée le 9 janvier 2020.
 8. [En ligne]. http://www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=320. Page consultée le 9 janvier 2020.
 9. [En ligne]. <http://www.piecesetmaindoeuvre.com/>. Page consultée le 9 janvier 2020.
-

RÉSUMÉS

Les technologies dites « nouvelles » créent des imaginaires, suscitent des attitudes et des discours fortement teintés de déterminisme. Alors que les médias *mainstream* et traditionnels s'aligneraient plutôt sur la vision positive des nouvelles technologies de l'information et de la communication et du numérique, certains médias qualifiés d'alternatifs, vont à contre-courant en dénonçant les méfaits des nouvelles technologies et du « faux progrès ». C'est le cas du journal hyper local grenoblois *Le Postillon*, ce petit magazine satirique à sensibilité altermondialiste créé en 2009 pour couvrir l'actualité de la ville de Grenoble. Son étude amène une réflexion sur la relation entre les mythes sociaux modernes et les médias.

So-called new technologies create imaginary worlds and give rise to attitudes and discourse with a decidedly deterministic tone. While mainstream and traditional media largely prefer to see only the bright side of new digital and information and communication technologies, some “alternative” media outlets take another tack, railing against the misdeeds of new technology and denouncing “false progress.” The article looks at one such outlet, Grenoble’s ultralocal *Le Postillon*, a little satirical magazine with alterglobalist leanings founded in 2009 to cover Grenoble local news. This leads into a reflection on the relationship between modern social myths and the media.

Las llamadas “nuevas” tecnologías crean imaginarios, despiertan actitudes y expresiones con fuerte connotación impregnadas de determinismo. Mientras los medios de comunicación *mainstream* y tradicionales se estarían orientando más bien hacia la visión positiva de las nuevas tecnologías de la información y comunicación digital, algunos medios de comunicación calificados como alternativos, van en sentido contrario, denunciando los aspectos negativos de las nuevas tecnologías y del “falso progreso”. Es el caso del periódico hiperlocal de Grenoble *Le Postillon*, una revista satírica de corto alcance con una sensibilidad altermondialista creada en 2009 para cubrir la actualidad de la ciudad de Grenoble. Su estudio conduce a una reflexión sobre la relación entre los mitos sociales modernos y los medios de comunicación.

INDEX

Palabras claves : mito, tecnología, medios alternativos, sátira, Grenoble

Mots-clés : mythe, technologie, média alternatif, satire, Grenoble

Keywords : myth, technology, alternative media, satire, Grenoble

AUTEUR

MARIA HOLUBOWICZ

Maria Holubowicz est maître de conférences au Département des sciences de l'information et de la communication et chercheure au Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (GRESEC), Université Grenoble Alpes. Courriel : maria.holubowicz@univ-grenoble-alpes.fr

Médiatisation du croire

Invectives, police et économie morale dans les espaces de commentaires sur la loi relative au statut de la famille au Brésil

Ângela Cristina Salgueiro Marques, Jean-Luc Moriceau et
Bruno Menezes Andrade Guimarães

- 1 La médiatisation désigne l'intervention des médias dans les interactions entre individus, leurs effets au sein d'une institution donnée ainsi que dans la société en général (Braga, 2006 ; Fausto Neto, 2008 ; Ferreira, Braga et Gomes, 2010 ; Ferreira, 2010 ; Martino, 2012a et 2012b). Elle passe aujourd'hui notamment par les nouveaux médias, à l'image de Facebook, qui offrent des espaces de débat et d'expression d'opinions, influençant ainsi les modes de communication et les interactions. Ces conversations en ligne permises par les technologies numériques sont souvent pensées comme des outils renforçant de la démocratie. Des travaux comme ceux de Éric George (2002), Azi Lev-On et Bernard Manin (2006), Mathieu Chaput (2007), Marianne Doury et Michel Marcoccia (2007), Tamara Witschge (2008 et 2011) et Diana Mutz et Jeffrey Mondak (2006) montrent comment la dynamique d'échange d'arguments et de justification réciproque contribue à une meilleure compréhension ou à une résolution des problèmes moraux et de justice.
- 2 Cependant, il est intéressant d'examiner comment les acteurs s'emparent de ces espaces d'expression et de discussion lorsque les échanges interfèrent avec la religion ou les institutions religieuses. Les nouveaux médias peuvent alors participer de la diffusion d'un croire ou d'une opposition à celui-ci. Le cas du Brésil est particulièrement intéressant pour observer le retour d'un discours religieux dans les espaces d'échange de paroles horizontales ouverts par la médiatisation. Le pentecôtisme, déjà bien présent dans les radios et télévisions, a investi les réseaux sociaux pour promouvoir ses visions et ses demandes. Selon nous, un cas emblématique est celui de l'avalanche de commentaires en réaction à la publication dans une revue très populaire au Brésil d'un article annonçant l'approbation par la Chambre d'une loi sur le statut de la famille, loi promue par les députés évangéliques, qui précisait que la famille consistait en l'union d'un homme et d'une femme.
- 3 Nous étudierons certaines stratégies d'utilisation des espaces médiatiques en lien avec un discours religieux. Nous nous arrêterons notamment sur la façon dont une référence

au religieux est invoquée dans trois stratégies très prégnantes dans les échanges sur ces espaces médiatiques : le recours à l'invective (par opposition à l'écoute ou à l'échange d'arguments), une certaine police relative à ce qu'il faut croire et des cadrages normatifs valorisant certaines manières de vivre par rapport à d'autres.

- 4 Contrairement à certains espoirs de produire un supplément de démocratie et de tolérance, les nouvelles formes de médiatisation que constituent les espaces de commentaires en ligne par les lecteurs, notamment sur des thèmes liés à la religion, ne semblent pas constituer un espace public de confrontation de paroles pour plus d'échange et d'intercompréhension. Dans le cas étudié, ils apparaîtront plutôt comme un nouvel espace de lutte, comme un lieu où s'opposent des croyances. En lieu et place d'un échange d'arguments, d'une volonté de comprendre l'autre ou un effort de compréhension d'une question commune, ce que nous avons observé sont des actions pour renforcer le croire et pour faire croire.
- 5 Les interlocuteurs semblent mus par des valeurs et des affects, des préoccupations ou de l'indifférence, de l'empathie ou de l'indignation, produisant une économie morale qui entraîne des évaluations et des jugements éthiques liés à l'application de la loi et à la justice sociale. L'incivilité est une attitude constante qui peut saper les possibilités de communication démocratique ou révéler des formes cachées d'appréciation et de dépréciation des modes de vie et des existences (Oliveira, Sarmento et Mendonça, 2014, Mendonça et Amaral, 2016). Ce sont moins des arguments que des cadrages évaluatifs qui s'échangent ou plutôt qui s'opposent et s'imposent.
- 6 Alors que ces espaces d'expression pourraient constituer des scènes de prise de parole pour ceux qui n'ont pas de voix, nous y voyons plutôt une arène pour empêcher d'autres paroles. Par la participation à ces commentaires, il s'agit à la fois de renforcer sa propre croyance (se persuader soi-même), de renforcer la communauté des croyants au même et de tenter de propager la croyance vers l'extérieur. Nous y voyons une volonté d'occuper l'espace, d'occuper tout l'espace, de monopoliser la parole et de disqualifier les autres paroles. Dans le vocabulaire de Jacques Rancière (1995), les commentaires agissent comme une police qui veille à empêcher un changement dans le partage du sensible, à empêcher la politique.
- 7 Bien entendu, notre but n'est pas de proposer des affirmations générales, mais de mettre en évidence certaines tendances des aspects contemporains de la médiatisation en lien avec la place du religieux dans les espaces publics. Pour cela, nous rappellerons d'abord certains traits fondamentaux du concept de médiatisation, puis nous présenterons la place particulière du conservatisme chrétien et notamment du FPE au Brésil, État laïque, ainsi que le contexte de la loi sur la famille adoptée en 2015. Nous présenterons ensuite notre mode d'analyse des commentaires, étudierons les stratégies visibles dans quelques commentaires sélectionnés, avant de les interpréter sous l'angle de l'invective, de la police et du cadrage évaluatif.

Médiatisation : médias, interactions et politique

- 8 Le concept de médiatisation n'est pas figé. Sa signification est controversée et ses effets sont multiformes. Institution indépendante au cœur de la société et de la culture, les médias s'interposent et concurrencent d'autres institutions culturelles et sociales dans l'influence des interactions dans la société. Stig Hjarvard (2012), par exemple, observe la manière dont les institutions sociales et les processus culturels ont changé de

caractère, de fonction et de structure en réponse à la présence des médias, de leurs rationalités et de leurs logiques langagières.

- 9 La médiatisation élargit les possibilités d'interaction dans les espaces virtuels. Les médias interviennent dans l'interaction entre individus et dans leurs effets à l'intérieur d'une institution donnée et de la société en général (Braga, *op. cit.* ; Fausto Neto, *op. cit.* ; Ferreira, Braga et Gomes, *op. cit.* ; Ferreira, *op. cit.* ; Martino, 2012a et 2012b). Plutôt que d'observer une intervention médiatique sur les interactions, il est préférable de voir comment les processus de médiatisation peuvent reconfigurer les interactions : ils offrent de nouvelles modalités d'échange, de nouvelles configurations des scènes performatives, des situations et des épisodes d'interaction dans lesquels l'interpellation réciproque ainsi que l'expression individuelle et collective sont établies.
- 10 Ainsi intégrée dans une société et en fonction des disponibilités technologiques, la médiatisation est toujours pour partie territorialisée. Il nous semble de ce fait intéressant de commencer par présenter l'approche de la médiatisation au Brésil, lieu de notre enquête, et nous verrons qu'elle rejoint sur certains points d'autres approches.
- 11 Le début des années 2000 marque un changement d'orientation de la recherche en communication au Brésil avec la consolidation d'Internet, des réseaux sociaux numériques et de la construction d'un cadre théorique sur le cyberspace ou les environnements numériques. Les nouveaux rapports avec les médias, leurs logiques et lexiques d'action, invitent là comme ailleurs à approfondir la réflexion sur le processus de médiatisation et à tenter d'élaborer le concept et d'en faire un champ de recherche.
- 12 Fortement présent dans la recherche brésilienne, le concept de médiatisation est compris comme un processus à long terme selon lequel les institutions sociales et culturelles ainsi que les modes d'interaction entre individus sont altérés du fait de l'influence croissante des moyens de communication. José Luiz Braga (*op. cit.*) se réfère à ce terme pour désigner les influences des médias dans la société et analyser comment l'interaction entre les médias et les institutions devient de plus en plus un processus interactif de référence. Pour lui, les médias occupent une place qui, sans les déterminer, façonne d'une certaine manière les interactions entre personnes.
- 13 Antônio Fausto Neto (*op. cit.*) affirme que la médiatisation ne consiste pas seulement à reconnaître le rôle central des médias dans l'organisation des processus interactionnels. Selon lui, la constitution et le fonctionnement de la société sont traversés par des présupposés et par une logique que l'on pourrait appeler « culture médiatique ». Au sein de cette culture, les médias ont tendance à s'interpeller les uns les autres dans un processus d'autoréférencement qui crée légitimité et intelligibilité sociales. Ce processus est traversé par diverses forces distinctes, c'est-à-dire qu'il est interprétatif et polysémique.
- 14 Nous fondant sur ces auteurs, nous ne proposons pas un concept de médiatisation médiacentrique. Il concerne plutôt un élargissement des possibilités d'interaction dans les espaces virtuels. Pour nous, plus qu'une intervention des médias sur les interactions, quelque chose de l'extérieur vers l'intérieur donc, les processus de médiatisation sont en mesure de reconfigurer l'interaction elle-même, de l'intérieur vers l'extérieur. Ils offrent de nouvelles modalités et possibilités d'échange des scènes, des situations et des épisodes d'interaction par lesquels s'établissent une interpellation réciproque ainsi qu'une expression individuelle et collective.

- 15 Cette approche rejoint certaines conceptualisations élaborées dans d'autres contextes, notamment en ce qui a trait à la conversation civique en ligne. Mathieu Chaput (*op. cit.*), Laurence Monnoyer-Smith (2007) et Éric George (*op. cit.*) ont montré que la médiatisation joue un rôle très important dans la création de cadres de référence partagés, cadres que les individus utilisent pour comprendre les questions-clés qui les concernent. Ces auteurs soutiennent que les conversations civiques en ligne offrent l'occasion d'échanger des expériences de façon à mieux comprendre les raisons qui soutiennent les points de vue des interlocuteurs. Peter Dahlgren (2005), Bohman (2004) et Miège (2010) soulignent que la médiation rendue possible par Internet décentralise la sphère publique, car les espaces conversationnels de ce réseau abritent plusieurs publics au lieu d'une sphère publique unifiée et universelle. Toutefois, les conversations peuvent autant aider que détruire les valeurs démocratiques et civiques. Parmi nos interactions communicatives, toutes ne sont pas orientées vers l'intercompréhension ou la socialité, la discussion de thèmes politiques ou la promotion d'objectifs démocratiques. Certains auteurs (Suraud, 2007 ; Dahlgren, 2005 ; Lev-On et Manin, *op. cit.*) affirment que les conflits discursifs dans les espaces publics en ligne sont habituellement marqués par des incivilités exprimant des cadres de dévalorisation, des cadrages interprétatifs méprisants et un déni de reconnaissance (dans certains cas, il est possible de voir des éléments de harcèlement moral et psychologique). L'incivilité peut empêcher les échanges argumentatifs (la dépréciation et l'attaque de la figure de l'interlocuteur, ce qui conduit à son outrage) ou les encourager lorsque l'antagonisme entre les positions incite à mieux justifier ses points de vue face à leurs délégitimations, discrédits et mises en question.
- 16 Dans la médiatisation contemporaine, les nouveaux médias tels que Facebook se transforment en espaces de débat et de diffusion d'opinions sur les actions de diverses institutions. Mais il s'agit plutôt d'espaces asymétriques de conflit et de jeux de pouvoir dans lesquels une forte polarisation sépare les vies, les êtres, les croyances et les énoncés de façon antagoniste. Les discours sociaux (juridique, scientifique, religieux, entre autres) dans les échanges numériques délimitent toujours des lieux de production du sens autant pour les individus que pour les institutions. En se référant constamment les uns aux autres, les discours construisent des cadres interprétatifs qui nous donnent à voir les interstices, les distances et les vides qui caractérisent les relations entre les discours et entre les sujets. Ils sont révélateurs de disputes de pouvoir.

Religion, politique et médias au Brésil

- 17 Parmi les institutions les plus exposées aux processus de médiatisation se trouve la religion, avec la numérisation de certaines de ses actions politiques. Le Brésil est un pays constitutionnellement laïque, ce qui devrait en théorie éliminer les croyances et intérêts religieux de la vie politique publique (Montero, 2013). Cependant, la laïcité brésilienne s'est construite sur des conflits et des ambiguïtés quant à l'influence de l'Église dans la vie publique. Ainsi, dès le début du régime républicain, l'Église légalement « perdit ses pouvoirs civils, mais le catholicisme resta la matière première de la construction de la nationalité, contestant le positivisme [...], mais régnant de manière presque absolue au cœur des classes populaires » (*ibid.* : 22). En d'autres termes, la religion chrétienne et la Bible ont maintenu (et maintiennent) une part importante de l'imaginaire national et fournissent une base éthique et morale à la vie

publique dans un pays qui pourtant, depuis la déclaration de sa laïcité, serait « assez fort pour produire une doctrine politique qui considérerait comme illégitimes l'activité politique de l'Église et ses manifestations dans l'espace public » (*ibid.* : 23).

- 18 Au Brésil, la deuxième décennie des années 2000 est marquée par une évolution des modes de participation du segment chrétien évangélique. La croissance du nombre de parlementaires liés directement ou indirectement aux églises évangéliques à majorité pentecôtiste et néo-pentecôtiste s'est produite avec l'aide des médias et d'une dynamique active de conquête de l'espace public, de croyants et, bien sûr, de votes, en utilisant les médias (Cunha, *op. cit.*). Cet activisme politique évangélique dans les médias coïncide avec la période de renforcement d'un groupe évangélique entre 2002 et 2004 et la création du Front parlementaire évangélique (FPE¹), en 2003, avec un fort soutien des groupes conservateurs. Appelé de manière informelle « banc évangélique », ce groupe est organisé par des membres du Congrès liés à différentes églises évangéliques pentecôtistes et néo-pentecôtistes qui agissent ensemble pour approuver ou rejeter les lois relatives à la religion et pour lancer des discussions au Parlement autour de leurs revendications conservatrices (Prandi et Santos, 2016 : 187). Lors des dernières élections ont été élus 199 députés et 5 sénateurs adhérents au FPE, qui est aujourd'hui le deuxième plus grand parti du pays. Selon Christina Vital et Paulo Victor Leite Lopes, « la participation du champ religieux à la vie politique n'est pas un phénomène nouveau, mais il est certain que la visibilité et l'influence des dirigeants ont rendu ces acteurs pertinents pour l'analyse du contemporain » (2013 : 9). Les actions du FPE et les médias en général font prendre conscience que la religion continue d'occuper l'espace public, de créer des croyances, de produire des valeurs et de revendiquer une place dans l'élaboration de propositions politiques (Duarte, 2012).
- 19 Les sources ne sont pas seulement brésiliennes. Le conservatisme chrétien avait connu un essor dans les années 1980 aux États-Unis. Des groupes organisés s'y engageaient dans des campagnes et du militantisme pour s'opposer à l'avortement, aux droits des LGBT², aux « menaces » contre la laïcité, à l'enseignement de l'évolutionnisme dans les écoles, entre autres. Cette vague conservatrice s'inquiète du fait que la modernité assouplit les valeurs chrétiennes et menace la solidité des structures de la société. Selon Boaventura de Sousa Santos (2014) et David Harrington Watt (2017), de tels mouvements réclament une législation spécifique pour la protection de la famille selon laquelle l'autorité des hommes serait respectée et le statu quo traditionnel entre mari et femme, maintenu.
- 20 Au Brésil, le pentecôtisme bien présent à la radio et à la télévision a reflété l'approche nord-américaine. À l'opposé d'un retrait traditionnel et d'un refus de s'impliquer dans la « culture mondiale », le pentecôtisme assume un rôle « pro-culture », introduisant ses revendications dans les programmes publics et politiques. Magali do Nascimento Cunha (2017) affirme qu'il fait partie des groupes conservateurs rendus plus visibles sur la scène politique après le début du XXI^e siècle. Le mouvement religieux conservateur au Brésil a trouvé dans les environnements numériques un espace privilégié. Le développement des médias de communication et l'arrivée d'Internet public au début de l'année 2000 ont offert une possibilité d'extension des voies et des espaces de visibilité promouvant les discours religieux conservateurs. Comme l'affirme Stuart Hoover (2012), les médias élargissent l'audience à des milliards de personnes et ont tendance à renforcer le caractère performatif de l'acteur politique. Leur action est orientée vers la

défense de la famille traditionnelle, un noyau formé par l'union hétérosexuelle d'un homme, d'une femme et de descendants (Cunha, *op. cit.*).

- 21 Il est important de souligner que les actions menées par des membres du FPE autour du thème de la famille, par exemple, se propagent à travers des moyens de communication. Différents groupes s'approprient ces actions dans les réseaux sociaux numériques, où les thèmes politiques sont souvent discutés de manière informelle. Ces actions, comme nous allons le montrer, peuvent activer une série de discours (sous forme de commentaires) capables d'agir sur les interactions et d'avoir un effet sur le terrain politique et religieux.

Statut de la Famille (PL 6583)

- 22 Parmi les projets de loi proposés par les députés du FPE, l'un des plus récents et des plus retentissants sur les réseaux sociaux est le projet de loi 6583 intitulé « Statut de la Famille ». Ce projet a été écrit par le député Anderson Ferreira dans le but de fixer des règles plus claires pour régir les droits de la famille brésilienne et définir les lignes directrices des politiques publiques visant à valoriser l'entité familiale. Il définit le concept de famille comme « le noyau social formé par l'union d'un homme et d'une femme, par le mariage ou l'union stable, ou encore par une communauté créée par l'un des parents et leurs descendants » (en référence à des articles originaux).
- 23 Il est important de noter que la Constitution fédérale de 1988 contient déjà une définition de la famille. On lit ainsi dans l'article 226 de la Constitution, chapitre VII, « § 3 reconnaît une union stable entre un homme et une femme et la loi doit faciliter leur conversion en mariage » ainsi que « § 4 en tant qu'entité familiale, la communauté formée par l'un des parents et leurs descendants ». Cependant, en 2011, la Cour suprême fédérale (CSF) a reconnu qu'un couple de même sexe peut également s'unir légalement et obtenir les mêmes droits qu'un couple hétérosexuel. Les ministres de la CSF ont pour fonction d'interpréter des questions juridiques plus complexes. La fonction des députés fédéraux est de proposer des lois qui, si elles sont approuvées, remettront en cause les actions de la CSF dans un combat politique. En redéfinissant la constitution d'une famille, le projet de loi porte ainsi atteinte aux droits déjà acquis par les LGBT, en plus de fournir une série d'actes d'évaluation hétéronormative de la famille.
- 24 La version définitive du texte du Statut de la Famille a été approuvée le 24 septembre 2015. À cette date, une série de sites journalistiques soulignaient la question, chacun à sa manière. Notre hypothèse est que le processus de médiatisation offre de nouvelles voies pour que les actions des parlementaires du FPE autour du thème de la famille soient transmises par des moyens de communication, en particulier par les réseaux numériques, et adoptées par différents publics. Sont activés une série de discours sous forme de commentaires sur les sites Web, avec des effets dans les domaines politiques et religieux. Les sujets en discussion à la Chambre des députés sont relayés dans des environnements virtuels. La politique passe ainsi par un processus de médiatisation produisant du débat public dans des environnements en ligne en vue d'une appropriation à grande échelle de ses lignes directrices, de son comportement et de ses valeurs, comme nous le verrons.

- 25 Dans la suite de ce texte, nous analyserons un ensemble de commentaires en réaction à un article relatant l'approbation du Statut de la Famille dans la page officielle du magazine *Época*³.

Méthode et présentation du cas

- 26 Les discussions en ligne sur le discours et les actions du FPE à propos du vote du Statut de la Famille sont riches en conflits, dissensus, formes d'expression personnelle et d'expression collective qui nous aident à comprendre les voies d'un débat qui se construit dans les échanges. Elles permettent en plus d'identifier les croyances, valeurs et cadres à partir desquels les interlocuteurs exposent et négocient les significations.
- 27 Notre objectif est de voir comment des opérations de cadrage menées par différents groupes en dispute à propos du sens à attribuer au concept de famille peuvent donner lieu à l'expression de l'intolérance et de la haine, en plus de contribuer au renforcement de valeurs et croyances méprisantes, qui rendent impossible le dialogue dans les espaces de communication du réseau numérique. Nous avons privilégié les commentaires qui laissaient apparaître la justification des prémisses qui soutiennent les arguments des interlocuteurs.
- 28 Notre analyse est basée sur les commentaires publiés sur Facebook à propos du discours et des actions du FPE lors du vote du Statut de la Famille. L'objectif est d'analyser la manière dont les déclarations et les messages d'acteurs politiques liés au FPE sur des questions morales s'adressent aux différents interlocuteurs : configurant les débats, générant conflits, antagonismes et négociations, exprimant des opinions. Ont été recueillis 2 187 commentaires publiés à propos du texte journalistique « La Chambre approuve le statut de la famille sans prendre en compte les relations homosexuelles » (paru en 2015 sur le site officiel du magazine *Época*). C'est celui qui a reçu le plus grand nombre de « likes » et de commentaires le jour de l'approbation du texte. De plus, ce texte fournissait l'occasion de suivre une dispute morale très polarisée autour de la question LGBT.
- 29 La première étape a consisté à collecter tous les commentaires publiés par le magazine *Época* et diffusés sur Facebook. Ces commentaires ont été sélectionnés au moyen du programme OpSocial, disponible en ligne, qui assemble chronologiquement les commentaires dans un tableau et qui les répartit en « commentaires » et « réponses aux commentaires ». Il fournit des données telles que la date, l'heure et un lien vers le profil de l'auteur du texte. Le média Facebook impose en effet une structure aux interactions, et il fallait suivre les commentaires, réponses et commentaires isolés. La deuxième étape a été l'extraction à l'aide du logiciel NVivo, qui nous fournit la liste des mots les plus ciblés par les commentaires. Nous avons ainsi obtenu les termes et expressions les plus problématiques pour les utilisateurs. L'étape suivante, avant l'analyse, consiste à exclure, toujours au moyen du logiciel NVivo, les commentaires non couverts par les termes et expressions les plus problématiques. Par conséquent, nous avons concrètement, pour la lecture et l'analyse individuelle, un ensemble de commentaires qui portaient des voix en désaccord dans le but de (dés-)stabiliser les discours prédominants du FPE.
- 30 Nous avons essayé d'examiner comment les interlocuteurs cherchaient à définir les termes permettant de traiter le problème ; comment ils comprenaient les principales

nuances de la question ; la manière selon laquelle les points de vue accessibles au public étaient appropriés et contestés ; les prémisses qui soutenaient les points de vue en conférant une dimension éthique et morale.

- 31 Pour mieux organiser et présenter nos réflexions, nous avons défini trois axes analytiques principaux, soulignant leurs relations avec des paramètres d'évaluation éthiques et moraux. Nous reprenons la grille élaborée dans une publication précédente (Marques, Moriceau et Guimarães, 2017).

Tableau 1. Paramètres d'analyse

Axe d'analyse	Définition	Aspects éthiques	Aspects moraux
Positionnement des interlocuteurs par des marqueurs d'identité	Les interlocuteurs cherchent à identifier des moyens d'aborder le problème à partir d'indices liés aux frontières entre « nous » et « eux ». Présence d'une « politique d'identité ». Difficulté de constater le respect mutuel.	Production d'arguments et de points de vue visant à renforcer les identités socialement construites (celles qui fixent les acteurs dans des positions figées) et tendance à évaluer le problème du seul point de vue du groupe.	Difficulté à négocier et à atteindre un horizon moral commun servant de paramètre collectif de justice sociale pour l'évaluation critique ouverte, respectueuse et collective du problème. Pas de cadres d'interprétation partagés.
Explicitation des hypothèses qui soutiennent les arguments échangés	Les interlocuteurs essaient de fournir des justifications pour ancrer leurs considérations devant ceux qui ne sont pas d'accord avec eux. Regroupement et polarisation de raisons et de croyances non négociables.	Chaque intervenant formule et offre ses raisons aux autres, ce qui peut être fait de manière ironique, agressive ou respectueuse. Étude des modes de prise en compte de la différence présents dans l'appréciation ou la dépréciation de l'opinion d'autrui.	Élément de réflexivité nécessaire à la production de la justice : ouverture des interlocuteurs à l'accueil, l'écoute et la prise en compte du discours des autres, aboutissant à la reconfiguration de leur propre mode de penser face aux défis qui se posent à leur façon de voir et d'agir dans le monde.
Négociation des paramètres de la justice	Oscillations entre ce qui est juste et bon pour les sujets et les groupes et ce qui peut être juste et bon pour la communauté. Difficulté de « se mettre à la place de l'autre »	Personnalisation et individualisation des paramètres définissant les conceptions de la justice. Tendance à associer la justice à une punition établie par des critères subjectifs.	Connaissance des lois qui établissent des paramètres égaux d'expression et de protection des libertés individuelles, mais difficulté à les appliquer. Prédominance des moralismes.

Source : Grille élaborée dans une publication précédente (Marques, Moriceau et Guimarães, 2017)

Résultats

- 32 Si la médiatisation offre de nouveaux espaces d'échange et de discussion, il faut noter que le commentaire sur les nouveaux médias est une forme bien spécifique de prise de parole. À l'interface entre la politique et la religion, y naissent des énoncés et des discours qui n'ont pas ou peu lieu dans les conversations communes ni dans des dispositifs classiques de délibération et de résolution de conflits. Les commentaires constituent des échanges entre personnes qui ont peu de liens entre elles. La relation ne dépasse pas la lecture des commentaires et le lien vers la page Facebook. Ces liens faibles sont propices aux affrontements linguistiques, surtout lorsque le thème en question tourne autour des moralités et des modes de vie religieux. Les commentaires sont ainsi quasi sans interlocuteurs, sans échanges, ils font référence à un univers de significations et de sens implicites et s'adressent à des groupes d'utilisateurs du réseau (Marques et Guimarães, 2018). Ils sont ainsi produits avec des objectifs stratégiques,

agençant des références et du sens, pour imposer des significations spécifiques sur ce qu'est la famille et ce qu'elle n'est pas.

- 33 Les commentaires étant nombreux et variés, différentes interprétations étaient possibles. Comme notre analyse a notamment suivi les trois niveaux du tableau 1, la discussion les suivra en proposant 1) que le positionnement est extrêmement polarisé entre deux groupes définissant un « eux » et un « nous », positionnement renforcé par les invectives et discours de haine rendant difficiles la reconnaissance et la participation politiques ; 2) que l'explicitation des hypothèses soutenant les arguments montre que ceux-ci reposent sur la croyance et fonctionnent ainsi comme police (l'opposé de la politique pour Rancière) ; 3) que les paramètres de justice sont difficilement négociables du fait d'une économie morale évaluant les façons de vivre.

34 Invectives

Vitória da família, vocês nos representam. Família sempre foi e sempre será definida por homem e mulher, passando disso é procedência maligna. [commentaire 1]⁴

Parabéns. A família brasileira. Sou filho de uma mulher e um homem. Essa é a realidade. O resto é só desvio de comportamento. [commentaire 2]⁵

- 35 Si ces premiers commentaires semblent simplement exprimer une approbation, ils reposent sur une double stratégie : l'affirmation d'une vérité éternelle (« toujours », « c'est la réalité ») et la dévalorisation, ou l'insulte à l'égard de tout autre point de vue. Ils sont l'affirmation d'une conquête du territoire et représentent une intimidation contre les futurs commentaires. On y trouvera souvent associés des marqueurs linguistiques péjoratifs et comparatifs, qui selon Marie-Anne Paveau (2013) permettent de renforcer sa position dans le débat. Or cela encourage les autres personnes à faire de même, d'autant plus que l'algorithme de Facebook considère davantage les commentaires avec le plus de « likes » et de vues.

- 36 Les commentaires sont ainsi extrêmement polarisés. Ils séparent un « nous » et un « eux ». Il n'y a presque pas de commentaires nuancés ou accueillants à l'égard d'une autre opinion. Ils s'inscrivent dans une généralisation hyperbolique classant les chrétiens comme fondamentalistes et la population LGBT comme immorale. Les arguments sont construits sur des croyances, des valeurs et des normes partagées par des groupes spécifiques (religieux d'un côté et LGBT de l'autre) qui ne sont pas négociés, mais généralisés et réaffirmés dans un discours de haine sous le masque de la liberté d'expression. Les discours de haine sont souvent incisifs avec une volonté de heurter. Judith Butler (1997) a montré comment de tels discours travaillent les cibles de ces discours, influençant la construction de leurs identités.

- 37 Ce qui est dénié à l'autre, c'est toute possibilité de reconnaissance. La reconnaissance sociale demande en effet de reconnaître en son interlocuteur un individu moralement capable de formuler des arguments, de soutenir un point de vue, d'argumenter et d'interpeller les autres (Honneth, 2005, 2006, 2008) ou encore « la possibilité d'exister dans un univers de parole et d'action, de compter pour autrui et de contribuer à la pratique collective » (Voirol, 2005 : 117). Le déni de reconnaissance est un obstacle majeur à la constitution de l'autonomie politique des individus. L'invective n'est pas seulement une façon rude d'exprimer une opinion : elle dénie à l'autre la capacité d'avoir une opinion, par suite d'avoir part à la politique.

Quanta estupidez em achar que família significa homem e mulher. Família é amor e dedicação na criação do filho. Seja de sangue, seja adotivo. O Mais importante é o amor. Viva as Diferenças e acima de tudo o amor. [commentaire 3]⁶

Agora os defensores lgbt dirão que é homofobia, família é a base de tudo, família projeto de Deus, e só. [commentaire 4]⁷
 Conceito de família desde a criação do mundo: foi homem, mulher e sua prole. Então quando dois do mesmo sexo conseguirem procriar, pensamos talvez em mudar o conceito! [commentaire 5]⁸

- 38 L'espace libre, ouvert et public de commentaires favorise l'affirmation de ses convictions sans réserve, car il se forme entre des liens faibles, surgissant dans la « chaleur » du moment et pouvant être oubliés. Ce qui circule est souvent moins des réflexions et débats que des affects. Lorsqu'une parole est contredite ou reçoit des demandes de justification, le fondement qui l'étaye apparaît rapidement.
- 39 Dans les commentaires étudiés, le contre-discours LGBT est minoritaire. Lorsqu'il rend apparentes les prémisses sur lesquelles il repose, il essaie de déplacer le débat. Par exemple, dans le commentaire 3, l'élément central définissant la famille est déplacé de l'homme et de la femme vers la centralité constitutive à l'amour. Il y a famille s'il y a amour, ce qui rend possibles différentes configurations familiales. Rancière (2018) appelle la prise de parole par ceux qui n'ont pas de voix, à qui l'on dénie la part à la parole, constitution d'une scène. La politique est pour Rancière (1995) justement la prise de parole par ceux dont le partage courant du sensible ne considère pas la voix comme légitime.
- 40 Mais ces tentatives de prise de parole sont délégitimées, et ainsi empêchées, par des commentaires à l'image du commentaire 4 ou 5. La communauté LGBT pourra parler, crier à l'homophobie, cette voix n'aura pas d'importance, car il revient à Dieu de définir ce qu'est la famille. La prémisses est un acte de foi. On oppose à toute parole autre un croire, et un croire sûr de lui-même. Un autre argument repose sur la biologie : un couple homosexuel ne peut, à lui seul, se reproduire, donc ne pourrait constituer une famille. Ces paroles sont des sentences, qui ne souffrent pas d'argumentation. Leur rôle est de policer, au sens de Rancière : autrement dit d'empêcher toute prise de parole, éviter qu'une « scène » puisse être constituée, menaçant le « partage instauré du sensible ». Le commentaire, dans sa formulation autoritaire, bâillonne le consensus.
- 41 Il faut rappeler que l'algorithme de la plateforme met en avant les commentaires qui reçoivent le plus de « likes ». Il favorise donc le discours majoritaire et participe à la difficulté de créer une scène de parole alternative.

Évaluation morale des modes de vie

- 42 Cependant, il ne faut pas perdre de vue que ce qui est en jeu n'est pas d'avoir raison ou tort, ce sont des modes de vie. La possibilité ou non de donner à sa vie, à sa famille, une certaine forme. Aux côtés de la justification de l'argument, des évaluations morales sont à l'œuvre. Le rôle de la « police » est justement d'éviter qu'un débat sur la « vie bonne » ait possiblement lieu. Les commentaires tentent de le désarmer à la base. Car, comme le souligne Jürgen Habermas :

[...] généralement il faut parcourir un long chemin, s'engager de façon décisive dans des mises en scène capables d'influencer l'opinion publique, avant que ces sujets, perçus initialement comme des sujets privés, arrivent à avoir le statut de thèmes politiquement reconnus et avant que les besoins des personnes concernées puissent s'articuler de façon suffisante, ayant comme *background* les différents interprétations et points de vue sur ce qu'est la vie bonne (*good life*) (1997 : 41).

Ridículo, isso que dá colocar a bíblia na constituição, essa bancada religiosa ridícula, que atrasa o país, mas estou de boa, OS DIREITOS LGBTs É UM CAMINHO SEM VOLTA. [commentaire 6]⁹

- 43 « Je suis quelqu'un de bien » se réfère à un mode de vie digne, et le chemin sans retour peut être éclairé par le long chemin dont parle Habermas. À cette revendication d'une vie bonne est opposée une évaluation normative. On oppose la norme de la famille, et cette norme vient de la Bible.

Padrão de Família é pai e mãe néh? Alguém pode recuperar na biblia a concepção de Jesus por gentileza? Obrigado... de nada! [commentaire 7]¹⁰

- 44 Nous trouvons toutefois un aspect surprenant dans beaucoup de commentaires. Il est affirmé que ce qui est en jeu n'est pas que certains vivent d'une manière ou d'une autre, mais que l'affaire engage tout le pays.

Em meio a tantas desgraças uma notícia boa para o Brasil e para as famílias. [commentaire 8]¹¹

São ignorantes... Não sabem o que é amor. O que é família... Realmente estamos em um planeta com muitos seres primitivos... Tenho vergonha do ser humano. Vergonha do meu país!!! [commentaire 9]¹²

- 45 Le présupposé est que les modes de vie sont affaire d'État, qu'ils font part de la biopolitique, ce que Didier Fassin (2010) appelle l'« économie morale ». Selon lui, le gouvernement des humains a pour fondement « les pratiques d'évaluation morale et éthique qui s'exercent, de manière souvent plus subreptice mais aussi plus décisive, sur les vies : il s'agit de juger les existences et d'apprécier ce qu'elles valent » (*ibid.* : 106). Des normes sont édictées par l'État dans les politiques publiques. C'est en ce nom qu'il reviendrait à l'État de légiférer sur la famille. Dans le commentaire 8, les malheurs désignent certainement la crise économique et politique que traverse le pays, à laquelle s'ajouterait une crise morale. Il revient à l'État d'être autoritaire, d'imposer des modes de vie, de définir ce que doit être la famille, car il en va du pays.

- 46 Par la forme présente de médiatisation, les commentaires, produits par une croyance religieuse et s'appuyant sur celle-ci, nous ont ainsi paru agir à l'échelle individuelle, par des invectives et des discours de haine adressés à ceux qui osent exprimer une voix discordante, à l'échelle du groupe « policant » les prises de parole alternatives, ainsi qu'à l'échelle étatique, au nom d'une évaluation morale, réclamant une politique autoritaire normant les modes de vie. En méprisant le différent et les visages se révèlent et s'approfondissent les préjugés et les stéréotypes dans des discours circulant dans les nouveaux médias, où s'agencent fondamentalismes religieux homophobes, conservatismes xénophobes et philosophies de la droite radicale.

Conclusion

- 47 Sur des sujets en lien avec la religion, les nouvelles formes de médiatisation que constituent les espaces de commentaires en ligne ne constituent pas un espace public de confrontation de parole pour plus d'échange et d'intercompréhension. Les espaces de commentaires sont des espaces orientés vers la croyance : il s'agit de renforcer son croire, de montrer son croire et de tenter de faire croire. Nous y avons découvert un espace de lutte, où le dialogue est souvent remplacé par une imposition de croyances, où la référence à Dieu tient lieu d'argument. Nous sommes bien loin de l'agir communicationnel théorisé par Habermas. La médiatisation n'est pas une médiation.

Au contraire, elle amplifie les oppositions. Les technologies de communication peuvent potentiellement se tourner en technologies du croire.

- 48 L'étude nous invite à considérer non seulement le contenu des discours dans les échanges en ligne, mais aussi les modes d'interaction entre les interlocuteurs. Les interactions observées englobent une multitude de modes d'interpellation, allant de la quête équilibrée d'une compréhension réciproque à la défense solitaire de points de vue fondés sur la haine (sans écoute ni parité), en passant par la célébration de ceux qui se reconnaissent comme un « groupe restreint » et porteur de la vérité. Dans le cas de la discussion du Statut de la Famille menée par le FPE, les insultes et les blessures sont une menace à la réciprocité et à la civilité dans la discussion, régie par des règles et des paramètres éthiques. De plus, les commentaires coexistent (parfois dans le même message) avec des attaques personnelles.
- 49 Les insultes peuvent souvent exercer une influence beaucoup plus forte sur les conversations, car le biais négatif et péjoratif des énoncés tend à inciter à un positionnement associé à la défense de « l'identité projetée » du locuteur, c'est-à-dire sa réputation. Nous ne pouvons pas oublier que nous traitons d'un problème moral principalement encadré et régi par le FPE. Sa position morale rend encore plus difficile d'imposer un autre ensemble de significations de manière à garantir plus de justice dans les échanges communicatifs en ligne. Une grande partie des commentaires semble avoir pour but de discréditer ou de moquer toute voix différente. Dans le vocabulaire de Rancière, ce qui a lieu n'est pas la politique, mais la police.
- 50 Mais la police sur les échanges doit sans doute aussi être interprétée dans une perspective plus large. Les pressions sociales à la conformité forment un contrôle gouvernemental et moral qui entrelace les rationalités et les affectivités dans un mélange favorisant bien peu la tolérance ouverte à la reconnaissance. Les jeux de pouvoir et les impositions de « vérités supposées » se mêlent aux conversations en ligne, créant une performativité idéologique peu attentive aux différences, aux spécificités, aux revendications et aux vulnérabilités.
- 51 Bien sûr, on ne saurait tirer de conclusions générales à partir de l'étude d'un cas, même si l'on sent que celui-ci n'est pas isolé. D'autres études sont nécessaires pour mieux comprendre les liens entre médiatisations et propagation des discours religieux.

BIBLIOGRAPHIE

- ALTHEMAN, Francine, Luis Mauro Sá MARTINO et Ângela MARQUES (2016), « Conversações políticas no Youtube e suas contribuições para o processo deliberativo acerca do Projeto de Lei do Ato Médico », dans Ricardo Fabrino MENDONÇA, Rafael SAMPAIO, et Samuel BARROS (dir.), *Deliberação Online no Brasil*, Salvador, Edufba, p. 272-299.
- ANDERSON, Ashley, Dominique BROSSARD, Dietram SCHEUFELE, Michael XENOS, et Peter LADWIG, (2014), « The “nasty effect”: Online incivility and risk perceptions of emerging technologies », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 19 : 373-387.

BOHMAN, James (2004), « Expanding dialogue: The internet, the public sphere and prospects for transnational democracy », *Sociological Review*, (52) : 131-155.

BRAGA, José Luiz (2006), « Mídiaatização como processo interacional de referência », dans Ana Sílvia Lopes Davi MÉDOLA, Denize Correa ARAÚJO et Fernanda BRUNO, *Imagem, visibilidade e cultura midiática*, Porto Alegre, Sulina, p. 141-168.

BUTLER, Judith (1997), *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam.

CARDON, Dominique (2011), « Réseaux sociaux de l'internet », *Communications*, 88 : 141-148.

CHAPUT, Mathieu (2007), « L'analyse des discussions politiques sur internet : de la prescription à la description? », communication présentée au congrès de l'Association française de sciences politiques, Toulouse.

CUNHA, Magali do Nascimento (2017), *Do púlpito às mídias sociais: evangélicos na política e ativismo digital*, Curitiba, Prismas.

DAHLGREN, Peter (2005), « The Internet, public spheres, and political communication: Dispersion and deliberation », *Political Communication*, 22 : 147-162.

DOURY, Marianne et Michel MARCOCCIA (2007), « Forum Internet et courrier des lecteurs : l'expression publique des opinions », *Hermès*, 47 : 41-50.

DUARTE, Tatiane dos Santos (2012), « A participação da Frente Parlamentar Evangélica no legislativo brasileiro: ação política e (in)vocação religiosa », *Ciencias Sociales y Religión*, 14(17): 53-76.

FASSIN, Didier (2010), « Évaluer les vies : essai d'anthropologie biopolitique », *Cahiers internationaux de sociologie*, 128 : 105-115.

FAUSTO NETO, Antônio (2008), « Fragmentos de uma analítica da mídiaatização », *Revista Matrizes*, 2: 89-105.

FAUSTO NETO, Antônio, Jairo FERREIRA et José Luiz BRAGA (2010), *Mídiaatização e Processos Sociais: Aspectos Metodológicos*, Santa Cruz do Sul, Éditos Unisc.

FERREIRA, Jairo (2010), « Mídiaatização: dispositivos, processos sociais e de comunicação », *Revista E-Compós*, 5. [En ligne]. <https://www.e-compos.org.br/e-compos/article/view/196/197>. Page consultée le 31 mars 2020.

FRELON, Deen (2015), « Discourse architecture, ideology, and democratic norms in online political discussion », *New Media & Society*, 17(5) : 772-791.

GEORGE, Éric (2002), « Dynamiques d'échanges publics sur Internet », dans Francis JAURÉGUIBERRY et Serge PROULX (dir.), *Internet, nouvel espace citoyen ?*, Paris, L'Harmattan, p. 50-79.

HABERMAS, Jürgen (1997), *Direito e Democracia: entre facticidade e validade*, vol. II, Rio de Janeiro, Tempo Brasileiro.

HJARVARD, Stig (2012), « Mídiaatização: teorizando a mídia como agente de mudança social e cultural », *MATRIZES*, 5(2): 53-91.

HONNETH, Axel (2005), « Invisibilité : sur l'épistémologie de la reconnaissance », *Réseaux*, 129-130 : 41-47.

HONNETH, Axel (2006a), *La société du mépris : vers une nouvelle théorie critique*, traduction en français Olivier VOIROL, Pierre RUSCH et Alexandre DUPEYRIX, Paris, La Découverte.

- HONNETH, Axel (2006b), « Les conflits sociaux sont des luttes pour la reconnaissance », *Sciences humaines*, 172 : 38-40.
- HONNETH, Axel (2007), *La lutte pour la reconnaissance*, traduction en français Pierre RUSCH, Paris, Les Éditions du Cerf.
- HONNETH, Axel (2008), « La philosophie de la reconnaissance : une critique sociale », entretien, *Esprit*, 346 : 88-95.
- HOOVER, Stuart (2012), « Forward: Practice, autonomy and authority in the digitally religious and digitally spiritual », dans Pauline Hope CHEONG, Stefan FISHER-GELFGREN *et al.* (dir.), *Digital Religion, Social Media and Culture: Perspectives, Practices and Rituals*, New York, Peter Lang.
- LEV-ON, Azi et Bernard MANIN (2006), « Internet : la main invisible de la délibération », *Esprit*, mai : 195-212.
- MARTINO, Luis Mauro Sá (2012a), « A religião midiaticizada nas fronteiras entre o público e o privado », *Ciberlegenda*, 26 : 13-26.
- MARTINO, Luis Mauro Sá (2012b), « Mediação e midiaticização da religião em suas articulações teóricas e práticas: Um levantamento de hipóteses e problemáticas », dans Maria Ângela MATTOS, Jeder JANOTTI JUNIOR et Nilda JACKS, *Mediação e midiaticização*, Salvador/Brasília, EDUFBA/Compós, p. 2019-244.
- MARTINO, Luis Mauro Sá (2016), *Mídia, religião e sociedade: Das palavras às redes digitais*, São Paulo, Paulus.
- MENDONÇA, Ricardo Fabrino et Ernesto AMARAL (2016), « Racionalidade online: Provimento de razões em discursos virtuais », *Opinião Pública*, 22 : 418-445.
- MIÈGE, Bernard (2010), *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble (PUG).
- MONNOYER-SMITH, Laurence (2007), « Le débat public en ligne : une ouverture des espaces et des acteurs de la délibération », communication présentée au congrès de l'Association française de sciences politiques, Toulouse.
- MONTERO, Paula (2013), « Religião, laicidade e secularismo: Um debate contemporâneo à luz do caso brasileiro », *Revista Cultura y Religion*, 7(2) : 13-31.
- MUTZ, Diana et Jeffrey MONDAK (2006), « The workplace as a context for crosscutting political discourse », *Journal of Politics*, 68 : 140-155.
- OLIVEIRA, Wesley Matheus, Raíssa SARMENTO et Ricardo Fabrino MENDONÇA (2014), « Deliberação no YouTube? Debates em torno da questão LGBT », *Revista Compólitica*, 4(1) : 53-80.
- PAVEAU, Marie-Anne (2013), *Langage et morale. Une éthique des vertus discursives*, Paris-Sorbonne, Éditions Lambert-Lucas.
- PRANDI, Reginaldo et Renan William dos SANTOS (2016), « Quem tem medo da bancada evangélica? Posições sobre moralidade e política no eleitorado brasileiro, no Congresso Nacional e na Frente Parlamentar Evangélica », *Tempo Social*, 29(2) : 187-214.
- RANCIÈRE, Jacques (1995), *La méfession. Politique et philosophie*, Paris, Galilée.
- RANCIÈRE, Jacques (2018), *La méthode de la scène*, Fécamp, Éditions Lignes.
- SALGUEIRO MARQUES, Ângela Cristina (2008), « L'intersection entre le processus communicatif et la délibération publique ». [En ligne]. http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2008/Marques/index.php. Page consultée le 18 octobre 2009.

- SALGUEIRO MARQUES, Ângela Cristina (2009), « La conversation civique sur internet : contributions au processus délibératif », *Estudos em Comunicação/Études en Communication*, 5 : 21-52.
- SALGUEIRO MARQUES, Ângela Cristina et Bruno Menezes Andrade GUIMARÃES (2018), « Conversações políticas e midiatização no Facebook: interações e conflitos a partir dos comentários sobre as ações da Frente Parlamentar Evangélica », *Intercom - RBCC*, 41(3): 87-103.
- SALGUEIRO MARQUES, Ângela Cristina et Luis Mauro Sá MARTINO, (2017), « A politização das conversas cotidianas e suas relações com processos deliberativos », *E-compós*, 20(1) : 1-22.
- SANTOS, Boaventura de Sousa (2014), *Se Deus fosse um ativista dos direitos humanos*, deuxième édition, São Paulo, Cortez.
- SARMENTO, Raíssa et Ricardo Fabrino MENDONÇA (2016), « Disrespect in online deliberation: Inducing factors and democratic potentials », *Revista de Ciência Política*, 36(2) : 705-729.
- SCHMITT-BECK, Rudiger et Oana LUP (2013), « Seeking the soul of democracy: A review of recent research into citizens' political talk culture », *Swiss Political Science Review*, 19(4) : 513-538.
- SURAUD, Marie-Gabrielle (2007), « Communication ou délibération : les échanges dans la société civile », *Hermès*, 47 : 177-184.
- VITAL, Christina et Paulo Victor Leite LOPES (2013), *Religião e política: uma análise da atuação de parlamentares evangélicos sobre direitos das mulheres e de LGBTs no Brasil*, Rio de Janeiro, Fundação Heinrich Böll, Instituto de Estudos da Religião.
- VOIROL, Olivier (2005), « Les luttes pour la visibilité – esquisse d'une problématique », *Réseaux*, 129-130 : 91-121.
- WATT, David Harrington (2017), *Anti-Fundamentalism in Modern America*, Ithaca (NY), Cornell University Press.
- WITSCHGE, Tamara (2008), « Examining online public discourse in context: A mixed method approach », *Javnost the Public*, 15(2) : 75-92.
- WITSCHGE, Tamara (2011), « From confrontation to understanding: In/exclusion of alternative voices in online discussion », *Global Media Journal*, 1(1) : 1-22.

NOTES

1. Le FPE désigne l'ensemble des personnes politiques liées à une dénomination confessionnelle chrétienne qui ont un siège à la Chambre des députés et au Sénat fédéraux.
2. Abréviation de lesbienne, gay, bisexuel, transsexuel, travesti et transgenre.
3. Tous les commentaires sont disponibles sur Facebook à l'adresse <https://goo.gl/pe5ZkZ>. Page consultée le 9 janvier 2020.
4. Victoire de la famille, vous nous représentez. La famille a toujours été et sera toujours définie par l'homme et la femme. Le reste est une origine perverse (Traduction des auteurs).
5. Félicitations. La famille brésilienne. Je suis le fils d'une femme et d'un homme. C'est la réalité. Le reste n'est que comportement déviant (Traduction des auteurs).
6. Quelle bêtise de penser que la famille signifie un homme et une femme. La famille est amour et dévouement pour élever un enfant. Qu'il soit de sang, qu'il soit adopté. Le plus important est l'amour. Vive les différences et surtout vive l'amour (Traduction des auteurs).
7. Maintenant les défenseurs LGBT diront que c'est de l'homophobie, la famille est la base de tout, la famille c'est un projet de Dieu, et rien d'autre (Traduction des auteurs).

8. Le concept de famille depuis la création du monde : c'était l'homme, la femme et leur progéniture. Alors, quand deux du même sexe pourront se reproduire, nous pourrions penser à changer de concept ! (Traduction des auteurs)
 9. Ridicule que de mettre la Bible dans la Constitution, ce banc religieux ridicule qui retarde le pays, mais je suis quelqu'un de bien, LES DROITS DES LGBT C'EST UN CHEMIN SANS RETOUR (Traduction des auteurs).
 10. La norme de la famille est le père et la mère, non ? Quelqu'un aurait-il la gentillesse de retrouver la conception de Jésus ? Merci... de rien ! (Traduction des auteurs)
 11. Au milieu de tant de malheurs, une bonne nouvelle pour le Brésil et pour les familles (Traduction des auteurs).
 12. Ils sont ignorants... Ils ne savent pas ce qu'est l'amour. Ce qu'est la famille... Nous sommes vraiment sur une planète avec de nombreux êtres primitifs... J'ai honte pour l'être humain. Honte pour mon pays !!! (Traduction des auteurs)
-

RÉSUMÉS

Les auteurs examinent certaines stratégies d'utilisation des espaces médiatiques en lien avec un discours religieux. Le cas du Brésil est particulièrement intéressant pour observer le retour d'un discours religieux dans les espaces d'échanges ouverts par la médiatisation. Leur analyse est basée sur les commentaires postés sur Facebook à propos du discours et des actions du Front Parlementaire Évangélique lors du vote du Statut de la Famille. L'objectif est de voir comment des opérations de cadrage menées par différents groupes en dispute à propos du sens à attribuer au concept de « famille » peuvent donner lieu à l'expression de l'intolérance et de la haine, et aussi contribuer au renforcement de valeurs et croyances qui rendent impossible le dialogue dans les espaces du réseau numérique.

The authors look at some strategies for using media space in connection with religious discourse. Brazil has provided a particularly interesting opportunity to observe the return of a religious discourse in the discussion space opened by mediatization. The analysis is based on comments posted on Facebook regarding the discourse and actions of the Parliamentary Evangelical Front during the vote on the Family Statute. Their objective is to show how framing operations undertaken by various groups in the dispute over the meaning of *family* can lead to expressions of intolerance and hatred while promulgating values and beliefs that preclude any dialogue in social media space.

Los autores del artículo examinan algunas estrategias de espacios mediáticos con relación a un discurso religioso. El caso de Brasil es particularmente interesante para observar el regreso de un discurso religioso en los espacios de intercambios abiertos mediante la cobertura mediática. El análisis de los autores se basa en los comentarios publicados en Facebook sobre el discurso y las acciones del Frente Parlamentario Evangélico durante la votación sobre el Status de la Familia. El objetivo es observar de qué manera las operaciones del estudio preliminar llevado a cabo, por diferentes grupos de discusión, sobre el sentido que se le debe atribuir al concepto "Familia," puede dar lugar a manifestaciones de intolerancia y odio, así como, contribuir a reforzar valores y creencias que hacen imposible el diálogo en los espacios de la red digital.

INDEX

Mots-clés : discours religieux, Facebook, famille, stratégies, Brésil

Palabras claves : discurso religioso, Facebook, familia, estrategias, Brasil

Keywords : religious discourse, Facebook, family, strategies, Brazil

AUTEURS

ÂNGELA CRISTINA SALGUEIRO MARQUES

Ângela Cristina Salgueiro Marques est professeure du Programme de post-graduation en communication, Universidade Federal de Minas Gerais à Belo Horizonte. Courriel : angelasalgueiro@gmail.com

JEAN-LUC MORICEAU

Jean-Luc Moriceau est professeur de méthodes de recherche et de contrôle à Institut Mines-Telecom Business School, coordonnateur des formations doctorales au sein du Laboratoire en innovation, technologies, économie & management (LITEM), Université Paris-Saclay. Courriel : jean-luc.moriceau@imt-bs.eu

BRUNO MENEZES ANDRADE GUIMARÃES

Bruno Menezes Andrade Guimarães est doctorant en communication sociale de l'Universidade Federal de Minas Gerais (UFMG) à Belo Horizonte. Courriel : brunomenezesag@gmail.com

La chair est obsolète

Le nouveau matérialisme et le posthumanisme pour comprendre le devenir-digital dans le film Lucy

Maude Riverin

La question des impacts des avancées technologiques liées à l'essor du numérique semble constituer une partie prenante des études en sciences et en technologies (STS) des dernières décennies. Déjà dans les années 1990, Nicholas Negroponte soutenait que nous devenions tous *digital* (1995) et, seulement quelques années plus tard, Olliver Dyens (2001) renchérisait en affirmant que le virtuel et, de surcroît, le numérique, même s'ils sont effectivement réels, renvoient à une forme différente de la réalité à laquelle participe l'humain. Cette réalité est à la fois biologique, organique et technologique (Dyens, cité dans Lunceford, 2009). Vingt ans plus tard, l'influence des technologies persiste et ne cesse de jouer sur la définition même de l'humain, de l'être humain et, plus précisément, du corps humain et de son esprit. Ce n'est par ailleurs forcément pas une coïncidence si le cinéaste canadien David Cronenberg affirmait que « la seule preuve de notre existence, c'est notre corps » (cité dans Andrieu, 2007 : 28). Cronenberg a fait sa marque dans le cinéma en utilisant comme source narrative la partie intégrante de la vie quotidienne que les technologies occupent (avec, notamment, *Videodrome*, 1983 ; *eXistenZ*, 1999) et a questionné les manières dont ces nouvelles technologies viennent redéfinir l'existence même d'un corps biologique humain. Les frontières se referment aujourd'hui entre ce qui relève de l'espace de la technologie et ce qui demeure intégré à l'espace naturel de la biologie humaine et, dans ce contexte, il semble que ce soit l'existence humaine et celle du corps humain qui sont remises en question.

De nombreux chercheurs et chercheuses issus des STS se sont également penchés sur la question, en y incluant une perspective influencée par les *gender studies*. C'est le cas, à titre d'exemple, de l'auteure australienne Judy Wajcman (2007), qui s'est questionnée sur les pratiques genrées à l'ère du numérique et des avancées technologiques. Sa prémisse soutient que les technologies, à premier égard, possèdent une image masculine. Il ne s'agit pas seulement de remarquer que les technologies sont, en grande partie, dominées par les hommes, il importe également de constater que les technologies incorporent des symboles et des valeurs qui ont somme toute des

connotations masculines (2007). Ces symboles et valeurs, qui participent à l'exclusion des femmes et des individus non masculins des récits collectifs occidentaux sur les progrès et les avancées technologiques, contribuent également à compliquer et à réduire l'accès aux technologies et aux sciences. Wajcman soutient également que l'image donnée à la technologie, d'un point de vue occidental, est, comme c'est le cas pour la science, profondément impliquée dans un projet masculin de domination et de contrôle sur les femmes (2007). Cela dit, si la question de l'accès demeure essentielle à sa critique, l'auteure est optimiste. C'est également le cas des chercheuses et chercheurs en techno-féminisme qui, depuis les années 1990, considèrent de plus en plus le numérique comme une source de libération pour les femmes (Bury, 2010 ; Kirkup *et al.*, 2000 ; Plant, 1998). Le caractère masculin inhérent du numérique et de ses espaces technosociaux demeure une préoccupation contemporaine, mais comme le remarque Wajcman (*op. cit.*), le monde virtuel offre désormais une possibilité et une fluidité dans l'échange des discours genrés, échange bien souvent contraint dans le monde matériel naturel.

C'est d'ailleurs à partir de cette intégration des *gender studies* aux études en STS que l'intérêt d'écrire le présent texte nous est apparu, texte qui portera sur les considérations genrées concernant la relation changeante entre le corps humain et les avancées technologiques. Nous nous pencherons sur les manières de concevoir les effets sur le corps humain, plus spécialement féminin, du *devenir-digital* soutenu par Negroponte (*op. cit.*) en utilisant comme objet d'analyse le film *Lucy*, un film de science-fiction français de 2014 écrit et réalisé par Luc Besson¹. Encore peu analysé dans un contexte scientifique, le film nous est apparu comme un objet d'analyse intéressant et original qui peut nous servir à rendre compte des interrogations liant le corps humain aux avancées technologiques. Toujours à la limite entre le corps biologique et le devenir de son corps technologique, le personnage de *Lucy* nous apparaît comme un élément permettant de représenter les rapports qui s'inscrivent entre le devenir-digital et les études issues des *gender studies* reliant le corps humain au numérique et aux avancées technologiques, lesquelles ont déjà été amorcées dans les STS et dans le champ du nouveau matérialisme (Barad, 2003 ; Birke, 1986 ; Grosz, 2004 ; Haraway, 1989 et 1991 ; Janson-Smith, 1980 ; Kirby, 1997 ; Martin, 1987 ; Squier, 2004 ; Wilson, 2004).

Appuyée par la sociologie du cinéma théorisée par Siegfried Kracauer, lequel affirmait que le cinéma pouvait être considéré comme un reflet de la société² (1973), et par le pragmatisme³, qui consiste à clarifier des hypothèses apposées à l'analyse des films, l'étude de *Lucy* (Besson, 2014) rendra compte des manières dont s'établit, à travers le corps humain féminin, le passage au devenir-digital. Nous nous appuierons sur des travaux issus du champ du nouveau matérialisme et, plus précisément, des théories liées au posthumanisme afin de comprendre, d'un point de vue tourné vers les *gender studies*, comment se dresse le devenir-digital dans le film *Lucy*. Ainsi, notre texte se limitera à un survol des théories que nous considérons comme pertinentes et centrales au posthumanisme et au nouveau matérialisme et utilisera le film *Lucy* pour exemplifier ces théories. Il s'agira, en premier lieu, d'effectuer un bref survol des principaux éléments définissant le champ du nouveau matérialisme, pour ensuite, en deuxième lieu, présenter le posthumanisme. Les considérations qui émanent du nouveau matérialisme nous permettront de faire une lecture pertinente et originale de la manière dont le devenir-digital affecte la matérialité du corps biologique du personnage de *Lucy*. Il ne s'agira pas seulement de repenser les suppositions qui entourent les définitions de l'humain et de sa matérialité, mais aussi de constater que

les frontières entre l'humain et ce qui est considéré comme non-humain deviennent, au contact des avancées technologiques, floues. En mobilisant des théories issues du nouveau matérialisme et du posthumanisme qui portent sur le corps, nous livrerons une analyse du film *Lucy* dans laquelle la technologie transforme et modifie la matérialité du corps humain, plus précisément celle du corps humain féminin de Lucy. Nous réaffirmerons donc le potentiel *dé-centralisant* du devenir-digital.

En troisième et dernier lieu, nous étudierons tout particulièrement les travaux de la chercheuse britannique Elaine Graham (1999 ; 2002 ; 2003 ; 2004) afin de construire une conception du devenir-digital qui nous permettra de finaliser notre analyse du film *Lucy*. Ses recherches, qui s'insèrent dans le posthumanisme⁴, s'inscrivent dans la perspective des *gender studies* issues du champ du nouveau matérialisme et renvoient explicitement à la figure du cyborg développée par Donna Haraway (1991). Même si les travaux de Graham se situent au sein des études théologiques, ce qui n'est pas dans les objectifs de notre texte, il reste que la notion de mythologie du corps féminin posthumain que développe la chercheuse est fort intéressante dans le contexte de notre analyse, puisque, dans le devenir-digital du personnage de Lucy, se trouve une mise en récit qui soutient l'impact des technologies sur la matérialité du corps humain. Graham, pour qui il s'agit de transcendance, affirme qu'avec l'émergence de la cybernétique, de l'intelligence artificielle, de la réalité virtuelle, de la chirurgie plastique, des thérapies génétiques et de la reproduction assistée, les humains biologiques se retrouvent transformés en tant que mélanges entre la machine et l'organique. Ce que nous appelions « nature » a été considérablement reformulé par la technologie, et la technologie, à son tour, a été assimilée à la nature comme élément fonctionnel de la vie organique :

[...] thanks to cybernetics, artificial intelligence, virtual reality, plastic surgery, gene therapies and assisted reproduction, biological humans are everywhere surrounded — and transformed — into mixtures of machine and organism, where what we call « nature » has been significantly reshaped by technology, and technology, in turn, has become assimilated into « nature » as a fully functioning component of organic life itself (Graham, 2004 : 11)⁵.

Le nouveau matérialisme : la conscience de la matière

Le film met en scène Lucy, une jeune étudiante américaine de 25 ans, qui, lors d'un échange étudiant à Taiwan, se retrouve bien malgré elle prise dans un réseau d'importation et d'exportation de drogues. À la suite d'une chirurgie dont elle n'aura aucun souvenir, Lucy se rend compte que des sacs contenant une nouvelle drogue synthétique, le CPH4, lui ont été insérés dans l'abdomen et que les membres de ce réseau de trafiquants souhaitent la faire rentrer aux États-Unis dans le but de procéder à la distribution commerciale de cette nouvelle drogue, fatale si elle est ingérée autrement qu'en infime quantité. Avant même son embarquement dans l'avion censé la ramener en sol américain, Lucy est kidnappée et battue. Les coups de pied qu'elle reçoit au ventre lors de sa capture font éclater les sacs de plastique et la drogue commence dès lors à se répandre partout dans son corps, ce qui fait augmenter ses capacités cérébrales et physiques.

En parallèle, nous suivons également le personnage du professeur Norman, joué par l'acteur américain Morgan Freeman. La première rencontre entre le spectateur et ce personnage se déroule lorsque le professeur-chercheur spécialiste de la biologie

cognitive présente une conférence à Paris à propos de l'évolution du cerveau et du développement des neurones humains. Il affirme qu'au début de l'évolution, l'ancêtre de l'humain tel que nous le connaissons aujourd'hui n'utilisait que 1 % de son cerveau. C'est sur ce mythe largement répandu selon lequel l'humain ne se servirait que de 10 % de son cerveau que la théorie du professeur Norman — théorie sur laquelle repose la prémisse du film d'ailleurs — est basée. Le film suit ainsi une question qui n'est pas nouvelle dans l'univers des films de science-fiction sortis dans les dernières années : que pourrait-il se passer si l'humain en venait à utiliser la pleine capacité de son cerveau ? Avec le CPH4 dans son corps, c'est d'ailleurs ce qui, tranquillement, arrive à Lucy.

Dans le cadre de la présente analyse, il ne sera pas question de débattre de la prémisse du film : nous savons pertinemment que le cerveau humain fonctionne dans la totalité de sa capacité, et ce, en fonction des besoins associés à ses différentes activités cognitives. Plutôt, il s'agira de se pencher sur la transformation de Lucy au fur et à mesure que le CPH4 permet à son cerveau d'atteindre le convoité 100 % d'utilisation cérébrale. La théorie du professeur Norman soutient que l'humain moyen ne devrait utiliser que 10 % de son cerveau et, dans ce contexte, plus les capacités cérébrales de Lucy augmentent, plus elle-même cesse d'être humaine. Elle en vient par ailleurs à se rapprocher davantage de la technologie — l'ordinateur, comme nous le verrons — et à délaisser le corps naturel et biologique qu'elle habitait pourtant depuis toujours. C'est justement au travers de ce rapport à la technologie que seront analysés le film *Lucy* ou, plus précisément, les manières dont s'établit, à travers le corps humain féminin, le passage au devenir-digital.

Les études féministes issues du champ de nouveau matérialisme (Alaimo et Hekman, 2008, notamment) ont déjà fait état de la relation existant entre la matérialité du corps humain et les espaces non humains l'avoisinant. Dans le contexte des avancées technologiques, cette frontière entretenue avec les espaces non humains semble s'amincir de plus en plus, rendant désuète la centralité de l'humain. En repensant un système dans lequel le sujet n'est plus qu'uniquement humain, mais également naturel, animal, plastique et technologique, le champ du nouveau matérialisme a permis de renforcer certaines théories existantes et de leur insuffler un nouveau souffle, notamment les études féministes (voir Hird, 2004). Sara Ahmed soutient que le point d'entrée des études féministes dans le champ du nouveau matérialisme se situe dans la critique. Effectuée par plusieurs chercheuses et chercheurs (notamment Clough, 2007 ; Wilson, op. cit.), cette critique signale soit le profond désengagement du féminisme à l'égard de la matière, soit la complète réduction de la matérialité à une considération purement culturelle (Ahmed, 2014)⁶. Karen Barad, dans son article « Posthumanist performativity: Toward an understanding of how matter comes to matter », adopte une position similaire, alors qu'elle critique les manières dont les études féministes ont conçu la matérialité comme langage :

Language has been granted too much power. The linguistic turn, the semiotic turn, the interpretative turn, the cultural turn: it seems that at every turn lately every « thing » — even materiality — is turned into a matter of language of some other form of cultural representation [...] Language matters. Discourse matters. There is an important sense in which the only thing that does not seem to matter anymore is matter (op. cit. : 801)⁷.

Le nouveau matérialisme entraîne un tournant dans la considération de la matière comme partie intégrante de l'environnement à la fois humain et non humain. Tristan

Garcia a écrit sur « les choses mêmes » (2011) pour repenser une ontologie plate d'un monde entièrement construit de choses, où tout serait chose et qui permettrait de réfléchir et de concevoir des systèmes de distribution et de partage entre elles. Issue de la philosophie, l'idée de « l'ontologie plate »⁸ s'établit comme manière de concevoir une façon d'être qui n'est plus régie par la hiérarchisation de l'humain comme valeur centrale et centralisante. En rejetant les principes hiérarchiques qui ont conditionné l'humain à être perçu comme centre du monde, l'ontologie plate redéfinit le rapport que l'humain entretient avec le monde et les choses avoisinantes. Nous constatons d'ailleurs l'influence que cela a pu avoir chez Ahmed (*op. cit.*) qui se penche sur certaines conceptions féministes à l'endroit de la matière comme objet, que cet objet soit biologique, technologique ou du domaine de l'affect. Il s'agit là d'une réflexion intéressante dans le présent contexte où nous effectuons un rapprochement entre ces perspectives contemporaines et la possibilité de nous en servir pour construire une analyse filmique. En effet, le principe général de l'ontologie plate guidera l'analyse que nous effectuerons du film *Lucy*, dans la mesure où nous investiguerons, à travers les changements apportés au corps féminin du personnage principal, le potentiel décentralisant du devenir-digital.

À ce sujet, *Lucy* représente la vision changeante de la nature humaine dans un contexte technologique, et l'analyse que nous en effectuons se développe autour des principes féministes issus du champ du nouveau matérialisme, champ dans lequel le corps féminin s'organise dans la formation d'une possible ontologie plate. Dans le film, le personnage principal se retrouve, et jusqu'à la toute fin du film, toujours à la frontière entre le féminin, le non-humain et le technologique. En utilisant les propos soulevés par Kim Toffoletti (2004), qui étudie le rapport entre corps féminin et technologie dans la culture populaire, nous pouvons voir le personnage de Lucy comme la représentation d'un techno-hybride qui permettrait la formulation féministe d'un *autre* inorganique.

C'est qu'il faut constater que *Lucy* joue avec les limites flexibles entre le corps biologique et le corps technologique. Plus le film progresse, plus les capacités cognitives de Lucy progressent elles aussi. Son corps se transforme et, dès les premiers moments où agit le CPH4, elle devient capable d'une force physique qu'elle n'avait pas auparavant. Elle peut désormais manier l'arme aussi bien que Lara Croft. De plus, elle ne ressent plus la douleur physique, alors qu'elle peut ressentir les terminaisons nerveuses et les réseaux de connexions de tout ce qui l'entoure (voir annexe, extraits 1,2, 3 et 4). Il n'est pas question de considérer Lucy, dès le départ, comme non-humaine. Plutôt, nous soutenons que chaque fois que son cerveau gagne en capacité cognitive, le réceptacle organique qu'est son corps se retrouve transformé en un réseau d'informations dans lequel elle emmagasine toutes les données du monde extérieur qu'elle perçoit. En elle, donc, Lucy combine le rapport humain / machine et biologique / technologique, rapport que le film installe dès les premiers instants de son générique. *Lucy* débute avec de courts plans succincts dans lesquels nous voyons, pour commencer, des cellules se multipliant et, ensuite, tout juste après l'apparition du titre du film, l'image d'un homme préhistorique s'abreuvant dans un cours d'eau. En voix hors-champ, la voix que nous reconnaissons déjà comme celle de Scarlett Johansson mentionne : « Life was given to us a billion years ago. What have we done with it? »⁹ Question tout de suite suivie d'un traveling avant rapide pour amener le spectateur à découvrir la réponse : les villes, les voitures, le trafic, les piétons, le transport en commun, le travail, etc. Le rapport s'établit ainsi, dès le début, entre la biologie (les cellules en mutation) et la transformation de la nature par la technologie (l'activité

humaine), rapport que nous collons aux considérations issues du nouveau matérialisme : la technologie affecte la matière.

Barbara Bolt n'écrit pas spécifiquement sur le cinéma, mais elle utilise tout de même le champ du nouveau matérialisme comme lieu initial de son interrogation sur les pratiques artistiques. À partir de la prémisse selon laquelle le sujet n'appartient désormais plus seulement à l'humain, Bolt (2013) se questionne sur la juste place que devraient avoir, dans l'art, l'humain, la matière et le sujet — dans la mesure où le sujet peut devenir n'importe quel élément non humain. Elle affirme que l'art est devenu une production purement sociale et que cela a entraîné la signification d'une œuvre artistique à prévaloir sur la matière à partir de laquelle elle est construite, ce qui concorde avec une lecture de l'œuvre artistique où l'humain demeure la figure prépondérante. Pour Bolt, bien que le matérialisme ait servi à réintégrer la valeur de la matière, il doit également être utilisé comme moyen de retourner à la base matérielle de l'acte de création artistique. Il ne s'agit pas, avec sa critique, de rejeter complètement le caractère social d'une œuvre, puisque le monde actuel suppose toujours et encore une compréhension de notre environnement dans lequel le social joue sur l'expérience artistique, soit tant la création que la réception d'une œuvre. Il s'agit plutôt, à notre avis, de reconnaître l'importance que prend la réalité matérielle de notre conscience sociale dans la participation artistique. Suivant cette lancée, Liza McCosh (2013) développe la pensée du « matériel sublime »¹⁰. Pour elle, l'expérience, qu'elle soit artistique, sociale, et nous pourrions rajouter affective, est toujours ancrée dans le matériel et, par conséquent, l'opposition entre l'objet et le sujet se retrouve défaite. Cette supposition que tout soit matière et que la connaissance du monde, donc, passe par la matière renvoie forcément à la définition que peut prendre le principe de l'ontologie plate, avec Ahmed qui soutient que la matière doit être vue comme objet et Garcia qui qualifie que tout est chose.

Le posthumanisme : quand la chair devient technologique

Ce nouveau rapport à la matière, dans le contexte du nouveau matérialisme, a par ailleurs entraîné une redéfinition de l'être humain. Graham (2004 ; tout comme Andrieu, *op. cit.* ; Clément, 2011 ; Halberstam et Livingston, 1995 ; Lunceford, *op. cit.* ; Toffoletti, 2004 et 2007, pour ne nommer que ces personnes) compte parmi les chercheuses et chercheurs s'étant penchés sur la signification que pouvait aujourd'hui prendre le fait d'être humain. Dans son interrogation, elle implique directement les technologies dans les conceptions qui peuvent aujourd'hui définir les nouvelles frontières entre l'humain, la nature et les technologies. Elle se penche sur les relations intimes dont nous sommes témoins entre les innovations faites au sein de la sphère technologique et les changements sociaux. L'humain n'étant plus seulement que nature humaine, mais aussi technologique, c'est à ce moment que la conception du posthumain se dessine. Pour Marina Moestrutti, trois définitions permettent de penser les posthumains : [1] de voir l'être humain comme un corps et donc, de voir le post comme le dépassement par la technologie, [2] de remettre en question l'anthropocentrisme et [3] de considérer que « le posthumain représenterait alors la possibilité de penser que l'Homme est devenu inessentiel » (2011 : 53). Il s'agit de rendre compte de l'impact des nouvelles technologies sur ce que signifie d'être

humain : avec l'arrivée du numérique et des technologies, les frontières qui séparaient l'humain, la nature et les technologies sont devenues flexibles (Lunceford, *op. cit.*).

Par ailleurs, ce ne sont pas seulement les délimitations de ces frontières-ci qui deviennent floues, c'est également le corps humain même qui devient malléable : il n'est plus soit biologique, soit technologique et il n'est plus soit masculin, soit féminin (Toffoletti, 2004 et 2007). Pour Jack Halberstam¹¹ et Ira Livingston, c'est tout le monopole de la chair humaine qui est alors remis en question : les corps posthumains sont à la fois les causes et les effets des relations postmodernes entre la chair et la technologie, entre la réalité et le virtuel, entre le sexe et ses conséquences. Le corps posthumain n'est plus chair, n'est donc plus charnel. Il devient une technologie, un écran, une image projetée : un corps-techno.

Posthuman bodies are the causes and effects of postmodern relations of power and pleasure, virtuality and reality, sex and its consequences. The posthuman body is a technology, a screen, a projected image ; it is a [...] techno-body (Halberstam et Livingston, *op. cit.* : 3)¹².

Le posthumanisme se conçoit donc dans la façon de considérer que le corps est lui-même toujours une construction (Butler, 1991 et 1993 ; Hayles, 1999, 2004 et 2010 ; Halberstam, 1991). De surcroît, il permet non seulement d'élaborer des figures servant à esquisser cette construction constante, mais également de jouer dans la représentation et la compréhension d'un monde sans genre. L'auteure la plus connue est certainement Haraway qui, pour la première fois en 1984 et ensuite, en 1991, proposait la figure du cyborg pour parler de féminisme dans un contexte d'émergence technologique. Cette figure hybride entre la machine et le biologique est définie plus précisément comme organisme cybernétique et existe à mi-chemin entre l'univers social et l'univers fictif.

Suivant les revendications du féminisme postmoderne, le cyborg devient la figure dans le changement de l'expérience des femmes et offre désormais une intimité et un pouvoir qui ne sont plus générés par l'histoire de la sexualité (Haraway, 1991). Frédéric Clément, dans son ouvrage portant sur l'analyse de la représentation de la femme dans le film d'animation japonais *Ghost in the Shell* (Mamoru Oshii, 1995), exprime l'importance de concevoir les théories féministes postmodernes dans pareilles études concernant l'analyse des personnages féminins dans les films de science-fiction. Si le féminisme classique (le féminisme de première vague) misait sur un mouvement collectif au féminin et que le féminisme moderne (celui de deuxième vague) prônait une représentation universelle de la femme, de pareils entendements « collectifs » ou « universels » ne faisaient qu'accroître la discrimination au sein des groupes féminins de classes, genres, sexes ou identités ethniques minoritaires (Clément, *op. cit.*). Même si les chercheuses et chercheurs écrivant sur le sujet ont encore de la difficulté à réellement s'entendre sur les définitions que prennent les termes de *moderne* et *postmoderne* (Hekman, 1990), il demeure important d'avoir recours à un féminisme qui serait dit « postmoderne » ; le *post* affirmant, et ce, peu importe la catégorisation que nous pourrions faire du féminisme moderne et postmoderne, le dépassement des concepts féministes traditionnels et surpassant les projets collectifs des première et deuxième vagues. Pour de nombreux auteures et auteurs (Clément, *op. cit.* ; Hekman, *op. cit.* ; Butler, 1991 et 1993), les années 1990 deviennent l'époque d'un féminisme qui remet en question l'idée de l'oppression commune — de surcroît collective — des femmes par la société patriarcale. Autrement dit, le postmodernisme permet de contester le féminisme traditionnel. En considérant la « femme » comme un construit

social, le féminisme postmoderne se détache ainsi complètement de la réduction à une seule et même catégorie (Clément, *op. cit.*). Pour des auteurs comme Haraway (1991), il n'y a absolument rien dans le fait « d'être femme » qui lie naturellement les femmes ensemble. À cet effet, si le féminisme postmoderne se détache du dualisme sujet/objet, culture / nature — (Balsamo, 1999) et que, par la même occasion, il est possible de constater qu'il se détache tout autant de la binarité homme / femme —, il reste qu'il ne prétend pas remplacer le rejet d'un biais masculin par un biais uniquement féminin (Hekman, *op. cit.*). La position du féminisme postmoderne se conçoit plutôt dans la perspective qu'il n'existe désormais plus une seule vérité — un seul lieu féminin commun —, mais une possibilité de vérités multiples, lesquelles ne sont désormais plus définies par la binarité genrée.

Avec la figure du cyborg, Haraway met donc en scène l'arrivée d'un troisième sexe — la machine —, lequel joue directement sur la performativité des genres amenée par Butler¹³. Pour Haraway, le projet de la femme a été historiquement ancré dans le biologique (Clément, *op. cit.*) et le cyborg devient cet individu déterritorialisé (Hayles, 2004) par lequel plus aucune distinction de genre ou de sexe n'est possible. Les cyborgs qui peuplent aujourd'hui la science-fiction rendent de surcroît problématiques les statuts d'homme ou de femme, d'humain, d'artefact, de membre d'une identité ethnique, d'entité individuelle ou de corps (Haraway, 1991).

Cette construction du corps technologique nous ramène à la façon dont Butler concevait la dualité corps/esprit, en affirmant que les rôles genrés traditionnels sont construits par l'aspect physique du corps de l'individu (1990). Pour Clément, puisque ce rapport au corps s'inscrit directement dans la notion de la matérialité, l'identité d'un individu s'inscrirait également dans le cadre de sa matérialité. Autrement dit, « le féminin serait donc associé de façon ontologique au domaine du matériel » (*op. cit.* : 31). Halberstam note, à ce sujet, que le cyborg a remplacé Ève comme figure servant à rendre compte du sensible lien unissant les femmes à la nature, lien sur lequel reposent les structures patriarcales. La figure féminine du cyborg exploiterait donc le maillon traditionnellement masculin de la peur liée aux potentielles apparences trompeuses et remettrait en question les frontières ayant auparavant délimité l'humain, l'animal et la machine :

The female cyborg replaces Eve in this myth with a figure who severs once and for all the assumed connection between women and nature upon which entire patriarchal structures rest. The female cyborg, furthermore, exploits a traditionally masculine fear of the deceptiveness of appearances and calls into question the boundaries of human, animal, and machine precisely where they are most vulnerable — at the site of the female body (Halberstam, *op. cit.* : 440)¹⁴.

Le cyborg représente

la libération du corps naturel, de ses limites spatiales et de ses contraintes [qui] conduiraient à considérer le corps comme surnuméraire dans le cyber-espace. Fictionnel, immatériel, sans frontières et sans distances, [il] abolirait la matérialité du corps, son injonction d'identité, et une simulation sensorielle (Andrieu, *op. cit.* : 29).

Dans ce sens, la figure du cyborg permet une « dé-corporalité »¹⁵. Ce corps, ni humain ni machine — mais également les deux à la fois —, déstabilise le statut même de l'image : il déplace la binarité ayant existé entre l'humain et la machine, l'homme et la femme, le biologique et le technologique, et existe plutôt en faveur d'un étant transitionnel ambigu qui viendrait défier l'ordre naturel (Toffoletti, 2004).

La figure du cyborg n'est pas nouvelle dans l'univers cinématographique et peut aujourd'hui se retrouver dans bon nombre de films de science-fiction¹⁶. Cela dit, *Lucy* pousse la figure plus loin et le devenir-digital qui s'opère chez elle, à la suite de l'ingestion involontaire de CPH4, peut nous servir d'exemple pour analyser le corps féminin dans un contexte de nouveau matérialisme. Nous partons ici de la première scène du film pour établir les éléments narratifs et discursifs qui nous permettront, d'abord, de positionner Lucy comme personnage féminin dans un contexte de cinéma *mainstream* influencé par les pratiques narratives hollywoodiennes et, ensuite, de détailler l'analyse que nous ferons du devenir-digital de Lucy. Cette première scène, donc, nous présente Lucy, accompagnée de Richard (Pilou Asbæk), qui tente de la convaincre de se rendre dans un hall d'hôtel afin de livrer une valise au contenu inconnu. Il lui mentionne du même coup s'être rendu, la semaine précédant leur rencontre, dans un musée où il a découvert que la première femme découverte fut nommée Lucy ; non seulement une référence évidente à l'australopithèque découverte dans les années 1970, mais également une façon d'imposer au récit du film un discours sur l'évolution de l'espèce humaine, discours qui intégrera l'aspect technologique plus tard.

Bien malgré elle, Lucy se retrouve tout de même contrainte de livrer la valise à M. Jang (Min-sik Choi), le patron d'un important réseau coréen de trafic de drogues. Lucy, ne comprenant pas ce qui se dit entre M. Jang et ses associés et ne sachant pas ce qui se trouve à l'intérieur de la valise, est paniquée. La caméra, à ce moment précis, ne la cadre qu'en gros plans ou en plans rapprochés, mettant ainsi l'accent sur la peur qui peut se lire sur son visage. Dans son ouvrage *Men, Women, and Chain Saws: Gender in the Modern Horror Film* (1992), consacré aux personnages féminins dans le cinéma d'horreur, Carol Clover affirme l'importance de la nature féminine dans la création de récits fictifs. Elle soutient que l'hystérie féminine, qui a déjà été considérée comme une condition médicale, associée à un surplus de féminité, renvoie au fait que les femmes seraient plus émotives que leurs comparses masculins. Le surplus de féminité, qui est autant physique qu'émotionnel, a donné lieu à la mise en scène de la *Scream Queen* dans le cinéma d'horreur : ce personnage féminin criant, la plupart du temps passif, filmé majoritairement en gros plans. La réflexion que porte Clover sur le cinéma d'horreur n'est d'ailleurs pas sans rappeler la notion largement citée du regard masculin¹⁷, qui traite du rapport scopophilique dans lequel se retrouvent les personnages féminins des films *mainstream* hollywoodiens.

Lucy reprend ici ces éléments stéréotypés à partir desquels les personnages féminins ont été construits. Même si *Lucy* est un film français et n'est donc pas, à proprement parler, une œuvre hollywoodienne, il reste que le film reprend la structure narrative et le style visuel caractéristiques du cinéma *mainstream* hollywoodien. Au début du film, le personnage de Lucy est donc un personnage féminin typique. La caméra filme en gros plans le visage apeuré de Lucy, et ce, dès le moment où elle est entraînée par Richard dans l'hôtel. Le choix de l'actrice américaine Scarlett Johansson, reconnue à Hollywood en tant que *sex symbol*, n'est d'ailleurs pas anodin dans ce contexte et exemplifie le regard masculin associé aux films *mainstream*. Quand le film commence, le personnage féminin est cantonné au plaisir visuel masculin, et ce n'est qu'après l'ingestion forcée de CPH4, la drogue que contenait finalement la valise trimballée par Lucy, que la caméra cadre son personnage féminin différemment. Le plan qui suit tout juste la séquence au cours de laquelle la drogue se libère dans le corps de Lucy est d'ailleurs filmé en contre-plongée, ce qui, à ce moment précis, établit un élément visuel qui

signifie la prise de contrôle¹⁸ du personnage principal sur la situation. À partir de ce moment, les plans qui cadrent Lucy sont désormais plus larges. Plus la drogue se libère et plus son corps subira de transformations mentales et physiques. Lucy, au téléphone avec sa mère, fera état des changements qui s'opèrent en elle :

Mom I feel everything... Space. The air. The vibrations. The people. I can feel the gravity. I can feel the rotation of the Earth. The heat leaving my body, the deepest parts of my memory. [...] The pain in my mouth when I had braces. I can remember the feeling of your hand on my forehead when I ran a fever. [...] I remember the taste of your milk in my mouth. The room. The liquid¹⁹.

Ces changements que Lucy mentionne affectent la chair même de son corps qui ne sera plus rigide (voir annexe, extraits 5, 6 et 7). Le devenir-digital de Lucy se caractérise ainsi dans la malléabilité de la chair et du corps qui n'est ni tout à fait organique, ni tout à fait technologique et, donc, ni tout à fait féminin, ni tout à fait masculin. Nous rendons ici compte de ce que Toffoletti (2004 : 1) qualifie d'« autre monstrueux »²⁰ : monstrueux parce qu'il déplace la binarité construite — entre humain / machine, biologique/technologique et féminin / masculin — en faveur de l'ambiguïté d'un état transitionnel qui défie l'ordre naturel des choses (*ibid.*). Les personnages féminins deviennent ainsi monstrueux, dans bon nombre de films, parce qu'ils défient le système social mis en place, lequel s'établit sur les bases du patriarcat. Les femmes ne respectant pas les codes sociaux, culturels et genrés établis par le patriarcat se retrouvent cantonnées à la figure du monstre devant être puni. Le devenir-monstre est associé à la nature féminine et les femmes, de par leur nature, ne peuvent se contrôler. Ce constat de la femme comme « autre » n'est pas nouveau, nous l'avons mentionné, et plusieurs chercheurs, majoritairement des femmes, l'ont déjà largement étudié. Par exemple, Julia Kristeva (1980) a développé le concept de l'abjection et Barbara Creed s'en est ensuite servie pour construire la notion du « féminin monstrueux »²¹ (1986, 1990, 1993). L'abjection, selon Kristeva, se définit comme la sensation subjective de dégoût ressentie par ceux confrontés à un corps qui ne ressemble pas exactement au leur — un sentiment, affirme Kristeva, qui n'a pourtant rien à voir avec la santé ou la propreté des individus, mais plutôt tout à voir avec la manière dont la société rejette les individus qui sont considérés comme à l'extérieur des normes sociales. Utilisant la façon dont Kristeva a conçu l'abject comme un site discursif à travers lequel comprendre la *subjectification* des femmes, Creed (1986) établit le féminin monstrueux pour mettre l'accent sur les conceptions sociales qui ont construit la femme, au cinéma, comme un être terrifiant, horrifique, choquant et, en fin de compte, abject. Traitant tout particulièrement du cinéma d'horreur, Creed affirme qu'en raison du système patriarcal d'où ont émergé les récits fictifs canoniques, les femmes ont été cantonnées à deux rôles : celui de la victime qui suit l'ordre patriarcal établi et qui a besoin de l'aide du héros masculin pour être sauvée ou celui de la femme qui défie le système en place et qui, par le fait même, devient un monstre. C'est d'ailleurs la définition de Kristeva qu'utilise Creed pour formuler la manière dont les femmes, dans les films d'horreur, ont été, et sont encore, perçues comme des monstres abjects. Le patriarcat a établi un ordre social qui a permis à la société de fonctionner sur la seule base de l'homme/du masculin comme norme, ce qui a dicté la façon de voir les femmes. En d'autres mots, considérer les hommes comme la norme implique que tout ce qui n'est pas inclus au sein de leur familiarité est dès lors traité comme extérieur à la norme. Les femmes, dans la définition purement biologique du genre, vivent des expériences corporelles qui sont inconnues des hommes et qui, donc, leur paraissent étranges. La société s'est ensuite emparée de ces expériences et a construit les fluides corporels féminins comme

métaphores de leur place à l'extérieur de la norme : le sang des femmes — provenant de leur utérus, comme les menstruations, l'acte de donner naissance —, les fluides vaginaux — qui exposent la sexualité féminine — et les larmes — qui prouvent leur trop grande émotivité — ont été utilisés pour présenter la femme comme une créature qui dérange, par son étrange existence, l'ordre social.

Dans ce contexte, Lucy est un personnage qui peut effectivement être vu comme « autre monstrueux » : elle défie à la fois la binarité par laquelle a été délimité l'humain et le système social dans lequel elle évolue. Pourtant, à mesure que le CPH4 pénètre son corps, Lucy perd les caractéristiques stéréotypées des personnages féminins qu'elle possédait au début du film : elle n'a plus d'émotions et affirme elle-même qu'elle ne ressent plus le désir. Elle renverse non seulement les stéréotypes ayant forgé l'imaginaire cinématographique issu du cinéma hollywoodien, mais également les présupposés sociaux ayant, jusqu'ici, défini l'humain.

C'est exactement dans ce bouleversement et dans cette malléabilité que résident les mécanismes de la construction d'un post-corps²² et, même, d'un corps-techno²³. Par son corps en devenir-digital, le personnage de Lucy présente une figure qui conteste l'idée que les marqueurs corporels construisent et définissent le genre d'un individu. Ce corps ne se conçoit désormais plus comme objet naturel (Balsamo, *op. cit.*), mais plutôt comme constante construction. Le corps en devenir-digital de Lucy, c'est la relation entre le corps reconstruit et l'identité genrée de cette construction, où la technologie qu'elle devient se met à assumer les fonctions organiques du corps biologique humain. De ce fait, selon les propos d'Anne Balsamo, « the body is materially redesigned through the application of newly developed technologies »²⁴ (*op. cit.* : 3). Lucy, au début de sa transformation, n'est pas encore tout à fait cyborg, de là le choix pleinement conscient de parler plutôt d'un corps en devenir-digital. Nous définissons le devenir-digital de Lucy comme le processus à travers lequel, tout au long du film, son corps quitte le domaine du charnel pour s'installer dans le domaine de la matérialité technologique complète. Lucy, qui se rend compte des effets *puissants* du CPH4 sur ses capacités physiques, mentales et cérébrales, décide d'aller consulter le professeur Norman qui, rappelons-nous, travaille sur le pourcentage de capacité cérébrale utilisé par le cerveau humain. Grâce au CPH4, Lucy arrive à maîtriser son propre corps, prend conscience des connexions cérébrales qui s'opèrent en elle et peut même contrôler les systèmes technologiques qui l'entourent. Nous considérons donc que son corps devient autant technologique que la technologie devient organique et nous déterminons que, dans ce contexte, les frontières qui existaient entre le corps humain de Lucy et la technologie deviennent malléables. Lors de sa première discussion avec le professeur Norman, qui se déroule par téléphone, Lucy apparaît directement dans la télévision du professeur, lui disant :

It's like all the things that make us human are fading away. It's like the less human I feel, all this knowledge... everything — quantum physics, applied mathematics, the infinite capacity of a cell's nucleus — they're all exploding inside my brain, all this knowledge²⁵.

Elaine Graham : vers une mythologie du posthumain

Graham est de celles et ceux qui ont écrit sur le posthumanisme. Elle utilise la figure du cyborg afin d'explorer les impacts des nouvelles technologies sur les expériences humaines et non humaines ainsi que les manières dont ces mêmes impacts

complexifient la définition de l'être humain. Pour Graham, les avancées technologiques ont entraîné un dépassement de l'humain. Les frontières qui avaient auparavant été établies entre l'humain, la technologie et la nature sont devenues de plus en plus malléables, embrouillant de surcroît les limites par lesquelles l'humain avait défini sa spécificité. Selon la chercheuse, les nouvelles technologies ne défient pas seulement la fixité de la nature humaine, mais nous placent désormais face à la délicate question de savoir qui « compte » comme étant entièrement et réellement humain : « Who counts as being fully human, who gets excluded and included in definitions of the (post) human²⁶ » (Graham, 2004 : 12). De manière pouvant certainement rappeler la définition associée à la théorie de la performativité de Butler, Graham affirme que le posthumanisme est venu révéler la nature purement construite des divisions établies entre les humains et tout élément non humain les avoisinant, y compris la nature, les espèces animales de même que les technologies (1999 : 421). Cette idée de construction devient donc importante et met en avant les manières dont le posthumanisme renverse et défait ces mêmes constructions. Pour Graham (2004), il semble que deux éléments priment dans la compréhension de ces constructions et de la notion du posthumanisme : que les frontières entre les espèces — donc, humaines et non humaines — se brouillent et que les frontières du corps humain se brouillent.

Graham part tout d'abord des structures discursives ayant séparé les espèces entre elles. Avec le développement de pratiques et de procédures technologiques « transgéniques », il se crée des espèces hybrides qui renversent les supposés naturels de la naissance d'individus d'une même espèce — par exemple, qu'une personne soit considérée comme humaine, puisqu'elle est née avec les capacités esthétiques, cognitives et physiques associées à l'espèce humaine. Pour étayer son propos, elle présente l'exemple déjà soulevé par Haraway (1997) d'OncoMouse™, la souris génétiquement modifiée par des chercheuses et chercheurs de l'Université Harvard en vue de mener des recherches sur le cancer. Selon Graham, OncoMouse™, qui est à la fois un animal, un mammifère, un objet (de recherche) scientifique, une espèce transgénique et une commodité biotechnique, chevauche et empiète sur les frontières ayant circonscrit les champs de la science, de la nature et de l'économie (Haraway, 1997, cité dans Graham, 2004). L'implication d'OncoMouse™ dans le monde actuel permet ainsi de se questionner à un niveau beaucoup plus large qui, s'il peut englober toutes les espèces animales, inclut forcément l'humain. D'une certaine manière, les réflexions posthumanistes de Graham (2004) sur le devenir hybride des espèces qui évoluent désormais ensemble offrent une pensée que nous concevons comme dérivée d'une possible ontologie plate, laquelle vient rivaliser avec la centralité de l'humain. Graham poursuit en soutenant que les nouvelles technologies remodelent également le corps humain, soit par l'ajout d'implants, de prothèses, soit par l'intervention de procédures biotechnologiques, et que ces mêmes technologies transforment nos perceptions non seulement du corps, mais aussi du corps dans le temps et l'espace. Autrement dit, il ne faut plus concevoir le corps humain comme existant à l'intérieur d'un espace et d'une temporalité donnés et, plutôt, comprendre que le corps posthumain occupe désormais un lieu qui chevauche le maintenant, l'avant et l'après (Graham, 1999). La technologie a produit un environnement devenu total où coexiste une multiplicité de subjectivités alternatives appartenant à des corps tous devenus hybrides par la technologie. Halberstam (*op. cit.*) utilise d'ailleurs le terme de « devenir-multiplicité »²⁷ pour exprimer la dissolution des limites entre les espèces humaines et non humaines, la nature et la technologie.

Graham est chercheuse en théologie, et cela va sans dire qu'elle aborde la question posthumaine du point de vue réflexif de son champ d'études. Elle intègre ainsi la divinité à l'analyse des démarcations séparant l'humain normatif du non-humain, analyse qu'elle mène à partir du posthumanisme et de la figure du cyborg. La notion du cyborg s'appuie sur les manières de concevoir la machine comme symbole dans la représentation de l'impact des technologies dans la définition du posthumain, et Graham se sert de ces bases théoriques pour établir une compréhension similaire du dépassement de l'humain par la technologie. C'est ainsi que la divinité s'inscrit dans ses écrits comme métaphore servant à rendre compte du préfixe du posthumanisme. La divinité est une figure connue du monde social dans lequel les individus évoluent et elle personnifie, selon ses dires, le changement. Cette rencontre entre la technologie et la divinité, Graham (1999) l'intellectualise en tant que *technotranscendance* et la définit comme rencontre qui modifie et même efface la corporéité physique du sujet humain. Sa pensée s'appuie sur les travaux de Hans Moravec (1996 ; 1998), qui écrivait sur la migration de la conscience de la chair humaine vers les programmes informatiques, et de David Noble (1999), qui affirmait que la technologie pouvait être perçue comme un outil de délivrance humaine. La technotranscendance renvoie donc directement au pouvoir de la technologie de transcender le corps humain, permettant du même coup la dé-centralisation de la matérialité humaine.

La technotranscendance combine des fondements du nouveau matérialisme et du posthumanisme, puisque la notion se fonde sur la prémisse potentielle de la nature humaine devenue non essentielle et d'une corporéité physique humaine désuète (Graham, 1999). Liée à une conception spirituelle du dépassement de l'humain, la technotranscendance reconfigure les idées et les structures qui concernent le corps physique. En raison des nouvelles avancées technologiques, de l'omniprésence des ordinateurs et du pouvoir grandissant du numérique ainsi que des espaces virtuels, le corps physique et biologique humain n'est désormais plus le centre des considérations ontologiques, et il s'effectue une dé-centralisation du corps physique qui suppose un rééquilibrage des matières l'avoisinant. Cela transparaît dans l'idée selon laquelle, avec les technologies, l'esprit humain sort du corps biologique et, donc, délaisse sa corporéité physique pour se diriger vers un monde où la matérialité totale prime. La technotranscendance, par son pouvoir divin, est perçue comme une énergie créatrice qui pousse l'humain à abandonner le physique qu'il habitait. Graham (2004) y voit l'objet d'une quête vers l'information pure, puisque tout n'est qu'informations dans l'univers des nouvelles technologies. Cette quête, qu'elle considère comme expérience incarnée, établit un rapport primaire à la chair et correspond à la recherche ultime de la délivrance de et par la chair : la technologie transcende le corps humain et l'humain comme il a été auparavant défini par la société occidentale.

Par la technotranscendance, Graham instaure donc une façon de réfléchir aux impacts des technologies sur l'humain qui s'approche grandement des réflexions présentées par les chercheuses et chercheurs explorant les facettes du nouveau matérialisme et du posthumanisme, à commencer par la figure du cyborg dont Graham se sert pour expliquer les premiers fondements de sa poursuite théorique spirituelle. La technologie défie les structures et modèles ayant fixé la nature humaine et, par le fait même, offre un renouvellement de l'humain. L'esprit (en tant que matière, objet ou chose dans le cas du nouveau matérialisme ou en tant qu'information dans le cas de Graham) se retrouve au même niveau que le biologique et tous les éléments non humains existants.

C'est d'ailleurs sur sa capacité à représenter une matière renouvelée que Haraway a établi sa figure du cyborg.

À ce sujet, Lucy pousse plus loin la figure du cyborg et nous sert à explorer cette idée de *matière renouvelée* dans un contexte de changements technologiques. Lorsque le film se clôt, le personnage de Lucy est sur le point d'exploiter l'ensemble de ses capacités cérébrales, soit 100 % de son cerveau, pourcentage compris comme le niveau où l'humain cesse d'être un humain à proprement parler et devient, plutôt, un système d'information. Suivant les mots du professeur Norman, lorsque Lucy pourra finalement utiliser son cerveau à sa capacité maximale, elle deviendra un savoir total. Puisqu'elle aura réussi à emmagasiner en elle toutes les informations disponibles dans le monde et qu'elle aura réussi à contrôler les objets et l'espace-temps dans lequel elle se trouve, elle deviendra un savoir qui dépassera la définition normative de l'humain. Peu avant d'atteindre cette pleine capacité cérébrale, Lucy fait la promesse au professeur Norman de stocker tout ce savoir accumulé afin qu'il puisse l'utiliser dans ses recherches et elle décide de se *transformer*, littéralement, en informations :

Humans consider themselves unique, so they've rooted their whole theory of existence of their uniqueness. « One » is their unit of measure. But it's not. All social systems we've put into place are a mere sketch. One plus one equals two. That's all we've learned. But one plus one has never equaled two. There are, in fact, no numbers and no letters. We've codified our existence to bring it down to human size, to make it comprehensible. [...] Time is the only true unit of measure. It gives proof to the existence of matter. Without time, we don't exist²⁸.

Dans cette scène finale, Lucy demande à se faire injecter une quantité importante de CPH4 par intraveineuse afin d'accélérer le processus et lui permettre d'atteindre le 100 % plus rapidement. Dès qu'elle atteint 70 %, la substance de son corps / de son esprit commence à sortir de sa chair et à se diriger vers les énormes ordinateurs sur place (voir annexe, extraits 8 et 9). Graham, dans sa conception de la technotranscendance, reconnaissait le statut hybride de la figure cyborg dans sa manière de remettre en question « l'imperméabilité » des caractéristiques ayant délimité l'humain de tout autre élément non humain. Elle affirme par ailleurs :

Cyborgs thus transcend the processes of dualism upon which Western modernity [and] patriarchy [...] had been founded, speaking not of the hierarchy of humanity, technology and nature but one which realizes the interdependence and permeability of all these categories. In other ways, too, cyborgs do not share human hang-ups about fixed identities, exclusive communities or absolute truths: they are a paradoxical mixture of innocence and complicity, which calls us to look again at the terms on which we gain our security and identity²⁹ (1999 : 425).

Lucy, à la fois dans son dépassement de l'humain et dans l'effacement graduel de sa corporéité physique, peut être comprise en fonction de ce que Graham qualifie de technotranscendance. Dans cette scène, la matière biologique et cognitive de Lucy se connecte aux ordinateurs du laboratoire et entraîne la création d'un ordinateur « nouvelle génération », comme le dit le professeur Norman lui-même. Cela nous rappelle la définition que Graham (1999) donne à la technotranscendance : l'esprit sortant du corps physique humain pour migrer vers un monde de représentation totale où le corps n'est désormais plus au centre. Le 100 % atteint, Lucy n'est plus qu'une clé USB qui est remise au professeur Norman. McCosh, qui propose sa notion du sublime, considère que l'esprit, comme tout autre chose, est matière, et nous nous servons de cette définition pour comprendre Graham lorsqu'elle affirme que la technotranscendance passe par le « sublime technologique³⁰ » (1999). Selon cette

dernière, la transcendance devient une énergie créatrice qui pousse la matière à abandonner le physique. Lucy, transformée en réseau de connaissances et d'informations, quitte son corps biologique et devient, pour reprendre les propos de Graham, une « intelligence désincarnée » (1999 : 429) à travers laquelle nous nous permettons de penser l'ontologie humaine comme processus numérique. Cette façon de repenser les suppositions entourant les définitions attribuées à l'être humain renvoie également à la manière dont Katherine Hayles (1999 et 2004) conçoit le posthumain comme espace et lieu où le corps se dématérialise en un système d'information et se rematérialise ensuite dans une autre location. Autrement dit, ici, les informations perdent leur chair, mais demeurent matière.

Les systèmes d'information qui créent des chemins entre le corps organique et l'appareil technologique sont d'ailleurs centraux dans la création du corps cyborg, présupposant une conception de l'information comme entité désincarnée qui peut se déplacer librement entre les composants organiques et les composants d'un système mécanique. Dans la dématérialisation de son corps biologique vers la rematérialisation en système technologique, Lucy devient la représentation à la fois de l'union et de la séparation de l'humain et de la machine intelligente (Hayles, 1999).

Au début du film, alors que nous rencontrons le personnage du professeur Norman au moment où il présentait une conférence à Paris, il mentionnait l'importance de la reproduction dans l'évolution des espèces vivantes. Si l'animal, tout comme l'humain, se retrouve dans un habitat favorable à l'apprentissage, il choisira la reproduction afin de transmettre ses connaissances. Sauf que si la situation inverse se produit, c'est-à-dire que l'habitat n'est pas suffisamment favorable à l'apprentissage, l'animal ou l'humain – et même, dans ce cas-ci, la cellule – choisira l'immortalité dans le but d'acquérir une indépendance totale. Lucy, qui possède un corps biologique d'apparence féminine, est considérée comme humaine par les personnages qui gravitent autour d'elle et qui lui attribuent donc le genre féminin. Ainsi, même si le personnage est biologiquement féminin et donc possède les organes génitaux qui permettent sa reproduction, il choisit l'immortalité dans le devenir-information. Il ne s'agit pas ici d'une forme de négation de la sexualité, mais plutôt d'une ouverture au-delà des dualismes genrés et sexuels (Toffoletti, 2004). La non-reproduction dans le film *Lucy* peut être lue non pas comme l'état d'un statut sexuel refusé, mais plutôt comme la présentation de la multiplication des possibilités du genre générées par la condition posthumaine.

Au sujet de l'association automatique qui se fait entre la femme, le genre féminin et la reproduction, Balsamo affirme :

Despite the technological possibilities of body reconstruction, in the discourses of biotechnology the female body is persistently coded as the cultural sign of the « natural », the « sexual », and the « reproductive », so that the womb, for example, continues to signify female gender in a way that reinforces an essentialist identity for the female body as the maternal body³¹ (op. cit. : 9).

De par son corps en devenir-digital, il devient alors possible pour Lucy d'échapper à l'étiquette genrée apposée sur l'apparence féminine de son corps. Plutôt, elle s'inclut à la fois dans le post-corps, lequel dépasse les fondements ontologiques de la biologie humaine, et dans le post-genre, lequel résiste justement à la construction du genre par les marqueurs corporels. Le corps à mi-chemin entre l'organique et le technologique de Lucy déstabilise ainsi le statut genré de l'image de la femme et défie l'ordre binaire des genres culturellement défini. Il s'agit plutôt de renforcer la position revendiquée par

Butler au sujet de la construction d'un monde sans genre, dans lequel le genre n'est jamais fixe, mais toujours en constante transformation. Bien qu'elle ne devienne entièrement machine qu'à la toute fin du film, Lucy excède les limites du corps biologique et de sa pratique signifiante (Toffoletti, 2004). La technologie permet à son corps physique de détruire les systèmes de valeurs liés à l'apparence physique du corps féminin.

La figure du cyborg, selon Haraway, correspond à l'appropriation finale des corps féminins face à une « masculinist orgy of war »³² (1991 : 154). Chez Lucy, c'est à la domination masculine que le corps technologique permet d'échapper. En se rematérialisant en informations sur disque dur, cette dernière finit ainsi par fuir les trafiquants de CPH4 qui étaient à ses trousses depuis le début. Le film se termine d'ailleurs sur M. Jang, la tête dirigeante de ce réseau de trafic de drogues, qui tente d'abattre Lucy qui n'est plus qu'une clé USB se trouvant au sol (voir annexe, extrait 10). Pour Toffoletti (2004), la technoscience et les cybertechnologies sont des quêtes masculines qui contrôlent le féminin, auxquelles le posthumanisme offre une porte de secours en brouillant les limites entre le corps et la technologie. Toffoletti affirme que la manière d'échapper à ce contrôle masculin résiderait justement dans la confusion entre l'endroit où commence le corps biologique et celui où la technologie commence. C'est donc dans les mutations du corps de Lucy que réside son pouvoir d'échapper à ce que l'on pourrait concevoir comme une hégémonie genrée. En quittant le domaine matériel de sa chair biologique, Lucy quitte par la même occasion le domaine du charnel qui cloître la compréhension des corps physiques d'apparence féminine dans une constante binarité homme / femme. Ainsi, dans son passage du corps charnel au technologique, Lucy délaisse le lieu de la binarité genrée et intègre plutôt celui d'une possible ontologie plate de la sexualité. Graham (1999) voit également dans l'expérience de la technotranscendance un lien avec la subjectivité féminine, puisque la représentation sociale et genrée de la femme comme « autre » au sein du patriarcat est fondamentale. Citant Kathryn Bond Stockton :

Women are alienated not from some past body they have known but from a future body owed to them. These are bodies women have not yet been allowed to see [...] even though these bodies already resist their dominant constructions, particularly where these bodies appear as holes in the dominant Symbolic³³ (1994 : 28, cité dans Graham, 1999 : 432).

Conclusion : la chair est obsolète

« Nous devenons tous digitaux. » Cette affirmation de Negroponte (*op. cit.* : 231) demeure frappante ; non pas parce qu'elle résonne de manière positive ou négative, mais plutôt, et surtout, parce qu'elle relève d'une réalité actuelle, dans lequel le rôle des technologies affecte, sans précédent, les frontières qui existaient jadis avec l'humain. Plus encore, pour Haraway (1991), les technologies deviennent des outils cruciaux dans la construction (et la reconstruction) des corps. Comment ces mêmes corps apparaissent-ils désormais dans un contexte où les technologies s'intègrent à l'univers de la matière et comment nous est-il alors possible de concevoir une nouvelle compréhension de ces corps qui habitent l'espace de la vie quotidienne ? Le cinéma étant un dispositif énonciatif du social, il n'est pas surprenant de voir l'influence des innovations techniques dans les récits fictifs, et la science-fiction est apparue comme un moyen efficace de représenter le bouleversement qui affecte les entendements

généraux face à la définition de ce qu'est un humain et la façon (ou les façons) dont les nouvelles technologiques viennent brouiller ces mêmes entendements. D'ailleurs, Graham (2002) s'interrogeait sur ce que signifiait d'être humain, et ce, en impliquant les technologies dans la conception de l'humain. *Lucy* reflète des images de ce questionnement : le personnage féminin du film est à mi-chemin entre la chair biologique et le corps technologique. Il s'inscrit non seulement dans un posthumanisme qui démontre l'impact des technologies, mais également dans les revendications faites par les études féministes issues du champ du nouveau matérialisme. Au centre des constatations du posthumanisme et des critiques du nouveau matérialisme se trouve notamment la figure du cyborg d'Haraway (1991), figure qui, pour elle, apparaît dès lors comme une figure de pouvoir dans le mécanisme de la construction des genres. Ce corps cyborg féminin devient donc la possibilité d'un monde sans genre et permet, de surcroît, la conception d'une dé-centralisation de l'humain par le devenir-digital.

BIBLIOGRAPHIE

- ALAIMO, Stacy et Susan J. HEKMAN (dir.) (2008), *Material Feminisms*, Bloomington, Indiana University Press.
- AHMED, Sara (2014), « Imaginary prohibitions: Some preliminary remarks on the founding gestures of the 'new materialism' », dans Mary WYER *et al.* (dir.), *Women, Science, and Technology: A Reader in Feminist Science Studies*, New York, Routledge, p. 530-542.
- ANDRIEU, Bernard (2007), « Contre la désincarnation technique : un corps hybridé? », *Actuel Marx*, 1(41) : 28-39.
- BALSAMO, Anne (1999), *Technologies of the Gendered Body*, Durham, Duke University Press.
- BARAD, Karen (2003), « Posthumanist performativity: Toward an understanding of how matter comes to matter », *Signs*, 28(3) : 801-831.
- BESSON, Luc (réalisateur) (2014), *Lucy*, États-Unis, Universal Studios.
- BIRKE, Lynda (1986), *Women, Feminism and Biology*, Englewood, Prentice Hall.
- BOLT, Barbara (2013), « Introduction: Toward a "new materialism" through the arts », dans Estelle BARRETT et Barbara BOLT (dir.), *Carnal Knowledge: Towards a "New Materialism" Through the Arts*, New York, I.B. Tauris, p. 1-15.
- BURY, Rhiannon (2010), « Women, work and Web 2.0: A case study », *New Technology, Work and Employment*, 25(3) : 223-237.
- BUTLER, Judith (1991), *Gender Trouble*, New York, Routledge.
- BUTLER, Judith (1993), *Bodies That Matter. On the Discursive Limits of "Sex"*, New York, Routledge.
- CHEAH, Pheng (1996), « Mattering », *Diatrics*, 26(1) : 108-139.

- CLÉMENT, Frédéric (2011), *Machines désirées. La représentation du féminin dans les films d'animation Ghost in the Shell de Mamoru Oshii*, Paris, L'Harmattan.
- CLOUGH, Patricia (2007), « Introduction », dans Patricia CLOUGH et Jean HALLEY (dir.), *The Affective Turn: Theorizing the Social*, Durham (NC), Duke University Press, p. 1-33.
- CLOVER, Carol (1992), *Men, Women, and Chain Saws: Gender in the Modern Horror Film*, Princeton, Princeton University Press.
- CREED, Barbara (1986), « Horror and the monstrous-feminine: An imaginary abjection », *Screen*, 27(1) : 44-71.
- CREED, Barbara (1990), « Alien and the monstrous feminine », dans Annette KUHN (dir.), *Alien Zone: Cultural Theory and Contemporary Science Fiction*, New York, Verso, p. 128-141.
- CREED, Barbara (1993), *The Monstrous-Feminine. Film, Feminism, Psychoanalysis*, New York, Routledge.
- CRONENBERG, David (réalisateur) (1983), *Videodrome*, Canada, Filmplan International.
- CRONENBERG, David (réalisateur) (1999), *eXistenZ*, Canada, Alliance Atlantis Communications, Téléfilm Canada, Royaume-Uni, Natural Nylon Entertainment, France, UGC.
- DYENS, Olliver (2001), *Metal and Flesh. The Evolution of Man: Technology Takes Over*, Boston, Massachusetts Institute of Technology.
- ESQUENAZI, Jean-Pierre (2007), « Éléments de sociologie du cinéma », *CiNéMas*, 17(2-3) : 117-141.
- FRASER, Mariam (2002), « What is the matter of feminist criticism », *Economy and Society*, 31(4) : 606-625.
- GARCIA, Tristan (2011), *Forme et objet. Un traité des choses*, Paris, Presses universitaires de France.
- GRAHAM, Elaine (1999), « Cyborgs or goddesses? Becoming divine in a cyberfeminist age », *Information, Communication & Society*, 2(4) : 419-438.
- GRAHAM, Elaine (2002), *Representations of the Post/human. Monsters, Aliens and Others in Popular Culture*, New Brunswick, Rutgers University Press.
- GRAHAM, Elaine (2003), « Frankensteins and cyborgs: Visions of the global future in an age of technology », *Studies of Christian Ethics*, 16(1) : 29-43.
- GRAHAM, Elaine (2004), « Post/human conditions », *Theology & Sexuality*, 10(2) : 10-32.
- GROSZ, Elizabeth (2004), *Time Travels: Feminism, Nature, Power*, Durham, Duke University Press.
- HALBERSTAM, Judith (1991), « Automating gender: Postmodern feminism in the age of the intelligent machine », *Feminist Studies*, 17(3) : 439-460.
- HALBERSTAM, Judith et Ira LIVINGSTON (1995), *Posthuman Bodies*, Bloomington, Indiana University Press.
- HARAWAY, Donna (1989), *Primate Visions: Gender, Race, and Nature in the World of Modern Science*, New York, Routledge.
- HARAWAY, Donna (1991), « A Cyborg manifesto: Science, technology, and socialist-feminism in the late 20th century », dans *Simians, Cyborgs and Women: The Reinvention of Nature*, New York, Routledge, p. 149-181.
- HARAWAY, Donna (1997), *Modest witness@second Millenium: FemaleMan© Meets OncoMouse™*, Londres, Routledge.

- HARMAN, Graham (2005), *Guerrilla Metaphysics: Phenomenology and the Carpentry of Things*, New York, Open Court.
- HAYLES, Katherine (1999), *How We Became Posthuman. Virtual Bodies in Cybernetics, Literature, and Informatics*, Chicago, University of Chicago Press.
- HAYLES, Katherine (2004), « Refiguring the posthuman », *Comparative Literature Studies*, 41(3) : 311-316.
- HAYLES, Katherine (2010), « What does it mean to be posthuman? », dans Pramod K. NAYAR (dir.), *The New Media Cybercultures Anthology*, Malden, Wiley-Blackwell, p. 19-29.
- HEKMAN, Susan J. (1990), *Gender and Knowledge: Elements of Postmodern Feminism*, Cambridge, Polity Press.
- HIRD, Myra (2004), « Feminist matters: New materialist considerations of sexual differences », *Feminist Theory*, 5(2) : 223-232.
- JANSON-SMITH, Deidre (1980), « What is socio-biology », dans Lynda BIRKE et al. (dir.), *Alice Through the Microscope: The Power of Science Over Women's Lives*, New York, Virago, p. 61-88.
- KIRBY, Vicky (1997), *Telling Flesh: The Substance of the Corporeal*, New York, Routledge.
- KIRKUP, Gill, Linda JANE, Kath WOODWARD et Fiona HOVENDEN (dir.) (2000), *The Gendered Cyborg: A Reader*, Routledge, London.
- KRACAUER, Siegfried (1973), *De Caligari à Hitler*, Lausanne, L'Âge d'homme.
- KRISTEVA, Julia (1980), *Pouvoirs de l'horreur. Essai sur l'abjection*, Paris, Seuil.
- LEFEBVRE, Martin (2007), « Théorie, mon beau souci », *CiNéMas*, 17(2-3) : 142-191.
- LUNCEFORD, Brett (2009), « The body and the sacred in the digital age: Thoughts on posthuman sexuality », *Theology & Sexuality*, 15(1) : 77-96.
- MAESTRUTTI, Marina (2011), « Humain, transhumain, posthumain. Représentations du corps entre incomplétude et amélioration », *Journal International de Bioéthique*, 3(22) : 51-66.
- MARTIN, Emily (1987), *The Woman in the Body: A Cultural Analysis of Reproduction*, Milton Keynes, Open University Press.
- MCCOSH, Liza (2013), « Sublime: Process and mediation », dans Estelle BARRETT et Barbara BOLT (dir.), *Carnal Knowledge: Towards a "New Materialism" Through the Arts*, New York, I.B. Tauris, p. 127-138.
- MEY, Jacob (2001), *Pragmatics: An Introduction*, deuxième édition, Oxford, Blackwell.
- MEY, Jacob (2006), « Pragmatic acts », dans Keith BROWN (dir.), *Encyclopedia of Language & Linguistics*, deuxième édition, Oxford, Elsevier, p. 5-12.
- MEY, Jacob (2010), « Reference and the prameme », *Journal of Pragmatics*, 42 : 2882-2888
- MORAVEC, Hans (1996), *Robot: Mere Machine to Transcendent Mind*, New York, Oxford University Press.
- MORAVEC, Hans (1998), *Mind Children: The Future of Robot and Human Intelligence*, Cambridge, Harvard University Press.
- NEGROPONTE, Nicholas (1995), *Being Digital*, New York, Knopf.
- NOBLE, David (1999), *The Religion of Technology: The Divinity of Man and the Spirit of Invention*, New York, Penguin Books.

PAQUIN, David (2016), « Le posthumain : enfant prodige de l'empire cybernétique », *Multimed. Revue du réseau transméditerranéen de recherche en communication*, 4 : 71-92.

PLANT, Sadie (1998), *Zeros and Ones: Digital Women + the New Techculture*, Londres, Forth Estate.

SALIH, Sarah (2007), « On Judith Butler and performativity », dans Karen E. LOVAAS et Mercilee M. JENKINS (dir.), *Sexualities and Communication in Everyday Life: A Reader*, Thousand Oaks, Sage Publications, p. 55-68.

SQUIER, Susan M. (2004), *Liminal Lives: Imagining the Human at the Frontiers of Biomedicine*, Durham, Duke University Press.

STOCKTON, Kathryn Bond (1994), *God Between Their Lips: Desire Between Women in Irigaray, Brontë, and Eliot*, Stanford, Stanford University Press.

TOFFOLETTI, Kim (2004), « Catastrophic subjects: Feminism, the postman, and difference », *Thirdspace: A Journal of Feminist Theory & Culture*, Special Issue on Representation and Transgressive Sexualities, 3(2) : 1-13.

TOFFOLETTI, Kim (2007), *Cyborgs and Barbie Dolls. Feminism, Popular Culture and the Posthuman Body*, New York, I.B. Tauris.

WAJCMAN, Judy (2007), « From women and technology to gendered technoscience », *Information, Communication & Society*, 10(3) : 287-298.

WILSON, Elizabeth (2004), *Psychosomatic: Feminism and the Neurological Body*, Durham, Duke University Press.

ANNEXES

Extraits du film *Lucy*

Extrait 1



Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 2



Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 3



Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 4



Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 5

Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 6

Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 7

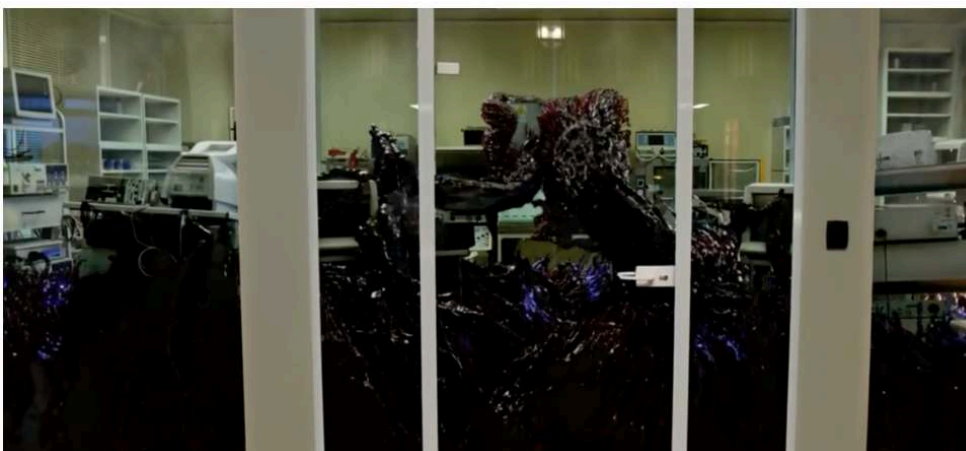
Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 8



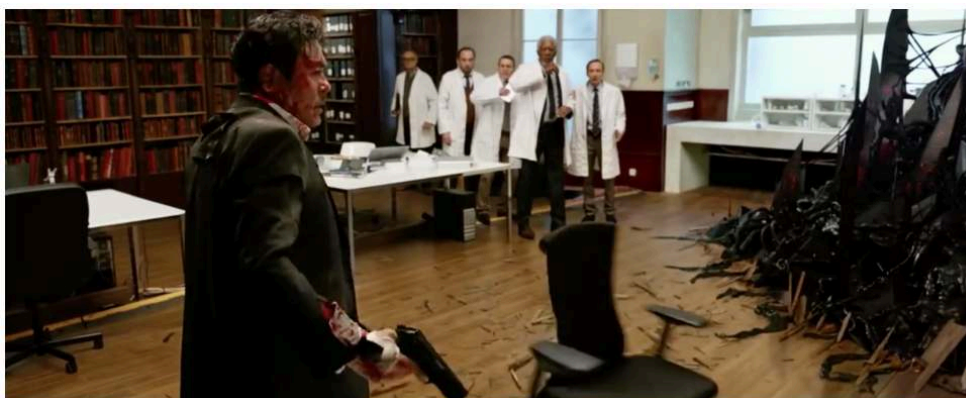
Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 9



Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

Extrait 10



Source : *Lucy*, Luc Besson, 2014.

NOTES

1. À qui nous devons également les films *Anna* (2019), *The Fifth Element* (1997) et *La femme Nikita* (1990).
2. Le théoricien en études cinématographiques Jean-Pierre Esquenazi s'est par ailleurs servi de la sociologie de Kracauer pour formuler sa propre pensée sur les manières dont peuvent être mis en scène, au cinéma, des récits sociaux donnés. Les films, qu'il considère comme un « processus social » (2007 : 121), ne possèdent jamais qu'une seule énonciation fixe et leurs significations sont plutôt en perpétuel mouvement, en fonction du contexte social, géographique, historique, culturel ou économique dans lequel ils sont reçus, visionnés et analysés.
3. Jacob Mey (2001 ; 2006 ; 2010) utilise le terme d'actes pragmatiques pour rendre compte de la production d'une analyse faite à partir d'hypothèses, soit d'éléments attendus et espérés. Pour Martin Lefevre, « cette méthode consiste à émettre une hypothèse ou une théorie par rapport à un ou à plusieurs phénomènes, à déduire de celle-ci les conséquences ou les effets pratiques qui pourraient se produire le cas échéant, puis à vérifier expérimentalement, cas par cas, si nos attentes quant aux habitudes possibles de l'objet de notre conception se confirment » (2007 : 146).
4. Graham emploie la forme orthographique « post/humain » (post/human dans son écrit original) afin de mettre l'accent sur l'aspect critique qui fonde sa manière d'aborder les notions relatives au posthumanisme : « For me, therefore, the use of the oblique in my terminology of "post/human" reflects this wish to insert a kind of critical interval in our talk of the post/human » (2004 : 18). (Pour moi, l'utilisation de l'oblique dans le terme 'post/humain' reflète ce souhait d'insérer une sorte d'intervalle critique à notre discussion sur le post/humain, traduction de l'auteure) Elle ajoute également que l'oblique nous empêche de penser et de concevoir la notion du posthumanisme comme une trajectoire linéaire ayant une finitude connue.
5. [...] grâce à la cybernétique, à l'intelligence artificielle, à la réalité virtuelle, à la chirurgie plastique, aux thérapies génétiques et à la reproduction assistée, les humains biologiques sont entourés — et transformés — en hybrides entre la machine et l'organisme, où ce que nous appelions « nature » a désormais été significativement remodelée par la technologie, et la technologie, à son tour, s'est retrouvée assimilée à la « nature » comme composante à part entière de la vie organique en elle-même (traduction de l'auteure).
6. À ce sujet, Ahmed soutient que la majorité des critiques matérialistes à l'endroit du féminisme pointent Judith Butler (voir note 13) comme un exemple de féministe ayant réduit la matière à un élément culturel (Ahmed, *op. cit.* : 538 ; mais également Barad, *op. cit.* ; Clough, *op. cit.* ; Cheah, 1996 ; Fraser, 2002).
7. Le langage a reçu trop de pouvoir. Le tournant linguistique, le tournant sémiotique, le tournant interprétatif, le tournant culturel : il semble que, récemment, dans chaque tournant, chaque « chose » — même la matérialité — soit considérée comme matière du langage ou comme toute autre forme de représentation culturelle. [...] Le langage importe. Le discours importe. Seulement, il semble que la seule chose qui n'importe désormais plus soit la matière (traduction de l'auteure).
8. « object-oriented ontology », en anglais (Harman, 2005).
9. La vie nous a été donnée il y a un milliard d'années. Qu'en avons-nous fait ? (traduction de l'auteure).
10. Traduction littérale de « material sublime ».
11. Halberstam signe l'ouvrage *Posthuman Bodies*, paru en 1995, sous le nom de Judith Halberstam. Puisqu'il s'identifie au genre masculin, l'emploi du prénom Judith ne sera pas utilisé dans le présent texte.
12. Les corps posthumains sont à la fois les causes et les effets des relations postmodernes de pouvoir et de plaisir, de virtualité et de réalité, de sexe et ces conséquences. Le corps posthumain

est une technologie, un écran, une image projetée ; c'est [...] un techno-corps (traduction de l'auteure).

13. Butler (1991 et 1993) attaque les présupposés qui déterminent l'existence d'une seule identité à l'intérieur d'un seul sujet (genré), lequel aurait besoin d'être représenté dans l'espace social du langage. Ce qu'elle appelle structures de l'intelligibilité (Salih, 2007 : 57) est, en fait, la création d'un sujet par le langage (discours) (*ibid.* ; Butler, 1990). Pour expliquer cela, Butler donne d'ailleurs l'exemple de l'enfant qui ne devient sujet social que lorsque le genre lui est attribué. À la mère enceinte, on demande si l'enfant qu'elle porte est un garçon ou une fille. Avant même sa naissance, l'enfant se retrouve ainsi genré et face à une culture qui, socialement, lui construit déjà une identité. Si nous acceptons donc que le genre soit socialement construit, cela suggère un déterminisme des genres (Butler, 1990 : 12), où les corps ne sont plus que compris comme des « réceptifs passifs d'une loi culturelle irrévocable » (1990 : 12 ; traduction de l'auteure). C'est sur ce point que Butler construit l'idée que le sexe serait donc toujours du genre (et l'inverse). S'il existe un déterminisme des genres qui, socialement, pousse l'identité genrée avant même la naissance de l'individu et qui se détermine suivant les codes culturels, alors il est possible de concevoir le sexe de la même manière. Le sexe deviendrait tout autant culturellement construit que le genre et il deviendrait possible d'affirmer que le sexe aura toujours été déjà du genre. La distinction entre « sexe » et « genre » se retrouve donc, ontologiquement, à ne plus être une distinction (1990 : 10-11).

14. La femme cyborg remplace Ève dans ce mythe en incarnant une figure qui rompt, une fois pour toute, la connexion présumée entre les femmes et la nature sur laquelle reposent d'entières structures patriarcales. La femme cyborg, qui plus est, exploite la crainte traditionnellement masculine de l'illusion trompeuse des apparences et remet en question les frontières entre l'humain, l'animal et la machine précisément là où elles sont le plus vulnérables — à même le corps féminin (traduction de l'auteure).

15. David Paquin utilise le terme de dé-corporalité pour parler de la façon dont s'inscrit le corps dans un contexte cybernétique. Il note : « [...] cette idée de se libérer de sa propre chair, de transférer sa conscience sur des supports mémoires numériques afin de mieux parcourir les contrées virtuelles du cyberspace prend racine dans la littérature de science-fiction des dernières décennies et dans la compréhension du phénomène de dé-corporalité et de dépersonnalisation issu des technologies du virtuel avec lesquelles l'homme entretient un rapport de plus en plus intime au quotidien » (2016 : 79). Même si le contexte renvoie directement au cyberspace, le terme qu'il emploie nous apparaît tout de même pertinent pour faire le rapport entre le corps et la figure du cyborg.

16. Pour ne nommer que quelques exemples : *2046* (Wong Kar-Wai, 2004) ; *Aurora* (Kristina Buožytė, 2012) ; *Embers* (Claire Carré, 2015) ; *Emotion Picture — Dirty Computer* (Janelle Monáe, 2018) ; *Ex Machina* (Alex Garland, 2014) ; *Her* (Spike Jonze, 2013) ; *I'm Here* (Spike Jonze, 2010) ; *S1mone* (Andrew Niccol, 2002) ; *Splice* (Vincenzo Natali, 2009) ; *Surrogates* (Jonathan Mostow, 2009) ; *Womb* (Benedek Fliegauf, 2010).

17. Le « male gaze » que Laura Mulvey a développée dans son texte, devenu canonique des études cinématographiques, « Visual pleasure and narrative cinema » (1975).

18. Nous prenons conscience que le plan en contre-plongée n'est pas constamment signe de prise de contrôle. Cela dit, dans le contexte du présent film, il nous apparaît évident que ce choix d'angle de caméra tend à démontrer le caractère changeant du personnage principal.

19. Maman, je ressens tout... L'espace. L'air. Les vibrations. Les gens. Je peux ressentir la gravité. Je peux ressentir la rotation de la Terre. La chaleur quitter mon corps. Le sang dans mes veines. Je peux ressentir mon cerveau, les plus profondes parties de ma mémoire. [...] La douleur dans ma bouche quand je portais des broches. Je peux me souvenir de la sensation de ta main sur mon front quand j'avais la fièvre. [...] Je me souviens du goût de ton lait dans ma bouche. La chambre. Le liquide (traduction de l'auteure).

20. Traduction littérale de « monstrous Other ».
21. Traduction littérale de « monstrous feminine ».
22. En référence à Graham, qui conçoit le corps posthumain comme « post-bodies » (2004 : 15).
23. En référence à Balsamo, qui conçoit le corps posthumain comme « techno-body » (*op. cit.* : 5).
24. Le corps est redessiné de manière matérielle à travers la mise en œuvre de nouvelles technologies (traduction de l'auteure).
25. C'est comme si toutes les choses qui nous rendent humains s'estompent. Le moins humaine je me sens, tout ce savoir... tout — la physique quantique, les mathématiques appliquées, la capacité infinie du noyau d'une cellule — tout cela explose dans mon cerveau, tout ce savoir (traduction de l'auteure).
26. Qui compte comme complètement humain, et qui se retrouve exclut et inclut dans les définitions du (post) humain (traduction de l'auteure).
27. Traduction littérale de « becoming multiplicity ».
28. Les humains se considèrent comme uniques et ont ancré toute leur théorie de l'existence sur leur singularité. « Un » est leur unité de mesure. Mais ce ne l'est pas. Tous les systèmes sociaux que nous avons mis en place ne sont qu'une ébauche. Un plus un égale deux. C'est tout ce que nous avons appris. Mais un plus un n'a jamais égalé deux. Il n'y a, en fait, aucun chiffre et aucune lettre. Nous avons codifié notre existence pour la réduire à la valeur humaine, pour la rendre compréhensible. [...] Le temps est la seule véritable unité de mesure. Il donne une preuve à l'existence de la matière. Sans temps, nous n'existons pas (traduction de l'auteure).
29. Que les cyborgs transcendent alors les processus de dualité à travers lesquels la modernité occidentale [et] le patriarcat [...] ont été fondés, non par rapport à la hiérarchie de l'humanité, de la technologie et de la nature, mais par rapport à la réalisation de l'interdépendance et de la perméabilité de toutes ces catégories. En d'autres mots, les cyborgs ne partagent pas les caractéristiques humaines des identités fixes, des communautés exclusives ou des vérités absolues : ils sont une mixture paradoxale d'innocence et de complicité qui nous rappelle de porter attention aux modalités à partir desquelles nous avons acquis notre sécurité et notre identité (traduction de l'auteure).
30. Traduction de « technological sublime ».
31. Malgré les possibilités technologiques en matière de reconstruction corporelle, dans les discours sur la biotechnologie, le corps de la femme est perpétuellement codifié comme le signifiant culturel du « naturel », du « sexuel » et du « reproducteur », faisant ainsi en sorte que l'utérus, par exemple, continue de signifier le genre féminin d'une façon qui renforce l'identité fondamentale du corps féminin comme corps maternel (traduction de l'auteure).
32. Orgie masculiniste de guerre (traduction de l'auteure).
33. Les femmes sont aliénées non pas par un corps passé qu'elle aurait connu, mais par un corps futur qui leur est dû. Ce sont des corps que les femmes n'ont pas pu voir [...] même si ces corps résistent déjà à leurs constructions dominantes, particulièrement là où ces corps apparaissent comme faille dans la Symbolique dominante (traduction de l'auteure).

RÉSUMÉS

L'auteure se penche sur les manières de concevoir les effets sur le corps humain, plus spécialement féminin, du *devenir-digital* en utilisant comme objet d'analyse le film de science-

fiction français de 2014, *Lucy*, écrit et réalisé par Luc Besson. En mobilisant des théories issues du nouveau matérialisme et du post-humanisme, l'auteure établit une analyse dans laquelle la technologie transforme et modifie la matérialité du corps humain féminin et qui réaffirme le potentiel *dé-centralisant* du devenir-digital.

The author looks at ways of conceiving the effects of *becoming digital* on the human body, and particularly the female body, taking as its subject of analysis *Lucy*, a 2014 French science fiction film written and directed by Luc Besson. Drawing on new materialist and posthumanist theory, the author works out an analysis in which technology alters and transforms the materiality of the female human body and reasserts the *de-centralizing* potential of that *becoming digital*.

La autora del artículo se centra en las maneras de concebir los efectos sobre el cuerpo humano, especialmente femenino, del devenir digital, utilizando como objeto de estudio la película francesa de ciencia ficción, *Lucy* de 2014, escrita y realizada por Luc Besson. Utilizando las teorías derivadas del nuevo materialismo y del posthumanismo, dicha autora realiza un análisis, en el que la tecnología transforma y modifica el aspecto material del cuerpo humano femenino y reafirma el potencial descentralizador del devenir digital.

INDEX

Palabras claves : devenir digital, cuerpo femenino, posthumanismo, cine, ciencia ficción

Mots-clés : devenir-digital, corps féminin, post-humanisme, cinéma, science-fiction

Keywords : becoming digital, female body, posthumanism, cinema, science-fiction

AUTEUR

MAUDE RIVERIN

Maude Riverin est doctorante en communication et chargée de cours, Université du Québec à Montréal. Courriel : maude.riverin@gmail.com

L'homme « au cœur »

Du robot au cobot, le mythe du « bon » automate dans la médiatisation de « l'industrie du futur » (1978-2018)

Marco Saraceno

- 1 Depuis le lancement en 2011 du programme allemand Industrie 4.0 (Kohler et Weisz, 2016) annonçant la « nouvelle révolution industrielle » du numérique, tous les pays « industrialisés » ont mis sur pied des projets étatiques pour organiser et accompagner l'inéluctable « numérisation » du secteur manufacturier. La référence au « futur » est explicite dans l'ensemble de ces programmes, lesquels mobilisent l'imaginaire du « numérique » comme rupture ayant ouvert une brèche entre le matériel et le virtuel. Ainsi, dès leur intitulé, le « futur » est utilisé pour rendre compte d'une transformation sur le temps long provoquée par les solutions numériques (Bidet-Mayer, 2016).
- 2 Au-delà des titres, cet usage du substantif « futur » ainsi que la référence à une « révolution » en cours sont extrêmement présents dans la rhétorique générale de ces programmes. Cela semble inscrire les textes de présentation de « l'industrie du futur » dans un genre de communication gouvernementale particulière que l'on appellera « perspectivisme technologique » et dont il s'agira ici de clarifier les dispositifs rhétoriques. Ces discours, plus que de présenter des choix stratégiques que l'on s'apprête à effectuer ou les résultats d'orientations prises, selon le modèle du « marketing politique », esquissent des scénarios « futurs » évoquant des transformations réelles, en fonction d'imaginaires « science-fictionnels ».
- 3 Dans le présent article, nous souhaitons montrer que la représentation de l'industrie du futur dans la rhétorique politique contemporaine s'inscrit dans une histoire qui précède largement la prétendue « révolution numérique ». On soulignera donc que les raisons de la mobilisation de cette rhétorique du « futur » ne se trouvent pas dans une prétendue rupture technique, mais dans une certaine configuration sociopolitique. Bien que cette histoire soit assurément internationale, nous nous intéresserons dans la présente publication au cas français¹. Nous voulons en effet nous concentrer sur un élément rhétorique particulièrement présent dans ce contexte et moins mobilisé dans d'autres cas, par exemple l'allemand : celui de la robotique et de son rapport à la « réindustrialisation »².

- 4 En effet, en parcourant un corpus de rapports gouvernementaux sur la politique de l'innovation industrielle des années 1970 à aujourd'hui, on remarque une présence constante du « robot » comme objet représentatif de la révolution à venir que la rhétorique politique met en avant. Il s'agit principalement, pour les années 1970 à 1990, des rapports produits par le Commissariat général du Plan (CGP), plus particulièrement par les commissions Recherche scientifique et technique ainsi que par le Service Industriel qui, en 1984, prendra le titre emblématique de Service de développement technologique et industriel. Parallèlement, nous avons consulté des rapports produits par des instances de consultation comme le CESE, l'Agence pour l'informatique et l'Observatoire français des techniques avancées. Nous avons ainsi cherché l'ensemble des rapports produits dans le cadre de la planification qui portaient sur l'innovation technique sans avoir ni une dimension de « politique industrielle » (financement de l'équipement industriel) ni une dimension « technique » (évaluation technique de l'efficacité d'une innovation). Pour les années 2000, avec le remplacement du CGP par l'agence France Stratégie, les sources sont plus diversifiées, et c'est principalement la récente Alliance Industrie du Futur qui a fourni le cadre de notre corpus.
- 5 Ce qui frappe dans la consultation d'un tel corpus, c'est que malgré les importantes transformations techniques que l'industrie connaît depuis plus de 40 ans, le robot représente encore aujourd'hui un élément rhétorique central. Bien que le robot ne soit jamais le centre du discours, il est constamment mobilisé pour rendre compte de la dimension révolutionnaire des innovations industrielles. Comme on le montrera, le robot est une image qui permet rhétoriquement de faire fonctionner cet oxymore. Que ce soit pour évoquer la transformation introduite par le logiciel dans les années 1970, l'innovation des « ateliers flexibles » des années 1980 ou la révolution numérique de 2010, l'on retrouve constamment l'idée que le robot « du futur » pourrait bénéficier de ces innovations pour se mettre définitivement « au service de l'homme ». Nous montrerons donc que cette présence constante du robot est intimement liée au dispositif rhétorique des discours sur l'industrie du futur. Comme nous l'avons évoqué plus haut, ces discours n'ont pas un horizon technique ou organisationnel, mais poursuivent un objectif idéologique dont le fondement est celui de présenter le « futur » progrès industriel à la fois comme souhaitable et comme « différent » par rapport à celui « condamnable » du passé.
- 6 Cette logique discursive se base sur un imaginaire qui oppose l'industrie moderne et le « travail humain », dont le geste artisanal serait l'exemplification. Production industrielle et travail humain seraient deux formes d'action technique concurrentes, puisqu'homologues. L'industrialisation, c'est-à-dire la mécanisation et l'automatisation des systèmes de production, conduirait inéluctablement à une « crise du travail ». Les discours sur l'industrie du futur cherchent ainsi à mobiliser des imaginaires qui permettent de penser un progrès industriel qui soit tout à la fois la continuation linéaire du processus d'automatisation et une rupture par rapport au passé déshumanisant de celui-ci. L'image ambivalente du robot — il est à la fois une technique de reproduction automatique du geste professionnel et un instrument qui s'autonomise de l'homme lui-même — représente en ce sens l'objet parfait pour rendre compte de la « nouvelle révolution industrielle ». Cela permet donc d'évoquer un « passé » industriel qui cherchait à faire disparaître l'humain et le futur de l'industrie basée sur une « collaboration » apaisée avec la machine qui place l'homme « au cœur » du processus de production.

- 7 Dans la première partie, nous montrerons que la mobilisation de l'idée d'une révolution industrielle s'inscrit dans une stratégie politique de réponse à une crise économique et sociale dont on cherche à montrer la cause dans une impasse du progrès technique. Dans la deuxième partie, nous montrerons que ce discours se construit à partir de l'application des outils du prospectivisme à la politique industrielle. Enfin, dans la troisième partie, nous nous concentrerons sur le rôle rhétorique que joue le « robot » dans cette présentation duale de l'histoire industrielle.

« L'énième révolution industrielle » et la crise du progrès : généalogie d'un discours

- 8 Aujourd'hui, l'utilisation de scénarisations de ce que sera « l'industrie du futur » est strictement liée à l'image relayée par les décideurs politiques d'une « crise du progrès », c'est-à-dire d'une crise de l'industrialisation, de la technique en général et de son imaginaire. C'est en effet parce que les technologies disponibles se révèlent inefficaces, voire dangereuses, pour le futur de l'humanité qu'il faut chercher à imaginer les « nouvelles technologies » qui engendreront une « nouvelle révolution industrielle ». La désindustrialisation, la crise écologique, la montée des inégalités entre les individus et entre les territoires sont reconnues comme autant de signes de l'impasse du modèle du « progrès technique » et de la nécessité d'invoquer de « nouvelles technologies ». C'est en effet par cette rhétorique qu'est présenté le programme *La France industrielle*. Ce programme de financement est lancé en 2014 pour cadrer le « redressement productif » voulu par le gouvernement et dont l'un des axes privilégiés est justement celui de « l'usine du futur » :

Nous construisons la France de la troisième révolution industrielle. Pour retrouver son rang dans la bataille mondiale, gagner en compétitivité, maintenir de l'emploi industriel et améliorer la place de l'homme dans l'usine, la France doit relever le double défi de moderniser son outil productif et de concevoir et de développer les processus et les outils de production de l'avenir. L'usine de demain devra être plus écologique et sobre en ressources, plus intelligente, avec des modes de production toujours plus adaptés à des productions personnalisées ou en petite série. Elle devra remettre l'humain au cœur de la relation homme-machine et être plus proche de son écosystème local (clients, sous-traitants et fournisseurs) (Gouvernement, 2014 : 73)³.

- 9 Ce discours cherche à présenter le numérique comme une rupture permettant de sortir d'un progrès industriel dont on reconnaît les méfaits. Il récupère de la sorte un certain nombre d'arguments critiques de l'industrialisation (écologisme, technocritique, altermondialisation, etc.) pour montrer la prise en charge de ces dangers par la technique elle-même grâce au virage « numérique ». Si le discours met donc en avant les caractéristiques immatérielles, décentralisées et « horizontales » du numérique pour justifier le recours à l'idée d'une transformation radicale de la production, lorsqu'on sort de la rhétorique de la « révolution numérique » et que l'on réinscrit ce discours dans l'histoire de la mobilisation de l'idée d'une « énième révolution industrielle », on peut repérer un dispositif récurrent.
- 10 On trouve d'ailleurs des traces de ce dispositif discursif dès la fin des années 1970 et le début des années 1980. C'est en effet à cette période que l'on voit apparaître pour la première fois de manière massive dans les textes technocratiques la notion de « énième (deuxième, troisième, nouvelle) révolution industrielle ». Cette expression cantonnée

auparavant aux réflexions sociohistoriques sur le travail industriel devient un élément rhétorique central des rapports gouvernementaux évoquant les techniques « nouvelles » destinées à « sortir de la crise » du « modèle tayloro-fordiste » et à « relancer le progrès ». Si l'on regarde statistiquement la présence de l'expression « deuxième-troisième-nouvelle révolution industrielle » dans les textes des plans, on est frappé par l'évolution de son utilisation. L'expression est complètement absente jusqu'au VIII^e Plan, moment où elle fait son apparition (5 occurrences sur 254 pages), pour se diffuser véritablement dans le IX^e Plan (10 occurrences sur 168 pages). En sortant des réflexions intellectuelles pour devenir un élément du langage « technocratique », la notion de nouvelle révolution industrielle acquiert une signification particulière que l'on peut définir comme instrumentale. Il ne s'agit pas de définir les « lois » historiques du progrès technique et ses idiosyncrasies avec le progrès social, il s'agit maintenant de présenter la révolution comme un outil de gestion politique des difficultés de l'industrie nationale.

- 11 Alors que des auteurs comme Georges Friedmann (1936) ou Lewis Mumford (1934), suivant l'analyse marxienne de l'industrialisation dans les années 1930, cherchaient par la notion de deuxième révolution industrielle à rendre compte des nouvelles crises du capitalisme et que des intellectuels comme Pierre Naville (1963) ou Radovan Richta (1967), dans les années 1960 inspirées entre autres par la cybernétique de Wiener, voulaient, par des formules comme celle de « nouvelle révolution technique », saisir la contradiction entre le développement cognitif de la technique et la contrainte que l'organisation du travail faisait peser sur la créativité des travailleurs, dans les années 1980, cette expression sert principalement à évoquer les conditions de possibilité du maintien de la croissance économique et de la société capitaliste. Il s'agit d'un discours qui, tout en reprenant les codes de la « mythologie » de la « révolution industrielle » comme force transformatrice (Jarrige, 2015), s'appuie sur une sorte de « prise de conscience » des contradictions inhérentes au progrès industriel :

Dans le passé, les révolutions techniques ont eu, au moins pour la génération qui les a vécues, un coût social et humain intolérable : transfert brutal de populations, travail des enfants, conditions de production pénibles, millions d'hommes rivés à la chaîne par le taylorisme. La mutation portée par les nouvelles techniques ne comporte pas de risques comparables. Toutefois, elle peut provoquer misères et violences si elle n'est pas mise au service du progrès et des libertés (CGP, 1983 : 35).

- 12 Autrement dit, il s'agit d'un discours qui traduit les différents techno-criticismes qui avaient marqué la pensée intellectuelle de l'après-guerre en les mettant au service d'un programme de développement du progrès industriel. Il est à ce propos intéressant de remarquer l'évolution de la formule même de « prise de conscience ». Dans les textes des années 1950 et 1960, le plan lui-même était le vecteur d'une prise de conscience des conditions de possibilité de progrès : « Il est essentiel que le pays prenne conscience, non seulement des difficultés du moment et des efforts à accomplir, mais des possibilités de relèvement et de l'avenir qui lui est ouvert s'il le veut » (Monnet, 1946-1947 : s. p.). À partir de la fin des années 1970, le plan n'est plus l'outil éclairateur qui permet de « prendre conscience », mais il affirme le retard que les pays industrialisés ont pris à « prendre conscience » de la « crise ». Le VIII^e Plan consacre ainsi un chapitre entier à la « prise de conscience » de la « vulnérabilité des pays industrialisés » et de l'industrialisation comme progrès (*ibid.* : 19).
- 13 C'est cette « prise de conscience » tardive qui rend nécessaire une transformation des méthodes, avec notamment une mise en discussion de l'outil planiste lui-même.

L'avenir apparaît comme de plus en plus imprévisible, et cela demande des techniques nouvelles qui sont justement celles du prospectivisme, lequel vient ainsi renouveler de l'intérieur l'instrument du plan qui paraissait dépassé :

Nous n'avons plus assez de certitudes pour prévoir l'avenir, mais il nous en reste suffisamment pour nous y préparer. Ainsi s'éclaire le paradoxe qui veut que le Plan est d'autant plus nécessaire que le futur se fait plus imprévisible (*ibid.* : 10).

L'incertitude qui affecte les changements économiques et politiques dans le monde interdit de prétendre enfermer l'image du futur dans une projection (*ibid.* : 171).

- 14 Cette transformation concerne d'abord la façon de présenter la politique technologique à l'ère de la troisième révolution industrielle. Certes, toute « révolution » implique un changement radical et soudain, et par conséquent sa prédictibilité semble être un oxymore. Toutefois, dans le discours sur la « nouvelle révolution », les innovations technologiques majeures du passé, bien que difficilement envisageables avant leur « sortie du laboratoire », sont présentées comme ayant un impact social prévisible. En effet, dans une présentation hautement caricaturale du passé industriel, les discours gouvernementaux présentent les révolutions du passé comme le résultat presque « mécanique » de « l'éclosion des besoins du marché ». En ce sens, le rapport entre procès technique et croissance économique « tournait comme une horloge » (Danzin, Boulil et Lagarde, 1980 : 20). La diffusion des progrès techniques se fait au contraire à partir des années 1970 dans un contexte de récession économique et de concurrence accrue, la possibilité de « s'adapter au progrès » n'existant plus. « L'ère de la facilité est terminée » (*ibid.* : 21-22), annonce un pré-rapport du VIII^e Plan sur les technologies. Le progrès technique transforme la production de manière imprévisible, il touche à la fois la production et la conception, et sa rapidité rend tout retard irrécupérable. Cette façon de parler de la politique industrielle s'inscrit dans une crise du modèle planiste qui n'est pas seulement la dévaluation d'un système de gestion technico-politique, mais plus généralement d'un récit du progrès (Rouso, 1987).
- 15 Dans ce cadre émerge donc la notion de nouvelle technologie pour rendre compte d'une force soudaine, une innovation « de rupture » par rapport à l'évolution technique linéaire du passé. L'informatique et la microélectronique, avec la mobilisation de l'imaginaire hyperbolique de la « loi de Moore », se prêtent parfaitement à devenir l'étendard de cette « révolution ». Leur représentation est contradictoire par rapport à celle de l'automatisation de l'après-guerre, qui était présentée comme une évolution technique « inéluctable » qu'il fallait exclusivement planifier socialement⁴. On voit les premières manifestations de cette rhétorique en France avec le rapport précurseur Nora-Minc sur l'informatisation de la société en 1978, qui use de cette image « flexible », « décentralisée », « rapide » de l'innovation informatique pour l'opposer à une organisation sociale et technique « lourde », « rigide », « centralisée ».
- 16 Mais pour donner corps à cette notion vague d'informatique, laquelle n'était rentrée dans le dictionnaire de l'Académie qu'en 1966, les textes mobilisent l'image d'objets concrets dont la diffusion inéluctable révolutionne le quotidien. Parmi ces objets, on retrouve bien évidemment l'ordinateur. Or, celui-ci n'est certes pas « nouveau » en 1978 ; on commence d'ailleurs à en écrire l'histoire dans les années 1980 (Breton, 1987 ; Moreau, 1981)⁵. Néanmoins, dans la rhétorique de la énième révolution industrielle, l'évolution de l'ordinateur du calculateur central à la micropuce représente le modèle d'une technique « rhizomatique » et « diffuse ».
- 17 Les nouvelles technologies de l'informatique sont ainsi des leviers pour critiquer un progrès qui commence à connaître des signes de crise et dont l'industrie « mécanique »,

« lourde » serait l'image. Mais cette critique ne signifie pas l'abandon de la production industrielle, au contraire. Comme nous l'avons montré par la rhétorique de la énième révolution industrielle, elle sert à en révéler le potentiel nouveau. Ainsi la production moderne sera-t-elle « horizontale », « décentralisée », « flexible » comme la société de l'informatisation, mais elle sera toujours « industrielle ». Autrement dit, on poursuivra dans le long chemin de l'automatisation et de la mécanisation, mais en en faisant la « révolution » grâce aux nouvelles technologies. C'est dans ce cadre que le robot fait son apparition comme « application avancée » de l'informatique à l'industrie dans les rapports officiels.

- 18 Encore une fois, il ne s'agit ni d'un objet ni d'un concept « nouveau ». Si l'origine du terme se trouve dans la science-fiction des années 1920 à 1940, dès les années 1950 les sciences mathématiques, d'une part, et les sciences humaines, d'autre part, commencent à s'intéresser à l'émergence d'une « intelligence artificielle », autrement dit à un automate capable d'un degré d'autonomie. Parallèlement à cette réflexion, des ingénieurs développent à partir des années 1960 des bras mécaniques, sans aucun type d'interaction dynamique et intelligente avec l'environnement, mais capables de reproduire la manipulation humaine et, pour cette raison, appelés « robots industriels »⁶. Lorsque, dans les années 1970, les discours de politique industrielle présentent la « nouvelle révolution » comme la capacité d'appliquer les « nouvelles technologies » à la production manufacturière, l'imaginaire du robot s'impose comme dispositif rhétorique. À la fin des années 1970, cette image se prête parfaitement à un discours que l'on peut qualifier de prospectiviste. Il est en effet suffisamment « futuriste » dans le fait de renvoyer à la « machine intelligente et autonome » pour annoncer une rupture radicale, mais déjà « en marche », dans les manipulateurs industriels, pour ne pas se réduire à la science-fiction. Toutefois, lorsque ce « robot » est mobilisé, on ne fait que très peu attention à la différence, presque ontologique, entre les perspectives ouvertes par les recherches sur l'autonomisation des machines et la réalité des bras manipulateurs qui commencent à équiper les usines.
- 19 Les deux « réalités » techniques n'ont que peu à voir l'une avec l'autre. Le seul point de connexion est que les manipulateurs ressemblent au bras humain dont ils imiteraient le mouvement, renvoyant ainsi à l'image du travailleur-machine-esclave de Karel Čapek. Toutefois, le discours joue largement sur les prétendues continuités entre ces deux êtres à partir de l'imaginaire d'une machine qui travaille « comme l'homme ».

L'introduction de la question technique dans le discours prospectiviste

- 20 D'une certaine manière, le robot-ordinateur marque donc l'entrée du planisme industriel dans le prospectivisme technologique : en évoquant le robot comme horizon du progrès, les discours sur l'industrie sortent d'une démarche prévisionnelle basée sur l'étude des évolutions du passé, pour entrer dans une réflexion sur les points de rupture que l'on peut imaginer dans le futur. Les discours sur les nouvelles technologies des années 1970-1980 reprennent ainsi les codes du perspectivisme sociopolitique des années 1960-1970 (Andersson, 2018) utilisant la construction de scénarios futuristes. En effet, depuis la fin des années 1950 et notamment depuis le III^e Plan de modernisation, la prospective a fait son entrée dans le système bureaucratique français. C'est notamment par le Centre international de prospective

(CIP), fondé en 1958 par Gaston Berger, que les techniques de scénarisation du futur arriveront des États-Unis. Le commissaire général du Plan nommé en 1959, Pierre Massé, voyait dans ces techniques des outils pour rendre plus rationnels les choix étatiques en fonction d'une pondération des scénarios possibles, selon un modèle explicitement inspiré de la théorie des jeux :

Le centre de décision n'a pas à fixer une décision instantanée, ni une séquence de décisions, mais ce que la théorie des jeux appelle une stratégie, c'est-à-dire un ensemble de décisions conditionnelles déterminant les actes à accomplir en fonction de toutes les circonstances susceptibles de se présenter à l'avenir (Massé, 2007 : 23).

- 21 Cette conjoncture est à l'origine du Groupe 1985, cercle de réflexion contribuant aux travaux du plan à partir de 1962, réunissant sous l'égide de Pierre Guillaume des personnalités comme Jean Fourastié ou Bertrand de Jouvenel et auditionnant des intellectuels du calibre de Claude Lévi-Strauss ou Raymond Aron. L'horizon de 1985 devait représenter celui d'un changement de génération et donc d'un « renouvellement à peu près total, à la fois de l'économie et des structures de la nation ». Ces réflexions, qui imposent la catégorie du « long terme » dans la rhétorique du planisme, se proposent d'intégrer aux thématiques économiques classiques des « modernisateurs » des problématiques plus « sociales » concernant la transformation des mœurs. Ainsi, le Groupe 1985 considérait « l'Homme de 1985 » et « ses choix » (CGP, 1972 :16) comme l'objet premier de son travail de recherche. Cette tendance continuera à se manifester dans le deuxième rapport publié par le Groupe en 1972, après mai 1968, dans lequel on s'interrogeait sur le passage d'une société industrielle à une société postindustrielle en évitant l'entrée économique et technique et en favorisant une lecture culturelle :

En dépit du poids des contraintes résultant de comportements collectifs, institutions et systèmes de valeurs hérités du passé, nous devons affronter [...] les bouleversements que paraît annoncer l'ère post-industrielle. Dans ces nouvelles réflexions pour 1985, le groupe d'études prospectives du Commissariat du Plan s'est moins attaché aux perspectives chiffrées de croissance et aux prévisions technologiques qu'aux grands courants qui influenceront notre avenir au cours des quinze prochaines années (CGP, 1972 : quatrième de couverture).

- 22 Si certainement la question du progrès technique n'était pas absente de ces premières recherches prospectivistes, celui-ci est toujours pensé à l'aune des évolutions axiologiques qu'il pourrait engendrer : « [...] l'appétit de motorisation, l'extension des consommations médicales » (*ibid.* : 11).
- 23 Les choses changent avec le troisième rapport de 1986, *Faire gagner la France* (Guillaume, 1985). La crise du soi-disant modèle tayloro-fordiste par laquelle le discours gouvernemental explique les changements nécessaires sur le marché de l'emploi et dans les formes organisationnelles du travail, met au cœur des priorités prospectivistes la transformation « technique » des systèmes de production. Le rapport de 1986 est ainsi le résultat d'un déplacement général du prospectivisme vers des questions d'ordre « technique » et industriel commencé avec le VIII^e Plan et institutionnalisé par la nouvelle majorité parlementaire.
- 24 On peut voir là « l'effet Chevènement », du nom du ministre de François Mitterrand qui avait voulu fortement l'unification du ministère de la Recherche et de l'Industrie et qui œuvrait pour redorer l'image de la production manufacturière française en plaçant l'État en véritable dirigeant de l'innovation après la parenthèse libérale giscardienne. La volonté de relancer le planisme avait en effet conduit la nouvelle majorité à

réorienter l'outil du plan de la « modernisation » et la politique d'équipement des années 1950-1960 vers l'anticipation technologique et l'accompagnement à la recherche et développement. D'ailleurs, lors d'un colloque consacré à « la politique industrielle pour la France », Mitterrand concluait en soulignant qu'on « ne peut pas laisser le développement de l'innovation au hasard ou au marché » (1983 : s.p.). Dans ce contexte s'inscrit le projet de décentralisation qui pense l'aménagement du territoire dans la perspective de la constitution de « pôles d'innovation », « technopoles » (De Certaines, 1988), des « clusters » sur le modèle de la *Silicon Valley* ou de la « route 128 de Boston ». Cette politique se propose de rapprocher recherche et industrie avec la régionalisation de l'ANAVAR, à qui sont confiées la mission de soutien aux PME ainsi que la mise en place des Contrats de Plan État-Région (1982) des Directions régionales de l'industrie et de la recherche (1983) et du réseau des « centres régionaux d'innovation et de transfert technologique » (1986) (Liu, 2013). La nécessité « d'irriguer de nouvelles technologies le réseau capillaire des PMI » sera donc à la base des travaux du groupe de préparation du plan consacré à la politique industrielle et de son rapport intitulé *L'industrie au futur*. Pendant l'après-guerre, ces petites industries proches du monde artisanal avaient été largement oubliées de la politique industrielle de la reconstruction. Par leur faible mécanisation, leur système de production « traditionnelle » et leur capitalisation fragile, ces entreprises étaient pensées comme vouées à s'agglomérer ou à disparaître, sous les coups du développement d'une automatisation complexe et coûteuse (Pelissolo, 1983). La nouvelle majorité au contraire présente la nouvelle « révolution » comme celle des PMI. La flexibilité et la « légèreté » des nouveaux systèmes d'automatisation ouvrent à ces entreprises de petite taille les marchés mondiaux. On voit là les prémisses d'une rhétorique s'appuyant sur l'idée du « glocal », un discours qui présente les enjeux d'innovation comme à l'interface entre la « capillarité » du réseau et l'ouverture à une échelle supranationale, dans laquelle des institutions comme la Communauté européenne commencent à jouer un rôle majeur :

[...] la politique de recherche doit prendre en compte simultanément la dimension internationale et la dimension régionale [...] Quant à la dimension régionale, il s'agit d'une part de créer des pôles technologiques régionaux à vocation internationale, d'autre part de bénéficier de l'effet de proximité permettant le développement fructueux des relations entre recherche publique et recherche industrielle (CGP, 1988 : 64).

- 25 Ainsi, entre 1980 et 1983, différentes initiatives de crédits sont conçues pour favoriser l'accès des petites entreprises aux nouvelles technologies de production à travers des prêts bonifiés (voir par exemple la procédure MECA, définie sous Giscard mais avec une dotation augmentée de 40 % par la nouvelle majorité ou le « milliard robotique »). Par ailleurs, le nouveau gouvernement implante différents programmes pour relancer la filière des « machines-outils » à commande numérique avec « le plan machines-outils » et le projet ARA (automatisation et robotique avancée). Au-delà du jugement que les chercheurs en histoire du financement public ont pu porter sur le succès relatif de ces initiatives, celles-ci montrent un volontarisme fortement affiché par la majorité socialiste de redéfinir la politique de planification industrielle autour d'un projet de prospectivisme technologique, mettant en avant les « nouvelles technologies » (Cohen, 1992 ; Ziegler, 1997).
- 26 L'évolution du discours que l'on trouve dans le rapport prospectiviste de 1986 *Faire gagner la France* (Guillaume, *op. cit.*) s'inscrit donc dans cette transformation générale de la politique planiste. Le problème central n'est en effet plus « l'homme » du futur, mais

« la révolution de l'organisation du travail ». Les scénarios qu'il s'agit d'écrire ne concernent pas les choix de valeurs des Français, mais les « techniques nouvelles » qui « feront gagner la France ». Certes, il faudra encore une fois façonner un « imaginaire », puisque « l'avenir de la France repose aussi en grande partie sur la représentation que les Français ont de leur propre avenir, individuel et collectif » (*ibid.* : 147), mais d'une certaine manière l'ordre de la pensée est inversé par rapport aux années 1960-1970. Il ne s'agit plus d'imaginer les transformations que le futur engendrera, mais de penser à quelles évolutions sont nécessaires pour rendre possible le nouveau progrès. En ce sens, l'homme « multidimensionnel » dont traite le rapport de 1986 n'est pas le produit envisageable de l'avenir, mais celui « nécessaire » à la France : « Taylor avait eu besoin d'un homme unidimensionnel [...]. La nouvelle révolution technologique a besoin d'un homme multidimensionnel » (*ibid.* : 68).

- 27 Jenny Andersson a montré comment la prospective est un outil symbolique par lequel le pouvoir se légitime en mettant en avant un « souci de l'avenir ». En ce sens, le prospectivisme et le futurisme ont bien peu à voir avec l'avenir et le futur, mais répondent à des exigences du présent, en particulier en ce qui concerne la maîtrise du « changement social » : « La prospective cherche à gouverner la prédisposition des acteurs au changement, et à coordonner — et donc, ordonner, mettre en sens — les multiples évolutions possibles du présent » (Andersson et Prat, 2015 : 10).

- 28 Cette lecture de l'orientation prospectiviste explique le changement d'objet de ce type de discours. À la fin des années 1980, les préoccupations « sociales » ne concernent plus le « style de vie », mais les modes de production :

Le thème de l'organisation de la production et du travail est dès lors primordial. Liée à un certain état de la société et de la technique, l'organisation taylorienne a épuisé son potentiel de gains de productivité. Une nouvelle conception du travail et de l'activité productive va s'imposer ; elle entraînera une transformation profonde des métiers, des qualifications et des statuts professionnels. Il n'est donc pas surprenant que l'entreprise et le système de formation au sens large soient au centre de notre réflexion prospective (Guillaume, *op. cit.* : 15).

- 29 Cela ne signifie pas qu'auparavant on ne scénarisait pas la technique, mais cela se faisait principalement dans les techniques de consommation (transport, loisirs...) plus que dans celles de la production. L'exposition de la France à la concurrence mondiale et la crise du prix de l'énergie placent la question du futur de l'industrie au cœur d'une réflexion politique et sociale. En ce sens, l'on présente une industrialisation qui, tout en restant profondément déterminée par le progrès technique, se révèle non prévisible et dépendante de techniques « nouvelles » qu'il faut « imaginer » et organiser :

Mais ces évolutions ne sont pas figées car il n'existe pas de déterminisme technologique, de solution imposée pour diffuser le progrès technique, de garantie absolue sur l'utilisation efficiente de ses retombées. Tout dépendra de notre capacité d'anticipation, d'organisation et de dialogue (*ibid.*).

- 30 C'est dans ce contexte que le robot peut devenir un pivot discursif. Le prospectivisme se propose en effet de réfléchir aux ruptures techniques qui conduiront l'industrie à dépasser l'impasse de l'automatisation lourde. L'accent mis dès la fin des années 1970 sur le potentiel productif de la rencontre entre informatique et automatisation place en effet la focale sur la possibilité de disposer d'un automatisme « flexible » en jouant avec cet oxymore sur la continuité et la discontinuité de la « nouvelle révolution industrielle ». Il s'agit de présenter les nouvelles solutions technologiques de la robotique comme l'aboutissement ultime de l'évolution des systèmes d'automatisation

et l'élément y introduisant une rupture majeure, la flexibilité, permettant à l'automatisation de sortir de sa « crise ». La rupture est tout à la fois technique, organisationnelle et sociale. En effet, dans les discours prospectifs, le robot permettrait d'endiguer la progressive déqualification de l'emploi qui avait commencé avec l'automatisation des systèmes de production. Le robot est présenté comme une technique capable de faire l'ensemble des tâches « discrètes » — impliquant une variabilité —, nécessaires au fonctionnement des systèmes de production automatiques et auxquelles étaient progressivement contraints les ouvriers dans un processus de déqualification du travail :

À la fin du siècle dernier l'ingénieur américain Taylor donna à la vieille théorie de la spécialisation d'Adam Smith une application concrète [...]. La technique d'alors ne permettant pas de faire des machines-robots, c'est l'homme qui devint robot. Sa tâche consistait à exécuter, avec interdiction d'y apporter le moindre changement, le même geste élémentaire des milliers de fois par jour. [...] La révolution actuelle est celle de l'intelligence, et la modernisation des activités productives nécessite non seulement des capitaux et des investissements matériels, mais aussi le supplément de matière grise indispensable à leur mise en œuvre (Guillaume, *op. cit.* : 36).

31 L'homme du futur sur lequel se penche le prospectivisme sera donc le résultat d'une transformation technique qui en « libérera » le potentiel. Par l'imaginaire de la robotique, c'est donc le futur industriel qui devient le futur « humain ».

32 Cette réflexion connaît une période de relâchement autour des années 1990-2000 en raison d'un désintérêt croissant pour les enjeux des politiques industrielles. Il est à ce propos intéressant de remarquer que dans le rapport du groupe de prospective de 1990 *Entrer dans le XXI^e siècle. Essai sur l'avenir de l'identité française*, la question industrielle est à nouveau remplacée par la problématique des « valeurs » d'une société postindustrielle (CGP, 1990a). Les préoccupations technologiques se tournent durant les années 1990 vers les télécommunications, en présentant la politique industrielle comme dépassée. Par rapport aux années 1980, la presque disparition des termes de *crises* et *révolutions*⁷ dans les textes publics sur l'innovation et la technologie est frappante. En 1997, la seule crise dont fait état le rapport du Commissariat du Plan est celle de l'idée même d'une politique industrielle :

Depuis une décennie la notion de politique industrielle est en crise, crise liée au manque de repères et aux coûts des politiques volontaristes antérieures qui ont échoué. [...] Si au début des années 1980 l'on pouvait évoquer « la crise du système productif », il nous semble qu'aujourd'hui c'est peut-être moins d'une crise dont il convient parler que d'une mutation contradictoire et inachevée vers de nouvelles formes de régulation et ou de coordination des activités économiques (Colletis et Levet, 1997 : 89).

33 C'est l'idée même d'un prospectivisme technologique qui semble perdre son sens dans la décennie 1990. Cette modification s'accompagne de la fin des plans quinquennaux en 1993, qui de fait mettent en *stand-by* l'outil prospectiviste qui avait servi de soutien aux dernières expressions du planisme à la française, notamment dans les années 1970-1980. Comme le soulignent Jenny Andersson et Pauline Prat, « la préoccupation pour le long terme tend à devenir à partir des années 1990 un récit de l'État sur l'État qui épouse les réformes de l'État-stratège ». Dans ce contexte, la question des nouvelles technologies est largement déléguée aux acteurs privés, ou à l'Union européenne, ce qui rend le récit sur « l'industrie du futur » dépassé.

- 34 Celui-ci est relancé vers les années 2010 par la progressive émergence de la rhétorique de la désindustrialisation. La question fait son apparition en 2004 dans un rapport parlementaire. Bien que les conclusions de ce premier rapport cataloguent la problématique comme un « mythe », le terme fait son entrée dans le langage politique en devenant un vrai pivot discursif. Cela déplace progressivement les discours vers l'idée d'une crise du modèle productif. Ainsi, lorsque dans les années 2010 explose à l'échelle internationale la question de l'impact du numérique sur l'économie, cette problématique trouve en France un terrain particulier autour des débats sur la désindustrialisation. Dans ce cadre, la prospective technologique refait surface en s'appuyant sur le même dispositif rhétorique des années 1980. Autour d'un discours prônant la « re-industrialisation » ou le « redressement » productif, le prospectivisme se propose de construire des scénarios qui présentent le prochain « changement de paradigme productif » comme une « occasion » pour reprendre le train de l'industrie, seule et unique condition pour le progrès. Cette réapparition de la prospective s'intègre par ailleurs dans un changement d'orientation autour de la question de l'État stratège. En effet, au cours de la campagne présidentielle de 2012, le désengagement de l'État dans la gestion des grandes infrastructures est très fortement critiqué. C'est dans ce contexte que la « prospective » s'institutionnalise à côté de la « stratégie » avec l'apparition en 2013 du Commissariat général à la stratégie et à la prospective (CGSP), communément appelé France Stratégie, qui sera le cadre des différents projets autour de l'industrie du futur, dont le premier, la nouvelle France industrielle, annonce justement le « retour de l'État » :

Le 12 septembre dernier, le Président de la république et le ministre du redressement productif lançaient conjointement à l'Élysée 34 plans de reconquête industrielle, les 34 plans de la nouvelle France industrielle. Ils donnaient ainsi le signal fort du retour de l'État stratège et planificateur au service de la réindustrialisation du pays. Ils remettaient dans les cœurs et dans les têtes l'idée que la France est une grande nation industrielle, solide, productive, inventive, capable de se réinventer et de devenir pionnière dans la troisième révolution industrielle, au carrefour des transitions écologique et énergétique d'une part, digitale et numérique d'autre part (Gouvernement, 2014 : 3).

- 35 Émerge à ce moment un appareil rhétorique semblable à celui des années 1980. Il s'agit en effet de présenter de manière parallèle, d'une part, une technique industrielle « périmée » pour ses effets économiques, politiques et sociaux et, d'autre part, une technique industrielle du futur qui représenterait son opposé et vers lequel il s'agirait de conduire la France. La finalité principale du prospectivisme technique n'est, en ce sens, ni de définir des orientations précises en matière de recherche et développement ni d'esquisser une analyse chiffrée du « retard » technologique du pays. Il s'agit plutôt de répondre à des angoisses liées à la technique industrielle sans pour autant proposer des « futurs possibles », mais en montrant la « prise en charge » du futur par l'industrialisation elle-même. C'est d'ailleurs à cette période, en 2011, que le *think tank* La fabrique de l'industrie est créé, avec pour objectif explicite de redorer l'image de l'industrie en France. Dans le cadre de ses travaux apparaît explicitement la volonté de sortir du processus de désindustrialisation tout d'abord en affirmant qu'aucun avenir n'est possible sans industrie. Autrement dit, d'après les animateurs de ce cercle de réflexion, avant de penser à la façon d'ouvrir des usines, il faut changer les mentalités en relevant le rôle moteur de l'industrie dans l'économie et la société futures (Veltz et Weil, 2015). Par ailleurs, l'industrie est conçue de manière extensive par une critique de la dichotomie industrie-service, qui insiste au contraire sur la place centrale de

l'activité manufacturière dans l'offre de service future. On met ainsi l'accent sur l'évolution des marchés vers une « économie de la fonctionnalité », dans laquelle la production d'une voiture coïncidera avec la construction d'une offre de mobilité (Veltz, 2017).

- 36 On retrouve donc une continuité rhétorique entre le prospectivisme technologique des années 1980 et celui de la « révolution numérique » : il s'agit de présenter une « industrialisation nouvelle », au sens d'un progrès sociotechnique qui trouve un nouveau souffle dans de manières de produire innovantes. L'ensemble des discours concernant l'industrie du futur se structure autour de dichotomies (rigide-flexible ; vertical-horizontal ; lent-rapide ; polluante-propre) soutenant l'idée d'une « révolution » au sens d'un changement radical et soudain pour remettre en branle le « progrès ». En ce sens, la construction du récit d'une « révolution industrielle » censée sortir le progrès industriel de sa « crise » se joue autour d'une double représentation contradictoire de la technique industrielle. D'une part, cela se concrétise dans une présentation caricaturale de l'histoire technique montrant l'industrialisation comme une déshumanisation du travail et une mécanisation de l'homme. D'autre part, cela implique de définir la future technique industrielle comme « mettant l'homme au cœur », ne se substituant pas à celui-ci, mais lui permettant de valoriser ses caractéristiques qui le différencient de la machine.

Du robot au cobot, la révolution « humaine »

- 37 Dans le discours du prospectiviste technique, la figure de l'automate apparaît donc avec une constance étonnante. Même aujourd'hui, au sein de la rhétorique sur l'industrie 4.0 qui fait largement appel aux imaginaires de la « virtualisation » et de la « dématérialisation », on trouve parmi les « technologies clés de l'industrie du futur » et parmi les « 7 grandes priorités d'actions pour le développement de l'offre technologique » la robotique (collaborative). Or, cela est surprenant puisque le robot industriel renvoie plutôt à une dimension mécanique et électromécanique de la production industrielle.
- 38 À la fois machine automatique, manipulateur et machine programmable, dans les rapports, le robot semble trouver une seule définition transversale, qui est celle de machine qui réalise une activité à la place de l'homme (Lasfargue, 1982). Cela renvoie donc à un imaginaire technique qui s'était imposé depuis les années 1920 autour de cet être dual « automatisme-autonome ». C'est l'image de l'être-esclave de la fiction de Čapek ou encore celle de l'automate au service de l'homme des romans d'Asimov, où la substitution de l'homme par la machine a une double valence. Chez l'esclave se niche en effet toujours le risque de la rébellion du renversement dialectique qui, dans le cas du robot, prend la forme du fantasme anthropologique de la soumission de l'homme à la technique (Jarrige, 2017). Le discours du prospectivisme technologique semble reprendre cette ambivalence en la faisant jouer comme pivot de sa rhétorique diachronique de « l'énième révolution industrielle ». D'une part, en s'appuyant sur l'idée que les innovations contemporaines ne seraient que la dernière expression d'une continuelle tentative de l'homme de déléguer son travail aux machines, on montre les innovations robotiques comme l'aboutissement d'une histoire industrielle continue. D'autre part, en insistant sur la rapidité de l'évolution du microprocesseur, on présente la robotique comme une « révolution » ayant permis à ces outils de devenir « fiables »

et « flexibles » (Le Quément, 1981). Ainsi l'automate du passé est-il pensé comme un automatisme « aveugle », sans humanité. En s'autonomisant par rapport au travail humain, cet automate menacerait d'assimiler l'homme lui-même à un automatisme. Au contraire, le « robot » du futur, lui, serait un automatisme « intelligent » qui, par son autonomie, pourrait émanciper l'homme des tâches répétitives et pénibles.

- 39 C'est d'ailleurs l'engouement de la fin des années 1970 pour l'atelier flexible à la japonaise qui place le robot au cœur des discours prospectivistes. Les missions du CETIM au Japon entre 1978 et 1980 révèlent en effet que pour rentabiliser au maximum les machines-outils à commande numérique, il faut les mettre en « réseau » et les commander de manière centralisée, ce qui permet leur ajustement en conduisant à une automatisation des productions en « petites séries ». Il ne reste qu'un point noir à cette automatisation : l'approvisionnement des machines. Or, les robots peuvent résoudre ce problème en permettant l'aboutissement du couplage automatisation-flexibilité (Bernard, 1983). L'image du robot comme pièce maîtresse de l'industrie du futur sera largement mobilisée, bien que les roboticiens eux-mêmes nuancent cette place centrale du robot dans les processus de flexibilisation de la production :

Même si la flexibilité de l'atelier de production augmentait, il n'est pas dit que cette amélioration augmenterait la flexibilité de l'ensemble de l'entreprise : tout va dépendre des liaisons avec le service commercial, le service d'approvisionnement, le service de fabrication. [...] l'augmentation de la flexibilité globale de l'entreprise sera plus le résultat d'un changement organisationnel pour améliorer les liaisons entre les services que de l'introduction du matériel robotisé (Lasfargue, *op. cit.* : 105-106).

- 40 D'une certaine manière, la représentation du robot avait la puissance nécessaire pour être mobilisée comme connexion parfaite entre la dimension mécanique de l'histoire industrielle et la « rupture » représentée par l'informatique. Même la circulation de l'information sur laquelle insistait Yves Lasfargue dans cette citation pouvait d'ailleurs être envisagée à partir du robot. Celui-ci peut représenter ce point de connexion entre l'atelier, le bureau de méthode et le service commercial. Au moment où le *Manufacturing Automation Protocol* de General Motor se répand dans le monde industriel, soit à partir de 1982, l'on commence à envisager une « Usine du futur, communicante et intégrée », fondée sur la diffusion de « capteurs ». En ce sens, l'élément technique majeur de la « nouvelle génération » de robots capable d'interagir avec son environnement se présente également comme le point de connexion du réseau entreprise (CGP, 1990b). Le robot permet la liaison entre le besoin d'une conduite automatisée et centralisée de la production industrielle et la nécessité de conserver des sous-ensembles disposant de leur autonomie de fonctionnement, propre à la réalisation de petites séries.
- 41 Si l'enjeu du capteur est en effet central dans l'évolution de la recherche industrielle vers ce que l'on appellera par la suite les systèmes cyberphysiques⁸, à travers la lorgnette du « robot », la question de la production et de la circulation des données est reconduite à la problématique de l'autonomisation de la machine par rapport au travail humain. Cela semble être au cœur du discours sur l'industrie du futur des années 1980. Il montrait une industrie qui se servirait non plus des gestes répétitifs de l'homme, mais de leur « matière grise ». Cela relaie une image étonnante du rapport entre travail humain et progrès industriel. Une image basée sur une lecture fortement biaisée de l'idée marxiste d'aliénation dans laquelle l'activité industrielle serait fondamentalement un asservissement du geste technique à l'automatisme productif. En

ce sens, le discours sur la « nouvelle révolution industrielle » joue sur le passage d'un processus de production qui fait devenir l'homme « esclave de la machine » et celui dans laquelle la machine est « asservie » à l'intelligence humaine selon l'étymologie même du mot *robot*.

- 42 Cette façon de présenter l'industrie du futur, axée sur la question de l'asservissement du travail par et de la machine, contribuera à alimenter un débat interne aux sciences sociales sur la nature du « post-fordisme » ou « post-taylorisme ». Cela impliquait en effet de penser le rapport entre innovation technique et travail humain selon un système binaire émancipation-aliénation. C'est dans ce contexte que s'inscrit le livre de Benjamin Coriat (1994) sur l'atelier robotisé comme « taylorisme assisté par l'ordinateur », qui relaie l'idée du robot comme outil par lequel le travail humain est capté et capitalisé par l'entreprise et donc comme actualisation du principe organisationnel tayloriste. Cela révèle un élément puissant de la prospective, qui est justement celui d'orienter le débat. Ainsi, en présentant la « nouvelle révolution industrielle » permettant de relancer le progrès comme celle de la robotique, elle déplace tout débat sur la transformation du travail vers la question soit de la substitution (problème d'emploi), soit de l'asservissement (problème moral). Les « ennemis du futur » deviennent donc à la fois ceux qui veulent laisser le travail « asservi » pour sauver l'emploi et ceux qui considèrent l'asservissement comme inéluctable à toute production industrielle. Contre ces discours se porte justement celui de la « nouvelle révolution industrielle » : non seulement la robotique continuera le chemin de l'industrialisation avec l'augmentation spectaculaire du taux de productivité, véhiculant ainsi un accroissement de la demande en main-d'œuvre, mais en plus elle permettra de sortir par son caractère révolutionnaire du principe d'exploitation.
- 43 Faire du robot le cœur de cette révolution, qui est une continuité et une rupture du progrès technique, conduit à penser l'histoire de l'industrialisation comme un processus d'automatisation du geste humain, dans un mouvement qui serait dicté par la volonté de déléguer le travail à la machine et de se servir de la machine pour mieux exploiter le geste de travailleurs. Cette image contradictoire du progrès technique véhiculée par l'industrie, dont le robot est le cœur, sert le prospectivisme technologique qui cherche à montrer un futur possible sans ruptures radicales tout en constatant une crise du progrès passé.
- 44 Comme nous l'avons évoqué plus haut, après une relative disparition du robot dans les rapports sur l'industrie durant les 15 années qui ont vu l'affaiblissement du prospectivisme technologique, cette utilisation rhétorique du robot dans les discours sur l'industrie du futur réapparaît dans les années 2010 sous la forme du « robot collaboratif » ou « cobot ». Ces termes renvoient à des réalités techniques variables dont le dénominateur commun est d'être des machines automatiques, dotées d'un système « intelligent » leur permettant d'opérer dans le même espace qu'un homme sans risques pour la sécurité. Ils sont mobilisés dans les discours médiatisant l'industrie du futur pour rendre compte d'une rupture avec une « robotique substitutive » :
- La robotique a permis à l'industrie d'améliorer simultanément la qualité et la productivité, par l'automatisation des tâches les mieux maîtrisées et les plus facilement modélisables. L'ère de la robotique industrielle a débuté dans les années 1960 avec l'équipement des premières lignes de production. [...] La diffusion de la technologie robotique de cette époque s'appuyait sur le remplacement des

humains pour les activités répondant à la règle des 3D (Dull = ennuyeux, Dirty = salissant, Dumb = stupide).

Aujourd'hui la compétition industrielle internationale est exacerbée, la concurrence des pays proposant une main d'œuvre à faible coût impose de trouver de nouveaux leviers de compétitivité. De plus, le besoin de robotisation atteint aussi les entreprises de plus petites tailles mais avec des contraintes bien différentes. Dans ce contexte, la machine n'a plus vocation à remplacer l'homme mais à l'assister ou à prolonger ses gestes pour apporter précision, force et dextérité. Les deux critères du nouveau modèle de robotique industrielle sont : interactivité et flexibilité (CEA, 2015 : 6).

- 45 De nouveau, l'image du robot sert de pivot pour évoquer un progrès qui, tout en restant une continuité par rapport à l'évolution des systèmes techniques, a subi une « révolution » lui permettant de mettre « l'homme au cœur »⁹. La continuité est représentée par le processus de reproduction du geste humain sur lequel se base, d'après un imaginaire partagé, toute innovation dans l'industrialisation, la rupture par le passage de la substitution à la collaboration.
- 46 Ce qui techniquement n'est qu'une application dégradée des dispositifs d'automatisation (capteurs, IA...) pour perfectionner un outil apparaît dans les discours du type prospectiviste comme une « révolution ». Cela parce que le cobot se prête parfaitement à la rhétorique de la rupture qui permet la continuité. La cobotique est ainsi présente comme une « robotique soumise », sorte de paroxysme qui conduit néanmoins à présenter une industrie se servant de l'innovation technique pour remettre l'homme au cœur. La révolution industrielle 4.0 peut donc se présenter comme une « révolution humaine » (Agora Industrie, 2018), toujours en sous-entendant que les précédentes auraient été inhumaines. Le cobot de 2019 s'inscrit rhétoriquement dans le même dispositif discursif que le robot des années 1980 ; il s'agit d'en faire un trait d'union entre l'homme et le processus industriel automatique. Le robot paré de capteurs est, comme nous l'avons vu plus haut, un élément central du « réseau », qui est l'entreprise dans laquelle les données circulent sans interruption, du client au système de production :
- L'objet mécanique devient, au niveau de la chaîne qui s'étend de la conception à la distribution, en passant par la fabrication, un objet réglable que l'opérateur manipule au gré d'une demande client évolutive et changeante, en pouvant simuler ses choix sur un modèle virtuel. Ceci induit des remises en cause, des destructions d'emplois pour en créer d'autres, plus qualifiés, pour inventer de nouveaux métiers, et faire rimer ingéniosité avec flexibilité (Alliance Industrie du Futur, 2018 : 41).
- 47 Ce discours sur une « robotique soumise », véritablement au « service de l'homme », capable par sa flexibilité de s'adapter à ses exigences, se structure sur la dénégation d'une robotique rigide, lourde, mal conçue. En ce sens, en reprenant une rhétorique déjà mobilisée dans les années 1980, le robot/cobot permet de faire jouer l'image de la PME contre celle de la grande industrie automatique, le local contre le global, le rythme humain contre la cadence machinale.

Conclusion

- 48 Le cobot, comme le robot auparavant, est mobilisé dans les discours prospectivistes par sa nature d'automatisme-autonome capable comme tout automatisme de reproduire les gestes simples de l'homme, tout en disposant d'une marge suffisante de liberté pour s'adapter aux variabilités du geste humain. Toutefois, comme l'écrivait Gilbert

Simondon, une machine ne peut être automatique et autonome à la fois, ainsi en réalité le « robot n'existe pas » (1969 : 11). Il est le produit rhétorique d'une représentation de l'évolution technique comme « imitation » progressivement plus affinée du geste technique humain sur laquelle se structure le discours de l'industrie du futur. Cette représentation traverse l'ensemble de l'histoire de la technique et a des fondements anthropologiques et métaphysiques (Munier, 2011) qui dépassent largement notre problématique. Néanmoins, elle semble réactivée par le discours sur l'industrie du futur dans la perspective d'un « humanisme techno-déterministe ». Cette lecture idéologique des rapports entre homme et machine est à la fois critique du « progrès passé » par son manque d'humanisme et pense la nouvelle « centralité technique de l'homme » comme « déterminée par les nouvelles technologies ». Dans ce contexte, elle se révèle tel un écran occultant tout à la fois le travail humain comme système d'activité évoluant en rapport avec les transformations techniques et l'évolution technique même qui, loin d'être une quête de reproduction du geste humain, est le résultat d'arbitrage complexe entre les solutions d'automatisation disponibles et la valeur spécifique apportée à la production par le geste humain. Cette valeur peut se trouver dans le « savoir-faire » qu'il incorpore, dans la « tradition » qu'elle représente ou encore plus simplement dans son « coût ».

- 49 En ce sens, en structurant le discours sur l'industrie du futur autour de l'image du robot, on évite de penser à ce que l'homme fait avec les techniques. L'image du passé dans laquelle la technique aurait « asservi » l'homme et celle d'un futur dans lequel elle travaille avec l'homme empêchent de penser à ce qu'implique le fait de se servir individuellement et collectivement de solutions techniques. L'image de la révolution se base sur cette idée d'une concurrence entre l'homme et la technique que les « nouvelles technologies » renverseraient à la faveur de l'homme. Or, les techniques n'ont jamais une activité semblable à celle des hommes. Bien qu'elles puissent obtenir des résultats similaires, elles n'y arrivent non pas par une imitation progressivement plus fine du geste humain, mais au contraire en incorporant dans le système mécanique des procédés qui permettent de se passer du geste. Cela est frappant dans la fameuse histoire du robot mouleur de camembert, agréé par la Commission des appellations d'origine en 1983. La production industrielle avait appris depuis deux décennies à mouler mécaniquement le fromage normand en se passant de louche, mais avec l'introduction des normes de l'AOC, le geste « traditionnel » du moulage à la louche prend une valeur commerciale (Boisard, 2007 : 246 ; Dodier, 1995). Cela conduit à la création du robot mouleur, qui n'est rien d'autre qu'un bras mécanique équipé d'une louche. Le choix du terme de *robot* renvoie justement à cette impression de substitution d'un geste « ancestral ». L'introduction de cette solution technique n'est nullement le résultat d'une avancée technique qui aurait enfin permis de reproduire ce « savoir-faire » humain ; elle n'est que le résultat du rapport mouvant entre l'évaluation de l'utilité d'une activité humaine et celle des coûts des solutions techniques disponibles. Jusqu'au moment où le moulage à la louche n'avait aucune valeur commerciale ou technique, personne ne s'était ému de sa disparition ni s'était donné du mal pour le reproduire.
- 50 Mais si le robot ne remplace pas l'homme, on peut douter qu'il collabore avec lui. Tout simplement, le robot *ne travaille pas*, il n'est ni concurrent ni collègue. Il est plutôt l'une des solutions par laquelle l'homme délègue à la matière une partie de sa « technicité » lorsque le rapport entre la valorisation (économique, physique, sociale, morale...) du

geste technique et son « coût » (économique, physique, sociale, morale...) se révèle sous-optimal en relation à la valeur et au coût de sa délégation à un objet technique. En ce sens, pour comprendre le sens de la diffusion de solutions « automatiques » et pour interroger leur intérêt, il faudrait sortir de la rhétorique de l'opposition entre travail humain et production industrielle et réfléchir aux processus de valorisation, de capitalisation et de patrimonialisation des gestes techniques dans nos sociétés. Cela implique de cesser de penser l'industrie du futur comme le produit d'une alliance entre déterminisme technique et volontarisme « humaniste » et de la voir au contraire comme le résultat d'arbitrages complexes et conflictuels entre jugements économiques, sociaux et culturels sur la valeur du « travail humain ».

BIBLIOGRAPHIE

- ACATECH (2012), *AgendaCPS: Integrierte forschungsagenda cyber-physical systems*, Heidelberg, Springer Verlag.
- AGORA INDUSTRIE (2018), *Livre blanc 2018 Agora Industrie, Révolution humaine*. [En ligne]. www.industrie-dufutur.org. Page consultée le 20 mars 2020.
- ALLIANCE INDUSTRIE DU FUTUR (2018), *Guide des technologies de l'industrie du futur*. [En ligne]. www.industrie-dufutur.org. Page consultée le 20 mars 2020.
- ANDERSSON, Jenny (2018), *The Future of the World: Futurology, Futurists, and the Struggle for the Post-Cold War Imagination*, New York, Oxford University Press.
- ANDERSSON, Jenny et Pauline PRAT (2015), « Gouverner le “long terme”. La prospective et la production bureaucratique des futurs en France », *Gouvernement et action publique*, 3(3) : 9-29.
- ASSEMBLÉE NATIONALE (2004), *Rapport d'information sur la désindustrialisation du territoire, 1625*, Documents d'information, 36-2004. [En ligne]. www.assemblee-nationale.fr/12/rap-info/i1625.asp. Page consultée le 20 mars 2020.
- BERGERON, Louis et Patrice BORDELAIS (1998), *La France n'est-elle pas douée pour l'industrie*, Paris, Belin.
- BERTRAND, Olivier (1983), « Vers l'atelier flexible ? Un nouveau stade dans l'automatisation des industries manufacturières », *Formation Emploi*, 2 : 56-59.
- BEZES, Philippe (2005), « Le modèle de “l'État-stratège” : genèse d'une forme organisationnelle dans l'administration française », *Sociologie du travail*, 47(4) : 431-450.
- BIDET-MAYER, Thibaut (2016), « L'industrie du futur à travers le monde », *Synthèses de la Fabrique*, 4 : 2-12.
- BOISARD, Pierre (2007), *Le camembert, mythe français*, Paris, Odile Jacob.
- BOUCHARD, Julie (2008), *Comment le retard vient aux Français : analyse d'un discours sur la recherche, l'innovation et la compétitivité 1940-1970*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- BRETON, Philippe (1987), *Histoire de l'informatique*, Paris, La Découverte.

- CEA (2015), *Les robots s'intègrent dans l'usine du futur*. [En ligne]. www.cea.fr. Page consultée le 20 mars 2020.
- CGP (1970), *VI^e Plan de développement économique et social (1971-1975)*, Paris, La Documentation Française.
- CGP (1972), *1985, la France face au choc du futur*, Paris, Armand Colin/La Documentation française.
- CGP (1980), *VIII^e Plan de développement économique et social (1981-1985)*, Paris, La Documentation Française.
- CGP (1983), *IX^e Plan de développement économique et social et culturel*, Paris, La Documentation Française.
- CGP (1988), *La France et l'Europe, X^e Plan 1989-1992*, Paris, La Documentation Française.
- CGP (1990a), *Entrer dans le XXI^e siècle : essai sur l'avenir de l'identité française*, Paris, La Découverte/La Documentation française.
- CGP (1990b), *L'usine du futur : l'entreprise communicante et intégrée*, Paris, La Documentation Française.
- COHEN, Elie (1989), *L'État brancardier*, Paris, Calmann-Lévy.
- COLLETIS, Gabriel et Jean-Louis LEVET (1997), *Quelles politiques pour l'industrie française ? Dynamiques du système productif analyse, débats, propositions*, Paris, Commissariat général du Plan.
- COMITÉ RUEFF-ARMAND (1960), *Rapport sur les obstacles à l'expansion économique*, Paris, Imprimerie Nationale.
- CORLAT, Benjamin (1994), *L'atelier et le robot : essai sur le fordisme et la production de masse à l'âge de l'électronique*, Paris, Christian Bourgois éditeur.
- DANZIN, André, Alain BOUBLIL et Jacques LAGARDE (1980), *La société française et la technologie*, Paris, Commissariat général du Plan.
- DE CERTAINES, Jacques (1988), *La fièvre des technopoles*, Paris, Syros.
- DODIER, Nicolas (1995), *Les hommes et les machines, la conscience collective dans les sociétés technicisées*, Paris, Métailié.
- FRIEDMANN, Georges (1936), *La crise du progrès*, Paris, Gallimard.
- GOVERNEMENT (2014), *La nouvelle France Industrielle Point d'étape sur les 34 plans de la nouvelle France industrielle*, Gouvernement Français.
- GROUPE 1985 (1964), *Réflexions pour 1985*, Paris, La Documentation française.
- GUILLAUME, Henri (dir.) (1985), *Faire gagner la France*, Paris, Hachette.
- GUILLAUME, Henri (dir.) (1998), *La technologie et l'innovation*, Paris, Ministère de l'Industrie.
- JARRIGE, François (2015), « Révolutions industrielles : histoire d'un mythe », *Revue Projet*, 349 : 14-21.
- JARRIGE, François (2017), « Promesses robotiques et liquidation du politique », *Esprit*, 3(mars-avril) : 107-117.
- KAGERMANN, Henning, Lucas WOLF-DIETER et Wolfgang WAHLSTER (2011), « Industrie 4.0 Mit dem Internet der Dinge auf dem Weg zur vierten industriellen Revolution », *VDI nachrichten*, 1 avril, 13: 2.

KOHLER, Dorothée et Jean-Daniel WEISZ (2016), *Industrie 4.0 : les défis de la transformation numérique du modèle industriel allemand*, Paris, La Documentation française.

LASFARGUE, Yves (1982), *L'avenir de la robotique : rapport et avis*, Paris, Éditions d'Organisation (CESE).

LE QUÉMENT, Joël (1981), *Les robots : enjeux économiques et sociaux. Pluralisme*, Paris, La Documentation française.

LIU, Zeting (2013), *Politiques d'innovation et PME en France. Une histoire de liens faibles*, Paris, L'Harmattan.

MASSÉ, Pierre (2007), « Prévision et prospective », dans Philippe DURANCE, Gaston BERGER, Jacques de BOURBON-BUSSET et Pierre MASSÉ, *De la prospective : textes fondamentaux de la prospective française : 1955-1966*, Paris, L'Harmattan, p. 99-122.

MITTERRAND, François (1983), « Allocution conclusive », dans MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INDUSTRIE, *Une politique industrielle pour la France : actes des journées de travail des 15 et 16 novembre 1982*, sur microforme, Paris, La Documentation française.

MONNET, Jean (1946-1947), « Lettre adressée par le Commissaire Général aux membres du Conseil du Plan », *Rapport général sur le Premier Plan de modernisation et d'équipement*, Paris, Imprimerie Nationale.

MOREAU, René (1981), *Ainsi naquit l'informatique : les hommes, les matériels à l'origine des concepts de l'informatique d'aujourd'hui*, Paris, Dunod.

MOUNIER-KUHN, Pierre (2010), *L'informatique en France, de la seconde guerre mondiale au Plan Calcul. L'émergence d'une science*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.

MUMFORD, Lewis (1934), *Technics and Civilization*, New York, Harcourt, Brace & Company.

MUNIER, Brigitte (2011), *Robots : le mythe du Golem et la peur des machines*, Paris, La Différence.

NAVILLE, Pierre (1962), *Vers l'automatisme social ? Problèmes du travail et de l'automation*, Paris, Gallimard.

PELISSOLO, Jean-Claude (1983), *L'industrie au futur*, Paris, Commissariat général du Plan.

RICHTA, Radovan (1967), « Révolution scientifique et technique et transformations sociales », *L'Homme et la société*, 3 : 83-103.

ROUSSO, Henry (1987), *La planification en crise, 1965-1985*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique.

SIMONDON, Gilbert (1969), *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier Montaigne.

TOURNIER, Guillaume et Christophe TRAVERS (2016), *Développement de l'Industrie du Futur*, IESF.

VELTZ, Pierre (2017), *La société hyper-industrielle. Le nouveau capitalisme productif*, Paris, Éditions du Seuil.

VELTZ, Pierre et Thierry WEIL (dir.) (2015), *L'industrie, notre avenir*, Paris, Eyrolles.

ZIEGLER, Nicholas (1997), *Governing Ideas: Strategies for Innovation in France and in Germany*, Ithaca, Cornell University Press.

NOTES

1. Nous proposerons une comparaison entre les cas français et allemand dans une autre publication.
2. Il a en ce sens déjà été souligné (Kohler et Weisz, op. cit.) que la question de la « re-dés-industrialisation » différencie de manière marquée le discours français du discours allemand, par exemple. En France, le besoin d'une « nouvelle révolution industrielle » est construit sur la base d'un imaginaire profondément ancré et qui concerne une sorte de retard congénital (Bouchard, 2008 ; Bergeron et Bourdelais, 1998) : « Les pouvoirs publics, constatant la désindustrialisation continue de notre pays et face aux enjeux des économies mondialisées ont initié différents programmes et projets » (Tournier, Travers, 2016 : 5). Au contraire, en Allemagne, la révolution industrielle est vécue comme une condition de maintien du leadership industriel : « Contrairement aux autres pays industrialisés, l'Allemagne a réussi au cours des dix dernières années à stabiliser le nombre de ses emplois dans le secteur productif. [...] Le développement et l'intégration de nouvelles technologies et de nouveaux processus y ont largement contribué. Pour rester un lieu de production, il faut aujourd'hui se préparer à la 4^e révolution industrielle basée sur Internet » (Kagermann, Wolf-Dieter et Wahlster, 2011 : 2).
3. Ce sera ce programme qui fournira la base des initiatives autour de « l'industrie du futur » lancées en 2015.
4. « Au lieu de prendre conscience du caractère inéluctable du progrès technique, de la mécanisation et du développement de l'automatisation [...] une large fraction de la population s'inquiète de ces transformations et y voit même souvent des menaces à son bien-être et à sa sécurité » (Comité Rueff-Armand, 1960 : 19-20).
5. Sur l'historiographie de l'informatique, voir Mounier-Kuhn (2010).
6. Le « premier » robot industriel, Unimate, créé aux États-Unis en 1961, est introduit en France par Renault en 1976.
7. La complète absence de ce deuxième terme est frappante, par exemple, dans le rapport dirigé par le même Henri Guillaume sur l'innovation (Guillaume, 1998).
8. C'est précisément autour du développement des systèmes cyberphysique et de la gestion des données et non pas autour de question de robotique que se développera le programme Industrie 4.0 en Allemagne (Acatech, 2012). Sur cet aspect, voir également ce qu'écrit lucidement Pierre Veltz : « L'interrogation sur la robotisation est légitime, mais d'une certaine façon, elle passe à côté de l'essentiel. Car la transformation majeure n'est pas l'automatisation des tâches, mais l'augmentation de la connectivité. [...] les procédés industriels eux-mêmes n'ont pas connu et ne semblent pas destinés à connaître dans un avenir proche, de mutation comparable à ce qu'a été dans le passé l'introduction de la machine à vapeur, de la chimie industrielle ou de l'électricité. Les robots (et les cobots) deviennent plus efficaces et intelligents, mais ils restent dans la droite ligne d'une mécanisation qui se poursuit depuis des décennies. [...] L'objectif de l'industrie du futur n'est pas seulement ni même principalement, de numériser les usines, dans une démarche traditionnelle de modernisation technologique. C'est d'organiser un contre-feu par rapport à la menace que font peser les géants de l'Internet » (2017 : 42-43).
9. Cette formule est formellement adoptée pour lancer en 2017 la plateforme Agora industrie par l'Alliance Industrie du Futur, laquelle est une instance créée en 2015, réunissant « les organisations professionnelles de l'industrie et du numérique ainsi que des partenaires académiques, technologiques et de financement des entreprises », et censée piloter les programmes gouvernementaux sur la politique d'innovation industrielle.

RÉSUMÉS

Cet article s'intéresse à la rhétorique gouvernementale française sur l'industrie du futur en France. Ce type de discours, qui a été fortement relancé autour de la « quatrième révolution industrielle », reprend des codes qui apparaissent dès la fin des années 1970 dans le cadre de la « crise du modèle tayloro-fordiste ». Ces discours annoncent une nouvelle étape du progrès permettant une industrie au visage humain. L'auteur examine la mobilisation de la figure ancienne du robot dans cette rhétorique qui oppose un passé industriel fondé sur l'opposition homme-machine à un futur de « collaboration ».

This article looks at French government rhetoric regarding the industry of the future in France. Such discourse, which returned to prominence around the notion of the “Fourth Industrial Revolution” and uses codes that initially appeared in the 1970s with the crisis of the Taylorist/Fordist model. It heralds a new stage in human progress, promising “industry with a human face.” The author examines the revival of the old robot figure in this rhetoric, setting an industrial past founded on the opposition between worker and machine against a future of “collaboration.”

Este artículo se centra en la retórica gubernamental francesa de la industria del futuro en Francia. Este tipo de discurso, ampliamente reanudado en lo concerniente a la “cuarta revolución industrial”, retoma códigos que surgen desde finales de los años 70 en el marco de la “crisis del modelo taylor-fordista”. Esos discursos anuncian una nueva etapa de progreso que permiten una industria con rostro humano. El autor del artículo analiza el cambio de la antigua imagen del robot en esta retórica que opone un pasado industrial fundado en la oposición de hombre-máquina a un futuro de “colaboración”.

INDEX

Palabras claves : discurso, robot, producción industrial, interacción persona-maquina, Francia

Keywords : discourse, robot, industrial production, man-machine, France

Mots-clés : discours, robot, production industrielle, homme-machine, France

AUTEUR

MARCO SARACENO

Marco Saraceno est maître de conférences et membre du Laboratoire Performance, Santé, Métrologie, Société, Université Reims Champagne-Ardenne. Le présent article a été produit au sein du Centre d'études des techniques, des connaissances et des pratiques (CETCOPRA) dans le cadre du projet HECTOR (Humain engagé par la cobotisation dans les transformations du travail et des organisations dans les usines du futur) financé par l'ANR. Je tiens à remercier l'ensemble des chercheurs qui contribuent à porter ce projet au sein des quatre laboratoires engagés : Flore Barcellini, Willy Buchmann, Tahar-Hakim Benchekroun et Anne-Cécile Lafeuillade du Centre de recherche sur le travail et le développement (CRTD) du CNAM ; Caroline Moricot, Gérard Dubey, Céline Rosselin et Thierry Pillion du Centre d'études des techniques, des connaissances et des pratiques (CETCOPRA) de l'Université Paris 1 ; Ali Siadat et Jean-Yves Dantan du Laboratoire de conception, fabrication, commande (LCFC) de l'École nationale supérieure d'arts et métiers

(Ensam) ; Richard Béarée et Mouad Bounouar du Laboratoire des sciences de l'information et des systèmes (LSIS) de l'École nationale supérieure d'arts et métiers (Ensam). Les riches échanges interdisciplinaires entre sciences humaines et sciences pour l'ingénieur ont largement alimenté ma réflexion, mais bien évidemment je suis le seul responsable de toute erreur éventuelle de forme ou de contenu ainsi que des conclusions de cette recherche. Courriel : ma.saraceno@gmail.com

Hors thème

Mobilité, littératie et numérique

Élisabeth Schneider

- 1 La mobilité est l'un des thèmes les plus présents dans les publications en sciences humaines et sociales ces deux dernières années¹. Elle est associée à l'usage des technologies de l'information et de la communication, plus communément complétées du vocable « numériques » aujourd'hui dans les discours qui accompagnent le développement des objets nomades (téléphones intelligents, tablettes), des réorganisations territoriales, des évolutions du travail, etc. La mobilité contemporaine, que nous définissons d'abord comme l'ensemble des activités de déplacement et la production de significations associées, semble densifiée par l'usage des objets techniques, en particulier ceux des réseaux numériques. Ce qui ne manque pas de soulever des questions éducatives et communicationnelles quant à la manière dont les jeunes s'inscrivent dans ce contexte, quant à l'impact sur leurs interactions sociales et culturelles, sur les apprentissages ainsi que sur les ressources et les moyens de ceux-ci. Les enfants et les adolescents s'inscrivent dans des dispositifs divers, scolaires, privés, formels, informels, et le développement des usages du numérique conduit à appréhender les jeunes comme s'insérant dans une possible continuité ou porosité des espaces et des contextes.
- 2 Accorder à l'espace adolescent contemporain cet attribut de continuité dans une perspective écosystémique peut conduire à souscrire à l'opinion commune suivante : l'interopérabilité entre les systèmes techniques permet non seulement de communiquer de manière asynchrone et distante, mais aussi de rendre fluides les déplacements, la circulation et les processus de médiation ainsi que de franchir tous les obstacles cognitifs, symboliques, culturels et sociaux. Les technologies du numérique permettraient aux adolescents d'accéder à des ressources toujours plus nombreuses et de qualité, quels que soient leur situation personnelle et le contexte socioculturel dans lequel ils s'insèrent, accroissant ainsi leur pouvoir d'agir et compensant les inégalités sociospatiales. Ils pourraient s'affranchir des contraintes des dispositifs et des espaces sociaux, éducatifs et culturels traditionnellement segmentés et clos sur leurs activités propres. La mobilité serait le corollaire de la capacité d'autonomie, de l'auto-apprentissage, de l'épanouissement, voire de l'émancipation.

- 3 Le déploiement d'environnements numériques, tels que les espaces numériques de travail en contexte scolaire ou les espaces publics numériques, permettrait de profiter de la porosité des espaces au point qu'il est question du développement par exemple d'un « paysage numérique éducatif ». La communication, les apprentissages, les pratiques culturelles et sociales seraient fluides et continus. Les espaces semblent poreux sur les plans topographique et cognitif. En somme, la performativité des objets techniques, en particulier les nomades, renouvelle l'idéologie techniciste. La mobilité est ambivalente, l'examen des raisons des déplacements montre que la réalité est complexe.
- 4 De la même manière que l'accès à Internet ne signifie pas que le savoir scolaire est démocratisé, comme le rappelle Simon Collin (2013) en faisant l'inventaire des inégalités que cette croyance masque, les discours d'accompagnement sur la mobilité informent notre perception du potentiel des outils numériques. Collin en appelle à une approche sociocritique pour questionner plus précisément la réalité dans sa complexité, en particulier en ce qui concerne les jeunes, ce à quoi nous souscrivons en ce qui a trait à la mobilité et à l'apparent effacement des frontières et des distances qui démocratiserait l'accès et l'appropriation des ressources.
- 5 Un certain nombre de travaux contribue à la connaissance des mobilités juvéniles, les configurations étant plurielles comme pour tous les phénomènes sociaux. Se déplacer au quotidien est une manière de construire un rapport aux autres, de s'inscrire dans un espace urbain par exemple et de se situer socialement, ce que les enfants et les jeunes construisent aussi en famille (Depeau et Ramadier, 2011). La littératie trame la mobilité juvénile. En effet, nous nous inscrivons dans une approche anthropologique de la littératie qui désigne l'ensemble des pratiques, valeurs, objets mobilisant l'écrit, technologie de l'intellect outillant la réalisation des activités de la vie quotidienne (Goody, 2017). Le développement des SMS illimités et celui des réseaux sociaux numériques ont contribué à densifier les déplacements (Schneider, 2013). La prise en compte de la spatialité comme une dimension-clé de la littératie contemporaine permet de comprendre les agencements complexes que mettent en œuvre les jeunes et la place de l'écrit, sous toutes ses formes, comme ressource et support de l'activité individuelle et sociale, contrairement à des idées reçues sur un déclin de la place de l'écrit².
- 6 L'échelle d'appréhension des déplacements fait l'objet de travaux qui mettent en évidence la variété des enjeux. Ainsi la thématique des migrations, et en particulier celle de ceux que l'on nomme mineurs isolés, soulève-t-elle la question, d'une part, des catégorisations et, d'autre part, de l'activité des acteurs sociaux qui les rencontrent et les accompagnent (Vetier, 2016). Cette considération des autres acteurs, qu'il s'agisse des parents, des enseignants, des travailleurs sociaux, invite à réfléchir au regard porté sur ceux qui se déplacent, qui informe l'évaluation de la pertinence de ces mobilités juvéniles.
- 7 Les configurations réticulaires et la circulation de formes littéraciques variées donnent une nouvelle épaisseur à la mobilité juvénile. Cela conduit à se demander comment se déploient les usages du numérique des jeunes en situation de mobilité et comment en construire l'épistémologie, dans une perspective à la fois géographique, communicationnelle et éducative. L'utilisation des outils de communication numériques permet-elle de disposer d'un pouvoir d'agir plus grand, de fluidité dans les échanges et par extension de meilleurs apprentissages, d'inscription efficace dans un collectif social éducatif et de remédiation aux inégalités sociales et culturelles ?

- 8 L'objet du présent article est double. Il s'agit, d'une part, de proposer une conceptualisation de la mobilité des jeunes à partir d'une revue de la littérature qui fait dialoguer géographie sociale et sciences de l'information et de la communication et, d'autre part, de soulever les éléments de discussion concernant le rôle de la littérature dans la mobilité quotidienne juvénile, et ce, à partir de résultats d'enquêtes ethnographiques.

Revue de la littérature

La mobilité, élément constitutif de la vie contemporaine

- 9 La mobilité est considérée comme un fait social total, c'est-à-dire « une catégorie de phénomènes qui engagent la totalité de la société et de ses institutions, mais aussi ses composantes invisibles et cachées » (Bassand et Brülhardt, 1980 : 55). Toutes et tous sont soumis à une injonction de déplacement pour réussir ou pour le moins conduire leur vie. Se déplacer est nécessaire pour accéder aux ressources économiques, culturelles, éducatives, professionnelles (Le Breton, 2005³). Le degré de mobilité d'un individu semble indiquer la manière dont il expérimente et réalise son potentiel.
- 10 Dans cette perspective, la géographie sociale cherche à comprendre comment les individus se situent et évoluent dans leur environnement, comment ils peuvent s'approprier les ressources spatiales proposées, franchir des distances topographiques ou symboliques. L'étude de la mobilité comme « l'ensemble des manifestations liées au mouvement des réalités sociales (hommes, objets matériels et immatériels) dans l'espace » (Lévy et Lussault, 2003 : 622) rejoint les préoccupations des sociologues sur la mobilité sociale, parfois vue comme synonyme de progrès social (Kaufmann, 2008 ; Peugny, 2006).
- 11 L'étude des déplacements a pendant longtemps été liée à la qualité des voies de communication : routes, chemins, voies maritimes, etc. L'efficacité d'un déplacement résidait dans la réduction du temps passé à franchir des distances et dans la suppression / atténuation des obstacles. C'est la qualité de gestion des transports qui est alors visée. Le développement des voies de communication a d'abord structuré le maillage des territoires physiques jusqu'à ce que le réseau, forme spatiale et sociale considérée comme plus pertinente que le territoire, prenne la première place dans nos représentations des déplacements efficaces et dynamiques. En effet, alors que le territoire a pendant longtemps été la forme spatiale qui permettait la construction de l'identité collective et l'efficacité des transmissions matérielles et immatérielles, il a progressivement été considéré comme figé, lourd, fermé et saturé. En revanche, se déplacer dans un réseau ouvre des possibles, des itinéraires autres et permet de gérer plus efficacement les quantités à transporter. Le réseau informatique a densifié ce premier réseau matériel appuyé sur des réseaux humains. Il a ainsi forgé nos représentations de la production sociale (Mercklé, 2011). Cependant, la géographie des réseaux a montré qu'il s'agit là bien d'idéologie, que le réseau s'inscrit toujours dans des territoires parfois anciens et qu'il met en jeu des centralités fortes (Offner, 2000). Dans un mouvement de balancier, le paradigme du territoire et ses enjeux identitaires, économiques, culturels reviennent aujourd'hui face aux limites de l'approche réticulaire des politiques publiques.

- 12 En sociologie, la mobilité a d'abord été entendue comme sociale. En effet, dans des périodes de crise et de montée du chômage au cours du xx^e siècle, le statut social pouvait se dégrader. Associée ainsi au changement social, la mobilité désigne dans ce cas le déplacement dans l'ensemble des possibles statuts sociaux (Bassand et Kaufmann, 2000). Considérer la mobilité, c'est donc se poser la question des processus de construction sociale et individuelle, de la question de l'identité et du sujet s'autonomisant (Kaufmann, 2006). Le mouvement vers une autonomie des individus contribue à la dévolution de la responsabilité à ceux-ci dans leur réussite. La mobilité correspond alors à la manière dont des individus, pour diverses raisons et à des moments différents, feront les choix de déplacement stratégiques pour atteindre des ressources nécessaires au déploiement de leur activité. Les déplacements sont à prendre en compte en les articulant à ce qui peut les empêcher, ce qui va générer des bifurcations, des parcours mais aussi des coups d'arrêt. Par exemple, les frontières matérielles ou symboliques, les besoins de gérer des dimensions de la vie quotidienne conduisent à appréhender les distances autrement que sous l'angle des kilomètres.
- 13 L'approche sociologique rejoint là la conceptualisation géographique. Si l'on prend l'exemple du rapport à la ville, les recherches montrent que chacun construit ainsi le sien propre, voire produit sa propre ville en fonction de ses contraintes ou de ses motivations au-delà de ce qui est prévu par les politiques publiques dans des systèmes de contraintes complexes (Cailly, 2004). La distance n'est pas seulement topographique, et l'absence de murs et de courtes distances peut receler des frontières symboliques tout aussi indépassables que des murs matériels (Milhaud, 2017). Dans le cas des configurations des mobilités contemporaines, il faut noter que nous organisons nos vies à partir de multiples lieux et non seulement à partir d'un foyer qui serait le centre d'un réseau stable et évolutif. Cette « polytopie », comme la nomme Mathis Stock (2006), est caractéristique des individus dans des sociétés mobiles. Les jeunes sont tout autant concernés. La population étudiante, par exemple, est soumise à des déplacements importants dont l'analyse nous éclaire sur les ruptures d'espaces de vie que produit la mobilité choisie ou subie. De telle sorte que des étudiants issus de milieux populaires allant faire leurs études à quelques dizaines de kilomètres du domicile parental peuvent être en rupture tout aussi grande, voire davantage, que des étudiants venant de l'étranger dans une proximité culturelle avec la ville de leurs études. Ils doivent par ailleurs réorganiser de nouveaux ancrages pour lesquels le numérique peut servir d'appui (Hardouin et Moro, 2014). Celui-ci permet entre autres de gérer les incertitudes de la vie quotidienne et de s'organiser (Line, Jain et Lyons, 2011).

Du *mobility turn* à l'accélération sociale

- 14 Dans le cadre de cette prise en compte de la mobilité comme fait social qui s'impose à tous, la thèse du « tournant de mobilité » (*mobility turn*) propose aux sciences sociales de reconsidérer de façon radicale ses catégories d'analyse à l'aune de ce qui apparaît aujourd'hui comme le paradigme de la mobilité (Sheller et Urry, 2006). Les modifications économiques et organisationnelles pour les différents acteurs individuels, institutionnels ou industriels sont mises en évidence depuis le début des années 2000. Plus récemment, les mobilités apparaissent comme le troisième maillon, avec la mondialisation et l'accélération, permettant de caractériser la modernité tardive (Rosa, 2010, 2011). En proie à l'accélération sociale faite d'innovation technique, de changement social et de modification du rythme de vie, les individus dans leur

expérience quotidienne s'appuient sur les outils de la mobilité et du numérique pour tenter de pallier le manque crucial de temps, malgré les possibilités d'en gagner et devant l'appauvrissement des ressources institutionnelles pour y faire face. Ainsi, parallèlement aux travaux de Hartmut Rosa (2010) ancrés dans la tradition de l'école de Francfort, des chercheurs soulèvent la question de la construction des inégalités sociales qu'induisent des mobilités subies et proposent d'examiner plus précisément comment les individus sont confrontés à la dispersion des lieux de leurs activités (Orfeuil et Ripoll, 2015).

- 15 C'est dans ce contexte — au sens de production sociale, culturelle qui permet l'élaboration des situations sociales et individuelles — qu'émerge le lien entre mobilité, numérique, apprentissage et identité. Les individus doivent mettre en œuvre des stratégies spécifiques pour déployer leurs activités dans une polytopie variable et provisoire ainsi que pour faire face aux évolutions techniques, sociales et professionnelles rapides, génératrices de stress. Une manière d'y répondre est de procéder à l'actualisation des connaissances et des savoir-faire ainsi qu'à l'appropriation de savoirs nouveaux. Les outils et ressources sur support numérique, qu'il s'agisse d'applications ou de modules de formation, se développent pour répondre à une demande et aussi possiblement pour créer des besoins. La traversée des contextes qu'induit l'accélération définie plus haut construit la mobilité comme lieu d'apprentissage, qu'il s'agisse d'apprendre en raison de la mobilité, d'apprendre en mobilité ou d'apprendre sur la mobilité pour répondre aux enjeux économiques, professionnels, éducatifs, etc. Dans un mouvement généralisé d'adaptation à la mobilité, à la flexibilité d'usage des réseaux et au développement de stratégies, la question se pose de la réalité et de la complexité de ces apprentissages à mener. En effet, s'approprier des modes de déplacement, des modes d'information, identifier les acteurs et les modes de communication liés, comprendre et maîtriser les outils cognitifs, langagiers et techniques de la mobilité sont quelques-uns des possibles apprentissages soulevant la question des inégalités, qui semblent se déplacer et s'accroître. Par ailleurs, le développement de la conception de l'individu-sujet comme responsable de son développement, de sa construction identitaire, de la réussite de son parcours et l'injonction à toujours plus de réflexivité accentuent l'appel à la mobilité de ceux-ci dans la mesure où accéder aux ressources demande d'exploiter son capital spatial, sa connaissance des réseaux en ligne et hors ligne, mais aussi de faire sans cesse les arbitrages les plus pertinents, qu'ils soient financiers, décisionnels, cognitifs, sociaux, etc.
- 16 Pour les individus, ces arbitrages sont rendus toujours plus difficiles par le capitalisme cognitif^a qui organise la captation de l'attention comme pivot d'une course effrénée au plus efficace, au plus récent (Citton, 2014 ; Griziotti, 2018). Mais du côté de la recherche, les discours d'accompagnement peuvent aussi affecter la description scientifique des phénomènes liés à la mobilité. Tout d'abord, les caractérisations de celle-ci sont de manière dominante nourries de métaphores appartenant au champ sémantique de l'eau et de la navigation. Elles sont en effet privilégiées pour décrire le contexte relatif aux usages du numérique ainsi qu'aux mobilités et à la place de l'individu dans la société actuelle après avoir servi à désigner les objets et activités en ligne : surfer, navigateur, etc. (Bernardot, 2018). Le champ lexical du liquide est omniprésent et sa dissémination importante est combinée au registre du mobile et de l'hybride pour donner à voir la mondialisation actuelle. Les individus sont mobiles, leurs pratiques

sont hybridées dans un environnement mouvant, « en écoulement constant » (Bernardot, 2018 : 3). La métaphore de la société liquide est ainsi utilisée pour expliquer les transformations contemporaines économiques, sociales et culturelles (Baumann, 2007). À cela, Bernardot propose des éléments explicatifs : l'eau permet de construire des récits aux connotations multiples⁵, la métaphore qu'on en tire permet de verbaliser des processus techno-sémiotiques complexes, peu accessibles aux naïfs du numérique, en particulier l'interopérabilité, la diffusion rapide et la généralisation des pratiques.

- 17 Des pistes semblent fécondes pour décrire les phénomènes en jeu de façon rigoureuse qui cherchent à s'extraire des discours d'accompagnement ou de la faible rigueur descriptive et proposer les méthodologies pertinentes pour approcher la complexité. Alain Rallet, Anne Aguilera et Caroline Guillot (2009) soulignent l'effort de clarification nécessaire des différentes acceptions d'un terme utilisé pour désigner, selon les disciplines, les déplacements physiques, les changements de statut social ou encore de localisation résidentielle de même que doit être poursuivie la réflexion sur la nature des interactions entre ces différentes catégories. Dans un numéro de la revue *Réseaux* paru en 2016, les articulations entre les approches géographique et informationnelle sont clairement mises en évidence telles qu'elles avaient été engagées dans la revue *Hermès* (Paquot, 2012).
- 18 Le champ de la mobilité intègre désormais, dans son acception la plus large, de nouvelles catégories qui font référence à des mouvements dans des espaces virtuels (informations, savoirs, pensées, etc.), générant de nouveaux questionnements quant à leurs interrelations avec les formes de mobilité dans l'espace physique et dans l'espace social. C'est l'usage du téléphone intelligent qui fait l'objet des analyses. Il ne s'agit plus d'un objet emmené en mobilité, mais d'une mobilité connectée permettant la démultiplication et la continuité des activités. Celles-ci en sont affectées dans leur déroulement et dans leur spatialisation. L'étude des services offerts en mobilité montre en particulier des mutations dans les interactions personnelles dues aux médias positionnels⁶ (Licoppe, 2016) et aux outils du *quantified self* (Cardon, 2015).

Des vies apprenantes ?

- 19 Croisant mobilité physique et mobilité sociale d'un individu-sujet a priori autonome, le développement des occasions d'apprentissage au fil de la vie conduit un certain nombre de chercheurs à parler de « vies apprenantes » (*learning lives*) (Erstad et alii, 2016). L'enjeu est double : considérer, d'une part, la vie entière aujourd'hui comme un processus d'apprentissage au-delà des limites traditionnelles et, d'autre part, les conditions dans lesquelles les individus apprennent et les manières dont ils le font.
- 20 Les apprentissages sont intriqués dans des transactions multiples : expériences, parcours de vie, contextes d'apprentissage volontaires ou non, cadres affectifs, groupes sociaux. Cet ensemble constitue notre expérience de vie dans le monde (*ibid.* : 1). Mais il y a aussi nos subjectivités, nos interactions interpersonnelles, le développement de notre identité, la façon dont nous construisons des identités d'apprenants. Lynne Chisholm (2015) considère ainsi que les vies apprenantes sont caractéristiques de l'époque contemporaine fondée sur les évolutions radicales de notre rapport à l'espace et au temps. Alors que le xx^e siècle a vu le déploiement systématique du modèle scolaire avec ce que cela signifie de curriculum, d'activités, d'exercices, de supports, etc., mais aussi d'évaluations standardisées dans leurs moments, leurs formes, leurs enjeux, les

travaux de ces deux dernières décennies en sociologie et en éducation permettent de déplacer la focale vers les jeunes et mettent en évidence que les agencements scolaires sont des constructions sociales non naturelles. L'enfance et l'adolescence même sont remises en question en tant que processus interactifs et en tant qu'âges de la vie (*ibid.*).

- 21 Cette prise en compte de l'apprendre comme élément-clé de nos vies contemporaines a émergé au carrefour d'un grand nombre de recherches qui se sont, pour certaines, particulièrement intéressées aux jeunes. Les sciences de l'éducation poursuivent l'étude des apprentissages en mobilisant en particulier celles en ethnographie portant sur la littératie, les études sur les usages des médias, les études sur les pratiques culturelles juvéniles, les recherches en géographie sur les productions des espaces par les jeunes, en psychologie sur les processus cognitifs à l'œuvre dans la diversité des interactions.

L'expérience adolescente : une mobilité en régime numérique spécifique ?

- 22 Les travaux sur les usages des adolescents relatifs à l'information et à la communication, dans lesquels les outils du numérique trouvent leur place, s'appuient sur les acquis des recherches concernant les processus identitaires et les apprentissages à des échelles différentes, qu'il s'agisse de grandes enquêtes sociologiques qui indiquent l'évolution et la diversité des pratiques culturelles (Octobre, 2014) ou l'impact des médias sur les processus d'individuation et de socialisation (Jehel, 2011). L'approche ethnographique de Danah Boyd (2016) a ainsi pu rendre visibles les préoccupations, les motivations des adolescents quant à leurs usages, montrant ainsi qu'ils sont des individus pluriels comme les adultes. L'expressivité et la réflexivité sur la mise en visibilité de soi apparaissent comme des faits structurants de la socialisation avec le numérique, entre autres dans les résultats des enquêtes sur les blogues de lycéens (Delaunay-Téterel, 2008) et la créativité en ligne et sur téléphone intelligent (Allard, 2007, Allard *et al.*, 2014). Conjointement à l'apparente démocratisation des ressources par le numérique qu'il faut prendre en compte (Plantard, 2011), les nouveaux médias s'entrelacent aux médias prénumériques pour des usages de recherche, de communication, de divertissement, de curation, de publication, etc., dans lesquels les jeunes s'engagent en développant un « pouvoir d'agir » qu'il convient d'examiner précisément (Frau-Meigs, 2016). Leurs activités se déploient dans une translittératie comprise comme la capacité d'interaction avec une multiplicité de supports (Sue *et al.*, 2007), mais aussi comme des pratiques de lecture-écriture élargies au travers de dispositifs sociotechniques interopérables.
- 23 Mentionnée dans les observations sur l'expérience adolescente et les usages du numérique, la mobilité apparaît comme une dimension essentielle de la vie quotidienne, qu'elle soit rurale ou urbaine, américaine ou européenne (Ito *et al.*, 2010 ; Boyd, 2008 ; Zaffran, 2010). Les adolescents ont des déplacements contraints, objets d'arbitrage qui vont les conduire à rester chez eux, à traîner en ligne et donc à développer « la culture de la chambre » (Glevarec, 2010 ; Bovill et Livingstone, 2001). Cette mobilité semble davantage considérée comme un facteur de pratiques à observer, mais peu comme l'objet même de l'investigation. Pourtant, les adolescents développent des manières d'habiter, de se déplacer, articulées à leurs pratiques en ligne (Oppenchain, 2011).

Une mobilité contrainte et pendulaire, mais interactionnelle

- 24 Comme les adultes, les adolescents ont une mobilité à double face. En effet, au fil des années, pouvoir se déplacer plus loin (à l'école, chez les copains, au lycée, à l'étranger) est associé à l'autonomisation des jeunes. La métaphore de l'oiseau souvent utilisée (« quitter le nid », « prendre son envol », etc.) est à ce titre éloquent. Ces déplacements sont liés à l'évolution des activités, aux capacités motrices et cognitives des jeunes, à l'organisation et aux représentations familiales, mais aussi aux outils qui vont les permettre : vélo, piste cyclable, réseau de bus, réseau d'amis qui assurent le transport, téléphone intelligent pour se repérer et contacter, plus tard usage des plateformes du type de BlaBlaCar ou Amigo Express. Cependant, ces déplacements sont aussi placés sous le signe de la contrainte. Les jeunes sont en effet soumis aux rythmes sociaux et familiaux : les horaires du lycée, du premier travail, ceux des départs des autres membres de la famille, les horaires des transports en commun. Horaires qui s'articulent à d'autres systèmes de contraintes : financiers, psychologiques, culturels, etc., et qui vont donner lieu à des arbitrages.
- 25 Si nous voulons approcher ces pratiques de la mobilité, nous devons tenir compte de la dimension spatiale de celles-ci articulée à la dimension technique. La prise en compte de l'espace dans l'expérience adolescente permet de décrire la pluralité des contextes de socialisation auxquels ils sont confrontés. Quand les adolescents se déplacent, ils produisent des espaces sociaux spécifiques de leur situation socioculturelle et construisent une identité sociospatiale (Depeau et Ramadier, *op. cit.*). L'espace est pour eux comme pour tout acteur le support d'une action sociale, mais aussi le produit d'un construit social.
- 26 Le développement cognitif des jeunes se réalise dans l'appropriation de leurs espaces quotidiens, mettant en jeu l'accessibilité⁷ de ceux-ci, leur réputation (lieux réprouvés, effrayants ou attirants). Dans les processus de socialisation, la pratique spatiale est ainsi marqueur et vecteur de différenciation sociale (Danic, David et Depeau, 2010). En fonction des contraintes, du capital social et culturel, les expériences ne sont pas les mêmes : les lieux fréquentés, les trajets, les ressources recherchées ou mobilisées diffèrent. La « motilité », comme capacité à mobiliser les ressources pour permettre la mobilité (Kaufmann, 2013), apparaît comme un enjeu majeur, mais dont il faut peser la part des outils et des ressources liées au numérique. Dans ces ensembles pratiques qui organisent de manière dialectique les différentes dimensions des processus de socialisation, quels usages sont faits des SMS, des applications de messagerie en ligne telles que Snapchat ou WhatsApp, des écrits sur les réseaux sociaux pour donner du sens aux mobilités, pour permettre leur réalisation, qu'il s'agisse d'organisation, d'information, de production de significations ? Dans quelle mesure ces déplacements soulèvent-ils des questionnements spécifiques relatifs à la littératie ?

Méthodologie

Les manières d'être mobile par / avec le numérique : décrire les agencements

- 27 La compréhension des situations de mobilité outillées par le numérique demande ainsi de s'intéresser aux logiques d'action des individus pour repérer les arbitrages, les contraintes, les espaces de négociation, etc. Elle demande de porter attention à ce qu'est la vie adolescente dans sa complexité, aux outils et ressources à la disposition des jeunes. Par la mise en réseau des artefacts, par la circulation des données en ligne, les outils permettent en particulier d'interagir de manière asynchrone et distante. Cela signifie, entre autres, de pouvoir échanger des données dans un temps et un espace qui ne sont pas ceux de leur destinataire, mais aussi que cet échange puisse s'inscrire dans une interaction parfois immédiate, permettant alors des activités collaboratives qui s'affranchissent des distances topographiques, dans une forme de désintermédiation. Pour le chercheur, il s'agit aussi de ne pas être focalisé sur le déplacement uniquement, mais de regarder quels sont les ancrages qui s'articulent à ces déplacements. L'approche par situation conduit à décrire précisément les activités, sans se limiter à ce qui est visible (Lussault, 2000). L'espace d'une situation est observable par un agencement multidimensionnel, résultat de processus, de choix ; il est fait de trois plans : un déroulement, une organisation matérielle et des relations pratiques des acteurs à ce qui est en jeu. L'espace d'une situation est éphémère. Un événement peut faire basculer l'agencement vers un autre type d'espace. Rapporté à la question de la mobilité, cela signifie que le chercheur observe plus que le trajet, les outils ou les ressources : il investit les zones d'interactions qui vont faire varier les agencements, les choix techniques, éthiques ou les assujettissements qui vont présider à ces variations. L'approche est sociocritique dans la mesure où elle permet d'appréhender les différenciations sociales et culturelles des usages du numérique au-delà du comportement visible dont on peut collecter les données mais aussi parce qu'elle vise à identifier les zones où se jouent les rapports de force des logiques à l'œuvre (Collin *et al.*, 2016). L'enquête ainsi envisagée est qualitative et s'inscrit dans une démarche issue de la *grounded theory* et de l'ethnographie qui conduit la réflexion épistémologique et de l'enquête au plus près des acteurs dans une approche interactive. Concrètement, l'enquête s'est déroulée entre 2010 et 2013 auprès de lycéens d'une agglomération de taille moyenne, résidant dans des communes diverses et scolarisés dans des établissements différents. Par le biais de l'interconnaissance, 25 lycéens de 15 à 19 ans ont accepté d'être accompagnés, interviewés au fil de journées entières dans les différents lieux de leurs activités, hors ligne et en ligne. Ils ont accepté de montrer des productions diverses liées à l'écrit élargi (textuel et non textuel) et de discuter de leurs manières de faire. L'une des entrées de l'enquête était en effet la littératie comme technologie de l'intellect réappropriée dans les situations ordinaires contemporaines à rebours de propos semblant attester du recul de celle-ci avec le développement des usages du numérique. Au fur et à mesure de l'avancée de la collecte de données, la mobilité est apparue comme un élément structurant des adolescents enquêtés et la littératie comme l'outil et le support privilégiés de celle-ci (Schneider, 2014). Les données collectées ont été ainsi de natures diverses au fil des trois années : observations dans un carnet de terrain, corpus photographique de lieux, d'activités et d'objets, collecte de productions en ligne, captation d'interactions sur les réseaux

sociaux numériques, entretiens et conversations informelles. Deux ans après l'arrêt de cette première enquête, quelques adolescents devenus jeunes adultes ont accepté de montrer l'évolution de leurs manières de faire au regard en particulier des changements d'espaces de vie (lycée-université-travail), mais aussi des outils et des formes de littératie (par exemple désaffection de Facebook pour d'autres réseaux de communication comme Twitter et Snapchat).

- 28 La mobilité étant repérée comme élément essentiel de la pratique de la littératie et de l'émergence d'apprentissages liés, il s'est agi de construire la méthodologie de collecte et d'analyse de cet ensemble pratique constitué par les déplacements, les outils, les acteurs, la temporalité et les productions. Le travail d'élaboration cartographique et de schématisation documenté par les verbatim des adolescents a permis d'identifier les éléments que nous présenterons et discuterons.
- 29 Une situation de mobilité peut être définie par les éléments suivants : la localisation de départ, la destination, l'itinéraire, le ou les moyens de transport, la durée imposée / souhaitée / imaginée, la finalité du déplacement, les objets que l'on emporte avec soi (carte de transport valide, cartable, etc.), ceux qui vont outiller le déplacement (carte, plan, mots griffonnés sur un *post-it*, *GoogleMap* imprimé), et des outils numériques que l'on emporte ou que l'on exploitera au fur et à mesure : son téléphone intelligent et tous les usages qu'il conviendrait d'explicitier, un automate d'achat de billets, des codes QR, etc., mais aussi la dimension idéelle, à savoir la valeur accordée à ce déplacement, les objectifs, les affects, les compétences, le rapport aux lieux fréquentés. Quand un jeune se déplace, il va produire un agencement provisoire en fonction des choix qu'il fera et des contraintes qu'il subira. La manière dont il fera varier ces agencements tout au long de la situation de mobilité élaborera des configurations d'usage singulières. Le numérique peut intervenir à divers moments et selon diverses finalités. Il peut informer le déplacement dans la mesure où l'individu exploite une ressource stockée sur son téléphone (horaires de bus téléchargés en PDF par exemple), où il accède à un contact, à une ressource en ligne pour comprendre / gérer un imprévu. L'usage d'un téléphone intelligent sera un élément de l'agencement temporel et spatial, mais aussi symbolique de celui-ci. Il va contribuer à la signification que prendra le trajet par exemple d'un lieu à un autre, il le modifie, le documente et l'inscrit dans un processus social et individuel. Les adolescents suivis dans cette enquête utilisent leurs SMS, l'accès à Internet, aux réseaux sociaux numériques, aux applications telles que Google Maps, Snapchat ou WhatsApp, selon ce qui est accessible par leur téléphone portable pendant leurs déplacements, et ce, dans des visées variées. À cette démarche méthodologique de collecte de données s'articulent des pratiques de description et de production du savoir. Les résultats sont restitués sous forme d'extraits de récits par cas (Schneider, 2013) tels que l'ethnographie et la clinique les ont développés, dans la mesure où cela permet de rendre compte de la logique des acteurs et de leurs productions singulières (Cefaï, 2003 ; Passeron et Revel, 2005).
- 30 La complexité des situations est restituée en décrivant les agencements, leur émergence, leurs caractéristiques spatiales, matérielles, techniques, symboliques, temporelles ainsi que leur évolution et en les confrontant à ce que les jeunes en disent. En nous appuyant sur l'analyse de situations de mobilité et des usages liés du téléphone intelligent, nous insisterons sur trois dimensions : la reconfiguration des socialités, la

place de la littératie et de la translittératie ainsi que le lien entre mobilité et apprentissages.

Résultats

Reconfiguration des socialités comme ressources à distance en mobilité

- 31 Les adolescents se déplacent fréquemment, que cela soit pour des loisirs ou le lycée, éléments qui occupent l'essentiel de leur temps sur la période scolaire. La localisation résidentielle et la proximité des ressources jouent un rôle dans la manière d'appréhender les activités. Une plus grande distance mais aussi un réseau de transport plus ou moins efficient induisent une différenciation de l'organisation (se lever et partir plus tôt, articuler plusieurs modes de transport ou au contraire partir à la dernière minute, ou partir avec « des potes qui passent me prendre »⁸, etc.). Le franchissement de la distance se traduit ainsi en temps et en efforts de diverses natures : prévenir quelqu'un, ne pas oublier sa carte de bus, partir à temps, gestes très quotidiens qui composent l'injonction à l'autonomie faite aux jeunes, mais dont on perçoit bien qu'elle ne recouvre pas les mêmes réalités pour tous. Entre un adolescent qui habite à trente kilomètres de la ville où se trouve son lycée, qui part pour la semaine à l'internat (le dimanche soir, s'enchaînent le trajet en voiture familiale pour aller à la gare, celui en train, en tramway puis quelques minutes à pied pour rejoindre le lycée) et celui qui habite dans la ville concernée et se déplace à pied ou en tramway, les enjeux de l'organisation personnelle ne sont pas de même nature.
- 32 La traversée de lieux au cours des mobilités conduit à des variations sociales dans la mesure où les amis, les proches, les contacts sont sollicités différemment et les interactions sont reconfigurées. Les adolescents sont ainsi parfois démunis pour se déplacer dans leur secteur de scolarisation, par méconnaissance des quartiers, parce qu'ils n'ont pas d'habitude d'utilisation des outils de repérage (plan du réseau de bus ou de tramway par exemple). C'est le cas de Thomas, qui fait le plus souvent appel à ses amis pour qu'ils le guident par SMS jusqu'à ce qu'il arrive à l'endroit souhaité. Comme beaucoup d'adolescents, il a une plus grande liberté de déplacement (carte de transport et autonomie par rapport à ses parents), mais contrainte parfois par une méconnaissance de la ville dans laquelle il n'habite pas ou des quartiers qu'il ne fréquentait pas plus jeune. S'y ajoute dans le cas présenté l'absence d'utilisation habituelle des outils tels que les fiches horaires et les plans. L'élargissement du réseau social par le lycée l'amène ainsi à se confronter à des difficultés de déplacement, il en maîtrise des éléments pragmatiques et s'appuie sur des ressources amicales et techniques, en particulier accessibles numériquement, qui constituent des éléments-clés de son capital de mobilité. Il lui faut choisir entre le message écrit ou audio. Thomas fait le choix de l'écrit⁹ quand il a besoin d'aide. Quand l'interaction mobilise plusieurs personnes et qu'il est nécessaire de traverser des zones où la parole est mal perçue et/ou réputées insécurisantes, l'écrit est plus adapté que des communications parlées. Il aurait fallu interrompre sans cesse ou maintenir très longtemps la communication pour gérer la marche, les échanges avec les différents interlocuteurs au fur et à mesure des indications. Les SMS, eux, sont envoyés au moment qui convient et permettent de réguler cette situation d'imprévisibilité, l'usage des Snap ou le partage

de localisation sur WhatsApp, quand il est maîtrisé, enrichit le répertoire des ressources. Les contacts, à savoir les numéros des amis enregistrés, sont eux des ressources toujours « sous la main », rapidement mobilisables. Plus que la distance à franchir qui se fait accompagnée, ce sont la représentation de l'itinéraire, la compréhension des indications et la qualité de la connexion qui constituent des obstacles. Lorsqu'il voyage en Europe, Thomas utilise les services des plateformes de partage de véhicule — BlaBlaCar par exemple ou Uber —, construisant là des agencements à une échelle différente et développant des socialités avec des individus qu'il ne connaît que par leur profil en ligne et les indices issus des évaluations de la plateforme. Les interactions contraintes par le dispositif technique ont lieu avant le déplacement et servent à l'organiser, après le déplacement éventuellement pour évaluer le conducteur. Il s'agit de partage d'éléments de géolocalisation, d'appuis sur des commentaires d'autres utilisateurs, sous forme écrite ou traduite en chiffres par les algorithmes de la plateforme.

Le déplacement : support d'activité sociale

- 33 Considérons la situation de mobilité correspondant à la période entre la sortie d'un adolescent du lycée à 18 h et son arrivée chez lui. Ce trajet et les usages de l'écriture par SMS ont été dégagés à partir de différentes discussions. On y retrouve la variété des usages qui apparaissent chez les adolescents enquêtés, mais ici rassemblés sur une période déterminée, close dans le temps. S'y ajoute un usage spécifique de la mobilité, à savoir la possibilité de poursuivre ou de maintenir une activité sociale qui, sans l'outil numérique nomade de communication, aurait été interrompue. Thomas commence à envoyer des SMS à Corentin en sortant du lycée à pied. Il monte dans le tramway et continue la conversation. Descendu deux arrêts plus loin, il rejoint son arrêt de bus régional et poursuit son échange avec son ami qu'il finira par rejoindre après 15 minutes de trajet. Corentin monte dans le bus, les SMS s'arrêtent, la conversation se poursuit en face à face. Quand Thomas descend, il termine la conversation en marchant sur le trottoir parfois jusque chez lui. Le téléphone intelligent est essentiellement utilisé pour ses contacts et les SMS, mais aussi pour l'écoute de musique qui va enrichir la manière de vivre ce déplacement. Le téléphone devient le support d'une activité sociale et individuelle riche et qui n'est d'ailleurs pas refermée sur elle-même puisque les échanges continuent et que les prochaines situations de mobilité en seront affectées.
- 34 Les usages de cet objet technique et des techniques associées pour gérer un déplacement et la manière dont ceux-ci s'entrelacent pour tramer un moment de la vie adolescente apparaissent très variés. Alors que l'adolescent doit franchir des distances, dépasser des obstacles matériels, interrompre son activité, il construit dans cet enchaînement d'agencements une seule et même situation sociale

Pouvoir d'agir et polytopie

- 35 Ces jeunes gens balisent des parcours par des SMS, éprouvent des distances, développent des habiletés spatiales dans la mesure où ils peuvent devenir compétents pour anticiper. L'engagement est à la fois stratégique et contraint par le dispositif social qui organise leur vie adolescente, leurs ressources autres étant parfois insuffisantes pour gérer ces situations. Progressivement, développant des habiletés

spatiales et communicationnelles, ils peuvent oser s'engager malgré des contraintes plus grandes, ce qu'on pourrait nommer « construire leur autonomie spatiale ». Alex explique ce balisage lors d'une conversation dans sa chambre à l'internat.

Tu envoies des SMS quand t'es en ville ?

Oui dans le tram soit pour dire à ma mère que je suis dans le tram soit avec des copains pour finir la conversation

Et vendredi soir quand tu quittes le lycée ?

Je finis un peu la discussion qu'on avait ou alors j'écris à des copains qui sont pas dans le lycée pour savoir si y sont dans le train savoir à quelle heure quel train y prennent pour se rejoindre

Quel genre de message ?

Abrégé, pas envie d'écrire normalement, message court : t'es où ? tu prends le train ? et en texto tout le temps.

- 36 Aux mobilités topographiques s'articulent des mobilités symboliques. Quand un jeune envoie un SMS, dépose un statut sur Facebook, commente une publication ou envoie un *tweet*, sans se limiter à de l'information textuelle, il le fait à partir d'une localisation, au moment de son déplacement. Un SMS pour contacter un ami qu'il va retrouver, puis un *tweet* public pour partager un étonnement sur le trajet, puis une recherche sur Google et la consultation de ses notifications sur Facebook, plus récemment le développement des Snap, en particulier sous forme de photographies et vidéos. L'ensemble de ces gestes numériques organisent un réseau d'écrits textuels ou non, liés entre eux par le sujet-adolescent qui les produit.
- 37 Dans la figure ci-dessous, Antoine, 16 ans, dépose sur Facebook un dessin manuscrit réalisé plus tôt dans la journée pendant un cours de mathématiques. Cette publication déclenche des interactions avec des amis qui ne sont pas dans la proximité topographique, mais qui sont dans une proximité subjective et communicationnelle par le réseau social. L'interface de la page-écran matérialise l'articulation et l'intrication de plusieurs activités (ce qui a eu lieu dans la journée, le commentaire rétrospectif d'Antoine, les commentaires de ses amis), de plusieurs lieux (le cours, la chambre où Antoine se trouve, l'espace de la page-écran, les lieux où sont les amis) et de plusieurs formes scripturales (dessin, publications en ligne, émoticônes).

Capture d'écran 1. Polytopie littéracique entre en ligne et hors ligne



- 38 Au fil des déplacements hors ligne, une mobilité à travers les dispositifs numériques se met en place. L'ensemble des interactions peut servir au déclenchement de nouvelles activités sociales à partir des publications, et ce, de manière synchrone ou asynchrone. Tout cela contribue à densifier la mobilité topographique et, en ce sens, crée ce que nous nommons une polytopie littéracique. La jeune femme ou le jeune homme va d'un endroit à un autre et s'inscrit dans des espaces prévus par les plateformes (la page Facebook ou le fil d'actualité Twitter) et les politiques publiques (aménagement des lieux d'activités diverses), et y fabrique des espaces personnels à des échelles de communication diverses, entre public et privé, relation duelle ou groupale, etc. Cette dimension n'est d'ailleurs pas propre à l'adolescence. Nous sommes dans une société mobile à divers titres et la polytopie en est une caractéristique : nous organisons des ancrages successifs que nous sémantisons à partir de ce que nous produisons comme traces langagières. Cependant, chacun est pris dans un système de contraintes qui contribue à structurer l'agencement possible des activités. La mobilité est bien souvent rendue invisible par la préoccupation de la vitesse et de la fluidité de circulation qui semble annuler les distances. Chacun se rend compte de manière empirique que la fluidité est très variable et que même si les distances sont réduites par la qualité des infrastructures, la représentation que l'on a des endroits fréquentés par exemple va réinstaurer de la distance. Ainsi Carla et Juliette, 15 ans, à l'internat et venant d'une petite commune rurale, sont peu rassurées de se déplacer seules dans certains quartiers. Elles organisent une forme de coprésence pendant leur déplacement : « J'aime pas être toute seule alors elle m'envoie un SMS. Elle me dit "T'es où ?, Dans le tram. Ça va ? Ouais..." Juliette, elle aime pas me savoir toute seule dans le tram ». Le pouvoir d'agir est alors non seulement dans la facilitation technique, mais aussi dans cette polytopie que l'on réussira à organiser.

Discussion

Mobilités et apprentissages : des vies apprenantes ?

- 39 L'observation et la description de ces situations empiriques permettent de mettre en évidence non seulement l'évolution de configurations sociales, mais aussi la production de nouvelles plus complexes dans la mesure où elles articulent le hors-ligne et le en-ligne dans une diversité de pratiques littéraciques (entre écrits textuels, émoticônes, vidéographies, photographies), transmises, publiées sur différents espaces et à l'aide de différents outils de communication (Schneider, 2013). Se pose clairement la question des apprentissages liés de deux points de vue. Peut-on identifier des apprentissages littéraciques liés à la mobilité même ? Des apprentissages qui émergeraient de la pratique de la mobilité ?
- 40 Nous avons pu montrer que ces pratiques littéraciques liées à l'appréhension des distances, à la connaissance des espaces et des contextes ont des enjeux identitaires qui font des situations de mobilité des moments spécifiques des vies apprenantes contemporaines. Dans ces moments de production sociale et spatiale densifiée par des activités translittéraciques, les adolescents sont donc confrontés à des « épiphanies » (*turning points*) qui peuvent déclencher des évolutions identitaires. Ces moments critiques comme la nécessité d'une distance à franchir ou des routines de déplacement à développer pour gérer les multiples lieux des activités quotidiennes mais aussi la maîtrise des outils de communication se font en fonction des ressources qui deviendront pour eux des prises auxquelles s'accrocher pour avancer. Le lien entre mobilités et apprentissages souligne le rôle de la littératie. Le développement des usages du numérique accentue ces liens dans la mesure où les outils et dispositifs d'accès à l'information permettent un nomadisme, qu'il reste souhaité ou devienne réel. À cet accès à l'information en ligne s'ajoutent des offres de contenus de formation gratuits ou non, structurées ou non et des occasions d'apprendre quels que soient les objets : des savoirs pratiques procéduraux tels que ceux des vidéos YouTube, des enrichissements de connaissances par l'accès à des synthèses scientifiques (Wikipédia), des interactions qui vont prolonger ou faciliter les apprentissages, tels que les forums. Depuis la formation ouverte à distance et les premiers temps de l'informatique grand public, tout le Web semble s'être mis en route pour permettre, comme cela nous est promis par des sites marchands d'aide scolaire, d'apprendre ce que l'on veut quand l'on veut, où l'on veut. L'étude des communautés d'apprentissage en ligne est un exemple de travaux portant sur la circulation des savoirs, qu'il s'agisse de mobilité hors ligne ou en ligne pour les temps d'expérimentation, de rencontre, le travail documentaire, les recherches d'information (Leander, Philipps et Taylor, 2010).

Mobilités et difficultés

- 41 Dans les situations que nous avons analysées, nous avons identifié des ressources que les adolescents utilisent et / ou fabriquent. Cependant, nous voyons nettement apparaître des situations difficiles sur lesquelles ils ont peu de prise. Le fait qu'une partie de la ville soit ressentie par exemple comme hostile, que les accès paraissent difficiles alors que les discours affichent une efficacité des transports soulève la question du rôle du numérique qui semble leur servir pour tenter de « faire avec » sans pour autant leur permettre de développer une autonomie sociospatiale. Depuis notre

enquête dont sont tirées les situations liées aux SMS, nous avons pu observer de nouveaux usages. Le capitalisme cognitif se trouve actualisé quant à lui dans les usages d'applications, telles que Snapchat, traitant les données personnelles en temps réel, en particulier celles de localisation dans la mesure où chaque activité numérique produite en mobilité fait l'objet d'une incitation à commentaire, évaluation, consommation. Ce processus de sémantisation industrielle et commerciale pour laquelle les acteurs éducatifs n'ont pour l'instant pas de réponse réelle demande le développement d'une réflexivité complexe au-delà des tactiques juvéniles.

Conclusion

- 42 À la question de savoir s'il y a un lien spécifique entre mobilité et littératie dans les vies adolescentes contemporaines, cela s'éprouve précisément dans les situations de mobilité vécues par les adolescents en régime numérique. En effet, dans la diversité de leurs déplacements, ils s'organisent, communiquent, produisent, consultent et font circuler des objets littéraciques qui vont leur permettre de franchir les distances, mais aussi d'être confrontés à d'autres. Les dispositifs techniques en ligne et hors ligne sont autant d'espaces de médiation qui vont contraindre les apprentissages sociaux et culturels et en demander. Les jeunes s'insèrent ainsi dans les contextes contemporains qu'ils contribuent à actualiser en fonction de leurs modalités d'interaction avec le monde, dans un processus de « médiance » pour produire un paysage singulier (Berque, 2000)¹⁰. Au-delà de la médiation, la médiance permet de désigner ce processus continu et interactif mis en route entre un individu et son environnement, mais aussi le fait que par ce processus l'individu change et change ainsi ses modes d'interaction.
- 43 C'est la compréhension des configurations singulières de la mobilité adolescente qui permet d'identifier ce que l'injonction de mobilité comme synonyme d'autonomie fait aux individus et en quoi il s'agit bien d'une épreuve contemporaine. Le numérique et les compétences qu'ils ont pu développer y prennent leur place. Entre facilitation et fragilisation des adolescents, le capital sociospatial et culturel est déterminant mais doit être observé au plus près. On peut se demander dans quelle mesure les jeunes sont « encapités » par l'usage des outils du numérique ou la mise en réseau des activités et se trouvent confrontés à des formes de territoires invisibles, à des frontières qu'il faut franchir avec des ressources dont les accès sont très variables.
- 44 L'analyse de la manière dont les adolescents aujourd'hui se construisent dans diverses interactions montre de façon contre-intuitive que la vie contemporaine, offrant des possibilités de socialisation plus ouvertes qu'auparavant, suscite en réalité de véritables épreuves¹¹ pour les adolescents : la recherche de la stabilité face aux intensités qui leur sont proposées, la recherche de l'équilibre face au risque de la démesure (les excès de tous genres), la recherche de soi dans un balancement entre singularité et homogénéité parfois rassurante mais aliénante, et la dernière épreuve qui relève de la construction d'un projet personnel, objet de tensions et de fabrications sociales (Barrère, 2011). Cette notion d'« épreuve » pour décrire et analyser les usages du numérique et leur lien à la mobilité ouvre une piste heuristique dans la mesure où elle invite à poser la question de ce qui est en tension quand les adolescents établissent des relations avec les autres, avec leur environnement, particulièrement en déplacement. Il s'agirait alors de reprendre dans cette perspective et à nouveaux frais le cadre de la translittératie pour l'éprouver à la lumière de ces transformations sociales, cognitives et culturelles.

L'exploration de ce qui relève des dimensions spatiale, scalaire et relationnelle dans les travaux de recherche montre l'intérêt d'une approche plus ouverte de l'apprendre, comme processus de médiance, en prise avec les réalités contemporaines.

BIBLIOGRAPHIE

- ALLARD Laurence (2007), « Blogs, Podcast, tags, Mashups, Locative Medias. Le tournant expressiviste du web », *Médiamorphoses*, 21. [En ligne]. http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/23563/2007_21_57.pdf?sequence=1. Page consultée le 27 mars 2020.
- ALLARD, Laurence, Laurent CRETON et Roger ODIN (dir.) (2014), *Téléphonie mobile et création*, Paris, Armand Colin, Coll. « Recherches ».
- BASSAND, Michel et Marie-Claude BRULHARDT (1980), *Mobilité spatiale*, Georgi, Saint-Saphorin.
- BASSAND, Michel et Vincent KAUFMANN (2000), *Mobilités spatiales et processus de métropolisation, quelles interactions ? Les territoires de la mobilité*, Paris, Presses universitaires de France, p. 127-140.
- BARRÈRE, Anne (2011), *L'éducation buissonnière. Quand les adolescents se forment par eux-mêmes*, Paris, Armand Colin.
- BAUMANN, Zigmunt (2007), *Le présent liquide*, Paris, Seuil.
- BERNARDOT, Marc (2018), « Plongée dans les métaphores et représentations liquides de la société numérique », *Netcom*. [En ligne]. <http://journals.openedition.org/netcom/2886>. Page consultée le 25 juillet 2018.
- BERQUE, Augustin (2000), *Écoumène*, Paris, Belin.
- BOVILL, Moira et Sonia LIVINGSTONE (2001), « Bedroom culture and the privatization of media use », dans Sonia LIVINGSTONE et Moira BOVILL (dir.), *Children and their Changing Media Environment: A European Comparative Study*, Mahwah (NJ), Lawrence Erlbaum Associates. [En ligne]. http://eprints.lse.ac.uk/672/1/Chapter8_Children&ChangingMediaEnvironment.pdf. Page consultée le 27 mars 2020.
- BOYD, Danah (2008), « Facebook's privacy trainwreck: Exposure, invasion, and social convergence », *Convergence*, 14d(1) : 13-20.
- BOYD, Danah (2016), *C'est compliqué*, traduit de l'anglais par Hervé LE CROSNIER, Caen, C&F Éditions.
- CAILLY, Laurent (2004), *Pratiques spatiales, identités sociales et processus d'individualisation, étude sur la constitution des identités spatiales individuelles au sein des classes moyennes salariées du secteur public hospitalier d'une ville intermédiaire : l'exemple de Tours*. Thèse de doctorat, sous la direction de Michel LUSSAULT, Université de Tours.
- CARDON, Dominique (2015), *À quoi rêvent les algorithmes ? Nos vies à l'heure des big data*, Paris, Seuil.
- CEFAI, Daniel (2003), *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.

- CHISHOLM, Lynne (2013), « Learning lives in second modernity », dans Ola ERSTAD et Julian SEFTON-GREEN (dir.), *Identity, Community and Learning Lives in the Digital Age*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 70-86.
- CITTON, Yves (2014), *Pour une écologie de l'attention*, Paris, Seuil.
- COLLIN, Simon (2013), « Les inégalités numériques en éducation, une synthèse », *Adjectif*. [En ligne]. <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article254>. Page consultée le 15 septembre 2019.
- COLLIN, Simon, Périne BROTCORNE, Cédric FLUCKIGER, Jean-François GRASSIN, Nicolas GUICHON, Thierry SOUBRIÉ et alii (2016), « Vers une approche sociocritique du numérique en éducation : une structuration à l'œuvre », *Adjectif.net*. [En ligne] <http://www.adjectif.net/spip/spip.php?article387>. Page consultée le 15 mars 2020.
- DANIC, Isabelle, Olivier DAVID et Sandrine DEPEAU (dir.) (2010), *Enfants et jeunes dans les espaces du quotidien*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DELAUNAY-TÉTEREL, Hélène (2008), « Sociabilité juvénile et construction de l'identité: L'exemple des blogs adolescents », *Informations sociales*, 145(1) : 48-57.
- DEPEAU, Sandrine et Thierry RAMADIER (dir.) (2011), *Se déplacer pour se situer, places en jeu, enjeux de classes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- ERSTAD, Ola, Øystein GILJE, Julian SEFTON-GREEN et Hans-Christian ARNSETH (2016), *Learning Identities, Education and Community: Young Lives in the Cosmopolitan City*. Cambridge, Cambridge University Press.
- FRAU-MEIGS, Divina (2016), « Translittératie : pour une éducation critique aux médias et à l'information », *Champs culturels*, 28 : 65-71.
- GOODY, Jack (2007), *Pouvoirs et savoirs de l'écrit*, Paris, La Dispute.
- GLEVAREC, Hervé (2010), *La culture de la chambre. Préadolescence et culture contemporaine dans l'espace familial*, Paris, La Documentation française.
- GRANJON, Fabien (2014), « Du (dé)contrôle de l'exposition de soi sur les sites de réseaux sociaux », *Les Cahiers du numérique*, 10(1) : 19-44.
- GRIZIOTTI, Gorgio (2018), *Neurocapitalisme. Pouvoirs numériques et multitudes*, Caen, C&F Éditions.
- HARDOUIN, Magali et Bertrand MORO (2014), « Étudiants en ville, étudiants entre les villes. Analyse des mobilités de formation des étudiants et de leurs pratiques spatiales dans la cité », *Noroi*, 230(1) : 73-88.
- ITO, Miro et al. (2010), *Hanging Out, Messing Around and Geeking Out. Kids Living and Learning With New Media*, Cambridge, MIT Press.
- JEHEL, Sophie (2011), *Parents ou médias, qui éduque les préadolescents ?*, Toulouse, ERES.
- KAUFMANN, Jean-Claude (2007), *Ego. Pour une sociologie de l'individu*, Paris, Hachette Littérature.
- KAUFMANN, Vincent (2008), *Les paradoxes de la mobilité, bouger, s'enraciner*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- KAUFMANN, Vincent (2013), « Mobilité », dans *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 677-679.
- KENT, N. et Keri FACER (2004), « Different worlds? A comparison of young people's home and school ICT use », *Journal of Computer Assisted Learning*, 20 : 440-455.

- LE BRETON, Éric (2005), *Bouger pour s'en sortir. Mobilité quotidienne et intégration sociale*, Paris, Armand Colin.
- LEANDER, Kevin M., Nathan C. PHILLIPS et Katherine HEADRICK TAYLOR (2010), « The changing social spaces of learning: Mapping new mobilities », *Review of Research in Education*, 34(1) : 329-94.
- LEVY, Jacques (2011), « La mobilité comme bien public », *Métropolitiques*. [En ligne], <https://www.metropolitiques.eu/La-mobilite-comme-bien-public.html>. Page consultée le 15 mars 2020.
- LÉVY, Jacques et Michel LUSSAULT (2003), *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- LICOPPE, Christian (2009), *L'évolution des cultures numériques. De la mutation du lien social à l'organisation*, Paris, Fyp.
- LICOPPE, Christian (2016), « Mobilités et rencontres dans les espaces publics urbains à l'âge des médias positionnels : Coutures, plis et rencontres avec des "inconnus pseudonymes" », *Réseaux*, 200(6) : 117-143. [En ligne]. <https://www.cairn.info/revue-reseaux-2016-6-page-117.htm>. Page consultée le 27 mars 2020.
- LINE, Tilly, Juliet JAIN et Glenn LYONS (2011), « The role of ICTs in everyday mobile lives », *Journal of Transport Geography*, 19 : 1490-1499.
- LIVINGSTONE, Sonia et Ellen HELSPER (2007), « Gradations in digital inclusion: Children, young people and the digital divide », *New Media & Society*, 9(4) : 671-696.
- LUSSAULT, Michel (2000), « Action(s) ! », dans Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*, Paris, Belin, p. 217-239.
- MARTUCELLI, Danilo (2007), *Forgé par l'épreuve : L'individu dans la société contemporaine*, Paris, Belin.
- MERCKLÉ, Pierre (2011), *Sociologie des réseaux sociaux*, Paris, La Découverte.
- MILHAUD, Olivier (2017), *Séparer et punir. Une géographie des prisons françaises*, Paris, CNRS.
- MONTULET, Bertrand et Vincent KAUFMANN (dir.) (2004), *Mobilités, fluidités... libertés ?*, Bruxelles, Facultés universitaires Saint Louis, p. 73-88.
- OCTOBRE, Sylvie (2014), *Deux pouces et des neurones. Les cultures juvéniles de l'ère médiatique à l'ère numérique*, Paris, La Documentation française.
- OFFNER, Jean-Marie (2000), « Pour une géographie des interdépendances », dans Jacques LEVY et Michel LUSSAULT (dir.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux*, Paris, Belin, p. 217-239.
- OPPENCHAİM, Nicolas (2011), « Les pratiques de sociabilité urbaine et sur l'Internet des adolescents de Zones urbaines sensibles franciliennes », *Flux*, 83(1) : 39-50.
- ORFEUIL, Jean-Pierre et Fabrice RIPOLL (2015), *Accès et mobilités. Les nouvelles inégalités*, Gollion, Infolio, Coll. « Archigraphy poche ».
- PAQUOT, Thierry (2012), « Murs et frontières », numéro thématique, *Revue Hermès*, 63.
- PASSERON, Jean-Claude et Jacques REVEL (dir.) (2005), *Penser par cas, Enquête*, n° 4, Paris, Éditions de l'EHESS.
- PEUGNY, Camille (2006), « La mobilité sociale descendante et ses conséquences politiques : recomposition de l'univers de valeurs et préférence partisane », *Revue française de sociologie*, 47(3) : 443-478.
- PLANTARD, Pascal (dir.) (2011), *Pour en finir avec la fracture numérique*, Paris, Éditions Fyp.

- RALLET, Alain, Anne AGUILERA et Caroline GUILLOT (2009), « Diffusion des TIC et mobilité : permanence et renouvellement des problématiques de recherche », *Flux*, 78 : 7-16.
- ROSA, Hartmut (2011), *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte.
- SCHNEIDER, Elisabeth (2013), *Économie scripturale : enquête sur les usages de l'écrit de lycéens*. Thèse de doctorat en géographie et sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Jean-François THÉMINES et Hervé LE CROSNIER, Université de Caen. [En ligne]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00911228>. Page consultée le 15 septembre 2019.
- SCHNEIDER, Elisabeth (2014), « Comment l'écriture avec le numérique renouvelle la question du sujet adolescent : vers une géographie de l'écriture », dans Cedric FLÜCKIGER et Renaud HÉTIER (dir.), dossier « Des élèves et des savoirs à l'ère numérique : regards croisés. Éducation et formation », *Recherches en éducation*, 18. [En ligne]. <http://www.recherches-eneducation.net/spip.php?Article160>. Page consultée le 15 septembre 2019.
- SELWYN, Neil (2012), « Making sense of young people, education and digital technology: The role of sociological theory », *Oxford Review of Education*, 38(1) : 37-41.
- SERRES, Alexandre (2012), *Dans le labyrinthe*, Caen, C&F Éditions.
- SHELLER, Mimi et John URRY (2006), « The new mobilities paradigm » *Environment and Planning*, 38 : 207-226.
- STOCK, Mathis (2006), « L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles », *EspacesTemps.net*. [En ligne]. <http://espacestemps.net/document1853.html>. Page consultée le 15 décembre 2019.
- SUE, Thomas, Chris JOSEPH, Jess LACETTI, Bruce MASON, Simon MILLS, Simon PERRIL et Kate PULLINGER (2007), « Transliteracy: Crossing divides », *First Monday*, 12(12). [En ligne]. <https://www.firstmonday.org/article/%20view/2060/190>. Page consultée le 15 décembre 2019.
- VETIER, Thomas (2016), « Les mineurs isolés étrangers pris en charge par la protection de l'enfance en France : jeunes "à intégrer" entre mobilités multiples et immobilisation institutionnelle », *Cahiers internationaux de sociolinguistique*, 9(1) : 291-316.
- VINCENT-GESLIN, Stéphanie, Emmanuel RAVALET et Vincent KAUFMANN (2014), « L'appropriation des temps et des espaces de la grande mobilité à l'ère du numérique », *Géo-Regards*, 7 : 73-88.
- ZAFFRAN, Julien (2010), *Le temps de l'adolescence. Entre contrainte et liberté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

NOTES

1. Le portail Calenda, calendrier des lettres et sciences humaines et sociales, recense 76 appels francophones concernant les mobilités entre 2015 et 2018.
2. Même si l'évolution des outils de production langagière en ligne semble accentuer la place de l'image et du son, ces formes s'articulent toujours à l'écrit dans une perspective d'écrit élargi.
3. Le Breton montre par exemple comment le travail demande d'être mobile sur un territoire en raison de sa fragmentation et de la dispersion des territoires dans lesquels il faut s'inscrire. Il met en évidence comment l'injonction à la mobilité accentue la précarité de populations aux faibles ressources.
4. Le capitalisme cognitif est le dernier avatar de ce système économique dont la source de richesse est l'immatériel, l'informationnel et le cognitif. Son développement, lié à celui des

technologies numériques, vise à faire produire des données personnelles, à en collecter et à en tirer profit.

5. On pourra lire à ce sujet la description que fait Pierre Lévy de la crue du savoir, image de la noosphère tant attendue en 2001, reprenant en cela la métaphore du déluge utilisée de façon récurrente pour caractériser le volume d'informations auquel sont confrontés les individus au moment du développement de l'imprimerie, de la paperasse au XIX^e siècle.

6. Les médias positionnels sont ceux qui offrent des services, des informations en fonction des données de localisation des utilisateurs.

7. L'accessibilité se définit comme un rapport entre la distance symbolique, topographique et la motivation pour la ressource souhaitée. Par exemple, un lieu proche sur le plan topographique peut être pourtant peu accessible en raison de normes sociales qui repoussent ou inquiètent certaines populations.

8. Les verbatim et descriptions sont extraits de l'enquête.

9. Écrit est à prendre dans un sens élargi, texte et / ou émojis, images, accompagnés de vidéos.

10. Nous avons développé cette approche dans le travail de thèse afin de préciser la médiation comme processus de subjectivation.

11. Le concept d'épreuve en sociologie a été développé par Danilo Martucelli (2007). Il s'agit d'épreuve vécue individuellement, mais qui est une réalité pour l'ensemble des individus d'une catégorie sociale, voire d'une société.

RÉSUMÉS

La mobilité est une des thématiques les plus présentes dans les publications en sciences humaines et sociales ces dernières années. Ce qui soulève des questions éducatives et communicationnelles quant à la manière dont les jeunes s'inscrivent dans ce contexte, quant à l'impact sur leurs interactions sociales et culturelles, sur leurs apprentissages et leurs ressources. L'objet de cet article est double. Il s'agit de proposer, d'une part, une conceptualisation de la mobilité des jeunes à partir d'une revue de la littérature qui fait dialoguer géographie sociale et sciences de l'information et de la communication et, d'autre part, de soulever les éléments de discussion concernant le rôle de la littératie dans la mobilité quotidienne juvénile, et ce, en s'appuyant sur des résultats d'enquêtes ethnographiques.

Mobility is among the most prominent topics in the human and social sciences in recent years — which raises educational and communication issues about how young people see themselves in it all and how they're affected by their social and cultural interactions, learning, and resources. This article has a double purpose: to conceptualize the mobility of young people via a literature review to create a dialogue between social geography and information and communication science, and to assemble the ingredients for a discussion on the role of literacy in day-to-day youth mobility based on the results of ethnographic studies.

La movilidad es uno de los temas más tratado en las publicaciones en ciencias humanas y sociales de estos últimos años. Esto da lugar a cuestionamientos educativos y comunicacionales concernientes a la manera en que los jóvenes se enmarcan en este contexto, relativo al impacto sobre sus interacciones sociales y culturales, aprendizajes y recursos. El objetivo de este artículo es doble. Se trata de proponer, de una parte, una conceptualización de la movilidad de los jóvenes

a partir de una perspectiva de la literatura que incorpore un diálogo entre geografía social, ciencias de la información y comunicación y, por otra, que ponga en evidencia los aspectos de discusión sobre el papel de la literatura en la movilidad diaria de los jóvenes, apoyándose en los resultados de las encuestas etnográficas.

INDEX

Mots-clés : mobilité, jeunes, apprentissage, littératie, France

Palabras claves : movilidad, jóvenes, aprendizaje, literacy, Francia

Keywords : mobility, youth, learning, literacy, France

AUTEUR

ÉLISABETH SCHNEIDER

Élisabeth Schneider est maîtresse de conférences en sciences de l'information et communication à l'Institut national supérieur du professorat et de l'éducation de l'Académie de Caen, Université de Caen-Normandie. Courriel : elisabeth.schneider@unicaen.fr

« La madame de la voiture ne veut rien comprendre »

L'interaction vocale avec un ordinateur de bord d'automobile

François Perea

- 1 Les dispositifs et interfaces numériques constituent aujourd'hui une part importante de notre environnement. Cette écologie est aussi vaste qu'hétérogène. Elle englobe des objets, réseaux, données... visibles ou invisibles, commandés par les usagers ou automatisés. Ainsi se réalise l'« intelligence ambiante » (Zelkha, Epstein, Birrell et Dodsworth, 1998), reposant sur une *informatique diffuse* ou *ubiquitaire* (Weiser, 1991) décentrée des appareils et déployée dans les réseaux pour être accessible partout et en permanence. Cette intelligence est en outre capable de prédiction en captant et en traitant de multiples données pour une anticipation automatisée des comportements des usagers. Elle favorise les interactions dites naturelles.
- 2 La domotique, définie comme l'ensemble des techniques électroniques, informatiques et des télécoms utilisées dans le contrôle et le fonctionnement des bâtiments, constitue l'un des domaines d'application privilégiés de ce déploiement. Les dispositifs sont désormais accessibles au grand public, soutenus notamment et fortement par les grandes firmes emblématiques du numérique, en prolongement des assistants personnels devenus ordinaires dans nos téléphones, nos tablettes ou nos ordinateurs (Assistant Google, Alexa chez Amazon, M chez Facebook, Siri chez Apple, Cortana chez Microsoft, pour ne citer que les GAFAM¹) et qui se déclinent sur les différents dispositifs ou dans des appareils spécifiques (Google Home, Alexa chez Amazon ou Djingo chez Orange par exemple). Ils apparaissent également dans des programmes spécialisés développés par les constructeurs (radiateurs ou *stores* « intelligents » par exemple).
- 3 Au-delà des murs de la maison, la domotique officie dans les autres espaces de vie. L'automobile, espace technique privé sur la voie publique, ne fait pas exception. En particulier, les dispositifs basés sur une interaction vocale humain-machine (désormais H-M) y sont développés (du GPS aux commandes vocales des véhicules récents) peut-être parce que la conduite occupe le regard et les gestes, ce qui rend l'utilisation des

écrans tactiles délicate, si ce n'est dangereuse. Ces interactions sont diverses et variées et font se mêler relations entre humains, H-M et entre machines.

- 4 C'est à ce complexe interactionnel / interactif que s'attache le présent travail, qui vise à expliciter certaines incidences de la technique sur l'oral numérique dans l'espace automobile, en analysant les comportements langagiers induits par le dispositif lui-même. Il ne s'agit ni de présager des usages effectifs variés qui peuvent en découler (les références à ces derniers qui apparaissent dans ces lignes ne sont données qu'à titre d'illustrations) ni de s'inscrire dans une vision technique déterministe. L'approche considère que le dispositif n'est pas transparent et qu'il propose, voire impose certaines modalités d'action liées à sa logique de fonctionnement (ensemble des possibles / impossibles) et à la présentation de suggestions d'usage (dans les séquences de démonstration et le guide de l'utilisateur). Le travail vise donc à mettre au jour la logique induite par le produit, sans adopter le point de vue du constructeur, sans présager de la complexité des usages qui pourront émerger et sans succomber au « mythe de la transparence des interfaces » (Scolari, 2004 : 84).
- 5 Après avoir présenté le cadre domotique de l'habitable de l'automobile et la perspective de la présente réflexion sur les dispositifs technolangagiers, ce travail explorera donc les différents aspects du formatage discursif et interactionnel à partir d'un dispositif concret avant de conclure sur la « mécanisation » du langage — pour reprendre Sylvain Auroux (1994) — telle que ce contexte d'observation permet de la saisir.

L'habitable comme espace et le cadre d'interaction

- 6 L'habitable (du latin *habitaculum* : demeure) de l'automobile fonctionne en partie comme nos habitations. Selon Nicolas Dubois, la voiture est « un espace vécu comme un autre chez-soi » :

La représentation de la voiture comme un potentiel support du sentiment d'être chez soi apparaît transversale dans la mesure où elle s'appuie sur différentes composantes réparties au sein de plusieurs valeurs principales. Ainsi, le sentiment d'être chez soi dans sa voiture emprunterait à sa valeur *utilitaire*, les aspects de sécurité, de modularité ou encore de centralité. De sa valeur *existentielle*, il en retiendrait l'expression de soi, la possession, l'image sociale. De sa valeur *ludique*, il en retire certainement la dimension d'ouverture sur le monde (2004 : 105).
- 7 Dans la perception et les représentations des conducteurs / propriétaires, cet espace est hybride. Il permet de se déplacer dans l'espace public dans le respect du Code de la route et des règles de vie collective, tout en demeurant un espace privé et personnel. L'habitable est le lieu d'habitudes d'organisation (les rangements, les places) et de personnalisation (depuis le choix des options jusqu'aux éventuelles décorations en passant par les réglages) qui en font un prolongement de l'habitation. Comme celle-ci, l'automobile possède sa façade affichée (la carrosserie) et son intérieur où l'individu accueille les autres, à des places variées : tout le monde n'est pas autorisé à conduire comme tout le monde ne peut pas entrer dans la chambre à coucher par exemple. Elle abrite la vie de famille, amicale, et permet de faire un trait d'union entre les espaces fixes où s'ancre la vie des humains en une géographie propre (la maison, le lieu de travail, les écoles, les espaces de loisirs, les logements des amis, etc.).
- 8 Lieu personnel et lieu technologique, l'automobile est prédestinée à mêler les interactions entre personnes et / ou entre objets, dans un espace réduit où elles se

superposent parfois jusqu'à la confusion due aux possibles simultanités et partages des écrans de médiation.

- 9 Le champ est vaste, et nous n'aborderons pas ici les interactions entre les usagers à l'intérieur du véhicule, nous concentrant sur celles qui s'établissent entre le conducteur et le véhicule, qui peuvent inclure des échanges avec des « agents humains » (SMS ou appels téléphoniques au moyen de l'ordinateur de bord par exemple).
- 10 L'activité principale de la conduite peut, par essence, être considérée comme une interaction du conducteur avec / depuis le véhicule dans/sur son environnement. Il y a là une double dimension actionnelle : agir sur le véhicule (depuis son intérieur) pour agir sur l'espace extérieur (et le faire « défiler »). L'expérience est donc celle de la fixité dans l'habitacle et de la mobilité de / dans l'environnement. Cette interaction complexe articule une activité cognitive importante et une activité corporelle complexe au service de la manipulation de l'automobile en fonction du contexte (autres véhicules et autres conducteurs, environnement routier et piétons, cyclistes...) et en vue d'un objectif (se rendre à un endroit précis la plupart du temps). Elle accapare ainsi l'attention du conducteur au détriment de toute autre activité sous peine d'une mise en danger. Les activités annexes (lire un SMS ou passer un coup de fil sur son téléphone portable, déplier et lire une carte sur le siège passager...) sont donc proscrites et sanctionnées (amende, perte de points sur le permis), sauf si elles sont intégrées et rendues fluides dans l'activité principale.
- 11 Pour ce faire, le dispositif généralement retenu est celui de l'interaction orale qui n'entre en contradiction avec aucune manipulation nécessaire à la conduite. Les derniers véhicules permettent de lancer les commandes vocales sans avoir à quitter des mains le volant qui accueille un bouton spécifique. Alors, le GPS parle (permettant de réduire le temps de regard sur la carte) et répond à la demande orale de trajet, le SMS est lu et / ou dicté, le coup de fil passé en mode « mains libres ». La voiture s'est ainsi dotée d'un centre névralgique possiblement connecté au téléphone portable : l'ordinateur de bord, qui constitue un dispositif d'intelligence domotique de l'habitacle destiné, notamment, à communiquer avec l'utilisateur.
- 12 En réalité, le dispositif est double : il allie un ordinateur de bord chargé de communiquer avec le véhicule et ses fonctions intégrées (radio, GPS, etc.) à l'éventuel téléphone intelligent connecté qui ajoute des fonctions supplémentaires (appel, SMS dictés... mais aussi les liens avec les applications compatibles : musique en ligne, détection de radar, etc.). Le conducteur se trouve donc, pour les cas qui nous intéressent ici, en lien avec deux dispositifs connectés entre eux (l'ordinateur de bord et le téléphone intelligent) qui gèrent eux-mêmes des applications variées, voire d'autres appareils connectés et qui communiquent entre eux. Ce double lien permet l'ancrage au véhicule et au monde, prolongeant le *chez-soi* par une connectivité perpétuelle (Katz et Aakhus, 2002) aux êtres et aux choses en un entrelacement de dispositifs de médiation et d'échange.

Une approche des IOHM

- 13 Ces dispositifs imposent un ensemble de règles de fonctionnement et de formalisation de l'oral comme de l'écrit et conduisent au développement de nouvelles pratiques langagières induisant de nouvelles conceptions de la langue.

Les techniques et le langage

- 14 En procédant à une objectivation de certains traits du langage dont il a fallu sélectionner certaines propriétés (sonores et sémantiques) pour les matérialiser dans des signes tracés et en permettant une conservation de ces derniers sous des formes diverses (volumen, codex...), l'écriture a conduit à développer des techniques de « grammatisation » (Auroux, *op. cit.*) décrivant le fonctionnement de la langue et outillant sa manipulation (au moyen des grammaires et des dictionnaires, notamment). Ainsi sont apparues de nouvelles connaissances, mais aussi de nouvelles conceptions du langage. Marquée par ces savoirs liés à de nouvelles idées sur le temps (par la fixation de la parole jusqu'alors éphémère) et sur l'espace (par l'inscription dans la dimensionnalité du plan d'écriture), la « raison graphique » s'est déployée comme registre de pensée des sociétés concernées :

L'écriture a une importance décisive, non seulement parce qu'elle conserve la parole dans le temps et dans l'espace, mais aussi parce qu'elle transforme le langage parlé : elle en extrait et abstrait les éléments constitutifs, ainsi la communication par l'œil engendre des possibilités cognitives nouvelles par rapport à celle qu'offre la communication par la voix (Goody, 1979 : 221).

- 15 Depuis, les technologies langagières numériques se sont liées de manière complexe à des transformations cognitives et sociales. Bruno Bachimont observe alors un passage à la « raison computationnelle » :

Les anthropologues, en particulier Jack Goody, évoquent une *raison graphique* pour expliciter le fait que l'écriture induit un mode de pensée particulier et un rapport au monde spécifique. Nous parlerons, quant à nous, d'une *raison computationnelle* pour expliciter le fait que nous pensons différemment avec les outils numériques (2007 : 71).

- 16 Tout contenu numérique résulte d'une construction dynamique au moyen d'un calcul, visant à rendre le phénomène saisi compatible avec le traitement informatique obligatoirement binaire. Cela engendre de nombreuses manipulations articulées aux représentations et aux traitements informationnels dans / par des programmes, des couches (logicielles) et des réseaux. Cette nécessité entraîne de nouvelles conceptions des phénomènes langagiers numérisés, comme les techniques d'écriture l'ont fait précédemment.
- 17 Les sciences du langage ont investi la question des liens entre leur objet privilégié et la technologie de longue date et de manière déterminante : l'écrit a ainsi marqué la nature et l'histoire des théories linguistiques. Cependant, l'informatisation a renouvelé l'approche : le tournant du xx^e siècle a été particulièrement marqué, selon Jacqueline Léon (2015), par les enjeux de la traduction automatique d'une part et de la linguistique de corpus d'autre part. L'évolution se poursuit dans le sens d'une « mécanisation du langage » qui, selon Auroux, s'inscrit dans la continuité de la *grammatisation*, ce travail des représentations et conceptions du langage liées aux techniques d'écriture, et

influençant les comportements langagiers, spontanés ou réfléchis. Bruno Bonu souligne cependant que si

l'histoire des Sciences du Langage s'est focalisée, à juste titre, sur le rôle de l'écriture dans l'outillage de la langue et dans la technologisation progressive de la linguistique, via l'écriture, par la grammatisation et la mécanisation [...] les relations entretenues par les chercheurs avec les technologies, notamment avec les « machines sonores » (Flichy, 1991) ont des conséquences qui n'ont pas été complètement explorées (2014 : 1).

- 18 Puisque les dispositifs de traitement de l'oral sont de plus en présents, et notamment les interfaces d'interaction orale H-M, il est essentiel de se pencher sur le cas de ces machines ayant des incidences sur le langage des sujets parlants *humains* (il faut désormais le préciser).

Une approche linguistique des « objets parlants »

- 19 Notre approche s'inscrit dans le champ de l'analyse de discours en interaction, en particulier dans l'approche Textes, Discours, Interactions (TDI) impulsée par Marie-Anne Paveau (2012a) et définie comme une linguistique symétrique (en référence à Latour, 1997) considérant les rapports entre humains et non-humains dans un continuum, et le social selon des dimensions intersubjectives et interobjectives assemblées. Dès lors, « [l]es objets inanimés, qui ont une âme comme chacun sait, ont aussi une bouche : ils parlent, souvent, et beaucoup. Mais on ne les écoute sans doute pas assez », écrit Paveau (2012b : 54).
- 20 Il s'agit alors de considérer les *objets* comme des locuteurs, peut-être parfois même comme des *sujets* parlants. Cela ne signifie pas qu'ils sont équivalents ou dotés d'une subjectivité semblable à celles des humains, mais que nous comptons dans la démarche d'analyse avec ce fait inédit dans l'histoire de l'humanité : pour la première fois, les hommes et les femmes peuvent parler à « autre chose » qu'à un être humain et s'attendre à ce que ce destinataire lui réponde comme le ferait un humain. Le cas est différent des classiques incantations aux objets (la supplique à la voiture de démarrer) ou aux dieux (dans la prière) par exemple, car les locuteurs attendent de ces derniers cas des signes libérateurs ou révélateurs et non un échange ordinaire, *naturel* pour reprendre le terme technique consacré.
- 21 Ces objets parlants non humains sont donc bien distincts et particuliers, bien qu'ils soient dotés à des degrés divers d'une forme de traitement du langage qui prend l'apparence d'une parole. Il s'agit là d'un simulacre, mais l'effet de subjectivité de ces objets parlants est déployé au-delà du don (de la programmation) de la parole comme ils sont parfois, dans une visée de marketing et / ou ergonomique, dotés d'un nom, d'un genre, etc.
- 22 Ces éléments participent à la continuité entre nature et artefact dont les incidences sont importantes sur le plan des comportements humains inscrits dans des environnements et des dispositifs d'interaction fortement affordants (Gibson, 1977). Il s'agit alors, dans ce contexte singulier, d'interroger non seulement « ce que disent les objets » (Paveau, 2012b : première de couverture), mais également « les efforts que déploient les humains pour interagir avec l'artefact » (Hutchby, 2001 : 57), c'est-à-dire notamment les adaptations langagières des locuteurs humains pour s'adapter aux locuteurs non humains.

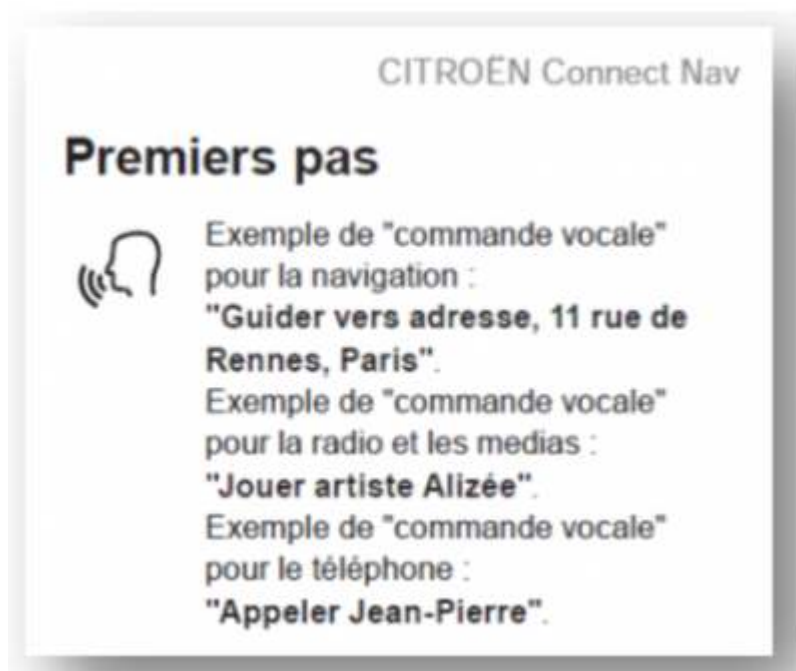
Une approche des commandes vocales

- 23 Dans le cas présent, ces interactions entre objets et humains sont observées dans l'habitacle d'une voiture dont l'ordinateur parle avec le conducteur (ou un passager) en plus de servir de médiateur entre des sujets distants (dictée d'un SMS par exemple) ou des objets connectés entre eux. Dès lors, les pratiques langagières humaines et celles du dispositif s'entremêlent et s'emboîtent de manière complexe.

Le corpus

- 24 Il s'agit donc du dispositif de gestion des interactions orales présent dans un véhicule Citroën (C3 Aircross) de 2018 (il équipe les nouveaux véhicules de la marque et de Peugeot), nommé Connect Nav. Ce dispositif de traitement est en lien avec l'écrit. Il complète les informations présentes sur l'écran tactile, comme c'est le cas avec les indications vocales et d'affichage d'une carte et des symboles liés au trajet lors de l'utilisation du GPS par exemple. Par ailleurs, l'écran affiche des conseils et des exemples lors de l'utilisation des commandes vocales. Ces exemples sont également présents dans le manuel imprimé des véhicules, comme dans cet extrait du manuel C3 Aircross Citroën (p. 219).

Capture d'écran 1. Extrait du manuel C3 Aircross Citroën



- 25 Connect Nav est activable sur l'écran tactile, véritable interface centralisatrice de l'habitacle, ou au moyen d'un bouton situé sur le volant, ce qui évite au regard d'avoir à quitter la route. Il permet à l'utilisateur d'interagir avec le véhicule ou — par l'association d'un téléphone intelligent — avec des personnes.
- 26 Le corpus d'étude réunit l'ensemble exhaustif des formats de commandes vocales prises en charge par l'interface, tel qu'il apparaît dans le *Guide d'utilisation* dans l'annexe

Connect Nav, p. 6 à 10. On retrouve les occurrences sur l'écran de l'ordinateur de bord du véhicule. Il regroupe ainsi tous les énoncés reconnaissables tels qu'ils ont été implémentés et tels qu'ils sont formatés par le constructeur pour être reconnus par le dispositif, répartis en *Commandes vocales* et *Messages d'aide* (exemples si la commande énoncée est insuffisamment complète). Il y a 35 énoncés de base, permettant de réaliser un nombre infini de commandes vocales en raison de structures ouvertes (par exemple : *Jouer artiste <...>* ou *Guider vers adresse <...>*). Ils sont répartis en cinq thématiques.

Capture d'écran 2. Les cinq thématiques

AIDE Aide Aide commandes vocales Aide navigation Aide Radio Aide média Aide téléphone Régler l'interaction vocale en mode <...> Sélectionner le profil <...> Oui Non NAVIGATION Guider vers la maison Guider vers le bureau Guider vers destination préférée <...> Guider vers contact <...> Guider vers adresse <...> Afficher POI <...> Distance restante Temps restant Heure d'arrivée Arrêter le guidage	RADIO MEDIA Ecouter radio <...> Qu'est-ce qu'on écoute ? Jouer morceau <...> Jouer artiste <...> Jouer album <...> TELEPHONE Appeler <...> Composer <...> Afficher les appels Appeler la boîte vocale MESSAGES DE TEXTE Envoyer un message rapide à <...> Lire le dernier message

- 27 La présentation de ces commandes permet de se rendre compte du poids des exigences du traitement informatique dans ces interactions. Il ne s'agit pas (encore ?) d'une intelligence artificielle capable de converser, mais bien d'une interface destinée à traiter des instructions vocales avec une capacité d'adaptation réduite. Nous avons donc bel et bien affaire à une forme particulière de traitement et de formalisation du langage, qui conduit le locuteur à adapter son comportement pour permettre le bon fonctionnement du dispositif.
- 28 Ce mouvement d'ajustement langagier de la part du locuteur humain prend notamment deux aspects : le formatage interactionnel et le respect d'une matrice technologique du discours.

Le formatage interactionnel

- 29 L'échange vocal entre le locuteur humain et le dispositif suppose que soient implémentés les possibles interactions et interactants. Nous retiendrons de ce travail de design programmatique deux aspects : les directions locutoires (qu[o]i parle à qu[o]i par qu[o]i) et la structuration de l'interaction.

Les directions locutoires

- 30 Les directions locutoires rendues possibles par l'interface rendent compte des formats d'interaction possibles. Les exemples de commande présentent des cas de figure nombreux et complexes.
- 31 En règle générale, l'adresse correspond à la direction locutoire : la personne que je désigne comme mon interlocuteur (adresse) est la personne à qui je destine mon message (direction). Il y a bien sûr de nombreuses exceptions dans la communication humaine, souvent stratégiques, comme lorsque l'on parle fort afin de se faire entendre par des tiers qui sont les réels destinataires du message.
- 32 La formule H-M et l'idée selon laquelle la formalisation nécessaire au traitement informatique suppose une simplification draconienne pourraient nous laisser croire

qu'un Humain s'adresse à une Machine qui lui répond (ou pas). Les choses sont en réalité bien plus complexes.

- 33 On trouve d'abord le cas des *interactions H-M*, lorsque par exemple l'utilisateur énonce « Aide Radio » avec en retour une réponse de la part du dispositif.
- 34 Ce cas, qui pourrait paraître le plus simple, pose déjà la question de l'entrelacement des machines interlocutrices. En effet, si les commandes d'aide (liées au fonctionnement du dispositif) et celles liées à l'ergonomie de base (telle *Sélectionner le profil <...>*) renvoient au dispositif Connect Nav implémenté pour le constructeur, d'autres commandes invitent de nouvelles machines interlocutrices dans la communication. C'est le cas avec l'application de GPS qui, dans le cas d'espèce, est sous-traitée à l'entreprise néerlandaise Tomtom. Cela est également le cas avec les applications du téléphone intelligent qui serait connecté au dispositif central. Alors que la voix et le canal font que l'utilisateur ne s'adresse qu'à une seule machine (M), c'est en réalité un réseau complexe de dispositifs et programmes (m) implémentés dans le dispositif du véhicule ou à distance qui est concerné par l'interaction.

H - [M(m-m-m...)]

- 35 Les *interactions humaines* viennent se greffer sur ce dispositif premier qui fait office de médiateur. C'est le cas pour les appels téléphoniques ou les SMS déclenchés par une commande vocale à Connect Nav (*Appeler <...>*, *Envoyer un message rapide à <...>*, etc.) connecté au téléphone et à son réseau assuré par l'opérateur.

H1 - [M(m-m-m...)] - H2

- 36 La sophistication du système est telle que ces formats sont emboîtables. Ainsi, le lancement de l'écoute d'un message laissé sur le répondeur de l'utilisateur (commande *Appeler la boîte vocale*) implique que Connect Nav (M) en lien avec une fonction du téléphone (m) mette l'utilisateur (H1) en contact avec une autre machine identifiée comme telle : la boîte vocale (M2) dotée de « sa propre voix », qui pourra lui livrer le message attendu de la part de H2.

H1 - [M(m)] <-> [(m)M2] - H2

- 37 La complexité de ces possibles est accrue par les possibilités de superposition des interactions : l'utilisateur peut par exemple recevoir un SMS pendant qu'il est guidé par le GPS.
- 38 Les différents schémas présentés sont largement critiquables et imprécis. Ils ne visent qu'à rendre compte des processus complexes des adresses et des directions locutoires qui se cachent derrière l'apparente unicité de l'adresse à une machine dotée d'une voix unique, matériellement située dans l'écran de contrôle du tableau de bord. Car cette multiplicité des machines interlocutrices n'apparaît pas dans un dispositif de surface à l'ergonomie simplifiée et aux compétences interactionnelles formellement réduites.

La structuration de l'interaction

- 39 La structuration de l'interaction repose ainsi sur une réduction draconienne, car la gestion de la complexité du traitement automatique par les machines suppose que soient simplifiés les comportements humains reconnaissables et implémentables. L'un des aspects de cette réduction concerne en particulier la séquentialité (ouverture/clôture) et les formats conversationnels réduits la plupart du temps à un échange à deux termes (paire adjacente).

- 40 Le noyau des échanges utilisateur-Connect Nav est binaire et repose sur un type de paire adjacente particulier, dit complémentaire, de type question-réponse, à finalité pratique.
- 41 Ce modèle de commande / action se focalise sur l'action à réaliser.
Commande > Action
- 42 L'action peut être réalisée par le dispositif lui-même, « en interne », sur un modèle H-M, comme dans le cas de *Jouer morceau* <...>. Cette action peut également être « externe » en ce sens qu'elle suppose l'ouverture d'une nouvelle séquence interactionnelle hors du dispositif, comme avec *Appeler Aurore*.
- 43 Ce cœur du dispositif, faisant appel à des ressources internes ou supposant une connexion externe, est toujours inscrit dans une tension visant :
- l'obtention d'une information (Aide commandes vocales, Temps restant ou encore Qu'est-ce qu'on écoute ?) ;
 - la réalisation « automatique » d'une action (Guider vers la maison, Jouer artiste <...>, Sélectionner le profil <...>, etc.) ;
 - la mise en relation avec une autre personne (Appeler <...>, Envoyer un message rapide à <...> ou Composer <...>).
- 44 Ce modèle commande / action renvoie donc aux unités minimales praxiques. Cependant, la complexité de certaines actions ou du besoin de l'utilisateur peut excéder ce cadre premier. Ces échanges s'inscrivent alors dans des séquences plus larges qui intègrent des actions intermédiaires aux actions finales.
- 45 Apparaissent alors des interventions encadrantes d'ouverture (par le conducteur) et de clôture (par le dispositif) non régies par la *politesse* au sens de Penelope Brown et Stephen Levinson (1987) ou un rituel de préservation des faces (Goffman, 1974), comme c'est le cas dans les interactions humaines. Ici, il s'agit de réaliser le bornage d'une action finale composée d'une série d'actions intermédiaires.

Tableau 1. Le bornage

OUVERTURE <i>Le conducteur énonce :</i>	ACTIONS INTERMÉDIAIRES	CLÔTURE <i>Le dispositif énonce :</i>
« Guider vers Agde »	Série d'actions de guidage unilatéral	« Vous êtes arrivé. Votre destination est à droite »
« Écrire SMS à Aurore »	Écoute et écriture du SMS, incluant une ou plusieurs validations et des échanges métalinguistiques (comme « recommencer, ajouter quelque chose ou envoyer ? »)	« SMS envoyé »

- 46 C'est donc bel et bien une structure conversationnelle qui est utilisée dans le cadre de ces interactions, en ce sens que le noyau primordial est constitué de paires adjacentes, articulées en échanges combinés en séquences. La comparaison ne peut cependant occulter certaines différences majeures.
- 47 D'abord, les échanges sont dépourvus de tous les aspects rituels essentiels et primordiaux dans les interactions entre les êtres humains. Dans le cadre du dispositif Connect Nav, ils ne sont même pas simulés comme cela est le cas avec certains assistants vocaux, tel le dispositif Google Home qui se met en route lorsque l'utilisateur énonce « OK Google ».
- 48 Ensuite, l'échange ne peut fonctionner qu'au prix d'une distribution des rôles interactionnels figés : le conducteur est à l'initiative (actions d'ouverture) et le dispositif à la réponse finale (actions de clôture). Il aurait été possible d'imaginer des

scénarios conversationnels différents. Par exemple, dans le cadre de l'échange qui se termine par « SMS envoyé », le conducteur pourrait énoncer « Merci » qui, outre le simulacre rituelique, aurait valeur de commande de validation et de finalisation du processus par l'utilisateur. Le « SMS envoyé » serait alors une pré-clôture par la machine en attente de validation de la part du conducteur ou une relance pour une suite (envoyer un autre SMS par exemple ou réaliser une autre action).

- 49 Enfin, les interactions sont centrées sur un contenu praxique et/ou informationnel exclusif répondant à l'exigence absolue d'une logique actionnelle. Les échanges sont ainsi limités pour éviter tout bruit communicatif, à la fois dans leur nature (purements pratique) et dans leur forme réduite. Il s'agit donc d'une suite d'instructions brèves et prévisibles plutôt que d'échanges conversationnels.
- 50 Ces réductions reposent sur un double traitement des données linguistiques qui compose la matrice technique du discours : la simplification de la complexité du langage naturel (« les mots ») en vue d'un meilleur rendement du fonctionnement technique des matériaux langagiers composites (« les technomots »).

La matrice technologique du discours

- 51 Les services de Connect Nav allient ce que l'on nomme l'intelligence artificielle et l'Internet des objets et reposent fondamentalement sur une gestion automatisée de données. Le traitement linguistique réalisé par ces interfaces est entièrement dévolu vers cette finalité.
- 52 Peu importe si les êtres humains manient et s'inscrivent dans le langage différemment depuis l'aube de l'humanité ; ils devront composer avec cette matrice technologique s'ils veulent être compris par les machines. De même, les interactions humaines transitant par ces machines (à l'instar de certains exemples ci-dessus) devront satisfaire à l'exigence de la reconnaissance de cette matrice pour se réaliser.

La syntaxe

- 53 Cette matrice repose sur une syntaxe normative stricte. Les énoncés préenregistrés produits par la machine sont en nombre nécessairement limité : ils ne proposent pas de difficulté technique et linguistique. Le véritable défi se situe du côté des productions de l'utilisateur qui doivent être reconnues et traitées de manière pertinente pour apporter la réponse adaptée, en particulier dans une situation de conduite potentiellement dangereuse.
- 54 La forme essentielle des énoncés est composée soit d'une forme nominale figée, soit d'un verbe d'action appliqué à un élément lexical imposé (*maison, bureau*) ou à compléter (représenté par <...>).

Tableau 2. La forme essentielle des énoncés

FORMES NOMINALES		FORMES VERBALES	
Aide +	Aide	Régler	l'interaction vocale en mode <...>
	commandes vocales	Sélectionner	le profil <...>
	navigation	Guider	vers la maison vers le bureau
	radio		vers destination préférée <...> vers adresse <...> vers contact <...>
	média	Afficher	les contacts les appels
	téléphone		POI <...> [je précise : <i>point of interest</i>]
	Oui	Ecouter	radio <...>
	Non	Jouer	morceau <...> artiste <...> album <...>
	Distance restante	Appeler	<...>
	Temps restant		la boîte vocale
	Heure d'arrivée	Envoyer	un message rapide à <...>
		Lire	le dernier message
Qu'est-ce qu'on écoute ?			

- 55 Le catalogue des énoncés possibles est réduit à des formes brèves et contraintes en vue de faciliter la reconnaissance.
- 56 Deux types d'instructions se distinguent :
- Les *formes figées* seront « récitées » à l'identique par le conducteur. C'est le cas de toutes les formes nominales et de certaines formes verbales pour lesquelles le contenu sémantique des formes lexicales complémentaires aura préalablement été renseigné par le conducteur (les adresses professionnelle et personnelle) ou sera fixe (*dernier message, les contacts...*) ;
 - Les *formes variables* comportent un élément changeant. Il s'agit de formes verbales à l'infinitif (temps des instructions), à l'ordre figé et implacable destiné à un traitement sémantique par affinement. Ainsi « Guider » conduit à cinq possibilités, dont deux sont figées (*vers la maison, vers le bureau*) et trois sont variables. Dans ce dernier cas, un complément lexical (*destination préférée, adresse, contact*) orientera le système vers la base de données idoine.
- 57 Il s'agit là du fondement de ce traitement vocal qui vise à repérer l'action de recherche à effectuer dans une base de données en privilégiant une syntaxe simple. Les formes figées renvoient à une information univoque (une heure d'arrivée, un accès à une aide), alors que les formes variables visent une réduction progressive du champ des possibles bases de données interrogeables :
- 58 Le fondement du traitement vocal
- 59 **VERBE INFINITIF** (position initiale) > **COMPLÉMENT LEXICAL** (réduction médiane) > **ÉLÉMENT CHERCHÉ** <...> (position finale)
- 60 Ces énoncés ressortent d'un principe technolangagier double.

Les technomots

- 61 Observant les discours numériques, Paveau relève la dimension *composite* de certains éléments linguistiques. Outre leur valeur en langue, ils possèdent une fonction technique supplémentaire :

Certains éléments langagiers produits dans les univers numériques connectés ou non sont dotés d'une dimension technique intrinsèque, c'est-à-dire non séparable de l'unité considérée : ils sont technolangagiers. C'est le cas de presque tous les éléments cliquables, qui présentent à la fois les caractéristiques du signe classique, doté d'un signifiant, d'un signifié et d'un référent, et celles d'un élément dynamique et manipulable [...]. Cette propriété est bien sûr celle de l'hypertexte [...] au sein duquel tous les énoncés sont des liens. [...] L'écriture numérique présente donc, dans la matérialité de ses signifiants scripturaux, deux traits fondamentaux qui doivent faire l'objet d'une analyse : la dimension composite ou technolangagière des technomots, des liens hypertexte ou des URL, et la nature relationnelle de ces

segments permise par la manipulabilité de l'écrit numérique tant en écriture (élaboration de liens hypertextes) qu'en lecture (manipulation hypertextuelle du texte lu) (Paveau, 2018 : 76).

- 62 Il est évident que les corpus oraux observés ici connaissent le même traitement numérique conduisant à développer une dimension composite à valeur technolangagière sur une nature linguistique première.
- 63 De ce point de vue, l'élément <...> est la désignation scripturale d'un élément oral en suspens, tel un champ à remplir, ou d'un menu déroulant à choix sur une page Web. Il entre dans la famille des éléments désignant un événement technolangagier applicable (« énoncer un choix ici ») comme le soulignement désigne le lien hypertexte sur le Web ou le @ un destinataire sur Twitter.
- 64 Seul souci, la matière sonore ne laisse pas la nature composite être circonscrite comme à l'écrit par un symbole (#, @...). Le dispositif Connect Nav « afforde » alors doublement l'utilisateur :
- à l'écrit par un signe symbolisant l'emplacement précis du choix ;
 - à l'oral par une contrainte syntaxique forte : l'élément choisi peut n'apparaître que dans un environnement contraint d'un point de vue syntagmatique (en fin d'énoncé) et paradigmatique (les éléments qui précèdent limitent le champ des possibles, à un artiste, à un morceau ou à un album dans une base de données musicales par exemple).
- 65 Le dispositif technolangagier est donc double.
- 66 Tous les énoncés potentiellement reconnaissables sont des technoénoncés, car ils valent pour impulsions instructionnelles. Ils sont d'ailleurs arbitraires et l'on aurait pu donner un signifiant verbal différent à l'instruction, poussant au paroxysme ce trait du langage, en reliant, par exemple, l'action de mettre la radio à un énoncé tel que « choix n° 2 ».
- 67 Certains de ces énoncés reposent un second principe technolangagier, celui du choix qui est noté à l'écrit par un signe (<...>) et à l'oral par un champ de contraintes syntagmatique et pragmatique fort.
- 68 La mécanisation du langage prend ici une forme à la fois particulière et emblématique. Alors que l'écriture avait conduit, selon Auroux, à développer des outils ayant travaillé une conscience métalinguistique et des pratiques particulières (dictionnaires, grammaires), les dispositifs numériques induisent une vision du langage semblable à un assemblage d'étiquettes instructionnelles prises dans de nouvelles grammaires (ici, l'exemple d'une syntaxe opérative d'un point de vue technolangagier) et qui ont des incidences sur les pratiques des sujets parlants soucieux de se faire entendre.
- 69 Un dernier point de vue sur Connect Nav permet de fournir un exemple supplémentaire.

Le calibrage de la parole

- 70 Le formatage numérique ne concerne pas que les *patterns* linguistiques composant la liste des possibles énoncés reconnaissables et traitables : il a également trait aux caractéristiques individuelles qui peuvent conduire à des écarts de « compréhension » de la part du système. Dès lors, l'utilisateur ne doit pas seulement appliquer des modèles, il doit aussi adapter la nature propre de sa parole.

- 71 Les aspects phonétiques en fournissent un bon exemple. On sait la grande variété individuelle, géographique, sociale... des prononciations et des accents. Or à ce jour et malgré les avancées en la matière (Daugherty, Wilson et Chowdhury, 2019), cette variété constitue une difficulté dans la reconnaissance vocale, parfois même un empêchement. Les témoignages de ces ratés sont nombreux, à l'instar de celui de Sonia Paul, journaliste américaine² :

My mother was born in the Philippines, my father in India. Both of them speak English as a third language. In the nearly 50 years they've lived in the United States, they've spoken English daily — fluently, but with distinct accents and sometimes different phrasings than a native speaker. In their experience, that means Siri, Alexa, or basically any device that uses speech technology will struggle to recognize their commands³.

- 72 Ces particularités des locuteurs, qui font partie de leur histoire, de leur identité, peuvent constituer un frein à l'usage d'une technologie même si des efforts sont déployés pour intégrer le plus de variables phonétiques possibles. En conséquence, les usagers désireux d'utiliser les dispositifs à reconnaissance vocale doivent calibrer leur accent pour se faire comprendre par la machine. Le sujet est tel que certains échangent trucs et astuces, à l'instar des membres d'un forum public pour les possesseurs de véhicules Citroën C5 et C6⁴.

Tableau 3. Échange de trucs et astuces

PSEUDO	MESSAGES (extraits de l'échange de 2010, entre habitants du sud de la France)
Patrol.vite	La reconnaissance Vocale est bien pratique. Mais ma C5 ne reconnaît pas le chiffre 1, J'ai essayé avec différentes intonation, avec l'accent du nord, en anglais et c'est en espagnol qu'elle comprend le mieux. Pensent que le problème venais de moi j'ai fait un test avec d'autres personnes, mais la non plus rien n'y fait. avez vous se genre de problème que puis-je faire ?
Fab.26	La je peux témoigner Corentin articule bien mais la madame de la voiture ne veut rien comprendre.
Philou	Pour que le 1 soit reconnu, il faut prendre la voix de Sarko... forcément !
Belial	Plus sérieusement (quoique), j'ai un truc qui marche bien pour le 'un'. J'ai même fait un petit enregistrement vidéo, mais je ne sais pas comment le poster. En gros, il faut faire un 'un' assez gutural, en essayant de faire un son assez grave. Ça marche bien, mais il faut éviter quand il y a du monde dans la voiture. Si vous avez un truc pour poster une vidéo au format 3gp, je vous promets de la poster sur le forum. PS: Ce truc marche bien avec le RT3 de la C6, je pense que ça doit aussi aller pour la C5.

- 73 La normalisation de l'accent ne représente qu'un aspect de ces pratiques langagières calibrées pour la machine. La réduction des phrases aux seuls termes informatifs, l'absence de formules rituelles, etc., constituent les éléments d'une nouvelle manière de parler dans ces contextes qui deviennent de plus en plus fréquents et étendus. Ces nouveaux usages se déploient ainsi au cours d'interactions variées : routeurs téléphoniques invitant à énoncer des termes-clés, dictée de SMS au téléphone, *chatbot* en ligne...
- 74 Il est intéressant de souligner que, même lorsque les fabricants ne jouent pas sur la personnification des interfaces (à l'instar de Connect Nav et à la différence de Cortana par exemple), les usagers convoquent les habitus du langage interhumain. Ainsi, de Fab. 26 dans les exemples ci-dessus : « La je peux témoigner Corentin articule bien mais la madame de la voiture ne veut rien comprendre. »
- 75 Dès lors, c'est une autre dimension des dialogues *naturels* H-M qui apparaît. Si l'adjectif désigne d'ordinaire une caractéristique de l'interface qui utilise les ressources ordinaires de la communication humaine (ici, le langage oral), ce travail ne doit pas occulter le fait qu'en même temps que la machine simule le langage naturel, l'humain doit mécaniser son langage.

En guise de conclusion

- 76 Paveau souligne le poids des exigences techniques sur l'écriture numérique :

Les contraintes que la technique fait peser sur l'écriture numérique sont de deux ordres : à un niveau macro, il s'agit des déterminismes des formats propres aux dispositifs d'écriture ; à un niveau micro, il s'agit de la nature des éléments langagiers en contexte numérique qui intègrent de manière intrinsèque une dimension technique (la dimension composite des éléments technolangagiers) (2018 : 73).

- 77 Il est désormais évident que les mêmes contraintes s'exercent sur les dispositifs oraux, comme sur les dispositifs mixtes.

- 78 Dans le cadre des interactions H-M, ces contraintes sont en partie masquées par la mise en avant de la « naturalité » des échanges visant à dispenser les usagers humains de tout effort d'apprentissage d'un quelconque code informatique. C'est le dispositif, collant aux comportements humains, qui va prendre en charge ce travail de rapprochement : « Adressez-vous à Siri comme à une personne », trouve-t-on sur le site d'Apple (janvier 2017).

- 79 Les dispositifs tels que Connect Nav ne jouent pas sur cet aspect : leurs interfaces ne reposent pas sur un contrat communicationnel de personnification même si les utilisateurs, par affordance générale sur le langage qui est un fait humain, les personnifient partiellement malgré tout (« la voix de la madame »). Au contraire, Connect Nav est caractérisé par sa sobriété et sa simplicité apparente. Il n'est pas présenté comme une révolution technologique ou comme un copilote virtuel.

- 80 Cette caractéristique met l'accent sur le travail d'adaptation permanent des sujets humains dans l'interaction, la demande d'un comportement langagier « mécanique » :

- 81 Le travail d'adaptation permanent

« HUMANISATION » DU COMPORTEMENT DE LA MACHINE → DNHM ← « MECANISATION » DU COMPORTEMENT HUMAIN

- 82 Ainsi la technique impose-t-elle un ensemble de règles et de formalisations nouvelles dont nous avons montré ici certains aspects liés aux formatages interactionnels (réduisant les apparentes directions locutoires) et à la structuration de l'interaction de manière prévisible (et donc programmable), à travers des routines interactionnelles et des réductions syntaxiques et lexicales strictes.

- 83 Ces structurations ont des conséquences diverses éloignées, et cela est normal, des conversations « naturelles ». Elles reposent sur :

- la simplification draconienne des énoncés à des formes procédurales et codées, contraintes dans leurs dimensions syntagmatiques et paradigmatiques ;
- la normalisation (au sens strict du terme) des comportements langagiers, pour répondre aux canons calibrés du décodage phonétique, lexical et syntaxique automatique ;
- le traitement sémantique réduit à un traitement de texte, c'est-à-dire au sens littéral des énoncés inscrits dans des bases de (méta)données et soumises à statistique.

- 84 En même temps que sont structurées des pratiques langagières, de nouvelles conceptions linguistiques (prêtes à alimenter de nouveaux dispositifs affordanciels) apparaissent et dessinent des visions du langage étriquées où les mots sont des étiquettes univoques, prises dans des codes qui suffisent en eux-mêmes à faire sens. Cette mécanisation du langage est séduisante pour certains et effrayante pour d'autres :

elle permettrait de rationaliser le comportement humain, de le rendre prévisible, implémentable, réductible à des données saisissables par des intelligences artificielles.

Et Bachimont d'écrire :

En considérant le fait humain comme un fait mobilisé dans une base de données, ces sciences adoptent de fait un positivisme naïf où le fait collecté est la seule positivité à interroger et d'où il faut partir pour appliquer les modèles de construction scientifique (2014 : 77).

- 85 Ici il ne s'agit pas, bien entendu, de sombrer dans un pessimisme numérique et d'accuser la technique d'appauvrir le langage. Le fait humain est présent et prégnant, car ce sont bien des femmes et des hommes qui implémentent, codent, utilisent ces dispositifs et qui leur impulseront demain des formes que nous ne pouvons encore deviner. De plus, il faut savoir se dégager d'une vision réduite aux développements des processus informatiques et laisser le soin aux usagers, inspirés par Michel de Certeau, de pratiquer le « braconnage » numérique et de se souvenir qu'interagir vocalement, c'est co-construire la réalité, formaliser la pensée à l'épreuve et au travail de l'autre, en adaptation mutuelle entre humains... avec ou sans prothèse numérique. Une affaire qui dure depuis que les êtres se parlent et qui n'a aucune de raison de cesser.

BIBLIOGRAPHIE

- AUROUX, Sylvain (1994), *La révolution technologique de la grammatisation*, Liège, Mardaga.
- BACHIMONT, Bruno (2007), *Ingénierie des connaissances et des contenus. Le numérique entre ontologies et documents*, Paris, Hermès/Lavoisier.
- BACHIMONT, Bruno (2014), « Le nominalisme et la culture : questions posées par les enjeux numériques », dans Bernard STIEGLER (dir.), *Digital studies, organologie des savoirs et technologies de la connaissance*, Limoges, Éditions Fyp, p. 63-78.
- BONU, Bruno (2014), « "L'autre" révolution technologique en sciences du langage : les cas du phonographe et du magnétophone à cassette », *Hypothèses*. [En ligne]. <http://dossierhel.hypotheses.org/>. Page consultée le 9 janvier 2020.
- BROWN, Penelope et Stephen LEVINSON (1987), *Politeness*, Cambridge, Cambridge University Press.
- DAUGHERTY, Paul, H. James WILSON et Rumman CHOWDHURY (2019), « Using artificial intelligence to promote diversity », *MIT Sloan Management Review*, 60(2) : 1.
- DUBOIS, Nicolas (2004), *L'automobile : un espace vécu comme un autre chez-soi*. Thèse de doctorat, sous la direction de Annie MOCH, Université Paris Nanterre.
- FLICHY, Patrice (1991), « L'historien et le sociologue face à la technique. Le cas des machines sonores », *Réseaux*, 9 : 47-58.
- GIBSON, James Jérôme (1977), *The Theory of Affordances. In Perceiving, Acting, and Knowing*, Hoboken (NJ), Eds. Robert Shaw and John Bransford.
- GOFFMAN, Erwing (1974), *Les rites d'interaction*, Paris, Éditions de Minuit.

- GOODY, Jack (1979/1977), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, traduit de l'anglais par Jean BAZIN et Alban BENSA, Paris, Éditions de Minuit, Coll. « Le sens commun ».
- HAYLES, N. Katherine (2015), *Parole, écriture, code*, Paris, Presses du réel.
- HUTCHBY, Ian (2001), *Conversation and Technology: From the Telephone to the Internet*, Cambridge, Polity Press.
- KATZ, James E. et Mark AAKHUS (2002), *Perpetual Contact. Mobile Communication, Private Talk, Public Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- LATOUR, Bruno (1997), *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte.
- LÉON, Jacqueline (2015), *Histoire de l'automatisation des sciences du langage*, Paris, Éditions ENS.
- PAUL, Sonia (2017), « Voice is the next big platform, unless you have an accent », *Backchannel*, 20 mars. [En ligne]. <https://www.wired.com/2017/03/voice-is-the-next-big-platform-unless-you-have-an-accent/#.5iveuiybx>. Page consultée le 31 octobre 2018.
- PAVEAU, Marie-Anne (2012a), « Réalité et discursivité. D'autres dimensions pour la théorie du discours », *Semen*, 24 : 95-116.
- PAVEAU, Marie-Anne (2012b), « Ce que disent les objets. Sens, affordance, cognition », *Synergie, Pays Riverains de la Baltique*, 9 : 53-65.
- PAVEAU, Marie-Anne (2018), *L'analyse du discours numérique. Dictionnaire des formes et des pratiques*, Paris, Éditions Hermann.
- SCOLARI, Carlos Alberto (2004), « Hacer clic : hacia una sociosemiótica de las interacciones digitales », *DeSignis, Corpus Digitalis. Semióticas del mundo digital*, 5 : 73-84.
- WEISER, Mark (1991), « The computer for the twenty-first century », *Scientific American*, 265(3) : 3-11.
- ZELKHA, Eli, Brian EPSTEIN, Simon BIRRELL et Clark DODSWORTH (1998), « From devices to "ambient intelligence" », communication présentée au *Digital Living Room Conference*, juin.

NOTES

1. L'acronyme GAFAM désigne les géants du numérique : Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft.
2. [En ligne]. <https://www.wired.com/2017/03/voice-is-the-next-big-platform-unless-you-have-an-accent/>. Page consultée le 15 mars 2020.
3. Ma mère est née aux Philippines, mon père en Inde. Les deux parlent anglais comme troisième langue. Ils habitent aux États-Unis depuis près de 50 ans et parlent l'anglais quotidiennement, couramment, mais avec des accents distincts et des expressions parfois différentes de celles d'un locuteur natif. Selon leur expérience, cela signifie que Siri, Alexa ou tout appareil utilisant la technologie de la parole aura du mal à reconnaître leurs commandes [traduit depuis l'anglais, 2017, en ligne] (Traduction de l'auteur).
4. [En ligne]. <http://www.forumc6.com/t452-reconnaissance-Vocal.htm#p7207>. Page consultée le 31 juillet 2019.

RÉSUMÉS

Les dispositifs et interfaces numériques constituent aujourd'hui une part importante de notre environnement. Au-delà des murs de la maison, la domotique officie aussi dans l'automobile. L'auteur vise à expliciter certaines incidences de la technique sur l'oral numérique dans l'espace automobile, en analysant les comportements langagiers induits par le dispositif lui-même. Après avoir présenté le cadre domotique de l'habitacle de l'automobile et sa perspective sur les dispositifs techno-langagiers, l'auteur explorera les différents aspects du formatage discursif et interactionnel à partir d'un dispositif concret avant de conclure sur la « mécanisation » du langage telle que ce contexte d'observation permet de la saisir.

Digital devices and interfaces are a big part of our environment today. Outside the home, automation is also taking over our cars. The author seeks to unpack some of the effects of technology in the automotive space by analyzing the linguistic behaviours induced by the devices themselves. After introducing the domotics of the passenger compartment and the approach taken to techno-linguistic devices, the author explores various aspects of discursive and interactional formatting based on a particular device before concluding with a discussion of the “mechanization” of language inasmuch as it can be assessed in the context observed.

Los dispositivos e interfaces digitales constituyen hoy en día una parte importante de nuestro entorno. Más allá de las paredes de la casa, la domótica también funciona en el automóvil. El autor del artículo trata de esclarecer ciertos efectos de la técnica sobre el oral digital en el espacio automovilístico, analizando los comportamientos en el lenguaje producido por el mismo dispositivo. Después de haber presentado el marco domótico del habitáculo del automóvil y su perspectiva sobre los dispositivos técnicos-lingüísticos, dicho autor analizará los diferentes aspectos del formateo discursivo y de interacción de un dispositivo concreto antes de llegar a la conclusión sobre la “mecanización” del lenguaje tal como este contexto de observación permite identificarlo.

INDEX

Mots-clés : domotique, automobile, comportement langagier, interface numérique, oral numérique

Palabras claves : domótica, automóvil, comportamiento lingüístico, interfaces digitales, oral digital

Keywords : domotics, automobile, linguistic behaviour, digital interface, discursive formatting

AUTEUR

FRANÇOIS PEREA

François Perea est professeur des universités, Paul-Valéry Montpellier 3. Courriel : francois.perea@univ-montp3.fr

Les nouvelles frontières politiques du journalisme contemporain

Le cas de Gazette Debout

Marianne Dupont et Franck Bousquet

- 1 Pour de nombreux commentateurs et pour certains chercheurs, les démocraties occidentales connaîtraient depuis quelques années une polarisation politique accrue (Jacobson, 2012 et 2016). La principale traduction concrète se situerait dans les succès des partis extrêmes et populistes, alors que les partis modérés et centristes traditionnels s'étiolent ou disparaissent. S'il est impossible de répertorier toutes les hypothèses pouvant expliquer cette analyse en termes de polarisation, le lien que ce phénomène entretient avec l'évolution du monde des médias mérite attention. Plusieurs études américaines établissent en effet une relation entre les informations partisans diffusées par les médias et le phénomène de polarisation des électeurs. L'exposition sélective affaiblirait le débat contradictoire démocratique (Iyengar et Hahn, 2009 ; Stroud, 2010 ; Suhay, Bello-Pardo et Maurer, 2017) et les contre-publics subalternes (Fraser, 2005) se multiplieraient en enfermant leurs participants dans des bulles idéologiques.
- 2 Si l'on examine les évolutions sociologiques, économiques, politiques et technologiques intervenues dans les médias d'information ces dernières années, il apparaît que les notions d'information, d'opinion et de propagande doivent être réinterrogées (Ollivier-Yaniv, 2010). Schématiquement, le paysage médiatique français semble désormais s'organiser en trois pôles distincts : un ensemble de médias traditionnels appartenant à de grands groupes financiers et industriels, un ensemble de nouveaux médias mêlant information, service, communication et réinformation (Rebillard et Smyrniōs, 2010), et un pôle composé de médias dits indépendants ou alternatifs (Couldry et Atton, 2003), qui assument une certaine forme d'engagement et qui peuvent être plus ou moins proches de groupes politiques constitués.
- 3 Si l'on s'en tient aux médias d'information générale (ceux dont l'objectif affiché ne se situe pas dans le divertissement ou le service), nous sommes devant deux sphères qui interagissent l'une sur l'autre, mais qui s'opposent aussi bien sur l'agenda que sur le traitement de l'information ou sur le rôle du journalisme (Institut Montaigne, 2019). On

trouve, d'un côté, les médias centraux, dits traditionnels ou historiques, nés au ^{xx}e siècle et propriétés de grands groupes, qui revendiquent l'exercice unique du journalisme et, de l'autre, des nouveaux venus, nés en ligne de la volonté d'acteurs voulant construire une information moins coupée des attentes sociales, moins liée à des intérêts économiques et souvent plus proche des revendications de mouvements sociaux ou politiques.

- 4 Par conséquent, c'est dans un contexte où la ligne éditoriale des médias d'information semble au centre de nombreux débats et où la confiance des citoyens à leur égard est au plus bas¹ que nous voudrions interroger la nature des sites qui se posent comme des médias alternatifs, en nous intéressant particulièrement à la frontière qu'ils dessinent entre activité journalistique et activité militante. À cette fin, il nous semble intéressant d'étudier un média né au cours d'un mouvement social.
- 5 En effet, si le traitement médiatique des mouvements sociaux a toujours été l'occasion de luttes interprétatives, la situation sociotechnique contemporaine facilite l'apparition de nouveaux supports médiatiques destinés à défendre des positions politiques ou sociales. Leur double affichage (informationnel et militant) oblige à se questionner sur les frontières actuelles du journalisme (Ruellan, 1992).
- 6 L'objet de la présente étude est le site *Gazette Debout*, né durant le mouvement Nuit Debout en 2016, qui se revendiquait comme un média indépendant, soucieux de proposer une couverture des questions liées aux mouvements sociaux contemporains autre que celle des médias centraux.
- 7 Notre questionnement principal concerne la fabrique éditoriale de ce support, l'identité et les parcours de ses contributeurs ainsi que sa façon de traiter l'information. Quelle est sa conception de l'information ? Ses fondateurs le considèrent-ils comme un média ? Peut-on le ranger dans cette catégorie ? Selon quels critères ? Qui sont ses contributeurs et quelles sont leur position et leur situation par rapport au journalisme professionnel ?
- 8 Notre hypothèse est qu'il y a des reconfigurations en cours entre journalisme et militantisme qui dépassent la simple multiplication des « médias de mouvement » (Ferron, 2010), dans la France de la fin des années 2010, et qui s'expriment dans le traitement médiatique de certaines actualités politiques. Pour reprendre l'expression d'Olivier Trédan, nous serions en face d'une « extension des territoires professionnels du journalisme » (2012). Nous étudierons donc *Gazette Debout* pour proposer une première approche du phénomène et pour, le cas échéant, esquisser quelques contours de ces nouvelles frontières du journalisme. Ce travail a donc l'ambition d'interroger la recomposition médiatique contemporaine entre des franges du militantisme et des fractions du journalisme en ligne et de poser la question du fonctionnement réel des espaces publics subalternes (Fraser, *op. cit.*).
- 9 Méthodologiquement, nous avons croisé plusieurs formes d'analyses afin de circonscrire au mieux les différentes composantes de notre problématique. C'est pourquoi nous avons tout d'abord étudié le dispositif sociotechnique du site, les articles publiés ainsi que le contexte d'énonciation, mais nous avons aussi choisi de ne pas négliger les acteurs de ce média et leurs objectifs en menant des entretiens semi-directifs avec la fondatrice et principale contributrice de *Gazette Debout*.
- 10 Après avoir présenté le terrain, nous reviendrons sur notre cadre d'analyse en interrogeant les représentations médiatiques de la contestation sociale. Puis, après

nous être attachés à définir ce que sont les éléments constitutifs de ce type de journalisme en ligne et à déterminer très précisément la méthodologie employée pour cette étude, nous tracerons les spécificités de ce média frontière.

Nuit Debout, un mouvement social exemplaire

- 11 Le terrain que nous avons choisi est celui du mouvement Nuit Debout, né comme une suite des protestations contre la loi Travail, dite loi El Khomri, au printemps 2016. Dès le 31 mars, après une manifestation parisienne, des centaines de personnes occupent la place de la République. À ce moment-là, depuis plusieurs semaines, sur des sites Web, sur les réseaux socionumériques et à travers des manifestations de rue, de nombreuses contestations des décisions politiques et sociales du gouvernement socialiste se font jour et construisent un moment politique particulier (Rancière, 2009). Au pouvoir depuis quatre ans, François Hollande a vu peu à peu son assise politique s'étioler à mesure que les décisions de ses gouvernements apparaissaient comme décalées par rapport à ses engagements de campagne et que de nombreuses personnalités l'ayant soutenu prenaient de plus en plus de distance. La polémique qui a suivi la proposition de déchéance de nationalité a encore plus coupé le président d'une grande partie de la gauche, mais le sujet, comme le contexte anxiogène provoqué par les attentats terroristes, n'était alors pas favorable à une mobilisation de masse. Le malaise social est cependant important et agrège de nombreux sujets de mécontentement, même chez les soutiens traditionnels du Parti socialiste : état d'urgence, refus d'accueillir les réfugiés, déchéance de nationalité, volonté de réduire les prérogatives syndicales, projet d'une nouvelle loi du travail. C'est finalement contre ce dernier projet de loi que la contestation sociale se cristallise et débute en ligne avant de gagner les espaces urbains pour la première fois en France (Bousquet, Marty et Smyrniōs, 2019).
- 12 Place de la République, le mouvement prend peu à peu de l'ampleur et semble s'inscrire dans un contexte international de revendications démocratiques qui a vu s'affirmer Occupy Wall Street et Los Indignados. Il s'organise autour d'assemblées générales ; la volonté affichée par les participants est de réinventer un espace démocratique, le principe est celui de l'égalité de parole. Le mouvement se défend de n'avoir ni leader ni porte-parole. Autre caractéristique significative, Nuit Debout refuse de créer des événements médiatiques et semble entretenir à l'égard des médias traditionnels une défiance non feinte (Le Marec, Moret et Vergopoulos, 2017). Leila Chaïbi, l'une des militantes des premières heures de Nuit Debout, confirme, lors d'un débat organisé par *Mediapart*, que la question de la visibilité du mouvement était une réflexion menée par les militants dès le début², et ce, dans un contexte où pour la première fois en France les mobilisations en ligne précédaient et organisaient la contestation de rue. La nécessité de créer un site Web consacré au mouvement s'est donc imposée très rapidement, presque de façon concomitante au choix du nom du mouvement. Le site *nuitdebout.fr*, en plus d'un contenu éditorial propre, propose également une entrée vers trois médias reconnus par le mouvement, mais qui n'entretiennent pas avec lui de liens organiques : *TV Debout*, *Radio Debout* et *Gazette Debout*.
- 13 Ayant bénéficié d'un traitement a priori important par les médias traditionnels, le mouvement a donc aussi donné l'occasion à ceux que Dominique Cardon et Fabien Granjon (*op. cit.*) nommeraient des médiactivistes de créer des supports d'information se voulant différents. *Gazette Debout*, par sa longévité et par l'importance quantitative

de sa production, a particulièrement attiré notre attention. Ce site a publié 1 058 articles de façon très régulière pendant presque 2 ans, d'avril 2016 jusqu'à décembre 2017.

- 14 Il s'inscrit dans un écosystème médiatique particulier où apparaissent depuis une dizaine d'années de nombreux médias en ligne qui revendiquent un traitement de l'actualité différent de celui des médias traditionnels, qu'ils accusent de servir les intérêts des groupes et entreprises qui les possèdent. Ces médias seraient au service d'un discours dominant imposant un agenda et un cadrage qui empêchent l'émergence des thématiques développées par les mouvements sociaux. Nés dans le sillage de *Mediapart* et d'*Arrêt sur images*, ces titres allient critique des médias et définition d'un agenda construit sur la dénonciation de problèmes publics ou de scandales politiques impliquant les pouvoirs en place. Ils affirment tous être les dépositaires des vraies valeurs du journalisme que les médias traditionnels dévoieraient pour protéger des intérêts économiques. Dans le même temps, ils sont eux-mêmes accusés par certains journalistes d'être dans une démarche partisane et non journalistique. Le combat par articles interposés entre le *Journal du Dimanche* et *Mediapart* quant à la place de la Libye dans le financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 ou les piques régulières de Jean-Michel Apathie à l'encontre du même *Mediapart* n'en sont que les exemples les plus remarquables.
- 15 La présence de François Ruffin³ parmi les personnalités visibles dès le début de Nuit Debout donne par ailleurs immédiatement au mouvement une dimension critique sur les médias et la médiatisation.

Visibilité médiatique des mouvements contestataires

- 16 Il apparaît en outre que les relations que peuvent entretenir les mouvements contestataires et les médias ont toujours été particulièrement ambiguës. Ne pouvant s'abstenir de visibilité médiatique, les mouvements sociaux utilisent des stratégies de communication afin d'obtenir quelques lignes dans les colonnes des médias traditionnels (Champagne, 1984 ; Marchetti, 1998 ; Juhem, 1999). Cette médiatisation n'est pourtant pas sans conséquence sur leur nature et leur organisation. Déjà en 1980, Todd Gitlin a mis en lumière le rôle des médias dans l'évolution de certains phénomènes sociaux à travers l'étude de la médiatisation du *Students for a Democratic Society*, une organisation de la nouvelle gauche américaine. Ce cas de « symbiose conflictuelle », le mouvement ayant besoin des médias mais voyant sa nature changée par la couverture qu'ils proposent, illustre la relation de partenaires / adversaires des médias et des mouvements sociaux (Gitlin, 1980 ; Neveu, 1999) et pose la question du cadre imposé par les rédactions de journaux. Conceptualisés comme des routines ou des panoplies interprétatives, certains sujets sont toujours traités à travers le prisme d'un cadre destiné à leur donner un sens compatible avec une certaine vision du monde (Champagne, 1991 ; Gamson et Modigliani, 1989).
- 17 Enfin, il semblerait que les médias ne considèrent pas les actions collectives comme source légitime de changement social (Gamson, 1992). Pourquoi une telle incapacité ? Les travaux de Philip Schlesinger (1992), de Guy Lochard (1996), de Harvey Molotch et Marilyn Lester (1975) permettent de dresser une liste d'éléments imbriqués qui expliquent le traitement médiatique dévalorisant de la contestation sociale : grands groupes industriels principaux détenteurs de leur capital, course aux audiences et aux

financements des rédactions, recherche de l'image-choc, du *scoop*, concurrence des médias et des journalistes entre eux, problèmes de rubricage, de professionnalisation des sources, de formation des journalistes...

- 18 C'est la raison pour laquelle les acteurs des mouvements sociaux ont toujours essayé de mettre en place des moyens pour modeler le discours des médias, voire pour favoriser l'émergence de médias en accord avec leur vision du monde.
- 19 La réalité se complexifie avec l'apparition et la généralisation de médias en ligne, dont la faculté de communication *many to many* permet l'échange d'expériences et rend techniquement plus accessible la création d'un moyen de communication. Même si, comme le rappelle Patrice Flichy (2008), l'outil Internet n'a pas d'effets positifs ou négatifs en lui-même sur le débat démocratique, les usages sociaux de ces technologies ont rendu possible l'apparition d'une sphère publique alternative, dont les membres ont le sentiment d'être exclus de la sphère publique dominante et dont les arènes de discours sont définies par leur expérience commune (Servais, 2017).
- 20 De plus, désormais, des mouvements altermondialistes jusqu'aux Indignés espagnols et à Nuit Debout, toutes les formes collectives de contestation sociale sont des mobilisations qui orientent certaines de leurs actions vers la critique des médias dominants et la mise en œuvre de dispositifs alternatifs de production de l'information. Soulignons ici encore le rôle de François Ruffin, icône de la contestation de l'ordre médiatique, que l'on rencontre lors de la mobilisation de la place de la République et qui fait le pont avec l'écosystème de la critique des médias.
- 21 Organes produits en dehors des institutions et des réseaux des médias dominants, les médias des mouvements sociaux exprimeraient une vision de rechange à celles des politiques, des priorités et des perspectives hégémoniques (Couldry et Atton, *op. cit.* ; Downing, 2001). Les nouvelles arènes publiques ainsi créées servent de « tribunes d'expression dégagées des contraintes du circuit classique de production et de diffusion de l'information » (Granjon, 2014 :684).
- 22 L'espace journalistique se trouverait désormais soumis à une contre-expertise citoyenne. Ont été évoqués à cette occasion les concepts de journalisme citoyen ou de journalisme participatif. Cette pratique d'amateurs, plus ou moins encadrée par des professionnels, existe aujourd'hui sur des sites qui refusent la médiation journalistique (la plateforme *Indymedia*), d'autres qui fonctionnent sur le principe d'une validation par la communauté des rédacteurs amateurs (*Agoravox*) ou d'autres encore, tels que *Place-publique*, où des journalistes commandent des articles à des citoyens (Trédan, 2007). Des espaces de libre parole, réservés aux lecteurs abonnés et accessibles à tous caractérisent aussi le modèle construit par *Mediapart*. Quelle que soit la forme qu'ils prennent, ces espaces, et les médias qui les hébergent, se positionnent en marge des médias dominants ou en rupture avec eux⁴ et entretiennent des relations étroites avec des groupes sociaux dominés ou marginalisés (Ferron, *op.cit.*). Cependant, leur position est inconfortable puisqu'ils se retrouvent à la frontière du militantisme et du journalisme, tout en étant contraints de se définir et de se légitimer auprès de leurs lecteurs comme des pourvoyeurs d'information crédibles. En outre, il apparaît que la participation citoyenne s'est déplacée vers les réseaux sociaux numériques (Le Caroff, 2015a) et que désormais les sites d'information alternatifs séparent nettement la production amateur de celle de leurs rédacteurs réguliers, même s'ils ne s'appuient pas uniquement sur des journalistes professionnels — dans le sens français, c'est-à-dire

possesseurs d'une carte de presse — ou titulaires, s'inspirant ainsi du modèle de *Mediapart* (Canu et Datchary, 2010).

- 23 Dans son important travail de recherche de définition, Benjamin Ferron se réfère au concept de *native reporting* de Chris Atton : « *native reporting can usefully define the activities of alternative journalists working within communities of interest to present news that is relevant to those communities' interests, in a manner that is meaningful to them and with their collaboration and support* »⁵ (2002 :112). Les médias alternatifs se définissent donc par opposition aux médias traditionnels qu'ils perçoivent comme « détenant le monopole de l'information et de ses canaux de diffusion et comme régis par des intérêts politiques et économiques » (Cardon et Granjon, 2013 : 115).
- 24 Quelles sont les motivations de ces médias et de ceux qui les produisent ? Les contributeurs semblent s'appuyer en majorité sur une légitimité tirée de leurs expériences professionnelles ou universitaires et s'ils cherchent à se différencier des pratiques journalistiques des médias centraux, ils revendiquent leur volonté d'informer. Ils proposent parfois un mode d'expression mêlant créativité et engagement civique (Trédan, 2007 ; Aubert, 2009), mais refusent l'étiquette de médias partisans. Ils déclarent même souvent faire un travail d'information plus proche de l'idéal journalistique que les médias dominants (Cardon et Granjon, *op. cit.*).
- 25 Le cas de *Gazette Debout*, née dès le début du mouvement Nuit Debout et ne se définissant pas comme son représentant officiel, mais plutôt comme la réalisation de ses objectifs dans le domaine de l'information, nous a ainsi paru un bon terrain pour étudier cette situation.
- 26 Le site *Gazette Debout* est un objet en ligne qui illustre en effet parfaitement la frontière floue qui peut désormais exister entre média d'information et média militant. Non issu directement d'une organisation souhaitant communiquer sur ses objectifs à travers lui, le site se présente et fonctionne à bien des égards comme un média d'information, tout en adoptant une ligne éditoriale militante et en occupant des fonctions de mise en visibilité, mais aussi d'accompagnement du mouvement social qui l'a vu naître. Il est fabriqué selon les techniques d'un média d'information, il en a la forme et l'ambition, mais en même temps il veut en être différent dans ses formats comme dans son ouverture et ses expressions. Typique d'un certain nombre d'objets médiatiques frontières qui se développent depuis plusieurs années, il s'insère d'ailleurs parfaitement dans ce réseau, comme nous le verrons par la suite.

Méthodologie

- 27 Afin d'interroger les singularités de ce média, nous avons procédé à une analyse sociotechnique et sociopolitique du site, croisées avec l'étude approfondie du contenu publié sur la période comprise entre le 12 avril et le 31 juillet 2016, période la plus active du mouvement. Le corpus est constitué de 680 articles. Nous nous sommes concentrés plus particulièrement sur l'énonciation éditoriale qui englobe toutes les composantes matérielles du support et de l'écriture, l'organisation du texte, sa mise en forme (Souchier, 1998 ; Ringoot, 2014). Nous avons ensuite sélectionné manuellement un corpus restreint d'articles pour effectuer une analyse fine de l'énonciation textuelle ou rédactionnelle. En reprenant la méthodologie utilisée par Emmanuel Marty, Franck Rebillard, Stéphanie Pouchot et Thierry Lafouge sur la diversité et la concentration de l'information sur le Web (2012), nous avons utilisé la notion de cadrage primaire et

secondaire, afin de mettre en lumière le traitement journalistique exercé sur l'événement sélectionné et de souligner l'importance du point de vue posé sur le fait d'actualité. À la lumière des apports conceptuels des études de Patrick Charaudeau (2011) et de Roselyne Ringoot (*op. cit.*), nous avons axé prioritairement l'analyse du traitement journalistique sur le rubricage, les genres rédactionnels et les angles choisis, autant d'indices pour comprendre comment un support médiatique élabore sa ligne éditoriale et traite un fait. Enfin, dans l'objectif d'apporter un éclairage complet sur *Gazette Debout*, nous avons procédé à deux entretiens semi-directifs avec Laury-Anne Cholez, fondatrice et rédactrice prolifique du média, le premier réalisé en face à face au début du mois d'avril 2017, le second par téléphone en mai 2018. Nous avons ainsi pu collecter des éléments sur son parcours professionnel et sur ses objectifs éditoriaux. L'ensemble de ces matériaux analysés nous permet de circonscrire les contours de ce média et de tenter de comprendre comment cohabitent engagement et professionnalisme journalistique.

Objectif : faire un média sans médiation

- 28 La volonté de faire un média sans médiation est une constante des médias alternatifs, qui estiment que les médias classiques trahissent les paroles et les situations qu'ils ont la charge de rapporter, non seulement par leur positionnement idéologique, mais aussi par leur technique de construction de l'information. *Gazette Debout*, comme en témoigne sa fondatrice, ne déroge pas à cette règle ; il ne veut pas être l'organe de communication du mouvement, il en est indépendant, mais il souhaite en même temps être au plus près de sa réalité militante et ne rechigne pas à l'aider à s'organiser et à se populariser.
- 29 Le premier numéro de *Gazette Debout* est daté du 12 avril 2016, soit 12 jours après le début de l'occupation de la place de la République. Sa fondatrice, Laury-Anne Cholez, est journaliste pigiste de profession, militante inexpérimentée, mais très impliquée dans ce mouvement. Accompagnée de Florence⁶, journaliste également, elle décide de lancer un journal en ligne, parce que, selon elle, Nuit Debout souffrait d'un manque de visibilité médiatique, voire d'une visibilité négative :

J'ai été prise d'une espèce de souffle incroyable. Il y avait des gens qui tous les soirs se réunissaient, de plus en plus de gens. Et je me suis dit : « Et si j'écrivais des articles sur ce qu'il se passe » parce que quand je regardais dans la presse, y'avait pas grand-chose. C'était soit condescendant, soit ils parlaient des violences (4 avril 2017).

- 30 Sur son site, *Gazette Debout* se définit comme « un média indépendant », expression étayée dans la suite de la présentation par ces quelques mots : « Nous avons montré un autre visage de Nuit Debout, au-delà des clichés sur la violence, grâce à la publication de témoignages et de reportages engagés ». Certains termes de cette présentation sont éclairants. Ils montrent la volonté de s'affirmer comme un média d'une part « indépendant » et d'autre part « engagé ». Ensuite, *Gazette Debout* s'opposerait, par la qualité de son travail journalistique, aux médias traditionnels qui, eux, diffuseraient « des clichés ». Enfin, il se caractériserait par son ouverture et la place qu'il laisserait à la participation de tous à l'élaboration du contenu informationnel. Sur le blogue du journal publié sur le site de *Mediapart*, *Gazette Debout* se définit comme « [l']automédia indépendant né de Nuit Debout » ou encore comme « un auto-média participatif »⁷. Le caractère militant mais émancipé est confirmé. La suite de la présentation donne

quelques explications : « Nous avons suivi, chroniqué et porté le mouvement Nuit Debout. Nous avons voulu témoigner des initiatives foisonnantes, rencontrer les acteurs de ce renouveau démocratique, contribuer au débat en relayant les témoignages de tous, sans discrimination ». *Gazette Debout* n'est pas le média officiel du mouvement social. La parole de tous semble être respectée et tous peuvent trouver dans les pages du journal une tribune pour s'exprimer, même les avis divergents. C'est du moins comme cela que l'annoncent Laury-Anne Cholez et sa complice dès le début de l'aventure médiatique. Armées de *flyers*, elles distribuent place de la République des « *Gazette Debout : exprimez-vous. Rejoignez-nous* ».

- 31 Elle revient à plusieurs reprises, lors des entretiens, sur les objectifs du journal en ligne. Dès l'origine, *Gazette Debout* a également deux intentions qui ne relèvent pas à proprement parler de l'information et qui ont trait à l'organisation même du mouvement. La première est d'informer les participants de Nuit Debout sur les multiples actions et l'organisation quotidienne des différentes commissions. La seconde est de faire connaître les revendications du mouvement, d'impliquer le plus de monde possible et de recruter de nouveaux participants.

Il y avait deux objectifs. À la fois interne pour informer les gens de Nuit Debout : « Ah tiens la commission x fait ça, la commission y fait ça, je vais peut-être bosser avec eux. » Et puis externe pour les gens qui, soit ne comprenaient pas ce que c'était Nuit Debout, soit étaient un peu curieux et avaient envie d'aller plus loin que ce qu'ils trouvaient dans les médias généralistes⁸ (4 avril 2016).

- 32 Laury-Anne Cholez évoque également le rôle de témoin endossé par le journal en ligne. Les articles sont là pour attester des actions qui ont eu lieu à Nuit Debout, des rencontres, des échanges et des paroles, tout en mettant à profit ses compétences de journaliste.
- 33 *Gazette Debout* se veut donc un média indépendant témoignant de la réalité d'un mouvement social, mais aussi un outil organisationnel pour les militants ainsi qu'une notice explicative et incitative à participer pour les lecteurs néophytes et curieux.

Une organisation professionnelle

- 34 Laury-Anne Cholez, l'initiatrice de *Gazette Debout*, est donc une journaliste professionnelle qui continue d'exercer son activité dans un média sur l'économie du tourisme (*TourMag.com*), durant tout le temps de sa publication. Sa principale collaboratrice était également journaliste, mais n'exerçait plus au moment de *Gazette Debout*.
- 35 Laury-Anne Cholez s'organise pour rester un maximum de temps place de la République et finit par connaître toutes les commissions. Simultanément, les membres des divers groupes l'ont identifiée. Très rapidement, un petit réseau s'est constitué autour d'elle. L'équipe n'est pas permanente ; les membres viennent et repartent, écrivent une, deux contributions, corrigent puis disparaissent. D'autres les remplacent. Laury-Anne Cholez demeure la figure centrale de *Gazette Debout* tout au long de l'aventure : elle a fondé le journal, rédigé et publié la plupart des articles. Jusqu'à la fin, c'est elle qui alimente le site.

Donc j'avais 23 membres. Il y avait Magalie. Elle était journaliste avant. Elle travaillait au ministère du Développement durable. Elle faisait aussi des reportages dans des commissions. Y'avait Tim qui s'occupait un peu des réseaux sociaux. [...] Y'avait aussi des photographes qui m'envoyaient pas mal de clichés. Voilà, on était

une petite équipe. Clémence, elle a écrit deux trois articles, c'est pareil c'était une étudiante. Marjorie, Antoine, Hurbain ah oui il m'a beaucoup aidé aussi. En fait Hurbain corrigeait, il mettait en ligne les tribunes parce qu'il habitait à Lyon. Julien, il s'occupait de tout ce qui était à l'étranger... (4 avril 2016)

- 36 D'autres personnes sont encore citées lors de l'entretien. Toutes ont joué un rôle dans la parution de *Gazette Debout*, parfois juste une petite contribution, parfois beaucoup plus, à l'instar de Raphaël ou de Hélène qui ont accompagné et soutenu le projet sur une période plus longue. Hurbain, à Lyon, Julien, au Vietnam, quelques Nuitdeboutistes d'Angers, de Nice et de quelques autres villes françaises relayaient les actions en province, mais les rédacteurs de *Gazette Debout* sont en grande majorité localisés à Paris. Nombreux sont ceux ayant été soit journalistes, soit étudiants journalistes, soit sensibilisés au travail de rédacteur.
- 37 Proche du monde du journalisme, l'équipe de *Gazette Debout* en connaît donc les codes et se revendique de ses pratiques, comme nous le verrons par la suite. La fondatrice affirme même respecter la déontologie de la profession, elle déclare ne rien publier qui ne soit vérifié.
- 38 Le manque de temps et la multitude d'actions à Nuit Debout rendaient impossible une organisation stricte et présenteielle. Laury-Anne Cholez se servait d'un fil ouvert sur Telegram, une application de messagerie, pour communiquer avec les membres de son équipe, envoyer des articles à corriger, lire des textes, visionner des vidéos, choisir des photographies. Telegram était la messagerie utilisée par les Nuitdeboutistes pour communiquer, parce qu'à la différence d'outils comme WhatsApp, Telegram serait sécurisée. Cette application servait également d'espace de stockage et de partage de vidéos, de photographies, de textes. Les rédacteurs l'utilisaient comme une banque de données libres de droits pour rédiger des articles aux sources variées.
- Y'avait tellement de gens qui étaient sur une application qui s'appelait Telegram, qui envoyaient des photos, des infos de tous les morceaux de la manifestation. Ça faisait un petit patchwork que j'assemblais et à la fin j'avais le meilleur article. Enfin le meilleur, c'était mieux que quand j'y allais moi. Parce que quand j'y allais moi, j'étais dans mon petit coin de manifestation et je voyais ce qui se passait autour de moi. Mais là j'avais la tête de manifestation, le cortège, les syndicats... (4 avril 2016)
- 39 *Gazette Debout* a publié plus de 1 000 articles en un an. La majorité des articles se concentre sur les cinq premiers mois. Du 12 avril au 31 juillet 2016, donc sur 111 jours de parution, le journal a publié 680 articles, soit en moyenne 6 articles par jour.

Ouverture citoyenne

- 40 Affichant là encore la volonté de se différencier des médias d'information traditionnels, *Gazette Debout* se veut un organe de libre expression, pour les participants du mouvement et au-delà. La fondatrice insiste aussi sur son rejet des formats traditionnels de la presse, qui empêcheraient une information traduisant la réalité, mais elle affirme en même temps que l'objectif principal du site est bien l'information.
- 41 Constitué sous forme de blogue modéré⁹, le journal permet à tous de s'exprimer. Il ne semble pas y avoir de limite au nombre d'articles publiés. *Gazette Debout* n'a pas de contraintes attachées à l'espace ni même à l'actualité. Il existe seulement trois contraintes, qui sont liées à la nature et à la qualité de l'information. D'abord, le sujet de l'article doit avoir un lien plus ou moins direct avec Nuit Debout, son organisation, les événements que le mouvement génère, les idées relayées dans les assemblées et

débats, le prolongement de réflexions. Ensuite, l'article doit être construit. Enfin et surtout, l'information traitée doit être vérifiée. Comme dans un journal traditionnel, l'objectif annoncé est de ne pas relayer des rumeurs ou de fausses informations. Donc, toutes les informations ayant un rapport avec le mouvement, correctement rédigées et contrôlées, sont susceptibles d'être publiées dans *Gazette Debout*, quel qu'en soit le rédacteur. Lors du premier entretien effectué avec Laury-Anne Cholez, la notion de journalisme citoyen est revenue à maintes reprises. L'interviewée donnait beaucoup d'importance à ce concept. Selon elle, éditer *Gazette Debout* était du journalisme citoyen. Tout d'abord parce que tous pouvaient s'exprimer, mais aussi parce qu'il s'agissait bien de faire du journalisme et d'informer les lecteurs.

42 « C'était du journalisme citoyen parce qu'on laissait les gens publier, nos colonnes étaient ouvertes sauf à la haine ». Rejoignant là ce que décrit Yannick Estienne à propos d'*Indymedia*, *Gazette Debout* affiche le projet d'abolir la distinction entre le journaliste et le citoyen (2010).

43 Mais c'était également selon elle du journalisme citoyen parce que Laury-Anne Cholez, journaliste de profession, et les autres rédacteurs aguerris aux techniques professionnelles du journalisme enseignaient comment rédiger un article. *Gazette Debout* avait une mission de formation.

Surtout y'avait des gens qui n'avaient jamais écrit d'articles et que l'on a aidés pour structurer leurs pensées. Voilà, ça, c'était vraiment le journaliste citoyen de la place, où quelqu'un qui n'a jamais écrit de texte écrivait un texte, me l'envoyait, on le réécrivait, etc. Y'avait tout un travail d'accompagnement dans l'écriture (4 avril 2016).

44 C'est ici une orientation supplémentaire donnée à un concept déjà riche en interprétation. L'état des travaux sur les mutations du journalisme à l'ère du numérique proposé par Arnaud Mercier et Nathalie Pignard-Cheynel (2014) est à ce titre très éclairant. Les différentes recherches sur cette pratique du journalisme en ligne y sont listées, plus particulièrement celles portant sur ses modalités et ses conséquences. La dimension formative du journalisme citoyen n'est jamais évoquée. Le journalisme citoyen ou participatif peut être circonscrit à « l'intervention de non-professionnels du journalisme dans la production et la diffusion d'actualités sur Internet ». Cette production (et diffusion) d'actualités est qualifiée de citoyenne parce qu'elle serait démocratique et diversifiée (Rebillard, 2007, 2011). Laury-Anne Cholez et son équipe y ajoutent une dimension d'éducation populaire. Les journalistes professionnels apprennent les techniques de rédaction aux contributeurs amateurs. Le manque de rigueur et l'absence d'analyse sont cependant les défauts qu'elle constate fréquemment chez les rédacteurs non professionnels et auxquels il est très difficile de remédier. Les articles présentant ces défauts n'étaient, selon elle, jamais publiés.

En fait, il y a une limite dans le journalisme citoyen, c'est que le journalisme ce n'est pas uniquement rapporter le fait brut. Un fait, tu l'analyses, tu le décortiques, tu essayes de voir qui est pour, qui est contre, si c'est vrai, si c'est faux. Livrer un fait brut ce n'est pas du journalisme. [...] Les journalistes citoyens sont trop pressés et ils ne livrent qu'un fait brut (4 avril 2016).

45 Laury-Anne Cholez y voit la limite de cette forme de journalisme et justifie par la même occasion son métier et une pratique qui ne peuvent être exercés par tous, sans longue formation. Comme dans la presse d'information traditionnelle, une différence est donc établie entre les articles et les tribunes. Seuls les articles correspondant aux normes journalistiques évoquées plus haut peuvent intégrer la catégorie *reportages*. Les autres

formes sont classées dans les rubriques *témoignages*, *tribunes* ou *portraits*, voire *vie de la nuit* pour les informations pratiques.

Écritures journalistiques

- 46 Contrairement aux tribunes, les articles de la journaliste, signés d'un « la Gazette », « Gazette Debout » ou « L.A » (initiales de Laury-Anne)¹⁰, ou ceux d'autres rédacteurs comme Raphaël Georgy ou Antonin Deslandes sont construits selon les règles académiques du journalisme¹¹. Tous traitent d'un événement, relaté dès la première phrase de l'article (le *lead*) et construit selon les cinq W (*who*, *what*, *when*, *where* et *why* ?). L'objectif est de dire l'essentiel rapidement, de révéler toutes les informations liées à l'événement de manière concise, par exemple :

L'ancien ministre des Finances grec Yanis Varoufakis est venu samedi soutenir la Nuit Debout et apporter la « solidarité d'Athènes » (« Yanis Varoufakis est venu soutenir la Nuit Debout » — 17 avril)

- 47 ou encore :

Ce mardi à l'aube, un peu plus de 110 manifestants de Nuit Debout se sont retrouvés devant l'entrée du Technocentre Renault (Yvelines) pour soutenir un ingénieur prestataire de l'entreprise mis à pied pour avoir envoyé un mail à des syndicats les invitant à projeter le film *Merci Patron* ! (« Renault, debout, soulève-toi ! » — 24 avril).

Il n'a fallu que quelques minutes pour bloquer l'entrée principale du Palais Brongniart, où se tenait ce vendredi 22 avril le gala annuel de Sciences Po (« Nuit Debout et l'interfacs bloquent le gala de Sciences Po » — 24 avril).

C'est l'événement qui a sans doute réuni le plus de participants sur la place de la République depuis le début de Nuit Debout. Samedi 23 avril, près de cinq cents musiciens ont enchanté les nuitdeboutistes avec un concert symphonique. La commission Orchestre Debout a donc décidé de renouveler l'expérience ce 30 avril (« Orchestre Debout : la musique classique enchante la place de la République » — 28 avril).

- 48 Nous nous arrêterons ici sur un article intitulé « Banlieues Debout : comment s'organise la lutte » daté du 27 mai 2016. Il est signé Antonin Deslandes, lui-même journaliste professionnel dans un hebdomadaire sportif (*France Football*) après avoir longtemps exercé dans la PQR. Le propos du reportage est d'informer sur les différents projets qui émergent dans deux zones périphériques de Paris, la première, place des Fêtes, la seconde à Saint-Denis, en proche banlieue. Bien que la longueur de l'article soit relativement importante (près de 6 500 signes), les projets ne sont pas détaillés et restent présentés superficiellement. Certaines tournures pointent timidement quelques problèmes, par exemple : « Les tentatives d'ingérence proviennent tout autant des partis politiques que du milieu associatif, très présent dans les banlieues pour des raisons diverses » ou encore « Le débat s'axe sur les mouvements autonomes et les types d'actions locales à mener » sans plus d'explication. Cependant, le journaliste ne se sert d'aucun stéréotype pour stigmatiser les banlieues. Plus encore, Antonin Deslandes rappelle, dès l'introduction et tout au long de l'article, que les banlieues sont des territoires où la parole et le dialogue sont d'usage. Du point de vue du discours, on s'aperçoit ici que nous sommes bien devant un article classique qui prend ouvertement le contre-pied de certains textes publiés dans les médias de masse, par exemple un article paru dans le *Monde* daté du vendredi 15 avril 2016 et qui s'intitule « Les Nuits debout restent balbutiantes en banlieue ». Sur cinq colonnes et plus de la moitié

supérieure de la page, les deux journalistes, Elvire Camus et Sylvia Zappi, expliquent que, malgré les tentatives de Nuit Debout pour mobiliser les banlieues, les habitants de la région parisienne ne se sentent pas concernés par le mouvement. Les intertitres sont significatifs : tout d'abord « casser la centralité » puis un autre, « Un grand Noir, la quarantaine, qu'on essaie d'attirer, s'énervé : "ouvrez les yeux : y'a pas un Arabe, pas un Asiatique, pas un Antillais !" ». Le traitement du même sujet par *Gazette Debout* est par conséquent construit comme l'antithèse de cet article.

- 49 Sur l'ensemble du corpus qui nous intéresse, à savoir celui du 12 avril au 31 juillet 2016, *Gazette Debout* a publié 680 articles, de taille très variable, puisqu'un article peut compter de deux ou trois phrases à plusieurs pages. La taille considérable du corpus et l'absence de ligne éditoriale stricte ne permettent pas de quantifier l'ensemble des angles et des thèmes traités. Plus fondamentalement, Laury-Anne Cholez et les membres du collectif disent refuser de choisir un angle unique pour rédiger un article. Selon la journaliste militante, il s'agit d'une erreur des médias traditionnels pour présenter et expliquer Nuit Debout.

Y'avait tellement de choses dans tous les sens, alors quand tu arrivais pour deux heures avec ton angle, tu prenais trois personnes, tu espérais qu'elles rentrent dans ton angle, tu rentrais, tu faisais ton sujet. Et souvent ça ne correspondait pas à Nuit Debout parce que c'était tellement vaste. C'était une espèce de multitude d'initiatives. La nébuleuse, on ne savait pas du tout comment la circonscrire et comme il n'y avait pas de porte-parole, ben on ne savait pas trop... (4 avril 2017)

Diversité des formats

- 50 Sur les 680 textes publiés, nous avons comptabilisé 221 signatures différentes et 198 textes anonymes. Les contributeurs sont donc nombreux, même s'ils ne sont pas tous prolixes (181 personnes n'ont rédigé qu'un seul texte publié). De nombreux articles sont des tribunes réflexives. Rédigés dans l'objectif de prolonger le débat, voire de convaincre, les articles utilisent un vocabulaire emprunté au registre militant : « L'égalité démocratique, c'est la détestation de l'arbitraire qui soumet un homme aux desiderata souverains d'un autre... La peur, c'est l'ultime ressort de l'empire propriétaire... la valorisation du capital... la détestation de l'arbitraire... » (« Pour une démocratie totale » — 15 avril) ou encore : « C'est pointer du doigt les failles de notre État providence, les injustices sociales, l'indigence dans laquelle vit une partie de la population dans les banlieues et dans les zones paupérisées de France... C'est la fracture sociale toujours plus large... » (« De la violence des rives » — 24 avril). Le ton est celui du pamphlet, critique et moqueur : « La république sociale, c'est la démocratie générale, la démocratie partout, et pas seulement comme convocation à voter tous les 5 ans... puis invitation à se rendormir aussitôt » (« Pour une démocratie totale » — 15 avril). Les tribunes sont aussi le lieu de l'opinion assumée : « il y a un dualisme "casseur nuitdeboutiste" que je voudrais déconstruire » (« De la violence des rives » — 24 avril).
- 51 De nombreux textes puisent également dans le registre de l'émotion et du personnel. Le pronom personnel « je » est de mise, les contributeurs racontent leurs expériences, font appel à l'affect du lecteur : « J'étais fatigué par la vie fin mars... j'habite tout près de la place de la République... Je me croyais fort, je ne le suis pas tant que ça » (« La naissance d'un cri dans la Nuit » — 16 avril) ; « Un bon bordel aussi dans ma tête,

critique et auto-critique, remise en cause et questions sans réponses ou en gestation » (« Pourquoi Nuit Debout sera immortelle grâce au numérique » — 17 mai).

- 52 D'autres enfin sont des textes littéraires (avec la qualité de l'auteur spécifiée à côté de la signature). Extraits de fictions, d'essais philosophiques, de contes, de nombreux textes tentent de mobiliser le lecteur par des formes non conventionnelles dans les médias :

Cette République qui m'a aimée et détruite. Ma chair sait qu'elle peut être capable du pire et du meilleur. Comme les foules spontanées ou organisées. Mon histoire, celle de ce pays et de certains de ses habitants, m'a appris à m'en méfier. J'en ai vu passer beaucoup de ma fenêtre. Des foules haineuses ou pacifiques. Jamais je ne m'y suis mêlée. Pourquoi cette distance ? « Pour vivre heureux, faut vivre caché. » L'un des grands principes de Papa. Une injonction elle-même héritée de sa propre mère... (« Le sourire de Marianne » — 22 avril)

- 53 D'autres encore s'essayent à la poésie : « Rêve général, Ce gouvernement infernal, Nous pousse à une grève générale... » (« L'aube d'un jour nouveau arrive » — 17 mai).
- 54 Dans le corpus qui nous intéresse, nous avons dénombré 7 poésies, 1 comptine, 1 nouvelle, 1 essai politique, mais aussi 1 *playlist*, 14 pages de photographies, des extraits audio de discours, 6 pages de collages, 20 épisodes de feuilletons, 8 dessins, 6 anecdotes, 1 fait sans conséquence qui peut faire sourire (*sic*), 18 portraits, 68 témoignages et 1 *sampler*.
- 55 Enfin, nous pouvons constituer une dernière catégorie d'articles correspondant à l'information utile aux militants. Sur les 680 articles publiés entre le mois d'avril et la fin juillet 2016, 71 concernent des informations pratiques, des renseignements pour faciliter l'organisation des actions, des comptes rendus d'assemblées, des bulletins quotidiens et hebdomadaires. Les bulletins recoupent l'ensemble des actions des commissions, l'horaire de la journée ou de la semaine y est répertorié. Il s'agit là d'informations services telles qu'elles apparaissent dans la presse quotidienne régionale ou sur certains autres médias en ligne (Bousquet, 2015). L'objectif est aussi d'accroître la visibilité des actions pour les participants.

Ligne éditoriale non contestée

- 56 De façon générale, *Gazette Debout* offre aux participants de Nuit Debout un espace d'expressions libérées de toutes contraintes rédactionnelles, sinon celle d'écrire un texte compréhensible. Cependant, le journal ne semble pas être le lieu de l'échange et du débat. Une analyse du contenu des articles publiés et du nombre de commentaires permet d'avancer cette hypothèse.
- 57 Les commentaires tout d'abord. À la fin de chaque texte publié, un espace de commentaires incite le lecteur à donner son avis et ainsi à poursuivre la réflexion. Cet espace est peu utilisé. La très grande majorité des articles et tribunes publiés n'entraînent pas d'échanges : 401 articles ne sont pas commentés et 132 n'ont suscité qu'un seul retour de lecteur. Seuls 42 textes sont accompagnés de 5 commentaires au minimum.

Tableau 1. Nombre d'articles commentés

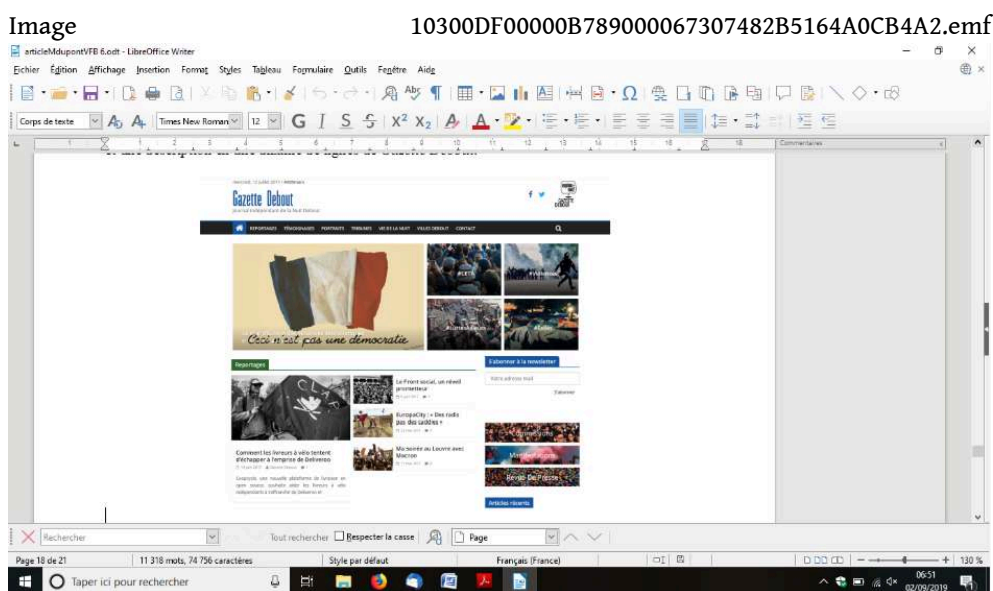
Commentaires	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	11	12	13	16	17	19	20	21
Articles	401	132	59	25	21	10	7	4	3	4	3	1	2	2	1	2	2	1

- 58 Si *Gazette Debout* est un espace de publication ouvert à tous, il ne semble pas être un lieu dématérialisé de dialogues entre participants à Nuit Debout. Certains sujets peuvent susciter plus d'une quinzaine de réactions (« La carte de France des Nuit Debout » le 27 avril 2016, « Manifestations : des violences qui discréditent le mouvement » le 29 avril 2016, « Qui a intérêt à discréditer Nuit Debout et la police ? » le 5 mai 2016, « La loi travail est-elle anticonstitutionnelle ? » le 7 mai 2016, « Nuit Debout ne doit pas devenir une marque commerciale » le 3 mai 2016), mais cela reste de l'ordre de l'exception au vu de la somme des articles publiés.
- 59 D'autre part, il est à noter que très peu de contributions (articles, tribunes et commentaires) présentent des doutes sur le bien-fondé de Nuit Debout, sur l'organisation du mouvement ou sur ses effets. Seuls six textes pourraient être perçus comme négatifs : quelques portraits de participants désabusés et un article sur la légitimité de l'usage de la violence dans les manifestations. Lorsque nous posons la question à la fondatrice du site, celle-ci argumente en expliquant qu'elle ne recevait pas de textes négatifs sur le mouvement. Une exception cependant, une contribution sur une affaire de viol place de la République, mais qui n'aurait pas été publiée par manque de sources. D'autres médias en ligne, dont *Slate* et *Reporterre*, ont pourtant fait référence à ce fait grave, sans toutefois ni citer de sources officielles ni avoir le témoignage de la personne concernée.
- On a eu un problème une fois avec un troll, elle s'appelait Aline je crois, [...] elle nous a accusés de cacher les viols à Nuit Debout et elle l'a dit à *Slate*. Bonjour le troll ! Et *Slate* ne nous a jamais appelés avant d'écrire l'article. C'était un article sur le féminisme et y'a eu des rumeurs comme quoi il y a des filles qui se sont fait agresser sexuellement. Moi j'ai essayé de vérifier l'information parce qu'il est hors de question que je publie ça sans vérifier, hors de question. [...] Et la fille elle a dit « *Gazette Debout* a caché les histoires de viols pour ne pas nuire à l'image du mouvement ». C'est faux, c'est juste qu'on ne relaie pas des rumeurs de viols, point. Et si j'avais eu une fille qui était venue avec un témoignage de viol eh ben oui, on l'aurait publié (4 avril 2017).
- 60 En revanche, *Gazette Debout* a publié une réponse à l'article de *Slate*. Laury-Anne Cholez y expose l'argument que l'information ne peut être divulguée sans sources fiables parce que les conséquences pour le mouvement peuvent être définitives. « Mais attention, ce sont des faits graves qui vont forcément être repris par les médias, la police, etc. donc il est préférable que tes sources soient fiables. Je rappelle que si le mouvement est considéré comme une menace à l'ordre public il peut être interdit ».
- 61 Cet épisode est à la fois éclairant sur la ligne éditoriale militante de *Gazette Debout* — ne pas nuire au mouvement — et sur une mobilisation de la déontologie journalistique pour justifier une pratique typique des usages professionnels (Ruellan, 2011).
- 62 Mais pour ce qui est de l'interaction entre lecteurs, nous verrons qu'elle se fait sous d'autres bannières, en réseau avec *Gazette Debout*, dont ce n'est pas la fonction dans son écosystème médiatique.

Mise en page traditionnelle

- 63 La mise en page du journal et sa forme éditoriale témoignent de l'ambition de faire un site d'information qui, s'il n'est pas comme les autres, ressemble formellement aux autres.
- 64 Le site est mis en page et édité grâce à WordPress, un logiciel de création et de gestion de contenu sur Internet. WordPress est relativement simple d'utilisation, ce qui explique pourquoi Laury-Anne Cholez l'a choisi pour publier *Gazette Debout*. La version a été remaniée par un professionnel qui a mis ses compétences au service du média et de Nuit Debout. La hiérarchie des informations a été repensée et des rubriques ont vu le jour.
- 65 L'écran d'accueil du journal se divise en cinq segments. La première partie en haut de la page se compose du titre du journal, de la date, du slogan, du logo, des liens Facebook et Twitter. Caractéristiques identitaires du journal, ces éléments rappellent les manchettes des journaux papier. Un bandeau sépare le titre du journal (et du site) de la suite de la page et présente six rubriques : *reportages*, *témoignages*, *portraits*, *tribunes*, *vie de la nuit* et *villes debout*. Sous le bandeau se situe le deuxième segment de la page. Il rappelle la tribune des unes de presse. La troisième section se compose des différentes rubriques. Pour chacune des rubriques sont mis en valeur quatre articles présentés avec une image, très souvent une photographie en couleurs, le titre et la date de mise en ligne, les premières lignes de l'article pour l'un d'entre eux. Cette section fait référence au ventre des unes des journaux papier. À droite du ventre, une quatrième partie, avec encore trois liens vers des informations regroupées par thèmes : à savoir les manifestations, les commissions et les *newsletters*. Puis des liens vers les articles récents, les articles organisés par date de publication et les tags des articles les plus populaires. Cette section est mise en page comme les blogues et sites en ligne. Enfin, la cinquième section de la page d'accueil regroupe les mentions légales, les archives, quelques liens vers des sites complémentaires et une description en une dizaine de lignes de *Gazette Debout*.

Capture d'écran 1. Page d'accueil de *Gazette Debout*



- 66 Cette organisation de la page d'accueil de *Gazette Debout* est calquée sur les maquettes des journaux papier. Nous y retrouvons les grandes parties des unes : manchette, tribune, ventre, accroches, voire l'ours. Comment ne pas voir en cette similitude la volonté pour la fondatrice de *Gazette Debout* de montrer la légitimité de son travail ? Le journal doit avoir toutes les qualités d'un média professionnel et doit, de ce fait, en adopter tous les codes éditoriaux.
- 67 Comme un média d'information traditionnel, mais aussi comme un média militant, *Gazette Debout* est inscrit dans un réseau informationnel qui nous en apprend beaucoup sur sa nature et son positionnement.

Inscription du journal dans un réseau informationnel

- 68 Il aurait été intéressant de connaître le nombre de lecteurs potentiels du journal. À défaut de données sauvegardées, Laury-Anne Cholez nous livre, un an après, quelques chiffres approximatifs. Dans les souvenirs de la journaliste, le site comptabilise 5 000 vues par jour en moyenne, 10 000 vues les jours de manifestations, 42 000 au mois de juillet 2016. *Gazette Debout* était connu des initiés du mouvement. Malgré la publication en ligne, peu de moyens étaient mis en œuvre pour développer la visibilité du journal. *Gazette Debout* avait cependant cinq canaux de diffusion : une page Facebook, un compte Twitter, un relais sur le site de la *Convergence des luttes*, un blogue *Mediapart* et le site du journal lui-même. Ce qui explique notamment pourquoi la journaliste accorde peu d'intérêt au nombre de vues sur son site. Selon elle, l'information circule bien plus que ne laisse supposer le nombre de vues décomptées sur *Gazette Debout*.

En fait le nombre de vues n'est pas représentatif parce que, par exemple, la page *Convergence des luttes* — une page Web qui s'est ouverte en même temps que *Nuit Debout* — je sais pas, ils ont 50 000 vues, ils copient-collent mes articles. Donc les vues, elles ne sont pas chez moi, elles sont chez eux mais je m'en fous, je n'ai pas de pub à vendre. En fait, l'important est de savoir que l'information circule, et je sais qu'elle circule (4 avril 2017).

- 69 Le site s'insère donc dans un réseau contre-hégémonique, mais médiatique. C'est d'ailleurs sur les réseaux socionumériques que les réactions et les interpellations sont publiées, et non sur le site.
- 70 La reprise des articles sur le site *Convergence des luttes*, mais aussi la mise en place d'un blogue *Mediapart* sont des indices supplémentaires de ce que nous annoncions vouloir vérifier en introduction. *Gazette Debout* est bien un objet frontière, à la fois média et militant qui s'insère dans un réseau dont *Mediapart* est aujourd'hui l'un des acteurs emblématiques et qui témoigne d'une reconfiguration importante du monde journalistique. Comme l'écrivaient Roland Canu et Caroline Datchary en 2010, *Mediapart* est bien un média qui demande aux journalistes de « se déplacer sur le terrain de leurs croyances personnelles ». Sa réussite a en outre légitimé des pratiques jusque-là réprouvées par les médias d'information ayant pignon sur rue. Il est à la fois un exemple et le centre d'un nouveau réseau dans lequel se rejoignent luttes sociales et luttes au sein de la profession journalistique, signe d'une reconfiguration des espaces journalistiques et partisans.

Reconfiguration des espaces journalistiques et partisans

- 71 Dans cette conclusion, nous tenterons de synthétiser l'ensemble des résultats en montrant que *Gazette Debout* est l'un des signes d'un mouvement contemporain de redéfinition des frontières entre journalisme et militantisme que certains qualifient de polarisation médiatique, mais que nous pouvons aussi analyser comme une réaction au fonctionnement des médias traditionnels.
- 72 D'une part, il est vrai que la création du journal alternatif est une conséquence de l'insatisfaction du traitement médiatique du mouvement contestataire. Benjamin Ferron définit d'ailleurs les activités des journalistes alternatifs comme « la production ou reproduction d'informations et de cadres d'interprétation des événements peu ou mal traités par les médias traditionnels » (*op. cit.* :110).
- 73 Ainsi la création de *Gazette Debout* est-elle une manière d'accompagner le mouvement Nuit Debout en tentant de corriger une image médiatique que ses fondateurs estiment mal rendue ou passée sous silence.
- 74 Nous pouvons d'autre part constater que *Gazette Debout* laisse largement la place à des formats informationnels non conventionnels. Nous pouvons ainsi lister dans *Gazette Debout* au moins sept formes rédactionnelles différentes : des textes littéraires et fictifs, des pamphlets et des essais réflexifs, des textes personnels et introspectifs, des reportages, des portraits, des informations de type organisationnel ainsi que des revues de presse. S'ajoutent à cela des supports audiovisuels, parfois expérimentaux, souvent artistiques. Cette propension de *Gazette Debout* à mélanger forme académique avec création et originalité rédactionnelle est soulignée comme constitutive des médias alternatifs par Atton : « [...] that is, I define alternative media as much by their capacity to generate non standard, often infractory, methods of creation, production and distribution as I do by their content »¹² (*op. cit.* : 4). La classification que dresse Ferron (*op. cit.*) dans son étude sur les médias alternatifs du contre-sommet de Cancún présente des caractéristiques communes avec les informations publiées dans *Gazette Debout*. Nous retrouvons dans le journal de la place de la République quatre types d'informations : les *infodigests* (c'est-à-dire les caricatures, slogans, chansons, vidéos, affiches...), les *news*, les *analyses* et enfin les *informations* (qui sont les informations pratiques données aux militants). À ce titre, *Gazette Debout* ressemble à un organe de promotion politique, écrit par des militants, pour les militants. *Gazette Debout* facilite l'organisation de la mobilisation et entretient l'implication des participants. Comme Gregory Derville (2017), nous pouvons ainsi affirmer que les médias influent sur l'action collective en tant que support organisationnel.
- 75 À cela se rajoute une catégorie de textes fortement émotionnels, souvent créatifs et personnels, une caractéristique commune des médias alternatifs et participatifs (Mabi, 2016 ; Touboul, Damian-Gaillard et Marty, 2012).
- 76 En revanche, ces textes non conventionnels sont séparés des formats classiques et de nombreux contributeurs de *Gazette Debout* sont des journalistes ou des étudiants journalistes. La présence majoritaire d'articles à la forme rédactionnelle académique, conforme aux canons des écoles de journalisme et de l'écriture médiatique, dénote la situation ambivalente du média alternatif. Le journal est fondé par une professionnelle,

Laury-Anne Cholez, qui met au service d'une cause ses compétences techniques et organise un groupe pour qu'il fonctionne comme une rédaction.

- 77 La journaliste exprime, lors de l'entretien, cette ambivalence non résolue puisqu'elle dit regretter ne pas avoir réussi à « déconstruire sa façon d'écrire » et parallèlement espère démontrer le sérieux de son propos au moyen de ces conventions professionnelles. En outre, Laury-Anne Cholez et son équipe de fidèles souhaitaient apprendre aux rédacteurs amateurs comment écrire, comment inclure l'analyse et la rigueur dans le traitement de l'information. Il était donc question de les former aux techniques du journalisme apprises dans les écoles.
- 78 Ce paradoxe met en lumière le délicat positionnement de cette journaliste entre compétences professionnelles et volonté de favoriser les pratiques amateurs. Là encore, les résultats de notre étude sont conformes aux analyses de Ferron (*op. cit.*), comme à celles d'Estienne (*op. cit.*), qui rappellent que ces journalistes alternatifs se retrouvent dans un entre-deux qui les contraint constamment à se légitimer auprès des militants comme auprès des journalistes et à opérer une sélection en apparence contraire à l'*open publishing* revendiqué. Illustrée notamment par Rebillard (2007, 2011), la participation des « ingénieurs du social »¹³ dans l'élaboration du média participatif relativise la nature et l'importance de ce journalisme citoyen. De plus, les travaux réalisés par Alexia Ducos, Lucie Loubère et Natacha Souillard (2019) mettent en lumière la volonté des acteurs de Nuit Debout de se constituer *self-media* par l'utilisation des réseaux sociaux numériques. Ces récents travaux, complétés par l'étude de Coralie Le Caroff (2015b), ouvrent de nouvelles perspectives. Les réseaux sociaux numériques permettraient le développement d'un journalisme participatif et citoyen tangible laissant les supports médiatiques classiques aux journalistes professionnels engagés.
- 79 Mais au-delà de cette dimension, nous pouvons aussi interpréter la création de *Gazette Debout* comme un moyen de lutter à l'intérieur du champ journalistique auquel appartient Laury-Anne Cholez. Journaliste ne travaillant ni pour un journal prestigieux ni dans un poste de direction, elle exprime une défiance forte à l'égard du monde des médias tout en revendiquant un attachement fort à des normes et à un code déontologique dont on sait qu'il ne se manifeste que lorsqu'il s'agit de clamer son appartenance à la profession (Ruellan, 2011). Découvrant également le militantisme à travers Nuit Debout, elle va ainsi acquérir une position frontalière, à la fois journaliste et critique et militante, qui lui permet de s'affirmer symboliquement dans les deux mondes.
- 80 Aussi est-il particulièrement frappant de voir la proportion importante de références aux médias dans *Gazette Debout*. Les militants fustigent la presse et la télévision dans leurs contributions, des citations extraites de médias traditionnels sont critiquées et de nombreux articles déplorent le traitement dévalorisant du mouvement. Parallèlement, plusieurs articles font la promotion de journaux citoyens locaux. D'autres mettent en ligne le programme de *TV Debout* et de *Radio Debout*. *Gazette Debout* ne cesse de montrer sa défiance à l'égard des médias traditionnels et de proposer des solutions de rechange.
- 81 Pour conclure, nous pouvons constater qu'en 2019, Laury-Anne Cholez écrit également pour *Reporterre* et *Socialter*, des médias certes aux marges des médias d'information générale, mais des médias professionnels malgré tout. Cette situation lui permet de conserver les pratiques et le positionnement acquis avec *Gazette Debout* et de rejoindre ainsi une sphère médiatique professionnelle et organisée, mais qui revendique son militantisme comme ligne éditoriale. Notre hypothèse d'une porosité entre

militantisme et pratique journalistique qui contrevient aux normes imposées à la profession depuis le début des années 1980 nous semble ainsi confortée. Bien sûr, il ne s'agit que d'une étude de cas, mais, selon nous, elle est exemplaire d'un mouvement de renaissance des journaux d'opinion tels qu'ils ont pu exister et se développer de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la deuxième partie du XX^e siècle (et dont le *Libération* des années 1970 pourrait être l'un des derniers avatars très visible pour la France avant l'affirmation d'Internet). Pratiques professionnelles, déontologie et opinion assumée semblent donc désormais pouvoir à nouveau cohabiter pour une frange minoritaire, mais en progression, du journalisme. Le discours sur la neutralité dans le journalisme dominant durant quarante ans est vécu par ces journalistes comme un voile posé sur la domination d'un discours conformiste, qui renforce les pouvoirs en place et une doxa néolibérale...

BIBLIOGRAPHIE

- ATTON, Chris (2002), *Alternative Media*, Londres / Thousand Oaks, Routledge / Sage Publications.
- AUBERT, Aurélie (2009), « Le paradoxe du journalisme participatif. Motivations, compétences et engagements des rédacteurs des nouveaux médias (enquête) », *Terrains & travaux*, 15 : 171-190.
- BOUSQUET, Franck (2015), « L'information service au cœur de la reconfiguration de la presse infranationale française », *Réseaux*, 193 : 163-191.
- BOUSQUET, Franck, Emmanuel MARTY et Nikos SMYRNAIOS (2019), « La pétition contre la Loi Travail : construction et appropriation de l'évènement par ses acteurs », *Sciences de la Société*, 102 : 52-75.
- CANU, Roland et Caroline DATCHARY (2010), « Journalistes et lecteurs-contributeurs sur Mediapart. Des rôles négociés », *Réseaux*, 160-161 : 195-223.
- CARDON, Dominique et Fabien GRANJON (2013), *Médiactivistes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- CHAMPAGNE, Patrick (1984), « La manifestation. La production de l'évènement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53 : 19-41.
- CHAMPAGNE, Patrick (1991), « La construction médiatique des malaises sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 90 : 64-75.
- CHARAUDEAU, Patrick (2011), *Les médias et l'information. L'impossible transparence du discours*, deuxième éd. revue, augmentée et corrigée, Bruxelles, Éditions de Boeck.
- COULDRY, Nick et Chris ATTON (2003), « Introduction », *Media, Culture and Society*, 25(5) : 579-586.
- DERVILLE, Grégory (2017), *Le pouvoir des médias*, quatrième édition, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Politique en plus ».
- DOWNING, John (2001), *Radical Media: Rebellious Communication and Social Movements*, Thousand Oaks, Sage Publications.

- DUCOS, Alexia, Lucie LOUBERE et Natacha SOUILLARD (2019), « Dire et Faire Nuit Debout : le rôle des médias traditionnels et des réseaux sociaux numériques dans la structuration d'un événement politique en ligne », *Sciences de la société*, 102 : 168-192.
- ESTIENNE, Yannick (2010), « Indymedia aujourd'hui : la critique en acte du journalisme et les paradoxes de l'open publishing », *Mouvements*, 61 : 121-131.
- FERRON, Benjamin (2010), « Le journalisme alternatif entre engagement et distanciation. Les stratégies médiatiques des mouvements sociaux dans la "bataille de Cancún" contre l'OMC (2003) », dans Denis RUELLAN et Sandrine LÉVÊQUE (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 109-126.
- FLICHY, Patrice (2008), « Internet et le débat démocratique », *Réseaux*, 150 : 159-185.
- FRASER, Nancy (2005), *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris, La Découverte, Coll. « La Découverte / Poche ».
- GAMSON, William (1992), « Media images and the social construction of reality », *Annual Review of Sociology*, 18(1) : 373-393.
- GAMSON, William et Andre MODIGLIANI (1989), « Media discourse and public opinion in nuclear power: A constructionist approach », *American Journal of Sociology*, 95(1) : 1-37.
- GITLIN, Todd (1980), *The World is Watching. Mass Media and the Making and Unmaking of the New Left*, Berkeley, University of California Press.
- GRANJON, Fabien (2014), « Médias dominants, mouvements sociaux et mobilisations informationnelles », dans Michel PIGENET *et al.*, *Histoire des mouvements sociaux en France*, Paris, La Découverte, Coll. « Poche / Sciences humaines et sociales ».
- INSTITUT MONTAIGNE (2019), *Media Polarization « à la française »? Comparing the French and American ecosystem*. Rapport de recherche.
- IYENGAR, Shanto et Kyu S. HAHN (2009), « Red media, blue media: Evidence of ideological selectivity in media use », *Journal of Communication*, 59 : 19-39.
- JACOBSON, Gary (2012), « The electoral origins of polarized politics », *American Behavioral Scientist*, 56(12) : 1612-1630.
- JACOBSON, Gary (2016), « Polarization, gridlock, and presidential campaign politics in 2016 », *Annals, AAPSS*, 667 : 226-246.
- JUHEM, Philippe (1999), « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS-racisme », *Réseaux*, 98 : 119-152.
- LAGNEAU, Éric (2002), « Le style agencier et ses déclinaisons thématiques. L'exemple des journalistes de l'agence France presse », *Réseaux*, 111 : 58-100.
- LE CAROFF, Coralie (2015a), « Le genre et la prise de parole politique sur Facebook », *Participations*, 12(2) : 109-137.
- LE CAROFF, Coralie (2015b), *Les usages sociopolitiques de l'actualité en ligne. S'informer, partager et commenter sur Facebook*. Thèse en sciences de l'information et de la communication soutenue au laboratoire CARISM, sous la direction de Josiane JOUËT, Paris, Université Panthéon-Assas.
- LE MAREC, Joëlle, Ugo MORET et Hécate VERGOPOULOS (2017), *Nuit Debout et maintenant ? Médias et (im) médiations*, Paris, MKF Éditions.

LOCHARD, Guy (1996), « Genres rédactionnels et appréhension de l'événement médiatique. Vers un déclin des modes configurants », *Réseaux*, 76 : 85-102.

MABI, Clément (2016), « Luttres sociales et environnementales à l'épreuve du numérique : radicalité politique et circulation des discours », *Études de communication*, 47, mis en ligne le 1^{er} décembre 2016. [En ligne]. <http://edc.revues.org/6659>. Page consultée le 22 février 2017.

MARCHETTI, Dominique (1998), « Les conditions de réussite d'une mobilisation médiatique et ses limites — l'exemple d'Act-up Paris », dans CURAPP, *La politique ailleurs*, Paris, Presses universitaires de France, p. 277-297.

MARTY, Emmanuel, Franck REBILLARD, Stéphanie POUCHOT et Thierry LAFOUGE (2012), « Diversité et concentration de l'information sur le web. Une analyse à grande échelle des sites d'actualité français », *Réseaux*, 176 : 27-72.

MERCIER, Arnaud et Nathalie PIGNARD-CHEYNEL (2014), « Mutations du journalisme à l'ère du numérique : un état des travaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 5, mis en ligne le 17 juillet 2014. [En ligne]. <http://rfsic.revues.org/1097>. Page consultée le 22 février 2017.

MOLOTCH, Harvey et Marilyn LESTER (1975), « Accidental news: The Great Oil Spill as local occurrence and national event », *American Journal of Sociology*, 81(2) : 235-260.

NEVEU, Erik (1999), « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, 98 : 17-85.

OLLIVIER-YANIV, Caroline (2010), « Discours politiques, propagande, communication, manipulation », *Mots. Les langages du politique*, 94, mis en ligne le 6 novembre 2012. [En ligne]. <https://journals.openedition.org/mots/19857>. Page consultée le 30 décembre 2019.

RANCIÈRE, Jacques (2009), *Moments politiques interventions 1977-2009*, Paris, La Fabrique.

REBILLARD, Franck (2007), « Le journalisme participatif. De l'idéologie à la pratique », *Argumentum*, 6 : 11-23.

REBILLARD, Franck (2011), « Création, contribution, recommandation : les strates du journalisme participatif », *Les Cahiers du journalisme*, 22-23 : 29-41.

REBILLARD, Franck et Nikos SMYRNAIOS (2010), « Les infomédiaires, au cœur de la filière de l'information en ligne. Les cas de google, wikio et paperblog », *Réseaux*, 160-161 : 163-194.

RINGOOT, Roselyne (2014), *Analyser le discours de presse*, Paris, Armand Colin.

ROUQUETTE, Sébastien (2003), *L'impopulaire télévision populaire. Logiques sociales, professionnelles et normatives des palabres télévisées(1958-2000)*, Paris, L'Harmattan.

RUELLAN, Denis (1992), « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, 51 : 25-37.

RUELLAN, Denis (2011), *Nous journalistes. Déontologie et identité*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

SCHLESINGER, Philip (1992), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du médiacentrisme », *Réseaux*, 51 : 75-98.

SERVAIS, Christine (2017), « Scènes médiatiques et arènes des discours », *Réseaux*, 202-203 : 79-121.

SOUCHIER, Emmanuel (1998), « L'image du texte pour une théorie de l'énonciation éditoriale », *Les Cahiers de médiologie*, 6(2) : 137-145.

STROUD, Natalie (2010), « Polarization and partisan selective exposure », *Journal of Communication*, 60 : 556-576.

SUHAY, Elizabeth, Emily BELLO-PARDO et Brianna MAURER (2017), « The polarizing effects of online partisan criticism: Evidence from two experiments », *The International Journal of Press / Politics*, 23(1) : 1-21.

TOUBOUL, Annelise, Béatrice DAMIAN-GAILLARD et Emmanuel MARTY (2012), « La disparité des modes de traitement journalistiques et des énonciations éditoriales sur le web. Le cas d'un sondage sur Marine Le Pen et la Présidentielle de 2012 », *Réseaux*, 176 : 73-103.

TRÉDAN, Olivier (2007), « Le journalisme citoyen en ligne : un public réifié », *Hermès*, 47 : 115-122.

TRÉDAN, Olivier (2012), *Les mondes du blog. Contribution à l'analyse du phénomène des blogs en France*. Thèse en information-communication, sous la direction de Denis RUELLAN, Rennes, Université de Rennes 1.

NOTES

1. En janvier 2018, seuls 24 % des interrogés avaient confiance dans les médias selon le Baromètre de la confiance politique des Français du CEVIPOF. [En ligne]. https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Barometre_confiance_vague9.pdf.
2. La rédaction de Mediapart (2016), « “Nuit Debout”, comment ça marche ? », *Mediapart*, 14 avril. [En ligne]. <https://www.mediapart.fr/journal/france/140416/nuit-debout-comment-ca-marche>. Page consultée le 23 mars 2019.
3. François Ruffin, désormais député de la France Insoumise, est à l'origine journaliste, fondateur et rédacteur en chef de *Fakir*, collaborateur du *Monde diplomatique* et d'Acrimed, réalisateur de « Merci, Patron ! ». À noter enfin que la création de *Fakir* en 1999 fut motivée par la volonté de mettre en place un contre-pouvoir au *Courrier Picard*, média d'information régionale des Hauts-de-France.
4. Indifféremment qualifiés de médias dominants, de médias de masse ou traditionnels, en référence à la place qu'ils occupent dans le paysage médiatique.
5. On pourrait le définir comme une pratique de journalistes « alternatifs » travaillant à l'intérieur de communautés ou mondes sociaux particuliers et qui publient des nouvelles utiles à ces communautés, d'une manière qui fait sens pour elles, avec leur collaboration et leur soutien (traduction des auteurs).
6. À part Laury-Anne Cholez, qui a révélé son identité huit mois après le début de Nuit Debout, les participants au mouvement social s'identifiaient par leur seul prénom afin d'éviter toute personnalisation de la contestation.
7. [En ligne]. <https://blogs.mediapart.fr/gazette-debout>. Page consultée le 23 mars 2019.
8. Les propos de Laury-Anne Cholez, retranscrits ici, corroborent ceux d'un article paru dans *Journalter* : « Gazette Debout : exprimez-vous ! », *Journalter*, 25 juillet 2016. [En ligne]. <https://journalter.org/2016/07/25/gazettedebout-exprimez-vous/>. Page consultée le 23 mars 2019.
9. Site d'édition personnelle dont les informations sont validées avant publication. Sur la page d'accueil, les articles étaient sélectionnés en fonction du temps consacré à leur élaboration. Sur les autres pages, l'article le plus récent apparaissait en dernier.
10. Soit au minimum 150 articles identifiés.
11. Voir à ce sujet l'article d'Éric Lagneau sur les journalistes de l'AFP (2002).
12. Je définis les médias « alternatifs » autant par leur capacité à proposer des méthodes originales — souvent en rupture avec les pratiques des médias classiques — de création, de

production et de diffusion de contenu que par le contenu lui-même produit (traduction des auteurs).

13. Catégorie de la population au capital culturel élevé, capable de produire un discours sur la société environnante, notamment grâce à sa profession. Notion circonscrite par Sébastien Rouquette en 2003 dans ses travaux sur les débats télévisés.

RÉSUMÉS

Les auteurs interrogent la nature des sites internet qui se posent comme des médias alternatifs en s'intéressant particulièrement à la frontière qu'ils dessinent entre activités journalistiques et militantes. L'objet de cette étude est le site *Gazette Debout*, né durant le mouvement Nuit Debout en 2016. Leur questionnement principal concerne la fabrique éditoriale de ce support, l'identité et les parcours de ses contributeurs et sa façon de traiter l'information. Ils proposent une première approche du phénomène pour esquisser quelques contours de ces nouvelles frontières du journalisme.

The authors investigate the nature of websites self-identified as alternative media with a particular interest in where and how the border between journalism and activism is drawn. The subject of the study is the website *Gazette Debout*, founded as part of the Nuit Debout movement in 2016. Their main line of questioning relates to website copy — who are the contributors and how did they get there? — and how it processes information. They outline an initial approach to the phenomenon that can be used, if the opportunity arises, to sketch some of the outlines of these new journalistic frontiers.

Los autores del artículo cuestionan la naturaleza de los sitios de Internet que se hacen pasar por medios alternativos interesándose particularmente en el límite que se enmarca entre las actividades periodísticas y militantes. El objeto de este estudio es el sitio *Gazette Debout*, que se originó durante el movimiento *Nuit Debout* en 2016. El interrogante principal se centra en la producción editorial de este soporte, la identidad y los antecedentes de sus colaboradores y la manera de tratar la información. Dichos autores proponen un primer enfoque del fenómeno y en este caso esbozan algunos límites de estas nuevas fronteras del periodismo.

INDEX

Palabras claves : sitio web, medios alternativos, periodismo, militancia, Francia

Mots-clés : site internet, média alternatif, journalisme, militantisme, France

Keywords : website, alternative media, journalism, activism, France

AUTEURS

MARIANNE DUPONT

Marianne Dupont est doctorante et membre du Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS), Université de Toulouse. Courriel : marianne.dupont@univ-tlse2.fr

FRANCK BOUSQUET

Franck Bousquet est membre du Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales (LERASS), Université de Toulouse. Courriel : franck.bousquet@univ-tlse3.fr

Recherches

Mèmes, gifs et communication cognitivo-affective sur Internet

L'émergence d'un nouveau langage humain

Albin Wagener

- 1 Si l'utilisation massive de mèmes et de gifs est en train de peser lourdement dans les interactions communicationnelles sur les réseaux sociaux et les forums en ligne, qu'il s'agisse de productions individuelles privées ou professionnelles, à travers notamment les énonciations sémiotiques de certains *community managers* sur Twitter, les études concernant ces modes très spécifiques de communication restent relativement limitées pour le moment, du fait non seulement de leur émergence récente, mais également de leur capacité relativement inédite à combiner transmission virale extrême et mécanismes à la fois discursifs, graphiques et vidéomédiatiques. Largement utilisés dans les derniers événements politiques nationaux et internationaux (élections présidentielles américaines et françaises, pour ne citer que celles-ci), qui leur ont fourni un terrain de consécration sémiotique et communicationnelle, les mèmes et les gifs fonctionnent selon leur capacité à mobiliser des références partageables et aisément reproductibles, tout en réussissant à essentialiser des sensations ou des pensées dans une unité texto-graphique ou vidéo-graphique qui représente un nouveau type de langage, avec ses propres signes (comprendons par là ses propres signifiés et ses propres signifiants). De ce point de vue, le présent article s'inscrit dans un paradigme résolument systémique de la communication (Meunier, 2003), au sens où nous postulons le fait que nos sociétés traversent actuellement une transformation radicale des systèmes qui les fondent, dans la mesure où les modes élémentaires de communication et d'échange d'informations se retrouvent affectés par une révolution relativement inédite. Il s'ensuit notamment une inflation exponentielle de création de nœuds sémantiques nouveaux, exclusivement dédiés à la sphère numérique et propres aux interactions en ligne :

Ces nœuds de connexion fonctionnent comme autant de points de rencontre à partir desquels le sens se forme pour les interactants, afin que ceux-ci puissent interpréter et donner forme aux éléments à l'intérieur et à l'extérieur du système. Nous proposons d'appeler « nœuds sémantiques » ces points de rencontre et de connexion, dans la mesure où ils constituent autant d'indices capables d'apporter

une compréhension significative des systèmes interactionnels étudiés (Wagner, 2012 : 94).

- 2 Les mèmes et les gifs, dans leur immense variété, permettent précisément de cristalliser l'expression cognitivo-affective de signes qui se veulent dynamiques et éphémères dans un environnement d'interaction et de communication qui l'est tout autant, et qui interroge les recherches en sémiotique et en communication, au sens large, tout en partant fondamentalement des usages pensés, construits, transmis et mis en scène par les interactants :

À la faveur des recherches ouvertes de part et d'autre sur la complexité, les processus, les dispositifs, les questions de médiation, de signification, d'interprétation n'ont cessé de créer des ponts, visibles et invisibles, entre les différentes approches de la sémiotique et de la communication. Au-delà des messages, il s'agira de composer avec des usages, de voir du sens au-delà des signes. Signes et images qui sont notre ombre projetée sur la scène sociale, dans cette fiction d'un monde possible que nous construisons à chaque interaction (Boutaud, 2004 : 102).

- 3 Le but du présent article, après avoir isolé les fonctionnements des mèmes et des gifs en prenant appui sur des travaux scientifiques et sur la capacité du chercheur à observer des dynamiques numériques en ligne, sera de proposer une approche permettant de mieux saisir le rôle communicationnel des mèmes et des gifs, d'en mesurer la portée au sein des recherches en humanités numériques et de les définir en tant que signes médiatiques d'une communication interactionnelle en ligne. Notre approche se veut volontairement théorique et conceptuelle : elle propose des hypothèses tout en s'inscrivant dans une observation pragmatique des rapports sociaux numériques et des processus de création qui y sont liés, en prenant notamment appui sur des exemples de mèmes et de gifs actuellement en circulation sur des plateformes ou réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter ou encore WhatsApp. Dans notre étude, nous ne prenons pas en considération les émojis, qui ont par ailleurs déjà fait l'objet de nombreuses études démontrant à la fois leur caractère plutôt conservateur et simpliste sur le plan de la communication (Stark et Crawford, 2015) et leur nature peu propice à la polysémie (Highfield et Leaver, 2016 : 56).

Le mème : le signe grapho-textuel comme vecteur de sémiosis numérique

- 4 Le terme de *mème* lui-même fait référence aux travaux de Richard Dawkin (1976) sur la capacité de l'espèce humaine à pouvoir transmettre des traits socioculturels reproductibles, dans une analogie souvent discutée à propos des gènes. Si nous ne souhaitons pas ici débattre de la pertinence et du fond de cette théorie, il est utile de rappeler que l'une des principales critiques faites à Dawkin est de réduire les pratiques humaines à des items culturels réifiés et transmissibles, de manière analogue aux gènes. C'est précisément cette comparaison et une vision assez mécaniste de la transmission dans les travaux de Dawkin qui tempèrent la théorie des mèmes, dans la mesure où elle ne semble absolument pas tenir compte de l'évolution des pratiques (évolution qu'elle ne permet par ailleurs pas d'expliquer) et surtout des principes de créativité et de libre arbitre chez les individus, fussent-ils membres de sociétés structurées. Au-delà de cette discussion, il nous faut désormais constater que le terme même de *mème* est clairement entré dans la culture numérique et représente un objet

communicationnel précis, certes inspiré d'une théorie âprement débattue, mais néanmoins discursivement employé et résolument pertinent pour ce qui concerne la description de ce phénomène de communication. Le mème est directement lié à des phénomènes de société et croise culture pop et actualité, avec une distance souvent critique et humoristique, comme le définit Christian Bauckhage de façon tout à fait limpide :

The term Internet meme refers to the phenomenon of content or concepts that spread rapidly among Internet users. [...] In their basic form, Internet memes propagate among people by means of email, instant messaging, forums, blogs, or social networking sites. Content-wise, they usually consist of offbeat news, websites, catch phrases, images, or video clips [...]. Put in simple terms, Internet memes are inside jokes or pieces of hip underground knowledge, that many people are in on. Internet memes typically evolve through commentary, imitations, or parodies, or even through related news in other media. Most Internet memes spread rapidly; some were observed to go in and out of popularity in just a matter of days. Memes are spread in a voluntary, peer to peer fashion, rather than in a compulsory manner. Their proliferation through social communities does not follow predetermined paths and usually defies efforts to control it¹ (2011 : 42).

- 5 Si la définition de Bauckhage permet de mieux comprendre ce qu'est un mème numérique (nous préférons d'ailleurs cette distinction à celle de mème d'Internet qu'utilise Bauckhage), elle est cependant relativement récente dans sa sédimentation épistémologique ; nous pouvons d'ailleurs remarquer le fait qu'il inclut dans les mèmes les clips vidéo, ce qui lui permet de faire une allusion indirecte et non formulée aux gifs — nous y reviendrons plus loin.
- 6 Concrètement, un mème circule sous une forme relativement simple, alliant un texte bref et riche en références symboliques transmissibles, avec une image liée à un phénomène culturel ou d'actualité, ce qui permet un phénomène de sémiosis rapide, percutant et immédiatement reproductible chez les initiés, lui assurant ainsi une diffusion dynamique, jusqu'à ce que le phénomène s'éteigne de lui-même. Pour comprendre la manière dont les sujets sont traités à travers les mèmes, nous avons utilisé deux sources principales, à savoir Google et 9gag. Pour les mèmes 1 et 2, nous avons simplement tapé dans le moteur de recherche les mots-clés « Fillon mème rends l'argent » pour le 1 (en citant nommément le slogan utilisé à l'époque par certains Français qui commentaient sur les réseaux sociaux ou les forums de discussion) ainsi que « apu simpsons mème » pour le 2. Pour ce qui est du mème 3, nous l'avons obtenu en tapant la recherche « socially awkward penguin », afin d'obtenir une illustration de ce que permet ce mème. Les exemples suivants sont donc des illustrations des résultats de ces recherches, piochées dans les 10 premières images qui apparaissent dans les résultats de Google, puisque les recherches de Google permettent de totaliser 296 000 résultats sur cette recherche seule (toutes productions confondues).

Capture d'écran 1. Mème 1 : mème faisant référence à l'affaire Fillon lors de la campagne présidentielle française de 2017



Capture d'écran 2. Mème 2 : mème faisant référence à la possible disparition du personnage d'Apu de la série *The Simpsons*, en raison de la polémique au sujet d'une représentation stéréotypée des Indiens



Capture d'écran 3. Mème 3 : mème faisant référence à une anecdote de vie quotidienne, racontée à travers l'utilisation du « socially awkward penguin » (pingouin mal à l'aise socialement)



- 7 Si le premier mème est facilement lisible du fait de la qualité sloganique du texte et de l'homme politique français reconnaissable sur la photo, le second contient en fait deux références culturelles distinctes. La première référence du mème 2 est en effet bien celle des Simpson et de la polémique autour du maintien du personnage d'Apu, alors que la manière dont Apu est en train de disparaître, par effacement progressif sur l'image, fait référence au film populaire *Avengers : Infinity Wars* et à la manière dont le « méchant » du film, Thanos, fait disparaître la moitié de la population de l'univers ; le texte lui-même est également un clin d'œil à ce film. Le troisième mème, quant à lui, représente simplement un événement de la vie quotidienne de l'internaute, qui a souhaité le partager au sein de sa communauté en utilisant un « advice animal image macro », que nous traduisons directement par « macro graphique de conseil par une figure d'animal ». Ces macros graphiques sont très importantes dans les communautés en ligne : des sites Web comme knowyourmeme.com ou encore makeameme.org permettent à la fois d'en connaître les définitions, de les utiliser de manière pertinente sur le plan communicationnel et de les générer en adaptant un texte individualisé sur une image déjà connue et partagée, donc aisément diffusable. Certaines communautés en ligne, par exemple 9gag, fonctionnent exclusivement à travers le partage et la diffusion de ces mèmes, souvent en utilisant l'humour comme masque d'une discrimination rampante envers certaines minorités (Wagener, 2012).
- 8 Selon Michele Knobel et Colin Lankshear (2007), les mèmes numériques sont un phénomène communicationnel nouveau, en ce qu'ils doivent répondre à un objectif de réussite dans la diffusion et la popularité en ligne, tout en permettant le partage de références culturelles à travers des espaces d'affinités. Nous pouvons le constater dans l'exemple du mème 2 : sans la connaissance des références de culture pop à la série *The Simpson* et au film *Avengers : Infinity War*, il sera effectivement impossible de décoder le

signe que représente ce mème. En ce sens, le mème suppose donc un niveau potentiellement élevé de charge interdiscursive (Garric et Longhi, 2013), ce qui permet aux internautes d'exploiter leur créativité de manière ludique. En prenant appui sur les travaux de Dawkin pour les appliquer au mème vidéo viral « Leave Britney alone », Limor Shifman affirme qu'il est difficile, voire impossible de comprendre les mécanismes de la culture numérique si les chercheurs ne consacrent pas plus de travaux à l'étude des mèmes, dans la mesure où ceux-ci représentent, selon lui, l'essence des mécanismes qui font la culture numérique :

The meme is a natural for studying Internet and digital culture. Memetic behavior is not novel, but its scale, scope, and global visibility in contemporary digital environments are unprecedented. In this hyper-memetic era, user-driven circulation of copies and derivatives is a prevalent logic [...]. Copies become, in this sense, more important than the « original »: they are the reason d'être of digital communication. It is clear that much more work is needed in excavating the wealth deriving from the coupling of the meme concept and digital communication² (2013 : 373).

- 9 Sans pour autant ancrer notre réflexion dans la théorie mémétique de Dawkin, nous sommes cependant en accord avec le constat de Shifman, et ce, pour une raison différente : dans le paradigme systémique, celui dans lequel nous enracinons nos travaux d'analyse discursive et communicationnelle, tout changement dans le mode de communication ou dans le contenu d'information implique une réorganisation du système pour atteindre un nouvel état. En ce sens, la valeur indicielle forte des mèmes devient capitale pour comprendre les bouleversements interactionnels et sociétaux induits par la communication numérique, non pas en tant que phénomène virtuel propre, mais en tant qu'ensemble de faisceaux interdynamiques qui lient ontologiquement le réel physique et le réel numérique (terme que nous préférons à celui, daté et proprement inexact, de « virtuel »).

Le gif : du signe animé à la dynamique référentielle

- 10 Pour les chercheurs qui s'intéressent aux phénomènes de communication numérique, le gif, pour « graphical interchange format » (littéralement « format d'échange graphique »), est parfois défini comme une catégorie de mème. Il est vrai qu'il renferme toutes les qualités décrites par Backhauge (2011). Cependant, en tant que dispositif communicationnel, le gif présente une différence de taille : il est animé et redondant, puisque son animation redémarre toujours à son point de départ lorsque la fin de la boucle est atteinte. De manière assez étonnante pourtant, l'un des premiers travaux à s'intéresser aux gif comme phénomènes de communication provient d'un chercheur en études artistiques. En rappelant l'histoire du gif, né en 1987 et en circulation dès les débuts d'Internet, à une époque où la faiblesse de la connexion rendait hasardeux le chargement complet de toutes les images contenues dans un gif, Daniel Rourke dissocie ainsi la contemporanéité du mème de l'origine plus ancienne du gif, précisément remis au goût du jour sur les forums parce qu'il représentait initialement quelque chose de kitsch et d'obsolète :

GIFs inhabit the space between convenience and abundance, where an apparent breakdown in communication can stimulate new modes of expressing non-sensuous similarities in the internet world. Sites like dump.fm, 4chan and ytmnd revel in the GIF's ability to quickly correspond to the world. GIFs can be broken into their constituent frames, compressed and corrupted on purpose and made to act as

archives for viral events travelling the web. A playground of correspondences that at first reflected language and the wider world now looks increasingly inward. Finding meaning in the semiotic sludge of these GIFs requires a sensitivity to similitude bordering on the magical³ (2012 : 2).

- 11 En admettant le caractère ontologiquement protéiforme et entrelacé du gif dans son utilisation numérique contemporaine, Rourke admet l'impossibilité de le classer du point de vue sémiotique, et structure donc les gifs en cinq catégories techniques, qui les séparent du point de vue de leur production même : (I) classique, (II) capture d'image, (III) artistique, (IV) buggé et (V) mash-up — tout en admettant que d'autres catégories sont possibles et pourront encore être créées dans les évolutions à venir de la communication numérique (2012 : 2-4).
- 12 Si le gif peut donc agir comme un mème, dans la mesure où il contient lui aussi une forte charge interdiscursive, le recours à des références culturelles partageables et un potentiel de diffusion important parmi les communautés en ligne, il n'en reste pas moins que sa nature même, à savoir l'animation ou la capture vidéo, le sépare de facto du mème traditionnel, uniquement constitué d'une image assortie d'un texte. Si la nature même de cet article ne permet pas de saisir la dynamique inhérente aux gifs, nous souhaitons ici aussi en montrer trois exemples, tous issus de la plateforme giphy.com, l'une des bases de données principales concernant ces formats grapho-sémiotiques, principalement intégrée sur Facebook, WhatsApp ou Twitter notamment. Ces illustrations ont été collectées au moyen d'une recherche sur cette plateforme : pour le mème 1, « nyan cat » ; pour le mème 2, « funny tyrion » ; pour le mème 3 « wtf blink 182 ». Cette recherche nous permet de proposer l'exemplier suivant.

Capture d'écran 4. Gif représentant le *nyan cat*, symbole absurde de la culture *underground* ou marginale des forums numériques



Plateforme Giphy⁴

Capture d'écran 5. Gif représentant le personnage de Tyrion Lannister, issu de la série *Game of Thrones* et joué par Peter Dinklage, dans une scène tirée d'un bêtisier lié au procès du personnage



Plateforme Giphy⁵

Capture d'écran 6. Gif représentant l'émotion de surprise mêlée d'incompréhension, faisant référence à un clip du groupe de punk américain Blink 182 — ici représenté par quatre captures d'écran pour tenter de saisir l'expression « what the fuck »



Plateforme Giphy⁶

- 13 La qualité intrinsèque de l'animation permet précisément de retranscrire plus finement des émotions, des états mentaux, des références culturelles ou des productions numériques à vocation artistique ; en ce sens, la portée des gif, véritables mèmes animés, peut se révéler plus grande que celle des mèmes inanimés.
- 14 Pour Ödül Akyapi Gürsimsek, qui étudie les gifs en lien avec les phénomènes de littératie numérique, ce format de production sémiotique constitue une ressource quasiment inépuisable de créativité et de mélanges référentiels, en plus de pouvoir constituer des éléments archivistiques de viralité numérique, au sens où le décrit

Rourke. En utilisant une sémiotique sociale multimediale pour s'intéresser au phénomène de production technique de gifs à partir de la série à succès *Lost* sur Tumblr, Gürsimsek installe le gif dans une logique de production et de réception transmédiatique :

Making and using animated GIFs can be considered a kind of literacy in and of itself. Audiences make use of this literacy and the knowhow of particular software to produce animated GIFs from films and television, appropriating artistic performances into short, to-the-point expressions. Other content users then make use of the GIF literacy to use them appropriately in fitting contexts such as reactions, appropriation, humor, or commentary⁷ (2016 : 330).

- 15 Là où le même véhicule une référence de nature socioculturelle, le gif est plus souvent approprié dans des situations où des réactions affectives ou cognitives nécessitent d'être exprimées de manière condensée, ce qui peut se révéler particulièrement utile dans le domaine de la communication numérique, plus spécifiquement dans les interactions en ligne, où brièveté et pertinence représentent des notions utiles et efficaces si l'on souhaite à la fois susciter l'intérêt et se maintenir dans un flot d'interactions continues.

- 16 Ici, nous rejoignons le point de vue développé par Kate M. Miltner et Tim Highfield dans leurs travaux sur le gif comme phénomène culturel ontologique des univers numériques, dans la mesure où il représente une évolution sémantique dans l'expression sémiotique des individus et des communautés, créant un nouveau langage riche de ses nouveaux systèmes symboliques, langage qui dépasse de loin le simple phénomène de mode ou la répétition de phénomènes communicationnels qui existent déjà par ailleurs :

While the GIF has certain technical affordances that make it highly versatile, this is not the sole reason for its ubiquity. Instead, GIFs have become a key communication tool in contemporary digital cultures thanks to a combination of their features, constraints, and affordances. GIFs are polysemic, largely because they are isolated snippets of larger texts. This, combined with their endless, looping repetition, allows them to relay multiple levels of meaning in a single GIF. This symbolic complexity makes them an ideal tool for enhancing two core aspects of digital communication: the performance of affect and the demonstration of cultural knowledge. The combined impact of these capabilities imbues the GIF with resistant potential, but it has also made it ripe for commodification. The adoption of the GIF for commercial purposes demonstrates the recognition of these key features and highlights how the GIF has transitioned from a user-driven format within niche digital cultures to a visual device with institutional applications and investment⁸ (2017 : 2-3).

- 17 À ce titre, l'énorme potentialité polysémique du gif, associée à la façon dont il modifie la capacité à exprimer et à échanger des savoirs ainsi que des états émotionnels et cognitifs, est en train de le transformer en ressource sémiotique singulière, capable à la fois de parler aux aficionados des communautés numériques tout en se muant en dispositif marketing à forte percussion et de s'installer dans les dispositifs d'expression permis par les réseaux sociaux et leurs messageries, ce qui est le cas pour Giphy notamment⁹. C'est pour ces raisons que nous formulons l'hypothèse suivante : plus qu'une simple mode associée à la versatilité des cultures et communautés numériques, les gifs, mais également les mêmes, représentent tout simplement un nouveau langage sémiotique et polysémique. Plus prosaïquement, en assistant à la naissance des mêmes et des gifs comme langage numérique multimodal et multi-usages, nous assistons tout simplement à la naissance d'une nouvelle forme de langage.

Ce qu'Internet permet aux interactions : l'émergence des capsules cristallisantes d'expression cognitivo-affective

18 Pour mieux comprendre en quoi l'inflation des mèmes et des gifs représente quelque chose de fondamentalement nouveau dans la communication humaine, précisément à travers la créativité permise par les vecteurs numériques qui représentent eux-mêmes un mode inédit d'interaction, nous souhaitons d'abord regrouper les mèmes et les gifs sous une famille langagière spécifique, que nous appellerons système de capsules d'expression cognitivo-affectives (ou CECA). Ces systèmes particuliers constitués de mèmes et de gifs (pour le moment), basés sur un réseau de nœuds sémantiques fortement cristallisés et dont la densité interreliante est particulièrement importante, obéissent à une nouvelle manière de faire circuler de l'information systémique au sein d'un canal de communication numérique. Les caractéristiques fondamentales de ce système de capsules qui cristallise les expressions cognitivo-affectives en les réduisant à des signes condensés, mais hautement polysémiques sont les suivantes :

- Une capacité à mobiliser des référents culturels variés, voire éloignés du point de vue des liens entre les nœuds sémantiques qui les constituent ;
- Une forte teneur en intertextualité et en interdiscursivité ;
- Une forte capacité pragmatique de diffusion et de viralité, au sens numérique du terme ;
- Une adaptabilité importante aux contraintes et aux possibilités propres aux dispositifs numériques de communication ;
- Une forte valeur de socialisation et de partage culturel et sociétal ;
- Une dynamique créative inhérente à leurs mécanismes techniques ;
- Un dépassement du linguistique pur pour se concentrer dans un lien non verbal entre l'expression et la réception de la perception cognitivo-affective ;
- Une réduction des nœuds sémantiques à un agglomérat plurisémiotique.

19 En d'autres termes, si les mèmes et les gifs se retrouvent intégrés dans l'appropriation par les utilisateurs de diverses plateformes, c'est parce que les modalités sémiotiques et pragmatiques de la communication numérique impliquent la création d'un langage spécifique, avec son propre système de signification, condensé dans des capsules qui mêlent texte, image et animation pour une plus grande pertinence de production, de transmission, de réception et de diffusion. Pour comprendre cela, les travaux sur la contagion et la viralité des mèmes sur Internet par Rosanna Guadagno, Daniel Rempala, Shannon Murphy et Bradley Okdie se révèlent particulièrement utiles :

Specifically, contagion may be more likely online due to the ease with which information can be transmitted between individuals. Sharing information with twenty friends in order to increase group solidarity and engage in a shared emotion is easier and faster online. By forwarding a single email, an individual can simultaneously share information with countless others. Accomplishing a similar feat offline would require substantially greater resources and time. Thus, while the Internet itself may not motivate the spread of Internet memes, the ease with which it enables individuals to spread them may exacerbate the extent to which memes propagate online¹⁰ (2013 : 2318).

20 En réinstallant l'information que constituent les mèmes et les gifs au cœur des processus d'interaction et de diffusion propres aux rapports sociaux et à l'organisation des sociétés, Guadagno et ses collègues soulignent parfaitement le fait que la création

d'un nouvel espace d'interaction implique la création de nouveaux modes de communication. En d'autres termes : l'émergence de nouvelles contraintes et de nouvelles potentialités de communication et de circulation d'information entre les individus d'une communauté implique la création d'un nouveau langage et de nouvelles formes sémiotiques. Bien évidemment, cette hypothèse renferme une limite : tous les internautes n'utilisent pas des gifs ou des mèmes, et il n'existe pas à l'heure actuelle de statistiques permettant de saisir la circulation de ces nouvelles expressions sémiotiques. L'un des rares chiffres provient du magazine en ligne *Forbes*, qui estimait en 2016 que, pour ce qui est de la plateforme Giphy, 100 millions d'utilisateurs envoyaient 1 milliard de gifs par jour¹¹ — ce qui représente une quantité somme toute remarquable pour ce mode d'expression plurisémiotique, même si rien n'est exprimé à propos des caractéristiques sociologiques de ces utilisateurs.

- 21 En se penchant sur la diffusion des mèmes au sens dawkinien du terme, et même sans analyser cette viralité dans le contexte numérique, Chip Heath, Chris Bell et Emily Sternberg avaient déjà repéré la potentialité de certaines informations de pouvoir être diffusées rapidement en dehors de toute véracité ou qualité de leur contenu. En s'intéressant aux légendes urbaines, ils introduisent la notion de sélection émotionnelle pour expliquer la rapidité de propagation d'une information :

Emotional selection is theoretically interesting because it tells us that informational selection is not the only process at work in the marketplace of ideas. However, emotional selection may also be practically important because it has the potential to alter social and community relationships. For example, if memes are selected for their emotional content, then social systems may sometimes experience *emotional snowballing* — runaway selection for emotional content rather than for information¹² (Heath, Bell et Sternberg, 2001 : 1040).

- 22 Heath, Bell et Sternberg soulignent ici un point qu'il nous semble crucial de réinvestir à propos des nouvelles capsules d'expression cognitivo-affective, tout en expliquant avant la lettre l'essor des *fake news* auprès des communautés numériques. En effet, nous constatons ici l'apparition d'un schisme fondateur qui sépare la véracité du contenu d'une information de la portée potentiellement affective d'une information — ce qui permet précisément d'expliquer les phénomènes de viralité propres au rythme même de la circulation communicationnelle numérique, et donc de comprendre pourquoi et comment un nouveau langage a pu émerger pour cristalliser et essentialiser des informations à forte potentialité diffusionnelle. C'est d'ailleurs précisément ce que relèvent Lilian Weng, Alessandro Flammini, Alessandro Vespignani et Filippo Menczer, en étudiant la viralité des mèmes dans un monde où l'attention est devenue limitée :

In the information world the limited time and attention of human behavior are sufficient to generate a complex information landscape and define a wide range of different meme spreading patterns. This calls for a major revision of many concepts commonly used in the modeling and characterization of meme diffusion and opens the path to different frameworks for the analysis of competition among ideas and strategies for the optimization/suppression of their spread¹³ (2012 : 6-7).

- 23 En d'autres termes, les modèles statistiques utilisés par Weng et ses confrères, dans leur article capital paru dans la revue *Scientific Reports*, annoncent une refonte des modèles de compréhension de la manière dont les mèmes se diffusent au sein des espaces numériques, à travers des formes de réappropriation singulières. Plus spécifiquement, c'est parce que les individus ont une attention limitée lorsqu'ils se retrouvent actifs en ligne, et parce que le temps s'en retrouve alors compressé et fragmenté, qu'une nouvelle forme de langage peut devenir utile pour produire,

transmettre, recevoir et diffuser de l'information — que celle-ci soit de nature purement informationnelle ou fondamentalement affective, et en tenant bien évidemment compte de la relativité de fréquence d'utilisation en fonction des internautes, de leur accès au réseau numérique et de leurs habitudes d'utilisation des plateformes —, tant d'éléments non exhaustifs qui sont susceptibles de varier en fonction des pays, des populations et des catégories sociologiques. Malgré ces nuances, cette hypothèse transforme mêmes et gifs en véritables capsules cristallisantes : elles renferment une richesse protéiforme, multimodale et polysémique de contenu sémiotique, et ce contenu se retrouve d'abord activable pour ses qualités d'immédiateté dans la diffusion et la réception cognitive et affective. Pour le dire plus simplement : c'est parce que les dispositifs numériques et leurs contraintes ont un impact fort sur l'adaptation humaine que certains internautes se retrouvent de facto obligés de générer un mode langagier susceptible de répondre aux exigences pratiques de ce nouvel environnement numérique de communication.

Conclusion : nouveau langage, nouveaux discours

- 24 Le présent article s'est donné pour ambition d'embrasser la compréhension de l'utilisation des mêmes et des gifs en mettant en lien l'état de l'art des études pluridisciplinaires sur le sujet avec les théories systémiques, sémiotiques et linguistiques. Il s'en dégage une théorisation pragmatique et communicationnelle de l'utilisation des mêmes et des gifs, redéfinis comme des capsules d'expression cognitivo-affective, dans le sens où celles-ci font systèmes et que, d'après les études citées dans cet article, les mêmes et les gifs disposent d'une viralité (donc d'une efficacité communicationnelle numérique) plus importante lorsque leur charge cognitivo-affective est élevée. Un tel degré de viralité peut expliquer, de manière indirecte et en demandant confirmation par des travaux ultérieurs, la capacité des *fake news* à être aussi efficaces du point de vue de leur diffusion, mais également la difficulté qu'ont les analystes à en produire une critique informationnelle, malgré leur volonté pédagogique d'information juste et vérifiable. De ce point de vue, le caractère vérifiable d'une information diffusée par les mêmes et les gifs ne dispose pas d'une valeur suffisamment élevée ; en d'autres termes, peu importe que l'histoire véhiculée soit vraie, ce qui compte est qu'elle puisse toucher les destinataires. Le nouveau langage que constitue ce système de capsules d'expression cognitivo-affective va alors produire de nouveaux types de discours :

Chaque locuteur pourrait alors bien sûr fabriquer des discours qui lui sont propres, en fonction des situations dans lesquelles il se retrouve mais à partir d'atomes discursifs préconstruits et formatés dans un environnement social, psychologique, économique, linguistique et politique précis : nous pourrions alors arguer du fait que le discours constitue une molécule dont les prédiscours constituent les atomes élémentaires, combinés par le génie des locuteurs, en fonction de leurs représentations et de leur perception des contextes (Wagener, 2016 : 100).

- 25 Le nouveau système langagier de capsules d'expression cognitivo-affective n'échappe pas à cette logique discursive, ce que montre aisément la simple nature interdiscursive et multiréférentielle des mêmes et des gifs. Au sein de l'espace de communication numérique, les mêmes et les gifs constituent alors de nouveaux atomes (l'analogie à la capsule restant entièrement pertinente) que les internautes peuvent combiner librement, afin de construire des discours à forte teneur cognitivo-affective. En partant

de ce principe, nous admettons que le programme de recherche reste alors entier. Il conviendrait en effet d'analyser la manière dont ces systèmes se structurent et se modifient dans les espaces interdynamiques numériques, d'en hiérarchiser les différents degrés de valeur cognitivo-affective — bref, d'en structurer une grammaire langagière, afin de mieux comprendre ce phénomène qui est en train de prendre d'assaut les interactions numériques et de stimuler une telle créativité plurisémiotique chez les individus, quelle que soit leur langue d'expression et quel que soit leur pays d'origine. Un phénomène aussi translinguistique et transculturel que la production, la transmission, la réception et la diffusion des mèmes et des gifs mérite très largement des projets de recherche qui leur sont propres, allant de l'interrogation des données jusqu'à une dimension applicative et située des différents domaines d'utilisation, dans un esprit propre à ce que d'aucuns, au sein de cette interdiscipline émergente que constituent les humanités numériques, appellent déjà de leurs vœux.

BIBLIOGRAPHIE

- BAUCKHAGE, Christian (2011), « Insights into Internet memes », *Proceedings of the Fifth International AAAI Conference on Weblogs and Social Media* : 42-49.
- BOUTAUD, Jean-Jacques (2004), « Sémiotique et communication : un malentendu qui a bien tourné », *Hermès*, 38(1) : 96-102.
- DAWKIN, Richard (1976), *The Selfish Gene*, Oxford, Oxford University Press.
- FONRAD, Alex (2016), « Giphy passes 100 million daily users who send 1 billion gifs each day, reveals gv as investor », *Forbes*, 26 octobre. [En ligne]. <https://www.forbes.com/sites/alexkonrad/2016/10/26/giphy-passes-100-million-users-reveals-gv-as-investor/>. Page consultée le 26 février 2019.
- GARRIC, Nathalie et Julien LONGHI (2013), « Atteindre l'interdiscours par la circulation des discours et du sens », *Langage et société*, 144(2) : 65-83.
- GUADAGNO, Rosanna E. et al. (2013), « What makes a video go viral? An analysis of emotional contagion and Internet memes », *Computers in Human Behavior*, 29 : 2312-2319.
- GÜRSIMSEK, Ödül Akyapi (2016), « Animated GIFs as vernacular graphic design: Producing Tumblr blogs », *Visual Communication*, 15(3) : 329-349.
- HEATH, Chip, Chris BELL et Emily STERNBERG (2001), « Emotional selection in memes: The case of urban legends », *Journal of Personality and Social Psychology*, 81(6) : 1028-1041.
- HIGHFIELD, Tim et Tama LEAVER (2016), « Instagrammatics and digital methods: Studying visual social media, from selfies and GIFs to memes and emoji », *Communication Research and Practice*, 2(1) : 47-62.
- KNOBEL, Michele et Colin LANKSHEAR (2007), « Online memes, affinities, and cultural production », dans Michele KNOBEL et Colin LANKSHEAR (dir.), *A New Literacies Sampler*, New York, Peter Lang, p. 199-228.

- MEUNIER, Jean-Pierre (2003), *Approches systémiques de la communication*, Bruxelles, De Boeck.
- MILTNER, Kate M. et Tim HIGHFIELD (2017), « Never gonna GIF you up: Analyzing the cultural significance of the animated GIF », *Social Media + Society*, 3(3) : 1-11.
- ROURKE, Daniel (2012), « The doctrine of the similar (GIF GIF GIF) », *Dandelion: Postgraduate Arts Journal & Research Network*, 3(1) : 1-5.
- SHIFMAN, Limor (2013), « Memes in a digital world: Reconciling with a conceptual troublemaker », *Journal of Computer-mediated Communication*, 18 : 362-377.
- STARK, Luke et Kate CRAWFORD (2015), « The conservatism of emoji: Work, affect and communication », *Social Media + Society*, 1(2) : 1-11.
- WAGENER, Albin (2012), « Connexions sémantiques et contextuelle relationnelle : pour une modélisation complexe des interactions humaines », *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 7(2) : 67-104.
- WAGENER, Albin (2013), « Émergence et diffusion d'items identitaires et culturels : le cas de la communauté en ligne 9gag », *Recherches en communication*, 40 : 209-225.
- WAGENER, Albin (2016), « Prédiscours, interdiscours et postdiscours : analyse critique de la circulation des possibles discursifs », *Revue de sémantique et de pragmatique*, 39 : 95-110.
- WENG, Luosheng *et al.* (2012), « Competition among memes in a world with limited attention », *Scientific Reports*, 2(335) : 1-8.

NOTES

1. Le terme de mème sur Internet fait référence au phénomène lié à la diffusion rapide de contenu ou de concepts auprès des internautes. [...] Sous leur forme basique, les mèmes numériques se propagent auprès des individus à travers les courriels, les messageries instantanées, les forums, les blogues et les réseaux sociaux. Leur contenu est constitué d'informations décalées, de sites Web, de slogans, d'images ou de clips vidéo [...]. De façon plus simple, les mèmes numériques sont des blagues d'initiés ou des fragments de savoir tendance et *underground*, qui rapprochent plusieurs individus. Les mèmes numériques évoluent souvent à travers des commentaires, des imitations ou des parodies, ou même à travers d'autres informations sur des médias tiers. La plupart des mèmes numériques se diffusent rapidement ; certains deviennent populaires puis impopulaires en quelques jours seulement. Les mèmes se diffusent de manière volontaire et de pair à pair, sans aucune espèce d'obligation. Leur prolifération dans les communautés en ligne ne suit aucune voie prédéterminée et réduit souvent à néant les efforts faits pour les contrôler (traduction de l'auteur).
2. Étudier Internet et la culture numérique à travers les mèmes est fondamental. Le comportement mémétique n'est pas nouveau, mais son échelle, son périmètre et sa visibilité mondiale dans les environnements numériques contemporains sont sans précédent. Dans cette ère hyper-mémétique, la circulation de copies et de dérivatifs par les utilisateurs constitue une logique prédominante [...]. En ce sens, les copies deviennent plus importantes que ce qui est « original » : elles sont la raison d'être de la communication numérique. Extraire toute la richesse qui émerge du mariage entre le concept de mème et la communication numérique nécessitera clairement encore beaucoup de travail (traduction de l'auteur).
3. Les gifs remplissent un espace entre commodité et abondance, où la panne apparente de communication est capable de stimuler, dans le monde numérique, de nouveaux modes d'expression de similitudes non sensuelles. Des sites comme dump.fm, 4chan et ytmnd se

repaissent de la capacité du gif à correspondre rapidement au monde. Il est possible de s'introduire dans les différentes images du gif, de les compresser et de les corrompre à dessein ou encore de les transformer en archives d'événements viraux qui voyagent sur la Toile. Ce terrain de jeu de correspondances, qui donnait d'abord à voir le langage et le monde dans ses grandes largeurs, est de plus en plus tourné sur lui-même. Trouver du sens dans cette vase sémiotique que constituent les gifs requiert une sensibilité à la similitude qui confine à l'extraordinaire (traduction de l'auteur).

4. [En ligne]. <https://giphy.com/gifs/nyan-cat-sIIhZliB2McAo>. Page consultée le 21 novembre 2019.

5. [En ligne]. <https://giphy.com/gifs/dance-tyrion-lannister-qNnQAESrblfDG>. Page consultée le 21 novembre 2019.

6. [En ligne]. <https://giphy.com/gifs/optical-illusions-asap-science-aZ3LDBs1ExsE8>. Page consultée le 21 novembre 2019.

7. La production et l'utilisation de gifs animés peuvent être considérées comme une forme de littératie en soi et pour soi. Les destinataires utilisent cette littératie et leur connaissance de logiciels spécifiques pour créer des gifs animés à partir de films et de productions télévisées, condensant des performances artistiques appropriées en des expressions brèves et pertinentes. D'autres utilisateurs de contenu s'emparent ensuite de la littératie du gif pour les employer de manière appropriée dans des contextes adéquats, comme des réactions, des appropriations, de l'humour ou du commentaire (traduction de l'auteur).

8. Si le gif dispose de potentialités techniques spécifiques qui le rendent hautement polyvalent, cela ne constitue pas pour autant l'unique raison de son ubiquité. Plus précisément, les gifs sont devenus un outil de communication incontournable des cultures numériques contemporaines, grâce à une combinaison de leurs spécificités, de leurs contraintes et de leurs potentialités. Les gifs sont polysémiques, d'abord parce qu'ils représentent des fragments isolés de textualités plus étendues. Par la combinaison de cela à leur boucle infinie de répétition, plusieurs niveaux de sens peuvent alors être relayés dans un seul gif. Cette complexité symbolique fait d'eux un outil idéal pour améliorer deux aspects fondamentaux de la communication numérique : la représentation de l'affect et la démonstration du savoir culturel. L'impact combiné de ces spécificités imprègne le gif d'un potentiel de résistance, tout en le rendant mûr pour la marchandisation. L'adoption du gif à des fins commerciales démontre la reconnaissance de ces aspects fondamentaux et met en lumière la manière dont le gif est passé d'un format maîtrisé par l'utilisateur dans des cultures numériques de niche à un dispositif visuel pourvu d'applications et d'investissements institutionnels (traduction de l'auteur).

9. Sur le bas de la page <https://developers.giphy.com/>, une liste des acteurs numériques intégrant les gifs de la plateforme Giphy permet de comprendre l'étendue du phénomène, puisqu'il est possible d'y retrouver WhatsApp, Facebook, Twitter, Tinder, Slack ou encore Microsoft Outlook.

10. Le phénomène de contagion deviendrait plus probable en ligne, en raison de la facilité avec laquelle les individus peuvent transmettre de l'information. En ligne, partager de l'information avec vingt amis afin de renforcer la solidarité du groupe et s'engager dans une émotion partagée est plus facile et plus rapide. En transférant un simple courriel, un individu peut simultanément partager de l'information avec un nombre élevé de personnes. Hors ligne, accomplir une prouesse similaire demanderait une quantité substantiellement plus importante de ressources et de temps. Ainsi, si Internet en lui-même n'encourage peut-être pas la diffusion des mèmes numériques, la facilité avec laquelle les individus peuvent les diffuser pourrait exacerber la puissance de propagation des mèmes en ligne (traduction de l'auteur).

11. Voir Fonrad (2016).

12. La sélection émotionnelle représente une théorie intéressante en ce qu'elle implique que la sélection d'information n'est pas le seul processus à l'œuvre sur le marché des idées. En outre, la

sélection émotionnelle peut être également importante du point de vue pratique, parce qu'elle a le pouvoir d'altérer les relations sociales et communautaires. Par exemple, si des mèmes sont sélectionnés pour leur contenu émotionnel, alors les systèmes sociaux peuvent parfois passer par un effet émotionnel boule de neige, soit la sélection incontrôlée à partir du contenu émotionnel plutôt que de l'information (traduction de l'auteur).

13. Dans le monde de l'information, l'attention et le temps limités du comportement humain suffisent à générer un paysage complexe de l'information et à définir un éventail important de modèles différents pour la diffusion de mèmes. Cela implique une révision majeure des nombreux concepts communément employés dans la modélisation et la description des types de diffusion de mèmes, tout en ouvrant la voie à des cadres variés d'analyse, pour ce qui concerne à la fois la compétition entre les idées et les stratégies pour l'optimisation et la suppression de leur diffusion (traduction de l'auteur).

RÉSUMÉS

L'auteur propose une approche permettant de mieux saisir le rôle communicationnel des mèmes et des gifs, d'en mesurer la portée au sein des recherches en humanités numériques et de les définir en tant que signes médiatiques d'une communication interactionnelle en ligne. L'approche se veut volontairement théorique et conceptuelle tout en s'inscrivant dans une observation pragmatique des rapports sociaux numériques et des processus de création qui y sont liés, en prenant notamment appui sur des exemples de mèmes et de gifs actuellement en circulation sur des plateformes ou réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter ou encore WhatsApp.

The author introduces an approach that may give us a better grasp of the communicational role of memes and gifs, measure their impact on research in the digital humanities, and define them as media signs in online interactional communications. It's a deliberately theoretical and conceptual approach originating in the pragmatic observation of digital social relations and the creative processes associated with them and is based on examples of memes and gifs currently in circulation on social media and platforms such as Facebook, Twitter, and WhatsApp.

El autor del artículo propone un enfoque que permite comprender mejor el rol comunicativo de los memes y gifs, analizar su alcance en el ámbito investigativo en el campo de las humanidades digitales y definir la calidad de los signos mediáticos de una comunicación interactiva en línea. El enfoque se sitúa voluntariamente como teórico y conceptual, al mismo tiempo que se identifican en el ámbito de una observación pragmática de relaciones sociales digitalizadas y con procesos de creación involucrados, tomando apoyo particularmente en los ejemplos de memes y gifs, actualmente en circulación, en las plataformas y redes sociales tales como Facebook, Twitter o WhatsApp.

INDEX

Keywords : memes, gifs, digital social relation, creative process, interactive online communication

Mots-clés : même, gif, relation sociale numérique, créativité, communication interactive en ligne

Palabras claves : memes, gifs, relaciones sociales digitalizadas, procesos de creación, comunicación interactiva en línea

AUTEUR

ALBIN WAGENER

Albin Wagener est directeur académique chez Campus Tech, Angers, et chercheur affilié à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales (INALCO) Paris et au Pôle de Recherche Francophonies, Interculturel, Communication, Sociolinguistique (PREFics), Université Rennes 2.
Courriel : albin.wagener@gmail.com

Lecture et énonciation

Quelques réflexions sémiotiques à propos d'Agir

Hani Georges

- 1 *Agir* (2017)¹ est un récit numérique interactif conçu par Serge Bouchardon² *et al.* pour les tablettes et les portables. Cette installation se compose de quatre tableaux³, dont chacun représente une expérience interactive articulée autour de l'un des verbes suivants : « s'adapter », « agiter », « éclairer » et « oublier ». Tout en mobilisant un mode de lecture et d'interactivité précis, chaque tableau exige une certaine activité de construction de sens. Ainsi la lecture d'*Agir* ne peut-elle se concevoir que par les étapes successives qu'offre le déroulement du logiciel et par les actes divers effectués par le lecteur. Il s'agit donc d'un objet sémiotique, dont le sens ne se révèle qu'en acte, dans le processus même de sa constitution.
- 2 La lecture de cette installation s'avère alors un processus où le lecteur doit constamment effectuer des choix et des adaptations qui portent, entre autres, sur des signes ou sur des textes et qui font parfois appel à des activités étrangères à la lecture. Nous concevons donc la lecture d'*Agir* comme une pratique sémiotique au sens où l'entend Jacques Fontanille (2008, 2011, 2015), à savoir une suite syntagmatique dont le sens ne se découvre que dans le cours même de l'action, c'est-à-dire en immersion dans la pratique. Celle-ci engloberait dans ce cas le dispositif numérique, les modes d'interaction du lecteur, à côté bien évidemment du texte à lire. La lecture ainsi conçue ne se limitera pas à un simple déchiffrement du sens déjà déposé par une instance énonciative, mais elle deviendra plutôt une configuration à dimensions multiples où l'énonciation ne s'effectue que moyennant l'agir du lecteur.

Les pratiques sémiotiques

- 3 Fontanille a élaboré un parcours signifiant allant du niveau des figures-signes jusqu'à celui des formes de vie, tout en passant respectivement par les textes, les objets (et éventuellement les supports qui accueillent les textes et les signes), les pratiques et les stratégies : chaque niveau procède ainsi de manière précise pour produire de la signification, tandis qu'au niveau des signes, on a affaire à des unités isolables, on traite

les réseaux et les isotopies au niveau textuel et les scènes prédicatives au niveau des pratiques (Fontanille, 2008 ; Fontanille, 2015 : 44).

- 4 Dans cette perspective, le niveau des pratiques s'avère le plus important pour la constitution du sens, car la pratique englobe, par un effet d'intégration descendante, les niveaux inférieurs, à savoir les signes, les textes et les objets-supports, et en même temps, elle fait appel, par intégration descendante, aux stratégies, voire aux formes de vie ; la lecture d'*Agir*, on le verra, nous met en confrontation avec un ensemble hétérogène fait, entre autres, de signes linguistiques ou visuels, de support, de gestes interactifs, mais la lecture se trouve en même temps en relation avec d'autres pratiques, comme l'écriture et la reconstitution des phrases notamment, ce qui place la lecture au niveau stratégique, défini comme celui où l'on a affaire aux pratiques en tension ou en harmonie.
- 5 D'ailleurs, c'est seulement au niveau des pratiques que l'on pourrait saisir le sens en acte, c'est-à-dire dans le processus même de sa construction. Contrairement au niveau textuel où les limites du texte sont facilement reconnaissables par un début et une fin, la pratique sémiotique semble constituer un processus et non un état définitif de la signification (Dondero, 2006) : la lecture envisagée au niveau des signes ou des textes s'intéresse au résultat de l'action, à savoir le sens déjà réalisé, tandis que la lecture envisagée comme pratique sémiotique s'avère une opération où le sens émerge et se construit en processus (Frame, 2013).

La lecture d'*Agir* : une pratique sémiotique

- 6 En tant que pratique, la lecture d'*Agir* se présente comme un cours syntagmatique qui se poursuit au prix des confrontations et d'adaptations multiples que le lecteur doit effectuer (Fontanille, 2008 : 130-131 ; Dondero, 2017). La lecture de chacun des quatre tableaux d'*Agir* peut alors être analysée comme une séquence pratique ayant comme point de départ un défaut de sens et comme point d'arrivée une accommodation avec d'autres pratiques ; puisqu'on ne connaît, d'avance, ni la fin ni le sens de l'action qu'on est en train de faire en lisant, on essaie alors d'en chercher un certain schéma organisateur déjà connu ou innovant. À la suite de cette schématisation qui tient à ouvrir les possibilités signifiantes, on passe à la régulation où on projette une solution sur l'occurrence tout en engageant l'interaction (en l'occurrence entre le lecteur et le dispositif numérique), avant d'atteindre enfin l'accommodation de la pratique avec d'autres pratiques concurrentes ou semblables, l'accommodation ne se réalisant que par des points-clés dits zones critiques, qui portent les traces de cette interaction stratégique entre les pratiques (Fontanille, 2008 : 142-145 ; Fontanille, 2011).

Graphe 1. La séquence pratique schématisée



- 7 Juste après le choix de la langue (français ou anglais) et du mode de présentation (en récit ou en tableau), le lecteur se trouve face au mot « Agir » (figure 1), dont les lettres adviennent à l'écran, deux de chaque côté : ce choix étant effectué, le lecteur essaie alors de cliquer sur le mot ou sur l'une de ses lettres, comme ce qui se passe

normalement dans les installations numériques, afin de sortir de cette situation problématique. Cette schématisation déjà connue, à savoir le fait de cliquer, une fois appliquée, c'est-à-dire projetée sur le verbe qui apparaît sur l'écran, aboutit à l'apparition d'un tableau différent selon la lettre sur laquelle on clique : le « A » par exemple conduirait à s'adapter, le « G » à agiter, le « I » à éclairer et le « R » à oublier. L'apparition de la lettre puis du verbe correspondant constitue ainsi une accommodation provisoire — car elle ouvre la pratique sur d'autres pratiques (ici, la lecture d'écran et le choix par le clic) —, mais aussi un point de départ signifiant, un nouveau défaut de sens encore à combler.

Figure 1. Le lecteur face au mot « Agir »

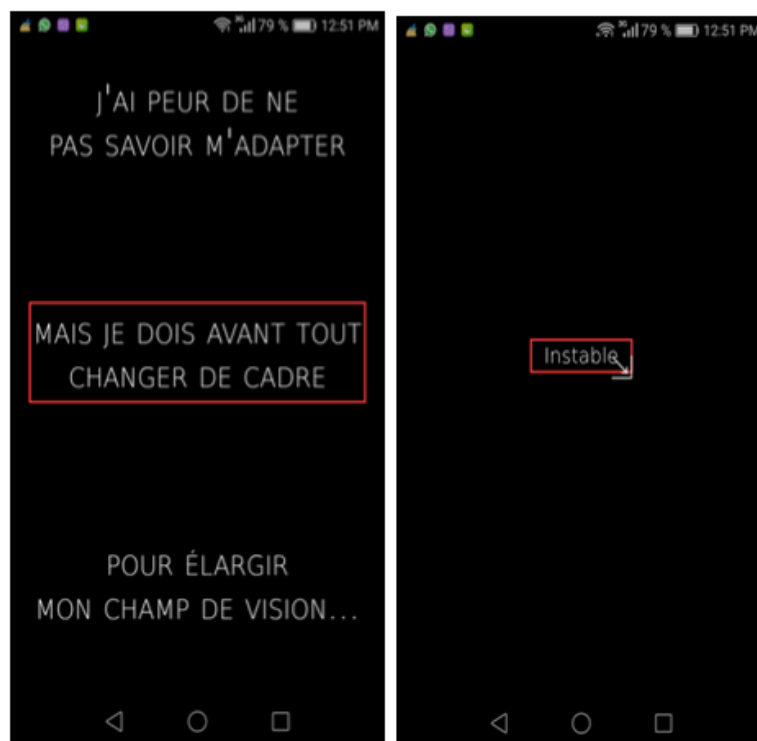


- 8 La lecture de chacun des tableaux d'*Agir* constitue ainsi une séquence pratique qui aurait son propre cours syntagmatique et son mode d'interaction spécifique.

Adapter

- 9 Le mot « adapter » disparaît sitôt apparu sur l'écran et le lecteur trouvera ainsi trois phrases dont la deuxième est encadrée (figure 2) : « J'ai peur de ne pas savoir m'adapter », « Mais je dois avant tout changer de cadre », « Pour élargir mon champ de vision ». Le cadre qui entoure la phrase nous fait immédiatement penser au mot « cadre » : faudra-t-il le prendre au sens concret / littéral en tant que cadre du logiciel sur l'écran ? Ou bien au sens abstrait pour désigner le cadre de vie ou de vision ? D'ailleurs, la relation entre les trois phrases est loin d'être claire : faudra-t-il les lire linéairement tout en postulant un lien logique entre les trois : faute de savoir m'adapter, je dois changer de cadre, ce qui me permettrait d'élargir mon champ de vision ? Ou bien s'agit-il d'une relation de concession : j'ai beau essayer de m'adapter, je dois encore changer de cadre pour élargir mon champ de vision ?

Figure 2. Les trois phases

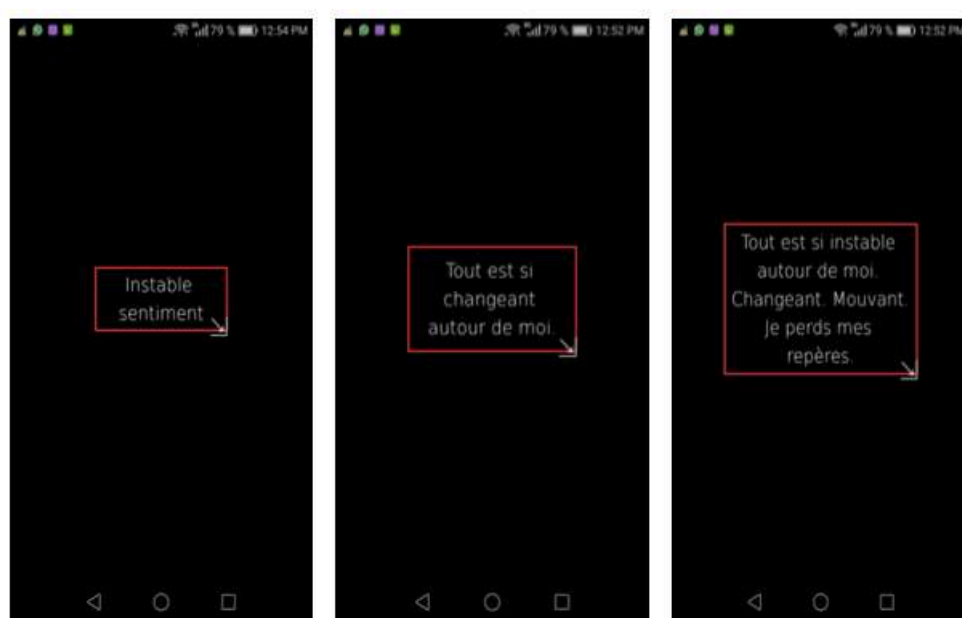


- 10 Le défaut de sens provient encore du fait qu'après avoir lu les phrases, le lecteur ne sait quoi faire ensuite. S'il clique sur la phrase encadrée ou sur l'une des deux autres, le résultat de cette action serait le même : le mot « instable » à l'intérieur d'un cadre rouge. La régulation qu'il vient d'effectuer n'a donc abouti qu'à un nouveau défaut de sens, car le lecteur se demandera alors à quoi réfère « instable » et quelle est sa relation avec les phrases de la page précédente ; le lecteur serait, peut-être, en mesure d'imaginer un lien entre la phrase encadrée : « Mais je dois avant tout changer de cadre » et le qualificatif « instable ». La ressemblance entre les deux cadres inciterait alors à y voir une sorte d'analogie sémantique, renforcée surtout par les sèmes communs entre « instable » et « changer », « instable » étant défini comme ce qui est changeant. La flèche qui clignote deux fois appuie cette interprétation, car elle traduit visuellement l'instabilité : la flèche fonctionne ainsi comme une icône qui tient à représenter l'idée de changement (relation de ressemblance entre signe et référent). Toutefois, elle pourrait fonctionner aussi comme un indice adressé au lecteur lui indiquant le lieu où il doit intervenir sur l'écran (relation de contiguïté). Si le lecteur essaie d'appliquer un schéma connu, répété, à savoir le clic sur la flèche ou même sur « instable », rien ne changera.
- 11 Il lui faut alors essayer un autre schéma : la flèche clignotante pourrait orienter le lecteur vers une autre activité suggérée surtout par d'autres expériences informatiques (par exemple, l'élargissement des photos ou des documents PDF sur les écrans tactiles). Il doit ainsi déplacer le rectangle en l'élargissant en direction de la flèche. La régulation prendrait alors la forme d'une application allongée des doigts sur le rectangle contenant « instable ». À mesure que le lecteur agrandit le rectangle, des mots et des phrases apparaissent jusqu'à ce que le texte en entier apparaisse (figure 3). Le mot « instable » apparaît comme le qualificatif d'un substantif (sentiment) : l'acte du lecteur

permet dans ce cas de combler l'ellipse. Le mot « instable » trouve son synonyme « changeant » (« Tout est changeant autour de moi »). Le mot « instable » est un attribut (« Tout est instable autour de moi »). Le changement du mot ainsi que celui de la fonction grammaticale constituent le plan d'expression de celui de contenu : *changer*.

- 12 Rappelons que si le lecteur arrête de déplacer chacun des phrases ou des fragments précédents, la lecture serait bloquée, car aucune possibilité d'action ne lui serait alors donnée, ne serait-ce que le retour en arrière. Le lecteur est alors obligé de déplacer le fragment jusqu'à l'apparition du texte complet. Il faut donc qu'il lise les fragments ou les phrases sans jamais quitter des doigts l'écran, sinon il perdrait son fil conducteur : « je perds mes repères » pourrait donc s'entendre ainsi tant au niveau diégétique (l'acteur mis en scène ou la figure actorielle du discours narré) qu'au niveau extradiegétique, dans la mesure où c'est bien l'utilisateur-opérateur qui se perd et ne peut avancer dans le dispositif numérique. D'ailleurs, selon l'activité gestuelle du lecteur, soit qu'il arrête de déplacer le fragment, soit qu'il le déplace un peu plus, l'ellipse est différemment comblée : « instable sentiment » ou « tout est instable ». Quelquefois, l'une de ces phrases ou les mots qui émergent prennent des dimensions importantes avant de disparaître aussitôt.

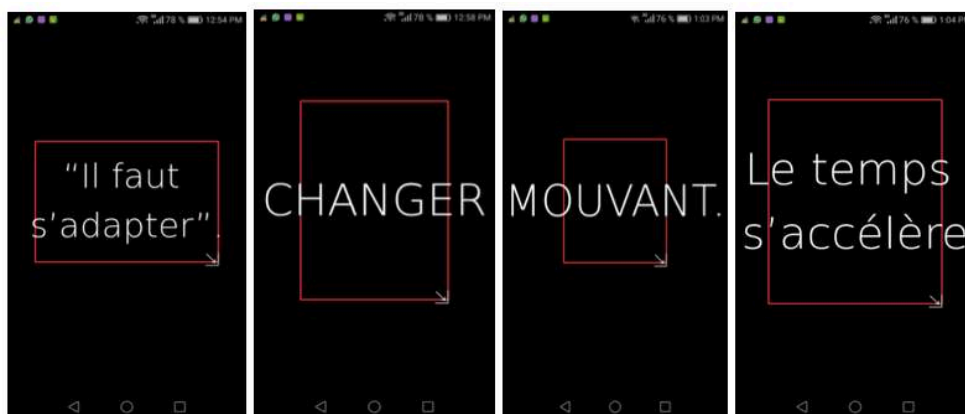
Figure 3. Agrandissement



- 13 Dans la figure 4, les guillemets donnent la tournure d'une doxa anonyme (une maxime ou un proverbe) qui pourrait bien s'avérer la réponse à la perte de repères et à l'instabilité déjà évoquées. C'est le verbe « changer » qui constitue le pivot sémantique du tableau et qui se présente aussi comme une réponse à la perte des repères : pour faire face à l'instabilité, au changement, il faut que l'on change soi-même. Quant au « mouvant » et au fragment « le temps s'accélère », l'accent y est mis sur la rapidité du mouvement. L'apparition momentanée de ces quatre fragments crée une sorte d'analogie, car le mouvement furtif sur l'écran (apparition / disparition) constitue l'expression du contenu : on le voit clairement dans « changer », dont l'apparition instantanée en traduit l'aspect rapide. Ce mouvement du texte irradie sur la figure 4 qui n'a en soi le sème /rapidité/, mais le mouvement et les autres fragments lui

donnent alors cette interprétation : il s'agit donc d'une adaptation qui se veut rapide, à rythme accéléré (Saemmer, 2012). Ces fragments textuels sont pris au texte entier qui n'apparaît qu'à la fin : on anticipe ainsi l'accommodation.

Figure 4. Une doxa anonyme



- 14 Si, une fois, en déplaçant le fragment, le lecteur s'arrête au mot « linéaire », le texte va alors prendre la forme que voici : « Ma trajectoire est tout sauf rectiligne ». Les lignes droites et parallèles traduisent visuellement le qualificatif « rectiligne ».

Figure 5. Allonger le texte

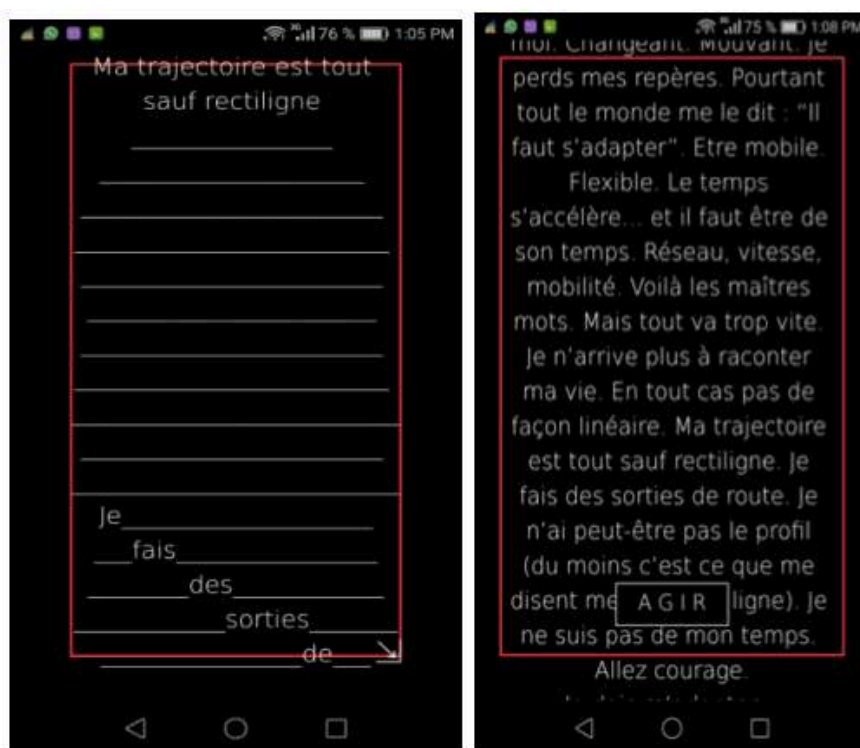


- 15 Contrairement à ce qui se passe dans les autres fragments textuels provisoires où toute intervention de la part du lecteur est bloquée, si ce n'est que le retour en arrière, le lecteur peut ici allonger encore le texte à partir de la phrase : « Ma trajectoire est tout sauf rectiligne » ; s'il le fait, cette forme textuelle apparaîtra : « Je fais des sorties de

route ». Chaque mot est écrit sur une ligne : cette manière d'exposer la phrase rend visuellement l'idée de sortir des lignes, ce qui correspond à son sens : c'est encore une fois l'analogie forme-sens.

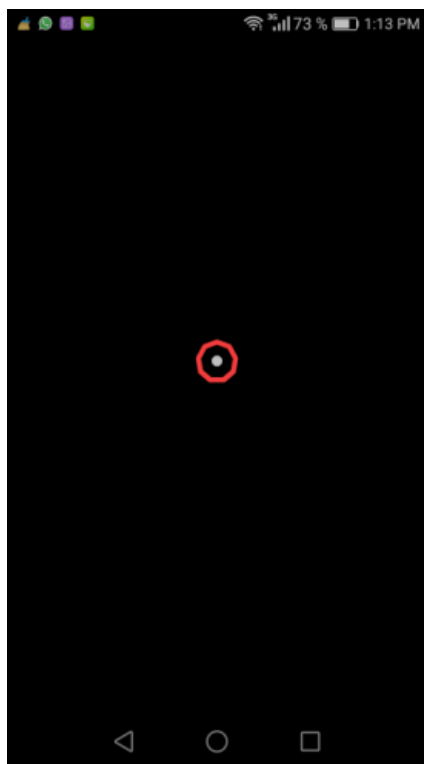
- 16 Il faut donc que le lecteur déplace le fragment jusqu'à ce que le texte intégral apparaisse (figure 6) : il peut ainsi le lire en complet. Il semble à ce stade que le lecteur ait atteint l'accommodation, le point ultime de la séquence pratique, car après de multiples tentatives, on arrive au texte à lire. Cette accommodation ne s'est réalisée qu'au prix d'une phase critique qu'il faut bien manipuler par une certaine activité gestuelle du lecteur, à savoir le mot « instable » qui ne mène au texte que si le lecteur y applique longuement le doigt. Le clic allongé ne fait que fortifier la prise sémiotique sur l'objet (Pignier, 2012 : 126) : cette prise sémiotique sur le mot « instable » permet au texte de se manifester en entier. Pour que le lecteur soit capable de lire le texte, il faut qu'il change concrètement le cadre, moyennant une activité gestuelle qui dépasse le simple clic.

Figure 6. Apparition du texte intégral



- 17 Après avoir lu le texte, le lecteur doit cliquer sur « Agir » pour sortir de cette page, mais contrairement à ses attentes, il se trouvera à la page d'accueil ; la lecture linéaire se termine ainsi en une pratique de lecture numérique, par ce clic : s'adapter serait alors changer ou élargir le cadre, et c'est là seulement que l'on pourrait véritablement agir. Sitôt que le lecteur clique sur « Agir », le texte disparaît pour céder la place à des formes géométriques qui s'intercalent en disparaissant : un rectangle devient vite un carré puis un cercle avant de disparaître complètement. Ces formes qui diminuent infiniment jusqu'à la disparition semblent constituer le complémentaire signifiant de l'élargissement du cadre requis dès le début du tableau : agir, c'est d'abord élargir puis réduire au minimum.

Figure 7. La sortie



- 18 Pour lire, il faut alors adapter, au sens d'élargir et de réduire : le jeu avec le cadre semble ainsi l'acte de s'adapter ; il faut ainsi adapter le cadre du texte pour que celui-ci apparaisse, puis faire disparaître le texte pour passer à l'agir. Donc, pour agir, il faut que le texte disparaisse d'abord. La valeur de cette séquence pratique semble donc le pouvoir. Savoir-changer : lire, c'est donc changer.

Agiter

- 19 En cliquant sur le « G », le verbe « agiter » apparaît sur l'écran, puis une phrase : « Je dois être plus dynamique. Il faut que je me secoue... »

Figure 8. Une vibration



- 20 Ce défaut de sens incite le lecteur à cliquer (comme il l'a déjà fait) et à ce moment-là, il sentira une vibration. Le lecteur est dans ce cas la cible et non la source de ce mouvement puisque c'est bien lui qui est corporellement affecté : cette vibration constitue sémiotiquement la première zone critique de la séquence et ainsi la première demande d'accommodation. Si le lecteur répond par cliquer, il trouvera la figure 9.

Figure 9. Première demande d'accommodation



- 21 Mais s'il prend à la lettre l'incitation « Il faut que je me secoue... » tout en exécutant ainsi une secousse de l'appareil, cette schématisation innovante aboutirait encore au même effet. Si le lecteur clique sur le verbe « changer » au-dessus de la page, il verra que les verbes et éventuellement l'objet changeront à chaque clic (par exemple, « Devrais-je changer ma vie ? » deviendrait « Je veux me rappeler mon passé ») (figure 10). Nous aurons ainsi affaire à du texte généré qui nous donne une réalisation différente à chaque nouvelle intervention du lecteur. Le changement du texte à chaque clic ne fait que traduire visuellement le sens du dynamisme inclus dans : « Je dois être plus dynamique » (figure 8), dynamique étant ainsi à prendre dans son sens concret, celui de non fixe, en mouvement.

Figure 10. Texte généré



- 22 Le lecteur pourra répéter à l'infini cette activité de régulation, si la boîte de dialogue contenant la phrase « Il faut que je me secoue » n'apparaît pas à la suite de nombre de tentatives (figure 11).

Figure 11. Régulation



- 23 Cette phrase suggère une identification entre le lecteur et le dispositif ou en termes sémiotiques une sorte de syncrétisme entre le sujet opérateur (du mouvement) et l'objet à manipuler (objet modal). Donc, pour pouvoir lire les phrases, il faut secouer l'appareil : le texte ne se développe qu'au prix d'une activité gestuelle du lecteur.
- 24 Le dispositif propose ainsi au lecteur une nouvelle voie de schématisation, à savoir le fait de secouer l'appareil. Il faut donc que le lecteur clique sur « OK » et commence à agiter l'appareil : les phrases continuent de changer jusqu'à l'apparition du mot « Agir » qui nous permet de retourner directement à la page d'accueil. Nous avons ainsi affaire à la seconde zone critique qui, sollicitant l'interaction gestuelle du lecteur, conduit à l'accommodation tout en déterminant les changements qui vont apparaître après coup : à chaque secousse, la phrase change. Rappelons que la première zone critique s'avère la vibration dont le lecteur est la cible au début de la séquence et qui l'oriente vers la schématisation par l'agitation de l'appareil pour sortir du défaut signifiant. Ici, c'est bien le corps du lecteur qui est la source du mouvement. On a alors affaire à de la lecture linéaire mise en relation avec le mouvement. La valeur de cette séquence pratique semble alors pouvoir/savoir-bouger : lire, c'est alors dynamiser.

Éclairer

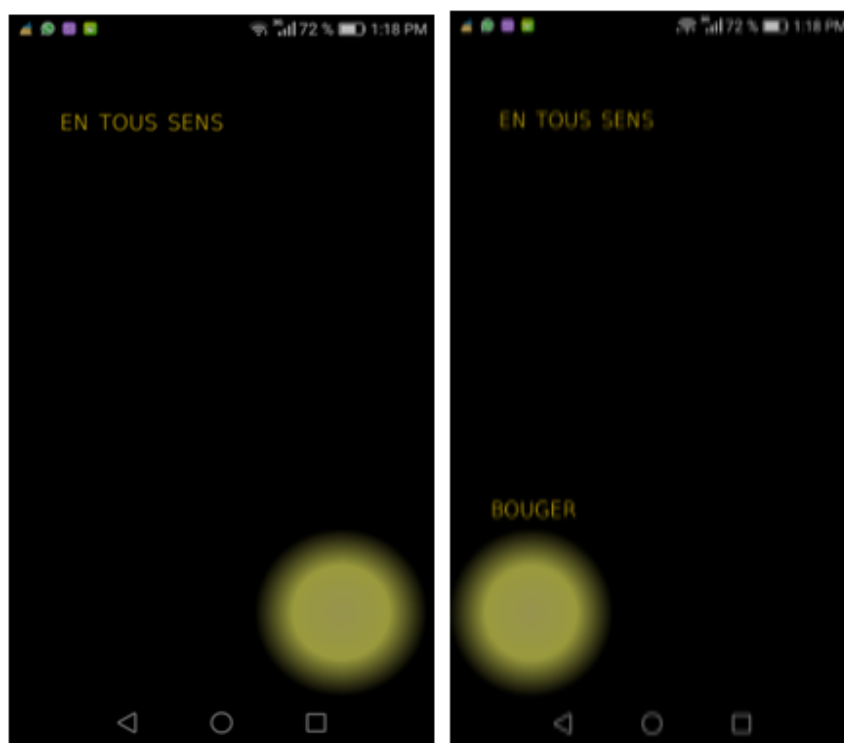
- 25 Le « I » nous fait passer au tableau Éclairer : que le lecteur clique ou non, il trouvera l'image d'une torche avec deux phrases : « Tout semble opaque », « Je cherche un éclairage pour donner du sens ».

Figure 12. Schéma innovant



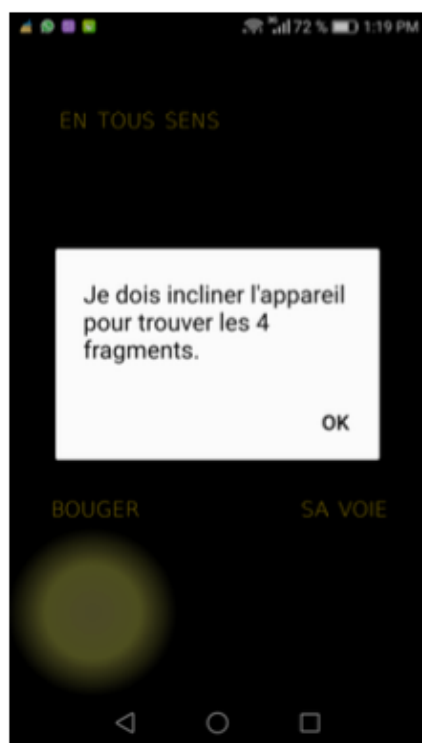
- 26 Devant ce défaut de sens, le lecteur cherche alors soit un schéma déjà connu, par le biais du clic par exemple, qui n'aboutirait à rien, soit un schéma innovant tout en recourant à une sorte d'analogie entre, d'une part, la figure visuelle (la torche) et l'objet réel dans la vie et, d'autre part, entre l'image et les deux phrases. En traitant la torche comme il le fait réellement, le lecteur essaie alors de l'illuminer, tout en simulant de peser sur le bouton de la torche. Une fois cette régulation effectuée, la torche s'illumine et disparaît immédiatement pour céder la place à un jeu de gyroscope : la torche serait sémiotiquement considérée comme la première zone critique de la séquence qui exige une intervention gestuelle ; outre le clic qui constitue le degré primaire de l'interactivité (Mitropoulou, 2007 : 11), la forme de la gestualité requise ici constitue un processus de sens pendant lequel le corps fait émerger des figures, à savoir des formes iconiques, génératrices de sens dans leurs relations avec le corps du lecteur (Pignier, 2012 : 127 et 134-135). Quelques mots apparaissent sur le côté de l'écran et une boule de lumière le parcourt.

Figure 13. Boule de lumière



- 27 Pour pouvoir trouver les îlots textuels, le lecteur doit incliner l'appareil dans différentes directions : une boîte de dialogue apparaît, suggérant au lecteur cette nouvelle schématisation.

Figure 14. Incliner



- 28 La régulation prend dans ce cas la forme d'un ajustement entre le lecteur et l'appareil, car celui-ci tient à épouser la forme du corps de l'utilisateur, qui est la source de l'activité gestuelle. C'est la deuxième zone critique où le corps du lecteur est invoqué : le lecteur guette les mots et ne se contente de secouer simplement l'appareil. Une fois la recherche terminée, le lecteur trouvera ces quatre mots ou fragments : « En tous sens », « Bouger », « Sa voie », « Pour trouver ».

Figure 15. Mise en ordre



- 29 Le lecteur doit alors mettre en ordre cet ensemble pour en construire le sens (par exemple, bouger en tous sens pour trouver sa voie). Dans ce cas, il s'agit non pas d'une lecture ordinaire, mais plutôt d'une lecture-reconstruction. Rappelons qu'à chaque nouvelle utilisation, le lecteur a affaire à un ensemble différent de mots ou de fragments. En cliquant sur « Agir », le lecteur sera ramené à la page d'accueil.
- 30 Le cours syntagmatique de cette séquence consiste d'abord à lire, puis à illuminer la torche et faire du gyroscope et, enfin, à reconstruire la phrase. L'accommodation consiste d'abord à trouver les fragments : la pratique de la lecture linéaire se trouve en tension avec la lecture non linéaire. La valeur de cette séquence semble donc : pouvoir / savoir-trouver : lire, c'est donc trouver.

Oublier

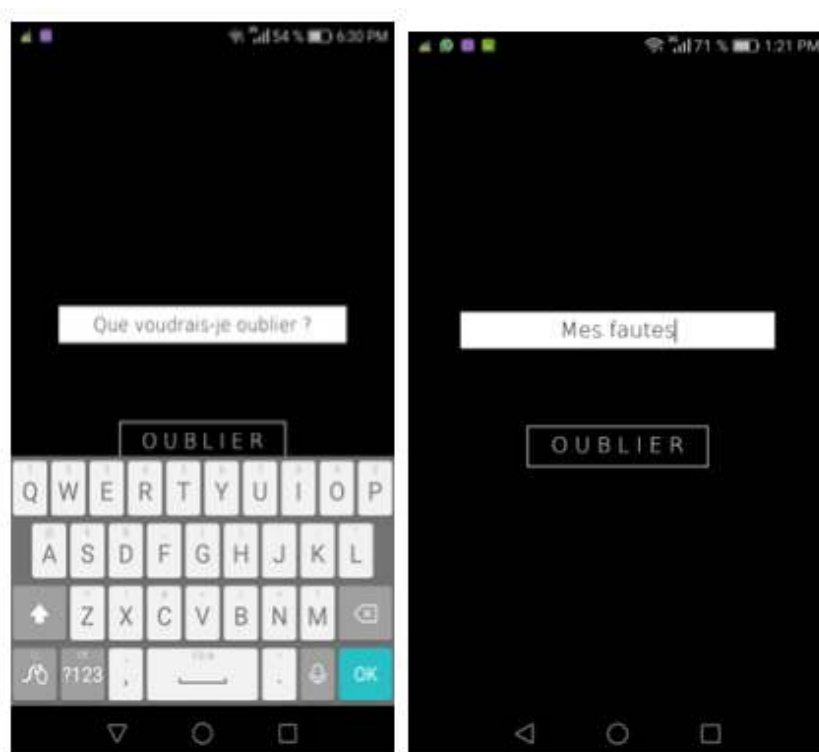
- 31 Le « R » nous fait passer à « oublier » : que le lecteur clique ou non, le mot disparaît et le lecteur se trouvera face à la phrase : « On me dit souvent : “La meilleure façon de résoudre ses problèmes, c'est de les oublier” ».

Figure 16. Inviter à écrire



- 32 Une fois la lecture terminée, le lecteur clique sur la phrase et là il trouvera une boîte dans laquelle est écrite une question : « Que devrais-je oublier ? » S'il clique sur « oublier », la boîte va se secouer, mais s'il clique à l'intérieur de la boîte, un cursus apparaît là-dedans et éventuellement un clavier, invitant ainsi le lecteur à écrire quelque chose. Le cursus fonctionne ainsi comme un indice indiquant au lecteur qu'il faut écrire ici et le lecteur, à partir d'expériences semblables en contexte numérique, écrira n'importe quoi (par exemple, mes fautes) dans la boîte pour essayer de sortir de ce stade de défaut de sens, puis il va cliquer sur le mot « oublier ».

Figure 17. Le clavier



- 33 Contrairement à ce que prévoit le lecteur, le mot qu'on écrit ne disparaît pas, mais apparaît seul sur l'écran d'abord en petites dimensions (en couleur rouge) et à mesure que le lecteur clique là-dessus longuement ou par intermittence ou qu'il déplace le fragment, le mot (ou le fragment) s'agrandit sensiblement, prend des dimensions énormes à mesure des interventions du lecteur (figure 18). Une fois que le mot remplit l'écran, il va irriguer sa couleur (le rouge) sur tout l'écran avant de disparaître définitivement ; il s'agit alors d'une régulation par ajustement dans la mesure où le mot (ou le fragment) prend des dimensions différentes en fonction des interventions du lecteur. Cette régulation, à savoir le fait d'écrire, aboutit à une accommodation où l'on pratique aussi la lecture, le clic et le jeu avec la forme du texte.

Figure 18. Mouvement du texte.



- 34 Ce mouvement du texte (agrandissement progressif puis disparition) ne fait que l'inscrire dans le temps : on assiste à la transformation du texte en une icône visuelle par une sorte d'irradiation (Saemmer, 2015), car le texte inséré dans la boîte acquiert les caractéristiques de l'image. On assiste ainsi à l'amplification de la dimension iconique au détriment de la dimension linguistique, toute écriture étant tributaire de ces deux dimensions inséparables (Souchier, 2009 : 31). Plus précisément, les mots ou les fragments que le lecteur insère dans la boîte fonctionnent comme des éléments plastiques : on passe ainsi du figuratif, à savoir les mots utilisés comme figures au sens sémiotique du terme, au plastique, à savoir les mots comme des réalisations visuelles, comme dans la pratique calligraphique (Dondero, 2006). Cette amplification de la dimension iconique du texte semble le complémentaire signifiant de l'oubli, car le mot ou le fragment s'agrandit graduellement à l'instar de l'oubli qui signifie la disparition graduelle de la mémoire. Il est à noter que la dimension iconique du texte ne se réalise qu'au prix d'une certaine activité gestuelle du lecteur : ce stade de la séquence constitue la zone critique où le corps du lecteur est fortement sollicité. Une fois que les mots insérés ont disparu, le lecteur trouvera soit la phrase : « Le temps me permettra peut-être d'oublier... », soit la phrase : « Malgré mes efforts, le temps me permet d'oublier ».

Figure 19. Du figuratif au plastique



- 35 La valeur de cette séquence semble donc pouvoir/savoir faire disparaître : lire, c'est faire disparaître (pour pouvoir agir).
- 36 Du texte qui s'agrandit et qui disparaît (mouvement dans le temps), cette sorte d'irradiation du texte sur l'icône (Saemmer, 2012) traduit la disparition, à savoir l'oubli en tant que disparition de la mémoire. On amplifie ainsi la dimension iconique : c'est bien l'interactivité qui crée l'iconicité. Ici, le niveau linguistique et le niveau iconique sont intimement liés : deux dimensions inhérentes à toute écriture (Souchier, 2009 : 31). Il s'agit d'une interactivité d'introduction de données puis de manipulation, car on tient à changer la forme des mots écrits : le texte qu'on insère acquiert les caractéristiques de l'image. La zone critique semble alors le fait d'écrire quelque chose dans la boîte. Les éléments que l'on insère dans le texte seront resémantisés et fonctionnent comme des éléments plastiques : on passe ainsi du figuratif à l'élément plastique, comme dans la pratique calligraphique (Dondero, 2006).
- 37 Nous avons ainsi affaire à une prise non conventionnelle puisque oublier signifie la perte progressive de la mémoire : une accommodation contre toute attente, puis on se trouve devant cette phrase : « Le temps me permettra peut-être d'oublier... » ou « Malgré mes efforts, seul le temps permet d'oublier » (mettre en scène le temps).

Figure 20. Retour à l'accueil



- 38 Donc, la pratique lectorielle consiste d'abord à cliquer puis à introduire des données ; écrire : nous avons bien sûr, à côté de la lecture, la pratique de l'écriture ; il s'agit donc d'une écriture-lecture. Ce plan syntagmatique formé d'accommodations multiples constitue le plan d'expression, tandis que le plan de contenu en est l'enfouissement qui exprime l'oubli, car le mot, à l'instar de l'oubli, ne s'agrandit pas d'un seul trait, mais graduellement comme la disparition progressive qui prend du temps. Lire, c'est ici enfouir, faire disparaître, savoir/pouvoir disparaître. En cliquant sur « Agir », le lecteur sera ramené à la page d'accueil.

Tableau 1. Éléments de synthèse

	S'ADAPTER	AGITER	ÉCLAIRER	OUBLIER
Défaut de sens	Trois phrases Le mot « instable »	<i>Il faut que je me secoue</i> « Changer »	Deux phrases puis une l'image d'une torche	Une phrase La boîte de dialogue et le clavier
Schématisation(s)	Cliquer et traîner	Le clic Secouer l'appareil	Illuminer la torche Trouver les quatre mots ou fragments	Cliquer Écrire
Régulation	Déplacer le texte jusqu'à l'apparition du mot « Agir »	Agiter l'appareil ou cliquer sur le verbe « changer » : les phrases changent à chaque intervention	Allumer la torche tout en effectuant un geste que l'on effectue dans la réalité Incliner l'appareil (ajustement)	Écrire Cliquer sur le mot jusqu'à sa disparition
Accommodation	Le texte en entier à lire puis cliquer sur « Agir »	L'apparition d'un texte généré qui se voit changer avec chaque agitation ou chaque clic sur « changer »	Remettre des mots et des fragments en ordre pour donner du sens à un ensemble qui n'en a pas	Le mot ou le fragment disparaît pour nous permettre enfin de cliquer sur « Agir »
Les zones critiques	Le mot « instable » qu'il faut manipuler : cet acte détermine tout ce qui va suivre dans le cours de la pratique, à savoir un texte, un fragment ou une phrase	La vibration dont le corps du lecteur est cible L'activité gestuelle du lecteur qui donne naissance et continuité au texte généré	La torche à illuminer Le gyroscope	Le texte inséré dans la boîte qu'il faut manipuler et le faire disparaître

L'énonciation pratique : éléments de caractérisation

- 39 La lecture conçue comme une pratique, à savoir une suite syntagmatique d'actions, c'est aussi un acte d'énonciation pratique. Cette énonciation en processus permet à la signification d'émerger, de s'instaurer à partir d'une certaine expérience, qui est, dans le cas d'*Agir*, de caractère sémio-technique. Ainsi l'énonciation pratique est-elle liée à l'interactivité : le lecteur d'*Agir*, tout en actualisant certaines des possibilités que lui offre le dispositif technique, énonce par le clic, le geste, le gyroscope... pour permettre au texte de s'énoncer. Cette interactivité ne signifie seulement ni le devoir-participer ni même le devoir-être du participant, mais plus généralement le fait que l'utilisateur doit agir sur le système pour qu'il y ait processus (Mitropoulou, 2007). Avant toute interaction de la part du lecteur, on n'aurait donc affaire qu'à une sorte d'expérience primaire puis avec la distribution des rôles actanciels et / ou thématiques au sein de la sémiologie interactive, l'expérience se déploie sur l'axe syntagmatique (Fontanille, 2014 ; Dondero, 2017). Autrement dit, le déploiement syntagmatique de l'expérience, corollaire d'une intensification temporelle et / ou spatiale constitue la condition essentielle de l'énonciation pratique.
- 40 Avant tout clic, le lecteur d'*Agir* serait évidemment dans l'incapacité de prévoir le ou les rôles narratifs, que le dispositif lui assigne (objet, sujet de faire...), ou thématiques (lecteur, auteur, manipulateur...). Cette expérience de pré-sens (et éventuellement de présence) se transforme avec le premier clic en une expérience d'interactivité/énonciation où le lecteur assume au fur et à mesure du déploiement un ou des rôles dans chaque tableau : la lecture nous permet ainsi de passer d'une expérience plastique, encore à former, à un objet sémiotique (Fontanille, 2018). Cette pratique de

lecture ainsi envisagée ne serait pas loin de celle de la lecture plastique évoquée par Maria Julia Dondero (2006), qui s'intéresse non aux figures déjà constituées, mais plutôt aux figures en construction, à ce qui se fait en acte. Pour qu'il y ait énonciation, il faut donc que le lecteur interagisse et que cette interaction se déploie en aboutissant à des manifestations sémiotiques différentes (Dondero, 2006). Les formes multiples de l'interactivité mises en œuvre par la lecture d'*Agir* constituent alors des modes énonciatifs qui travaillent les formes sémiotiques.

- 41 Dans le tableau Adapter, le lecteur doit d'abord cliquer afin de trouver les trois phrases, dont l'une sur laquelle il doit ensuite cliquer pour qu'apparaisse le mot « instable », qu'il doit élargir en appliquant les doigts pour trouver le texte complet : il s'agit alors de l'interactivité-manipulation qui tient à faire apparaître un texte à partir d'un mot. Dans le tableau Agiter, on clique et on doit secouer l'appareil pour pouvoir changer les phrases ; il s'agit aussi de l'interactivité-manipulation, car on tient à changer la forme des phrases par l'agitation de l'appareil : l'interactivité porte seulement sur des phrases. Dans le tableau Éclairer, le lecteur clique et allume la torche, puis il incline l'appareil avec le gyroscope : il s'agit d'abord de l'interactivité-manipulation puisqu'on tient à transformer l'état de la torche de non illuminée à illuminée, mais il y a aussi lieu d'envisager une sorte d'interactivité-reconstruction : le lecteur doit remettre en ordre les fragments trouvés afin de former une phrase. L'interactivité porte d'abord sur une forme visuelle, puis sur des fragments non ordonnés. Enfin, dans le tableau Oublier, le lecteur clique puis il écrit quelque chose et il clique enfin longuement ou répétitivement pour faire disparaître ce qu'il vient d'écrire : il s'agit d'abord ici d'une interactivité-crédation puisqu'on crée un texte, suivie d'une interactivité-manipulation lorsque l'intervention du lecteur fait disparaître le texte écrit.
- 42 On pourrait ainsi dire que la lecture d'*Agir* mobilise deux types d'interactivité déjà évoqués par François Rastier et Marc Cavazza (2001). D'abord, une interactivité dite transactionnelle, dans la mesure où le sujet lecteur assume différentes fonctions : il est manipulateur, créateur, facilitateur de l'environnement de lecture. Ensuite, une interactivité dite narrative puisque le lecteur assume divers rôles thématiques, au sein de la narration, surtout par les bifurcations narratives qui correspondent plus ou moins aux zones critiques dans la séquence pratique. Dans le tableau Adapter, le lecteur est celui qui fait apparaître le texte au moyen du changement des cadres ; il est en quelque sorte l'adaptateur. Dans Agiter, il est celui qui change les phrases pour en faire un texte généré : il est ainsi le dynamiseur. Dans Éclairer, il est celui qui trouve le texte au moyen de la torche et du gyroscope, et c'est bien lui qui remet en ordre les fragments : il est ainsi le trouveur. Dans Oublier, il est celui qui arrive à cacher le texte qu'il vient lui-même d'écrire : il est en quelque sorte le cacheur.

Conclusion

- 43 Envisager la lecture d'*Agir* comme une pratique sémiotique revient à considérer cette installation numérique comme un objet sémiotique dont les potentialités signifiantes ne peuvent se dégager qu'en acte, qu'en le pratiquant : la remarque d'Eric Landowski (2009) comparant l'utilisation et la pratique tire ainsi toute sa pertinence ; le sujet pratiquant est doté non seulement d'intentionnalité, mais aussi de sensibilité, à savoir d'un pouvoir sensoriel face à l'objet, contrairement à l'utilisation qui s'avère un simple emploi de l'objet dans un certain but et selon des régularités propres... Sans pratique,

on ne saurait ainsi dégager le sens de l'objet : la lecture serait à cet égard un essai de découverte du sens en acte. La sensibilité du lecteur est sollicitée à plusieurs reprises durant la lecture d'*Agir* ; le corps du lecteur est ainsi mis à l'épreuve : à partir du clic jusqu'à l'agitation de l'appareil, tout en passant par le gyroscope, l'application allongée des doigts... Nous remarquons aussi que l'ouverture de la pratique de lecture n'est pas totale, car elle est déterminée par les affordances du dispositif qui déterminent les possibilités d'action du lecteur tout en l'orientant vers certains usages et en l'éloignant d'autres (Heid et Mélanie, 2015).

- 44 Pour évaluer l'efficacité des pratiques, Fontanille (2008) en a distingué certains types selon les modalités dominantes, comme l'acte, la procédure, le protocole... Nous postulons que la lecture requise par *Agir* constitue souvent une procédure qui implique un savoir-faire (technique dans ce cas), présuppose un certain apprentissage de la part du lecteur, où la régulation dépend d'une programmation préalable dépendant du meilleur enchaînement possible. Pourtant, on a parfois affaire à un autre type, à savoir la conduite où la schématisation dépend d'une iconisation auto-adaptative et la régulation d'une manifestation figurative des motivations : on l'a vu dans le tableau Éclairer où le lecteur doit allumer la torche de la même manière qu'il effectue cet acte dans la réalité.
- 45 Dans l'analyse du cours d'action de la lecture d'*Agir*, nous constatons que cette pratique dépend principalement du défaut de sens et que l'accommodation se termine toujours par un nouveau défaut de sens : à la fin de chaque tableau, le lecteur, en cliquant sur « Agir », sera ramené à la page d'accueil ; il s'agit alors d'une accommodation à jamais reportée. L'objectif principal de la pratique de lecture est que le texte s'énonce et, pour atteindre cet objectif, il faut que le corps du lecteur énonce par l'interactivité. Celle-ci fonctionne souvent comme opérateur de fonction sémiotique entre forme et contenu ou entre concret et abstrait : on l'a vu par exemple dans le tableau Agiter, où l'intervention du lecteur donne du sens au mot « dynamique ».
- 46 La particularité de cette approche des pratiques sémiotiques réside alors dans le fait de considérer la lecture comme un processus dynamique de construction de sens et non comme un simple décodage : la lecture s'avère ici une pratique qui englobe d'autres, comme l'écriture, la reconstitution... Pour lire, il faut ainsi prendre en considération tout le dispositif, tout ce qui entre dans la constitution de l'énonciation éditoriale (Souchier, 2007), qui ne se limite pas à la dimension proprement discursive, mais englobe toutes les données sémiotiques, matérielles, visuelles du texte et se présente comme une configuration hétérogène de pratiques différentes : la lecture ne serait-elle pas ainsi envisagée comme une stratégie ? *Agir* semble d'ailleurs nous montrer qu'en lisant, on doit agir par le corps...

BIBLIOGRAPHIE

BOUCHARDON, Serge *et al.* (2017), *Agir. Récit interactif*, téléchargeable sur Playstore.

- DONDERO, Maria Julia (2009), « Le texte et ses pratiques d'instanciation », *Actes sémiotiques*. [En ligne]. <https://www.unilim.fr/actes-semiotiques/3207>. Page consultée le 1^{er} août 2018.
- DONDERO, Maria Julia (2017), « Du texte à la pratique : pour une sémiotique expérimentale », *Semiotica*, 219 : 335-365.
- FONTANILLE, Jacques (2008), *Pratiques sémiotiques*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Formes sémiotiques ».
- FONTANILLE, Jacques (2011), « L'analyse du cours d'action : des pratiques et des corps », *Semen*, 32. [En ligne]. <https://journals.openedition.org/semen/9396>. Page consultée le 22 juillet 2018.
- FONTANILLE, Jacques (2014), « L'énonciation pratique : exploration, schématisation et transposition », colloque *Common'14*. [En ligne]. <http://www.lucid.ulg.ac.be/conferences/common14/downloads/Expose%20Jacques%20Fontanille.pdf>. Page consultée le 25 juillet 2018.
- FRAME, Alex (2013), « De la sémiotique pour penser la complexité de la communication interpersonnelle : l'approche sémio-pragmatique des interactions sociales », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 3. [En ligne]. <https://journals.openedition.org/rfsic/508>. Page consultée le 9 septembre 2017.
- HEID, Marie-Caroline et Valérie MÉLIANI (2016), « Évaluation qualitative de site web : comment impliquer l'utilisateur ? », *Recherches qualitatives*, hors-série, 18 : 47-62.
- LANDOWSKI, Eric (2009), « Avoir prise, donner prise », *Nouveaux Actes sémiotiques*, mis en ligne le 12 février. [En ligne]. <http://epublications.unilim.fr/revues/as/285>. Page consultée le 30 juillet 2018.
- MITROPOULOU, Eleni (2007), *Médias, multimédia et interactivité : jeux de rôles et jeux sémiotiques*, Habilitation à diriger les recherches, Université de Limoges. [En ligne]. <http://epublications.unilim.fr/revues/as/pdf/4540>, 2007. Page consultée le 21 septembre 2018.
- PIGNIER, Nicole (2012), « Le plaisir de l'interaction entre l'utilisateur et les objets TIC numériques », *Interfaces numériques*, 1(1) : 123-152.
- RASTIER, François et Marc CAVAZZA (2001), « Sémiotique et interactivité », *MEI*, 15, dossier « Médiation et information » : 169-180.
- SAEMMER, Alexandra (2012), « Irradiations iconiques : réflexions sur le texte animé, à partir de quatre exemples de la littérature numérique », *Nouveaux Actes sémiotiques*. [En ligne]. <http://epublications.unilim.fr/revues/as/1930>. Page consultée le 5 août 2018.
- SOUCHIER, Emmanuel (2007), « Formes et pouvoirs de l'énonciation éditoriale », *Communication et langage*, 154, dossier « L'énonciation éditoriale en question » : 23-38.
- TRELEANI, Matteo (2015), « Les vidéos en ligne et le problème de l'interactivité », *CIRCLAV*, 24 : 173-185.

NOTES

1. [En ligne]. <https://play.google.com/store/apps/details?id=com.tx.agir&hl=fr>. Page consultée le 31 mars 2020.
2. Serge Bouchardon est professeur des universités en sciences de l'information et de la communication. Ses recherches portent sur les écritures numériques, le récit interactif, les créations numériques et la littérature numérique. Il est aussi l'auteur de nombreuses créations numériques, dont *Déprise* (2010), *Opacité* (2012) et *Détrace* (2016). Quant à *Agir*, il se présente

comme un récit interactif qui propose quatre expériences interactives sous forme de tableaux courts. Chaque tableau s'avère une réponse aux injonctions de la vie contemporaine : être adaptable, être dynamique, savoir trouver sa voie et oublier. Pour que chacun des tableaux fasse sens pour le lecteur, il faut que celui-ci interagisse d'une certaine manière avec le logiciel, tout en simulant plus ou moins ce qui se passe dans la réalité : lire en agissant, c'est agir en lisant.

3. Dans la page d'accueil, nous avons le choix entre un mode de lecture en tableaux ou un autre en récit. Pour la commodité du propos et des comparaisons qui seront effectuées, notre analyse portera volontiers sur le premier mode, qui a la particularité de bien délimiter les expériences interactives.

RÉSUMÉS

Agir est un récit numérique interactif conçu par Serge Bouchardon *et al.* pour les tablettes et les portables. La lecture de cette installation s'avère alors un processus où le lecteur doit constamment effectuer des choix et des adaptations qui portent, entre autres, sur des signes ou sur des textes et qui font parfois appel à des activités étrangères à la lecture. L'auteur conçoit la lecture d'*Agir* comme une pratique, à savoir une suite syntagmatique dont le sens ne se découvre que dans le cours même de l'action, c'est-à-dire en immersion dans la pratique.

Do It is an interactive digital narrative designed by Serge Bouchardon *et al.* for smartphones and tablets. Reading it is thus a process that obliges the reader to constantly make choices and adapt to signs, texts, and other cues, some of which call for a response foreign to reading. The author conceives reading *Do It* as a practice — a phrasal sequence in which meaning is uncovered only in the doing, i.e., through immersion in practice.

Agir es un relato digital interactivo diseñado por Serge Bouchardon *et al.* para las tabletas y portátiles. Por lo tanto, la lectura de este relato es un proceso en el que el lector debe constantemente hacer elecciones y adaptaciones que se refieren, entre otros, a los signos o a los textos, que a veces dan lugar a actividades externas a la lectura. El autor del artículo concibe la lectura de *Agir* como una práctica, en el sentido de una serie sintagmática cuyo significado no se descubre sino en el mismo momento de la acción, es decir, en la inmersión dentro de la práctica.

INDEX

Keywords : interactive digital narrative, reading, adaptation, syntagma, immersion

Palabras claves : relato digital interactivo, lectura, adaptacion, sintagma, inmersion

Mots-clés : récit numérique interactif, lecture, adaptation, syntagme, immersion

AUTEUR

HANI GEORGES

Hani Georges est professeur adjoint, Université de Damiette (Égypte). Courriel : hanigeorges78@gmail.com

« Islamophobie » ?

Les infra-débats sémantique et pragmatique d'un conflit de nomination

Gilles Gauthier

Nommer est le plus manifeste et le plus futile des pouvoirs, celui qui fascine le plus, qui attise le plus de convoitises, qui occupe le plus les conversations et mobilise le plus les esprits de tous ceux qui sont associés aux affaires publiques (Attali, 1955 : 128).

- 1 Au début de l'année 2018, le Conseil national des musulmans canadiens demande au premier ministre Justin Trudeau que le 29 janvier, anniversaire de l'attentat à la mosquée de Québec, soit désigné « Journée de commémoration et d'action contre l'islamophobie »¹. Cette proposition suscite ou plutôt relance au Québec une controverse sur l'emploi du terme *islamophobie*. Certains le justifient, d'autres contestent son à-propos.
- 2 Très rapidement, ce différend prend une importance telle qu'il devient aussi important que la requête du Conseil national des musulmans canadiens, et parfois la supplante presque. Ce qui fait débat, c'est la proposition non seulement d'instituer une journée de commémoration, mais aussi de la concevoir en opposition à l'islamophobie et, plus largement encore, l'opportunité d'user du terme *islamophobie* dans l'espace public québécois. De fait, une très grande part des interventions évoquent et, pour certaines, portent expressément sur la pertinence générale de recourir à la notion dans la discussion plus générale des rapports des Québécois aux immigrants musulmans et à l'islam. Jusqu'à un certain point, ce conflit de nomination d'ordre métadiscursif (Garric, 2015) se détache de la question dont il émerge et s'érige en objet autonome de désaccord.
- 3 Je me propose ici d'analyser sa composition. Cette entreprise est distincte de celle de Laura Calabrese (2015) qui met en évidence les « dynamiques de nomination » du terme *islamophobie* à l'œuvre dans un corpus français d'articles journalistiques et de commentaires d'internautes, c'est-à-dire les formulations, reformulations et non-reformulations qui lui sont données. Mon propos n'est pas, non plus, à la façon de Raphaël Micheli (2013), d'examiner comment l'activité métalinguistique des « querelles

de mots » s’articule à l’argumentation politique et à la mise en scène médiatique qui en est faite. La perspective ici adoptée est plus proprement formelle. Mon objectif est de rendre compte, sous l’un de ses aspects constitutifs, de la structure interne du débat sur le recours à *islamophobie* déclenché par l’idée de commémorer la tuerie de la mosquée de Québec.

- 4 L’analyse que je veux développer à ce propos est que les considérations invoquées par les défenseurs de l’emploi du terme *islamophobie* et ses opposants renvoient à deux ordres de raisons portant le premier sur la signification du mot, le second sur la portée de son usage. C’est relativement à des oppositions sémantique et pragmatique, techniquement distinctes, mais qui parfois s’entremêlent, que se déploie le débat de nomination au sujet de la notion d’islamophobie. Je rendrai d’abord compte de ces deux différends en faisant ressortir leurs diverses déclinaisons. Je formulerai ensuite une proposition théorique selon laquelle les oppositions sur la signification et l’effet de l’utilisation du terme *islamophobie* peuvent être vus comme des infra-débats du débat central portant sur l’opportunité de son emploi.

De quoi *islamophobie* est-il le nom ?

- 5 Le terme *islamophobie* présente un problème sémantique multiforme. Si son origine étymologique le circonscrit au sens limité d’une peur de l’islam, il a très rapidement acquis une acception plus large dénotant toute forme d’hostilité ou de haine à l’égard de l’islam ou des musulmans. Cette définition dérivée (qui aurait étymologiquement été mieux servi par le préfixe mis-, *misomusulman* étant d’ailleurs parfois employé) est aujourd’hui généralement reconnue dans les dictionnaires, dont certains définissent à la suite l’islamophobie comme une forme de racisme ou de xénophobie à l’encontre des musulmans².
- 6 Le terme se voit également accoler une certaine ambiguïté du fait d’un flottement quant à l’origine de son usage. Son apparition est datée du début du xx^e siècle. Mais certains avancent qu’il a acquis un sens déterminant qui a généralisé son emploi à l’époque contemporaine quand il a été utilisé par des associations islamistes pour justifier des fatwas prononcées contre des productions intellectuelles et artistiques jugées blasphématoires à l’égard de l’islam. Cette affirmation est cependant contestée au motif qu’elle vise à dénigrer le terme en l’enfermant dans un sens totalement péjoratif. Chose certaine, le contexte idéologique et politique trouble de son emploi depuis le 11 septembre 2001 pèse sur sa signification³ et contribue fortement à ce que Laura Calabrese (2015) et Julien Longhi (2015) appellent « l’instabilité » du mot.
- 7 Ils sont nombreux les intervenants dans le débat sur le recours à *islamophobie* à propos d’une journée de commémoration du 29 janvier à souligner son équivocité. Il est dit :
 [un terme qui a une] variété de sens (Gilbert, 2018) ;
 mot fourre-tout (Benhabib, 2018) ;
 mot piégé [...] qui gomme toutes les nuances (Facal, 2018a) ;
 un terme qui ne semble pas faire consensus et porte à confusion sur son interprétation (Baillargeon, 2018) ;
 concept bancal [...] à la définition tellement floue qu’il peut servir à toutes les sauces (Bock-Côté, 2018) ;
 notion élastique (Lagacé, 2018) ;
 [un mot faisant partie de ceux qui] ne sont jamais bien définis [et qui] deviennent alors des valises utiles que chacun peut remplir selon ses besoins, ou pour plaire,

sans s'apercevoir que d'autres utilisent la même expression dans un sens différent et à d'autres fins (Gingras, 2018).

- 8 Dans la discussion, la confusion sémantique d'*islamophobie* se cristallise dans une discorde sur sa dénotation. Est-elle restreinte ou étendue ? Le terme signifie-t-il qu'il y a au Québec des manifestations occasionnelles de haine ou d'hostilité à l'égard de l'islam et des musulmans, que donc certains Québécois seulement sont islamophobes ou, plus globalement, que le sont la société québécoise tout entière et les Québécois dans leur ensemble ? Gérard Bouchard expose clairement les termes du différend :

Une controverse divise depuis quelque temps les Québécois autour de la notion d'islamophobie et du sens qu'il convient de lui donner. [Pour certains,] le mot désigne des perceptions et des attitudes négatives pouvant conduire à des propos offensants et à des actes violents à l'encontre de citoyens de confession musulmane. [...] Pour [d'autres], l'appellation donnerait à entendre que l'ensemble de notre société est hostile aux musulmans (2018).

- 9 Ceux qui récusent la pertinence d'employer le terme *islamophobie* l'entendent dans sa dénotation étendue comme référant à une attitude commune à tout le Québec ; ceux qui la cautionnent retiennent sa dénotation restreinte et considèrent que le terme ne vise que des phénomènes ponctuels d'hostilité à l'égard de l'islam et des musulmans.
- 10 Sauf Québec Solidaire, les partis politiques québécois s'opposent à ce que la Journée de commémoration du 29 janvier fasse mention de l'islamophobie ; ils font valoir que l'appellation est, au regard de sa dénotation étendue, inappropriée pour dépeindre le Québec et les Québécois :

François Legault, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), exprime son désaccord en affirmant que « [l]es Québécois sont ouverts et accueillants, [qu']ils ne sont pas islamophobes » ;

Un autre député de la CAQ, Éric Caire, reprend le propos : « [...] personnellement, je ne crois pas que la population québécoise soit islamophobe » ;

Le premier ministre Philippe Couillard exprime le même point de vue de manière un peu plus allusive : « L'islamophobie est une forme de racisme qui existe dans toutes les sociétés. [...] Nous ne sommes pas pires que toutes les autres sociétés » (Rémillard, 2018).

- 11 Des analystes et commentateurs de l'actualité ainsi que d'autres intervenants au débat s'insurgent également contre le recours à *islamophobie* parce que, en vertu de sa dénotation étendue, le terme exprime à leurs yeux une tare dont serait affecté l'ensemble des Québécois ou un délit dont ils seraient collectivement coupables. L'idée est exprimée de toutes sortes de manières :

[une] soi-disant culpabilité collective des Québécois (Ravary, 2018) ;

Le Québec [est] [...] soudainement rongé par « l'islamophobie » au point qu'il s'impose annuellement une séance annuelle [sic] de flagellation et de victimisation sur cette prétendue affliction (Lamoureux, 2018) ;

[un] ressentiment délirant [...] et [une] brutalité [qui] semblent [...] ne se trouver que parmi les Québécois dits de souche (McMillan, 2018) ;

[un] tapage dangereux [dans lequel] [l]es Québécois sont accusés de racisme et d'islamophobie sur toutes les tribunes (Chikhi *et al.*, 2018) ;

des allures de procès collectif (Facal, 2018a) ;

Le Québec [est] islamophobe. [...] La société québécoise [est] traversée par une intolérance profonde qui pousserait non seulement à la discrimination, mais au meurtre. [...] le procès d'un peuple (Bock-Côté, 2018) ;

une pathologie qui s'est répandue en nous tel un méchant virus. [...] Les Québécois doivent s'excuser pour un crime qu'ils n'ont pas commis, demander pardon pour une faute morale dont ils ignorent la nature. [...] vous êtes tous atteints (à des

degrés différents) de cette même saloperie. [...] le Québec souffre d'une montée en puissance de l'islamophobie. Notre psyché collective est désormais contaminée par la haine des musulmans (Benhabib, 2018).

- 12 Beaucoup de ceux qui récusent l'usage du terme en raison de sa dénotation étendue reconnaissent par ailleurs que l'islamophobie, entendue dans sa dénotation restreinte, est présente au Québec. Certains en font simplement le constat :

L'hostilité envers les musulmans existe (Collin, 2018) ;

S'il est ridicule de dire que tous les Québécois sont islamophobes, il l'est tout autant de prétendre qu'aucun Québécois ne l'est et que tout le Québec est ouvert et accueillant. Il y a des Québécois et des Canadiens islamophobes comme il y a des Québécois et des Canadiens antisémites, racistes, sexistes, islamophobes (Breton, 2018).

- 13 D'autres admettent la possibilité du phénomène, mais en relativisent l'importance : « S'il existe une telle chose qu'un très regrettable sentiment antimusulman dans nos sociétés, il demeure marginal » (Bock-Côté, 2018). D'autres encore en expliquent l'existence par le terrorisme islamiste : « La montée de l'islamophobie chez nous est directement liée aux exactions perpétrées par les talibans, Al-Qaïda et Daech, et aux attentats commis par d'autres fous de Dieu » (Bombardier, 2018).

- 14 L'octroi d'une dénotation étendue au terme *islamophobie* est contesté. Certains s'y opposent pour du même souffle appeler à la reconnaissance de sa dénotation restreinte et légitimer son recours :

[le] problème [n'est pas] plus accentué au Québec qu'ailleurs. Il est cependant incontestable que notre société, à l'image de toutes les autres en Occident, n'en est pas épargnée, d'où la nécessité d'agir (Bouchard, 2018) ;

Non, le Québec n'est pas islamophobe dans son ensemble, pas plus que le Québec n'est raciste ou xénophobe. Mais il existe malheureusement, au Québec comme ailleurs dans le monde, des racistes et des xénophobes (Khadir, 2018) ;

Le Québec n'est pas islamophobe et les Québécois ne le sont pas non plus [...] En revanche, l'islamophobie existe bel et bien au Québec. [...] L'islamophobie est loin d'être un mot fourre-tout [qu'il ne faut pas disqualifier] [...] les insultes et les agressions perpétrées contre des personnes parce qu'elles sont perçues comme musulmanes, constituent des manifestations de l'islamophobie. La dégradation et la profanation de lieux de cultes, de cimetières ou de biens appartenant à des musulmans en [sont] une autre. Alors, que dire de la tuerie de la Mosquée de Québec ou de la mobilisation contre le projet d'un cimetière musulman, si ce n'est que ce sont des preuves tangibles de l'existence de l'islamophobie chez nous (Hamzaoui, 2018) ;

les Québécois, pris un par un, ne sont certainement pas autant d'islamophobes en puissance. [Mais il] existe bel et bien de l'islamophobie au Québec. Il existe des individus qui expriment des idées islamophobes. Il y a aussi des crimes haineux qui visent la communauté musulmane [...] sans que tout cela fasse du Québec une nation islamophobe. [...] L'islamophobie, [...] c'est la peur irraisonnée, l'aversion viscérale, l'hostilité contre les musulmans. C'est la tête de porc déposée devant une mosquée. C'est la voiture incendiée d'un musulman. C'est la multiplication de gestes haineux (Cardinal, 2018) ;

Peut-on parler d'islamophobie ? Ou doit-on bannir le mot ? [...] Ce concept a-t-il du sens dans le Québec d'aujourd'hui ? Les crachats, insultes, vandalisme et autres actions avérées à l'encontre d'individus ou d'institutions musulmanes québécoises en sont une manifestation (Marier, 2018).

- 15 D'autres, sans se prononcer sur la pertinence du recours à *islamophobie*, indiquent seulement que sa dénotation restreinte n'implique pas sa dénotation élargie en faisant

valoir que la prise en compte d'actions ponctuelles hostiles à l'égard des musulmans n'entraîne pas l'admission que le Québec dans son ensemble soit islamophobe :

Les crimes haineux visant les musulmans sont à la hausse : livraison à domicile de têtes de porc, incendie de la voiture d'un imam, insultes et ainsi de suite. Ce sont des réalités, qu'elles nous plaisent ou non. Il serait hasardeux de monter en épingle une série de faits de société pour en conclure à l'existence d'un climat délétère pour l'ensemble des musulmans. Aussi vrai qu'une hirondelle ne fait pas le printemps, les Québécois ne sont pas plus racistes ou islamophobes que le reste de leurs semblables sur le continent nord-américain (Myles, 2018) ;
il faut être sacrément aveugle pour ne pas voir que le ressentiment envers les musulmans prend ses aises dans la sphère publique. Le Québec n'a rien de particulier là-dedans. Depuis septembre 2001, la peur des musulmans percole partout en Occident (Lagacé, 2018).

- 16 Parmi ceux qui se refusent ainsi à reconnaître à *islamophobie* une dénotation étendue couvrant l'ensemble du Québec ou des Québécois, quelques-uns font valoir que le concept n'a jamais eu cette amplitude ou que personne ne l'a jamais entendu suivant cette acception (autrement que pour s'y opposer) :

On l'a pourtant répété à satiété : le mot ne suggère d'aucune manière que ce problème serait plus accusé au Québec qu'ailleurs (Bouchard, 2018) ;
Bien beau de répéter, comme l'a fait la CAQ, que la tragédie de Québec est « le geste intolérable d'une seule personne et non pas celui d'une société entière ». « Quand on exagère quelque chose, a ajouté Éric Caire, ça devient insignifiant. Et personnellement, je ne crois pas que la population québécoise soit islamophobe. » Mais qui diable a prétendu une telle chose ? (Cardinal, 2018) ;
J'ai dit cent fois qu'il ne faut pas mettre tout, et tout le monde, dans le même panier. Je le redis. Quand on est rendu à avoir peur de cimetières musulmans, c'est qu'on n'est ni mieux ni pire que les autres peuples dans la désignation de musulman comme bouc émissaire (Lagacé, 2018).

- 17 Certains de ceux qui formulent ce démenti dénoncent la stratégie argumentative dont relève à leurs yeux l'attribution d'une dénotation étendue d'*islamophobie* à tout le Québec ou à l'ensemble des Québécois :

[C'est] un amalgame dangereux, il provient de ceux-là mêmes qui ont intérêt politiquement à le faire circuler (Cardinal, 2018) ;
C'est une vieille tactique de débat : caricaturer une position, pour mieux attaquer la caricature. Ici, la caricature du réel, c'est de poser le débat comme si « on » pensait que « les » Québécois sont islamophobes. Bien sûr qu'« ils » ne le sont pas (Lagacé, 2018).

- 18 Un point étonnant du désaccord sur la signification d'*islamophobie* est qu'il n'est pas lié à une divergence de vues sur la réalité que le terme vise à désigner. Comme le font voir quelques-uns des propos plus haut rapportés, beaucoup de ceux qui s'opposent au recours à *islamophobie* ou qui le défendent ne disent pas que la haine de l'islam et le rejet des musulmans est le fait du Québec dans son entièreté ou de la totalité des Québécois, tout en admettant que certains Québécois s'en rendent coupables. Plus généralement, aucun intervenant ne soutient que le Québec tout entier est animé d'une haine de l'islam et d'un rejet des musulmans ni, non plus, que cette haine et ce rejet sont totalement inexistantes au Québec. Ce n'est donc pas le statut ontologique de la réalité par rapport à laquelle est employé le terme *islamophobie* qui fait l'objet de dispute. La controverse ne porte spécifiquement que sur l'application de la notion : sur ce qu'elle prétend désigner ou, plus justement, sur ce qu'on prétend qu'elle désigne. L'opposition entre ses dénotations restreinte et étendue est relative à l'extension du concept d'*islamophobie* et non pas à l'état de choses qu'il pointe. Pour le dire dans un

langage logique rudimentaire, il s'agit d'établir si le concept, défini comme une haine de l'islam et un rejet des musulmans, est satisfait par le Québec entier ou par une partie seulement des Québécois.

- 19 De ce point de vue, la controverse suscitée par le recours à la notion d'islamophobie se distingue d'un grand nombre d'autres conflits de nomination qui portent non pas sur l'extension d'un terme, mais sur la qualification adéquate d'une réalité. C'est le cas, par exemple, d'un débat survenu lors du printemps érable québécois de 2012. Afin de s'opposer à une augmentation des droits de scolarité décrétée par le gouvernement, les associations étudiantes des collèges et universités déclenchent une cessation de cours. Parallèlement au débat portant sur la hausse des droits surgit une dispute sur l'appellation à donner à cette action. Elle est baptisée « grève » par les uns et « boycott » par les autres (voir Gauthier, 2016). Le conflit porte sur la façon appropriée de désigner l'état de choses de la cessation de cours. Il n'est pas relatif à l'extension des termes *grève* et *boycott* : il ne s'agit pas d'établir leur dénotation respective, mais de déterminer lequel des deux précise la réalité de la cessation de cours. Alors que le problème soulevé par le recours à *islamophobie* est celui de la réalité à laquelle la notion renvoie, le Québec tout entier ou quelques Québécois seulement, celui qui est posé par la dénomination de la cessation de cours est lié à la réalité en laquelle elle consiste, une grève ou un boycott. Pour le dire de manière plus théorique, la question de l'extension d'*islamophobie* est celle de savoir laquelle de deux choses satisfait un concept, alors que la question de la qualification de la cessation de cours est celle de savoir lequel de deux concepts est exemplifié par une chose.
- 20 La différence peut être éclairée par la distinction frégréenne entre sens et dénotation : entre le mode présentation d'un terme ou d'un concept et son référent dans la réalité. Il est tout à fait clair que le différend sémantique à propos d'*islamophobie* n'a pas trait à son sens, mais à sa dénotation. Tous les intervenants l'entendent dans son acception élargie d'une haine de l'islam et d'un rejet des musulmans. C'est la dénotation d'*islamophobie* qui fait controverse. Il y a désaccord sur sa désignation : l'ensemble des Québécois ou quelques Québécois seulement. C'est tout le contraire dans le différend entre *grève* ou *boycott* qui n'est pas un conflit de dénotation puisque les deux termes ont le même objet de désignation, la cessation de cours des étudiants. C'est plutôt le problème du sens de *grève* et de *boycott* par rapport à cette dénotation commune qui est au cœur de ce conflit de nomination. La plus grande partie du débat tourne autour d'interprétations terminologiques et conceptuelles relatives à des sens étroit et plus large de *grève* : respectivement un arrêt de travail encadré par une réglementation juridique et la suspension d'une activité dans un but de protestation ou de revendication (comme dans l'expression « grève de la faim »), ainsi qu'à des sens strict et plus lâche de *boycott* : respectivement un blocus ou un embargo et le refus de participer à une activité (comme dans l'expression « boycotter des élections »). Les partisans de chacun des termes glissent d'un sens à l'autre à la faveur, surtout, d'un chevauchement entre leurs sens élargis, la suspension d'une activité et un refus de participer à quelque chose.
- 21 Ce distinguo entre une opposition de sens et une opposition de dénnotations conduit à caractériser deux types de conflits de nomination : des conflits d'identification pour la première et des conflits de représentation pour la seconde. Tous deux ont trait à la définition de la réalité dont la description purement factuelle n'est pas litigieuse. Il n'y a pas discussion sur le fait même de la cessation de cours par les étudiants ni sur le

double fait que l'ensemble du Québec n'est pas islamophobe, mais que certains Québécois le sont. Elle surgit à propos de la façon de penser et d'appréhender ces réalités. Il s'agit toujours de déterminer comment peut être considéré et appelé un état de choses du monde. Mais les deux types de conflits de nomination procèdent de tensions distinctes. Dans les conflits de nomination d'identification, comme la dispute à propos d'*islamophobie*, le désaccord porte sur la délimitation du réel marqué par un concept dont le sens est admis par tous. À l'opposé, dans les conflits de nomination de représentation, comme la dispute à propos de *grève* et de *boycott*, le désaccord a trait à la façon d'exprimer par l'un ou l'autre concept, selon le sens de chacun, une réalité d'emblée circonscrite.

- 22 A priori, un conflit de nomination de représentation apparaît être d'une plus grande importance qu'un conflit de nomination d'identification. La qualification de la situation qui en est l'enjeu comporte une incidence stratégique évidente. C'est par exemple la légitimité juridique et politique de la cessation de cours des étudiants lors du printemps érable qui est au cœur de l'alternative entre *grève* ou *boycott* pour la désigner. Aux yeux mêmes des tenants d'un terme ou de l'autre, une grève est une action légale, alors qu'un boycott est vu comme une action sans encadrement juridique. Bien que le conflit de nomination ne soit pas formellement déterminant dans le débat central plus large sur l'augmentation des droits de scolarité, la qualification de la cessation de cours comme un « boycott » met en cause son caractère démocratique et discrédite l'opposition à la hausse, alors qu'au contraire sa qualification de « grève » légitime politiquement cette cessation et la contestation de l'augmentation des droits de scolarité. Il n'est donc pas étonnant que, même s'il n'y a pas là une implication logique, tous ceux qui s'opposent à la hausse qualifient la cessation de cours de « grève », tandis que ceux qui approuvent la hausse l'appellent un « boycott ». Par comparaison, le désaccord sur l'emploi du terme *islamophobie* apparaît au premier abord comme un débat purement sémantique ou une simple querelle de mots, au sens dévalorisant des deux expressions. La question de savoir si *islamophobie* désigne une haine de l'islam et un rejet des musulmans de l'ensemble des Québécois ou uniquement de certains Québécois semble en effet renvoyer à la dimension conventionnelle du vocabulaire. D'une certaine manière, il suffit pour régler la question de s'en référer au sens usuel du terme, comme le fait Bouchard quand il avance qu'il ne suppose en rien que le Québec ou tous les Québécois sont affectés particulièrement d'islamophobie. Mais, bien sûr, si débat de nomination il y a, c'est parce qu'*islamophobie* est malgré tout entendue par certains avec une dénotation étendue. C'est le cas aussi parce que le recours au concept est contesté et justifié en raison de ses effets extralinguistiques.

À quoi servent l'emploi d'islamophobie et son désaveu ?

- 23 Dans un « Devoir de philo », Yves Gingras (2018) expose la théorie performative d'Austin (1962) suivant laquelle « les mots sont des actes qui imposent leur réalité ». Entre autres exemples, il traite de l'usage d'*islamophobie* :

Les débats actuels pour imposer dans le discours public le terme « islamophobie » ne sont que l'exemple le plus récent des tentatives récurrentes de la part de divers groupes d'intérêts d'imposer une façon de voir le monde en imposant les mots pour le nommer (2018).

- 24 Gingras ne précise pas comment *islamophobie* est utilisé pour imposer une réalité. Cependant, dans le débat sur une journée de commémoration de l'attentat à la mosquée de Québec, nombreux sont les intervenants à proposer à quoi sert son emploi. Ces considérations d'ordre pragmatique sont exprimées avec des degrés de précision variable.
- 25 Certaines incidences qu'on peut qualifier de « techniques » sont d'abord relevées. Facal observe ainsi une charge réductrice d'*islamophobie* qui écarte toute possibilité de différenciation :
- Le problème avec le mot islamophobie est qu'il gomme toutes les nuances. Il présente tous les musulmans comme une seule et unique communauté [et] les dépeint comme des victimes (2018a).
- Le mot « islamophobie » met dans le même paquet les musulmans pacifiques, qui doivent dépasser les 99 % parmi lesquels on pratique un peu, beaucoup ou pas du tout, et ceux qui justifient ou se livrent à de la violence. [...] Le mot « islamophobie » revient à définir des tas d'êtres humains strictement par leur religion (2018b).
- 26 Bouchard, quant à lui, pour qui rappelons-le le sens du terme est clair, rapporte ceci :
- Pour certains, le concept d'islamophobie aurait le défaut de trop attirer l'attention sur un groupe religieux déjà fortement ciblé, ce qui l'exposerait encore davantage et risquerait d'aggraver les stéréotypes et l'hostilité dont il est déjà victime (2018).
- 27 Un autre effet noté sur un plan se voulant factuel est celui de provoquer un clivage social. Il est d'abord mentionné à propos de la proposition même d'instituer une journée de commémoration et d'action contre l'islamophobie « qui ne pouvait que susciter la division et s'éloigner de son objectif » (Breton, 2018).
- 28 Il est ensuite étendu à l'usage même du terme qui « [exacerbe] des tensions qui n'ont pas lieu d'être » (Chikhi *et al.*, 2018) et dont « l'utilisation abusive [...] élargit le fossé qui divise la société » (Gilbert, 2018).
- 29 Un autre grief encore plus récurrent formulé à l'encontre de l'emploi d'*islamophobie* est qu'il tend à bloquer le débat et la discussion. On dit qu'il peut :
- museler la liberté d'expression (Filion, 2018) ;
[museler] toute tentative de discussion (McMillan, 2018) ;
bâillonner [les individus] (Bombardier, 2018) ;
[empêcher] de débattre sereinement (Gilbert, 2018) ;
[ne laisser aucune place] au débat démocratique (Lamoureux, 2018) ;
imiter le débat public (Benhabib, 2018).
- 30 On dit aussi qu'*islamophobie* sert d'acte d'accusation à l'égard de « ceux qui constatent la très difficile intégration des communautés musulmanes dans le monde occidental » (Bock-Côté, 2018).
- 31 La raison principale que font valoir ceux qui protestent contre l'emploi d'*islamophobie* est qu'il donne lieu à une récupération ou à une instrumentalisation politique. Souvent, ce reproche reste imprécisé (Baillargeon, 2018 ; Breton, 2018 ; Facal, 2018a ; McMillan, 2018). Quand il est mieux défini, le recours à *islamophobie* est dit servir à :
- accuser [...] tous ceux qui s'expriment contre le niqab, et plus largement contre tous ceux qui soutiennent la laïcité au Québec et résistent à l'ingérence des règles religieuses dans notre société (Chikhi *et al.*, 2018) ;
instrumentalise[r] [l']événement tragique [de l'attentat survenu à Québec] pour relancer une croisade (Lamoureux, 2018) ;
récupérer l'attentat pour le mettre au service de [...] [l']idéologie [multiculturaliste] [dans une entreprise de] culpabilité par association (Bock-Côté, 2018).

- 32 Au plus fort de cette dénonciation, la récupération et l'instrumentalisation de la notion d'*islamophobie* sont dites vouées à empêcher toute mise en cause de l'islam :

le terme islamophobe est couramment utilisé pour faire taire toute critique de l'islam présentée non pas comme un discours rationaliste sur la religion mais comme une forme de « racisme antimusulman » (Baril, 2018) ;

Pourquoi faudrait-il que celui qui critique l'islam soit islamophobe ? L'islam est-il la seule religion qui puisse faire passer ses critiques pour des individus haineux, dangereux et malveillants ? (Bock-Côté, 2018) ;

Le mot islamophobe désigne dans la bouche des islamistes tous ceux qui critiquent l'islam (Bombardier, 2018).

- 33 Certains condamnent cet usage d'*islamophobie* en marquant qu'il est erroné :

Il y a islamophobie quand l'islam et les musulmans sont la cible de discours haineux et victimes d'actes criminels, non pas lorsque la doctrine coranique est sujette à des interprétations variées qui ne plaisent pas à tel fondamentalisme (Sam Haroun, 2018) ;

cessons de traiter d'islamophobes ceux qui critiquent l'islam, réservons ce mot aux vrais islamophobes, ceux qui s'en prennent à des personnes (Filion, 2018).

- 34 De manière apparentée, le recours à *islamophobie* est également dénoncé sous prétexte qu'il vise à interdire la critique de l'islamisme :

Ceux qui lancent le mot « islamophobie » afin de faire taire toute critique [...] dès qu'on critique spécifiquement l'islamisme violent, ils nous accusent de détester l'ensemble des musulmans (Facal, 2018b) ;

crier à l'islamophobie dès que quelqu'un ose dénoncer l'intégrisme musulman (Martineau, 2018) ;

Ceux qui mettent en garde contre l'islamisme n'ont guère plus de chance que les féministes radicales, les militants LGBT, les partisans de la laïcité et les athées militants. Il n'y a qu'une catégorie pour englober tout ce beau monde : les islamophobes (Collin, 2018).

- 35 Un intervenant explique qu'*islamophobie* peut servir à faire barrage à la critique de l'islamisme parce qu'il ne permet pas de marquer la distinction entre islam et islamisme :

« islamophobie », concept stratégique [...] qui [permet de propager] l'idéologie islamiste et [de combattre] férocelement toute remise en question de ses dogmes. [...] il n'y a pas, dans l'expression « ISLAMOPHOBIE », de distinction entre « islam » et « islamisme ». Tout ce qui s'oppose à l'islam ou même à l'islamisme est confondu et combattu. Pas de différence entre une haine et une violence prônée contre les musulmans eux-mêmes, qui doit évidemment être condamnée, et une contestation d'une idéologie islamiste dont les principes rétrogrades peuvent démocratiquement et légitimement être réprouvés. Le piège, c'est que ce concept d'islamophobie ne laisse aucune place [...] à la remise en question. Tout ce qui s'oppose aux dogmes de l'islamisme est sur-le-champ condamné, conspué, relégué au rang des mécréants, des racistes, des xénophobes ou des « islamophobes » (Lamoureux, 2018).

- 36 D'autres, à ce propos, profitent de l'occasion pour justifier la crainte de l'islamisme :

il y a [...] des raisons objectives qui font qu'il est légitime, voire salubre, de craindre et de combattre la montée de ce courant fasciste dont aucune région du monde n'est à l'abri. [...] Si le terme islamophobie dérange [...], c'est tout simplement parce que le concept occulte délibérément les causes du sentiment de crainte face l'islamisme politique (Baril, 2018) ;

Il arrive [...] que nous craignons de dire qu'il existe, dans l'histoire et dans le monde d'aujourd'hui, un phénomène religieux violent qui s'appelle l'islamisme : l'islam extrémiste, guerrier, conquérant, celui du djihad armé et de l'entrisme social, c'est-

à-dire la revendication sans fin d'accommodements religieux et culturels (McMillan, 2018).

- 37 D'autres encore soutiennent que l'usage même du terme *islamophobie* est imposé par des tenants de l'islamisme idéologique afin de contrer toute critique à son égard :

[L']« islamophobie » [est un] concept stratégique privilégié depuis les années 1980 et 1990 par la Ligue islamiste mondiale et l'Organisation de la coopération islamiste (largement dominée par l'Arabie saoudite) qui propagent l'idéologie islamiste et combattent féroce­ment toute remise en question de ses dogmes (Lamoureux, 2018) ; [Le mot *islamophobie*] a été brandi par les islamistes pour faire taire leurs opposants au tout début de la Révolution islamique en Iran en 1979. Recyclé par la gauche multiculturaliste, le concept refait surface avec l'affaire Rushdie, dix ans plus tard, avec pour objectif de limiter le débat public. Pour les mollahs du communautarisme, toute critique de l'islam, toute opposition à l'islam politique est considérée comme un acte malveillant à l'endroit des musulmans (Benhabib, 2018) ; Le terme islamophobie est couramment utilisé pour faire taire toute critique de l'islam. [...] Cet usage a été répandu au niveau international par les islamistes (Baril, 2018).

- 38 Brian Myles admet bien cette utilisation d'*islamophobie* par des islamistes, mais fait valoir que le terme ne leur est pas exclusif :

[Il est vrai que] le terme « islamophobie » est récupéré par les intégristes musulmans... Mais les intégristes ne détiennent pas le monopole de l'usage de ce terme, largement répandu dans le discours populaire et la recherche scientifique (2018).

- 39 Parmi tous ceux qui contestent le recours au terme *islamophobie* en raison de la portée de son emploi, c'est sans doute Jean-Sébastien Gilbert qui fournit l'explicitation la plus détaillée en énumérant une série d'« amalgames » auxquels il concourt :

Le terme islamophobie est utilisé pour décrire une foule de réalités bien différentes :

- Le citoyen qui s'inquiète d'une ferveur religieuse associée à des valeurs inédites au Québec depuis la Révolution tranquille : islamophobe.
- L'intellectuel qui analyse l'islam radical dans la perspective d'un projet politique international : islamophobe.
- Le chroniqueur hostile à tout fait religieux : islamophobe.
- Le tenant de la laïcité qui veut encadrer le port de signes religieux et les demandes d'accommodements : islamophobe.
- Le #charlie qui défend le droit au blasphème : islamophobe (2018).

- 40 Contre ceux qui s'opposent de la sorte au recours à islamophobie en raison de la récupération et de l'instrumentalisation auxquelles selon eux le terme donne lieu, d'autres intervenants au débat en défendent l'usage en raison de sa capacité référentielle :

[il ne faut pas] s'interdire d'appeler la chose par son nom (Bouchard, 2018) ; Il faut trouver le courage d'appeler un chat un chat. [...] Le Québec dont nous pouvons collectivement être fiers doit trouver le courage d'admettre le problème de xénophobie et d'islamophobie croissantes (Khadir, 2018) ; l'accusation d'islamophobie est utilisée par certains islamistes comme un bouclier contre toute critique de l'islam. Mais sincèrement, il faut être sacrément aveugle pour ne pas voir que le ressentiment envers les musulmans prend ses aises dans la sphère publique (Lagacé, 2018).

- 41 Parfois, cette légitimation de l'emploi d'*islamophobie* ne tend pas seulement à en faire valoir le bien-fondé, mais s'attaque à sa prohibition sous prétexte qu'elle occulte la

réalité. Il y a alors renversement de l'opposition ; c'est maintenant l'anathème jeté sur l'usage du terme qui est critiqué :

Refuser l'idée même du débat sur l'islamophobie, c'est nier aux principaux intéressés la liberté de nommer les choses comme elles sont (Myles, 2018) ; [on] refuse obstinément le recours au mot « islamophobie ». Comme si le simple fait de « souligner l'islamophobie, ce sera affirmer son existence », comme l'a écrit un chroniqueur. Pourtant, il faut se rendre à l'évidence : ne pas prononcer le mot honni n'en fera pas disparaître les relents. Il existe bel et bien de l'islamophobie au Québec. Il existe des individus qui expriment des idées islamophobes, il y a aussi des crimes haineux qui visent la communauté musulmane [...] sans que tout cela fasse du Québec une nation islamophobe. Comprenons-nous bien, il n'y a absolument rien d'intolérant à débattre de l'islamisme, comme on le fait au Québec depuis des années. Il n'y a rien d'islamophobe à militer pour la laïcité, à s'opposer au voile intégral ou à pourfendre l'intégrisme radical (Cardinal, 2018).

- 42 Abdelwahed Mekki-Berrada schématise succinctement l'opposition pragmatique au centre du débat sur le recours à *islamophobie* en départageant une saine critique de son usage et son mérite dans l'appellation du réel :

Critiquer le terme « islamophobie » est une responsabilité qui incombe non seulement aux sémanticiens, aux sémiologues, aux linguistes et autres savants, mais aussi à tous les citoyens soucieux de garder leurs langues vivantes et fidèles à la réalité qu'elles mettent en mots. Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain : critiquer la notion d'islamophobie ne doit pas conduire à occulter la réalité sociale, politique et idéologique à laquelle elle renvoie. Une réalité somme toute marginale, certes, mais bien ancrée dans nos espaces sociaux, politiques et médiatiques au Québec comme ailleurs. Critiquer la notion d'islamophobie peut être un exercice collectif salutaire, mais préférer le déni de la réalité à laquelle cette notion renvoie, plutôt que la gestion courageuse de cette même réalité sociale, tendue et nauséabonde, est une solution destructrice du lien social (2018).

Des infra-débats

- 43 Dans la discussion sur l'opportunité de consacrer une journée de commémoration du 29 janvier 2017, les intervenants qui endossent le recours au terme *islamophobie* ou qui le récusent le font en privilégiant l'une de ses dénnotations, une haine de l'islam et un rejet des musulmans par le Québec dans son ensemble ou par un certain nombre de Québécois seulement, ou encore l'une de ses fonctions, bâillonner toute critique de l'islam ou de l'islamisme ou ouvrir plutôt que fermer les yeux sur la réalité des exactions commises à l'égard des musulmans. C'est en optant pour l'une de ses dénnotations et/ou en supposant l'un de ses usages que prennent position les tenants et les opposants du recours à *islamophobie*. Autrement dit, les oppositions sémantiques et pragmatiques fondent le désaccord sur l'emploi au terme. Elles y sont sous-jacentes, délimitent ses contours et déterminent les opinions et jugements formulés à son propos.
- 44 Elles constituent en cela des infra-débats du débat central de nomination sur *islamophobie*. Un débat peut se voir adjoint des affrontements adjacents. Ces débats associés au débat central peuvent être des méta-débats, des para-débats ou des infra-débats (Gauthier, à paraître). Un méta-débat est un différend à propos du débat central. Il peut avoir trait à son origine, à sa pertinence, à son développement ou à quelque autre aspect de sa composition ou de son déroulement. Par exemple, la discussion sur la valeur des arguments invoqués dans un débat en constitue un méta-débat. Un para-

débat est contigu à un débat central. Par exemple, le débat sur le mariage gai a parfois été accompagné d'un débat sur l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Un infra-débat a trait à une question préalable à celle faisant l'objet d'un débat central qu'il subordonne. Par exemple, le débat sur le port du burkini tenu en 2016 s'est déroulé, tant en France qu'au Québec, sur le fond d'infra-débats portant sur sa nature : est-ce un vêtement religieux ou non ? et sur sa portée symbolique : exprime-t-il ou non une soumission de la femme ou un refus de s'intégrer ?

- 45 Comme cet exemple l'illustre, un infra-débat est logiquement préalable au débat central auquel il est lié et le définit. C'est selon que l'on considère qu'il est ou n'est pas un vêtement religieux ou affiche ou n'affiche pas un asservissement de la femme ou une résistance à l'intégration qu'on se prononce pour ou contre le port du burkini. Les positions sur un débat central dépendent de celles prises sur un infra-débat. C'est exactement ce que l'on peut constater à propos du débat sur le recours au terme *islamophobie*. On le justifie si l'on assigne comme dénotation au terme une haine de l'islam manifesté par certains Québécois seulement ou si l'on fait valoir sa capacité de dévoilement de la réalité ou d'occultation de la réalité qu'entraîne son rejet. À l'inverse, on s'oppose à l'emploi d'*islamophobie* si on lui prête une dénotation étendue plus largement à l'ensemble des Québécois ou si l'on estime qu'il revient à entraver la critique de l'islam ou de l'islamisme. Ce sont ces oppositions sémantique et pragmatique qui, en tant qu'infra-débats, fixent les points de vue défendus sur l'à-propos d'utiliser le terme *islamophobie* dans la discussion sur la proposition d'instituer une journée de commémoration du 29 janvier 2017.

Conclusion

- 46 Le statut d'infra-débat des oppositions sémantique et pragmatique sur le recours au terme *islamophobie* fait bien voir comment la critique et la défense de l'emploi du terme prennent place dans un ancrage idéologique.
- 47 Ceux qui l'entendent, pour le critiquer, comme portant sur l'ensemble des Québécois et qui considèrent qu'il sert à bâillonner toute critique de l'islam et de l'islamisme appartiennent à une mouvance nationaliste et laïciste. Ceux qui, au contraire, justifient l'usage du terme en restreignant son sens à la désignation de certains Québécois seulement et qui estiment qu'il permet de pointer la réalité ou de ne pas occulter la réalité se réclament d'un pluralisme politique et religieux. Il y a congruence entre les termes des oppositions sémantique et pragmatique et ces deux positions idéologiques. C'est sur le fond d'une défense de l'identité québécoise et d'une volonté de restreindre l'expression religieuse dans l'espace public ou civique qu'est attribuée à *islamophobie* une dénotation étendue et critiquée son usage. De même, la compréhension d'*islamophobie* dans sa dénotation restreinte et la défense de son emploi prennent appui sur une valorisation de l'inclusion et un plaidoyer pour le droit à la manifestation publique des appartenances religieuses.
- 48 Comme elles déterminent, à titre d'infra-débats, le débat sur le recours à *islamophobie*, les oppositions sémantique et pragmatique l'imprègnent de cet affrontement idéologique avec lequel elles sont en adéquation et dont elles sont l'expression.

BIBLIOGRAPHIE

- ATTALI, Jacques (1995), *Verbatim III 1988-1991*, Paris, Fayard.
- AUSTIN, John Langshaw (1962), *How to Do Things with Words*, Oxford, Urmson.
- BAILLARGEON, Jean (2018), « Le 29 janvier, recueillons-nous pour la paix sociale, contre le fanatisme », *La Presse+*, 12 janvier. [En ligne]. http://plus.lapresse.ca/screens/161d4a54-6754-41a7-b570-0db5fed3ffc7__7C___0.html. Page consultée le 21 mars 2019.
- BARIL, Daniel (2018), « Pourquoi le mot islamophobie dérange. Réponse à Justin Trudeau », *Huffington Post Québec*, 22 février. [En ligne]. https://quebec.huffingtonpost.ca/daniel-baril/pourquoi-le-mot-islamophobie-derange-reponse-a-justin-trudeau_a_23348206/. Page consultée le 21 mai 2018.
- BENHABIB, Djemila (2018), « Le 29 janvier 2017 : un drame et son instrumentalisation », *Huffington Post Québec*, 26 janvier. [En ligne]. https://quebec.huffingtonpost.ca/djemila-benhbib/le-29-janvier-2017-un-drame-et-son-instrumentalisation_a_23344871/. Page consultée le 19 mai 2018.
- BOCK-CÔTÉ, Mathieu (2018), « Islamophobes ? Non coupables ! », *Le Journal de Montréal*, 11 janvier. [En ligne]. <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/11/islamophobes-non-coupables>. Page consultée le 21 mars 2019.
- BOMBARDIER, Denise (2018), « Justin Trudeau et l'islamophobie », *Le Journal de Montréal*, 2 février. [En ligne]. <https://www.journaldemontreal.com/2018/02/02/justin-trudeau-et-lislamophobie>. Page consultée le 21 mars 2019.
- BOUCHARD, Gérard (2018), « Comment se remémorer le 29 janvier 2017 ? », *La Presse+*, 25 janvier. [En ligne]. http://mi.lapresse.ca/screens/abbf65d3-e67f-4f51-ae8a-ecb09247538c__7C___0.html. Page consultée le 19 mars 2019.
- BRETON, Brigitte (2018), « Penser d'abord aux victimes », *Le Soleil*, 10 janvier. [En ligne]. <https://www.lesoleil.com/opinions/penser-dabord-aux-victimes-7147f41ec7134d626ecc5178cd069b79>. Page consultée le 21 mars 2019.
- CALABRESE, Laura (2015), « Reformulation et non-reformulation du mot islamophobe. Une analyse des dynamiques de la nomination dans les commentaires des lecteurs », *Langue française*, 188 : 91-104.
- CARDINAL, François (2018), « Biffer l'islamophobie... pour en taire l'existence », *La Presse+*, 11 janvier. [En ligne]. http://plus.lapresse.ca/screens/5993c170-7db5-4c89-8237-9b04d859dc72__7C___0.html. Page consultée le 21 mars 2019.
- CHIKHI, Ferid et al. (2018), « Un an après l'attentat de la mosquée de Québec, apaiser le climat social », *Le Devoir*, 25 janvier 2018. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/518399/attentat-a-la-mosquee-de-quebec-un-an-apres-apaiser-le-climat-social>. Page consultée le 21 mars 2019.
- COLLIN, Annie-Ève (2018), « Le garçon qui criait au loup », *La Presse+*, 21 janvier. [En ligne]. http://plus.lapresse.ca/screens/df25c9c3-f605-42b0-8f39-c408b4522f30__7C___0.html. Page consultée le 21 mars 2019.

FACAL, Joseph (2018a), « Gare aux mots piégés », *Le Journal de Montréal*, 16 janvier. [En ligne]. <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/16/gare-aux-mots-pieges>. Page consultée le 21 mars 2019.

FACAL, Joseph (2018b), « Est-ce si dur à comprendre ? », *Le Journal de Montréal*, 3 février. [En ligne]. <https://www.journaldemontreal.com/2018/02/03/est-ce-si-dur-a-comprendre>. Page consultée le 21 mars 2019.

FILION, Gisèle (2018), « Les “vrais islamophobes” », *La Presse+*, 31 janvier. [En ligne]. http://mi.lapresse.ca/screens/8348c16f-618a-44e9-a9e5-a65a6fbd12de__7C__0.html. Page consultée le 21 mars 2019.

GARRIC, Nathalie (2015), « Polémique métalangagière sur une (dé)nomination : le terme “confrontation” », *Langue française*, 188 : 61-76.

GAUTHIER, Gilles (2016), « Le “printemps érable” au Québec : “Grève” ou “boycott” ? Les enjeux stratégiques d’un conflit de nomination », *Argumentation et analyse de discours*, 17. [En ligne]. <https://aad.revues.org/2248>. Page consultée le 21 mars 2019.

GAUTHIER, Gilles (à paraître), « La discussion des enjeux sociaux dans l’espace public. L’étendue du débat public. Débat central et débats associés », *Abá. Revue internationale de lettres et de sciences sociales*.

GILBERT, Jean-Sébastien (2018), « Islamophobie : à l’origine de la discorde », *Huffington Post Québec*, 1^{er} février. [En ligne]. https://quebec.huffingtonpost.ca/jean-sebastien-gilbert/islamophobie-a-l-origine-de-la-discorde_a_23351236/. Page consultée le 28 mai 2018.

GINGRAS, Yves (2018), « Quand les mots font des choses », *Le Devoir*, 20 janvier. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/518052/quand-les-mots-font-des-choses>. Page consultée le 21 mars 2019.

HAMZAOUI, Houria (2018), « Avez-vous un cœur, Madame Benhabib ? », *Huffington Post Québec*, 29 janvier. [En ligne]. https://quebec.huffingtonpost.ca/houria-hamzaoui/avez-vous-un-coeur-madame-benhabib_a_23346787/. Page consultée le 3 juin 2018.

HAROUN, Sam (2018), « La liberté de religion passe par la liberté de critiquer la religion », *Le Devoir*, 22 février. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/520885/la-liberte-de-religion-passe-par-la-liberte-de-critiquer-la-religion>. Page consultée le 21 mars 2019.

KHADIR, Amir (2018), « Trouvons le courage d’appeler un chat un chat », *Le Devoir*, 30 janvier. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/518785/trouvons-le-courage-d-appeler-un-chat-un-chat>. Page consultée le 21 mars 2019.

LAGACÉ, Patrick (2018), « C’est quoi, l’islamophobie ? », *La Presse+*, 11 janvier. [En ligne]. http://plus.lapresse.ca/screens/9d93db62-7425-4118-9572-d2a3323f2475__7C__0.html. Page consultée le 21 mars 2019.

LAMOUREUX, André (2018), « L’instrumentalisation d’un drame », *Le Devoir*, 12 janvier. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/517390/l-instrumentalisation-d-un-drame>. Page consultée le 21 mars 2019.

LONGHI, Julien (2015), « Stabilité et instabilité dans la production de sens : la nomination en discours », *Langue française*, 188 : 5-14.

MARIER, Micheline (2018), « Faut-il bannir le mot islamophobie ? », *Le Devoir*, 31 janvier. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/518879/faut-il-bannir-le-mot-islamophobie>. Page consultée le 21 mars 2019.

- MARTINEAU, Richard (2018), « Isoler les coucous », *Le Journal de Montréal*, 6 janvier. [En ligne]. <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/06/isoler-les-coucous>. Page consultée le 21 mars 2019.
- McMILLAN, Gilles (2018), « L'islamophobie et le chat d'Amir Khadir », *Le Devoir*, 1^{er} février. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/518995/l-islamophobie-et-le-chat-d-amir-khadir>. Page consultée le 21 mars 2019.
- MEKKI-BERRADA, Abdelwahed (2018), « Le Québec n'est pas islamophobe, mais... », *La Presse+*, 2 février. [En ligne]. http://plus.lapresse.ca/screens/5aa3c6e6-2621-4bea-bf06-e9666a77a368__7C___0.html. Page consultée le 21 mars 2019.
- MICHEL, Raphaël (2013), « Les querelles de mots dans le discours politique : modèle d'analyse et étude de cas à partir d'une polémique sur le mot "rigueur" », *Argumentation et analyse du discours*, 10. [En ligne]. <https://journals.openedition.org/aad/1446>. Page consultée le 24 août 2018.
- MYLES, Brian (2018), « Pour qu'ils ne soient pas morts en vain, bis », *Le Devoir*, 27 janvier. [En ligne]. <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/518661/commemoration-du-29-janvier-pour-qu-ils-ne-soient-pas-morts-en-vain-bis>. Page consultée le 21 mars 2019.
- RAVARY, Lise (2018), « Le festival de l'islamophobie », *Le Journal de Montréal*, 7 janvier. [En ligne]. <https://www.journaldemontreal.com/2018/01/07/le-festival-de-l-islamophobie>. Page consultée le 21 mars 2019.
- RÉMILLARD, David (2018), « Un discours islamophobe profondément enraciné », *Le Soleil*, 29 janvier. [En ligne]. <https://www.lesoleil.com/actualite/un-discours-islamophobe-profondement-enracine-18c2fb390d06aab9fd6dd34daf0a29eb>. Page consultée le 21 mars 2019.

NOTES

1. Cette demande est ensuite relayée, en élargissant la portée à toutes les religions, par une recommandation du Comité parlementaire permanent du Patrimoine canadien de décréter le 29 janvier « Journée nationale de commémoration et d'activités concernant l'islamophobie et toute autre forme de discrimination religieuse ». En novembre 2018, un regroupement d'une centaine d'organisations — groupes religieux musulmans, chrétiens, juifs et interconfessionnels — ainsi que des groupes communautaires et des syndicats proposent plutôt de faire du 29 janvier une « Journée nationale d'action contre la haine et l'intolérance » qui exclut toute référence à une religion, quelle qu'elle soit.
2. Dans le débat de nomination relatif à une journée de commémoration de l'attentat contre la mosquée de Québec, c'est ce sens dérivé devenu littéral qui prévaut. Son sens étymologique originel de peur de l'islam ou des musulmans n'est à peu près pas évoqué. Daniel Baril relève que « la mauvaise construction sémantique du mot islamophobie [...] réfère plus à la haine qu'à la peur » (2018). Micheline Marier considère que l'une des manifestations d'islamophobie correspond à la « peur quasi atavique éprouvée par l'Occident chrétien à l'égard des Sarrasins » : « [...] peur d'être peu à peu envahis, contraints de se convertir, d'être soumis à la charia » (2018). De son côté, Joseph Facal légitime la peur de l'islamisme en la distinguant de l'islamophobie : « Une phobie est une peur irrationnelle. Il est parfaitement rationnel d'avoir peur des islamistes qui nous font la guerre, manipulent des jeunes, et multiplient propos incendiaires et revendications provocatrices » (2018b).
3. Voir « Islamophobie (s.d.) », *Wikipédia, l'encyclopédie libre*. [En ligne]. <https://fr.wikipedia.org/wiki/Islamophobie>. Page consultée le 21 mars 2019.

RÉSUMÉS

Au début de l'année 2018, le Conseil national des musulmans canadiens demande au premier ministre Justin Trudeau que le 29 janvier, anniversaire de l'attentat à la mosquée de Québec, soit désigné « Journée de commémoration et d'action contre l'islamophobie ». Cette proposition relance au Québec une controverse sur l'emploi du terme *islamophobie*. L'analyse que développe l'auteur est que les considérations invoquées par les défenseurs de l'emploi du terme *islamophobie* et ses opposants renvoient à deux ordres de raisons portant le premier sur la signification du mot, le second sur la portée de son usage.

In early 2018 the National Council of Canadian Muslims asked Prime Minister Justin Trudeau to designate the date of the Québec City mosque shooting, January 29, as a “Day of Remembrance and Action on Islamophobia.” The request reignited a controversy in Québec regarding the use of the word *Islamophobia*. The author's analysis is that the arguments adduced by the word's supporters and detractors belong to different orders of reasoning, with supporters considering the meaning of the word and detractors its usage.

A principios de 2018, el Consejo Nacional de Musulmanes Canadienses, solicita al Primer Ministro Justin Trudeau que el 29 de enero, aniversario del atentado en la Mezquita de Quebec, fuera declarado “Día de Conmemoración y Acción contra la Islamofobia” Esta propuesta reaviva en Quebec una controversia sobre el empleo del término *Islamofobia*. El análisis que desarrolla el autor es que las consideraciones invocadas por los defensores del uso del término *Islamofobia* y sus oponentes, se refieren a dos categorías en las razones, es decir, el primero referente al significado de la palabra y el segundo sobre el alcance de su empleo.

INDEX

Keywords : islamophobia, controversy, argumentation, written press, Quebec

Mots-clés : islamophobie, controverse, argumentation, presse écrite, Québec

Palabras claves : islamofobia, controversia, argumentación, prensa escrita, Quebec

AUTEUR

GILLES GAUTHIER

Gilles Gauthier est professeur au Département d'information et communication, Université Laval.
Courriel : Gilles.Gauthier@com.ulaval.ca

Économie politique et *Cultural studies*

Retour d'un au-delà

Christophe Magis

- 1 Le champ académique de la critique des médias connaît depuis longtemps une opposition célèbre et ancienne entre deux approches : l'économie politique de la communication (EPC) et les *cultural studies* (CS). Lors de leur émergence, les deux approches sont pourtant relativement proches : les auteurs canoniques de l'EPC font d'ailleurs souvent référence aux auteurs canoniques des CS, du moins dans leurs premiers travaux. Mais l'évolution des deux, et notamment le tournant postmoderniste des CS, parallèle du resserrement de l'analyse de l'EPC sur ses dimensions plus purement économiques, a créé entre elles un « fossé » qui traverse désormais les études des industries culturelles et médiatiques (Fenton, 2007 ; Hesmondhalgh, 2013 ; Hardy, 2014). Dans le monde anglo-saxon, ces « tensions théoriques et méthodologiques » ont été particulièrement documentées (Chakravartty et Zhao, 2008 : 10), notamment par les auteurs des deux courants eux-mêmes qui se sont régulièrement affrontés dans les années 1980 et 1990 au cours d'échanges virulents, dont l'un des plus célèbres est le fameux *Colloquy* retranscrit dans la revue *Critical Studies in Mass Communication* en 1995 et voyant s'affronter notamment Nicholas Garnham et Lawrence Grossberg.
- 2 En général toutefois, cette « documentation » a vu les chercheurs, depuis un camp ou l'autre, caricaturer leur propre approche en caricaturant celle de l'autre camp, voire caricaturer les deux pour proposer une sorte de « chemin du milieu » qui semble alors la seule option théorique raisonnable. D'un côté, on reproche à l'EPC de se concentrer uniquement sur les dimensions économiques de la production médiatique, vues comme déterminant en dernière instance les effets des médias, et ainsi de favoriser une réflexion politique centrée autour de la lutte des classes, négligeant d'autres formes d'oppression ou de domination. De l'autre, les CS se perdraient dans des formes idéalistes d'analyse des *texts* médiatiques ou s'enthousiasmeraient pour les capacités créatives des usagers des médias, en mettant notamment en avant les spécificités des sensibilités marginalisées, selon l'ethnicité, le genre ou la sexualité (Robins et Webster, 1987). Ce « débat » est bien moins esquissé dans le monde francophone, qui semble ne

s'y intéresser que depuis le tournant des années 2010 (Maigret et Rebillard, 2015), au moment où il connaît dans le reste du monde académique des rebonds réguliers depuis le début du XXI^e siècle en vue d'une tentative d'articulation (Meehan, 1999 ; Babe, 2009 ; Hesmondhalgh, 2013).

- 3 Toutefois, cette articulation est loin d'avoir porté des résultats épistémologiques satisfaisants. Bon nombre de raisons peuvent être invoquées, à commencer par un certain nombre de divergences conceptuelles de départ. L'hypothèse que nous voudrions poser ici, après avoir étudié les limites des principales tentatives d'intégration des deux approches, est que l'articulation des deux doit aussi composer avec des enjeux stratégiques dans la libéralisation et la marchandisation du monde académique.

Modèles pour une épistémologie : toujours tournés vers l'« au-delà »

- 4 La difficulté principale qui apparaît lorsqu'on cherche à penser les articulations et continuités épistémologiques à construire entre l'EPC et les CS concerne la difficulté à circonscrire le débat. En effet, si l'on ne veut pas en rester ni à la caricature ni à l'élément le plus simpliste, il faut définir des traditions précises sur lesquelles se baserait chaque approche. Et il faut ensuite montrer les liens entre ces traditions précises et les méthodologies qu'elles plébiscitent.
- 5 Préalablement à ces précisions, Jonathan Hardy rappelle ainsi que le trait de différence fondamental mis en avant entre les deux approches est celui du rapport au « réalisme critique ». Pour l'EPC, il y a un monde matériel au-delà des constructions discursives qui nous permettent de le penser, vision qui, pour des critiques culturalistes, est « teintée de positivisme, croyance grossière en sa capacité à établir les faits "objectifs" de la réalité externe » (Hardy, 2014 : 18). Mais l'auteur affirme aussitôt lui-même combien on peut trouver de contre-exemples tant au sein de la tradition culturaliste que de l'EPC et combien les débats sur le caractère réaliste des approches sont en permanence réfléchis dans leurs épistémologies.
- 6 Dès lors, par le raffinement de l'analyse, il y a généralement deux manières sérieuses de procéder pour penser l'articulation de l'EPC et des CS, mais qui finissent par révéler la même limite : tendre vers une position selon laquelle cette articulation serait d'ores et déjà advenue en n'en conservant que ce qui serait susceptible de servir les buts d'une recherche (théorique ou empirique), en confondant souvent *cadre théorique* et *méthode*. Ainsi, tout d'abord, plusieurs auteurs se sont situés à différents endroits du débat en visant à ne « garder que le meilleur » d'une approche ou de l'autre pour faciliter l'articulation. C'est ce que propose par exemple Robert Babe dans un essai très documenté. Pour lui, bon nombre d'intervenants dans les débats acerbes qui ont pu avoir lieu entre les deux approches, et notamment celui de 1995 entre Garnham et Grossberg, concernent « des problèmes largement superficiels dissimulant ou détournant l'attention du fossé ontologique, plus profond » entre elles (Babe, 2009 : 7). Mais ce « fossé ontologique » est vu comme quasi uniquement dû au tournant postmoderniste des CS lors de leur exportation en Amérique du Nord. Babe rappelle ainsi que dans les textes fondateurs « l'économie politique était un pilier — voire une impulsion directrice — des *Cultural Studies britanniques* » (*ibid.* : 126). Ce seraient alors

les influences déconstructionnistes (notamment françaises) sur le monde académique nord-américain des années 1960 et 1970 qui auraient fait du poststructuralisme et du postmodernisme l'approche *mainstream* de l'université, éloignant les CS nord-américaines des considérations politiques et économiques pour analyser les enjeux de pouvoir dans les constructions discursives préalables aux constructions sociales. Il suffirait donc de « revenir » à une tradition plus originelle pour penser l'articulation, que Babe voit notamment dans un retour à des figures pré-CS et EPC, comme celle de Theodor Adorno ou de Harold Innis. Cette position est très intéressante, mais il faut reconnaître à la fois qu'elle ne réalise pas de synthèse véritable des deux approches et qu'elle retire la richesse des débats qui ont agité les CS en leur sein, sur leur propre articulation au postmodernisme (voir à ce propos Cervulle et Quemener, 2015).

- 7 L'investissement épistémologique de Gérôme Guibert et Nelly Quemener fonctionne selon un principe équivalent. Il s'agit de circonscrire les deux approches pour penser leur rapport au marxisme. La première est, là encore, réancrée dans l'histoire du centre de Birmingham dont les discussions sur le corpus marxiste et à partir de celui-ci sont réaffirmées (mais sans que l'investissement s'étende à une discussion des travaux récents). La seconde est principalement identifiée à la tradition francophone des industries culturelles, dont l'ancrage initial dans le marxisme est rappelé autant que l'éloignement progressif ultérieur : quoique « [f]réquemment utilisé jusque dans les années 1980, le vocabulaire marxiste semble [...] s'effacer peu à peu » des travaux de l'EPC (Guibert et Quemener, 2015 : 98). De là sont passés en revue un certain nombre de travaux plus récents des deux approches, qui semblent, des deux côtés, assez éloignés du marxisme, pour finir par entrevoir dans « [l]es débats qui entourent l'autonomie des publics et les dispositifs participatifs du web » (*ibid.* : 104) l'articulation qui semble faire converger CS et EPC — sans apporter toutefois davantage de précision.
- 8 Cette première manière de procéder présente finalement le risque d'éviter le débat d'une partie essentielle de ce qui, justement, fait débat : le dépassement semble d'ores et déjà advenu. Il est quelquefois entraperçu dans une nouvelle approche qui permettrait de produire l'articulation. C'est le cas par exemple de la proposition de Maxime Ouellet de penser la critique de la communication au-delà du débat entre EPC et CS, en s'appuyant notamment sur les apports du courant « critique de la valeur » (Ouellet, 2014, 2016). C'est le cas également d'Eileen Meehan et Ellen Riordan (2002) qui souhaitent quant à elles articuler les deux traditions dans une approche féministe. David Hesmondhalgh, de son côté, propose d'inscrire ce dépassement dans l'approche qu'il nomme *moral economy* (2015).
- 9 Sinon, le dépassement des débats entre les deux approches semble comme advenir de lui-même, par les objets qui nécessiteraient leur articulation : c'est la deuxième manière de procéder, qui succède souvent à la première dans les travaux. Ainsi la réflexion de Christian Fuchs sur le *digital labour* entend-elle s'inscrire, dans un retour aux fondements marxistes des approches, à l'intersection de EPC et des CS. C'est ainsi par une réflexion sur la catégorie de *travail* qui resterait, selon l'auteur, un angle mort des deux approches, qu'il entend penser leur articulation, à l'ère numérique (Fuchs, 2014). Les travaux de Hesmondhalgh sur les industries culturelles proposent, pour leur part, de réfléchir ce terrain « en trouvant un moyen de comprendre les tensions entre un grand nombre d'approches de la culture » (2013 : 45), EPC et CS comprises. D'une manière semblable, dans son ouvrage de synthèse, Garnham (2000) prend les médias

comme objet permettant d'articuler un ensemble de problèmes centraux des paradigmes et approches de la théorie sociale et politique depuis les Lumières.

- 10 Meehan rappelle par ailleurs que les travaux sur la publicité en général s'inscrivent traditionnellement dans une démarche « combinant méthodes et théories de l'économie politique, des *Cultural Studies*, de la recherche féministe, de l'ethnographie et les recherches comportementales » (2004 : 22). Mais comme elle l'indique alors, et c'est un commentaire qu'on peut faire pour les autres propositions sus-citées, dans ce cas les travaux sont pensés depuis l'une des deux approches, qui se sert de l'autre (ou des autres) comme élément d'appoint, souvent bien peu théoriquement investi. Dans le corpus sur la publicité, cela sert souvent à donner quelque corps théorique à une partie un peu plus spéculative de l'analyse ; ou à donner quelque profondeur socioéconomique à une approche qui sinon risquerait d'être teintée d'idéalisme, quelquefois postmoderniste.
- 11 Finalement, outre que cette manière de procéder est étrange à plus d'un égard — elle laisse entendre que ce sont les objets qui doivent dicter les méthodes et les cadrages théoriques (ceux-ci semblant alors quasiment synonymes de « méthodologies » particulières) — il est intéressant de voir combien ces rapprochements sont en réalité chaque fois des moyens de réaffirmer l'existence des deux approches, chacune de son côté et avec ses appuis et ses affirmations au sein des courants critiques, dans le monde académique. Et c'est peut-être la dimension fondamentale qui tend à être oubliée dans ces travaux, qui se placent déjà *au-delà* des tensions entre les deux approches. C'est chaque fois plutôt à des totems, versions quasiment muséifiées des approches (s'appuyant sur des passés souvent mythifiés *a posteriori*), que l'on a affaire, davantage qu'à des courants vivants et, dès lors, bien plus difficilement identifiables. À cet égard, il est éclairant de constater combien le « retour aux sources » des approches est le point nodal de ces argumentations et quasiment ce à quoi elles se limitent : si un tel retour est nécessaire, il est aussi ce qui pose le moins problème. Il a par surcroît l'avantage d'affirmer les approches en en posant une version pure et originelle, plutôt justement que de les *confronter*. Dès lors, on peut constater que ces débats finissent par servir une visée plus stratégique, souvent baignée de stratégie institutionnelle, que véritablement épistémologique. Et cette dimension institutionnelle des difficultés du rapprochement des deux traditions n'est pas fréquemment abordée.

Débats critiques et transformations de l'université

- 12 Ainsi serait-il intéressant d'analyser les difficultés du rapprochement épistémologique entre les deux approches au-delà des simples problèmes théoriques, même si c'est évidemment ceux-ci qu'on s'attend habituellement à mettre en avant. Quitte à produire une mise en abyme risquant de tomber exactement dans le piège révélé ci-dessus, on peut ici partir de ce qu'enseigne une critique de l'économie politique des mutations en cours dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. EPC comme CS sont aussi des approches universitaires dont l'essentiel du développement, à partir des années 1970, mais surtout des années 1980, se fait en pleine réorientation des appareils de production des économies du Nord, dans lesquels les deux courants se sont développés. Si les situations sont différentes selon les pays, ce développement a aussi lieu dans un moment général de rationalisation néolibérale de l'enseignement supérieur et, en conséquence, d'un accroissement de la spécialisation universitaire, y

compris au sein de la critique. Les histoires respectives des deux courants tout comme les biographies de certaines de leurs figures montrent ainsi les difficultés de reconnaissance de la pensée critique dans les universités, au fur et à mesure de l'avancée du ^{xx}e siècle, et les difficultés d'accès à des postes stables pour les chercheurs critiques sur les médias (Clarke, 1991 ; Brunsdon, 1996 ; Curran, 2004 ; Mattelart, 2014). Ce n'est qu'avec les débuts de l'institutionnalisation des courants que cette reconnaissance s'opère, petit à petit, à condition tant de leur catégorisation sur un marché de plus en plus spécialisé des formations critiques que de leur autocélébration en « *schools* » (« Birmingham School », « Westminster School », « École de Grenoble », etc.) ou courants identifiés. Il n'est ainsi pas anodin qu'un premier dialogue entre les deux approches dans les années 1990 ait eu lieu dans un numéro de l'influent *Journal of Communication* consacré à l'« avenir du champ » de la recherche sur les médias (Levy et Gurevitch, 1993). Au sein de la livraison, une section entière consacrée aux traditions critiques d'étude des médias voit, là encore, les différents auteurs principalement affirmer leur ancrage originel : EPC (pour les principaux : McChesney, Dan Schiller, Wasko, Mosco, Meehan) ou CS (Grossberg, Morley). Même chose pour le fameux *Colloquy* de 1995, qui a lieu dans la revue des « études critiques sur les communications de masse ».

- 13 Mais c'est également ce contexte qui explique en partie tant le tournant « postmoderniste », et donc la fin de la référence à la critique marxiste des CS, que la chute parallèle de ces références explicites au cœur des traditions de l'EPC dont parlent Guilbert et Quémener (2015). Toutes critiques qu'elles soient, il n'y a pas lieu de croire que l'EPC comme les CS échappent à l'accélération mondiale de la libéralisation et de la marchandisation de la recherche et de l'enseignement supérieur sur les trois dernières décennies (Mœglin, 2005, 2016), et notamment aux mutations les plus récentes, enjoignant toujours plus aux chercheurs de pratiquer le *self-branding* (voir Allmer et Bulut, 2018).
- 14 L'institutionnalisation des deux courants est aussi passée par des compromis et des révisions qui ont contribué à leur faire reconnaître un droit de cité au sein du monde académique, exacerbant ainsi leurs divisions d'affichage, tout en les intégrant à l'accompagnement des mutations en cours. Dès lors, on peut bien sûr regretter, avec Hardy, que le fossé entre EPC et CS apparaisse comme un report malheureux des clivages internes aux mouvements de gauche qui ont la caractéristique fâcheuse de « produire d'obscur divisions souvent sectaires et acharnées en leur sein » (Hardy, 2014 : 19). Et on peut rappeler avec lui la nécessité « de faire front commun contre le néo-conservatisme et la menace que pose la marketisation de l'éducation supérieure » (*ibid.* : 19-20). Mais il ne faut pas oublier combien cette mutation de l'enseignement supérieur et la poursuite conséquente de sa balkanisation sont également au départ de ce fossé qui, d'ailleurs, concerne les pensées critiques bien au-delà du domaine des études sur les médias¹. À ce propos, si l'on peut remarquer depuis la fin des années 2000 le retour global d'une forme de critique théorique plus radicale qui voit les auteurs des deux courants réaffirmer, quoique séparément, des enjeux communs et notamment le retour à une critique marxiste (Fuchs et Mosco, 2012), il est notable que cela se fasse chaque fois au sein des traditions bien instituées et autour de chercheurs bien en place dans les institutions et reconnus internationalement comme appartenant à un courant ou à l'autre. Revenant sur le *Colloquy* de 1995 lors d'un séminaire de 2014, Christian Fuchs et Nicholas Garnham se félicitent ainsi à raison du retour de l'économie politique

dans certaines perspectives des CS afin de « prendre l'économie au sérieux » dans l'étude des médias. Et Fuchs d'ajouter : « [...] je suis d'accord, mais n'est-ce pas ce que l'approche en économie politique a toujours fait ? », concluant alors à une victoire a posteriori du débat de 1995 par l'approche EPC, dont il est désormais l'un des représentants les plus en vue, à l'Université de Westminster (Garnham et Fuchs, 2014 : 115).

- 15 Le cas de la France et du monde francophone de la recherche sur la communication donne une visibilité et une actualité particulières à cette situation. L'approche CS a tardé à s'y implanter, tant dans les départements universitaires que du point de vue de l'appropriation de ses concepts, alors que l'EPC a été historiquement l'un des courants constitutifs des sciences de l'information et de la communication (Miège, 2004, 2012). Mais depuis la fin des années 1990, la première a gagné quelque légitimité importante dans la discipline², tandis que l'autre a, en parallèle, perdu de sa visibilité et de son influence théorique — notamment au sein d'un courant francophone de la théorie des industries culturelles qui s'est concentré sur quelques rares figures dans la suite de Bernard Miège (Magis, 2019). En parallèle se sont mis en place les mouvements de libéralisation qui ont précipité ce que d'aucuns appellent la « destruction de l'université française » (Granger, 2015) qui, bien qu'amorcée dès la fin des années 1980, a été plus tardive que dans d'autres pays : on commence à percevoir ses effets de réalité les plus néfastes seulement depuis la fin des années 2000. Dans une situation tant de diminution des budgets pour la recherche que de raréfaction des postes d'enseignants-chercheurs titulaires faisant suite de ces mouvements de libéralisation, les deux courants, qui sont eux-mêmes relativement marginaux au sein d'une même discipline où la critique elle-même est relativement marginale (Granjon, 2014), sont en fait en concurrence pour les très rares appels à projets et positions ouvertes aux cadres théoriques critiques. Ils voient ainsi leurs chercheurs respectifs en compétition pour faire financer leurs projets de recherche. Et ce sont leurs meilleurs éléments que l'on voit en concurrence dans les auditions pour les rares postes fléchés sur l'approche critique des médias et des industries culturelles, où ils défendent justement leurs dossiers en montrant leur participation active aux projets en question qui, à nouveau, ne voient pas tant les approches *dialoguer* qu'*être affirmées*.

Conclusion

- 16 Cela ne signifie évidemment pas que le dialogue nécessaire entre l'EPC et les CS soit impossible ni qu'il faille abandonner l'ambition de lui donner quelque corps théorique sérieux. Il serait bien abusif de le limiter à un simple problème institutionnel : comme les commentateurs que nous avons passés en revue le rappellent, il relève aussi de désaccords théoriques profonds. Toutefois, force est de reconnaître qu'il ne suffit pas de lui offrir des espaces d'élaboration, encore moins d'en décréter le dépassement. La phase actuelle, notamment en France, est peut-être encore celle de la légitimation continue des deux approches dans une université en mutation où les approches critiques, minoritaires, doivent se plier aux mêmes injonctions : attirer des étudiants en train de se constituer un « capital humain » dans des formations, créer des laboratoires dont les approches sont identifiées, pour produire des ouvrages, articles et événements scientifiques d'ores et déjà labellisés. Cela limite souvent le dialogue à ses dimensions les plus immédiatement opérantes. Le problème est amplifié dans l'Hexagone, par la

nécessité continuelle de faire déjà reconnaître la jeune discipline qui les accueille, les sciences de l'information et de la communication.

- 17 Il n'est donc pas encore venu le temps où l'on peut véritablement se positionner épistémologiquement « au carrefour » de l'EPC et des CS (quoique des chercheurs s'y essaient, voir George, 2014), encore moins « au-delà » du débat entre les deux, comme plusieurs travaux le prétendent. En réalité, ce « carrefour » ne peut pour le moment exister qu'à l'occasion de travaux spécifiques sur des objets spécifiques. Mais ce faisant, outre, comme nous l'avons vu, qu'il ne s'appuie qu'à la marge sur des articulations proprement épistémologiques, il tend à rejouer la carte de la surspécialisation accrue et entretient les formes de caricatures aux accents marketing associées aux approches. On cantonnera alors les dimensions économiques de l'analyse de tel ou tel objet à l'apport de l'EPC quand les spécialistes des CS seront convoqués pour analyser les *texts*, ou les subjectivités associées aux pratiques de l'objet. Dans tous les cas, au lieu du dépassement escompté permettant une réunion théorique des courants critiques, on a plutôt affaire à la ré-institutionnalisation de leur fermeture sur leurs *so-called* domaines de spécialité. Une proposition épistémologique ambitieuse visant l'articulation théorique des deux nécessiterait en réalité soit une université libérée des contraintes de la concurrence — c'est-à-dire qui ne soit plus considérée comme une sorte de « marché des idées » —, soit que les approches n'y soient plus en position de concurrence aussi étroite, au sein notamment des mêmes départements d'études médiatiques.

BIBLIOGRAPHIE

- BABE, Robert E. (2009), *Cultural Studies and Political Economy: Towards a New Integration*, Lanham, Lexington Books.
- ALLMER, Thomas et Ersin BULUT (dir.) (2018), « Academic labour, digital media and capitalism », numéro spécial, *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 16(1).
- CERVILLE, Maxime et Nelly QUEMENER (2015), *Cultural studies. Enjeux et méthodes*, Paris, Armand Colin.
- CHAKRAVARTTY, Paula et Yuezhi ZHAO (dir.). (2008), *Global Communications: Toward a Transcultural Political Economy*, Lanham, Rowman & Littlefield.
- FENTON, Natalie (2007), « Bridging the mythical divide: Political economy and cultural studies approaches to the analysis of the media », dans Eoin DEVEREUX (dir.), *Media Studies: Key Issues and Debates*, London, Sage, p. 7-31.
- FUCHS, Christian (2014), *Digital Labour and Karl Marx*, London, Routledge.
- FUCHS, Christian et Vincent MOSCO (dir.). (2012), « Marx is back. The importance of Marxist theory and research for Critical Communication Studies today », numéro spécial *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 10(2).

- GARNHAM, Nicholas (2000), *Emancipation, the Media, and Modernity: Arguments About the Media and Social Theory*, Oxford, Oxford University Press.
- GARNHAM, Nicholas et Christian FUCHS (2014), « Revisiting the political economy of communication », *TripleC: Communication, Capitalism & Critique*, 12(1) : 102-141.
- GEORGE, Éric (2014), « Éléments d'une épistémologie critique en communication. Au carrefour et au-delà de l'école de Francfort, des *Cultural Studies* et de l'économie politique de la communication », dans Éric GEORGE et Fabien GRANJON (dir.), *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare et Martin, p. 97-136.
- GRANGER, Christophe (2015), *La destruction de l'université française*, Paris, La Fabrique.
- GRANJON, Fabien (2014), « La critique est-elle soluble dans les sciences de l'information et de la communication ? », dans Éric GEORGE et Fabien GRANJON (dir.), *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare et Martin, p. 291-355.
- GUIBERT, Gêrôme et Nelly QUEMENER (2015), « Cultural studies et économie politique de la communication : quel rapport au marxisme ? », *Réseaux*, 192(4) : 87-114.
- HARDY, Jonathan (2014), *Critical Political Economy of the Media: An Introduction*, New York, Routledge.
- HESMONDHALGH, David (2013), *The Cultural Industries*, London, Sage.
- KEUCHEYAN Razmig et François CUSSET (2011), « Nouvelles pensées critiques ? Entretien avec R. Keucheyan et F. Cusset », *Contretemps*, 8. [En ligne]. <https://www.contretemps.eu/nouvelles-pensees-critiques-entretien-avec-razmig-keucheyan-et-francois-cusset/>. Page consultée le 28 novembre 2019.
- LEVY, Mark R. et Michael GUREVITCH (dir.) (1993), *Journal of Communication*, 43(4), Oxford Academic.
- MAGIS, Christophe (2019), « Bernard Miège. Une "théorie des industries culturelles" au sein des sciences de l'information et de la communication », dans Fabien GRANJON, Jacques GUYOT et Christophe MAGIS (dir.), *Matérialismes, culture et communication*, t. 3 : *Économie politique de la culture, des médias et de la communication*, Paris, Presses des Mines, p. 135-160.
- MAIGRET, Éric et Franck REBILLARD (2015), « La nécessaire rencontre des cultural studies et de l'économie politique de la communication », *Réseaux*, 192 : 9-43.
- MEEHAN, Eileen R. (1999), « Commodity, culture, common sense: Media research and paradigm dialogue », *Journal of Media Economics*, 12(2) : 149-163.
- MEEHAN, Eileen R. (2004), « Moving forward on the left: Some observations on Critical communications research in the United States », *The Public*, 11(3) : 19-30.
- MIÈGE, Bernard (2004), « L'économie politique de la communication », *Hermès*, 38 : 46-54.
- MIÈGE, Bernard (2012), « La théorie des industries culturelles (et informationnelles), composante des SIC. Présentation », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 1.
- MEGLIN, Pierre (2005), *Outils et médias éducatifs : une approche communicationnelle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- MEGLIN, Pierre (dir.) (2016), *Industrialiser l'éducation*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.

OUELLET, Maxime (2014), « Pour une critique de l'économie politique de la communication », dans Éric GEORGE et Fabien GRANJON (dir.), *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare et Martin, p. 165-189.

OUELLET, Maxime (2016), *La révolution culturelle du capital. Le capitalisme cybernétique dans la société globale de l'information*, Montréal, Écosociété.

ROBINS, Kevin et Franck WEBSTER (1987), « The communications revolution: New media, old problems », *Communication*, 10(1) : 71-89.

NOTES

1. Concernant la diffusion actuelle des pensées critiques depuis les universités américaines, Razmig Keucheyan indique ainsi qu'« [i]l est possible [...] qu'une logique de "niche" pédagogique dans ce contexte de concurrence accrue entre universités se mette en place. Une prime à l'innovation pédagogique (superficielle) sera l'une des conséquences de cette concurrence » (Keucheyan et Cusset, 2011 : en ligne).

2. Un gage important de cette reconnaissance en est par exemple l'organisation d'un colloque au prestigieux château de Cerisy sur le thème « Cultural studies/Études culturelles : au-delà des politiques des identités » en 2015.

RÉSUMÉS

Le champ académique de la critique des médias connaît depuis longtemps une opposition célèbre et ancienne entre deux approches : l'économie politique de la communication et les *cultural studies*. L'hypothèse que l'auteur pose ici, après avoir étudié les limites des principales tentatives d'intégration des deux approches, est que l'articulation des deux doit aussi composer avec des enjeux stratégiques dans la libéralisation et la marchandisation du monde académique.

Media criticism in academia has long been riven by a notorious and enduring opposition between two approaches: political economy of communications and cultural studies. The hypothesis the author presents here, based on study of the limitations of the main attempts to integrate the two approaches, is that the point of contact between the two will also need to address the strategic issues raised by the neoliberalization and commodification of academia.

El campo académico de la crítica mediática ha experimentado durante mucho tiempo una famosa y antigua oposición entre dos enfoques: la economía política de la comunicación y los *Cultural studies*. La hipótesis que el autor del artículo presenta aquí, después de haber estudiado los límites de los principales intentos de integrar los dos enfoques, es que la articulación de los enfoques debe tratar cuestiones estratégicas en la liberación y mercantilización del mundo académico.

INDEX

Palabras claves : economía política, cultural studies, campo académico, neoliberalismo, mercantilización

Keywords : political economy, cultural studies, academia, neoliberalism, commodification

Mots-clés : économie politique, cultural studies, monde académique, néolibéralisme, marchandisation

AUTEUR

CHRISTOPHE MAGIS

Christophe Magis est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication et membre du Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (Cemti-Critic), Université Paris 8. Courriel : christophe.magis@univ-paris8.fr

La malédiction de Giverny

Vivre dans un tableau impressionniste

Adeline Clerc-Florimond et Lylette Lacôte-Gabrysiak

Monsieur Monet, que l'hiver ni
L'été en vision ne leurre
Habite, en peignant, Giverny
Sis auprès de Vernon, dans l'Eure
(adresse d'une lettre de Stéphane Mallarmé à
Claude Monet, dans Bonafoux, 2010 : 18).

- 1 Giverny est un village normand qui a servi pendant plus de quarante ans (de 1883 à 1926) de résidence principale à Claude Monet, le chef de file de l'impressionnisme. C'est aussi un haut lieu touristique. Son originalité se loge dans sa principale attraction : un jardin. Un jardin de particulier, celui de l'artiste, loin des royales plantations de Versailles. Attenant à la maison de Monet, le premier jardin est appelé le Clos Normand. C'est un « jardin de peintre » qui présente aux visiteurs une palette de couleurs renouvelée au fil des floraisons et des saisons. Plus loin, un petit souterrain mène au jardin d'eau et à son célèbre bassin aux nymphéas. Certes, les deux jardins représentent une superficie limitée, mais ils font l'objet de l'intérêt du public et la réputation du village.
- 2 Au-delà des jardins de Monet, que voit-on quand on visite aujourd'hui Giverny ? Ce qui domine, ce sont les couleurs et les arrangements floraux. Outre les jardins du peintre, c'est le village dans son entier qui, par métonymie, s'apparente à un grand jardin. Tout n'y est que fleurs. Il y a même des visiteurs d'un jour qui profitent de leur passage pour planter quelques bulbes sur le bord des chemins. On trouve des jardins au restaurant Baudy, au musée des impressionnistes et même des nymphéas en bassine devant l'Office du tourisme, les trois étant sis dans la rue principale, la rue Claude Monet bien sûr. Il s'agit donc d'un tout petit périmètre qui concentre les 500 à 700 000 touristes qui viennent annuellement visiter ce village de 512 âmes.
- 3 On peut alors se demander comment cela est vécu par les habitants. Nous nous intéresserons à la réalité d'un territoire tiraillé entre développement touristique et bien-être de sa population. Afin de répondre à cette question, nous nous sommes rendues à deux reprises à Giverny pour des phases d'observations participantes, par un

jour d'été au milieu de la foule pressée et par un jour d'hiver dans des rues totalement désertées. Nous avons effectué des entretiens auprès du maire de Giverny, d'un responsable de la Maison du Tourisme Normandie-Giverny, d'une Givernoise, mais aussi auprès d'auteurs de romans récents ayant pour cadre Giverny (Renée Bonneau, Michel Bussi et Frédéric Révérend). Dans ces ouvrages comme dans beaucoup d'autres documents depuis le XIX^e siècle, Giverny est présenté comme un lieu exceptionnel créé par un grand artiste, il s'en dégage une image idéale, romantique, qui ne fait que renforcer le mythe d'un jardin extraordinaire qu'il faut absolument visiter. Un endroit à visiter sans doute, mais est-ce un endroit où vivre ?

Vivre dans un jardin

- 4 L'attrait premier du village demeure donc les jardins, les professionnels du tourisme et les commerçants installés sur place l'ont bien compris. « Il n'y a pas d'ambiguïté : les gens viennent voir les jardins. Les étrangers vous citent les noms des fleurs, ils citent leurs noms latins. Ce sont des passionnés d'où les lettres de réclamation qu'on reçoit quand ils ne peuvent pas admirer calmement le jardin de Monet » (entretien, Claude Landais, maire de Giverny, 8 août 2016). Un des responsables de la Maison du Tourisme Normandie-Giverny abonde en ce sens : « On vient surtout pour voir les fleurs et les prendre en photos » (entretien, 8 août 2016). Les souvenirs proposés sont avant tout des bulbes, du matériel de jardinage, des beaux livres sur les jardins.
- 5 Toutefois, à cette vision idyllique de Giverny (explosion de fleurs et de couleurs, témoin d'un passé pictural) s'ajoute celle de la foule, pressée, pressante, envahissante qui, tous les ans, occupe ce tout petit village, faisant de celui-ci un simple décor et de ceux qui l'habitent d'amusants figurants. L'indépendance revendiquée de la municipalité conduit également à de nombreux paradoxes : comment une si petite commune peut-elle gérer les contraintes liées à un tel afflux de visiteurs ? Les derniers chiffres communiqués par les responsables de la Fondation Claude Monet-Giverny, dépendante de l'Académie des beaux-arts¹, parlent de 46 % de visiteurs venus de l'Hexagone contre 54 % de l'étranger. Les Américains sont toujours les plus nombreux². Les autres touristes étrangers sont anglais, australiens, chinois, japonais et coréens. Si l'on reprend la définition du terme de *tourisme* donnée par la Direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services, les personnes en visite à Giverny ne sont pas considérées comme des touristes, mais comme des excursionnistes puisque la plupart d'entre elles restent seulement une demi-journée, au plus une journée sur place³. En effet, quelques heures suffisent à boucler le parcours touristique de Giverny qui, dans la grande majorité des cas, se résume à la maison et aux jardins de Monet, auxquels s'ajoute éventuellement la visite du musée des impressionnistes⁴. Ces gens qui viennent consommer pour quelques heures un bout de jardin et qui repartent dans leur autobus représentent un véritable défi pour la commune. La cohabitation entre excursionnistes, touristes, résidents principaux, résidents secondaires et saisonniers donne lieu à un village à double vitesse. Que signifie pour ces Givernois la vie dans ce village en butte aux hordes touristiques ? Cela signifie déjà que Giverny vit au rythme d'un jardin : en pleine effervescence la moitié de l'année et en sommeil l'autre moitié. Une fois l'automne arrivé, les feuilles tombent et tous les commerces ferment leurs portes pour ne rouvrir qu'au printemps suivant⁵. La haute saison touristique est, quant à elle, rythmée par un programme relativement dense d'activités artistiques et

culturelles⁶. Habitants et professionnels de la culture et du tourisme déplorent parfois une forme de « saturation », précisément le week-end⁷. Celle-ci se manifeste notamment par les temps d'attente pour visiter la maison et les jardins de Monet⁸. La gestion des flux touristiques devient chaque année, pendant près de six mois, le problème majeur des professionnels de la culture, des élus locaux et des Givernois.

- 6 À un Giverny de carte postale s'oppose donc un village qui connaît les mêmes difficultés administratives et financières que n'importe quel village (fermeture des commerces de proximité, menace de fermeture de l'école primaire, mise en place du tout-à-l'égout), mais auquel il faut ajouter la présence massive de touristes sur une période réduite et dans un espace concentré. Le maire et ses élus occupent une position compliquée d'autant plus que le tourisme est perçu comme source de nombreuses contraintes sans contreparties jugées satisfaisantes, sauf pour les professionnels du tourisme installés à Giverny (commerces et hébergement). « On partage le prestige, les honneurs, la qualité, mais ça s'arrête là, les emmerdes, personne ne les partage. Tout le monde est très exigeant avec nous » (entretien, Claude Landais, maire de Giverny, 8 août 2016). Cet habitant issu d'une famille implantée de longue date à Giverny s'agace :

Rien n'est reversé au village. Nous, habitants, devons payer les installations pour la sécurité du village, les bornes anti-intrusion aux caméras de vidéosurveillances, mais également les toilettes publiques et l'entretien des parkings. Pendant ce temps, les mares sont en train de pourrir, l'assainissement n'a pas été fait depuis quarante ans (Mick, 2019).

- 7 Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les problèmes liés à la présence touristique relèvent bien souvent de l'anecdotique mais, à répétition, ils occasionnent d'importantes nuisances : « On a des amis qui sont sur la rue Claude Monet et c'est le *binz* total. Et encore ça va mieux depuis qu'on a les toilettes publiques. Avant ça, les gens entraient dans les propriétés pour faire leurs besoins » (entretien, habitante de Giverny, 9 août 2016). Le maire de Giverny se remémore les mêmes types de désagréments : « On trouve souvent chez nous des gens assis sur nos pelouses qui se croient chez eux. On nous demande des choses particulières : utiliser nos toilettes, téléphoner, un tire-bouchon, un pot de moutarde. Ils arrivent encore à m'étonner » (entretien, 8 août 2016). Rapidement, on comprend que le fond du problème concerne les prises de décision politiques quant à l'aménagement d'un territoire touristique. Comme bien souvent, « des conflits peuvent survenir dans le choix d'investissement des collectivités : privilégier des infrastructures touristiques au détriment d'autres infrastructures, des lieux touristiques (les centres historiques) au détriment d'autres lieux (les quartiers périphériques) » (Delaplace et Simon, 2017 : 42). Une habitante abonde en ce sens :

Les pouvoirs publics installent le wifi dans la rue principale, sur le parcours de la Seine à vélo, alors qu'Internet fonctionne très mal à l'extrémité du village. Et le distributeur automatique de billets est, quant à lui, activé uniquement pendant la saison touristique. [...] Giverny est coupé en deux aujourd'hui. Chacun reste dans son coin pour préserver ses intérêts et c'est sans doute ce que nous avons de mieux à faire (Mick, *op. cit.*).

- 8 La création du collectif « les Givernois en colère »⁹ est symptomatique des difficultés de gestion des espaces publics à vocation commerciale et touristique de Giverny. La revendication première des habitants concernés est l'absence de concertation, ce qui semble être le cas de tout territoire où touristes et habitants se côtoient (Delaplace et Simon, *op. cit.*). Une « Givernoise en colère » déclare lors d'un entretien (30 janvier 2018) que des habitants quittent le village par lassitude du fait de ne pas être

entendus par le conseil municipal, le dernier point de discordance concernant le raccordement tardif des rues excentrées de la rue Monet au tout-à-l'égout. Ce collectif est constitué d'habitants vivant « en périphérie » de Giverny, c'est-à-dire dans une autre rue que la rue Claude Monet. Eux-mêmes s'autodéfinissent ainsi et déclarent vivre dans des quartiers spécifiques, « oubliés », comme le très ironique « 9 cube de Giverny »¹⁰. À l'image d'une ville, les termes employés comme « cœur de ville », « quartier », « micro-quartier » (entretien, habitante de Giverny, 30 janvier 2018) rendent compte d'une forme de cloisonnement dans une superficie certes réduite, mais reconstituant des logiques et des rapports de force à échelle de quartiers.

Vivre dans le village d'un peintre

- 9 Par ailleurs, notons qu'au cours de notre enquête, contrairement à ce que nous avons pu observer lors d'une précédente étude portant sur l'attachement d'une population à son patrimoine¹¹, nous n'avons pas observé ce sentiment de fierté que les habitants de Giverny pourraient avoir à vivre dans un village connu dans le monde entier. Cet attachement au patrimoine local n'est que très peu perceptible. Une Givernoise (entretien, 9 août 2016) déclare connaître des habitants qui ne sont jamais allés voir les jardins de Monet (« ça ne les intéresse pas »). Dans l'ensemble, les habitants ne sont pas ce qu'Anne Watremez (2008) nomme des « pratiquants ordinaires du patrimoine ». Sans doute car le patrimoine en question est avant tout caché : les jardins de Monet et le musée des impressionnistes ne sont accessibles que sur billets d'entrée payants, et les habitants de Giverny n'ont aucun avantage (gratuité ou billet coupe-file) sur les visiteurs extérieurs.
- 10 À cela s'ajoute aussi l'animosité des villageois envers le peintre qui dure depuis plus d'un siècle. L'écrivain givernois Frédéric Révérend souligne ainsi « l'éternel étonnement des Givernois » face à la notoriété de Monet et d'ajouter que ce qui les fascine, ce sont plutôt le coût des toiles¹². Cela tient sans doute à la nature du lien entre Monet et les habitants. En effet, Révérend confirme que
Monet n'a jamais tellement été aimé dans le village. Il agaçait tout le monde parce qu'il avait des façons de grand seigneur. Il faisait arrêter le train en haut de sa propriété pour pouvoir monter dedans. De toute façon, les gens de Giverny n'étaient pas tellement amateurs d'art. C'était des cultivateurs qui ne s'intéressaient pas forcément à ça (*ibid.*).
- 11 Les recherches historiques que nous avons effectuées et les discussions que nous avons conduites avec des habitants aboutissent au même constat : Monet n'était ni aimé ni admiré. Dans un petit village comme Giverny, composé de quelques grandes familles, l'arrivée d'un artiste peintre aux exigences bourgeoises (rappelons, entre autres exigences, qu'il a fait détourner, à trois reprises, le courant de l'Epte pour que le ruisseau passe dans son jardin) n'a pas plu¹³. Considéré comme un « horsain »¹⁴ qui les prenait de haut, il n'était guère apprécié des habitants. Certes, Monet ne fit rien pour améliorer la situation. « Il ne cherchait pas le contact avec les villageois, bougonnait volontiers, ne sortait que très rarement et saluait fort distraitemment » (Decker, 1982 : 157-158). Quand Monet et Blanche Hoschedé-Monet, sa belle-fille, partent à travers champs pour peindre, Alice — la seconde femme de Monet — raconte dans une lettre : « Ils partaient parfois avec un domestique, un chien en laisse histoire de tenir les curieux à distance. Je le reconnais bien là, lui le plus pacifique des hommes. Pas

étonnant que tout le monde ne nous aime pas » (lettre d'Alice Monet à sa fille, dans Piguët et Breschand, 2010).

- 12 Comme la mémoire est particulièrement persistante dans un village, cela explique aussi, selon Révérend, le désintérêt actuel ou en tout cas l'éloignement des Givernois de cet attrait touristique qu'ils ne comprennent pas toujours.

Vivre dans un tableau

- 13 À Giverny, si l'on trouve la maison et les jardins de Monet, aucune de ses œuvres n'est visible¹⁵, mais cela ne semble pas rompre le charme. Car ce que l'on trouve à Giverny, c'est l'atmosphère dans laquelle le peintre produisait au début du xx^e siècle. L'attrait touristique premier est donc la reconstitution d'une époque, dont l'essence est à puiser dans les tableaux de Monet. Celui-ci a peint Giverny sous plusieurs angles, depuis son jardin bien sûr, mais aussi depuis les champs qui bordent le village. Aujourd'hui, la volonté assumée de la Fondation Monet est d'entretenir les jardins du peintre tels qu'il les a peints. La mise en abyme est ici intéressante, car inversée. En effet, il s'agit de reconstituer les jardins que Monet avait conçus pour lui servir de modèle d'après ses œuvres, autrement dit, il s'agit de faire un paysage d'après tableaux.

- 14 Plus que le jardin, c'est tout un paysage impressionniste qui est mis en avant et reconstruit. Les habitants de Giverny concourent, malgré eux, à cette vaste entreprise de reconstitution. Ils doivent, par exemple, respecter un certain nombre de contraintes en matière d'aménagement de leurs espaces verts. « On a une liste d'arbustes qu'on a le droit de planter. Le thuya est interdit par exemple dans Giverny. Il faut que ça soit local. Il faut essayer de rester dans le jus des années 1905 quand Monet était en pleine forme » (entretien, Claude Landais, maire de Giverny, 8 août 2016)¹⁶. De même, il est un fait qu'un certain « standing » doit être maintenu pour préserver une certaine image du village : « On a eu plein de gens qui voulaient faire de la frite, du kebab. On a eu parfois peur. *Business is business*. Monet, ça s'écrit aussi avec un "y" comme dans "money" » (*ibid.*). Il s'agit donc, encore une fois, de trouver un juste milieu pour satisfaire autant les attentes d'un public touristique que celles des habitants.

Depuis une dizaine d'années, il y a beaucoup de maisons qui se transforment en chambres d'hôtes, en commerces, des galeries, on n'en avait pas avant. Là ça va, il n'en faut pas plus. Sinon après ça devient un village vide et il n'y a plus d'intérêt. On arrivera plus à faire de la qualité (*ibid.*).

- 15 Car l'attrait de Giverny réside aussi dans le fait qu'il s'agit d'un village tel qu'on se l' imagine, à savoir un petit territoire, des maisons de village et une vie de village (où l'on croise des habitants allant chercher leur pain à pied — en été seulement puisqu'en hiver aucun commerce n'est ouvert —, où l'on s'arrête pour discuter près du lavoir, etc.). Un village de carte postale du début du xx^e siècle tel que Monet l'a connu et l'a peint. Giverny étant l'idéal-type du village-jardin, ses représentants sont particulièrement vigilants. Par exemple, pour respecter les valeurs qui lui sont associées, « l'image que les gens en ont », le maire de Giverny « évite de montrer des photos avec de la foule » (*ibid.*). Car le revers de la médaille est l'afflux de touristes qui, concentrés dans un espace restreint, entache la carte postale. C'est le « paradoxe de l'authenticité dégradée » (Daum et Girard, 2018 : 10).
- 16 La volonté de réifier les hommes et l'image des lieux afin d'en proposer une lecture exagérément favorable a pour conséquence de transformer le territoire en une sorte de

carton-pâte, fleuri, ensoleillé, d'où la foule est volontairement effacée¹⁷. L'oscillation entre un lieu réel et un espace attrayant pour un public touristique est d'autant plus complexe que la caricature est parfois proche. Comme dans bon nombre de lieux culturels, le phénomène de « disneylandisation », comme le dit Michel Bussi (entretien, 29 janvier 2018), reste le piège majeur¹⁸. L'auteur et chercheur géographe s'interroge sur cette injonction de la mise en scène : « Faut-il aller jusqu'à replacer les bottes de paille telles que Monet les a peintes ? » (*ibid.*).

- 17 Le village doit éviter le piège de la muséification, ce phénomène massif qui tend à transformer les villes en un vaste décor depuis les années 1970 en France. Ici, il ne s'agit pas tant de transformer le territoire en un musée à ciel ouvert, mais de le replier sur son passé et de le figer dans un décor végétal et floral d'après tableaux. Bussi dans *Nymphéas noirs* fait porter par la vieille femme du roman un regard négatif sur le Giverny actuel : « La campagne de Monet, aujourd'hui, c'est un décor d'hypermarché ! » (2011 : 22). Et elle raille le sans-gêne des touristes : « Parfois, il y a même des connards pour me prendre en photo, comme si je faisais partie du paysage... » (*ibid.* : 148).

Conclusion

- 18 En 1915, dans son film *Ceux de chez nous*, Sacha Guitry, ami du peintre, dit de lui : « Monet n'avait qu'un seul luxe : ses fleurs. Son jardin était un des plus beaux jardins du monde »¹⁹.
- 19 Finalement, qu'est-ce que Giverny aujourd'hui ? Les personnes interrogées au cours de la présente étude mettent toutes l'accent sur l'importance des jardins de Monet et en font une œuvre d'art à part entière. Dans le catalogue de l'exposition *Monet chefs-d'œuvre* (2018) du musée Marmottan Monet, il est écrit : « Dès lors, il [...] dessine les contours de son jardin tel un tableau vivant, motif de prédilection qu'il peindra jusqu'à la fin de sa vie » (2018 : 102). Dans le livre de Christoph Heinrich intitulé sobrement *Monet* (2019), il est dit en termes proches : « On sent clairement une force ordonnatrice à l'œuvre dans ce jardin comme dans les œuvres du peintre. [...] Il compose un tableau coloré sur des plates-bandes parallèles » (2019 : 74). Giverny est donc l'œuvre d'un grand peintre tout en offrant l'avantage d'être aussi un jardin, il propose le rêve d'une promenade dans une œuvre d'art végétale. Et pour ses habitants ? Soumis aux contraintes liées au flux touristique, ils n'en tirent avantage que s'ils sont impliqués dans des activités commerciales. Sinon, ni fierté ni attachement particulier ne semblent présents pour compenser les nuisances.
- 20 Monet avait conçu ses jardins comme des tableaux et c'est ainsi que l'on a reconstruit le Giverny d'aujourd'hui. Alice, la seconde femme du peintre, disait dans une lettre adressée à sa fille : « J'ai besoin d'air. On ne peut pas rester comme ça enfermée dans un tableau. C'est pas humain » (Piguet et Breschand, 2010). Alice n'est plus là et les habitants de Giverny, toujours prisonniers du tableau, font maintenant face à l'explosion du nombre de visiteurs qui viennent s'y promener, chaque année, plus nombreux.

BIBLIOGRAPHIE

- BANDO, Cécile, Adeline CLERC et Lylotte LACÔTE-GABRYSIK (2017), « “La plus belle place du monde” : les Nancéiens et la place Stanislas », *The Conversation*, 25 octobre. [En ligne]. <http://theconversation.com/la-plus-belle-place-du-monde-les-nanceiens-et-la-place-stanislas-85864>. Page consultée le 4 juillet 2019.
- BONAFOUX, Pascal (2010), *Monet*, Paris, Tempus Perrin.
- BONNEAU, Renée (2015), *Nature morte à Giverny*, Paris, Éditions Nouveau Monde.
- BRUNEL, Sylvie (2012), *La planète disneylandisée. Chroniques d'un tour du monde*, Paris, Éditions Sciences humaines.
- BUSSE, Michel (2011), *Nymphéas noirs*, Paris, Presses de la Cité.
- DAUM, Thomas et Eudes GIRARD (2018), *Du voyage rêvé au tourisme de masse*, Paris, CNRS Éditions.
- DECKER, Michel de (1982), *Histoires de Vernon-sur-Seine... Giverny et d'alentour*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Corlet.
- DELAPLACE, Marie et Gwendal SIMON (2017), *Touristes et habitants. Conflits, complémentarités et arrangements*, Paris, Gollion, Infolio.
- ELDER, Marc (2012/1924), *À Giverny chez Claude Monet*, Paris, Le livre d'histoire – Loris.
- GOETZ, Adrien (2014), *Intrigue à Giverny*, Paris, Grasset.
- GOETZ, Adrien (2017), *Un jour avec Claude Monet à Giverny*, Paris, Flammarion.
- GRANVILLE, Patrick (2018), *Falaise des fous*, Paris, Seuil, Coll. « Carré Rouge ».
- HEINRICH, Christoph (2019), *Monet*, Paris, Taschen.
- JOURNAL DES ARTS et AGENCE FRANCE PRESSE (2019), « Un tableau de Monet vendu 110,7 millions de dollars aux enchères à New York », *Le Journal des arts*, 15 mai. [En ligne]. <https://www.lejournaldesarts.fr/marche/un-tableau-de-monet-vendu-1107-millions-de-dollars-aux-encheres-new-york-144176>. Page consultée le 8 janvier 2020.
- MICK, Celia (2019), « À Giverny, le tourisme de masse ne satisfait pas tout le monde », *Paris Normandie*, 10 avril. [En ligne]. <https://www.paris-normandie.fr/loisirs/a-giverny-le-tourisme-de-masse-ne-satisfait-pas-tout-le-monde-GK14873731>. Page consultée le 4 juillet 2019.
- MUSÉE MER et Marine de BORDEAUX (2018), *Monet chefs-d'œuvre du musée Marmottan Monet*, catalogue d'exposition, Paris, Éditions Hazan.
- PIGUET, Philippe et Jean BRESCHAND (2010), *Claude Monet à Giverny, la maison d'Alice*, France Télévision.
- WATREMEZ, Anne (2008), « Vivre le patrimoine urbain au quotidien : pour une approche de la patrimonialité », *Culture & musées*, 11 : 11-36.

NOTES

1. Cette fondation gère la maison et les jardins de Monet dont elle a hérité à la suite de la mort du seul fils survivant du peintre. Pendant plus de trente ans, maison et jardins ont été laissés à

l'abandon (de nombreux tableaux du peintre sont ainsi restés dans les ateliers protégés par un simple cadenas). C'est Gérard Van Der Kemp, engagé par l'Académie des beaux-arts, qui s'est chargé de trouver des fonds et d'assurer la réhabilitation de la maison et la reconstitution des jardins avant une ouverture au public en 1980.

2. Rappelons que Monet, quand il s'est installé à Giverny, a attiré une colonie d'artistes principalement américains.

3. Le tourisme est défini comme « les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel à des fins de loisirs, pour affaires ou autres motifs [...]. La durée du séjour permet de distinguer deux catégories de visiteurs : les touristes qui passent au moins une nuit (et au plus un an) hors de leur environnement habituel, et les excursionnistes, qui n'en passent aucune » (Direction générale de la compétitivité de l'industrie et des services. [En ligne]. <https://www.economie.gouv.fr/>. Page consultée le 11 juin 2019).

4. On compte 180 000 visiteurs seulement au musée des impressionnistes en 2018 contre 700 000 pour la maison et les jardins de Monet.

5. « Les restos ferment à partir de novembre, les boutiques aussi. Il y a une fermeture entre le 15 novembre et le 15 mars » (entretien, Claude Landais, maire de Giverny, 8 août 2016). L'augmentation très forte des excursionnistes en haute saison induit « une très forte saisonnalité de l'usage de certains services dans les territoires touristiques et pos[e] la question du dimensionnement de certains réseaux (assainissement, réseau de distribution électrique, etc.). De même, une présence uniquement temporaire de la population n'est pas sans conséquence sur la présence des services publics ou des commerces » (Delaplace et Simon, 2017 : 53).

6. « On y [à Giverny] croise photographes, sculpteurs ou peintres en résidence à la Fondation Claude Monet, logés dans une ancienne ferme non loin de la maison du peintre. [...] Tous les deux ans, au mois de juin, un concours de sculpture très suivi met aux prises pendant huit jours des maîtres de la taille directe, devant des blocs de pierre blanche de Vernon. En mai ou en juin, c'est un salon de pastellistes qui s'achève par un concours. Au mois d'août, depuis 2004, le festival de musique de chambre accueille des formations venues de partout, dont de nombreux ensembles de jeunes talents » (Goetz, 2017 : 125).

7. « Monet est saturé le samedi et le dimanche. Il y a trop de monde » (entretien, Claude Landais, maire de Giverny, 8 août 2016).

8. « Pendant le mois de mai au niveau des ponts : grand soleil et là record à Giverny parce qu'il y avait jusqu'à deux heures d'attente pour entrer dans les jardins et la maison. Même ceux qui avaient leur ticket, l'entrée coupe-file était bouchée car il y avait trop de monde à l'intérieur. Pour passer du clos normand au jardin japonais, il y avait ¼ heure dans le tunnel occasionnant beaucoup de mécontentements » (entretien, responsable de la Maison du Tourisme Normandie-Giverny, 8 août 2016).

9. Il s'agit d'un regroupement d'habitants résidant notamment dans les rues adjacentes de la rue Claude Monet et qui, aux dires d'un de ses membres, porte la voix de ceux « qui ne sont pas entendus » (entretien, habitante de Giverny, 30 janvier 2018).

10. En référence au 9 3 qui reprend le numéro administratif du département de Seine-Saint-Denis en périphérie de Paris caractérisé par ses grands ensembles, qui conjugue insécurité, abandon de l'État et mauvaise image.

11. L'étude porte sur les habitants de la ville de Nancy ; la fierté qu'ils éprouvent à l'égard de leur ville et de son patrimoine (en particulier la place Stanislas) est très frappante et largement partagée, quel que soit le quartier de résidence (Bando, Clerc et Lacôte-Gabrysiak, 2017).

12. Preuve en est le nouveau record pour l'artiste lors d'enchères le mardi 14 mai 2019. Une toile de la série des « Meules » de Monet a été adjugée à 110,7 millions de dollars lors d'une vente organisée par la maison Sotheby's (*Le Journal des arts*, 15 mai 2019).

13. Les Givernois ont aussi fait « payer » le peintre pour ne pas déplacer les meules qu'il était en train de peindre, pour éviter la construction d'une usine, pour participer aux travaux sur les routes (qu'il avait encouragés afin d'éviter la poussière sur ses fleurs) (Decker, 1982).
 14. Mot de patois normand qui signifie « étranger » avec une forte nuance péjorative.
 15. Les tableaux de Monet sont visibles surtout à Paris aux musées d'Orsay, Marmottan Monet et de l'Orangerie.
 16. Cette volonté de reconstituer Giverny à l'époque de Monet est largement décrite dans le roman d'Adrien Goetz : « Maintenant [...] que va-t-il inventer ! De vieilles voitures dans le garage, à vingt euros la promenade ? [...] [I]l suffirait d'en acheter une, de faire un uniforme à boutons dorés pour le chauffeur, et d'embarquer des Japonais en costume de mariage. [...] Une meule en plastique dans le champ d'en face, qu'on photographiera sous la neige ? Money, Money, Money ! » (2014 : 144-145).
 17. « Giverny, j'ai toujours eu peur que ça soit un peu kitsch, style calendrier des postes, une fleur par mois, avec des petits chats dans les allées » (Goetz, 2014 : 157).
 18. Voir à ce sujet Brunel (2012).
 19. Ce petit film est disponible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=hhvOeoOl17Y>. On y voit Monet dans son jardin. Page consultée le 8 janvier 2020.
-

RÉSUMÉS

Giverny est un village normand qui a servi pendant plus de quarante ans (de 1883 à 1926) de résidence principale à Claude Monet, le chef de file de l'impressionnisme. Giverny est présenté comme un lieu exceptionnel créé par un grand artiste, il s'en dégage une image idéale, romantique qui ne fait que renforcer le mythe d'un jardin extraordinaire qu'il faut absolument visiter. Les auteures s'intéressent à la réalité d'un territoire tiraillé entre développement touristique et bien-être de sa population. Un endroit à visiter sans doute mais est-ce un endroit où vivre ?

Giverny is a Norman village that for more than forty-three years (1883 to 1926) was the principal residence of leading Impressionist painter Claude Monet. Giverny is presented as an extraordinary creation of a great artist; it is imbued with an idealized, romantic image that feeds the myth of an enchanted garden that everyone must go see. The authors examine the reality of a place torn between tourism development and the welfare of its residents. It's undoubtedly a place to see, but is it a place to live?

Giverny es un pueblo de Normandía que durante cuarenta años (de 1883 a 1926) fue el lugar de residencia principal de Claude Monet, líder del impresionismo. Giverny es presentado como un lugar excepcional creado por un gran artista pintor y da origen a una imagen ideal, romántica que refuerza ampliamente el mito de un jardín extraordinario que se debe visitar absolutamente. Los autores del artículo se interesan en la realidad de un territorio dividido entre el desarrollo turístico y el bienestar de su población. Sin duda, es un lugar para visitar, pero ¿es un sitio para vivir?

INDEX

Palabras claves : Monet, Giverny, mito, turismo, bienestar

Keywords : Monet, Giverny, myth, tourism, welfare

Mots-clés : Monet, Giverny, mythe, tourisme, bien-être

AUTEURS

ADELINE CLERC-FLORIMOND

Adeline Clerc-Florimond est maîtresse de conférences et membre du Centre de recherche sur les médiations, Université de Lorraine, CREM, F-54000 Nancy, France. Courriel : adeline.florimond-clerc@univ-lorraine.fr

LYLETTE LACÔTE-GABRYSIK

Lylotte Lacôte-Gabrysiak est maîtresse de conférences et membre du Centre de recherche sur les médiations, Université de Lorraine, CREM, F-54000 Nancy, France. Courriel : lylette.lacote@univ-lorraine.fr

Enquête auprès de la population du Grand Tunis sur les connaissances et les attitudes en matière de santé sexuelle et reproductive ainsi que sur la réception des messages de prévention

Lamia Ben Hassine

- 1 En Tunisie, si différentes enquêtes¹ de connaissances, d'attitudes et de pratiques (CAP) ont été menées par l'Office national de la famille et de la population² (ONFP) portant essentiellement sur la planification familiale et le degré d'adhésion des femmes aux différentes méthodes contraceptives, aucune étude sur la réception des messages en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) n'a encore été menée auprès de la population tunisienne.

Les médias écrits, radiophoniques et télévisuels représentent une importante source d'informations. Ils peuvent sensibiliser les gens à l'importance de certaines thématiques, placer la santé à l'ordre du jour, transmettre de l'information simple et contribuer à changer les comportements, s'il existe des facteurs facilitants. Les institutions publiques s'estiment souvent les mieux placées pour répondre aux besoins d'information de la population en matière de santé. Pour ce faire, elles disposent de plusieurs moyens d'intervention pour transmettre les informations pertinentes [...] (Renaud, Bouchard, Mongeau *et al.*, 2005 : 270).

- 2 En effet,

La recevabilité d'un message dépend d'une part de son contenu et de sa forme. Un discours, explique Michel Foucault, est perçu comme vrai ou faux par le groupe social où il circule. Le faux, en l'occurrence, n'est pas une aberration ou une incohérence logique, mais un écart par rapport à l'orthodoxie : sens commun ou bon sens. Le faux c'est le paradoxe ou la marginalité, le discours du non-sens ou du fou : il ne suffit pas de dire le vrai, il faut encore être dans le vrai (Abastado, 1980 : 34).

- 3 D'une part, cette étude³ vise à faire le point sur les niveaux de connaissance, les attitudes et la réception des messages en matière de SSR en vue de concevoir et de planifier les stratégies appropriées en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC) et d'obtenir des données de base fiables pour la Tunisie. D'autre part, elle cherche à comprendre le cadre de travail des acteurs nationaux dans la gestion des campagnes de communication en matière de SSR à travers les quatre objets de notre recherche. Nous concevons cette étude comme « une première étape pour identifier les freins éventuels à l'efficacité des politiques d'information » (Collectif, 2012 : 63).
- 4 Plus précisément, nous voulons étudier l'effet des actions de communication entreprises en matière de SSR pour mesurer si le message éducatif a été suffisamment bien compris pour susciter les changements d'attitudes et de comportements souhaités en matière de planification familiale et de SSR par différentes catégories ciblées de la population (hommes, femmes, jeunes).
- 5 Quatre thèmes ont fait objet de notre enquête : la planification familiale, la lutte contre le VIH-Sida, la prévention du cancer du sein et la lutte contre la violence basée sur le genre. Il s'agit de campagnes diffusées dans les médias grand public comme les chaînes de télévision et de radios nationales et régionales ainsi que par voie d'affichage urbain à grande échelle (pour les visuels « papier ») et les titres de presse destinés à un large public.

Les messages véhiculés sont une forme d'intervention de l'exécutif dans l'espace public et sont pour certains intervenants accompagnés d'un ensemble de discours justifiant la démarche et les choix opérés (discours de ministres en exercice, communiqués et dossiers de presse) (De Oliveira, 2012 : 17).

Méthodologie

- 6 Nous avons eu recours à une méthodologie mixte faisant appel à la fois au qualitatif (la recherche documentaire, les entretiens semi-directifs et l'observation participante) et au quantitatif.

Le terrain

- 7 L'ONFP est doté d'un réseau de structures sanitaires spécialisées, complémentaires et actives de par leur caractère décentralisé, et répondant aux besoins de la population, ce qui lui permet d'assurer une grande partie des activités médicales, d'IEC de formation et de recherche. Ce réseau est représenté par les Centres régionaux d'éducation et de planning familial (CREPF) ou les Centres de SR qui sont implantés dans les sièges des chefs-lieux des gouvernorats (Ministère de la santé, 2013 : 5).
- 8 Sur le plan administratif, les 24 gouvernorats de la Tunisie sont répartis en 7 grandes régions économiques : le Grand Tunis, le Nord-Est, le Nord-Ouest, le Centre-Est, le Centre-Ouest, le Sud-Est et le Sud-Ouest.
- 9 Une étude descriptive a été réalisée auprès d'un échantillon de la population venue consultée pour un service de SSR dans les Centres de SR du Grand Tunis durant l'année 2016⁴. Six Centres de SR ont été impliqués dans notre étude :
 - a. Le Centre de SR du gouvernorat de Tunis ;

- b. Le Centre de SR du gouvernorat de la Manouba ;
 - c. Le Centre de SR et de recherche du gouvernorat de l'Ariana ;
 - d. Les Centres de SR de Hammam Lif, d'Elmourouj et de Ben Arous du gouvernorat de Ben Arous.
- 10 Quatre Espaces amis des jeunes (EAJ) ont été également impliqués. Ces espaces sont des structures (services) intégrées au sein des Centres de SR.

La population

- 11 Trois cibles étaient visées :
- Les femmes en âge de reproduction ayant bénéficié d'un service de SSR au sein des Centres de SR et des Espaces amis des jeunes du Grand Tunis et ayant volontairement accepté de participer à l'enquête ;
 - Les hommes à partir de l'âge de 18 ans, célibataires ou mariés ayant bénéficié d'un service de SSR (consultation de stérilité, de sexualité et de dépistage anonyme et gratuit du VIH-Sida) au sein des Centres de SR du Grand Tunis et disposés à participer à l'enquête ;
 - Les jeunes et adolescents des deux sexes à partir de l'âge de 15 ans⁵ ayant bénéficié d'un service de SSR au sein des Espaces amis des jeunes du Grand Tunis et ayant volontairement accepté de participer à l'enquête.
- 12 Ont été exclues
- Les personnes accompagnant la population visitant le Centre de SR pour bénéficier d'un service de SR (mari ou femme ; parents) ;
 - Les personnes dont l'âge est inférieur à 15 ans ;
 - Les personnes ayant révélé leurs prénoms ou ayant signé les questionnaires ont été exclues de l'étude, tout comme celles qui ont remis un questionnaire incomplet.

L'échantillonnage

- 13 L'enquête a été réalisée à l'aide d'un questionnaire standardisé auto-administré selon la méthode de quota. Cette méthode consiste à reporter soigneusement les caractéristiques sociodémographiques de la population bénéficiant des services de SSR en 2015 (femmes en âge de reproduction, les hommes adultes et les jeunes) sur l'échantillon. L'avantage de cette méthode réside dans les faits suivants (De Singly, 2012 : 39) :
- Elle ne requiert pas l'existence d'un fichier de référence, une connaissance de la population suffit ;
 - Elle est économique puisqu'avec l'échantillon aléatoire, il faut revenir plusieurs fois pour rencontrer la personne désignée ;
 - Elle autorise la publication de données sur l'ensemble de l'échantillon et donc l'écriture d'énoncés généraux.
- 14 L'échantillon a été constitué de 317 sujets conformément à nos critères d'inclusion et réparti dans les délégations régionales du Grand Tunis. À l'image de la population, les femmes et les jeunes constituent le groupe le plus large de l'échantillon en raison, principalement, du rôle déterminant qu'ils jouent dans le succès des campagnes de sensibilisation portant sur la SSR. Les moyens limités et le peu de temps disponible consacré à cette enquête nous ont empêchés d'obtenir un échantillon plus large. Pour

les mêmes raisons, nous n'avons pas retenu les campagnes d'affichage urbain (VIH-Sida, violence à l'égard des femmes et cancer du sein particulièrement) dans l'ensemble des 24 gouvernorats.

Le questionnaire

- 15 Le questionnaire a été élaboré à partir d'une revue de la littérature scientifique relative à nos objectifs. Certaines questions furent directement tirées de la littérature scientifique et incorporées dans notre protocole de recherche — avec l'autorisation des auteurs — et adaptées à notre contexte.
- 16 Il s'agissait de recueillir :
 - a. Les caractéristiques sociodémographiques : effectif, âge, genre, profession, niveau d'éducation, statut matrimonial et nombre d'enfants ;
 - b. les sources d'information en matière de SSR : moyens de réception des informations en matière de SSR, préférence de réception des informations en matière de SSR, canaux de transmission et de diffusion des messages en matière de SSR ;
 - c. Les connaissances et les attitudes en matière de SSR : connaissances sur la planification familiale, le VIH-Sida, la violence basée sur le genre, le cancer du sein, le taux de prévalence contraceptive, les jeunes et la contraception, la connaissance des modes de transmission et de prévention du VIH-Sida et du dépistage anonyme et gratuit, la connaissance des modes de prévention du cancer du sein, la violence basée sur le genre : causes, formes et facteurs contributifs, etc. ;
 - d. L'exposition aux messages en matière de SSR et leur acceptation : degré d'exposition aux messages de prévention (violence basée sur le genre, cancer du sein et VIH-Sida), clarté et compréhension des messages en matière de SSR, etc. ;
 - e. Les suggestions : Modalités d'amélioration de la réception des messages en matière de SSR, organisations publiques et SSR ; communication sociale et SSR.

Le déroulement de l'enquête

- 17 Le questionnaire a été administré dans les langues arabe et française.
- 18 Une pré-enquête s'est déroulée le 19 mars 2016 dans la délégation régionale de l'ONFP de Tunis. Un débriefing a permis d'aplanir les difficultés liées à la compréhension de certaines questions ainsi qu'à la terminologie en langue arabe et de standardiser l'administration du questionnaire.
- 19 L'enquête proprement dite s'est déroulée entre le 22 mars et le 7 mai 2016. Le questionnaire a été distribué dans les salles d'attente des Centres de SR et dans les EAJ.
- 20 Des autorisations d'enquête ont été obtenues avant le début des activités de terrain. Le consentement de l'enquêté à participer à l'enquête était demandé à l'avance après un exposé des objectifs de l'étude. La participation était volontaire et sans contrainte. L'identité des personnes soumises au questionnaire a été protégée.
- 21 Chaque personne a répondu de manière individuelle, à l'exception de certains bénéficiaires qui ont exprimé le besoin que l'enquêteur les assiste.
- 22 Dès la réception des questionnaires, une vérification a été effectuée. Dix-sept questionnaires ont été éliminés à la suite du non-respect de l'anonymat et pour réponses incomplètes.

- 23 L'analyse des données a été réalisée à l'aide du logiciel SPSS version 20.0. Elle a consisté à calculer les fréquences simples et les fréquences relatives (pourcentages) pour les variables qualitatives ; et à calculer les moyennes et écarts-types (Standard Deviation) pour les variables quantitatives. Les comparaisons de pourcentage ont été effectuées par le test de Chi-Deux de Pearson, et en cas de non-validité de ce test, par le test exact bilatéral de Fisher. Dans tous les tests statistiques, le seuil de signification a été fixé à 0,05.
- 24 Des séances de débriefing avec les délégués régionaux ont porté sur les objectifs attendus de l'enquête ainsi que sur les modalités pratiques de l'exécution de l'enquête sur le terrain.

Présentation des résultats de l'enquête

La représentativité de l'échantillon

- 25 Les résultats présentés ont été obtenus à partir des croisements multiples entre l'âge, le genre, le statut matrimonial, le niveau d'éducation et les gouvernorats.
- 26 Selon la base de données statistiques fournie par l'ONFP pour l'année 2015, nous avons remarqué que 140 237 sujets ont bénéficié des services de SSR⁶. Il s'agit principalement des femmes en âge de reproduction et de jeunes des deux sexes (15-29 ans).

Tableau 1. Nombre de bénéficiaires des services de santé de la reproduction durant l'année 2015

Délégation régionale de l'ONFP	Bénéficiaires de consultation SR	Jeunes	Total	(%)
Gouvernorat de Tunis	34 823	5 815	40 638	29 %
Gouvernorat de Ben Arous	32 161	3 639	35 800	26 %
Gouvernorat de l'Ariana	27 517	916	28 433	20 %
Gouvernorat de la Manouba	33 463	1 903	35 366	25 %
Total	127 964	12 273	140 237	100 %

Source : Office national de la famille et de la population (2016), Statistiques ONFP 2015 (Base de données statistiques ONFP — Tableau Excel), Tunisie, Direction de la programmation et de l'évaluation, ONFP.

- 27 La base de données relative aux bénéficiaires des services de SSR discrimine les hommes. Sont masquées en effet les données selon le genre (par exemple, les hommes venus consulter au sujet de la stérilité, des infections sexuellement transmises [IST] ou du VIH-Sida)⁷. La base de données se réfère principalement aux services et consultations SSR prodigués et ne tient pas compte de la distinction entre hommes et femmes par type de consultation.
- 28 De fait, nous n'avons pu déterminer avec exactitude la représentativité de notre échantillon sur les plans du genre et de la catégorie d'âge. Par contre, tout sujet de sexe masculin ou féminin âgé de plus de 15 ans venant pour une consultation en matière de SSR durant la période de notre enquête a été inclus, sans que nous puissions pour autant établir le degré de représentativité de notre population.

Les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon

- 29 La très grande majorité des enquêtés (81 %) est âgée de moins de 40 ans. L'âge moyen de la population est de 31,26 ans. Les questionnaires ont été distribués dans les

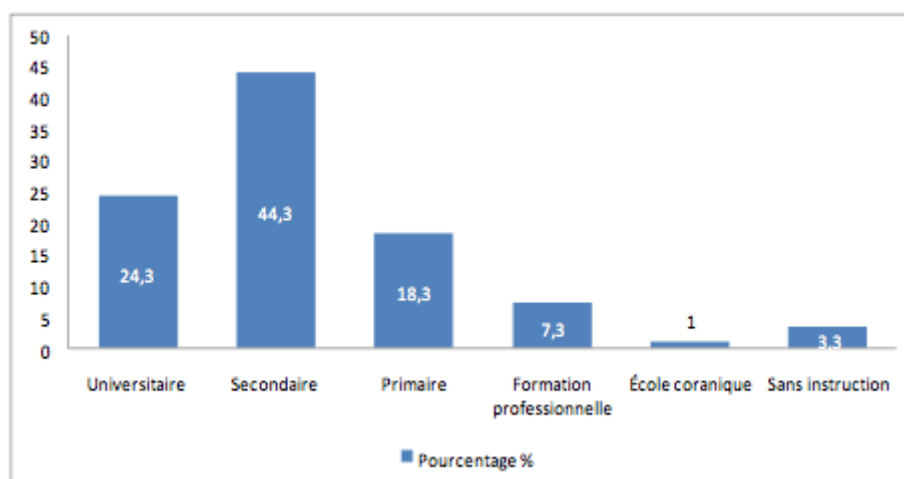
gouvernorats du Grand Tunis en fonction du pourcentage des bénéficiaires des services de santé de la reproduction durant l'année 2015 (voir tableau 1). Les femmes représentent la vaste majorité de nos répondants, oscillant entre 86 % (Ben Arous) et 92 % (Manouba). Les hommes sont très minoritaires dans tous les groupes d'âge, sauf chez les 30-39 ans du gouvernorat de Ben Arous (19 %). Près des deux tiers (65 %) de l'échantillon sont âgés de 20 à 39 ans. Les plus jeunes (10-19 ans) représentent 16 % et les plus âgés, 3 %.

Tableau 2. Répartition de la population par gouvernorats, genre et âge

Gouvernorat	Tunis		Ariana		Ben Arous		La Manouba		Total
Questionnaire	87 (29 %)		60 (20 %)		78 (26 %)		75 (25 %)		
Groupe d'âge/Genre	M	F	M	F	M	F	M	F	
10-19 ans	1	13	0	5	1	11	3	13	15,7 %
20-29 ans	2	15	1	14	3	13	2	32	27,3 %
30-39 ans	3	33	3	23	7	29	0	15	37,7 %
40-49 ans	1	15	3	9	0	11	0	9	16,0 %
50-59 ans	1	3	0	2	0	3	1	0	3,3 %
TOTAL	8	79	7	53	11	67	6	69	100,0 %

- 30 Près du quart (24 %) de l'échantillon a atteint le niveau postsecondaire et 44 % le niveau secondaire. Seulement 3 % des répondants déclarent n'avoir aucune « instruction ».

Graphe 1. Description de la population selon le niveau d'éducation



- 31 La moitié des enquêtés (54 %) ayant fait des études secondaires ont 1 ou 2 enfants et 10 % ont 3 ou 4 enfants, alors que 48 % de ceux et celles ayant fait des études supérieures ont 1 ou 2 enfants. Les deux cinquièmes de l'échantillon (42 %) n'ont pas d'enfants. Les enquêtés ayant 5 enfants ou plus ne représentent que 1 % de l'échantillon.
- 32 Près de 60 % de l'échantillon appartient à la population active : fonctionnaires, commerçants, médecins, enseignants (38 %) et ouvriers (19 %) ; 28 % sont des femmes au foyer et 21 % sont sans emploi.
- 33 Comme suggéré par l'enquête MICS 4 et nos données, le croisement entre l'âge, le niveau d'éducation et le niveau socioprofessionnel explique peut-être les différences de fécondité :

[...] la répartition par âge de la fécondité indique qu'en Tunisie les femmes donnent le maximum de naissances (12,5 pour cent) entre 30 et 34 ans et à un degré moindre entre 25 et 29 ans (12,3 pour cent). Les jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans ne donnent naissance qu'à un faible pourcentage d'enfants (0,3 pour cent). La fécondité est faible au sein de ce groupe d'âge et elle atteint un pic (12,5 pour cent) chez les femmes âgées entre 30 et 34 ans et décroît par la suite (MDCI, 2013 : 75).

Les connaissances et les comportements relatifs à la santé sexuelle et reproductive

Les sources d'information

- 34 Plus de 70 % des participants ont déclaré avoir entendu parler de l'une des composantes de la SSR (planification familiale, lutte contre le VIH-Sida, prévention du cancer du sein et lutte contre la violence basée sur le genre).
- 35 La planification familiale occupe le premier rang (87 %). En effet, ce programme existe depuis cinquante ans en Tunisie et a permis de promouvoir la santé de la mère et de l'enfant (espacement de naissances, prévention des grossesses précoces ou tardives, accès aux couples à l'information et aux services, utilisation des moyens de contraception, etc.).
- 36 Au deuxième rang se trouve la composante VIH-Sida. Nos résultats confirment ceux de l'enquête MICS 4, qui a montré que « 87,7 pour cent des femmes âgées de 15-24 ans ont entendu parler du Sida, soit une proportion très peu différente de celle observée chez les femmes âgées de 15-49 ans (83,6 pour cent) » (MDCI, 2013 : 115), et ceux recueillis par l'enquête nationale auprès des jeunes (15-24 ans) sur les comportements à risque en Tunisie, qui montrent que 63,3 % des enquêtés ont déclaré connaître le VIH (ATL MST Sida, 2014 : 68).
- 37 Par contre, la grande majorité des enquêtés (80 %) n'a pas bénéficié de séances de sensibilisation. Parmi ceux et celles qui en ont bénéficié, 21 % nomment la planification familiale (63 parmi 300 participants), 15,7 %, le VIH-Sida (47 parmi 300 participants), 14,3 %, le cancer du sein (43 parmi 300 participants) et 16 %, la violence basée sur le genre (48 parmi 300 participants). Cela nous laisse croire que les professionnels de l'ONFP ne peuvent pas assurer dans le cadre de leur pratique quotidienne les séances préconisées, voire planifiées, soit par manque de compétences en matière d'information, d'éducation et de communication sur des thématiques ayant trait au corps et à la sexualité (Sida, cancer du sein et violence basée sur le genre), soit par manque de formation, de motivation ou de disponibilité, nonobstant le nombre élevé de consultations en planification familiale offertes, soit 95 974 services pour le Grand Tunis en 2015 (ONFP, 2015).
- 38 Plus des deux tiers des enquêtés (68 %) ont nommé les chaînes de radio et de télévision nationales, suivies des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, YouTube) (44 %), puis les amis et le milieu du travail (37 %), l'agent de santé (35 %) et l'affiche urbaine (35 %) — grandes avenues, rues principales, stations de métro léger et d'autobus — comme source d'information⁸. Les associations spécialisées, les établissements d'enseignement et les autres médias étrangers sont peu identifiés.
- 39 Par contre, près des trois quarts (73 %) disent préférer les agents de la santé comme sources privilégiées d'information, alors que plus du tiers (37,3 %) choisissent la radio et la télévision nationales, plus du quart (27 %), les réseaux sociaux, près du quart

- (24,7 %), les associations spécialisées, les membres de la famille, les amis, le travail et un cinquième (20 %), les médias étrangers.
- 40 Nous avons remarqué que 69 % des femmes par rapport à 56 % des hommes privilégient la radio et la télévision nationales, ce que confirment les données de l'enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes en Tunisie (ENVEFT, 2010) : « [...] le pourcentage des femmes regardant la TV dans cinq régions sur sept dépasse les 90 % [...] la radio est moins écoutée, seulement 48,3 % déclarent l'écouter [...] et 47,9 % des femmes déclarent lire les journaux » (ONFP, 2011 : 32-33).
- 41 Les principales sources d'information des 10-29 ans sont la radio et la télévision nationales, les réseaux sociaux, l'entourage (amis, famille, travail...) et les établissements de santé. Notre enquête révèle que l'école et l'entourage ne sont pas considérés comme les meilleures sources d'information. Certes, l'école rend un énorme service en fournissant aux jeunes des informations sur la SSR, mais son rôle reste « limité ». Puisqu'elle s'intègre dans un programme englobant plusieurs disciplines, elle ne peut fournir l'information au moment opportun. Cela contredit les données recueillies dans l'enquête nationale auprès des jeunes (15-24 ans) sur « la principale source d'information sur la santé sexuelle (Puberté) [qui] attestaient que 43,3 % des jeunes choisissent la famille comme origine des renseignements, mais 47,4 % des filles et 74,6 % des garçons préfèrent en parler avec des amis, voisins ou parents » (ATL MST Sida, 2014 : 45). L'apparente contradiction peut s'expliquer par les différentes catégories d'âge.
- 42 La famille apparaît pour certains comme « l'espace social privilégié pour favoriser la transmission, l'intégration de règles modelant comportements et représentations » (AMADES, CERSOI et ARERP, 2001 : 40). Pour d'autres, elle pourrait avoir du mal à traiter des informations touchant des sujets « délicats » (sexualité, puberté, violence...), « ce qui peut se traduire par un manque de confiance de la part des jeunes qui sont contraints de recourir à un certain nombre de ruses pour déjouer le contrôle familial en matière de sexualité » (ATL MST Sida, 2014 : 46).
- 43 Les médias et les réseaux sociaux sont considérés dans notre enquête comme principales sources d'information relatives à la SSR. En effet, « nous comptons aujourd'hui (2019) 7 300 000 comptes Facebook en Tunisie et 4 100 000 utilisateurs de Messenger » (Djaziri, 2019). Puisque la majorité (80 %) de notre échantillon avait moins de 40 ans, la nette préférence des médias sociaux ne doit pas surprendre : « Les réseaux sociaux et les médias sociaux sont des technologies virtuelles qui ont une place dans notre vie quotidienne. Ils nous donnent la capacité de récupérer des informations, d'accéder à des documents dans quelques secondes, etc., ce qui permet un gain de temps, d'argent et de confort » (Rissoan, 2011 : 93).
- 44 Cependant,
- l'intérêt porté aux interactions sociales et à leur position se manifeste au niveau microsocial dans le repérage, la quantification et la qualification des réseaux sociaux dans lesquels les individus s'inscrivent. [À ce titre,] le réseau lui-même, avec son nombre de personnes, sa stabilité, les ressources émotionnelles, instrumentales ou informationnelles qu'il fait circuler, mais aussi le soutien qu'il peut contribuer à générer sont susceptibles d'avoir des effets sur la santé (Lemieux, 2003 : 85).
- 45 Plus de 70 % des participants disent préférer, comme sources premières d'information, les agents de la santé. Il devient alors important de comprendre leur rôle dans la

transmission des messages de prévention. « De ce fait il est possible de considérer la relation des agents de prévention de deux façons ; l'une à travers leur rôle de prévention et leur statut professionnel, l'autre à partir de leur appartenance à la population générale » (AMADES, CERSOI et ARERP, 2001 : 40). De façon pragmatique, la fusion des deux rôles permettrait de faire réfléchir les agents de la prévention sur leurs propres conceptions et représentations du VIH, des IST, de la sexualité, de la violence basée sur le genre, du cancer du sein, etc. (*ibid.*), et sur leur responsabilité d'aborder les thèmes et les comportements relatifs à la SSR en toute objectivité et selon le contexte socioculturel.

- 46 L'enquête nationale auprès des jeunes 15-24 ans sur les comportements à risque en Tunisie (2014) a montré que « 77,9 % des jeunes regardent la TV tous les jours [...] et 55,7 % déclarent ne pas écouter la radio [...] même s'il est possible d'écouter la radio via le téléphone portable ou l'ordinateur » (ATL MST Sida, 2014 : 31-33). De plus, l'enquête a montré que « 27,1 % des jeunes utilisent Internet tous les jours » et « 70,6 % utilisent Internet pour faire de nouvelles rencontres et établir des relations d'amitié » (*ibid.* : 35).
- 47 Nous avons noté à travers les rapports annuels d'activité de l'ONFP que la communication interpersonnelle reste le moyen de communication directe le plus prépondérant et que l'éventail de plateformes de médias sociaux permet de transmettre l'information sous différentes formes (vidéo ou texte) et de joindre les personnes ayant des besoins particuliers. Facebook, par exemple, est utilisé pour partager l'information et les situations vécues liées à la santé. Les vidéos présentées sur YouTube permettent d'enrichir l'information écrite et d'y ajouter un aspect visuel. Les sites de blogues, eux, permettent aux individus, dont les professionnels de la santé, d'échanger des anecdotes, des renseignements et des ressources. En somme, les avantages à l'utilisation des médias sociaux par les professionnels de la santé comprennent une interactivité accrue, la capacité de partager et de personnaliser l'information, un plus grand nombre de sources d'information sur la santé, un espace où les enjeux de santé peuvent être discutés et partagés avec divers publics ainsi qu'une modalité pour offrir au public un soutien social, émotionnel ou des pairs (Newbold, 2015 : 1).
- 48 À la différence des médias sociaux, la diffusion des messages de sensibilisation par les chaînes de télévision publique se limite à la communication événementielle autour des journées mondiales de la santé. Cela peut expliquer que, malgré l'importance accordée aux médias traditionnels et sociaux comme *sources* d'information, une minorité seulement des enquêtés les perçoit comme des sources *préférées* (médias traditionnels, 37 % et médias sociaux, 27 %).
- 49 Bien que la politique démographique volontariste en matière de planification familiale permet[te] à la femme tunisienne une meilleure maîtrise de sa fécondité, le libre accès à la contraception, soutenu par une prolongation de la scolarisation, donne aux femmes les moyens de contrôler leur reproduction, d'avoir un autre rapport à leur corps et à leur sexualité, et surtout d'avoir plus de pouvoir sur elles-mêmes (Mahfoudh Draoui, 2008 : 133-134).
- 50 La grande majorité (70 %) de notre échantillon de moins de 30 ans pense qu'il ne faudrait pas mettre les méthodes de contraception à la disposition des jeunes. Ce qui semble contrevenir à la recommandation du Fonds des Nations Unies pour la population :

[...] la promotion de programmes de santé sexuelle et de reproduction, l'existence d'un cadre législatif visant la démedicalisation du préservatif et la mise en place de programmes visant la promotion de l'utilisation du préservatif à large échelle, l'accès au préservatif ainsi que son utilisation demeurent encore faibles auprès des différentes populations (UNFPA, 2010 : 5).

- 51 Cette attitude pourrait également s'expliquer par la faible connaissance des structures mettant à leur disposition gratuitement les moyens de contraception et de leur importance dans la prévention des grossesses non désirées et des IST. Le fait que cette tranche d'âge connaît le recul de l'âge du mariage et les relations sexuelles hors cadre du mariage peut militer en faveur d'une meilleure accessibilité.
- 52 Nous rappelons que 44 % des enquêtés ont déclaré avoir éprouvé une gêne pour acheter ou se procurer un préservatif. Ce résultat pourrait s'expliquer par l'absence d'un environnement favorable à la promotion du préservatif et à son accessibilité et visant le changement de comportement ainsi que la déstigmatisation du préservatif.
- 53 Près des deux cinquièmes (38 %) des participants ont rapporté n'avoir jamais été exposés aux messages de prévention sur les IST VIH-Sida. Parmi les messages sur les IST VIH-Sida qui ont retenu le plus d'attention, nous notons les suivants :
 - a. « **اللّٰهُ نَحْبُوْ نَحْمِيْهِ** »⁹ (31 % de l'ensemble de notre échantillon). Ce message a été conçu voilà une vingtaine d'années et a fait l'objet de plusieurs campagnes d'information, de communication et d'éducation à travers les 24 gouvernorats ainsi que de la campagne de sensibilisation menée par l'ONFP à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida en 2011. Ce message a également été diffusé au moyen de messages radio en 2013. C'est la tranche d'âge 10-19 ans qui a été la plus exposée à ce message (40 %), suivie, ex aequo, par les 20-29 ans et les 30-39 ans (32 %). Les participants du gouvernorat de la Manouba (45 %) étaient beaucoup plus exposés à ce message que ceux des autres gouvernorats ;
 - b. « **أَنَا حَلَلْتُ وَإِنْتَ وَقْتَانِ...التَّحْلِيلُ سَرِّيْ وَبَلَاش** »¹⁰ (23 %). Ce message a fait objet de la campagne de sensibilisation menée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida en 2015. Au moment du déroulement de l'enquête, les slogans de 2011 et 2015 étaient exposés sur des affiches en format A2 dans des salles d'attente des délégations régionales de l'ONFP. Ce facteur pourrait expliquer ce taux relativement élevé ;
 - c. « **يَدَا مَفْتُوحَةٌ لِلْكَلِّ...التَّحْلِيلُ سَرِّيْ وَبَلَاشْ مَرَاكِزُ الْكَشْفِ عَنِ السِّدَا** »¹¹ (19 %). Cette campagne de promotion du dépistage anonyme et gratuit a été menée en 2013. La proportion des femmes qui se souviennent de ce message était significativement plus élevée que celle des hommes, avec un $p = 0,039$ ($< 0,05$) ;
 - d. « **الْوَقَايَةُ مِنَ السِّدَا تَعْنِينَا وَمَرَاكِزُ الْإِرْشَادِ وَالْكَشْفِ قَرِيبَةٌ لَنَا** »¹² (15 %). Cette campagne d'affichage urbain et dans les moyens de transport a été organisée par le Ministère de la santé publique en 2010 avec la participation d'un nombre important d'institutions gouvernementales et associatives impliquées dans la lutte contre le Sida. La campagne a ciblé 20 gouvernorats, y compris le Grand Tunis. Une autre campagne semblable a été menée également par ATL MST Sida Tunis sur le Grand Tunis portant le message « **حَتَّى أَنَا السِّدَا تَهْمَنِيْ** »¹³. Un serveur vocal avait été mis en place pour afficher les adresses des centres de conseil et de dépistage anonyme et gratuit (CCDAG). L'objectif de la campagne était d'amener le citoyen désireux de poser un premier geste pour prévenir le Sida à utiliser le serveur vocal mis à sa disposition ;
 - e. « **مَعَ بَعْضِنَا نَحْمِيْوْ نَفْسِنَا...صَحْنُكَ وَاسْتَحْفِظْ عَلَيْهَا** »¹⁴ (19 %). Cette campagne de promotion de l'utilisation du préservatif a été diffusée en 2009 et en 2010 à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le Sida et durant la période estivale dans les chaînes de télévision publiques et privées. Les jeunes se souviennent plus de ce message, avec un $p = 0,023$ ($< 0,05$) statistiquement significatif.

54 Le tiers (33 %) des participants ont rapporté n'avoir jamais été exposés aux messages de prévention concernant le cancer du sein. Parmi les messages qui ont le plus retenu l'attention, nous relevons les suivants :

- « سرطان الثدي قد ما تفتن بيه بكري...قد ما ينجم يتعالج »¹⁵ (48 %) ;
- « سرطان الثدي قدما تفتن بيه بكري...قد ما يكون شفاه أسهل »¹⁶ (38 %).

55 Ce second message a été lancé à l'occasion de la campagne médiatique¹⁷ de lutte contre le cancer du sein le 13 octobre 2008 visant les femmes de 40 ans ou plus. Une campagne de communication de masse a également été menée à travers un affichage urbain fixe et mobile du 4 au 15 février et du 23 février au 9 mars 2009 dans plusieurs gouvernorats.

Le dépistage et la prévention ont des représentations complexes dans la pensée populaire. Par leurs assignations biologiques et sociales (*gender*), les femmes pratiquent des formes de prévention selon leurs représentations. [...] Il est nécessaire d'adapter l'information à la demande de la femme, à sa biographie et son milieu socioculturel (Séradour, 2007 : 172).

56 Il ressort de notre enquête que 25 % des femmes de 40 ans ou plus, 50 % de celles ayant un niveau secondaire et 22 % un niveau universitaire se souvenaient avoir été exposées à ce message, alors que le taux ne dépassait pas les 10 % pour les femmes ayant fréquenté l'école coranique. Cette différence est importante et souligne les différences socioéducatives et professionnelles des populations ciblées.

57 Nos données suggèrent que cette campagne s'adressait principalement aux jeunes femmes à l'exclusion des hommes, des autres membres de la famille et des enfants.

58 En Tunisie, la reconnaissance de la violence contre les femmes en tant que problème grave et la nécessité de lui faire face se sont traduites par l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes à travers le cycle de vie en 2013 (Ministère des affaires de la femme et de la famille et Fonds des Nations-Unies pour la population, 2013).

59 Près du quart (23 %) des participants estime avoir été exposé au message sur la violence basée sur le genre. Parmi les messages qui ont le plus retenu l'attention, mentionnons les suivants :

- « العنف ضد المرأة معادش نسكتو عليه »¹⁸ (50 %) ;
- « Stop Violence... No Violence... لا للعنف »¹⁹ (50 %);
- « سكاتنا يزيد عنف على العنف »²⁰ (26 %).

60 Nous nous attarderons au dernier message lancé en 2010 par l'ONFP et qui a surtout touché, comme c'était prévisible, les tranches d'âge 30-39 ans (43 %) et 20-29 ans (30 %), comparativement à la tranche d'âge 10-19 ans (8 %). Ce message est diffusé chaque année à la télévision à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre. Il met en scène une femme lourdement violente et jetée par terre dans la cuisine en présence de son enfant et qui reçoit des mains de secouristes les soins nécessaires.

61 Près des deux tiers (63 %) de notre échantillon déclarent avoir été exposés à ces messages par la télévision, 35 % par l'affichage urbain et 34 % par Internet. Ces résultats diffèrent de ceux obtenus par Lise Renaud — « [...] plus de 50 % des individus ont recours à la télévision et aux livres et près de 62 % à Internet pour s'informer sur des sujets relatifs à la santé » (2010 : 344) — et qui peuvent s'expliquer, en partie, par les différences dans le développement des technologies d'information et de

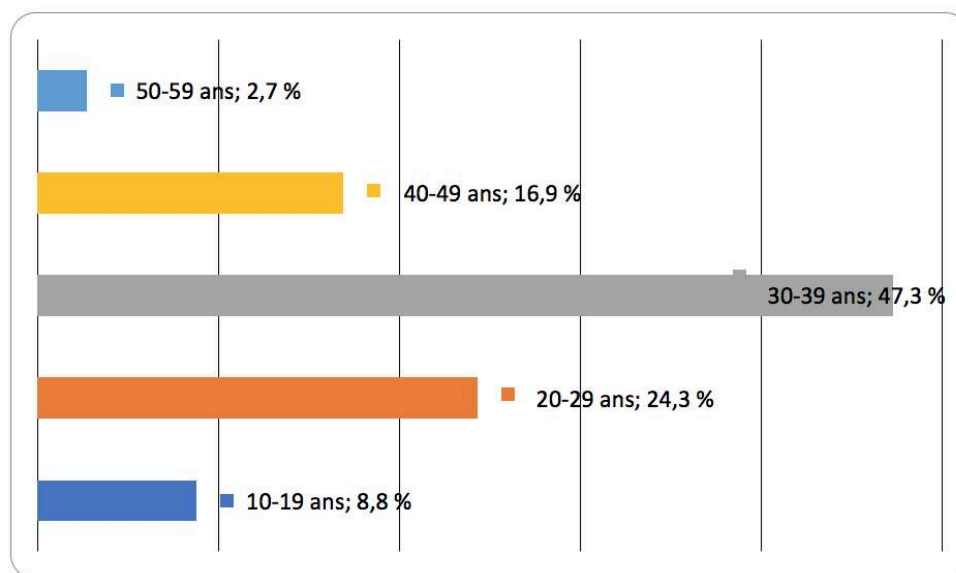
communication des deux pays. Par contre, dans un sondage au choix multiples la majorité des participants à l'enquête (81 %) a indiqué que le média le plus approprié pour véhiculer des messages en matière de SSR est la télévision, alors que la moitié (53 %) choisit les réseaux sociaux et 41 %, la radio. Ces données sont plus conformes à celles obtenues par Renaud, à savoir que « le téléspectateur exprime des attentes spécifiques à cet effet et la télévision constitue un pôle important de socialisation à la santé » (*id.*). En effet, « les médias de masse ont un large avantage de rejoindre un large segment de la population à un même moment et sur une période de temps relativement courte » (*ibid.* : 58).

- 62 Étant donné que les changements de comportement en matière de SSR sont difficiles à atteindre et qu'inciter les gens à adopter une attitude proactive en passant un test de dépistage ou une mammographie nécessite « de poursuivre des objectifs complémentaires qui viseraient des changements à travers les connaissances et les attitudes » (*ibid.* : 156), des études plus approfondies devront être menées en vue de mesurer l'effet des différents canaux de diffusion sur les connaissances de la population et sur le changement de certains comportements.

Le comportement

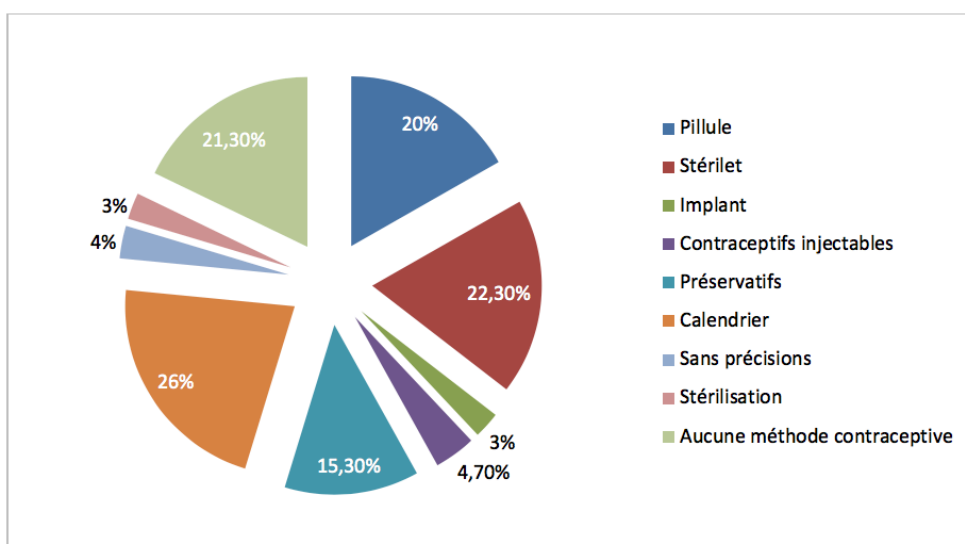
- 63 La moitié des participants de l'enquête (51,5 %) utilisent un moyen de contraception. L'utilisation de la contraception était plus fréquente (47,3 %) chez les enquêtés âgés de 30 à 39 ans que chez ceux des tranches d'âge 20-29 ans (24,3 %) et 10-19 ans (8,8 %). L'abstinence a été citée par la moitié des enquêtés (54,3 %) comme étant le meilleur moyen de prévention pour les jeunes célibataires, suivie par le préservatif (48 %) et la fidélité (38,3 %).

Graph 2. Utilisation de la contraception par catégorie d'âge



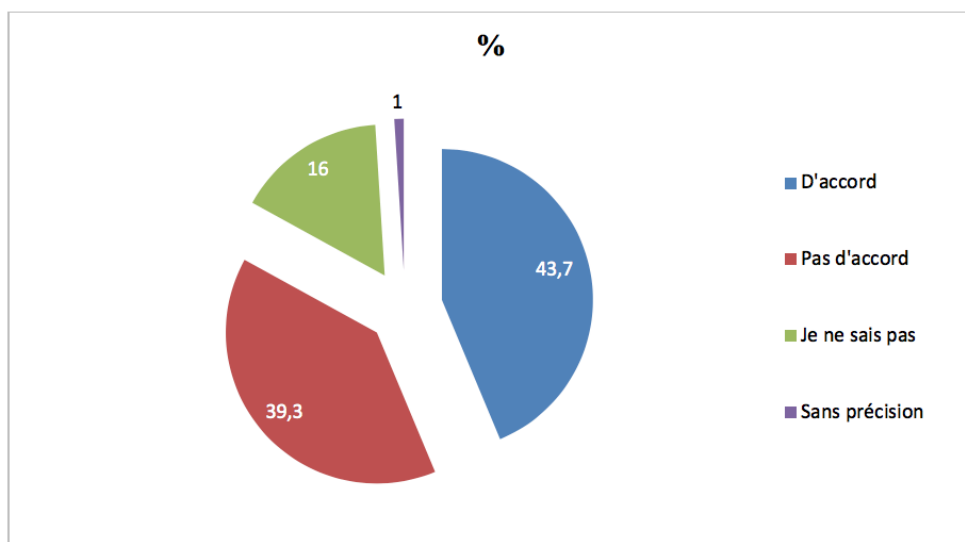
La méthode la plus utilisée est le calendrier (26 %), le stérilet (22,3 %), la pilule contraceptive (20 %) et le préservatif (15,3 %).

Graphe 3. Utilisation actuelle des méthodes contraceptives



- 64 Les trois quarts (75 %) des participants ont parlé de la violence basée sur le genre dans leur entourage, alors qu'un peu plus de la moitié avaient parlé du cancer du sein (60 %) et du VIH-Sida (54 %).
- 65 Un peu plus de la moitié (54 %) des enquêtés estiment qu'il faudrait faciliter l'accès des moyens de contraception aux jeunes célibataires, alors que 44 % avouent une gêne à l'achat d'un préservatif.

Graphe 4. C'est gênant de se procurer un préservatif ?



Les connaissances

- 66 Quant aux connaissances relatives aux IST et au Sida, l'hépatite B ou C (45,6 % des participants) est le plus souvent citée, suivie par la syphilis (21,7 %) et la blennorrhagie (17,3 %). Quant aux modes de transmission, la voie sexuelle est la plus connue (86 %), suivie par le sang contaminé lors du partage de matériel d'injection (74 %). Cependant,

la connaissance des trois modes de transmission n'est acquise que par 42,8 % des participants ; parmi ceux-ci, les jeunes sont les moins informés (40,3 %).

- 67 Quant à l'importance de l'utilisation du préservatif, près des deux tiers (60,3 %) des participants pensent qu'il protège efficacement des maladies sexuellement transmises. Les hommes²¹ étaient beaucoup plus favorables à l'utilisation du préservatif en tant que moyen de prévention efficace (81,2 %) que les femmes (58,7 %).

Tableau 3. Le préservatif est-il efficace ?

Réponses des participants	(%)
D'accord	60,3 %
Pas d'accord	17,7 %
Je ne sais pas	20,7 %
Sans précision	1,3 %
Total	100 %

Conclusion

- 68 Notre étude nous a permis de dégager une vue d'ensemble des connaissances, attitudes et perceptions des messages relatifs à la SSR de la population du Grand Tunis et d'analyser sommairement la réception des messages véhiculés par l'ONFP et d'autres intervenants. Ces résultats, provenant essentiellement du milieu urbain, ne peuvent pas d'emblée être extrapolés à l'ensemble de la population dans les 24 gouvernorats.
- 69 Notre travail souligne quelques-uns des obstacles dont doivent tenir compte les stratégies de communication en matière de SSR et l'importance de considérer les phénomènes de réappropriation des messages par les publics. En effet, « les modèles duaux de la persuasion montrent l'importance de prendre en compte la motivation, l'implication et la capacité de traitement du message de la cible pour que la campagne soit efficace » (Marchioli, 2006 : 17).
- 70 De nos résultats, on retient le faible niveau des connaissances de la population relativement aux composantes de la SSR, tout particulièrement le VIH-Sida, la violence basée sur le genre et le cancer du sein.
- 71 Nous retenons deux constats : 1) la grande majorité des participants de l'enquête (73 %) accorde une plus grande confiance aux agents de la santé qu'aux médias, aux membres de la famille, aux amis, aux médias sociaux et à l'école comme sources privilégiées d'information et 2) ils connaissent plus les Centres de planification familiale que les Centres de la santé de la reproduction (SR)²² (46 % contre 21 %).
- 72 Si, d'une part, il s'avère nécessaire de mettre en place une stratégie de changement de comportement et un programme de marketing social visant la promotion des services de SSR, il nous paraît aussi nécessaire, d'autre part, de les concevoir à la lumière des deux constats et de fournir aux agents de la santé et aux services de planification familiale des programmes d'éducation spécifiques et des outils pédagogiques en

insistant surtout sur le dépistage et le suivi. Par exemple, des programmes pourraient être développés en faveur des adolescents et des jeunes à travers les Espaces amis des jeunes.

- 73 C'est bien connu, les messages de prévention sont bien souvent la première démarche pour susciter la discussion et agir sur les comportements de la population ciblée. « Mais communiquer via des messages de prévention requiert de connaître les mécanismes susceptibles d'accroître leur efficacité » (D'Onghia, Dubois et Delhomme, 2007 : 17). Or, les agents de la santé et les services de planification familiale sont tout désignés pour remplir ce rôle, à la condition que ces agents et services se basent sur des études appuyées par des théories reconnues et des méthodes éprouvées.
- 74 Mais cela n'est pas assez. Toute stratégie en matière d'information, d'éducation et de communication nécessite le concours des médias traditionnels et sociaux. Il est devenu évident que la seule permanence du dispositif de communication audiovisuelle (message) et visuelle (affiche) limité à la célébration des journées mondiales ne suffit plus à assurer la transmission et l'acquisition des connaissances. La télévision et les réseaux sociaux en général restent les premières sources d'information (mais non les préférées) pour la promotion de la SSR.

Les médias sociaux peuvent ainsi être utilisés en complémentarité des formes de communication plus traditionnelles, dont la presse électronique et écrite. Les médias sociaux sont alors utilisés à titre de complément aux médias établis, souvent pour diriger les utilisateurs vers des sites Web, des numéros de téléphone ou des cliniques (Newbold, *op. cit.* : 5).

[...] quand on les compare avec les médias et les méthodes traditionnelles de communication, les médias sociaux offrent le potentiel d'augmenter l'accessibilité et l'étendue de l'information accessible à plusieurs groupes, peu importe le statut socio-économique, l'âge, la race, l'ethnie, ou le lieu (*ibid.* : 6).

- 75 Il est permis de penser que, pour maximiser les chances d'atteindre des objectifs d'acquisition de connaissances et de changement de comportements assurant une meilleure santé sexuelle et reproductive, une stratégie de marketing social et d'information, d'éducation et de communication devrait être pensée en collaboration avec les agents de la santé et les services de planification familiale, voire de santé de la reproduction.

BIBLIOGRAPHIE

ABASTADO, Claudie (1980), *Messages des médias*, Paris, Édition CEDIC, Coll. « Textes et non textes ».

ABDESSALEM, Ali (2017), « Open Sigma : Classement des médias tunisiens », *Webmanagercenter*, 25 janvier. [En ligne]. <https://www.webmanagercenter.com/2017/01/25/402120/open-sigma-le-palmares-des-medias-tunisiens/>. Page consultée le 25 février 2019.

AMADES (Anthropologie médicale appliquée au développement et à la santé), CERSOI (Centre d'étude et de recherches sur les sociétés de l'océan Indien) et ARERP (Association réunionnaise

d'étude et de recherche en psychiatrie) (2001), *Santé, société et cultures à La Réunion : anthropologie médicale, psychiatrie*, Paris, Karthala Éditions.

ASSOCIATION TUNISIENNE DE LUTTE CONTRE LES MST SIDA (ATL MST Sida) (2014), *L'enquête nationale auprès des jeunes 15-24 ans sur les comportements à risque en Tunisie*, avec le soutien du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, Programme commun des Nations Unies sur le VIH SIDA et l'UNICEF, Tunis.

BAHI AGHI, Auguste (2006), « Élaboration des messages en communication pour la santé et problématique du changement de comportement », dans Misse MISSÉ et Alain KIYINDOU (dir.), *Communication et changement social en Afrique et dans les caraïbes : bilan et perspectives*, Grenoble, GRESEC. [En ligne]. <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2009-supplement/pdf/Actes%20de%20Douala.pdf>. Page consultée le 20 janvier 2017.

BEN HASSINE, Lamia (2018), *La politique de communication sociale et santé en Tunisie : acteurs, pratiques et réception*. Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, sous la direction de Zohra GHARBI, Université de la Manouba, Tunis.

COLLECTIF (2012), *Comportements alimentaires. Choix des consommateurs et politiques nutritionnelles*, Paris, Édition Quae.

D'ONGHIA, François, Nicole DUBOIS et Patricia DELHOMME (2007), « Effets du cadrage et de la présence d'une image dans les messages de prévention sur l'intention comportementale en faveur du respect des limitations de vitesse », *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 75-76 : 17-37. [En ligne]. file:///C:/Users/DELL/Downloads/CIPS_075_0017.pdf. Page consultée le 07 février 2020.

DE OLIVEIRA, Jean-Philippe (2012), *Communication publique et formes de gouvernabilité contemporaines de l'État. Le cas de l'homosexualité dans les campagnes de prévention du sida en France (1987-2007)*. Thèse de doctorat, sous la direction d'Isabelle PAILLART, Grenoble, Université de Grenoble. [En ligne]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00740256v1>. Page consultée le 18 janvier 2017.

DE SINGLY, François (2012), *L'enquête et ses méthodes - Le questionnaire*, Paris, Édition Armand Colin.

DJAZIRI, Mohamed (2019), « Les chiffres clés des réseaux sociaux en Tunisie 2019 », *Digital Discovery*. [En ligne]. <https://www.digital-discovery.tn/chiffres-reseaux-sociaux-tunisie-2019/>. Page consultée le 18 février 2019.

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (2010), *Stratégie nationale de promotion du préservatif en Tunisie*, Tunis, Programme d'appui au Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme avec l'appui du Fonds des Nations Unies pour la population.

FRENETTE, Micheline (2010), *La recherche en communication : un atout pour les campagnes sociales*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

INSTITUT NATIONAL DES STATISTIQUES (INS) (2015), *Recensement de la population et de l'habitat 2014 : principaux indicateurs*, Tunisie, Institut national des statistiques. [En ligne]. http://www.ins.tn/sites/default/files/publication/pdf/rgph-chiffres-web_0.pdf. Page consultée le 28 février 2019.

LEMIEUX, Vincent (2003), *Le système de santé au Québec : organisations, acteurs et enjeux*, Québec, Presses de l'Université Laval.

MAHFOUDH DRAOUI, Dorra (2008), « Rapport de genre et mariage dans la société tunisienne », *Migrations Société. Revue du Centre d'information et d'études sur les migrations internationales*, 5(119) :

129-140. [En ligne]. <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2008-5-page-129.htm>. Page consultée le 25 février 2019.

MARCHIOLI, Audrey (2006), « Marketing social et efficacité des campagnes de prévention de santé publique : apports et implications des récents modèles de la communication persuasive », *Market Management (Marketing et Communication)*, 1. [En ligne]. https://hal.archives-ouvertes.fr/sic_00584746/document. Page consultée le 25 janvier 2017.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ (2013), *L'ONFP au service de la Famille*, Tunisie, Office National de la Famille et de la Population.

MINISTÈRE DES AFFAIRES DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE et FONDS DES NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (2013), *Stratégie nationale de lutte contre les violences faites aux femmes (VFF) à travers le cycle de vie*, Tunis.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (MDCI) (2013), *Suivi de la situation des enfants et des femmes en Tunisie. Enquête par grappes à indicateurs multiples 2011-2012 (rapport final)*, Tunisie, Institut national de la statistique et Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

NEWBOLD, Bruce (2015), « Les médias sociaux en santé publique », Montréal, Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé. [En ligne]. http://www.ccnpps.ca/docs/2015_TC_KT_MediasSociauxSP_fr.pdf. Page consultée le 16 janvier 2017.

OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA POPULATION (2016), *Statistiques ONFP 2015* (Base de données statistiques ONFP – Tableau Excel), Tunisie, Direction de la programmation et de l'évaluation.

OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA POPULATION et AGENCE ESPAGNOLE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (2011), *Enquête nationale sur la violence à l'égard des femmes en Tunisie (rapport principal)*, Tunisie.

OFFICE NATIONAL DE LA FAMILLE ET DE LA POPULATION et LIGUE DES ÉTATS ARABES-PROJET PANARABE DE LA SANTÉ DE LA FAMILLE (2002), *Enquête tunisienne sur la santé de la famille (rapport principal)*, Tunisie.

RENAUD, Lise (2010), *Les médias et la santé : de l'émergence à l'appropriation des normes sociales*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Coll. « Santé et société ».

RENAUD, Lise, Caroline BOUCHARD, Lyne MONGEAU *et al.* (2005), « Traitement médiatique des messages émis sur les produits, services et moyens amaigrissants par l'Association pour la santé publique du Québec et sa réception », *Revue canadienne de santé publique*, 96(2) : 121-124. [En ligne]. https://www.researchgate.net/publication/265889431_Le_traitement_mediatique_des_messages_emis_sur_les_produits_services_et_moyens_amaigrissants_par_l%27Association. Page consultée le 25 février 2017.

RISSOAN, Romain (2011), *Les réseaux sociaux : Facebook, Twitter, LinkedIn, Viadeo, Google+...*, Paris, Éditions ENI, Coll. « Objectif Web ».

SCHAEFFER, Jacqueline (2015), « Le sexe féminin : entre tabou et interdit », *Cahiers de psychologie clinique*, 45(2) : 41-75. [En ligne]. <https://www.cairn.info/revue-cahiers-de-psychologie-clinique-2015-2-page-41.htm#>. Page consultée le 25 février 2019.

SÉRADOUR, Brigitte (2007), *Le dépistage du cancer du sein. Un enjeu de santé publique*, Paris, Springer-Verlag France, Coll. « Dépistage et cancer ».

NOTES

1. Les enquêtes nationales réalisées par l'ONFP (1968-1980) ont permis de fournir des estimations sur le taux de fécondité et de donner quelques fois des explications assez détaillées sur le comportement fécond de la femme tunisienne à l'échelle nationale aussi bien que régionale. Elles ont permis de fournir des données sur la population et la situation de l'emploi en Tunisie, sur les niveaux de connaissance et d'utilisation de la contraception et de leurs déterminants, y compris l'utilisation par secteur (privé et privé). Celles des années 1990 et 2000 ont permis de fournir des données détaillées, sur les plans sanitaire, démographique et environnemental, sur la santé de la mère et de l'enfant et de dresser un état des lieux de l'évolution des différents indicateurs de santé maternelle et infantile et de santé reproductive en Tunisie. Plusieurs autres enquêtes ont été également menées telles que l'enquête nationale sur les violences envers les femmes en Tunisie (ENVEFT) en 2010. Des enquêtes sur les jeunes en milieu scolaire et hors scolaire par ATL MST Sida Tunis en partenariat avec l'ONFP, l'INS et l'UNICEF et des études séro-comportementales sur le VIH-Sida auprès des populations à haut risque (2009, 2011 et 2014) ont été aussi menées par des associations (ATL MST Sida, ATIOST et ATUPRET) en partenariat avec le Programme national de lutte contre les IST et le Sida à la Direction des soins de santé de base (PNLS / DSSB).

2. La loi n° 84-70 du 6 août 1984 avait créé l'ONFP sous la tutelle du Ministère de la famille et de la promotion de la femme. Une seconde loi (13 janvier 1987) fait de l'ONFP « un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière ». Il retrouve sa première tutelle, le Ministère de la santé publique. La nouvelle loi stipule que l'Office doit s'acquitter, en plus de ses missions définies dans la loi de 1984, « d'entreprendre les études et d'effectuer des recherches à caractère économique, social et démographique tendant à améliorer l'information sur les questions de population et sur les relations entre la croissance économique et le développement économique et social au niveau de la famille et de la collectivité ». L'article 2 du décret de création de l'Office stipule que l'ONFP a pour mission de : a) Mener des études et des recherches à caractère économique, social et démographique ; b) Renforcer les fondements juridiques et institutionnels du Programme national de planification familiale ; c) Promouvoir la santé de la famille et sauvegarder son équilibre ; d) Mettre à la disposition des citoyens les moyens d'information, d'éducation et d'intervention appropriée ; e) Suivre la réalisation des objectifs nationaux en matière de politique démographique ; f) Entreprendre une action d'information et d'éducation de la population, notamment en milieu familial, scolaire, professionnel et associatif.

3. Cette étude est tirée d'une thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication (Ben Hassine, 2018).

4. Le Grand Tunis compte 2 643,6 habitants, soit 24 % de la population générale (INS, 2015 : 8).

5. Un accord parental et un avis du psychologue du Centre de SR objet de l'enquête ont été demandés pour les moins de 18 ans avec une assistance de l'enquêteur au cours de la remise du questionnaire à l'enquêté.

6. La consultation en matière de SSR offerte par les délégations régionales de l'ONFP comprend les composantes suivantes : IST VIH-Sida, cancer du sein, cancer du col de l'utérus, stérilité, ménopause, jeunes, consultations gynécologiques, examens médicaux complémentaires. La consultation et / ou l'assistance aux femmes victimes de violence ne sont pas indiquées dans ces statistiques.

7. Il est à remarquer que la base de données relative aux activités d'IEC tient compte de la composante de genre et des lieux d'intervention (milieu scolaire, milieu professionnel, centres d'intégration et de défense sociale [CDIS], Espaces amis des jeunes, équipes mobiles, lieu sanitaire, milieu spécifique) sans aucune mention de la répartition du sexe par milieu. Nous avons donc intégré dans notre enquête uniquement la population ayant visité un Centre de SR du

Grand Tunis pour bénéficier de services dans l'une des composantes de la SSR. Nous avons calculé notre échantillon en fonction de la base de données des services en matière de planification familiale et de SSR.

8. Les enquêtés pouvaient identifier plusieurs sources d'information.

9. « Je protège celui que j'aime » (traduction de l'auteure) (ONFP, 2011). Message diffusé en langue arabe dialectale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida 2011. Ce message a été également diffusé à la radio en 2013. Il est à remarquer que ce message a été adopté par l'ONFP depuis une quinzaine d'années dans le cadre de son programme Jeunes et SSR.

10. « Moi, j'ai fait le test, et toi quand ?... Le test est anonyme et gratuit » (traduction de l'auteure) (PNLS/DSSB, 2015). Message diffusé en langue arabe dialectale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida 2015.

11. « Les Centres de dépistage sont ouverts à tous... Le test est anonyme et gratuit » (traduction de l'auteure) (PNLS/DSSB, 2013). Message diffusé en langue arabe dialectale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida 2013.

12. « La prévention du Sida nous concerne tous et les centres de dépistage sont proches de nous » (traduction de l'auteure) (ONFP et PNLA/DSSB, 2010). Message diffusé en langue arabe dialectale à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida 2010.

13. « Moi aussi, le Sida ça me concerne » (traduction de l'auteure) (ATL MST Sida, 2011). Cette campagne a été lancée en 2011 à travers un réseau de transport urbain public et privé par ATL MST Sida. Quatre affiches ont été conçues : elles montraient des personnages historiques (Ibn Khaldoun, Ulysse, Hannibal) participant à la lutte contre le Sida.

14. « Ensemble, nous nous protégeons... Ta santé, préserve-la » (traduction de l'auteure) (ONFP, 2009). Message diffusé sur les chaînes de télévision nationales et privées à l'occasion de la campagne estivale 2011 en langue arabe dialectale et à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida 2009, Tunisie. [En ligne].

<https://www.youtube.com/watch?v=NO5krj8h6QQ>. Page consultée le 30 décembre 2016.

15. « Cancer du sein, mieux le découvrir tôt... mieux il sera soigné » (traduction de l'auteure) (ONFP en partenariat avec la CNAM, 2009).

Message diffusé en langue arabe dialectale à l'occasion de la Campagne nationale de lutte contre le cancer du sein 2009. Une campagne d'affichage urbain a été menée du 4 au 15 février 2009 et des campagnes ont été organisées dans les moyens de transport (métro, train, etc.) du 4 au 15 février 2009 et du 23 février au 9 mars 2009.

16. « Cancer du sein, mieux le découvrir tôt... mieux il sera guéri » (traduction de l'auteure) (ONFP, 2008-2009). Campagne diffusée à la télévision à travers un message réalisé avec l'actrice Amel Safta. Le message est diffusé en langue arabe dialectale.

17. Cette campagne a été diffusée sur la chaîne de télévision Canal 7 (actuellement Nationale 1) ainsi que sur les chaînes de radio publiques nationales et régionales.

18. « La violence à l'égard de la femme, on ne peut se taire » (traduction de l'auteure). Ministère de la femme et de la famille avec l'appui de l'Agence espagnole pour la coopération internationale (2012), Tunisie, campagne diffusée à la télévision. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=Bc7kHHu5ICc>. Page consultée le 30 décembre 2016.

19. « Non à la violence » (ONFP, 2007). Affiche sur la lutte contre les violences faites aux femmes, Tunisie. Le message a été prescrit dans trois langues : arabe, français et anglais.

20. « Notre silence est une violence de plus » (traduction de l'auteure) (Office national de la famille et de la population, 2010). Message diffusé à la télévision chaque année à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, Tunisie. [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=hvvCl8d8EJc>. Page consultée le 30 décembre 2016.

21. Rappelons que les hommes ne représentent que 11 % (32 sur 300) de l'échantillon.

22. Il s'agit du même Centre. C'est le CREPF, appelé Centre de planification familiale ou centre de SR, qui est implanté dans les sièges des chefs-lieux des gouvernorats. Nous avons voulu savoir à travers notre étude si la population enquêtée reconnaît davantage le programme de planification familiale ou celui de la SR. En effet, le programme de PF a été instauré dès les années 1960 et vise ~~visant~~ à préserver la santé des enfants et de leurs mères. Ses objectifs et cibles ont évolué au fur et à mesure des progrès accomplis en un programme national de santé de la reproduction dès la Conférence internationale pour la population et le développement (CIPD, 1994) incluant de nouvelles composantes et ciblant différents publics, notamment toutes les personnes en âge de reproduction (PAR) sans discrimination ainsi que les personnes à besoins spécifiques, notamment les adolescents, les jeunes et les femmes en période de ménopause. Nous reconnaissons ainsi l'impact de la politique nationale de la planification familiale en Tunisie.

RÉSUMÉS

En Tunisie, aucune étude sur la réception des messages en santé sexuelle et reproductive n'a encore été menée auprès de la population. Cette étude vise à faire le point sur les niveaux de connaissances, les attitudes et la réception des messages en santé sexuelle et reproductive en vue de concevoir et de planifier les stratégies appropriées en matière d'information, d'éducation et de communication. Quatre thèmes font l'objet de l'enquête : la planification familiale, la lutte contre le VIH Sida, la prévention du cancer du sein et la lutte contre la violence basée sur le genre. Il s'agit d'analyser les campagnes diffusées dans les médias grand public (télévision, radio et presse écrite) et par voie d'affichage urbain.

In Tunisia, there have as yet been no studies of how messages on sexual and reproductive health have been received by the general public. This study seeks to draw up a profile of Tunisians' knowledge about, attitudes towards, and reception of sexual and reproductive health messages for use in designing and planning more effective information, education, and communication strategies. The study addressed four areas: family planning, HIV/AIDS, breast cancer prevention, and the struggle against gender-based violence. An analysis was made of campaigns in the mainstream media (television, radio, and print) and in urban billboard advertising.

En Túnez, hasta ahora, no se ha llevado a cabo ningún estudio en la población sobre la recepción de mensajes con respecto a la salud sexual y reproductiva. Este estudio tiene como objetivo verificar de manera puntual los niveles de conocimientos, actitudes y recepción de mensajes concernientes a la salud sexual y reproductiva con el fin de concebir y planificar estrategias apropiadas en lo que a información, educación y comunicación se refiere. Cuatro temas son objetos de la encuesta, a saber: planificación familiar, lucha contra el VIH Sida, prevención del cáncer de mama y contra la violencia basada en el género. Se trata de analizar las campañas

difundidas en los medios de comunicación masivos (televisión, radio y prensa escrita), así como, por intermedio de la colocación de posters urbanos.

INDEX

Keywords : sexual health, reproductive health, public information campaign, public education campaign, Tunisia

Palabras claves : salud sexual, salud reproductiva, campana publica de información, campana publica de educación, Túnez

Mots-clés : santé sexuelle, santé reproductive, campagne publique d'information, campagne publique d'éducation, Tunisie

AUTEUR

LAMIA BEN HASSINE

Lamia Ben Hassine est docteur en sciences de l'information et de la communication, Institut de presse et des sciences de l'information, Université de la Manouba, Tunis. Courriel : lamia.bhassine@gmail.com

Publicité d'intérêt général au Cameroun

Analyse de la campagne de lutte contre la corruption

Colette Djadeu Nguemedyam

- 1 Pour Bertrand Bathelot (2017), une publicité d'intérêt général est celle dont le message a pour vocation de promouvoir des comportements ou des causes, considérés comme répondant à l'intérêt général. Vue comme une technique de la communication sociale dont les objectifs sont de favoriser la prise de conscience des problèmes sociaux, la publicité d'intérêt général vise à modifier le comportement des consommateurs à l'égard d'un produit, à changer leurs habitudes de vie, pour le bien-être collectif, par la responsabilité individuelle. En d'autres termes, la communication sociale fait appel aux moyens et aux outils de la communication publicitaire commerciale pour atteindre ses objectifs (Cazaly, 1997).
- 2 Jacques Lendrevie relève cinq foyers d'inefficacité de la « publicité » de l'État (ou publicité d'intérêt général) : le manque de continuité, les relations avec les agences, la cohérence des actions des médias et hors-médias, le choix des médias ainsi que la création. L'élément création (Piquet, 1983) est celui sur lequel s'axera notre réflexion. Nous interrogerons en effet la logique de création des messages de sensibilisation des Camerounais contre la corruption pour déterminer leur capacité éventuelle à toucher les cibles dans leurs préoccupations intrinsèques sur le sujet.
- 3 Selon Sali Bouba Oumarou (2012), la corruption est endémique au Cameroun et elle fait partie des us et coutumes, des pratiques quotidiennes des Camerounais. Au vu et au su de tous, des scènes de corruption se déroulent sans que personne en soit choqué. « C'est comme ça », « c'est le Cameroun », « on va faire comment ? » a-t-on l'habitude d'entendre dire (Ndongmo et Bayang, 2015). Pour beaucoup de chercheurs (dont Blundo et Olivier de Sardan, 2001), la corruption relève de la « culture du cadeau » ou du don. Selon Robert Klitgaard (1988), le problème est que la corruption est systématique dans bien des secteurs sociaux et profondément enracinée. La corruption apparaît chaque fois que la frontière entre la logique administrative d'intérêt général et la logique économique d'intérêt privé s'estompe ; elle est donc favorisée par

l'effacement de la sphère publique, par l'assimilation à peu près exclusive de la réussite et de l'enrichissement.

- 4 De plus, différents chercheurs s'accordent sur le fait que la corruption est l'une des principales causes de la pauvreté et du retard en matière de développement social au Cameroun (Djoko, 2014). Plusieurs réalités sociales malheureuses dans les secteurs de la sécurité publique, de la santé, de la justice, de l'éducation, etc., sont des conséquences d'un acte de corruption à une certaine échelle du processus de leur prise en charge par le système politique en place (Nwel, 1999 ; Anan, 2003). La corruption apparaît donc comme un cancer social.
- 5 Dès lors, s'intéresser à la communication pour le développement au Cameroun implique d'envisager une réflexion dans l'optique de contribuer à la réduction de la pratique de la corruption.
- 6 Envisager une communication de lutte contre la corruption au Cameroun passe par la promotion de l'intérêt général, par l'éducation des citoyens à l'importance de prioriser l'intérêt général à côté des intérêts privés et individuels.
- 7 De nombreux chercheurs se sont penchés sur les causes, manifestations et conséquences de la corruption, afin de favoriser sa compréhension dans l'environnement camerounais. Notre intention est d'explorer et d'analyser les messages délivrés aux Camerounais dans le cadre de la lutte contre la corruption, puis d'envisager de nouvelles pistes et de nouveaux axes de message dans ce sens (Razafindrakoto et Roubaud, 2006). En d'autres termes, en adoptant la perspective de l'évaluation des campagnes publicitaires de Jaques Lendrevie à partir du pilier création, et partant du principe selon lequel la disposition de persuasion d'un message réside dans sa capacité à répondre aux préoccupations prioritaires et réalistes des cibles, nous cherchons à définir les axes de communication utilisés dans le cadre de la lutte contre la corruption au Cameroun.
- 8 Nous analyserons dans un premier temps les éléments du message à caractère publicitaire délivré par la Commission nationale de lutte contre la corruption (CONAC), dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la corruption et, dans un second temps, la perception qu'en ont les Camerounais, pour déduire, en confrontant la stratégie et la perception, les arguments les plus persuasifs en matière de sensibilisation contre la corruption.

Éléments de discours à caractère publicitaire pour la lutte contre la corruption au Cameroun

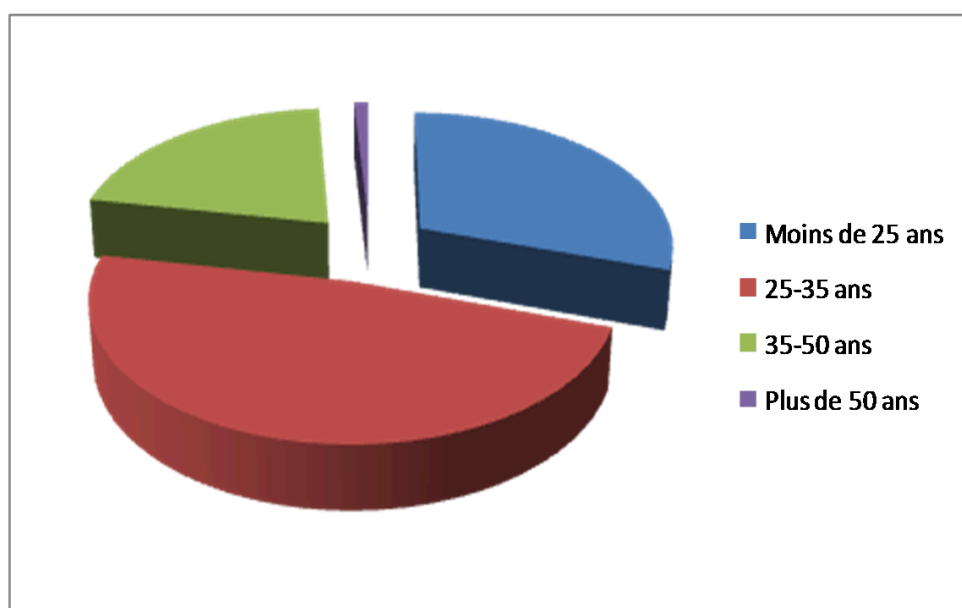
- 9 La lutte contre la corruption au Cameroun implique une conjugaison des efforts multisectoriels. Le document *Stratégie nationale de lutte contre la corruption* (CONAC, 2010) privilégie, dans cette perspective, cinq axes de lutte qui se résument dans le sigle PRÉCIS : Prévention, Éducation, Conditions, Incitations, Sanctions.
 - L'axe Prévention désigne les actions dont le but est d'éliminer les possibilités de corruption. En d'autres termes, il s'agirait de corriger les insuffisances structurelles, juridiques, réglementaires ou organisationnelles sur lesquelles peuvent s'appuyer les corrupteurs et corrompus ;

- L'axe Éducation vise le changement de mentalité, d'habitude et d'attitude en faveur de la lutte contre la corruption en promouvant, entre autres actions, l'intégrité personnelle et la dénonciation des actes de corruption en composant le « numéro vert 1517 » ;
 - L'axe Conditions concerne les actions visant à rendre les acteurs des différents secteurs concernés ainsi que les piliers de la lutte contre la corruption moins vulnérables à la tentation de corruption ;
 - L'axe Incitations vise à créer une résistance face à la corruption en proposant de nouveaux référents dont peuvent s'inspirer les générations actuelles et futures ;
 - L'axe Sanctions vise à dissuader les individus et à démanteler les réseaux de corruption en faisant payer un coût très élevé aux coupables d'actes de corruption.
- 10 Nous nous intéressons particulièrement à l'axe Éducation et plus précisément au volet de la communication de masse. Nous avons exploré et recensé, sur tous les supports de communication de la CONAC, les messages à caractère publicitaire, c'est-à-dire les messages diffusés sous la forme de slogans facilement mémorisables.
- Sur l'autocollant — que les publicitaires appellent « affichage anarchique » —, on peut lire : « Dénoncez la corruption au 1517... c'est gratuit. La CONAC » ;
 - Le calendrier de poche 2019, quant à lui, met en évidence le message : « CONAC sans corruption... ligne verte 1517 » ;
 - Sur les numéros 12 à 23 de la *News Letter* de la CONAC (publiés entre décembre 2017 et novembre 2018), on trouve sur le bandeau en bas de page les messages suivants : « Dis non à la corruption, chaque "NON" compte », « Comment dénoncer tout acte de corruption », « Un Cameroun sans corruption commence avec moi, je dénonce tout acte de corruption à la CONAC... 1517 gratuit », « La ligne verte de la CONAC est là... 1517 », « Les femmes disent non à la corruption », « La corruption n'est pas une fatalité, elle peut être vaincue. Dénoncez tout acte de corruption », « En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère » ;
 - Sur les plaques posées sur les façades des bâtiments administratifs, on peut lire : « Le service public est gratuit ».
- 11 Les messages facilement mémorisables diffusés par la CONAC invitent les Camerounais à renoncer à la pratique de la corruption et à dénoncer des actes de corruption dont ils seraient témoins. Ils promeuvent en même temps les moyens de dénonciation qui existent, dont le numéro vert 1517. On note ici une volonté du gouvernement camerounais, par l'intermédiaire de la CONAC, d'amener tous les Camerounais à s'investir, individuellement, dans la lutte contre la corruption au Cameroun, par la renonciation et la dénonciation. Les arguments convoqués dans ce cadre appellent à la responsabilité individuelle de chaque citoyen camerounais pour venir à bout de la corruption et participer à la « construction d'un Cameroun uni, fort et prospère ». Les arguments de la CONAC ont pour vocation de susciter chez les Camerounais le désir d'agir, selon les méthodes qu'elle promeut, contre la corruption au Cameroun. Mais ces deux orientations sont-elles réalistes dans le contexte socioéconomique camerounais actuel ? Dans quelle mesure les Camerounais peuvent-ils effectivement renoncer à la pratique de la corruption et dénoncer des actes de corruption ? Il nous faut interroger la pertinence de ces arguments, du point de vue des freins et contraintes des Camerounais dans ce projet.

Des freins des Camerounais à la dénonciation des actes de corruption

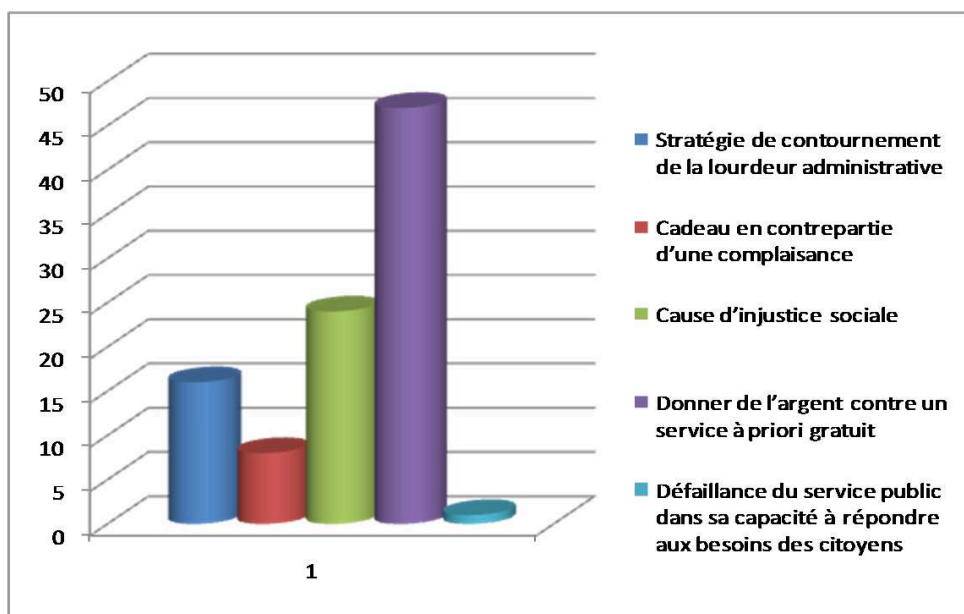
- 12 Dans la perspective d'identifier les freins éventuels à la dénonciation telle que promue par la CONAC, nous examinerons la perception des Camerounais. Dans quelle mesure la notoriété du numéro vert 1517 contribue-t-elle à la lutte contre la corruption au Cameroun ? Quels sont les arguments qu'il serait intéressant de prendre en compte dans la construction du message d'appels à la dénonciation pour accroître ses possibilités de persuasion ? Pour y répondre, nous avons effectué un sondage en ligne auprès d'un échantillon de 100 Camerounais, constitué de manière aléatoire simple. Le lien du questionnaire est transmis de manière aléatoire à différents forums regroupant des Camerounais intégrés dans la vie active et donc susceptibles d'être acteurs et/ou des témoins de pratique de la corruption.

Figure 1. Répartition des enquêtés par tranches d'âge



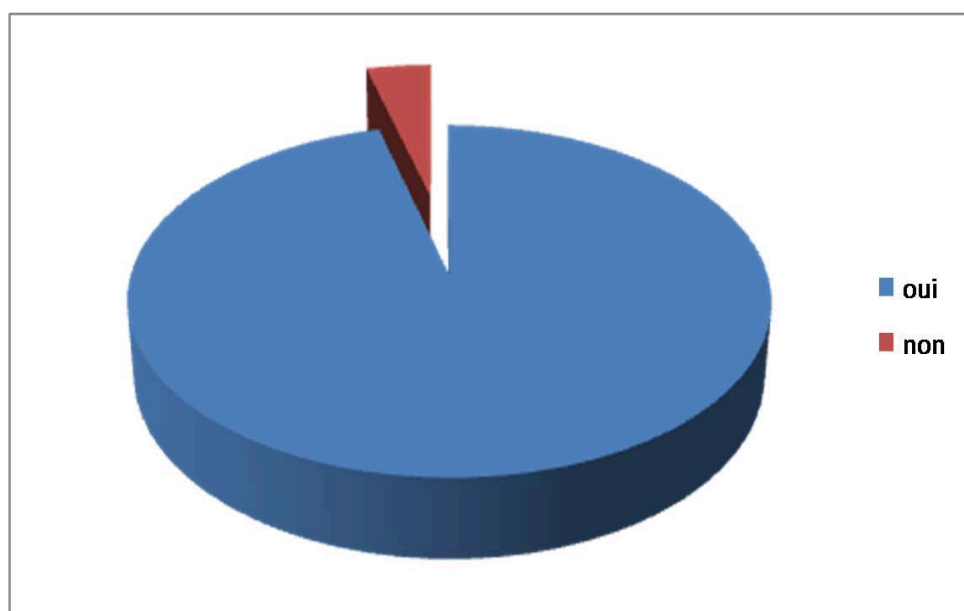
- 13 Nos répondants sont majoritairement jeunes : 30 % ont moins de 25 ans, 48 %, entre 25 et 35 ans, 21 %, entre 35 et 50 ans et 1 %, plus de 50 ans. Les moins de 35 ans (78 %) font partie de la jeunesse active camerounaise. Ils vivent pour la plupart en zone urbaine et sont étudiants, à la recherche d'un emploi, en stage professionnel, salariés dans une organisation publique ou privée ou encore fonctionnaires.

Figure 2. Conception de la corruption par les répondants



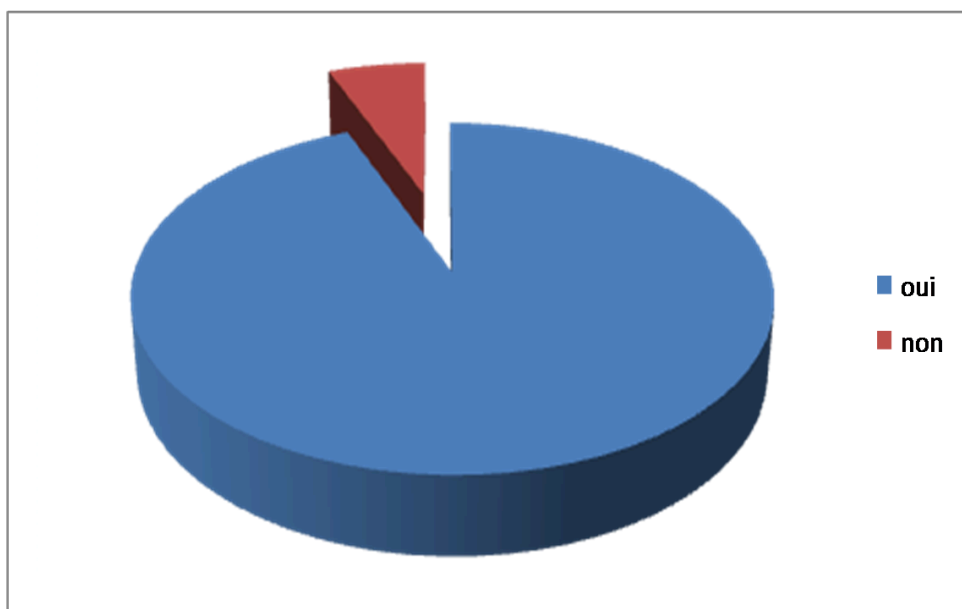
- 14 Si 17 % des répondants assimilent la corruption à une stratégie d'adaptation face à la lourdeur du système administratif, 55 % la considèrent comme un cadeau ou comme argent en contrepartie d'un service gratuit ou d'une complaisance et 24 % en ont une perception négative et la définissent à partir de ses conséquences néfastes sur la justice sociale.

Figure 3. Expérience des enquêtés en matière de corruption



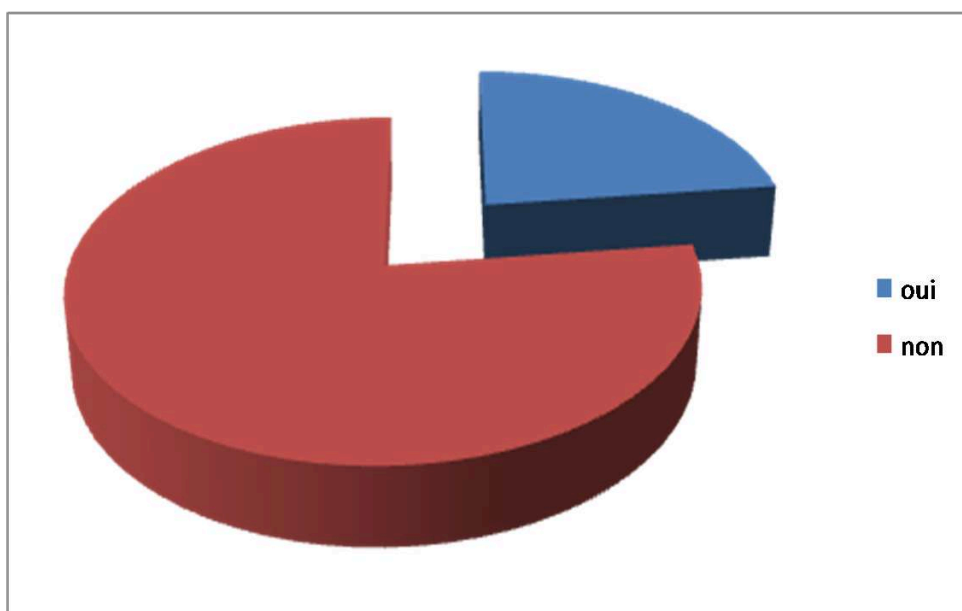
- 15 Il est important de souligner que 96 % ont déjà fait l'expérience de la corruption en tant qu'acteurs, victimes ou témoins, soit dans divers secteurs de la vie sociale (éducation, santé, justice ; recherche d'emploi, sport), soit au cours de leurs activités professionnelles (voyage, impôt, finance, police, etc.).

Figure 4. Notoriété de la CONAC



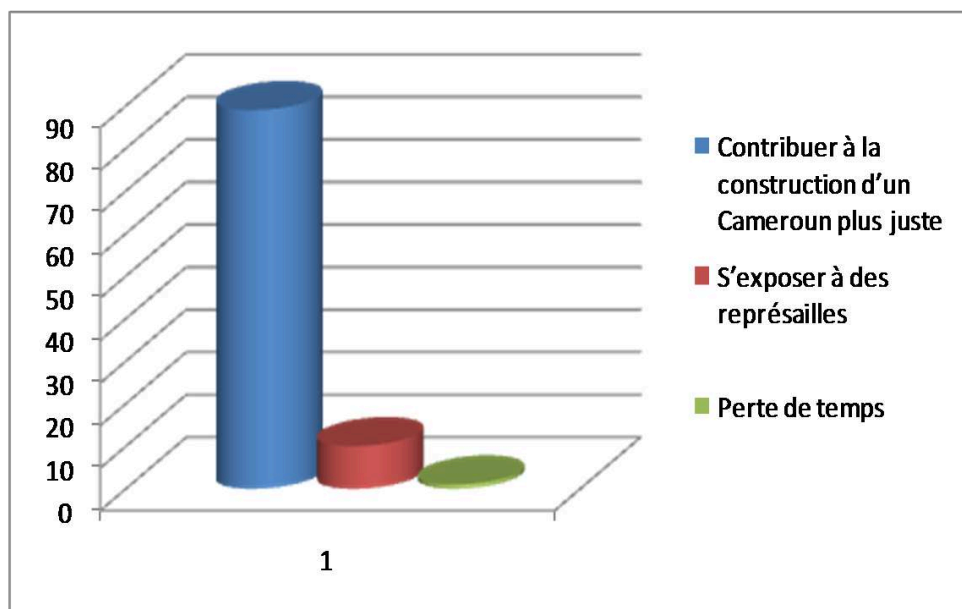
- 16 La quasi-totalité des répondants (94 %) connaît la CONAC.

Figure 5. Notoriété de la ligne verte 1517



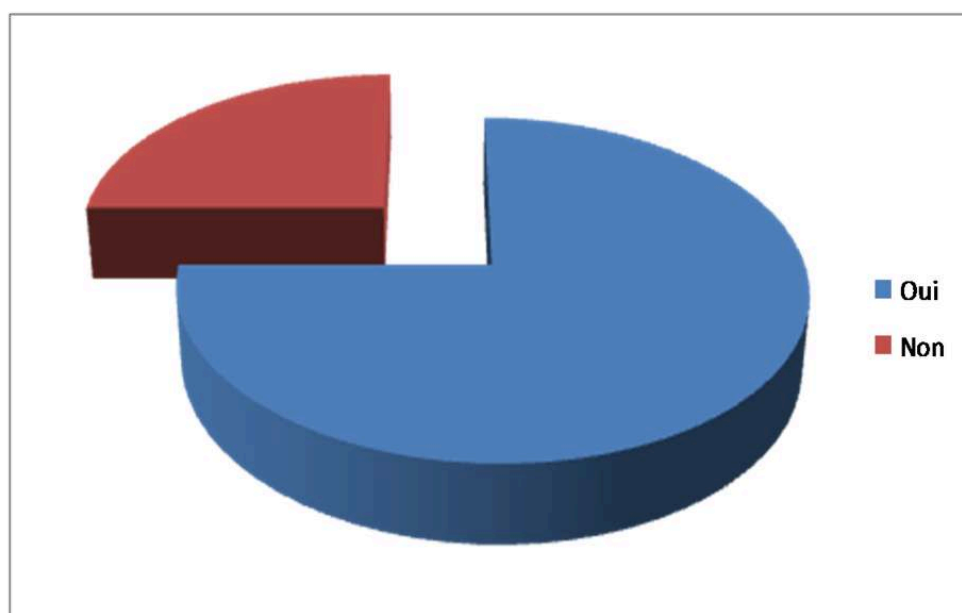
- 17 Toutefois, seulement 23 % connaissent l'existence de la ligne verte 1517, qui sert à dénoncer des actes de corruption. Cela suppose que le principal objet de promotion de la CONAC reste assez méconnu et, par conséquent, que la stratégie de diffusion déployée par celle-ci peut être renforcée.
- 18 Pour pouvoir identifier les freins éventuels à la dénonciation des actes de corruption par les Camerounais telle que promue par la CONAC, nous nous sommes intéressée à leur perception de la dénonciation.

Figure 6. Perception de la dénonciation d'actes de corruption



- 19 Alors que 10 % estiment que cela peut être une source de danger pour eux, dans la mesure où ils seraient sujets à des représailles des personnes dénoncées, et que seulement 1 % l'assimilent à une perte de temps, la grande majorité (89 %) des répondants pensent que c'est un moyen de contribuer à la construction d'un Cameroun plus juste.

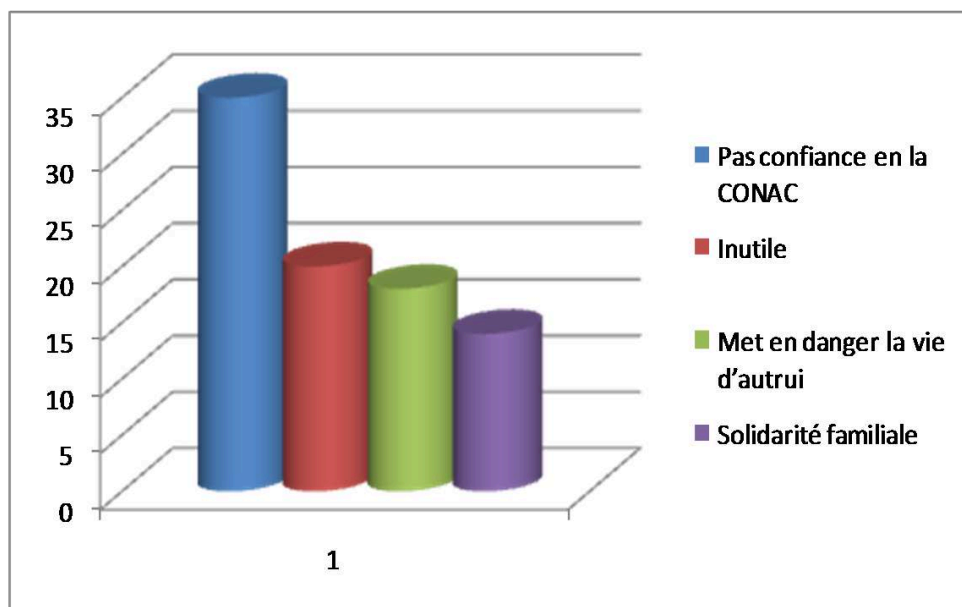
Figure 7. Disposition des enquêtés à la dénonciation



- 20 La forte majorité (75 %) des enquêtés se disent prêts à dénoncer des actes de corruption.

- 21 Par contre, quand il s'agit de signaler un acte de corruption à la CONAC, 35 % des répondants remettent en cause la crédibilité de la CONAC, 20 % estiment que la dénonciation ne servirait à rien, 18 % craignent de mettre en danger la vie des personnes dénoncées et 14 % se refusent à dénoncer un membre de leur famille.

Figure 8. Freins à la dénonciation des actes de corruption



- 22 Notre sondage nous renseigne donc sur plusieurs points :

- La corruption est endémique au Cameroun — 96 % des gens en ont fait l'expérience dans tous les domaines de la vie sociale —, comme l'a constaté Sali Bouba (2012) ;
- La corruption n'est pas systématiquement perçue comme négative au Cameroun. Alors que 72 % la considèrent soit comme une stratégie d'adaptation face à la lourdeur du système administratif, soit comme un cadeau ou comme argent en contrepartie d'un service gratuit ou d'une complaisance, la corruption est ce qui leur permet de trouver des solutions à leurs problèmes ou de régler certains dossiers. Seulement 24 % la définissent systématiquement comme fondamentalement néfaste pour la justice sociale. Cet élément permet de comprendre ce que Klitgaard (*op. cit.*) décrit comme l'effacement de la frontière entre la logique administrative d'intérêt général et la logique économique d'intérêt privé, entre la réussite de la sphère publique et l'enrichissement des individus. Cela justifie probablement le volet Promotion de l'intégrité dans l'axe Éducation de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption, bien que cet élément ne fasse pas pour le moment l'objet d'une communication de masse, mais seulement d'une action de proximité auprès des plus jeunes ;
- Si la CONAC jouit d'une très bonne notoriété (94 % des répondants la connaissent), sa réputation est assez controversée, ce qui contribue à dévaloriser ses messages de sensibilisation contre la corruption. Alors que 89 % acceptent l'idée de dénoncer des actes de corruption dans une perspective de lutte contre la corruption et considèrent ce geste comme un moyen de contribuer à la construction d'un Cameroun plus juste et que 75 % se disent prêts à dénoncer, 55 % soit remettent en cause la crédibilité de la CONAC, soit estiment que la dénonciation ne servirait à rien. Pour bon nombre (42 %), la CONAC serait corrompue et à la solde des Camerounais les plus corrompus. Par conséquent, dénoncer un acte de corruption d'un « protégé » serait une perte de temps si cela ne se retourne pas à

terme contre le dénonciateur. Bien que l'appel à la dénonciation soit apprécié par les Camerounais dans la perspective de réduire la corruption au Cameroun, ceux-ci ne sont pas convaincus de son impartialité. La CONAC aurait donc du mal à convaincre les Camerounais à s'engager comme dénonciateur si elle ne leur démontre pas son intégrité et son objectivité. Son message serait d'autant plus crédible si elle partageait avec les Camerounais ses méthodes d'enquête ainsi que les résultats obtenus à la suite des dénonciations et si elle publiait la liste des corrupteurs sanctionnés grâce à son intervention ;

- La notoriété de la ligne verte est encore faible (23 %). Toute hausse de notoriété serait liée à une campagne de crédibilisation de la CONAC et à sa plus grande capacité de persuasion. Cela suppose le déploiement d'une stratégie de création de messages qui pourraient contrer la méfiance de la population et ses craintes face à la dénonciation. Le grand défi est de faire valoir l'argument que la dénonciation relève de la responsabilité individuelle des citoyens alors que leur préoccupation première est d'obtenir un service public le plus rapidement possible, dans un système de lourdeur administrative perçu comme corrompu. La condition préalable à l'exercice de la responsabilité citoyenne serait alors d'établir l'ordre, la transparence et la justice dans les services publics.

Conclusion

- 23 Il paraît difficile pour les Camerounais de s'investir individuellement contre la pratique de la corruption si les institutions publiques sont soupçonnées de favoritisme et de malveillance. Cela est valable pour la renonciation à la pratique de la corruption aussi bien que pour la dénonciation des actes de corruption. Les Camerounais semblent avoir pleinement conscience de l'impact négatif de la corruption sur la construction d'un Cameroun « fort et prospère ». Seulement, ils ont tendance à penser que dans un système d'injustice généralisée, il est plus difficile pour un citoyen de contribuer au changement social global, qui relève selon eux des instances de gouvernance, que de s'adapter au système tel qu'il se présente et qui impose de se soumettre, parfois contre son gré, à la pratique de la corruption pour obtenir des services dans les délais souhaités. Comment dénoncer dans ce cas, si l'on est soi-même susceptible d'être l'objet de la dénonciation tôt ou tard ? Pourquoi dénoncer si l'on considère que l'institution qui recevra la plainte n'est pas digne de confiance en matière d'impartialité et de justice sociale ? Trouver des arguments pour convaincre les Camerounais de s'investir dans un procédé qui semble perdu d'avance s'avère dès lors une tâche ardue. La stratégie de persuasion devrait, dans ce sens, commencer par rendre crédibles, par les actes et les faits, les institutions camerounaises soupçonnées de corruption.
- 24 L'enjeu principal des publicités d'intérêt général étant de favoriser l'adoption d'un nouveau comportement favorable au bien commun, il s'avère nécessaire, en marketing social (Cossette et Dagnault, 2011), de bien s'assurer que ce comportement souhaité peut offrir un avantage tangible aux publics visés tout en répondant aux quatre caractéristiques de qualité associées à cette offre : *Appealing* (attrayante), *Affordable* (abordable), *Available* (disponible) et *Appreciated* (appréciée).
- 25 Il ne faudrait pas que la Commission nationale de lutte contre la corruption prête à la communication des ambitions ou des objectifs qui ne relèvent pas de ses compétences. La communication a pour vocation d'accompagner un processus. Elle ne peut être efficace que si ce processus est lui-même faisable, réaliste et abordable. En d'autres termes, pour faire connaître, faire aimer et faire adopter un comportement agréé

d'intérêt général, ledit comportement devrait au préalable faire l'objet d'analyse sociopolitique des conditions de succès d'une campagne de publicité d'intérêt général.

BIBLIOGRAPHIE

ANAN, Kofi (2003), « Secretary General Laudes Adoption » par l'Assemblée générale de la Convention des Nations Unies contre la corruption. SG/SM/8977 : GA/10 200; SOC/CP/271.

BATHELOT, Bertrand (2017), « Définition de la publicité d'intérêt général », *définitionmarketing.com*. [En ligne]. <https://www.definitions-marketing.com/definition/publicite-dinteret-general/>. Page consultée le 1^{er} juin 2019

BLUNDO, Giorgio et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (2001), « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique africaine*, 83 : 8-37.

BOUCHER, Richard, « Une nouvelle campagne contre la corruption ». [En ligne]. http://observateurocde.org/news/fullstory.php/aid/2789/Une_nouvelle_campagne_contre_la_corruption_.html. Page consultée le 4 juin 2019

CAZALY, Michel (1997), « À propos de l'efficacité des campagnes de communication publique », *Forêt méditerranéenne*, XVIII(2) : 167-174. [En ligne]. <http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/40803/167.pdf?sequence=1>. Page consultée le 8 janvier 2020.

CONAC (2010), *Stratégie nationale de lutte contre la corruption 2010-2015*, Yaoundé, Conac

COSSETTE, Claude et Pénélope DAIGNAULT (2011), *Publicité sociale, définition, particularité et usages*. [En ligne]. <https://issuu.com/com.ulaval.ca/docs/interieurtome1hd>. Page consultée le 8 janvier 2020.

DJOKO, Christian (2014), *Comprendre la corruption au Cameroun*. [En ligne]. <http://www.cameroonvoice.com>. Page consultée le 3 juin 2019.

HASTING, Gerard et Christine DOMEGAN (2017), *Social Marketing, Rebels With a Cause*, troisième édition, Abingdon, Routledge,

KLITGAARD, Robert (1988), *Combattre la corruption*, Paris, Nouveaux Horizons.

McLUHAN, Marshall (1964), *Pour comprendre les médias*, traduit en français par Jean PAGÉ, New York, McGraw-Hill Education

NDONGMO, Magloire et David BAYANG (2015), *Stop corruption, comment pouvons-nous envisager une lutte préventive pour une société camerounaise plus juste*, Yaoundé, Gredevel.

NWEL, Pierre Titi (1999), *La lutte contre la corruption au Cameroun de 1999 à 2008*, Yaoundé, FES.

OUMAROU, Sali Bouba, (2012), « Cameroun : Quelle stratégie de lutte contre la corruption au sein de l'administration publique ». [En ligne]. <http://www.libreafrique.org/node/1325>. Page consultée le 3 juin 2019

PIQUET, Sylvere (dir.) (1983), *La publicité, nerf de la communication*, Paris, Éditions d'Organisation.

RAZAFINDRAKOTO, Mireille et François ROUBAUD (2006), « Instruments de mesure, d'analyse et de suivi de la gouvernance », *Afrobarometer Briefing Paper*, 39. [En ligne]. https://www.files.ethz.ch/isn/103257/AfrobriefNo39_FR.pdf. Page consultée le 8 janvier 2020.

RÉSUMÉS

Plusieurs chercheurs s'accordent sur le fait que la corruption est l'une des principales causes de la pauvreté et du retard en matière de développement social au Cameroun. L'intention de l'auteure est d'identifier les axes de communication utilisés dans le cadre de la lutte contre la corruption au Cameroun. Elle analyse dans un premier temps les éléments du message à caractère publicitaire délivré par la Commission nationale de lutte contre la corruption et dans un second temps, la perception qu'en ont les Camerounais, pour déduire, en confrontant la stratégie et la perception, les arguments les plus persuasifs en matière de sensibilisation contre la corruption.

Many researchers agree that corruption is one of the main causes of Cameroon's poverty and lagging social development. The author's purpose here is to identify the types of communications deployed in the fight against corruption in Cameroon. She begins with an analysis of advertisements from the National Anti-Corruption Commission, then looks at Cameroonians' perception of them. She then compares those perceptions with the strategies used in order to deduce which arguments are most persuasive in galvanizing public opinion against corruption.

Varios investigadores coinciden en que la corrupción es una de las principales causas de la pobreza y retraso en el desarrollo humano en Camerún. El objetivo de la autora del artículo es identificar los parámetros de comunicación utilizados en el marco de la lucha contra la corrupción en Camerún. En primer lugar, analiza los elementos del mensaje publicitario emitidos por la Comisión Nacional de Lucha contra la Corrupción y, en segundo lugar, la percepción que tiene la gente de Camerún para inferir, confrontando la estrategia, la percepción y los argumentos más persuasivos en lo referente a la toma de consciencia contra la corrupción.

INDEX

Keywords : corruption, poverty, public information campaign, public education campaign, Cameroon

Mots-clés : corruption, pauvreté, campagne publique d'information, campagne publique d'éducation, Cameroun

Palabras claves : corrupción, pobreza, campana publica de información, campana publica de educación, Camerún

AUTEUR

COLETTE DJADEU NGUEMEDYAM

Colette Djadeu Nguemedyam est chargée de cours à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de communication, Université de Yaoundé 2. Courriel : colette_djadeu@yahoo.fr

Lectures

Gilles BASTIN (2018), *Petit lexique du journalisme*

Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Journalisme en plus »

Annie Lochon

RÉFÉRENCE

Gilles BASTIN (2018), *Petit lexique du journalisme*, Fontaine, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Journalisme en plus »

- 1 Le journalisme est l'un des sujets sur lesquels le sociologue Gilles Bastin travaille depuis plusieurs années. Sa thèse, soutenue en 2003 à l'école normale supérieure de Cachan, portait sur la profession de journaliste dans les institutions européennes. Il a dans un premier temps travaillé sur la responsabilité des journalistes dans l'affaire d'Outreau, la personnalité et la carrière des journalistes, avant de s'intéresser dans un deuxième temps aux écrits de Max Weber sur la profession de journaliste et, dans un troisième temps, aux transformations liées à la massification des données ou *big data*. Sa connaissance du monde journalistique et ses recherches lui procurent par conséquent une forte légitimité pour la rédaction de cet ouvrage. Le *Petit lexique du journalisme* qu'il propose s'inscrit dans la perspective de la théorie critique, et plus particulièrement de la critique des médias.
- 2 Un examen de la table des matières donne un premier aperçu du contenu de l'ouvrage. Des notions de base de journalisme sont présentes ainsi que des notions de sociologie des médias ou de critique (*zététique*¹). L'actualité et les transformations récentes des médias sont elles aussi prises en compte. Ainsi, l'adjonction de nouvelles constructions sémantiques telles que *fake news*, *Hoax* ou encore *piège à clics*, d'une part, apportent un renouveau par rapport aux lexiques et dictionnaires déjà existants et, d'autre part, viennent marquer l'importance du développement des technologies de l'information et de la communication dans les pratiques journalistiques. De facto, l'ouvrage appréhende les mutations auxquelles les médias traditionnels sont confrontés. Ces premiers

éléments confèrent au *Petit lexique* une dimension analytique que l'on espère retrouver dans chacune des 239 entrées exposées.

- 3 L'ouvrage s'ouvre sur une introduction dans laquelle l'ambition critique de l'ouvrage est clairement énoncée. La manière dont chaque article est constitué est présentée : identification de l'étymologie (origine du terme), son sens, ses enjeux intellectuels et quelques références utiles pour compléter les premiers éléments de définition proposés par l'auteur. In fine, le sociologue souhaite que ses lecteurs et lectrices continuent de s'interroger sur rôle des médias et du journalisme dans les sociétés démocratiques.
- 4 La première lecture continue du *Petit lexique* est assez déroutante. En effet, le classement par ordre alphabétique fait passer d'un terme à l'autre sans logique apparente. La lecture usuelle de ce type d'ouvrage se concentre généralement sur le ou les points dont la définition est recherchée. Cependant, l'ensemble aborde l'histoire du journalisme (professionnalisation, précarisation), son économie, sa déontologie grâce aux articles sur l'*objectivité* et la *transparence*, et ses évolutions récentes. Plusieurs thèmes se dégagent finalement de cette lecture.
- 5 Tout d'abord, les différentes formes de journalisme (*activisme médiatique, journalisme critique, infotainment*², *journalisme narratif, open journalism, journalisme de pack, peace journalism, journalisme radical, tabloïd*, etc.), les pratiques et outils pour obtenir puis transmettre des informations (*churnalisme, interview, investigation, off, source, undercover, cinq W*) ainsi que les différents lieux et métiers (*rubricard, salle de rédaction*) sont présentés dans le lexique. Les évolutions engendrées par l'arrivée des technologies numériques et les plateformes qui y sont associées sont aussi prises en compte, notamment à travers leur aspect économique. Les grandes théories, les rôles sociaux attribués aux médias, leur fonction et la valeur de l'information ressortent également dans différentes acceptions. Ainsi, la presse en tant que *quatrième pouvoir* est présentée comme jouant un rôle dans la démocratie, à condition toutefois que la propriété de la structure d'information, le besoin de financement procuré par la publicité et le pseudo-environnement ne viennent pas limiter leurs possibilités d'enquête et de révélation.
- 6 En outre, la dimension critique du lexique apparaît directement dans certaines entrées comme *artefact, biais, cirque médiatique, médiatisation, panique morale, loi de proximité, traitement médiatique* ou encore *pseudo-événement*. La dimension critique est également présente dans les descriptions des mots et expressions. À titre d'exemple, l'entrée consacrée aux *cinq W* explique que les articles doivent répondre aux questions « qui, quoi, où, quand et pourquoi » pour être considérés comme objectifs. Mais Bastin relève que la question « pourquoi » est souvent délaissée, alors que la question « comment » n'est que rarement posée. Aussi les faits sont-ils privilégiés par rapport aux analyses dans la manière de présenter l'information.
- 7 Par ailleurs, *bidonnage, bourrage de crâne, censure, crédibilité des médias, désinformation, faits alternatifs, mésinformation, propagande, post-vérité, réinformation, vérité* apparaissent parmi les termes et expressions relevant d'une autre thématique, qui illustre les dérives des mécanismes de l'information. Si certains de ces termes sont anciens, d'autres viennent renouveler le genre et la manière de saisir la nature des informations transmises au public. Il s'avère d'ailleurs au sein de ces mécanismes que certains sont volontairement recherchés, alors que d'autres sont des effets pervers, par essence involontaires, liés à l'organisation et aux pratiques journalistiques. Si ces techniques sont utilisées, c'est en raison des effets qui leur sont attribués. Les effets des médias sur les individus sont abordés dans différentes entrées (*influence, leader d'opinion*) et

partiellement récapitulés dans l'entrée *effets limités*. En effet, cette définition inclut différentes théories qui s'opposent : celle des *effets limités* et celle des *effets de renforcement*. Une entrée est consacrée à ce dernier effet. L'auteur suggère que de nouvelles recherches devraient être menées sur ce thème, car entre ces deux positions auxquelles s'ajoutent les évolutions sociétales et technologiques, il n'y a pas de consensus relatif aux effets des médias sur l'opinion. Les recherches portant sur la *mise à l'agenda*, le *cadrage* et les *paniques morales* ne suffisent pas à caractériser précisément ces effets, même si elles en suggèrent la présence.

- 8 Les références qui apparaissent à la fin de la grande majorité des notices sont un plus indéniable pour de premiers approfondissements. Toutefois, une partie des notices ne comporte pas de référence et une autre partie ne cite pas les références qu'elle nomme pourtant. Pour illustration, alors que la notice *propagande* fait référence aux cinq filtres déterminés par Edward Herman et Noam Chomsky, la référence de l'ouvrage *La fabrique du consentement* (1988) n'apparaît pas sous la notice. De même, les quelques lignes consacrées à la *mésinformation* ne sont pas appuyées par une référence. Dans ce dernier cas, il semble que cela marque la volonté de l'auteur de risquer une première définition d'un terme qui émerge dans les réflexions sur les médias. Nous saluons cette initiative qui permet d'alimenter les débats scientifiques.
- 9 Il apparaît dommageable que ce *Petit lexique du journalisme* n'aborde pas la presse quotidienne régionale (PQR) ni son rôle. Il semble en effet nécessaire de rappeler que les 44 éditions locales du quotidien *Ouest-France* lui confèrent une place particulière dans le paysage médiatique français, puisque c'est le quotidien francophone le plus lu³. Sans être reconnue comme *journal de référence*, la PQR a un rôle certain dans la sociabilité locale et la politique locale (Frisque, 2010), du moins en France.
- 10 L'absence de notices sur l'association Action-CRitique-MEDias (Acrimed), l'appel aux émotions et l'utilisation du sensationnalisme ou encore le *storytelling*⁴ est à déplorer, d'autant qu'elles auraient renforcé la dimension critique dont Bastin se revendique. De plus, il est regrettable que l'auteur n'ait pas pris le temps de présenter certains auteurs ou courants qu'il cite pourtant à plusieurs reprises comme Paul Lazarfeld, Noam Chomsky ou le Centre for Contemporary Cultural Studies de l'Université britannique de Birmingham. Cela aurait amené des éléments de compréhension supplémentaires à des citoyens et citoyennes qui auraient souhaité avoir un premier aperçu sur le journalisme et les études sociologiques sur les médias. Enfin, la télévision est le support journalistique le moins présent de ce *Petit lexique du journalisme*, alors qu'elle reste la première source d'information des Français (Rieffel, 2015).
- 11 Nonobstant ces critiques, l'ouvrage est un outil à conseiller aux étudiants de licence et à tous les curieux qui voudraient affûter leurs arguments pour continuer de critiquer les médias. En effet, il semble préférable d'avoir d'abord quelques connaissances de sociologie et des origines de la théorie critique pour comprendre l'ensemble des définitions et mieux les situer dans leur champ d'études.

BIBLIOGRAPHIE

FISQUE, Cégolène (2010), « Des espaces médiatiques et politiques locaux ? », *Revue française de science politique*, 60(5) : 951-973. [En ligne]. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-5-page-951.htm>. Page consultée le 23 avril 2019.

RIEFFEL, Rémy (2015), « Le numérique et les nouvelles pratiques d'information », Journée d'étude *Us et abus d'internet : enjeux sociaux et psychologiques des pratiques numériques*, organisée par le Centre d'étude et de recherche sur les risques et vulnérabilités, durée de 27 minutes. [En ligne]. https://www.canal-u.tv/video/centre_d_enseignement_multimedia_universitaire_c_e_m_u/08_le_numerique_et_les_nouvelles_pratiques_d_information.19278. Page consultée le 18 avril 2019.

NOTES

1. Les termes et expressions en italique correspondent à des entrées du *Petit lexique du journalisme*.
2. Plusieurs entrées utilisent les termes ou expressions en anglais. Quelques citations en anglais dans les notices ne sont pas non plus traduites.
3. Depuis 1975, *Ouest-France* est le premier quotidien français, avec une diffusion moyenne de plus de 750 000 exemplaires. « Tout savoir sur : *Ouest-France* ». [En ligne]. <https://www.ouest-france.fr/medias/ouest-france/>. Page consultée le 17 avril 2018.
4. Le terme *storytelling* ou art de raconter des histoires est présent dans les éléments de bibliographie, mais non explicité.

AUTEURS

ANNIE LOCHON

Annie Lochon est docteure en sociologie et chercheuse associée au Centre d'Étude et de Recherche sur les Risques et les Vulnérabilités (Cerrev), Université de Caen Normandie. Courriel : annie.lochon@gmail.com

Zygmunt BAUMAN (2018), *Sketches in the Theory of Culture*

Oxford, Polity Press

Sylvain Pasquier

RÉFÉRENCE

Zygmunt BAUMAN (2018), *Sketches in the Theory of Culture*, Oxford, Polity Press

- 1 Cet ensemble d'essais sur la théorie de la culture, écrit alors que Zigmunt Bauman était professeur en Pologne qu'il pensait publier en 1968, année durant laquelle il est contraint à l'exil par une purge antisémite, suscite la curiosité. Longtemps maintenus dans le secret des archives de l'Université de Varsovie, ces essais ne peuvent être lus que 50 ans après leur écriture. Comme le mentionne Dariusz Brzeziński dans sa présentation, la découverte peut ainsi être comprise comme celle d'un message dans une « bouteille à la mer ». Cet héritage, livré peu avant le décès de Bauman, sans prétention testamentaire, pose à l'évidence la question de savoir comment s'est préparée la réflexion sur la modernité liquide de cet intellectuel global au temps de sa vie intellectuelle polonaise et marxiste, derrière le rideau de fer. Mais nous nous trouvons également replongés dans des débats qui sont bien de leur époque et que la voix d'un auteur qui n'a pu se faire entendre alors vient en quelque sorte enrichir et réactualiser.
- 2 Placé devant cette interrogation de la continuité et de la rupture, le lecteur se verra confirmer une orientation connue de l'auteur qui, au cours de cette période, marque sa fidélité à un cadre d'analyse marxiste par sa volonté de le faire progresser. Contre le dogmatisme dominant, Bauman mobilise le Marx actionnaliste en reprenant une conception de la *praxis* qui reconnaît le caractère réflexif des pratiques et permet de penser le caractère dynamique de la culture et des structures sociales. En revanche, Bauman sera surpris par un style et une tonalité dont le caractère académique tranche avec l'usage des métaphores qui font son succès actuel. Ces essais ne sont pas le fait d'un essayiste, mais sont le théâtre de discussions, parfois ardues, avec des auteurs et

des courants des sciences sociales, dont Bauman manifeste une connaissance surprenante, ample et précise.

- 3 Dans sa postface, l'auteur indique la révélation que fut pour lui sa rencontre avec l'œuvre de Claude Lévi-Strauss à l'origine de son appel à une théorie sémiotique de la culture. La visée de son ouvrage est, en effet, de combiner les perspectives respectives d'une théorie sémiotique et d'un structuralisme marxiste qui demeure alors son cadre de référence. Sa définition de la culture est la suivante : « A system of signs that actively organize the human world, reducing its uncertainty, rendering it predictable, an organized system of reference for human¹ » (p. 2). Outre cet accent mis sur la dimension dynamique qui fait la singularité de sa lecture de Marx, Bauman se démarque aussi de Lévi-Strauss par un continuisme proche de Darwin. « Humans are distinguished from animals not by the type of existential problems they face, but by the way they solve them² » (p. 57). La culture répond bien à la même nécessité de tout organisme de s'adapter à son environnement par le double processus d'assimilation et d'accommodation, mais l'espèce humaine a une capacité créatrice qui la conduit à instituer un monde humain, avec pour conséquence que, comme le disait Marx, en changeant le monde, l'homme se transforme lui-même.
- 4 L'attention portée à la fois au signe et à la structure donne logiquement lieu à un partage de l'ouvrage en deux parties. Les cinq premiers chapitres de la première partie, « Sign and culture », éclaircissent les chemins à suivre à partir d'une théorie sémiotique de la culture. Celle-ci s'enracine dans la nécessité de dépasser les apories d'une anthropologie culturelle qui, en s'opposant légitimement à l'évolutionnisme, n'a pas remplacé le principe de l'unité humaine qu'elle avait dissous et que seule une théorie générale est à même d'apporter. Sa conception réflexive insiste sur la capacité créatrice et transformatrice de l'homme et d'une culture toujours en mouvement. Bauman se range donc résolument du côté d'une vision humaniste opposée à un positivisme dominant en affirmant que « [h]umans are constituted as human only when, and to the extent that, they act as creator, operator, subject³ » (p. 168).
- 5 Après avoir présenté les origines et les prémisses de sa théorie sémiotique (chapitre I), l'auteur revient sur le concept de signe pour spécifier ensuite la signification particulière des actions humaines comprises comme signes. Ces symboles, au sens de Charles S. Peirce, en s'inscrivant dans un système de signes, manifestent la structure sociale et sa portée normative. Se rapprochant ainsi d'un interactionnisme dont il n'a pas encore pleinement connaissance, il écrit que « what is at work here is not a passive "reflection" but an active creation of reality, not simply the "refection" of the structure of a situation but the structuring of that situation⁴ » (p. 48). La « fonction sémiotique » est donc déterminante, mais participe pleinement de l'indétermination propre à la condition humaine. Le chapitre III, « Man and sign », approfondit la réflexion sur la spécificité de « la nature humaine » et réaffirme que toutes les aptitudes et les capacités présentées comme lui étant propres tirent leur origine d'un besoin naturel recouvert ensuite par une évolution culturelle entraînant dans son sillage son lot de solutions, mais aussi de nouveaux problèmes. Apparaît ici, entre les lignes, un paradoxe que la suite de l'œuvre développera dans son interprétation tragique : plus les hommes cherchent à rendre leur environnement prédictible, plus le monde qu'ils édifient devient incertain. Les deux derniers chapitres envisagent le problème anthropologique des universaux (chapitre IV) et des problèmes particuliers se présentant aux recherches suivant la voie d'une théorie sémiotique. L'auteur s'y démarque de

l'anthropologie culturelle et du structuralisme en avançant l'idée d'un isomorphisme entre des structures culturelles et sociales dotées d'une existence propre et en manifestant une modestie épistémologique et théorique l'éloignant du projet d'un savoir en surplomb : cette attitude est d'autant plus requise à une époque marquée par la possibilité et le droit de créer des signes culturels.

- 6 La seconde partie, « Culture and social structure », s'éloigne davantage de l'anthropologie culturelle et du structuralisme en se fondant sur l'argument d'un dualisme des structures culturelle et sociale. La culture seule ne peut expliquer les comportements humains, et ce, a fortiori dans les conditions de « [t]he incredible variability and liquidity of the contemporary world⁵ » (p. 163) et d'une séparation grandissante entre les deux systèmes. Dans une veine marxiste suit le débat sur une typologie des sociétés en fonction de l'articulation entre économie et culture. Ce qui en ressort n'est pas tant la différenciation des deux modèles concurrents lors de la guerre froide que le passage d'une société traditionnelle à une société industrielle et urbanisée. Bauman se montre alors sensible aux transformations de la Pologne à travers le thème de « l'urbanisation du village » porteuse d'impersonnalité et d'uniformisation. Les trois derniers chapitres déclinent l'approche générale de l'ouvrage sur trois points particuliers : d'abord, un détour par une sociologie de la connaissance nous montre l'influence de la recherche sur le processus de connaissance et le poids que celle-ci est amenée à prendre dans nos sociétés ; ensuite, sa réflexion sur l'éducation garde aujourd'hui le plus grand intérêt : « Educated in school on traditional romantic heroes, the young person awakens suddenly into situations that are excessively prosaic, in which romanticism proves to be not very useful model⁶ » (p. 225) ; enfin, l'originalité de son approche de la culture de masse consiste à montrer que le problème n'est pas tant celui d'une uniformisation s'imposant par le haut que le fait d'une homogénéisation des modes de vie propre aux sociétés modernes.
- 7 Au terme de sa lecture, l'ouvrage satisfait donc la curiosité que sa parution suscite et apporte une pierre indispensable à toute tentative de biographie intellectuelle de l'auteur. L'originalité de la situation de celui-ci et de ses prises de position paraît effectivement préparer ses réflexions ultérieures qui se nourriront aussi de références largement renouvelées. Mais nous sommes aussi étonnés par l'esprit de discussion scientifique animant des écrits qui gardent en eux-mêmes tout leur intérêt. En a-t-on complètement fini des débats sur le structuralisme ou sur le concept de structure ? De ceux sur le signe, les symboles et de leurs différentes formes ou, encore, de ceux sur la recherche, l'éducation ou la culture de masse dont cette lecture nous montre que les termes n'en ont pas été aussi bouleversés que l'on se plaît à le croire.

NOTES

1. Praxis d'un système de signes qui organise activement le monde humain en réduisant son incertitude, en le rendant davantage prévisible, constituant ainsi un système organisé de référence de la praxis humaine (traduction de l'auteur).

2. Les hommes se distinguent des animaux non par le type de problèmes existentiels auxquels ils font face, mais par la façon dont ils les résolvent (traduction de l'auteur).
 3. Les hommes ne sont pleinement humains que lorsque, et dans la mesure où, ils agissent en tant que créateurs, agents et sujets (traduction de l'auteur).
 4. Ce qui est à l'œuvre n'est pas le simple « reflet » passif de la structure d'une situation, mais la structuration [l'« ordonnancement », dans des termes goffmaniens] de cette situation (traduction de l'auteur).
 5. L'incroyable variabilité et liquidité du monde contemporain (traduction de l'auteur).
 6. Le décalage de plus en plus grand entre les principes traditionnels et romantiques la guidant et les situations excessivement prosaïques auxquelles elle est censée préparer les jeunes (traduction de l'auteur).
-

AUTEURS

SYLVAIN PASQUIER

Sylvain Pasquier est maître de conférences en sociologie et membre du Centre d'étude et de recherche sur les risques et les vulnérabilités (CERReV), Université de Caen Normandie. Courriel : sylvainpasquier@free.fr

Gilles BRACHOTTE et Alexander FRAME (dir.) (2018), *L'usage de Twitter par les candidats. Perspectives internationales lors des élections au Parlement européen en mai 2014*

Caen, Éditions EMS, Coll. « Entreprise & Sacré »

Roxanne Thiffault-Roux

RÉFÉRENCE

Gilles BRACHOTTE et Alexander FRAME (dir.) (2018), *L'usage de Twitter par les candidats. Perspectives internationales lors des élections au Parlement européen en mai 2014*, Caen, Éditions EMS, Coll. « Entreprise & Sacré »

- 1 Les élections européennes de 2014 ont fourni un terrain de jeu extraordinaire à 40 chercheurs passionnés de la communication. Sous la direction des maîtres de conférences Gilles Brachotte et Alexander Frame, ces chercheurs ont travaillé de concert, dans six laboratoires répartis sur le continent européen, pour analyser l'utilisation du média social Twitter dans un contexte politique, mais plus précisément celui des élections européennes de 2014. Durant cette période, les chercheurs ont recueilli des milliers de gazouillis (*tweets*) afin d'analyser, sous plusieurs angles, ce canal d'informations en continu. Les auteurs semblent avoir suivi une direction commune : observer et comprendre la relation entre les médias traditionnels et Twitter dans un contexte d'élections. De nombreuses questions intéressantes ont ainsi été soulevées par les chercheurs :
 - Quelle est la relation entre la télévision et Twitter ? Qui alimente qui ?
 - Dans quelle mesure la communication politique dans les médias sociaux peut-elle être considérée comme une forme de participation politique ?

- De quelle façon les candidats aux élections ont-ils utilisé Twitter ?
 - Est-il possible de catégoriser l'usage que les candidats et les partis font de Twitter ?
 - Est-il possible de mesurer l'influence des candidats sur Twitter ?
- 2 Pour bien illustrer l'usage de Twitter dans ce contexte, on a séparé l'ouvrage bilingue en quatre parties : l'utilisation de Twitter en tant que deuxième écran, l'analyse des données sur Twitter, les perspectives internationales et l'influence des candidats sur Twitter.

Twitter comme deuxième écran

- 3 Dans la première partie du livre, les auteurs abordent un phénomène de plus en plus fréquent : le *simultaneous second screen communication*, défini par Jessica Einspänner-Pflock et Mario Anastasiadis comme des pratiques « that extend the first screen experience by reading along other users' comments on the programme or actively participating in the discussion on the TV event »¹ (p. 26). En effet, il semblerait que les utilisateurs de Twitter se servent des événements médiatisés de la télévision pour entretenir des discussions et échanger entre eux, comme le remarquent Nanta Novello Paglianti et Marina Villa.
- 4 Dans son article, Kate Heathman analyse les échanges entre l'émission de télévision *Question Time* et son public, par Twitter. Elle remarque que cette émission utilise intelligemment l'outil en incitant les spectateurs à utiliser les mots-clés pour interagir avec les candidats invités et les faire discuter entre eux. Pour décrire ce phénomène, elle introduit le concept de *chatterboxing*, qu'elle définit comme une « practice of using social media to talk about TV programmes while watching them »² (p. 121). En effet, grâce à ces outils de mots-clés (#) et de mention (@), Twitter faciliterait les débats sur la plateforme puisqu'il permet aux citoyens d'interpeller directement des candidats, de commenter des sujets précis, etc. Certes, Twitter offre aux candidats un accès en temps réel aux citoyens, mais il ouvre également la porte aux citoyens qui désirent répliquer. Rebecca Higgie s'est ainsi intéressée au phénomène du *citizen satire* dans le cas du mot-clé #whyImVotingUKIP. Alors que le UK Independence Party (UKIP) souhaitait inviter ses partisans à discuter sur Twitter, il a plutôt découvert le goût amer de la satire du peuple, car le mot-clé #whyImVotingUKIP a été détourné par des opposants du parti pour ridiculiser ses propositions. Le mot-clé est devenu tellement populaire qu'il a été repris dans d'autres contextes que celui des élections européennes de 2014.

Analyse de données

- 5 Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'équipe composée de Ian Basaille-Gahitte, d'Éric Leclercq et de Marinette Savonnet s'est intéressée à trois modèles théoriques des réseaux complexes (mathématique de graphe aléatoire, petit monde, sans échelle) pour voir s'ils pouvaient permettre l'élaboration de modes de stockage et d'analyse des données. L'équipe a tenté la modélisation des réseaux sociaux sous forme de graphe — ensemble de sommets ou nœuds reliés en fonction de leurs interactions — afin de visualiser ces liens. Basaille-Gahitte et Leclercq ont aussi tenté de détecter les communautés sur Twitter à l'aide de la classification automatique. Leur but était d'identifier « des groupes d'individus ayant des comportements similaires », « des

groupes ayant les mêmes caractéristiques » et de « déterminer les zones denses dans un graphe » (p. 191).

- 6 De leur côté, Frédéric Junger et Gilles Brachotte ont cherché à savoir s'il était possible de catégoriser l'usage que les candidats et les partis faisaient de Twitter. Ils ont étudié le *rendement conversationnel* des gazouillis de certains candidats et partis en analysant les mots-clés et les mentions utilisés, de manière à les indexer sous des thèmes récurrents.

Perspectives internationales

- 7 La troisième partie est consacrée à l'aspect international de Twitter. Le contexte des élections européennes de 2014 a permis d'analyser l'utilisation de Twitter par les différents candidats et partis dans plusieurs pays. Tatiana Kondrashova s'est intéressée de près à l'analyse de la communication politique de Russie. Grâce à la théorie des cadrages (*framing*), elle parvient à concentrer sa recherche sur les événements médiatiques de cette élection et à replacer l'émergence des frames médiatiques dans le contexte culturel du pays..
- 8 Quant à elle, Maria Carlotta Missaglia a enquêté sur l'évolution du *storytelling* construit par les politiciens italiens durant ces élections. Selon elle, le personnage politique représenterait lui-même le parti, ce qu'elle définit comme la *présidentialisation*. Elle observe aussi deux tendances dans le *storytelling* politique italien : le JE et le NOUS (parti), ce qui exclut d'emblée les citoyens du discours politique des candidats sur Twitter. Gelado Marcos et Bonete Vizcaíno ont remarqué que ce phénomène « d'exclusion » se faisait aussi sentir chez les Espagnols. Selon eux, les candidats utilisaient généralement Twitter de la même façon que la télévision, c'est-à-dire comme un moyen de promouvoir leurs idées, mais pas comme moyen d'échanger avec leurs partisans.
- 9 De son côté, Sigrid Kaasik-Krogerus s'est plutôt concentrée sur les gazouillis d'une seule personne — le président estonien — pour analyser l'utilisation de Twitter dans les communications politiques entourant le concept de l'*e-Estonia*. En effet, l'émergence de l'Estonie en tant que société très avancée en matière d'*e-services* publics et privés pour les citoyens rend son analyse très intéressante.

Publics et influences sur Twitter

- 10 La dernière partie du livre est consacrée au public et à l'influence des candidats sur Twitter durant l'élection. Dans ses travaux, l'équipe composée de Lobna Azaza, de Marinette Savonnet et d'Éric Leclercq a tenté de mesurer l'influence des candidats en utilisant la théorie des fonctions de croyance et la modélisation d'un graphe d'influence à partir de quatre critères précis : le nombre de réponses, de *retweet*, de mentions et d'abonnés. L'équipe souhaite ainsi « trouver des critères de manifestation de l'influence » et « pondérer ces critères » (p. 317). Pour sa part, Patrick Readshaw a exploré les différences entre les techniques de *storytelling* utilisées sur Twitter et les médias traditionnels durant l'élection. Il s'intéresse à la diversité des termes abordés sur la twittosphère en comparaison avec ceux de la télévision et à la tendance au sensationnalisme qui transforme les informations pertinentes en divertissement.

Conclusion

- 11 Cet ouvrage contient des analyses et des résultats fort intéressants pour tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la communication et à l'interaction sur le Web. Les méthodologies sont bien étoffées, les fondements théoriques, pertinents et justifiés et les résultats, généralement clairs. Les chercheurs sont conscients que leurs travaux ont des limites, mais ils défrichent des sentiers qui pourraient s'avérer essentiels dans les futures analyses des médias sociaux dans un contexte de débat politique. Avec tous les bouleversements sociaux que connaissent les pays actuellement, que ce soit lié aux changements climatiques ou aux droits des femmes, les citoyens tentent de se mobiliser et de solliciter les politiciens afin que des mesures soient prises. Gelado Marcos et Bonete Vizcaíno sont d'avis que « there are still many questions around efficiency politicians use the network and how exactly Twitter contributes to society in simulating the political debates »³ (p. 263), mais peut-être que cette plateforme deviendra un moyen efficace de mobiliser les citoyens, comme nous l'avons vu ici lors du printemps érable en 2012.

NOTES

1. « qui prolongent l'expérience du premier écran en lisant les commentaires des autres utilisateurs au sujet du programme ou en participant activement à la discussion au sujet de l'événement télévisé » (traduction de l'auteure)
2. une « pratique de l'utilisation des médias sociaux pour parler d'un programme de télévision pendant qu'on les regarde » (traduction de l'auteure)
3. qu'il « reste de nombreuses questions sur l'efficacité des politiciens à utiliser le réseau et la façon dont Twitter contribue à la société en stimulant les débats politiques » (traduction de l'auteure).

AUTEURS

ROXANNE THIFFAULT-ROUX

Roxanne Thiffault-Roux est candidate à la maîtrise, Département d'information et de communication, Université Laval. Courriel : roxanne.thiffault-roux.1@ulaval.ca

Roland CANU, Johann CHAULET, Caroline DATCHARY et Julien FIGEAC (dir.) (2018), *Critiques du numérique*

Paris, L'Harmattan, Coll. « Humanités numériques »

Françoise Paquien-séguy

RÉFÉRENCE

Roland CANU, Johann CHAULET, Caroline DATCHARY et Julien FIGEAC (dir.) (2018), *Critiques du numérique*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Humanités numériques »

- 1 L'ouvrage dirigé par Roland Canu, Johann Chaulet, Caroline Datchary et Julien Figeac garde la trace de l'activité scientifique du séminaire *PragmaTic* au cours de l'année 2016-2017. Bien connu de la communauté des sciences de l'information et de la communication, il a été renommé ComUniTIC à la suite de son rattachement au Labex SMS (Structuration des mondes sociaux), porté par plusieurs laboratoires de l'Université de Toulouse. Lancé en 2009, ce séminaire a toujours été un haut lieu de débat du numérique à partir de thèmes variés et contrastés, fruit d'une pluridisciplinarité recherchée et entretenue. C'est ainsi que s'est forgée la structure de l'ouvrage autour des critiques et non de la Critique ou d'une (certaine) critique.
- 2 En effet, comme le souligne clairement l'introduction, le positionnement de l'ouvrage est double. Il porte à la fois sur les critiques faites au numérique (le numérique à l'épreuve des critiques) et sur la façon dont il leur permet de se développer ou de se forger (les critiques à l'épreuve du numérique). Cette complémentarité s'exprime dans trois thèmes transversaux, même si le sommaire ne les matérialise pas.
- 3 Le premier thème cherche à rendre compte des critiques adressées aux technologies numériques (ici messagerie électronique et téléphonie mobile dans le cadre

professionnel et Internet dans les pratiques journalistiques) ; le deuxième s'intéresse à la façon dont certains acteurs se saisissent du numérique pour produire des contenus critiques (espace numérique de discussion sur la Grande Guerre et médias sociaux et conflits sociaux) ; le troisième renvoie à une dimension réflexive de la critique portée par les utilisateurs engagés dans l'usage des TIC (médias participatifs mobilisés par des collectifs citoyens et dénonciation de la domination masculine dans les pratiques vidéoludiques), dimension qui met en question le geste critique. Enfin, en se détachant des exemples, des cas d'études et des terrains présentés en amont, Dominique Boullier propose un article conclusif qui structure la critique et ses facettes à partir d'un dispositif comprenant quatre critiques : la dénonciation généralisée, le pluralisme des possibles, l'époque numérique et le pluralisme réflexif ; elles donneront toutes lieu à deux postures.

- 4 Les thèmes, sujets, postures des articles, à vocation de chapitre, proposés dans l'ouvrage sont particulièrement hétéroclites et diversifiés, de telle sorte qu'une synthèse des contenus est plus inappropriée qu'impossible à vrai dire ; c'est d'ailleurs l'objectif accompli de l'introduction qui structure l'ouvrage a posteriori. De plus, le texte conclusif propose une synthèse en abstraction avec une théorisation des postures critiques qui s'applique aisément à ce qui précède. Pour ne pas résumer ou répéter maladroitement les propos des différents auteurs, il nous semble préférable d'énoncer les traits communs qui apparaissent au-delà de la double dichotomie portée par l'ouvrage : 1) critiques sur le numérique et la critique par l'intermédiaire du numérique ; 2) études de cas diverses et variées ainsi que stabilisation des démarches dans quatre critiques et huit postures critiques. Nous les considérons comme des tendances générales, des métatendances en quelque sorte, vérifiées par la plupart des propos des chapitres, intégrées dans les propositions de Boullier, mais également présentes dès les premières technologies de l'information et de la communication considérées comme telles, dans les années 1980 (magnétoscope, minitel, premiers logiciels de messagerie, etc.).

Les TIC comme outils de détournement, des propos, de la censure, des impératifs industriels qui pèsent sur le pluralisme des possibles

- 5 Les TIC s'analysent comme résultant d'une offre industrielle issue d'acteurs dominants, que l'on pense aux constructeurs et équipementiers ou aux opérateurs et fournisseurs de contenus. Les couches techniques, logicielles, algorithmiques tout comme les interfaces renforcent ainsi la prescription d'usages et la normalisation d'un usage calculé sur la base de médianes produites par les *big data*. La normalisation et la généralisation incitent Boullier à exploiter le pluralisme des possibles pour « ruser », comme l'aurait dit Michel de Certeau (1990), car le détournement, le contournement deviennent avec le numérique des modalités opératoires aussi solides que celles de la stratégie. Ainsi l'exemple du texte de Marie-Laure Geoffroy montre-t-il bien ce paradoxe. Une blogueuse cubaine critique le régime sur son propre sol, mais son audience, internationale, lui sert de bouclier de protection. L'évolution se remarque donc clairement au travers des possibles qui se détachent de la technique et du territoire pour devenir un dispositif polymorphe saisi par différentes catégories

d'internautes (professionnels, amateurs, codeurs, utilisateurs, nationaux, étrangers, etc.), comme le souligne le texte de Nikos Smyrnaioi à propos du journalisme.

L'espace numérique comme lieu de débat, creuset de différentes formes d'expression de la démocratie

- 6 Tout débat a ses détracteurs et ses règles de fonctionnement, le numérique comme les autres, et les TIC avant tout, comme en témoignent surtout deux textes (Nathalie Paton et Julien Figeac ainsi que Jérôme Ferret); autrement dit le numérique facilite l'expression de certaines voix, de la critique citoyenne, ici présentée comme désunie, et le pas est court, glissant jusqu'à la remise en cause de la notoriété, de sa légitimité, jusqu'au militantisme, etc. Autant d'actions et de questions sociales qui dépassent largement les outils numériques qui les produisent et réclament des formats collectifs et cohésifs de l'action sociale.

Le numérique ou l'époque numérique comme espace public polymorphe et actif

- 7 Sans doute la redéfinition et la renégociation de l'espace public contemporain sont-elles la question centrale qui surgit à la fois des quatre types fondamentaux de critique posés par Boullier et des exemples pris dans les autres textes. Le numérique tant par ce qu'il est que par ce qu'il permet interroge à la fois la parole citoyenne (Valérie Beaudoin, Nathalie Paton, Julien Figeac, Marie-Laure Geoffray et Jessica Soler-Benonie), la posture des professionnels des médias consommateurs et producteurs de contenus et d'information numériques (Marie-Laure Geoffray, Jérôme Ferret, Nikos Smyrnaioi) tout comme l'espace public, devenu polymorphe, sans cesse en activité et en reconfiguration, ce dont bien des individus sont friands (Moustafa Zouinar).
- 8 Malgré la grande faiblesse de sa ligne éditoriale, la lecture du livre pousse à l'action, à la réflexion que nous devons sans doute conduire, comme citoyens, comme professionnels de l'information et de la communication et comme formateurs avec l'aide des huit postures proposées par Boullier : comment s'orienter ? ; entre technique, contenus et algorithmes : à quoi se fier ? ; entre critique, maîtrise, contre-attaque et ruse : comment prendre la mesure de la juste critique du numérique ?

BIBLIOGRAPHIE

CERTEAU, Michel de (1990), *Les arts de faire*, t. 1 : *L'invention du quotidien*, Paris, Gallimard.

AUTEURS

FRANÇOISE PAQUIENSÉGUY

Françoise Paquienséguy est professeur des Universités et membre de l'Équipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (Elico), Sciences Po Lyon. Courriel : Francoise.paquienseguy@sciencespo-lyon.fr

Dominique CARDON (2019), *Culture numérique*

Paris, Presses de Sciences Po

Jean-Sébastien Vayre

RÉFÉRENCE

Dominique CARDON (2019), *Culture numérique*, Paris, Presses de Sciences Po

- 1 Deux mouvements sociotechniques de grande ampleur sont apparus ces dix dernières années. Le premier correspond au développement de ce que les acteurs politiques et économiques appellent le *big data*, c'est-à-dire cette dynamique sociale et technique qui vise à valoriser ces immenses masses de données que les internautes produisent quotidiennement. De manière générale, ce premier mouvement a consisté à préparer le second, qui est celui de la diffusion, au sein des diverses sphères constitutives de la société, des technologies d'intelligence artificielle. Car ce sont celles-ci qui doivent permettre de conférer du sens aux données susmentionnées (Vayre, 2016). L'intelligence artificielle est souvent présentée comme à l'origine de cette nouvelle rupture que nous serions en train de connaître avec l'avènement de l'industrie 4.0, de l'éducation 4.0, de la consommation 4.0, etc. Bien sûr, les innovations qui sont actuellement élaborées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication sont parfois impressionnantes et ont quelquefois des effets considérables sur nos activités de travail et de consommation. L'avènement de l'économie des plateformes et de leurs machines intelligentes participe en ce sens à modifier la manière dont nous faisons société. Pour autant, d'un point de vue historique, l'émergence des *big data* et des systèmes qui les traitent ne forme pas une révolution sociotechnique au sens strict du terme : il s'agit plutôt d'une évolution (Freeman, 1994). Et cette évolution émane *in fine* de la dynamique que composent les technologies d'Internet. Autrement dit, si rupture il y a, celle-ci n'est pas vraiment celle du *big data* ou encore celle de l'intelligence artificielle. La véritable rupture est à la fois plus ancienne et fondamentale : c'est celle d'Internet ! Voilà pourquoi l'ouvrage de

Dominique Cardon sur la *Culture numérique* doit être lu. Ce dernier retrace l'histoire du développement d'Internet et du Web de façon à montrer comment le succès qu'ont jusqu'ici connu ces technologies dépend de la manière dont elles ont fait corps avec la société. Ainsi, compte tenu de l'importance des controverses qui animent aujourd'hui la dynamique du numérique, mais aussi du fort engagement dont font preuve les acteurs économiques et politiques pour promouvoir celui-ci, ce livre est, selon nous, incontournable. En montrant les ambivalences qui ont, dès le départ, travaillé le développement d'Internet et celui du Web, Cardon propose divers outils permettant de mieux saisir comment le numérique fait société. Ce faisant, il offre de multiples éléments permettant de réfléchir à la façon dont la société peut faire le numérique. En somme, *Culture numérique* mérite une attention particulière, non seulement de la part des acteurs économiques, politiques, des enseignants et des chercheurs, mais aussi de l'ensemble des citoyens. C'est donc afin de contribuer à sa mise en valeur que nous proposons cette note critique.

- 2 Nous commencerons par présenter *Culture numérique* chapitre par chapitre afin de rendre compte, du mieux qu'il se peut, de son contenu. Ensuite, nous pointerons en quoi cet ouvrage nous est apparu intéressant. Nous verrons ainsi qu'il a le grand privilège de mettre en avant la façon dont l'économie des plateformes participe à l'émergence d'une nouvelle forme de capitalisme qui compose une articulation originale de créativité, de communs et de marchés. Enfin, nous essaierons de dégager quelques pistes de réflexion permettant de prolonger les travaux de Cardon. Nous soutiendrons de cette façon qu'il est possible de mieux comprendre et de faire exister la dimension politique du numérique en portant une attention plus grande à sa composante cognitive.

Qu'est-ce que la culture numérique ?

- 3 Cardon introduit son dernier livre en soulignant que l'avènement du numérique est souvent comparé aux grandes ruptures technologiques qu'ont permis l'invention de la machine à vapeur ou celle de l'électricité. Mais, pour l'auteur, cette comparaison est trompeuse. La rupture apportée par le numérique est plus profonde et ses effets sont plus diffractés que dans le cas des innovations susmentionnées. D'après Cardon, l'entrée du numérique dans les sociétés occidentales contemporaines fait plutôt penser à la révolution provoquée par l'invention de l'imprimerie au XV^e siècle. Comme le montre Elizabeth Eisenstein (1991), l'imprimé est à l'origine de la réforme protestante, du libre arbitre et du développement du marché. Aussi, si Cardon insiste sur le fait que nous ne savons pas encore quels vont être les effets du numérique sur les individus et les collectifs qu'ils composent, il y a fort à parier qu'ils seront, à l'instar de ceux produits par l'imprimerie, d'ordre intellectuel, religieux, psychologique, mais aussi économique et politique. Et c'est précisément pourquoi, dans cet ouvrage, Cardon parle de culture numérique. Afin de se démarquer des discours que les « prophètes » et les « Cassandra » tiennent sur le numérique, l'auteur propose alors d'explorer dans son texte trois « lignes de force [des] transformations » (p. 7) des sociétés numérisées :

- « l'augmentation du pouvoir des individus par le numérique » (p. 7) ;
- « l'apparition de formes collectives nouvelles et originales, que ce soient des communautés auto-organisées ou des plateformes d'échanges court-circuitant les marchés traditionnels » (p. 7-8) ;

• « la redistribution du pouvoir et de la valeur » (p. 8).

- 4 Ces trois lignes de force sont ensuite examinées dans six chapitres que nous présentons dans les paragraphes qui suivent.
- 5 Dans le chapitre 1, Cardon propose une généalogie d'Internet. Il commence par rappeler qu'Internet est différent du Web. Internet est un protocole permettant aux ordinateurs de communiquer entre eux. Vinton G. Cerf et Robert E. Kahn sont ses principaux concepteurs. Le Web est, quant à lui, un protocole qui permet de relier des documents numériques entre eux par l'intermédiaire d'un système d'adressage HTTP. Comme nous le verrons dans la présentation du chapitre 2, Tim Berners-Lee et Robert Cailliau sont les inventeurs du Web. Cardon note ensuite que la culture numérique n'est rien d'autre que la somme des conséquences de l'informatisation de la société. Une brève histoire de l'informatique nous est par la suite racontée. L'informatique et les ordinateurs y sont présentés comme des agents de transformation de signaux analogiques en signaux numériques qui ont, au départ, pour finalité de servir des logiques de contrôle et de commande militaire. Internet est ainsi né, dans les années 1960, dans l'esprit de quelques chercheurs visionnaires financés par l'Advanced Research Projects Agency (ARPA) du département de la Défense des États-Unis (notamment Joseph C. R. Licklider de l'ARPA-IPTO) et qui ont eu l'idée de connecter les ordinateurs un peu à la manière dont AT&T le faisait pour les téléphones. Internet apporte toutefois une nouveauté : son réseau n'est pas pensé de manière centralisée (comme pour le téléphone) mais distribuée. Internet doit de cette façon autoriser le déplacement de « la capacité d'innovation du centre vers les périphéries » (p. 35). Le protocole TCP/IP est ensuite développé au cours des multiples échanges qu'entretiennent les chercheurs de l'ARPA-IPTO avec une importante communauté de pairs (les premières *Request for Comments* ; RFC). Cardon expose comment, au cours de ce long travail coopératif, sont progressivement élaborés trois aspects fondamentaux : le logiciel libre, la gouvernance autorégulée et l'éthique du *hacker*. Concernant ce dernier point, l'auteur souligne plus exactement comment, dès le milieu des années 1970, la conception d'Internet est influencée par cette contre-culture, typique de San Francisco, qui mélange prophétie cybernétique, prototypes d'interfaces et rêverie hippie. De telle sorte que le lecteur comprend qu'à ce moment, l'ordinateur doit permettre l'augmentation de l'individu, non celle de l'État ni celle de l'entreprise. Cardon expose ensuite la manière dont certains entrepreneurs (comme Steve Jobs) sont conduits à reprendre ces idées. De manière plus générale, il rend ainsi compte de la façon dont la contre-culture, qui est au fondement d'Internet, résonne avec la critique artiste pointée par Luc Boltanski et Ève Chiapello (1999) : l'exigence d'authenticité dans les relations sociales, d'autonomie, de créativité et d'épanouissement individuel sont les valeurs fondamentales des pionniers du réseau des réseaux.
- 6 Dans le chapitre 2, c'est cette fois-ci l'histoire du Web qui est retracée. Cardon relate d'abord comment, dès la fin des années 1980, Tim Berners-Lee et son collègue Robert Cailliau ont élaboré l'idée qu'il est possible de conférer à des documents des adresses URL pour les associer par un système d'hypertexte. L'auteur de *Culture numérique* en profite pour souligner que si 85 % de la population française a pu se connecter au Web en moins de vingt ans, c'est aussi parce que le Conseil européen pour la recherche nucléaire (c'est-à-dire le laboratoire de rattachement de Berners-Lee) a, de suite, décidé de verser dans le domaine public toutes les technologies de l'HTML. Il ajoute ensuite que si Internet est, au départ, animé par une utopie politique

libertarienne un peu naïve (cf. chapitre 1), le Web émerge comme la promesse d'une nouvelle économie qui, en 2001, s'effondre avec l'éclatement de la bulle. Partant, afin de mieux comprendre comment le Web peut associer les logiques marchandes et non marchandes (l'auteur parle de communs), Cardon revient sur la manière dont cette technologie favorise les innovations par le bas. Loin des représentations romantiques, l'auteur souligne d'emblée que les succès et les échecs que peuvent connaître ces innovations sont très inégalement distribués. Il n'en reste pas moins que, d'après l'auteur, les innovations du Web émergent principalement de communautés du logiciel libre dont le fonctionnement rappelle le travail coopératif des pionniers d'Internet : la division des tâches est auto-organisée, les participants s'auto-motivent et leurs valeurs sont distribuées selon le mérite et par les pairs. L'auteur insiste alors sur le fait que les innovations ascendantes qui animent le Web reposent généralement sur des logiques de mise à contribution des internautes qui ont pour effet de produire une externalité fortement positive pour la société : l'intelligence collective. C'est par exemple le cas du *PageRank* dont la valeur n'est pas produite par Google, mais par les webmestres : « [...] en produisant des liens hypertexte, c'est-à-dire un bien informationnel non rival — accessible par tous —, les internautes produisent une externalité positive que Google transforme en intelligence collective » (p. 136). Le problème est alors celui de la redistribution de cette valeur qui peut aussi bien servir le pouvoir d'agir des internautes — Cardon parle d'effets génératifs — qu'être capturée par les plateformes — l'auteur parle d'effets extractifs.

- 7 Le chapitre qui suit porte sur la culture participative du Web et les réseaux sociaux numériques. Cardon commence par définir l'espace public comme l'association d'un locuteur, d'un sujet de discours, d'un environnement sociomatériel (par exemple, une institution ou une entreprise) et d'un public. Quatre formes principales de prise de parole en public sont ensuite dégagées : celle de la sphère publique restreinte où des professionnels (c'est-à-dire les *gatekeepers*) parlent de personnalités, celle de l'espace public où des professionnels parlent de quidams, celle du Web participatif où des amateurs parlent de personnalités et celle du Web en clair-obscur où des amateurs parlent de quidams. Cette typologie permet à l'auteur de mettre en exergue la grande transformation qu'apporte le Web : il autorise tout un chacun à s'exprimer publiquement sans passer par le filtre des *gatekeepers*. Puis l'attention est dirigée vers cette forme particulière de prise de parole en public que constitue le Web en clair-obscur. Les réseaux sociaux en ligne sont présentés selon quatre types qui permettent d'exprimer diverses facettes de l'identité (civile, narrative, agissante et virtuelle) et qui renvoient à des jeux d'(in)visibilités singuliers (paravent, clair-obscur, phare et mondes virtuels). L'auteur précise par la suite l'analyse en montrant comment chaque type de réseaux sociaux numériques susmentionné fait l'objet d'usages stratégiques et créatifs qui visent diverses finalités : rencontrer des personnes « hors ligne », resserrer les liens existants, établir des liens avec des inconnus ou encore se construire une deuxième vie « en ligne ». De façon plus générale, l'intérêt de ce chapitre est qu'il permet de mieux saisir comment, durant le processus de création de son identité numérique, chaque individu est conduit à dessiner les limites de ce qui est de l'ordre du public et du privé. Ajoutons alors que, toujours dans cette partie du livre, Cardon insiste à plusieurs reprises sur le fait que les sociabilités en ligne et hors ligne sont fortement intriquées : dans le monde connecté, comme dans celui non connecté, les internautes ne disposent pas des mêmes ressources sociales et culturelles pour définir « convenablement » la frontière entre le public, le privé et, partant, pour produire leurs identités sociales et

numériques. Ces inégalités se retrouvent d'ailleurs dans le cas des pratiques amateurs que favorise le Web et qui font l'objet d'une instrumentation marchande somme toute assez discutable. En résumé, en parcourant ce chapitre, le lecteur comprend progressivement que réguler le fonctionnement du Web en clair-obscur recouvre de lourds enjeux. Si la sphère publique restreinte, l'espace public et le Web participatif font l'objet de régulations par le système juridique (cf. les droits de la presse, de la vie privée et de la liberté d'expression), le Web en clair-obscur recouvre un tel désir d'individualisation que sa régulation ne peut être efficacement réalisée qu'à condition de faire intervenir cet autre système de contrôle, plus informel et social, que compose l'éducation.

- 8 Le chapitre 4 constitue le prolongement du troisième : il s'agit de comprendre les effets du développement du Web, non plus sur le bas, mais sur le haut de l'espace public. Cardon commence par rappeler que la démocratie vise, de manière générale, l'égalité, l'émancipation et l'autonomie des individus. Les notions de démocratie représentative et de démocratie participative sont brièvement présentées afin de pointer la spécificité de cette « contre-démocratie » (Rosanvallon, 2006) que forme la démocratie Internet. Car, dans ce dernier cas, le réseau que compose la société n'est pas organisé autour d'un centre : il est coordonné par le dehors, c'est-à-dire ce qui se trouve dans la périphérie. Cardon soutient alors que les premières formes d'action politique sur le Web sont caractéristiques de la démocratie Internet. Puis il montre comment l'engagement politique sur Internet est, de façon traditionnelle, moins orienté vers la critique des programmes et des projets politiques que celle des procédures démocratiques. L'auteur précise ensuite qu'avec le Web, l'espace politique des démocraties représentative et participative est moins amené à disparaître qu'à se transformer. La démocratie représentative en constitue un bon exemple : elle devient « une industrie de précision, qui crée des fichiers et accumule des données sur les électeurs afin de cibler et d'adapter ses messages aux particularités de leurs profils » (p. 236).
- 9 Cardon propose ensuite de se centrer sur les effets de la révolution numérique sur l'espace médiatique. Il soutient plus exactement l'argument qu'avec le développement des infomédiaires que sont, par exemple, Facebook ou Twitter, les médias ont perdu le contrôle du contexte de la diffusion et de la réception des informations qu'ils produisent. Il en découle deux grandes conséquences :

[...] par le haut, on assiste au renforcement d'un journalisme de qualité, qui invente des nouveaux formats, fait payer ses abonnés et se montre de plus en plus imaginatif [...]. Par le bas, un nouveau marché s'est développé pour transformer en information-à-cliquer tous les contenus possibles et imaginables (p. 259).
- 10 Les *fake news* font partie de ces informations-à-cliquer. Aussi, contrairement à ce que certains pourraient penser (cf. le modèle de la seringue hypodermique), Cardon montre que le pouvoir de ces informations de mauvaise qualité est plutôt limité, à tout le moins si elles ne sont pas relayées par les « espaces à haute visibilité du web » (p. 275). Leur influence ne doit cependant pas être négligée : « [...] même si nous n'y croyons pas vraiment, en relayant ces informations douteuses, nous participons à la remise en question des autorités scientifiques, du travail d'enquête journalistique et de la vérité factuelle » (p. 275).
- 11 L'auteur conclut en exposant comment les *Civic Tech*¹ se proposent de réformer la démocratie représentative depuis la périphérie. Pour lui, ces initiatives font toutefois problème dans la mesure où elles cherchent généralement le consensus. Or, comme

l'auteur le note à l'aide des travaux de Chantal Mouffe (2016), la politique est aussi un rapport de force entre des intérêts divergents.

- 12 Dans le cinquième chapitre, Cardon s'intéresse à l'économie des plateformes. Il commence par pointer le pouvoir des Google Amazon Facebook Apple (GAFA), dont les capitalisations boursières sont aujourd'hui supérieures à celles du CAC 40² (mais dont les effectifs cumulés n'atteignent pas le quart de ceux de Wal-Mart !). En référence au chapitre 2, l'auteur expose la complexité du rôle des plateformes dans les processus de redistribution de la valeur de l'intelligence collective que produit le Web. Cette nouvelle économie est, en effet, difficilement dissociable de l'économie du partage. De telle sorte que, dans cette économie des plateformes, la frontière entre les effets génératifs et extractifs n'est pas facile à tracer. D'un côté, les plateformes semblent participer à augmenter le bien-être du consommateur en réduisant les prix. Mais d'un autre côté, « les plateformes peuvent s'approprier une partie de la valeur produite par l'intelligence collective au détriment des offreurs [...] et des consommateurs » (p. 309). L'auteur soutient en ce sens que le modèle d'affaires dominant de l'économie des plateformes est de plus en plus vacillant. La publicité en ligne, qui compose 90 % des revenus de Google et 97 % des revenus de Facebook, fait problème : résultant d'activités de traçage et de profilage, elle apparaît comme une atteinte à la vie privée.
- 13 Cardon aborde ensuite la question des notations qui sont au cœur de la confiance se jouant dans l'économie des plateformes. Partant, l'auteur insiste sur le fait que, notamment grâce aux notations, si cette économie a permis une démocratisation des marchés, ceux-ci n'en restent pas moins contrôlés par les plateformes : « [...] en tant qu'intermédiaires, [celles-ci] imposent leurs propres règles aux vendeurs comme aux acheteurs » (p. 327).
- 14 Par la suite, il montre comment, avec le développement de l'*open data*, qui est porté par les militants de la citoyenneté numérique, les entreprises et les administrations, l'État est lui-même en passe de devenir une plateforme. Le lecteur comprend rapidement que ce phénomène pose de multiples questions, notamment en matière de régulation des échanges de données entre les acteurs publics et privés. Afin de conclure ce chapitre, Cardon aborde finalement le problème des effets extractifs (cf. chapitre 2) par le biais du *digital labor*. Ici aussi, le caractère ambivalent de l'économie des plateformes est souligné. L'idée que celles-ci constituent des intermédiaires neutres et agnostiques est, quant à elle, clairement critiquée : les plateformes « gouvernent les marchés qu'elles fabriquent non seulement pour assurer la concurrence entre vendeurs, mais aussi pour délimiter les usages et les formes d'interaction entre les segments d'utilisateurs » (p. 348).
- 15 Le dernier chapitre complète le précédent puisqu'il porte sur le *big data* et les algorithmes. L'auteur y expose comment le Web forme un immense bazar au sein duquel les algorithmes permettent de s'orienter : ces technologies sont, pour l'auteur, les nouveaux *gatekeepers* de l'information. Cardon présente ces machines à calculer à partir de quatre familles. La première est celle des algorithmes de mesure de popularité. Ici, il s'agit de classer le Web en fonction du comptage des clics des visiteurs. La deuxième est celle des algorithmes de mesure d'autorité et s'inscrit dans la droite ligne de l'esprit méritocratique des pionniers d'Internet. Les documents du Web sont, cette fois-ci, classés en fonction du poids que leur confère la centralité dont ils disposent au sein du réseau des liens qui les associent. La troisième famille a, quant à elle, émergé avec les réseaux sociaux numériques. Elle rassemble les algorithmes de

mesure de la réputation : le Web est ordonné au moyen des *likes* que ses utilisateurs offrent aux informations qu'ils consultent, mais aussi à ceux qui les partagent. La quatrième regroupe les algorithmes prédictifs. Cette famille repose sur l'idée qu'il est possible de personnaliser l'environnement informationnel de chaque utilisateur du Web en fonction des données qu'il produit durant ses navigations. Étant donné que cette dernière famille est généralement composée de technologies issues de l'intelligence artificielle, Cardon propose de revenir brièvement sur l'histoire de cette discipline. Cela lui permet de pointer le caractère contingent du succès des réseaux de neurones (*deep learning*), mais aussi la difficulté que l'on peut rencontrer pour comprendre leur fonctionnement. C'est pourquoi l'auteur soutient ensuite la nécessité de régler ce dernier problème en auditant les algorithmes d'apprentissage de façon à déterminer si leurs effets résultent bien des intentions de leurs concepteurs, à repérer si ces effets sont observables ou non par les utilisateurs, mais aussi à interroger leur légitimité. Au bout du compte, Cardon dégage trois formes de surveillance typiques de l'économie des plateformes : la surveillance marchande, qui consiste à guider le comportement des utilisateurs à l'aide des données qu'ils produisent ; la surveillance interpersonnelle, qui se joue par l'intermédiaire des blogues ou des réseaux sociaux ; la surveillance des États qu'a mis à jour, par exemple, l'affaire Snowden. Pour l'auteur, ces trois formes de surveillance semblent prendre en étau les utilisateurs. Il ajoute alors que, pour ouvrir cet étau, il est nécessaire

de cesser de penser individuellement la vie privée, [...] comme un arbitrage que chacun serait amené à faire [cf. chapitre 3]. Nous devons plutôt y réfléchir comme à un droit collectif par lequel, même si nous n'avons rien à cacher, il est aussi dans l'intérêt de tous de vivre dans une société où certains — journalistes, militants, ONG — puissent avoir des choses à cacher (p. 417-418).

- 16 En conclusion, Cardon souligne l'importance du changement d'ambiance existant entre, d'une part, l'Internet des pionniers qui, en cherchant à transformer les connaissances en biens communs, a participé à libérer les subjectivités et à élargir l'espace public et, d'autre part, l'économie des plateformes où le Web tend à devenir un environnement de plus en plus « marchandisé, surveillé et manipulé par les algorithmes » (p. 420). L'auteur rappelle à juste titre que ce changement d'ambiance est consubstantiel au succès mondial qu'a connu le Web et qui a contribué à le massifier. De telle sorte que, comme l'illustre l'extrait de texte cité après, il serait possible de dire que *Culture numérique* permet *in fine* de mieux définir et comprendre les ambivalences de cet immense succès :

La culture numérique a perdu ce qui faisait son exceptionnalité, son caractère quelque peu aristocratique et inoffensif lorsqu'elle était un espace de jeu réservé à quelques-uns. Elle est devenue ordinaire et commune. En perdant son exceptionnalité, elle a été investie par des forces, des intérêts et des projets, ceux-là mêmes qui traversent nos sociétés (p. 420-421).

Le capitalisme numérique : entre créativité, communs et marchés

- 17 Pour introduire notre lecture critique de *Culture numérique*, nous proposons de compléter la présentation qui précède de quelques informations factuelles relatives à la forme générale de l'ouvrage. Comme nous l'avons vu, ce livre est composé de six chapitres qui sont parfaitement équilibrés : chacun d'entre eux est formé de six

sections d'une dizaine de pages. Cet équilibre, associé à un style d'écriture fluide et limpide, rend la lecture plaisante et aisée. L'ouvrage est plus exactement composé de 416 pages de texte et chaque sous-section est accompagnée d'une partie intitulée « À lire, à voir, à écouter ». Le corps du texte est illustré de nombreuses images, photographies, schémas et tableaux qui facilitent la compréhension. L'auteur précise dans son introduction que ce livre est une version du cours qu'il donne, depuis de nombreuses années, d'abord à l'Université de Paris I, puis à l'Université de Paris-Est et, aujourd'hui, au collège universitaire de Sciences Po à Paris. Cela explique sans doute la grande maîtrise pédagogique dont fait preuve *Culture numérique*. Aussi souhaitons-nous de suite souligner que, si cet ouvrage est clairement destiné à un public étudiant, il ne s'y limite pas, bien au contraire. Bien sûr, les chercheurs les plus orthodoxes pourront trouver la forme de l'écriture un peu légère, notamment parce que les références scientifiques ne sont pas abondantes, souvent centrées sur les classiques et mobilisées d'une manière qui ne répond pas au standard académique. Mais il faudrait être bien présomptueux pour considérer que les sciences, lorsqu'elles sont vulgarisées, ne méritent pas d'être lues par ceux qui les font. En outre, il se peut que les spécialistes des technologies de l'information et de la communication qui liront *Culture numérique* aient l'impression de connaître à l'avance les arguments de l'auteur. Nous aimerions conseiller à ces lecteurs qui risqueraient d'être pressés de prendre le temps de lire Cardon. D'après nous, il serait effectivement maladroit de confondre le fait de connaître et celui de comprendre. Et dans *Culture numérique*, il y a beaucoup de choses à comprendre ! En d'autres termes, même si, un peu à l'image de l'auteur, le livre se présente comme modeste, à nos yeux, il n'en est que plus riche. *Culture numérique* est une œuvre importante, notamment parce qu'elle retrace une bonne partie du parcours de recherche et d'enseignement de Cardon qui est, rappelons-le, une des plus grandes figures contemporaines de la sociologie. À ce titre, il convient de saluer le travail d'articulation entre recherche et enseignement que recouvre le livre. Il est possible que nous fassions erreur, mais, à la lecture de *Culture numérique*, il semblerait qu'une des lignes directrices de la trajectoire professionnelle de Cardon soit d'étudier le monde numérique, non pas seulement pour le comprendre, mais aussi pour l'enseigner. Précisons que, contrairement à ce que certains pourraient croire, une telle finalité mérite d'être soulignée parce qu'elle n'est pas si courante, même dans le monde de l'enseignement et de la recherche. Cet ouvrage constitue par là même une belle leçon pour tous les jeunes chercheurs qui pensent, encore aujourd'hui, que les sciences ont un rôle fondamental dans la société et que ce rôle peut être rempli par l'intermédiaire de l'éducation.

- 18 Il existe de nombreux arguments que nous ne pouvons pas développer ici pour justifier l'intérêt que nous avons porté au dernier livre de Cardon. Un des plus importants est probablement que cet ouvrage permet de penser, de manière réflexive, la façon dont le capitalisme numérique compose un assemblage original de créativité, de communs et de marchés. Le livre permet plus exactement de mieux comprendre comment le numérique s'inscrit au sein d'une longue évolution sociotechnique qui a eu pour principal moteur la créativité d'un nombre toujours croissant d'individus. Un des résultats les plus marquants des recherches de Cardon est en ce sens de rendre compte de la manière dont le numérique est, depuis ces trente dernières années, consubstantiel aux dynamiques sociales et économiques des sociétés occidentales. Si les technologies d'Internet ont pu connaître le succès qui caractérise leur diffusion au sein de la société, c'est parce qu'elles ont contribué à produire les aspirations émancipatrices des

individus et à y répondre, notamment en matière d'autonomie et de participation. Un peu comme si l'éthique du *hacker* chère aux pionniers d'Internet s'était, avec le développement du Web, transformée en une revendication du droit individuel à exprimer sa singularité pour être adoptée par un grand nombre d'utilisateurs³. Le numérique, qui au début était l'invention d'une minorité de personnes — très compétentes en informatique et quelque peu utopistes —, est progressivement devenu la production d'une forme de créativité — moins extraordinaire mais beaucoup plus répandue et instrumentée — qui émane de l'ensemble des acteurs de l'économie des plateformes. L'intérêt des travaux de Cardon est ainsi qu'ils aident à comprendre comment la portée politique de cette créativité qui, encore aujourd'hui, est au cœur de l'évolution du numérique s'est considérablement transformée au cours du temps. C'est d'ailleurs pourquoi l'auteur ne semble pas s'opposer, par exemple, à l'idée que la culture numérique constitue le terreau au sein duquel le capitalisme cognitif peut se déployer. À l'instar de son collègue Yann Moulier-Boutang (2007), Cardon a conscience que le numérique a largement participé à faire de la créativité l'élément central des systèmes de production de la valeur économique, à tout le moins dans les sociétés occidentales contemporaines. Dans une certaine mesure, l'auteur va même plus loin lorsqu'il suggère l'idée que le numérique, en s'immisçant au plus près de l'intimité de la personne, provoque la reconnaissance sociale et économique d'une forme de créativité tout à fait ordinaire qui serait plus ou moins communément partagée : avec les réseaux sociaux, par exemple, tout utilisateur du Web dispose a priori du pouvoir de créer son identité numérique.

- 19 Un des grands avantages de *Culture numérique* est de montrer comment, notamment à partir de l'exemple de l'identité numérique, cette créativité n'en reste pas moins ancrée dans une réalité sociale qu'elle façonne en retour. Sur ce point, Cardon ouvre, par ailleurs, des perspectives de recherche stimulantes pour ceux qui souhaitent mieux comprendre comment le numérique participe à la (re)production des inégalités. Il présente par exemple comment, même lorsqu'elles font l'objet d'une forme d'autogestion qui voudrait s'approcher de l'idéal de la démocratie, les communautés du Web sont animées et contrôlées par une minorité de participants qui disposent souvent de capitaux socioculturels à la fois homogènes et élevés. Un peu à la manière de ses collègues Jean-Samuel Beuscart, Éric Dagiral et Sylvain Parasio (2016), l'auteur porte une attention constante au problème des inégalités d'usage du numérique, ce qui semble montrer qu'il n'est pas impossible de s'inspirer à la fois de la sociologie des techniques d'influence latourienne et de la sociologie de la domination d'obédience bourdieusienne. De notre point de vue, l'ouvrage aurait peut-être pu creuser plus profondément ces questions, que ce soit sur le plan théorique ou empirique. Ajoutons que les travaux de Pierre-Michel Menger et de ses collègues (2018) auraient probablement été utiles à la réalisation d'un tel projet. Les études que ces derniers ont menées sur la manière dont le talent, lorsqu'il est compris dans sa dimension sociale, permet de saisir comment s'associent les inégalités et la différenciation sociales peuvent, d'après nous, aider à mieux comprendre la contribution des communautés du numérique à l'institution de ce que certains appellent l'équilibre économique ou encore l'ordre social. Mais peu importe. Cette remarque n'entache en rien la qualité de l'ouvrage qui joue habilement avec les ambivalences du numérique. Car, si Cardon pointe parfaitement comment le Web s'alimente d'une force d'inventivité qui, avec le temps, est devenue de plus en plus ordinaire, il refuse de considérer ce processus comme une pure instrumentation marchande. Si, comme le montre Emmanuel Kessous

(2013), le numérique est, pour Cardon aussi, un espace de marchandisation de l'attention des consommateurs, il ne s'y réduit pas pour autant.

- 20 Pour l'auteur, Internet compose un ensemble de technologies qui, depuis leurs origines, peuvent autant favoriser l'aliénation que l'émancipation des individus. À notre connaissance et à la différence d'Antonio Cassili (2019), Cardon ne se revendique pas du courant opéraïste fondé par Toni Negri⁴. Pourtant, en insistant sur le caractère à la fois aliénant et habilitant du numérique, il semblerait que l'auteur de *Culture numérique* partage l'idée selon laquelle les technologies d'Internet, en catalysant la créativité des internautes, donnent forme à une multitude (l'intelligence collective que produit le Web) dont les externalités positives conservent un élément d'extériorité qui déborde le cadre marchand⁵. Pour nous, cet optimisme doit être félicité dans la mesure où il est teinté d'un scepticisme et d'un bon sens qui rendent l'analyse de l'auteur aussi fine que limpide. Probablement que cette qualité n'est, d'ailleurs, pas sans lien avec l'appétence que l'auteur a pour les ambivalences, qu'elles soient d'ordre empirique ou théorique. Par exemple, l'auteur n'hésite pas à citer Norbert Elias pour souligner le travail de contrôle et de décontrôle que recouvre la fabrication des identités numériques. Plus tard, il convoque Michel Foucault pour discuter les jeux de surveillance qui se font avec l'avènement des *big data* et des algorithmes d'apprentissage artificiel. Or, si Elias est connu pour adopter une vision plutôt positive du processus de rationalisation des civilisations, Foucault est devenu célèbre grâce aux critiques radicales qu'il a formulées à l'égard de ce même phénomène (Martucelli, 1999). Mais il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres dont la vocation est d'illustrer, certes de manière trop succincte, l'usage original et pertinent que Cardon fait des auteurs qu'il cite. Peut-être cet usage reflète-t-il, au bout du compte, la complexité des opinions professionnelles (voire personnelles) que l'auteur pourrait éprouver à l'égard du numérique ? Ni bonne ni mauvaise, la modernité qu'apportent les technologies de l'information et de la communication pourrait être, à l'image de la société, un peu les deux à la fois... À tout le moins, le grand mérite de cet usage est, d'après nous, qu'il ne s'inscrit pas au sein d'un quelconque dogme théorique. *Culture numérique* ne cherche pas à montrer à ceux qui le lisent comment il faut s'y prendre pour démontrer la consistance d'un cadre théorique déjà établi. Il consiste plutôt à rendre compte de la manière dont il est possible de chercher à comprendre théoriquement un phénomène empirique. Notons que si une telle assertion peut paraître, de prime abord et dans le domaine de la sociologie, de l'ordre du lieu commun, il n'est pas si certain que, dans les faits, une telle finalité soit une réelle généralité au sein de cette même discipline.
- 21 Cardon a bien conscience que le sympathique Web coopératif des pionniers d'Internet est devenu, avec l'avènement des plateformes, un gigantesque espace de création de valeur d'un nouveau type qui repose sur l'exploitation économique des activités de communication et de réception des internautes. En ce sens, l'auteur n'apparaît pas s'opposer à l'argument selon lequel l'économie des plateformes pourrait, à terme, instituer un processus de mise au travail généralisé des consommateurs du Web. Seulement, pour Cardon, Internet n'en reste pas moins composé d'une multitude d'espaces dont certains préservent, encore aujourd'hui, diverses formes d'extériorité aux mécanismes d'extraction de la valeur marchande. L'auteur a ainsi raison de rappeler que le lien hypertexte, qui reste au fondement de l'architecture informationnelle du Web que nous connaissons actuellement, est, à l'instar de la forêt, de la mer ou encore de l'air que nous respirons, un bien commun de l'humanité. Tout comme l'usage que nous faisons de la forêt, de la mer et de l'air, celui que nous

réalisons du Web est, lui aussi, plus ou moins respectueux de l'environnement, qu'il soit matériel ou non. De notre point de vue, toute la force de *Culture numérique* est, par là même, d'exposer comment l'utilisation que les internautes font du Web produit une intelligence collective dont la valeur, aussi inestimable soit-elle, peut donner lieu à des effets génératifs et extractifs pouvant s'alimenter les uns des autres. Comme le rappelle l'auteur, c'est grâce aux effets extractifs tirés de Bomis.com (un portail Web d'accès à du contenu érotique) que Jimmy Wales a pu financer la création et le développement de Wikipédia. Par conséquent, sans ce financement (et donc les effets extractifs qui en sont sous-jacents), les internautes que nous sommes ne pourraient pas bénéficier des effets génératifs que produit cette encyclopédie en ligne. La conclusion de l'ouvrage nous est en ce sens apparue comme aussi profonde qu'émouvante. Nous en citons par la suite un extrait qui nous a particulièrement marqué. Cependant, afin de permettre sa bonne appréciation, nous souhaitons rappeler que, dans le dernier chapitre (qui est le plus sombre), Cardon expose comment, avec la platformisation du social, de l'économie et du politique, les internautes tendent à être pris dans un puissant étau dont il paraît extrêmement difficile de s'échapper. Cela veut dire que l'auteur ne sous-estime pas l'importance de la triple forme de surveillance (interpersonnelle, marchande et étatique) qui constitue cet étau. En outre, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, pour permettre l'ouverture progressive de cet étau, Cardon soutient la nécessité de penser la vie privée (soit l'autre face de la surveillance), non plus comme un arbitrage individuel, mais comme un droit collectif. En d'autres termes, il ressort de *Culture numérique* que Cardon comprend, au sens le plus plein du terme, les formes d'aliénation qui sont instituées par l'intermédiaire du numérique. Et c'est précisément parce qu'il considère avec autant de sérieux et d'intelligence ce problème que sa conclusion nous est apparue aussi belle.

Si elle semble parfois recouverte par la centralité des grandes plateformes, la vitalité des espaces numériques n'a pas disparu pour autant. Elle ne demande, somme toute, qu'une chose à l'utilisateur : qu'il reste toujours curieux, afin de savoir éviter les grands carrefours de l'information, la première page des résultats des moteurs de recherche et les attractions addictives des réseaux sociaux. Les espaces numériques foisonnent toujours d'expériences originales, innovantes, étranges ou érudites. Nos usages du Web restent très en deçà des potentialités qu'il nous offre. Le Web se ferme par le haut, mais toute son histoire montre qu'il s' imagine par le bas. Sa trajectoire est émaillée d'initiatives audacieuses, originales, curieuses et en rupture. Il n'y a aucune raison de penser que cette dynamique s'arrête ou qu'elle soit complètement entravée par la domination des GAFA. Plus que jamais, il appartient aux chercheurs, aux communautés, aux pouvoirs publics et surtout aux internautes de préserver la dynamique réflexive, polyphonique et peu contrôlable amorcée par les pionniers du Web (p. 421).

Le numérique comme technologie cognitive : système d'information et documentation

- 22 *Culture numérique* est donc une belle réussite : si l'ouvrage est d'abord destiné à un public d'étudiants, il y a fort à parier que les experts du domaine pourront trouver un intérêt à le lire. Pour autant, comme une note critique ne doit pas se limiter à recenser les qualités d'une œuvre, nous proposons maintenant de dégager quelques-unes des limites de celle qui nous intéresse ici. Ce faisant, notre objectif ne sera pas d'effectuer une évaluation négative des manques de l'ouvrage puisque, dans l'ensemble, ceux-ci ne

sont ni nombreux ni gênants. Il s'agira plutôt de proposer quelques pistes de réflexion permettant de prolonger les travaux qui sous-tendent la rédaction de *Culture numérique*.

- 23 De notre point de vue, une des grandes limites de cet ouvrage est qu'il n'insiste pas assez sur la dimension cognitive du système sociotechnique que compose Internet. Par exemple, les termes « système d'information » et « documentation » ne sont que peu mobilisés dans le texte. Or, le réseau des réseaux n'est rien d'autre qu'un ensemble d'acteurs et de systèmes informatiques qui interagissent les uns avec autres, c'est-à-dire un système d'information (Salles, 2015). En tant que tel, Internet est évidemment un instrument de conduite des actions humaines : c'est une technologie politique au sens large du terme. Mais c'est aussi et surtout une technologie cognitive. Pour reprendre les termes de Dan Sperber (1996), tout le pouvoir d'Internet lui vient du fait qu'il permet de cristalliser et de communiquer, au moyen des « représentations publiques » que composent les documents numériques et que diffusent les algorithmes, les « représentations mentales » que les humains se font du monde. Partant, le Web peut être défini comme un instrument de documentation puisqu'il consiste à assurer le traitement permanent et systématique de processus de signalement, de collecte, de stockage, d'analyse, de recherche et de diffusion d'une gigantesque masse de documents. De plus, comme le rappelle Cardon, si Paul Otlet et Henri-Marie La Fontaine peuvent être considérés comme à l'origine du Web, ce n'est pas seulement parce que certains historiens ont montré qu'ils sont à l'origine du lien hypertexte, c'est aussi parce que le premier a inventé les sciences de la documentation (Otlet, 1934). C'est en ce sens que nous pensons que l'ouvrage de Cardon mériterait d'être articulé avec les théories du document qu'ont, par exemple, proposées des auteurs comme André Tricot, Gilles Sahut et Julie Lemarié (2016), ou encore, Manuel Zacklad (2006).
- 24 La théorie du document qu'a développée Zacklad (*ibid.*) nous semble être d'un intérêt particulier pour comprendre la dimension cognitive du Web dans la mesure où elle insiste sur le rôle que joue la documentarisation dans les processus de documentation. Pour l'auteur, la documentarisation constitue le procédé au cours duquel des attributs particuliers sont conférés à un support afin de faciliter sa gestion et sa manipulation (que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan sémantique) du point de vue de ceux à qui il est destiné. Nous pourrions alors généraliser cette définition en disant que la documentarisation compose le procédé au cours duquel un ensemble d'informations est mis en pertinence, c'est-à-dire assemblé et combiné pour constituer un document qui convient aux dispositions cognitives de celui qui doit le consulter. La théorie du document élaborée par Tricot, Sahut et Lemarié (*op. cit.*) a, quant à elle, l'avantage de focaliser l'attention sur l'autre versant de la documentation. Les auteurs ne s'intéressent pas, cette fois-ci, à la manière dont le document est conçu, mais plutôt à la façon dont il est lu. D'après nous, le grand avantage de cette théorie est de permettre une meilleure compréhension des processus de recherche d'information qui occupent une place centrale dans les usages ordinaires que chaque internaute fait du Web. Cela nous amène alors à formuler une remarque qui peut paraître un peu abrupte, notamment parce qu'elle est extrêmement frappante. Comment se fait-il qu'à la différence des informaticiens, des ergonomes ou encore des psychologues, les sociologues du numérique n'aient jusqu'ici accordé qu'un très faible intérêt aux activités de recherche d'information ? Par exemple, dans le livre de Cardon qui est, rappelons-le, une figure centrale de la sociologie d'Internet, le concept de recherche d'information n'est que très peu utilisé. Et cela n'est, encore une fois, pas propre à

l'auteur : ce manque d'attention recouvre un véritable phénomène collectif. Dans l'ouvrage de Jean-Samuel Beuscart, d'Éric Dagiral et de Sylvain Parasie (2016), qui constitue, soulignons-le, un premier et remarquable effort de structuration des travaux issus de la sociologie d'Internet, pas même une simple sous-partie est consacrée aux activités de recherche d'information⁶. Comment est-il possible d'étudier les usages du Web sans porter une réelle attention à l'activité qui en est le cœur, c'est-à-dire la recherche d'information dans les documents numériques ? Cette question, qui vaut pour la sociologie d'Internet en général, est évidemment valable dans le cas de celle que pratique Cardon. C'est pourquoi, en examinant la manière dont les utilisateurs des documents numériques perçoivent et comprennent leur pertinence, Tricot, Sahut et Lemarié (*op. cit.*) offrent selon nous aux sociologues des outils intéressants pour décrire et saisir comment les internautes peuvent ou non construire des connaissances en naviguant sur le Web.

- 25 En résumé, si nous estimons que les théories du document susmentionnées constituent un bon complément au dernier livre de Cardon, c'est parce qu'elles peuvent permettre de mieux comprendre la façon dont est élaborée et utilisée l'intelligence collective que produit le Web. Par souci de symétrie, il nous semble toutefois important d'ajouter que l'inverse est également vrai : d'après nous, il serait tout aussi utile, pour les auteurs des théories du document que nous venons de citer, de lire *Culture numérique*. Il n'est pas impossible qu'une telle lecture puisse les aider à mieux saisir les contextes socioéconomique et politique au sein desquels les documents numériques sont fabriqués et consultés, mais aussi à mieux comprendre et étudier comment les algorithmes viennent aujourd'hui médier la relation documentaire. Comme Cardon le montre bien, les nouveaux *gatekeepers* que forment ces algorithmes sont censés permettre une personnalisation intelligente des environnements numériques. Ils doivent par conséquent jouer un rôle crucial dans la fabrication de la pertinence des documents qui composent ces espaces. C'est précisément pourquoi, à nos yeux, ce rôle mériterait d'être mieux compris et expliqué, que ce soit sur le plan de la conception ou sur celui des usages. En sommes, nous pensons qu'en croisant les travaux de Cardon avec ceux des auteurs des théories du document précitées, il deviendrait possible de saisir les formes concrètes des « chaînes causales cognitives » (Sperber, *op. cit.*) qui se jouent entre les documents numériques, les algorithmes qui les classent, les acteurs qui les conçoivent et ceux qui les utilisent. Un tel projet est selon nous nécessaire parce que ce sont ces chaînes qui fondent empiriquement l'intelligence collective que produit le Web. Comprendre leurs formes et leurs contenus nous apparaît en ce sens fondamental, notamment pour les chercheurs qui souhaitent démêler les effets extractifs et génératifs qui émanent de l'activité des plateformes. Nous souhaitons alors pointer l'intérêt des travaux qu'ont effectués Franck Cochoy et ses collègues (2004) pour réaliser ce type de projet. Les études que cette équipe a menées, il y a un peu plus de quinze déjà, sur la captation des publics sont effectivement d'une grande utilité pour examiner le fonctionnement concret de l'économie des plateformes. Car l'approche que défendent ces chercheurs est susceptible de permettre l'élaboration d'une méthode originale d'observation du rôle socioéconomique que jouent les intelligences artificielles conçues par ces nouveaux acteurs du numérique. Aujourd'hui, les concepteurs des plateformes mobilisent de plus en plus les théories cognitives et comportementales (cf. les *nudges* ; Thaler et Sunstein, 2008) pour concevoir leurs interfaces et les machines intelligentes qui les personnalisent de façon à pouvoir orienter efficacement les conduites des utilisateurs. Chercher à observer et à étudier

empiriquement comment ces « dispositifs » numériques suscitent les « dispositions » (Cochoy, *ibid.*) des internautes constitue par là même un programme de recherche particulièrement pertinent pour au moins deux raisons. La première est qu'un projet de ce type peut permettre d'identifier rigoureusement la façon dont est produite et redistribuée la valeur de l'intelligence collective que compose le Web. La seconde, qui n'est pas sans lien avec la première, est qu'un tel programme de recherche est également susceptible d'accompagner favorablement le mouvement d'audit des algorithmes que Cardon et d'autres soutiennent à juste titre. Or, nous insistons une dernière fois sur ce point, il nous apparaît extrêmement difficile d'envisager la réalisation concrète d'un programme de ce genre sans porter une attention rigoureuse aux dimensions cognitives de la communication et de l'action en société. Nous souhaitons toutefois ajouter qu'au bout du compte, l'objectif fondamental d'un tel projet pourrait parfaitement rejoindre celui qui traverse *Culture numérique*, c'est-à-dire mieux comprendre et faire exister la dimension politique du numérique.

BIBLIOGRAPHIE

- BEUSCART, Jean-Samuel, Éric DAGIRAL et Sylvain PARASIE (2016), *Sociologie d'Internet*, Paris, Armand Colin.
- BOLTANSKI, Luc et Ève CHIAPELLO (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- CASSILLI, Antonio (2019), *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil.
- COCHOY, Franck (2004), *La captation des publics : c'est pour mieux te séduire, mon client...*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail.
- EISENSTEIN, Elizabeth (1991), *La révolution de l'imprimé dans l'Europe des premiers temps modernes*, Paris, La Découverte.
- FREEMAN, Chris (1994), « The economics of technical change », *Cambridge Journal of Economics*, 18(5): 436-514.
- KESSOUS, Emmanuel (2013), *L'attention au monde : sociologie des données personnelles à l'ère numérique*, Paris, Armand Colin.
- MARTUCELLI, Danilo (1999), *Sociologies de la modernité*, Paris, Gallimard.
- MENGER, Pierre-Michel (2018), *Le talent en débat*, Paris, Presses universitaires de France.
- MOUFFE, Chantal (2016), *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel.
- MOULIER-BOUTANG, Yann (2007), *Le capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*, Paris, Amsterdam.
- OTLET, Paul (1934), *Traité de documentation : le livre sur le livre, théorie et pratique*, Paris, Éditions Mundaneum.
- ROSANVALLON, Pierre (2006), *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Paris, Seuil.
- SALLES, Maryse (2015), *Decision-Making and the Information System*, London, ISTE – WILEY.

SPERBER, Dan (1996), *La contagion des idées*, Paris, Odile Jacob.

THALER, Richard H. et Cass R. SUNSTEIN (2008), *Nudge: Improving Decisions About Health, Wealth, and Happiness*, New Haven & London, Yale University Press.

TRICOT, André, Gilles SAHUT et Julie LEMARIÉ (2016), *Le document : communication et mémoire*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur.

VAYRE, Jean-Sébastien (2016), *Des machines à produire des futurs économiques : sociologie des intelligences artificielles marchandes à l'ère du big data*. Thèse de doctorat en sociologie, sous la direction de Franck COCHOY, Toulouse, Université Toulouse Jean Jaurès.

ZACKLAD, Manuel (2006), « Documentarisation processes in documents for action (DofA): The status of annotations and associated cooperation technologies », *Computer Supported Cooperative Work*, 15(2-3): 205-228.

NOTES

1. Cette notion permet de désigner un ensemble de technologies qui, souvent développées par des *start-up*, ont pour objectif d'améliorer les systèmes politiques.
2. Le CAC 40 est le plus important indice boursier de la Bourse de Paris. Il est calculé à partir des cours des actions cotées en continu des quarante entreprises les plus importantes de la Bourse de Paris.
3. Rappelons que, comme nous l'avons signalé dans la présentation du chapitre 1 de *Culture numérique*, Internet et le Web sont deux technologies différentes.
4. Negri est un philosophe et un homme politique italien. Comme nous le signalons dans le texte, il est le fondateur du courant marxiste italien « ouvrieriste » appelé opéraïsme, qu'il a mis en relation avec le poststructuralisme français.
5. C'est du moins ce qui ressort de la conclusion de l'auteur. La citation que nous proposons à la fin de cette section en constitue une bonne illustration.
6. Plus précisément, les termes de « recherche d'information » sont cités deux fois dans la totalité du texte.

AUTEURS

JEAN-SÉBASTIEN VAYRE

Jean-Sébastien Vayre est postdoctorant à l'Université Côte d'Azur (UCA), membre du Groupe de recherche en Droit, Économie et Gestion (GREDEG). Courriel : jean-sebastien.vayre@univ-cotedazur.fr

Ulla CARLSSON et Lennart WEIBULL (2018), *Freedom of Expression in the Digital Media Culture*

Gothenburg, Nordicom

Véronique Leclerc

RÉFÉRENCE

Ulla CARLSSON et Lennart WEIBULL (2018), *Freedom of Expression in the Digital Media Culture*, Gothenburg, Nordicom

- 1 Les auteurs¹ présentent dans cet ouvrage une étude de cas visant à comprendre la perception qu'ont les Suédois de la liberté d'expression en ces temps de changement et d'évolution au sein de la culture numérique des médias. Ils s'intéressent aux impacts de la technologie numérique en lien avec la démocratisation de la sphère publique ainsi qu'aux problèmes liés à la relation entre la liberté d'expression et la vie privée, aux limites de celle-ci et aux domaines dans lesquels ces limites pourraient être appliquées. Les auteurs proposent que l'acceptation d'un certain degré de réduction de la liberté d'expression tend à provenir d'une insatisfaction à l'égard du mode de fonctionnement des médias modernes. Quels sont les facteurs qui influencent cette acceptation ? Voilà la question centrale de cette étude.
- 2 Dans un premier temps, les auteurs décrivent la situation politique, économique et sociale de la Suède actuelle. Cette contextualisation permet aux lecteurs de mieux saisir les enjeux modernes autour desquels gravitent les concepts de liberté individuelle et de liberté des médias. Historiquement, la Suède a été le premier pays, en 1766, à inclure au sein de ses lois la notion de liberté de la presse (*Freedom of the Press Act*). Le système de lois suédois (*Instrument of Government*) définit la liberté d'expression et la liberté d'information comme étant deux droits démocratiques. La liberté d'expression est définie comme le droit à communiquer des informations et à exprimer ses pensées, ses opinions et ses sentiments. Quant à elle, la liberté d'information permet de distribuer et

de recevoir des informations librement. Ces lois s'appliquent aussi aux médias et varient en fonction du moyen de distribution. L'industrie des médias s'est également dotée d'un code éthique pour assurer le respect de la vie privée des citoyens. Depuis plusieurs années, l'arrivée des nouvelles technologies numériques a permis une démocratisation de la sphère publique et, par le fait même, de nouveaux enjeux en lien avec la liberté d'expression ont émergé. C'est à partir de cette nouvelle réalité médiatique que les auteurs se questionnent non seulement sur les dangers liés à cette démocratisation, mais également sur la nécessité d'appliquer de nouvelles limites à la liberté d'expression en modifiant les lois existantes. L'objectif de cette étude est donc de comprendre comment les citoyens suédois perçoivent les limites actuelles de la liberté d'expression et si celles-ci devraient être repensées par rapport à certains domaines médiatiques.

- 3 C'est avec ce questionnement en tête que, dans un deuxième temps, Ulla Carlsson et Lennart Weibull offrent une analyse plus poussée du concept de liberté d'expression en l'appliquant à la réalité suédoise. La démocratie, basée sur une capacité à s'exprimer librement, nécessite un certain contrôle en vue de permettre un respect entre tous et pour tous, avec un degré d'éthique et d'égalité. Cette liberté d'expression n'est donc pas un droit absolu et ses limites varient constamment en fonction du contexte social et culturel. L'entrée dans l'ère de la culture des médias numériques vient renégocier ses limites déjà complexes puisqu'elle soulève de nouvelles questions liées à la démocratisation de la sphère publique.
- 4 Dans un troisième temps, les auteurs peignent un portrait plus précis des réalités associées à la liberté d'expression des médias. Si la liberté d'expression repose sur une confiance mutuelle et acquise entre les citoyens et les institutions sociales, ce climat de confiance est la conséquence de l'existence de nombreux médias indépendants libres de s'exprimer. Les médias, et plus précisément les médias de l'information, rendent possibles l'échange de divers points de vue et la création de débats et de discussion critiques qui permettent d'entretenir une liberté et une vitalité essentielle au fonctionnement d'une démocratie saine. En Suède, les médias forment un domaine indépendant qui gravite autour de trois principes-clés : le partage d'informations, l'examen minutieux de celles-ci et la création d'un espace ouvert aux débats et au partage d'opinions. C'est grâce à ces dialogues que les médias assurent une discussion constante entre les citoyens et les institutions sociales. Toutefois, l'entrée dans l'ère des médias numériques et l'apparition de nouvelles plateformes médiatiques et multinationales de l'information telles que Facebook imposent, par un changement social et culturel, de repenser les limites individuelles et celles de la liberté d'expression. Il devient pertinent de s'interroger sur les impacts qu'ont ces nouveaux enjeux sur les lois suédoises encadrant la liberté des médias.
- 5 En lien avec ces questionnements, les auteurs proposent une étude de cas divisée en trois temps, basée sur les résultats d'un sondage réalisé en 2015 par l'Institut SOM de l'Université de Gothenburg. Dans un premier temps, ils ont voulu comprendre si les Suédois avaient confiance en leurs médias et comment ils les percevaient. Les questions ont été orientées autour de la capacité des médias à faire leur travail de façon avisée et de laisser la place aux opinions divergentes et de leur capacité à rester neutres politiquement. Si les citoyens ont tendance à avoir une opinion positive envers les médias, il n'en reste pas moins que certaines critiques ont été exprimées. C'est pour mieux comprendre celles-ci que les auteurs tentent de corroborer ces résultats avec

diverses données telles que l'âge, le sexe, le niveau d'éducation et les orientations politiques. Certaines tangentes en sont ressorties. Les groupes d'âge, le niveau d'éducation et les opinions politiques semblent influencer les perceptions critiques en lien avec le rôle des médias, notamment en ce qui concerne la diffusion de l'information et le respect de la vie privée. Dans un deuxième temps, l'étude de cas est orientée vers l'acceptation de limitations à la liberté d'expression. Le sondage propose des situations spécifiques pour savoir dans quel contexte une imposition des limites individuelles et sociales de l'expression serait tolérée. Dans un troisième temps, l'objectif est de savoir si la perception générale des médias en lien avec le respect de la vie privée des individus affecte la volonté des citoyens à accepter certaines restrictions liées à la liberté d'expression en vue de prévenir toute violation de la vie privée. Il en ressort que si certains doutes se créent envers la légitimité des actions et des discours des médias, les citoyens accepteraient l'imposition de limites de la liberté d'expression pour assurer une protection de la vie privée et la protection de groupes à risque.

- 6 Cette étude permet de comprendre dans quelle mesure les citoyens suédois sont prêts à accepter des limites à la liberté d'expression autant individuelle que médiatique. De plus en plus de citoyens y sont ouverts et croient que les opinions controversées ne devraient pas avoir leur place au sein de la sphère publique. En fonction de ces enjeux, il devient crucial d'assurer qu'un espace de dialogue ouvert aux différentes opinions reste accessible. Les résultats de cette recherche reflètent l'acceptation du fait que cette ère de numérisation des médias a complètement changé le cadre dans lequel les médias d'information évoluent, modifiant les habitudes des médias et leur compréhension de la vie privée. En concevant ces divers changements, les citoyens ne placent donc plus la liberté d'expression comme un droit fondamental indiscutable, mais acceptent que ce droit soit limité afin de se protéger. Les auteurs démontrent bien que si la liberté d'expression est majoritairement considérée par les Suédois comme étant un droit acquis, les citoyens vont promouvoir l'application de restrictions à la liberté d'expression afin de protéger l'intégrité, la réputation et la sécurité des individus, comme le propose leur système de lois *Instrument of Government*.
- 7 Rappelons que les auteurs ne prétendent pas offrir une étude exhaustive des enjeux associés à la liberté d'expression et aux médias. Toutefois, ils soulèvent de nombreux points intéressants en liant certaines données démographiques aux réponses obtenues. En comparant leur étude à celles déjà produites en Norvège et ailleurs, les auteurs permettent de situer les enjeux suédois. Une méthode de collecte de données incluant autant les données quantitatives que qualitatives aurait permis d'intégrer des réponses plus personnelles et non prédéfinies à l'enquête. Lier des éléments de réponses au sondage sans s'intéresser à la situation des gens de manière plus profonde ne permet qu'une compréhension superficielle. Toutefois, cet ouvrage mérite une attention particulière pour mieux comprendre la place des médias au sein de la société moderne, mais également les impacts de ceux-ci dans le débat de la liberté d'expression. Ce débat, loin d'être seulement présent en Suède, mérite une considération plus large de la part des spécialistes en la matière.

NOTES

1. Ulla Carlsson est professeure au Département de communication à l'Université de Gothenburg et membre de la chaire de recherche portant sur la liberté d'expression de l'UNESCO. Lennart Weibull est professeur émérite en recherche sur les médias de masse de l'Université de Gothenburg ainsi que cofondateur de l'Institut de recherche SOM en Suède. L'Institut SOM a mené et mène des enquêtes pour collecter des données de recherche et présenté des analyses de tendances annuelles sur l'opinion publique et les habitudes des médias en Suède depuis 1986. Les analyses de l'Institut sont souvent évoquées dans le débat public en Suède et sont utilisées pour prendre de nombreuses décisions importantes qui influent sur la société suédoise (traduction libre de : https://som.gu.se/som_institute/?languageId=100001&disableRedirect=true&returnUrl=http%3A%2F%2Fwww.som.gu.se%2F). Page consultée le 8 janvier 2020.

AUTEURS

VÉRONIQUE LECLERC

Véronique Leclerc est candidate à la maîtrise, Département d'anthropologie, Université Laval.
Courriel : veronique.leclerc.6@ulaval.ca

Marcel DANESI (2018), *From Flappers to Rappers. The Origins, Evolution, and Demise of Youth Culture*

Toronto, Canadian Scholars

Chantal Royer

RÉFÉRENCE

Marcel DANESI (2018), *From Flappers to Rappers. The Origins, Evolution, and Demise of Youth Culture*, Toronto, Canadian Scholars

- 1 Dans un contexte où les tendances et les cultures jeunes naissent, évoluent et se modifient à un rythme accéléré, parfois difficile à suivre et à comprendre, le travail de Marcel Danesi tombe à point. Dès les premières lignes, *From Flappers to Rappers* entraîne le lecteur dans le monde de la musique puis, rapidement, dans celui des jeunes et plus spécifiquement dans celui de la culture des jeunes en Amérique du Nord. Tout comme le sous-titre de l'ouvrage l'indique, l'angle d'analyse est sociohistorique. L'auteur, professeur de sémiotique et d'anthropologie linguistique à l'Université de Toronto, soutient l'idée que la culture des jeunes, qui est une composante majeure de l'évolution de la société étatsunienne, est appelée à disparaître. Pour lui, l'une des clés de la compréhension de cette culture est la musique.
- 2 La discussion s'articule autour de six chapitres. Chacun porte sur une période particulière qui est considérée comme le théâtre d'un mouvement culturel, et dont la bougie d'allumage est la musique. Au fil des chapitres, Danesi guide le lecteur au travers l'évolution de cette culture jeune qui prend racine dans les années 1920 marquées par le jazz, jusqu'à aujourd'hui, moment où elle se perd dans le cyberspace.
- 3 Le premier chapitre, « Origins: From the construction of adolescence to the Roaring Twenties¹ », est l'un des plus importants de l'ouvrage. Ce chapitre jette les bases du mouvement jeune, un mouvement dont Danesi montrera l'évolution tout au long de

l'ouvrage. Selon l'auteur, les mouvements jeunes ont pris naissance dans les années 1920 — les années folles, appelées *Roaring twenties* en anglais. C'est une période très prospère généralement bien documentée dans la littérature sociologique et économique notamment. Durant cette période, plusieurs phénomènes ont contribué à allumer les jeunes et suscité l'émergence d'un mouvement de rébellion, c'est-à-dire un lieu où les adolescents écoutent leurs impulsions et développent leurs propres produits musicaux, littéraires et artistiques. La naissance du concept d'adolescence et la construction de ce phénomène au début du xx^e siècle, l'urbanisation, la présence et le rôle important des médias de communication dans la vie des Américains de même que le besoin de plus en plus fort de rompre avec la culture adulte — alors fortement moralisatrice et discriminatoire — comptent parmi ces phénomènes. De plus, la prohibition et l'effet qu'elle a eu sur les jeunes, les amenant en quelque sorte à se rassembler dans des bars clandestins (*speakeasies*), ainsi que la présence et l'influence très forte du jazz ont aussi contribué à l'éclosion de la jeunesse et d'une culture aux fondements rebelles.

- 4 Bien qu'interrompue par la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, cette éclosion de culture a néanmoins survécu, refaisant surface dans les années 1950. Au milieu de cette décennie, Elvis Presley a en effet renversé la vie des jeunes de façon draconienne, avec une musique à laquelle personne ne pouvait résister : le *rock and roll* (chapitre 2 — « Rebirth and rebellion: The 1950s »²). Selon Danesi, cette musique rapide, fouguese et électrisante, qui ne correspondait à rien de ce qui avait été entendu jusque-là, a ravivé et stimulé le désir des jeunes de se rebeller contre la culture des adultes, ennuyeuse, moralement rigide et porteuse de préjugés contre les femmes et les races. Selon Danesi, le monde ne sera plus jamais le même après l'avènement du *rock and roll*.
- 5 Le chapitre 3 (« Revolution: The counterculture era »³) montre que cette rébellion des jeunes, lancée dans les années 1920, s'est poursuivie jusqu'à être littéralement portée dans la rue dans les années 1960 par le mouvement hippie. En 1964, les Beatles vont carrément marquer le début d'une nouvelle ère. La culture hippie va naître en tant que manière de lutter contre l'establishment, le sexisme et le racisme notamment. Comme on le sait, ce mouvement de contre-culture aura contribué à changer le monde de façon radicale. Il ne durera toutefois que quelques années. Par la suite, les styles de rock vont se diversifier en même temps que la dispersion du mouvement.
- 6 Le développement d'une culture jeune a continué à progresser jusqu'au tournant du siècle, soutenu par les générations suivantes à leur tour influencées par une mixture de genres tels le métal, le punk et le disco (chapitre 4 — « Mutation: The post-counterculture era »⁴) et par l'apparition de *pop stars* très sexuées telles que Madonna et Michael Jackson. Danesi qualifie cette époque de période de mutation. La période suivante, qui va de 1990 à 2005 environ, sera celle de l'intégration (chapitre 5 — « Integration: Rap and hip-hop »⁵). Il s'agit ici d'une intégration raciale favorisée par le rap et le hip-hop, deux mouvements proches mais distincts, tous deux portés par de jeunes musiciens afro-américains qui dénoncent leurs conditions de vie, souvent malheureuses. Par la suite, les styles musicaux ont continué de se diviser (ou de se multiplier, selon le point de vue), ce qui a entraîné une forme de dilution des styles. Dans cette période, le cyberspace a gagné du terrain. En quelque sorte, ce phénomène a contribué à mettre chacun sur un même pied d'égalité en permettant l'accès à un vaste ensemble de courants et de styles, tant passés qu'actuels, de même qu'à la

possibilité de créer sa propre tendance et de la mettre en scène. Pour Danesi, il n'y a alors plus de « causes » ni de raisons pour les jeunes de se rebeller. De surcroît, leurs messages se perdent dans le cyberspace, théâtre de tendances éphémères telles que celles véhiculées aujourd'hui par les mêmes. Cette dilution de la culture est au cœur de la thèse de Danesi selon laquelle la culture jeune est appelée à disparaître (chapitre 6 – « Demise: The day the music died »⁶).

- 7 *From Flappers to Rappers* est un ouvrage intéressant, bien documenté, structuré de manière efficace et agréable à lire. Les genres ou styles musicaux qui ont marqué l'histoire des États-Unis depuis les années 1920 sont décrits depuis leurs origines jusqu'à leur chute, s'il en est, ou leur évolution vers autre chose. Avec eux, les figures emblématiques de la musique sont identifiées, mais aussi celles de la littérature et des arts. Ainsi, plus que le fruit d'une analyse, l'ouvrage se révèle d'une richesse quasi encyclopédique parce qu'il fournit de nombreux repères musicaux et puise dans le répertoire médiatique (radio, cinéma, télévision, vidéo, Internet), littéraire (Fitzgerald, Hemingway, Kerouac, etc.) et artistique qui a marqué la culture des jeunes Étatsuniens depuis les années 1920. De plus, pour mieux comprendre certains comportements et mouvements sociaux, l'auteur fait habilement appel à des travaux et théories sociologiques, anthropologiques et économiques reconnus. La recherche iconographique est aussi un aspect intéressant à mentionner. L'insertion d'illustrations et de photos est pertinente et contribue à l'éloquence de l'ouvrage. Le fait de rassembler ces dimensions classe cet ouvrage parmi les contributions importantes à la compréhension de la jeunesse, telle qu'elle se présente à nous aujourd'hui, et de sa place dans l'Amérique moderne.
- 8 La thèse de Danesi, qui culmine vers la disparition de la culture jeune, laisse toutefois le lecteur sur son appétit. Si la progression de l'analyse justifie le prologue, l'auteur conclut sur une note pessimiste qui donne peu de prospective. On aurait pu s'attendre à une conclusion moins dramatique. La disparition de la culture jeune au profit d'une multitude de tendances ayant cours dans le cyberspace et contribuant à diviser les jeunes est une hypothèse. Toutefois, alors qu'il a bien montré que l'histoire de la culture jeune est marquée de périodes plus tranquilles — Grande Dépression, Seconde Guerre mondiale, fin 1950 début 1960, etc. — et que ces moments de dormance ont débouché sur des réveils foisonnants qui ont donné naissance à de nouveaux rythmes et mouvements de rébellions, on pourrait penser que la période actuelle, composée de tout et de rien, pourrait être elle aussi une période de transition ou de mutation. Or, rien ne le laisse présager si l'on se fie aux propos de l'auteur.
- 9 Je termine néanmoins cette lecture avec de meilleures connaissances. J'ai aussi en tête des œuvres à lire ou à relire, de films à voir ou à revoir, de pièces musicales à redécouvrir, à commencer par le roman de Charles Dicken, *Oliver Twist* (1838), qui rappelle la manière cruelle dont les enfants et les jeunes étaient traités à l'époque victorienne, puis celui de Salinger, *The Catcher in the Rye* (1951) qui illustre ce qu'était devenue la vie des adolescents à la fin des années '40, et *On the Road* (1957), de Jack Kerouac, qui traite de la « Beat Generation ». Parmi les films à revoir, j'en retiens quelques-uns qui rappellent des aspects de la vie des jeunes durant les années folles : *Roxie Hart* (1942), *Tea for Two* (1950), *Midnight in Paris* (2011), *Chicago* (2002), *The Great Gatsby* (2013). D'autres sont tout aussi intéressants à retenir tels que *American Beauty* (1999) qui illustre la perte de sens d'une famille de la classe moyenne dans une Amérique capitaliste et blasée, *Saturday Night Fever* (1977) qui a contribué à promouvoir

la culture disco, *The Harder they Come* (1973) qui a joué le même rôle pour le reggae, *A Clockwork Orange* (1971) pour la culture punk, *The Rocky Horror Picture Show* (1975) pour le gothique et le film satirique *Bamboozled* (2000) pour la culture Gangsta. À ces œuvres, j'ajoute la musique de Chubby Checker qui a eu une immense influence sur la culture jeune du début des années soixante en faisant naître le twist; la pièce « *Hearthbreack Hotel* » (1956) d'Elvis Presley qui a donné naissance au Rock and Roll; et, dix années plus tard, les albums « *Rubbur Soul* » (1965) et « *Sgt. Pepper's Lonely Hearts Club Band* » (1967), des Beattles, qui ont tout simplement révolutionné la culture jeune en lui insufflant un caractère plus mature et philosophique (Danesi, p. 88).

- 10 Ainsi, le travail du professeur Danesi est en soi une occasion de mieux connaître et de mieux comprendre, d'un côté, des jalons de l'histoire qui contribuent à définir la culture des jeunes Étatsuniens et, de l'autre, une Amérique qui a évolué non seulement en réponse aux pulsions de sa jeunesse, mais aussi grâce à elle. Il faut le remercier de l'avoir fait.

NOTES

1. De la construction de l'adolescence aux années folles (traduction de l'auteure).
 2. Renaissance et rébellion dans les années 1950 (traduction de l'auteure).
 3. Révolution : la période de contre-culture (traduction de l'auteure).
 4. 1970 et 1980, la post-contre-culture (traduction de l'auteure).
 5. L'intégration (traduction de l'auteure).
 6. La disparition (traduction de l'auteure).
-

AUTEURS

CHANTAL ROYER

Chantal Royer est professeure au Département d'études en loisir, culture et tourisme, à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Courriel : Chantal.Royer@uqtr.ca

Milad DOUEIHI et Jacopo DOMENICUCCI (dir.) (2018), *La confiance à l'ère numérique*

Paris, Éditions rue d'Ulm

Bertrand Mocquet

RÉFÉRENCE

Milad DOUEIHI et Jacopo DOMENICUCCI (dir.) (2018), *La confiance à l'ère numérique*, Paris, Éditions rue d'Ulm

- 1 L'ouvrage collectif¹ propose des perspectives riches sur les enjeux de la confiance dans nos sociétés numériques.
- 2 Des philosophes et des spécialistes du numérique contribuent à ce volume par des articles scientifiques écrits, en français ou en anglais traduits pour cet ouvrage, entre 2015 et aujourd'hui mêlant les réflexions sur l'éthique, la philosophie de la technique, la philosophie sociale et les études sur le numérique.
- 3 Dès l'introduction générale, les auteurs nous précisent que nous sommes bien dans une démarche pluridisciplinaire, où « le numérique n'est pas un objet technique » (p. 14), mais « un ensemble de structures symboliques et matérielles, culturelles et sociales » (p. 14). Ils rappellent à plusieurs reprises l'influence de la cybernétique de Norbert Wiener. Le numérique est aussi considéré comme une civilisation pour les auteurs dont l'adhésion « est plutôt à comprendre sur le modèle d'une conversion religieuse » (p. 14). Une des questions centrales de cet ouvrage pourrait être la suivante : quelles formes de confiance existent dans le numérique, comment se créent-elles et dans quel intérêt, comment évoluent-elles ? Et cela, sous l'angle des questions classiques en philosophie, au travers d'une complémentarité entre le témoignage — « la possibilité d'acquérir des connaissances de seconde main, par opposition à la connaissance par expérience » (p. 16) — et la coopération — « l'interrogation à propos des actions qui

dépassent l'individu seul et des conditions de vivre-ensemble » (p. 16). Les auteurs nous rappellent que nous sommes dans une relation complexe où « le numérique est révélateur de confiance et la confiance comme analyseur du numérique » (p. 18), que cela se nourrit l'un de l'autre, évolue et se métamorphose dans des négociations quasi quotidiennes. Ils tiennent aussi à insister sur le fait que l'on ne peut réduire la confiance numérique à la sécurité informatique : « [...] concrètement on peut mettre en place des systèmes d'authentifications et d'identifications très sophistiqués contre les attaques [...] mais il faut aussi travailler les usagers et leur crédulité pour contrer la menace du social engineering » (p. 24).

- 4 La sécurité numérique serait une condition nécessaire à la confiance numérique, mais pas une condition suffisante selon eux.
- 5 L'ouvrage est structuré en trois parties contenant chacune des publications d'auteurs internationaux différents : « La confiance en ligne — Toiles, interfaces et téléprésences », « La confiance dans les dispositifs numériques — Dispositifs, algorithme, blockchain », puis « La confiance en devenir — Mutations de la confiance et de la privacy dans une société connectée ». Ces trois parties sont complétées par une introduction générale, des introductions par parties et une ouverture intitulée « In code we trust », rédigées par les deux directeurs de cette édition. Il en ressort de ce fait une forte cohésion des propos durant tout l'ouvrage, les articles se répondant les uns les autres.

La confiance en ligne — toiles, interfaces et téléprésence

- 6 L'introduction de cette partie est confiée aux deux auteurs principaux, Milad Doueihi et Jacopo Domenicucci. Afin de nous préparer aux deux chapitres suivants, ils focalisent notre attention sur « La confiance connectée ». Ils nous invitent, entre autres, à constater qu'Internet permet de formidables échanges avec des individus, tout en développant des incertitudes contextuelles, suivant le type d'applications utilisées, et des incertitudes structurelles, la proximité virtuelle par rapport à l'éloignement physique, au point que l'on se fie aux inconnus avec qui l'on communique. Dans cette partie, le numérique est essentiellement traité comme un milieu, un environnement, un média.
- 7 Le texte de Laurent Jaffro, « Interactions en ligne et concept de confiance », ouvre cette partie de l'ouvrage en introduisant des considérations théoriques. Il rappelle qu'en philosophie, la confiance est
une conduite par laquelle un agent se place dans la dépendance d'une conduite d'un autre agent afin de réaliser une certaine fin, qu'il lui serait difficile d'atteindre sans cela, en escomptant plus ou moins sciemment que le signalement de cette dépendance incite l'autre agent à adopter cette conduite (p. 34).
- 8 En s'appuyant sur les travaux de Thomas W. Simpson, ce chercheur nous alerte sur l'existence de la pluralité des formes de confiance dans les interactions en ligne. Il distingue ainsi la confiance « cognitive [...], conative [...], affective et prédictive » (p. 37). À cela, il propose d'ajouter deux échelles de la confiance, celle qu'il nomme la « petite échelle (absences de suspicions [...] → assurance → confiance décidée) » (p. 38) et l'autre, la « grande échelle (défiance complète → prudence → coopération → confiance) » (p. 39). Au-delà de ces considérations théoriques, dans le cadre de

l'interaction en ligne, Jaffro propose de qualifier cette confiance de systémique, « qui concerne les environnements mêmes des interactions et pas seulement les interactions » (p. 42). Il l'illustre d'ailleurs fort justement par le cas du logiciel GnuPG, qui permet la transmission de messages électroniques signés et chiffrés, ce qui garantit leurs authenticité, intégrité et confidentialité. Cette confiance systémique est étroitement liée à un concept de confiance pratique, dans le cadre d'un achat sur Internet par exemple, où l'on « pense qu'on est peut-être [...] en train de se faire arnaquer » (p. 46), qui ne se confond pas avec la confiance épistémique, « ce qui touche à l'information en ligne » (p. 47). L'auteur rappelle par là même que la confiance ne peut se résumer à la sécurité, mais qu'« en même temps un certain degré de sécurité de l'environnement est indispensable » (p. 49). La troisième partie aborde les obstacles à la confiance en ligne et quelques problèmes à la fois théoriques et pratiques : l'identité sur Internet, la désincarnation, le contrôle d'accès, le traçage et la surveillance. L'auteur nous rappelle que « la communication sur Internet ne mobilise pas le langage corporel mais s'appuie sur la langue écrite » (p. 53).

- 9 L'article de Thomas W. Simpson, traduit de l'anglais et intitulé « Téléprésence et confiance : une théorie des actes de langage appliquée à la communication médiée », pose la question suivante : « Comment la communication par des représentants de personnes peut-elle soutenir la confiance limitée par des preuves ? » (p. 60). L'auteur place de ce fait la confiance au centre de notre vie sociale, tant du point de vue épistémique que pratique. Il s'appuie sur les usages numériques contemporains à succès, notamment les réseaux socionumériques, pour constater que « nous sommes présents auprès des autres, mais à distance » (p. 64). Cette téléprésence est ainsi un terrain où peut se traiter la question de confiance. L'auteur développe une théorie parole-acte de la communication par voie numérique, en s'inspirant de l'identification de l'acte illocutoire par Austin : le message convoyé par un énoncé au-delà de son sens immédiat. Ainsi « la confiance, pour une part importante, va au-delà des éléments de preuves apparents » (p. 70). Le chercheur développe l'idée que la confiance se bâtit sur le choix d'une technologie de communication particulière. Il considère que cela fait partie non seulement de ce qui est communiqué, mais aussi des indices pour gagner la confiance. Pour reprendre un des exemples qui illustrent cette partie, l'usage d'une communication au moyen de la webcam n'a pas le même sens sur un site de rencontre, du type Chatroulette, que sur un site de conversations comme Skype. En conclusion, l'auteur affirme à nouveau que « la téléprésence peut être un bon moyen d'entretenir certaines formes de confiance. Elle est moins propice à la créer » (p. 86).

La confiance dans les dispositifs numériques – dispositifs, algorithmes, *blockchain*

- 10 L'introduction de ce chapitre élaboré par Doueihy et Domenicucci se nomme « Se fier aux artefacts numériques ». Ils s'intéressent dorénavant davantage aux dispositifs qu'à l'espace social numériquement augmenté. Il s'agit ici des systèmes informatiques embarqués qui développent des actions en suivant des algorithmes, pour lesquels les auteurs reconnaissent « le pouvoir d'action croissant » (p. 89) et qui nous invite à une autre forme de confiance, « une confiance algorithmique » (p. 90). Ainsi, pour évaluer cette confiance, il faut placer son analyse aussi bien d'un point de vue expérience-utilisateur (« niveau phénoménologique ») que d'un point de vue technique (« fiabilité

technique »). De ce fait, la conception des dispositifs, ou artéfacts selon les auteurs, peut se faire selon deux niveaux : « à un niveau [qui] vise une adaptation pragmatique aux besoins de l'utilisateur et à ses dynamiques psychologiques » (p. 91) et « à un autre niveau [celui] de la réflexion sur la possibilité d'inscrire des critères éthiques, voire de véritables vertus » (p. 90). Pour illustrer ces propos, les artéfacts tels que le *cloud computing*, la *blockchain* et le *big data* sont utilisés.

- 11 Le premier texte de Christopher Thomson, « Faire confiance aux artéfacts — faire confiance à distance », rappelle le concept d'artéfact et nous invite à considérer la confiance non plus d'un point de vue systémique, ou anthropomorphique ou heuristique, mais bien d'un point de vue de l'objet technologique fabriqué par un ou des individus possédant une intention : il s'agit ici de la « confiance envers les artéfacts ». Pour illustrer son propos, l'auteur s'appuie sur le cas de la voiture à laquelle on fait confiance tous les matins pour démarrer, mais, par relation, aussi aux salariés qui l'ont conçue et fabriquée : il s'agit ici de la notion de *reliance*, de *to rely*, signifiant « s'appuyer sur, faire confiance ». Il définit ainsi l'état de toutes choses qui sont connectées, liées entre elles, dans une relation interpersonnelle : une forme de causalité de la conception vers l'usage. Thomson nous démontre ainsi que la confiance dans l'intention du concepteur est primordiale dans la constitution de la confiance en un artéfact.

- 12 Le chapitre 2 est intitulé « Les paradoxes de la confiance distribuée : l'architecture pair à pair et la confiance des utilisateurs dans le système bitcoin ». Il est rédigé par Alexandre Mallard, Cécile Méadel et Francesca Musiani. L'artéfact observé est le système de monnaie électronique décentralisé Bitcoin, une technologie récente hautement médiatisée. L'article décrit le principe de cette monnaie, et notamment le fait de faire appel à des tiers chargés de légitimer la valeur monétaire concernée : c'est ici que repose la problématique de la confiance. Dans l'état actuel du développement, les discours qui se déroulent au sein d'espaces d'information et de discussion liés à Bitcoin peuvent être analysés à la lumière de leur capacité à produire à la fois les représentations de la valeur, les pratiques selon lesquelles il est transformé et évolue, et les dispositifs permettant sa mise en œuvre. La littérature sur le système montre comment les débats sur les Bitcoins ne se propagent pas simplement, communiquent et diffusent la représentation de cette monnaie, mais qu'ils sont étroitement liés à la pratique de la monnaie elle-même. En focalisant son attention sur un corpus spécifique, celui du discours d'experts, l'article montre comment, en présentant et en discutant un dispositif, une dynamique ou une opération spécifique comme étant en quelque sorte lié à la confiance, cette expertise contribue à la définition et à la confiance au sein du système Bitcoin — ce qui contribue finalement à réaliser la définition partagée de sa valeur en tant que devise.

- 13 Le *cloud computing*, ou « informatique dématérialisée », gagne rapidement du terrain dans la société et offre aux entreprises des services en ligne à la demande (tels que Gmail, iCloud et Salesforce). L'article intitulé « Le cloud : éthique du nuage informatique » et rédigé par Boudewijn de Bruin et Luciano Floridi propose d'examiner les *clouders*, les professionnels et particuliers utilisant ces services. Le regard est porté sur l'éthique des professionnels fonctionnant avec cette nouvelle technologie en analysant les obligations d'information des entreprises d'accueil qui possèdent et exploitent des centres de données d'informatique en nuage (par exemple Amazon). La première partie du document indique que les sociétés d'hébergement, les fournisseurs

de services et les *clouders* ont des obligations d'information mutuelles (épistémiques) consistant à fournir et à rechercher des informations sur des questions pertinentes telles que la confidentialité, la fiabilité des services, l'exploration et la propriété des données. Le concept d'*interlucency* est développé comme une vertu épistémique régissant une communication efficace sur le plan éthique. La deuxième partie examine les formes potentielles de restrictions ou d'interdictions gouvernementales contre le développement et l'utilisation de la technologie de l'informatique en nuage. Faisant référence au concept de neutralité technologique, les auteurs font valoir que l'*interlucency* avec les sociétés d'hébergement et les fournisseurs de services en nuage n'est guère nécessaire ni justifiée. Toutefois, il est également avancé que les entreprises utilisant des services de *cloud* (banques, cabinets d'avocats, hôpitaux, etc., stockant des données clients dans le *cloud*) devront se conformer à des réglementations plus strictes.

La confiance en devenir – mutations de la confiance et de la *privacy* dans une société connectée

- 14 La troisième partie, toujours introduite par les auteurs, s'intitule « La confiance dans une société numérique » et s'intéresse ici à l'évolution du devenir de la confiance. Il s'agit bien d'impact du numérique sur le vivre-ensemble et de la façon dont la confiance permet une évolution, abordée dans ce chapitre dans le contexte de la *privacy*, de la surveillance de masse ou en fonction du défi de la défiance numérique imaginée comme post-vérité.
- 15 Le premier chapitre de cette partie est rédigé par Tobias Matzner et intitulé « La *privacy* dans les médias numériques : une approche arendtienne ». L'auteur commence par justifier son appui sur la pensée d'Hannah Arendt, d'abord en raison de « la peur d'être fondamentalement déterminé par des attributions externes et par des théories hétéronomes de subjectivation » (p. 174), puis en réaction à cette menace non pas contre le sujet de l'individu autonome qui est d'ailleurs remis en cause ici, mais bien contre « un sujet politique pris dans une situation sociale déterminée » (p. 174). L'article montre que la pensée d'Arendt, « plutôt que d'opposer le pouvoir d'un acteur individuel au pouvoir d'un sujet hétéronome, [...] pluralise le pouvoir de subjectivation » (p. 174). Cela amène l'auteur à définir de nouvelles bases pour la *privacy*, compatible avec la communication numérique.
- 16 En commençant le texte intitulé « Confiance et testaments : questions de vie privée et d'écoute éthique à l'ère de la surveillance de masse ex-ante » par la citation d'un militant turc et membre du Parti Pirate — « Je pense que tout dépend du sujet sur lequel on fait confiance à quelqu'un. Je ne leur confierais pas mon téléphone portable. Je leur confierais ma vie » —, Jessica Feldman nous amène dans le contexte de ceux qui contestent les répressions. Elle considère qu'en abandonnant nos données personnelles sur les réseaux socionumériques, nous nous sommes habitués à une forme de régulation et de surveillance. Elle insiste d'ailleurs sur la menace contre la démocratie que représente l'analyse de ses traces numériques, par exemple. En conclusion, elle invite les sujets des systèmes numériques à en « inventer, qui réunissent les conditions nécessaires à l'amitié et à la confiance, et qui hébergent des formes de communication nous permettant d'accéder aux faits et à l'expérience et de changer d'avis » (p. 214).

- 17 Le dernier texte, intitulé « Post-vérité : le défi de la défiance » et rédigé par Maurizio Ferraris, se propose de comprendre la post-vérité qui sévit sur les réseaux socionumériques directement comme un accomplissement du postmodernisme philosophique.

Conclusion

- 18 La rédaction de ce livre est de grande qualité. Pour plusieurs raisons, il nous paraît essentiel à tous ceux qui s'intéressent dans leurs travaux de recherche à la confiance dans un environnement numérique pour plusieurs motifs : usages, conceptions, éthique ou philosophique. La première raison repose sur sa capacité à décrire les objets technologiques sur lesquels le discours se pose de façon simple et précise : cette lecture permettra aux moins aguerris d'entre nous de se faire une idée du *cloud* ou de la *blockchain*, par exemple. La deuxième raison est qu'à proximité de cette description technologique est développé un discours social et humain sur l'impact de la technologie. Enfin, la troisième raison est liée au fait que le discours est structuré, qu'il propose des éléments académiques précis dans la description des artefacts, variés dans les contextes et complets dans le questionnement sur la confiance associée. Sur le plan philosophique, son point de vue peut contribuer à amener cette question de confiance numérique auprès de ceux qui tiennent la gouverne des organisations publiques par exemple.

NOTES

1. Milad Doueihi est philosophe, historien des religions et titulaire de la chaire d'humanisme numérique à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris 4). Jacopo Domenicucci est agrégé de philosophie, normalien, en thèse à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

AUTEURS

BERTRAND MOCQUET

Bertrand Mocquet est un expert numérique à l'Agence de mutualisation des universités et établissements d'enseignement supérieur ou de recherche (AMUE) et chercheur au laboratoire Médiations, informations, communication, arts (MICA) de l'Université de Bordeaux Montaigne. Il est aussi chercheur associé au Centre de recherche sur les sociétés et les environnements méditerranéens (CRESEM) de l'Université de Perpignan. Courriel : bertrand.mocquet@amue.fr

David DOUYÈRE (2018),
*Communiquer la doctrine catholique.
 Textes et conversations durant le
 concile Vatican II d'après le journal
 d'Yves Congar*

Genève, Labor et Fides

Vincent Rogard

RÉFÉRENCE

David DOUYÈRE (2018), *Communiquer la doctrine catholique. Textes et conversations durant le concile Vatican II d'après le journal d'Yves Congar*, Genève, Labor et Fides

- 1 L'ouvrage que nous propose David Douyère, professeur de sciences de l'information et de la communication à l'Université de Tours, s'inscrit dans une ligne de recherche que l'auteur a déjà abondamment nourrie. En se saisissant des objets et questions qui au sein du christianisme permettent de faire ressortir la dimension de communication, il entend montrer comment cette dimension a pu être structurante et préfigurer au-delà de l'Église même la communication contemporaine. Amplement producteur de discours et d'images, le catholicisme lui fournit de fait un terrain de choix, car il lui permet notamment de se saisir de corpus et matériaux très variés.
- 2 L'objet qui retient ici son attention est le journal tenu par Yves Congar durant le concile Vatican II. Ce « témoin » mérite d'abord que l'on s'y attarde, car le renouveau dans l'Église que ce Dominicain appelait de ses vœux l'avait mis en retrait et rendu suspect auprès de la curie romaine. Puisqu'il était un théologien sous surveillance dans les années 1950, on comprend que sa nomination en tant qu'expert en 1960 pour

préparer le concile avait été une surprise. Mais c'est sa liberté d'analyse et de ton lui ayant valu quelques déboires qui fera aussi tout l'intérêt de son journal.

- 3 Dans un assez long préambule, l'auteur interroge d'abord la notion de communication chrétienne et les méthodes susceptibles d'être utilisées pour l'analyser. Mais c'est pour réfuter même l'existence de cette communication et mettre l'accent sur les pratiques, les faits, les écrits et les discours qui peuvent produire du sens. Un premier chapitre présente ensuite ce journal tenu de 1960 à 1966, un texte d'une lecture aride, voire rébarbative nous dit l'auteur, mais dont il faut noter qu'il émane d'une personne atteinte par une maladie de la moelle épinière qui lui laisse peu de répit. Néanmoins, cette personne sait qu'elle laisse des traces pour l'histoire par sa pratique des archives. Douyère explique ensuite comment il a appréhendé ce matériau volumineux (1 000 pages) et fait le choix d'une lecture « écoutante » plus que d'une analyse lexicographique.
- 4 Ces mises en perspective permettent, à celui qui ignorerait tout des lieux et canaux informels où se forgent les conclusions d'un concile, d'entrer aisément dans un chapitre passionnant. Consacré aux échanges, réseaux, rumeurs et intrigues qui font la vie d'un concile, il met au jour les stratégies d'influence, l'instrumentation des vraies et des fausses rumeurs. Congar note qu'il est objet de multiples sollicitations par téléphone, par lettre, de demandes d'entretien et de rencontres fortuites ou non. Il indique qu'il « ne souffle pas une seconde », mais rend compte parfois sans mansuétude de ces multiples contacts et échanges. Douyère note aussi le développement d'une culture du secret en marge du règlement strict du concile. Ainsi se dessine dans ces pages une certaine psychologie sociale du concile.
- 5 Douyère consacre ensuite deux chapitres au pouvoir de la parole et au travail de l'écrit. Congar ne manque pas d'évaluer la qualité des échanges verbaux, mais il repère aussi des modalités de coordination à l'instar de celles mises en œuvre par les experts belges. Le concile est un grand producteur d'écrits individuels ou collectifs, au risque de l'étouffement. L'auteur s'attache à relever et à analyser tout ce qui dans le journal participe de l'élaboration des textes. Modalités de discussion, attention prêtée au style (Congar voudrait un « parler chrétien »), choix du ton et forme souhaitée sont ainsi passés au crible.
- 6 Dans ce contexte, les mots qui sont d'une extrême importance font l'objet de batailles évoquées dans le dernier chapitre. Les débats autour de leur choix traduisent des différences de traditions, voire de cultures. Un théologien aussi averti que Congar sait combien la doctrine s'appuie sur les mots et il entend ressourcer le discours de l'Église par la défense d'autres mots. Ce travail d'élaboration qui est la marque d'un concile est particulièrement bien analysé par Douyère dans les deux derniers chapitres.
- 7 L'ouvrage s'achève sur une postface qui fixe les trames de ce que peut être l'étude de la communication du religieux. Un vaste champ de recherche est en effet ouvert aux sciences de la communication qui, par leurs théories, concepts et méthodes, peuvent éclairer la production de sens de cet enjeu central des religions. Cette lecture et cette analyse du journal de Congar ne peuvent qu'encourager des recherches nouvelles.

AUTEURS

VINCENT ROGARD

Vincent Rogard est professeur émérite à l'Université Paris Descartes. Courriel :
vincentrogard@yahoo.fr

Marie-Laure FLOREA et Adeline WRONA (coordonnatrices) (2018), « Deuil en ligne. Les discours funéraires à l'ère du numérique »

Dossier de Semen, revue de sémio-linguistique des textes et discours, 45

Odile Riondet

RÉFÉRENCE

Marie-Laure FLOREA et Adeline WRONA (coordonnatrices) (2018), « Deuil en ligne. Les discours funéraires à l'ère du numérique », Dossier de *Semen, revue de sémio-linguistique des textes et discours*, 45

- 1 La mort, nous dit la présentation générale de l'ouvrage, « a toujours donné lieu à des discours destinés à rendre hommage au défunt, à honorer sa mémoire, à entamer le travail du deuil et à rassembler les vivants » (p. 7). C'est sur diverses formes du deuil que se penchent les articles rassemblés dans la revue *Semen* à partir de son point de vue propre, la sémio-linguistique. Ce qui signifie que les auteurs seront particulièrement sensibles à ce que l'on pourrait appeler les « genres littéraires » liés à la mort, bref toutes les pratiques discursives autour de la mort, mais aussi toutes les formes de communication et de dialogue entre endeuillés ou entre endeuillés et cercles de relations. La réflexion sémio-linguistique est confrontée ici aux pratiques rendues possibles par les technologies informatiques, car le numérique offre aux endeuillés une nouvelle manière de vivre ces instants. Dans quelle mesure sont-ils modifiés par les réseaux sociaux ? Les cinq articles du dossier vont développer cette interrogation.
- 2 Les rites funéraires sont traités depuis longtemps par l'anthropologie, qui analyse leur temporalité (le deuil passe par des stades précis) et leurs espaces (les lieux des vivants ne sont pas ceux des morts). Le premier impact des technologies est de déconnecter les lieux et l'espace des commémorations. Donc de relativiser les aspects physiques

(regards, mimiques, intonations) de l'expression. Les rites funéraires ont aussi une dimension verbale très codifiée (formules de condoléances, annonces, éloge funèbre, épitaphe, mais aussi monuments aux morts, faire-part, etc.), qui sera elle aussi influencée par les situations d'écriture inédites du Web. Mais dans l'ensemble, les nouvelles pratiques liées au numérique ne remplacent pas les anciennes, elles les étoffent plutôt, en offrant des compléments par rapport à ce qui perdure. Notamment, elles élargissent le cercle des interlocuteurs, favorisent une certaine diversification des discours. Enfin, elles s'inscrivent dans une dimension économique (le marché de la mort), avec par exemple la possibilité d'offrir des fleurs numériques, qui se faneront au rythme des vraies. Les articles composant l'ouvrage sont organisés du plus général au plus spécifique, partant des discours de deuil et de leur contexte socioculturel à la question du deuil des animaux de compagnie, en passant par les commémorations de victimes du terrorisme, les commentaires numériques aux nécrologies du *Monde*, les titres dédiés au deuil d'un enfant.

- 3 Le numérique n'est pas le seul agent de la transformation des pratiques funéraires. Les modifications sont liées aussi au recul de l'emprise ecclésiastique, à la médicalisation de la mort, à l'individualisation de la société. La crémation prend de l'ampleur. Il s'agit donc d'évaluer ce qui relève de la spécificité des réseaux sociaux. Hélène Bourdeloue a réalisé une enquête qualitative auprès de 44 endeuillés et 8 acteurs du funéraire, complétée par une étude quantitative par questionnaire en ligne ayant recueilli 766 répondants. Enfin, 4 275 ensembles de données ont été recueillis sur le site *Paradis blanc*. Les analyses ont mis en évidence des modifications, mais globalement, le numérique prolonge les rites existants. Par exemple, le rapport aux tombes était déjà modifié par la dispersion des familles. Les cimetières virtuels répondent aussi à cette difficulté. Les mémoriaux en ligne remplacent parfois l'avis de décès, qui est onéreux à imprimer et à diffuser, et d'ailleurs ils n'ont pas toujours une activité continue, au-delà de l'immédiateté du décès. Ils permettent aussi une forme de présence de ceux qui ne peuvent se déplacer. Mais on voit apparaître aussi des interactions inédites, comme la possibilité de mise en relation de personnes ayant vécu une expérience de deuil similaire, allant parfois jusqu'à des amitiés virtuelles. Ou la constitution d'un réseau d'amis du défunt qui s'organise pour une rencontre en dehors de celle organisée par la famille. On assiste aussi à des formes de perturbation du processus du deuil avec la persistance des traces numériques du mort, par exemple sur le site Facebook. Si, dans l'ensemble, ces dispositifs sont un prolongement des pratiques mortuaires existantes, ils introduisent aussi des modifications de l'expérience même du deuil, atteignent en partie les valeurs culturelles et religieuses parce qu'ils modifient son processus.
- 4 Le genre du mémorial a été lui aussi modifié. Il désigne ici les sites dédiés aux décès collectifs comme les attentats et publiés sur la page Internet d'un journal. Le *New York Times* avait inauguré le genre après les attentats du 11 septembre 2001 avec ses « portraits of grief ». Il s'est poursuivi avec les publications liées aux attentats de Paris en novembre 2015 sur six sites et ceux du 14 juillet 2016 à Nice sur trois sites, analysées par Marie-Laure Florea. Le mémorial y est conçu comme un genre de discours, qui se situe au croisement de deux pratiques : le monument aux morts et la nécrologie, et qui est compris comme tel par les récepteurs.
- 5 On peut réellement parler de genre, car la première page est l'équivalent du monument aux morts, renvoyant ensuite sur les nécrologies individuelles. On n'est donc ni uniquement dans le décompte des victimes ni dans leur simple nomination. Chaque

victime est présentée sur le mode du récit de vie et du portrait. On note bien sûr l'utilisation de l'imparfait sur le plan grammatical et le recours fréquent au panégyrique sur le plan stylistique. Le traitement fait aussi paraître la dimension collective, car les caractéristiques communes, et même les anecdotes individualisées et les particularités sont décrites comme emblématiques de l'ensemble. Le numérique renforce ce sentiment, en proposant des renvois d'une victime à l'autre. Ces procédés visent à reconstruire la société autour de ses morts, à réaffirmer les valeurs communes et leur opposition à d'autres représentations du monde, à donner du sens aux événements, à ressouder les vivants. Les journalistes explicitent d'ailleurs leurs intentions dans le détail, et des espaces d'expression et de commentaires sont proposés. C'est la rédaction qui signe et non tel ou tel journaliste, ce qui montre que l'unité est aussi celle des journalistes.

- 6 Les nécrologies de personnages importants disparus publiées dans la presse en ligne subissent aussi l'influence du numérique. Michel Marcoccia s'est penché sur les commentaires laissés par les lecteurs du *Monde* entre juin et août 2017, recueillant 193 messages, publiés par 166 contributeurs différents, un article nécrologique suscitant de 2 à 50 messages, le plus souvent dans les quelques jours suivant la parution. Les messages peuvent être de l'ordre des condoléances ou des regrets, donc une réaction au décès. Ils peuvent aussi réagir à un autre message pour le compléter ou le contester, ce qui est le cas de 27 % des messages du corpus. Ou enfin, ils peuvent être des réactions à l'article lui-même (10 %). Ces modalités renvoient donc à des genres différents : hommage funèbre, condoléances, opinions, expertise... Les abonnés intervenant ainsi se positionnent de diverses manières, notamment parce qu'ils adoptent ou pas un pseudonyme, se présentent de manière plus ou moins détaillée, manifestent une volonté didactique de jouer un rôle du type journalistique, se positionnent comme porte-parole... Ils postulent alors logiquement des destinataires tout aussi variés, directs, indirects, ou participants non ratifiés. Les messages sont adressés aux proches du défunt, aux journalistes, aux autres lecteurs. Ils tirent une leçon de la vie du personnage défunt, confirment son attachement aux valeurs qu'il défendait, disent une émotion, apportent des faits non cités par le journal, glissent de la vie du défunt à des considérations générales sur une cause.
- 7 Un domaine particulièrement symptomatique des procédés médiatiques de notre époque est lisible dans la situation particulière de la mémoire sur Internet d'un enfant décédé. Ce cas est caractéristique des pratiques médiatiques récentes, nous dit Catherine Ruchon, car on peut l'analyser à partir de la notion d'extimité, selon les termes de Jacques Lacan repris par Serge Tisseron et dans la logique de la télé réalité lancée par une émission comme *Loft Story*. Les parents endeuillés s'adressent à l'enfant décédé, alors que, objectivement, il ne peut être un destinataire ratifié. Les discussions s'adressent de manière ouverte et large à tout destinataire, c'est-à-dire un destinataire collectif, également non ratifié, voire à la société entière, bref à tout individu simplement sensible à l'amour maternel et paternel exprimé de cette manière. Parfois, le destinataire devient le parent lui-même, qui écrit comme le ferait son enfant s'adressant à lui. L'expression de l'émotion se manifeste par des vidéos, des émoticônes, des gifs animés. La forme choisie peut être le diaporama, la vidéo, des récits de vie audiovisuels, des courriers adressés à l'enfant, des billets de forum public, des blogues. Les parents endeuillés s'adressent à leur enfant, lui parlent, lui adressent des injonctions de veiller sur la famille, parlent du ciel ou l'utilisent comme élément graphique de fond, ce qui se situe dans le prolongement d'un arrière-fond religieux non

explicite. Ils construisent ainsi un lieu imaginaire où se trouve l'enfant. Même si les éléments mis en ligne ne sont pas toujours actualisés, il y a parfois au contraire un véritable calendrier, avec un élément publié au minimum chaque année à l'anniversaire de la mort, comme un dialogue ininterrompu. Ainsi peut-on parler d'une véritable modification, car Internet permet de mettre en scène une douleur traditionnellement plus secrète.

8. Pouvons-nous parler réellement de deuil ou plutôt de traces d'un deuil lorsqu'il s'agit des espaces dédiés aux animaux de compagnie décédés ? Nadia Veyrié pose la question de leur signification. Leur existence manifeste la place des animaux de compagnie dans l'univers occidental, des animaux qui partagent le quotidien des hommes, dans une relation qui relève parfois de l'anthropomorphisme. Il y a peu de cimetières d'animaux (une vingtaine en France) et les urbains ne disposent pas de terrains pour y enterrer leurs animaux. Le cimetière virtuel est alors une forme de réponse à l'arrachement de cet attachement. Ces sites sont gratuits, parfois créés par des éleveurs ou des entreprises de crémation d'animaux, ce qui est donc une sorte de service complémentaire. Les propriétaires des animaux parlent de leur première rencontre avec l'animal, de sa vie dans la famille, de ce qu'il a représenté. Il est parfois considéré comme une sorte particulière d'ange gardien. Il est imaginé dans une sorte de paradis spécial pour les animaux.
9. L'ouvrage met ainsi en évidence à la fois la grande continuité des formes de deuil, y compris lorsqu'elles s'expriment par Internet et les réseaux sociaux, et quelques points de rupture qui ne sont sans doute pas uniquement liés aux technologies, mais aussi aux transformations sociales, ou qui s'inscrivent dans des pratiques médiatiques existantes par ailleurs. Et après tout, cela n'est pas extraordinaire, car l'expérience du deuil, que chacun a l'occasion de vivre, est d'abord une réalité humaine qui n'a pas attendu l'informatique pour qu'il soit nécessaire de lui donner une signification.

AUTEURS

ODILE RIONDET

Odile Riondet est maître de conférences habilitée à diriger les recherches en sciences de l'information et de la communication. Elle travaille actuellement au rectorat de Lyon et est également vice-présidente de la Société française des sciences de l'information et de la communication. Courriel : odile.riondet@wanadoo.fr

Daniela ROVENȚA-FRUMUȘANI et Catherine GHOSN (dir.) (2018), « Minorities and social networks / Minorités et réseaux sociaux »

French Journal for Media Research, Actes du colloque de l'Association internationale de sociologie de langue française, Toronto

Gelu Olivian Tudose

RÉFÉRENCE

Daniela ROVENȚA-FRUMUȘANI et Catherine GHOSN (dir.) (2018), « Minorities and social networks / Minorités et réseaux sociaux », *French Journal for Media Research*, Actes du colloque de l'Association internationale de sociologie de langue française, Toronto

- 1 Si l'influence des réseaux sociaux a fait l'objet de plusieurs débats et développements théoriques concurrents, il y a un certain consensus en ce qui concerne le fait que ces réseaux ont transformé de nombreuses pratiques. Parmi ces transformations, on peut noter la mise en visibilité des minorités ou des problèmes qui étaient parfois absents des médias traditionnels. Ces aspects sont traités dans le dossier de la revue *French Journal for Media Research* coordonné par Daniela Rovența-Frumușani et Catherine Ghosn. Le dossier contient des recherches présentées au XIX^e Congrès mondial de sociologie de l'ISA (International Sociological Association) qui a eu lieu à Toronto, du 15 au 21 juillet 2018. Comme les coordonnatrices le mentionnent dans l'introduction, les minorités sont considérées dans ce dossier principalement du point de vue des rapports entre l'espace médiatique et l'espace public.

- 2 Dans le premier article, Daniela Rovența-Frumușani et Alexandra Irimescu s'intéressent à la construction identitaire stratégique des femmes politiques roumaines sur la plateforme Facebook au cours des élections locales de 2016. Un enjeu de l'analyse est de voir si ces femmes ont adopté un modèle plutôt féminin ou plutôt masculin dans ce processus, compte tenu du contexte roumain entourant la participation des femmes à la vie politique; ce contexte est brièvement présenté dans une perspective diachronique. Dans ce but, deux axes sont pris en considération : les dimensions public/privé et individuel/collectif. L'absence de photos représentant la vie privée n'a pas été considérée comme une inadéquation aux principes du dispositif, comme dans d'autres études, mais comme un essai de légitimation par un modèle masculin. Il est aussi noté que l'idéologie semble précéder le genre en ce qui concerne le choix des représentations individuelles ou collectives. Dans le contraste entre le modèle masculin utilisé par les femmes politiques et la manière dont elles sont interpellées dans les commentaires, les auteures voient une piste de recherche.

- 3 Dans l'étude suivante, Anya Hommadova Lu et Asylkai Davydova proposent d'aborder les expériences des étudiantes de l'Asie de l'Est dans les universités états-uniennes dans une perspective intersectionnelle, en tenant compte des interactions entre le genre et l'ethnicité. Après avoir examiné les stéréotypes associés aux Asiatiques dans des contextes politiques, dans les médias et dans la vie quotidienne, les auteures analysent les stéréotypes associés aux femmes asiatiques. Parmi les formes de discrimination mentionnées par les étudiantes, elles notent la saillance de la discrimination liée au genre dans le cas des étudiantes japonaises et de la discrimination liée à l'ethnicité dans les expériences des étudiantes chinoises et coréennes. Les résultats montrent également la prégnance de la discrimination dans la classe. Cette analyse explique donc comment les stéréotypes liés à l'ethnicité et au genre peuvent influencer les activités quotidiennes. Au-delà de sa contribution théorique, l'étude soumet aussi des recommandations aux acteurs individuels et institutionnels.

- 4 Le rapport entre les médias et les jeunes au Maroc constitue la préoccupation de Mohamed Bendahan et Yassine Akhiate. Les différents niveaux de réglementation qui conditionnent les pratiques de production et de consommation sont discutés. Sur la base de l'analyse des programmes des télévisions publiques, les auteurs examinent les caractéristiques du contenu visant les jeunes. À partir des données concernant l'auditoire de certains programmes, ils proposent d'aborder les pratiques de consommation des jeunes en fonction de leur utilisation de différents médias. Ces pratiques sont désignées par ce qu'ils appellent un « bricolage médiatique ».

- 5 Le rôle des réseaux sociaux dans les événements tragiques est discuté par Omar Cerrillo Garnica dans son étude de cas concernant la manière dont les citoyens se sont organisés après le séisme du 19 septembre 2017 au Mexique. Cette utilisation des réseaux sociaux est considérée comme faisant partie de la catégorie de l'activisme social. D'un côté, l'auteur traite des évolutions qui ont suivi le séisme par rapport au concept d'« événement » dans la manière dont ce concept a été théorisé par Slavoj Žižek. De l'autre, il reprend les arguments de Gilles Lipovetsky sur les relations éphémères et de Zygmunt Bauman sur la société liquide pour interroger la soutenabilité des formes d'engagement qui se basent sur des moyens de communication numérique. Bien que l'auteur note que la plupart de ces formes d'engagement n'ont pas continué dans le temps, il souligne le fait que la mémoire des événements a été gardée. Par ailleurs, l'auteur note des changements dans la manière

dont les millénariaux sont perçus comme génération dans le contexte particulier du Mexique après leur participation à ces événements.

- 6 Dans un autre article, Oksana Lychkovska-Nebot examine les caractéristiques et les particularités de la communication sur les réseaux sociaux en Ukraine et leurs implications pour les pratiques médiatiques participatives. Le comportement en ligne des utilisateurs est abordé à partir de deux sondages réalisés en 2012 et en 2017 à Odessa. L'un des résultats indique un changement dans la perception des moyens de communication, de la dichotomie direct-indirect vers la dichotomie moderne-traditionnel. Une attention particulière est accordée aux perceptions des femmes et des jeunes. Par exemple, une tendance d'instrumentalisation des téléphones portables dans le cas des femmes est observée dans le deuxième sondage. Des pratiques différentes sur les réseaux sociaux dans le contexte politique actuel ukrainien sont discutées.
- 7 S'appuyant sur le concept de répertoires culturels, Nuno Oliveira examine les débats ethno-raciaux au Brésil, particulièrement en ce qui a trait aux politiques d'*affirmative action*. Après la présentation du contexte de ces débats, trois répertoires sont identifiés à partir de l'analyse des discours des acteurs impliqués : dilution, négociation et saillance. Le premier répertoire est associé à un éthos national et à la dilution de frontières ethno-raciales. Selon cette vision, l'hybridité de la société est accentuée et la différenciation est considérée comme problématique. Le deuxième répertoire met en évidence, entre autres, le caractère construit de ces catégories et la discrimination. Le dernier se réfère à une certaine conscience ethnique. Ce répertoire met en évidence les inégalités entre différents groupes sociaux. Dans la discussion des résultats de l'analyse, une fragmentation est constatée.
- 8 Étant donné la diversité des thématiques abordées, ce dossier peut aussi être considéré comme un regard sur plusieurs pratiques communicationnelles de la fin de la dernière décennie, alors que les réseaux sociaux se sont fortement développés. Au-delà des contributions qui permettent de théoriser ces développements, les travaux lancent de nouvelles questions et pistes de réflexion pour la décennie suivante.

AUTEURS

GELU OLIVIAN TUDOSE

Gelu Olivian Tudose est doctorant à la Faculté de journalisme et des sciences de la communication, Université de Bucarest. Courriel : olivian.g@mail.com

Maria Caterina MANES GALLO (dir.), *Identification de..., dé-identification. Entre trace(s) et fiction(s)*

Pessac, Presses universitaires de Bordeaux.

Léopold Mfouakouet

RÉFÉRENCE

Maria Caterina MANES GALLO (dir.), *Identification de..., dé-identification. Entre trace(s) et fiction(s)*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux.

- 1 Cet ouvrage impose une lecture à la mesure de sa scansion propre. L'« Introduction », précédée d'un « Avant-propos », est de Maria Caterina Manes Gallo, et porte sur « Trace(s) et fiction(s) : l'« identité » comme résultat et comme présupposé de processus(s) ». Avec ces nuances graphiques s'indique la complexité de la question qu'abordent les 12 textes que compte cet ouvrage collectif. Celles-ci sont distribuées sur quatre parties, chacune ayant trois contributions.
- 2 La première partie s'ouvre par l'étude d'un cas d'identification criminelle. Jean-Marc André y présente un homicide prémédité, où l'assassin, en soignant son anonymat, se dé-identifie, transformant ainsi ses traces en une sorte de fiction, tout à l'opposé du flic. Intrigue d'autant plus intensifiée que reste ouverte l'indécision entre l'identification et la dé-identification de la trace et/ou de la fiction.
- 3 Nicole Bosc étudie une autre relation, thérapeutique celle-là. Elle y voit un lieu d'émergence de traces psychiques. En effet, je parle, m'adapte et exerce ma liberté à partir des attentes de l'environnement social ou familial et des réponses sociales. Cela m'amène à mobiliser des comportements et des attitudes de survie, capables de provoquer des perturbations émotionnelles, des tensions d'autant plus tranchées qu'engrammées, elles laisseront des traces dans/sur mon corps. L'enjeu est l'ouverture du corps à la conscience de soi phénoménologique comme « être-au-monde ». La

médiation du corps, lieu du contact à l'autre, du contact au monde, y joue un rôle essentiel. Dans ce cas, la confiance constitue le ciment sur quoi le « couple patient-thérapeute » travaille pour retrouver ces traces enfouies capables d'entraver la croissance vers l'autonomie.

- 4 Une question s'imposerait de savoir ce que vaut le processus d'identification. Nathalie Jaëck se la pose à partir d'une reprise des aventures de Sherlock Holmes, écrites par Arthur Conan Doyle entre 1887 et 1927. Cela débouche sur la portée des liens entre fiction et identification, laquelle, aléatoire, ouvre sur un processus inverse de dés-identification et de doute irrépressible. Positiviste soucieux de connaître, décrire et identifier sans relâche le monde, Sherlock Holmes déploie sa quête de la réalité sur la base d'une conviction : la réalité est la scène où se joue la différence, modalité déguisée de la répétition. Connaître et apprendre impliquent alors reconnaissance des traces laissées par la répétition, dont la matière première est constituée de possibles limités. Ceux-ci ouvrent à de la fiction. De quoi procéder à un rapprochement avec Gilles Deleuze (1968), qui préférerait virtualité à possibilité ; aussi avec Jacques Derrida (1990 : 105), qui aurait plutôt opté pour l'itérabilité.
- 5 La deuxième partie du livre commence par la question de l'identité et/ou de l'identification des saints. Giulia Barone note qu'à la différence de l'Antiquité païenne, le Moyen Âge chrétien, en dévalorisant le corps, se concentre sur l'intériorité. De plus, d'un point de vue iconographique, un consensus est difficilement atteignable quant à l'image du Christ, des saints et saintes. Leur identification passe par des attributs symboliques en mesure de signifier quelque épisode de leur vie ou alors par la représentation de la partie de leur corps qui a connu le plus de sévices. Comme si ce par quoi ils étaient identifiés, en ne donnant pas à voir leur aspect physique, contribuait du même coup à leur dé-identification.
- 6 De l'Antiquité païenne et du Moyen Âge chrétien, on passe à la modernité liquide du *selfie*. Anne Beyaert-Geslin utilise la méthodologie sémiotique pour scruter comment celui-ci donne à repenser une identité relationnelle : « [...] comme si le présent incluait le passé immédiat et inclinait déjà vers le futur, vers une nouvelle photographie puis une autre » (p. 76). « Je suis autre parce que je suis ici, puis ici, puis ici » (p. 77). Le *selfie* contribue ainsi à une identité de soi construite (et performée) par la mise en spectacle et la médiatisation de soi, à une redéfinition de la sociabilité, du temps et de l'espace. La comparaison opposant le devenir-collection de l'autoportrait artistique au devenir-partage du *selfie* permet de penser une présentation de soi renouvelé, celui-là (autoportrait artistique) donnant un déploiement fictionnel de soi plus large que celui-ci (*selfie*). Il y va d'une existence élargie aux dimensions d'un imaginaire qui fait droit à une fictionnalisation de soi différente.
- 7 Sandra Métaux se penche quant à elle sur « l'art cinétique re-programmé ». Il s'agit de l'identification esthétique, inspirée des travaux issus du design interactif appliqué à des œuvres cinétiques imaginées par le Gruppo T dans les années 1960. La réappropriation de ces œuvres cinétiques par les designers Serena Cangiano et Davide Fornari d'une part, par les quatre œuvres réalisées dans le cadre de cet événement de 2014-2015 avec une référence aux auteurs de ces années 1960 d'autre part, contribue à la réalisation de l'« œuvre ouverte » qu'avait si bien décrite Umberto Eco (1979). La mutualisation des notions et des processus de création explorés par ces artistes, s'ouvrant sur leur transmission grâce au public usager, offre une notion d'identification qui repose

davantage sur la re-mise en scène des gestes, attitudes et pensées de l'artiste, que sur la re-production ou la transmission de l'objet.

- 8 Le pas suivant est marqué par la contribution d'Allain Glykos. Il examine le rapport entre faux témoignage et littérature sous l'angle du délit créateur. Cette création s'opérerait entre trahison de la réalité et garantie esthétique inspirée de « faits réels ». Sans opposer le faux témoignage au témoignage authentique, Glykos établit qu'il y a toujours quelque fictionnalisation en toute narration. S'inspirant de La Fontaine, de Celan et de son propre roman (2005), Glykos rapproche « témoin » et « testament », et montre en quoi la littérature fait hériter d'un « mentir vrai » et croire « que l'imaginaire est réel » (p. 117), autre manière de laisser des traces dans le réel.
- 9 Qui dit traces dit aussi vestiges matériels, lesquels sont toujours soumis au risque des disparitions, à l'épreuve des résistances, des détournements, de la ré-utilisation, du recyclage. Par le biais d'une archéologie des techniques, Michel Pernot montre comment toute archéologie, en faisant revivre le passé moyennant la culture matérielle, en tirant parti du jeu entre oubli et mémoire, donne à voir des pans entiers des sociétés disparues.
- 10 Penser la fiction au secours de l'identification, c'est aussi montrer comment se construit le personnage d'une œuvre de fiction. Par-delà la littérature mimétique se trouve la science-fiction. Celle-ci donne au lecteur la possibilité d'une forme inédite d'identification. Ce dernier procédera par invention du sens moyennant la voie lexicale, la reconnaissance de soi au travers du personnage (sa personnalité, ses réactions, son humanité, etc.). Sylvie Lainé reprend alors sa *novella* « Les yeux d'Elsa » (2005) pour montrer la stratégie purement science-fictionnelle qui y préside. Au cœur de cette stratégie, il y a la mise en scène du personnage, laquelle mène à la nécessaire distanciation du lecteur par rapport au point de vue du narrateur : processus de dé-identification où le lecteur ne se reconnaît plus dans le « je » de ce dernier. On croise ainsi une question philosophique fort ancienne : qu'est-ce que l'homme ?
- 11 Enfin, à la question de savoir si la dé-identification est un levier de l'inédit, Maria Caterina Manes Gallo répond en plaçant au cœur du travail de dé-identification le discours, l'entretien, compris comme acte d'interlocution éprouvé au feu des nouvelles technologies de l'information et de la communication, grâce aux dynamiques verbo-gestuelles. Mis dans un environnement contraint puis en situation interactionnelle, deux apprenants détenus provoquent la relance de l'entretien, à la suite d'une analyse du point des amnésies de l'un et du jeu de mots de l'autre, et compte tenu d'une coordination de verbalisations et d'expressions kinésico-faciales. Elle montre ainsi que quelque identité discursive étant projetée, la prise de position du locuteur le fera pencher vers quelque dé-identification par rapport à la projection de l'interlocuteur.
- 12 Dans la même lancée, Jean-Yves Baudouin traite, cette fois dans un cadre plus psychologique, des informations faciales dans le but de voir comment s'y déploient les mécanismes cognitifs d'identification des visages. Plusieurs phénomènes psychologiques (tels les effets de prototype, de distinctivité et de caricature, de l'origine ethnique, ou encore les fausses identifications et le rôle des catégories sociales dans ces fausses identifications) sont étudiés à partir de quelques types de modèle (hypothèse modulariste), ce qui n'empêche pas d'être plutôt renvoyé à une conception interactionniste beaucoup plus complexe.
- 13 Cette complexité en appelle à un travail transversal d'équipe, ce que font Aurélie Bugeau, Vinh-Thong Ta, Geoffrey Letournel, Jean-Philippe Domenger, Maria Caterina

Manes Gallo. Il s'agit de savoir comment respecter l'anonymat sans dégrader le visage, lieu de conservation d'informations nécessaires à l'analyse des émotions qui s'y trouvent exprimées. Une nouvelle méthode (détection du visage et localisation des repères faciaux ; segmentation de la tête ; lissage adaptatif) est testée. Il en ressort quelques résultats analysés du point de vue qualitatif d'une part, quantitatif d'autre part, pour parvenir à une dé-identification complète qui tient compte des corpus audiovisuels (traitements de toutes les zones identifiables tels les cheveux et même les tatouages d'une part, traitement du son d'autre part).

- 14 Nous avons évoqué ci-dessus le nom de Derrida. Il est absent de tout l'ouvrage, lui qui savait si bien écrire l'« entre [des] trace(s) et [des] fiction(s) ». On le voit même parfois donner à lire autrement une question rencontrée (« qu'est-ce que l'homme ? ») à la lumière d'une considération de *Robinson Crusoe* qui croise aussi autrement la dé/identification :

Est-ce moi ? Est-ce ma trace ? Est-ce mon chemin ? Est-ce le spectre de mon empreinte, l'empreinte de mon spectre ? Suis-je en train de revenir ? Suis-je ou ne suis-je pas revenant ? Un revenant de moi-même que je croise sur mon chemin comme la trace de l'autre, sur un chemin qui est déjà un chemin de retour et de renaissance, etc. ? [...] L'autre homme, le pas de l'autre homme, n'est-ce pas encore moi, moi tout seul qui, revenant comme un revenant sur le chemin circulaire de l'île, deviens une apparition pour moi, un fantôme spéculaire, un spectre spéculaire (l'autre homme comme moi, moi comme un autre, je qui suis un autre), mais un fantôme spéculaire qui ne peut pas, qui ne sait pas s'il est lui-même, *ipse*, qui n'en sait trop rien — et s'il peut encore se regarder dans la glace ? (Derrida, 2010 : 84)

BIBLIOGRAPHIE

- DELEUZE, Gilles (2011), *Différence et répétition*, Paris, Presses universitaires de France.
- DERRIDA, Jacques (1990), *Limited Inc.*, présentation et traduction par Elisabeth WEBER, Paris, Galilée.
- DERRIDA, Jacques (1996), « Demeure. Fiction et témoignage », dans Michel LISSE (dir.), *Passions de la littérature : avec Jacques Derrida*, Paris, Galilée, p. 13-73.
- DERRIDA, Jacques (2010), *Séminaire. La bête et le souverain Volume II*, édition établie par Michel LISSE, Marie-Louise MALLET et Ginette MICHAUD, Paris, Galilée.
- ECO, Umberto (1979), *L'œuvre ouverte*, Paris, Éditions du Seuil.
- GLYKOS, Allain (2005), *Parle-moi de Manolis*, Chauvigny, L'Escampette.
- LAINÉ, Sylvie (2005), « Les yeux d'Elsa », *Galaxies*, 37, p. X-XV.

AUTEURS

LÉOPOLD MFOUAKOUE

Léopold Mfouakouet est chercheur en philosophie, Rome. Courriel : mfouakouet@yahoo.fr

Anne-Marie GINGRAS (dir.) (2018), *Histoires de communication politique.* *Pratiques et états des savoirs*

Québec, Presses de l'Université du Québec

Larbi Chouikha

RÉFÉRENCE

Anne-Marie GINGRAS (dir.) (2018), *Histoires de communication politique. Pratiques et états des savoirs*, Québec, Presses de l'Université du Québec

- 1 Faire immersion dans le passé parfois le plus reculé pour scruter sous plusieurs angles l'histoire peu ou prou explorée de la communication politique et ses différentes sous-disciplines : telle est la gageure que se proposent de relever la plupart des auteurs de cette publication. Cet ouvrage collectif contient 17 contributions rédigées par des auteurs venant essentiellement de la science politique et qui exercent ou étudient dans des universités canadiennes. Trois objectifs servent de trame à cet ouvrage : d'abord, « saisir les origines de pratiques et de phénomènes très familiers de nos jours, mais qui existaient il y a quelques décennies, voire depuis presque deux siècles », ensuite, « faire voir les évolutions dans les pratiques et les phénomènes de communication politique », enfin, « faire le point sur l'état des savoirs dans quelques sous-champs de la communication politique » (p. 1-3). Ces contributions constituent dans leur ensemble une source de données et de réflexions particulièrement utiles pour les chercheurs en quête de pistes originales et fécondes dans le champ de la communication politique et de ses sous-disciplines.
- 2 Pour la rédaction de cette recension, nous avons privilégié les communications qui examinent la « préhistoire » de certains paradigmes et notions qui forment aujourd'hui des sous-disciplines de la communication politique comme le marketing politique ou la communication électorale.

- 3 Dans le premier texte publié, intitulé « Les campagnes électorales américaines au XIX^e siècle : admiration et identification au cœur de la construction des stratégies de personnalisation », Quentin Janel, qui « consacre sa thèse sur les campagnes présidentielles américaines au cours du XIX^e siècle » (p. 13), revient sur les prémices des notions sur lesquelles se fonde aujourd'hui la communication électorale pour se proposer in fine de les déconstruire. Il critique cette « vision linéaire et positiviste de l'histoire » et apporte un éclairage très éclairant « à la redéfinition de l'historiographie de la communication électorale en s'intéressant plus particulièrement aux phénomènes de personnalisation des campagnes présidentielles américaines du début du XIX^e siècle », et plus précisément à la période qui s'étend à trois échéances électorales : 1824, 1828 et 1840 (p. 15). Il démontre ainsi que « certaines représentations et certaines pratiques de personnalisation des candidats considérées comme représentatives des campagnes modernes, voire post-modernes, existaient déjà de façon plus ou moins développée au cœur des campagnes du XIX^e siècle » (p. 14-15). Pour illustrer ses propos, il montre, par exemple, que l'année 1824 marque les débuts des sondages d'opinion : « L'arrivée du peuple dans la campagne 1824 se fait sentir lorsque, pour la première fois, on essaie de prendre le pouls de l'opinion avec des formes préhistoriques de sondage : des votes sont organisés dans les réunions publiques ou au sein des milices et relayés par des journaux locaux » (p. 15). En guise de conclusion, il plaide « en faveur d'une étude historique et culturelle des campagnes électorales "prémodernes" » (p. 30).
- 4 Dans le deuxième texte qui a retenu notre attention, soit « Une histoire contextuelle du marketing politique », Alexis Hudelot, qui se spécialise « dans l'instrumentalisation des techniques et technologies de communication à des fins de contrôle social » (p. 367), défend l'idée selon laquelle, aujourd'hui, avec l'émergence et la généralisation « des réseaux de communication modernes et instantanés », les hommes politiques et leurs conseillers sont davantage attentifs à l'opinion publique et font de plus en plus appel à des spécialistes « pour interpréter une opinion publique toujours plus polarisée qu'ils ne peuvent pas se permettre d'ignorer » (p. 33). Dans la même veine, il observe que « la naissance et le développement des relations publiques annoncent une nouvelle forme de propagande » où « les pionniers de la profession » deviennent « plutôt des acteurs de contrôle social de premier plan » et non plus « de simples facilitateurs de la communication » comme ils le furent jadis (p. 34). Et c'est précisément du fait du développement des technologies de communication avec l'apparition des journaux nationaux aux États-Unis que « les stratégies électorales doivent s'adapter à une nouvelle réalité : le message et l'image politique doivent dorénavant être conçus pour plaire au plus grand nombre, ou du moins, ils doivent rebuter le moins d'électeurs possibles » (p. 38). Parmi ces nouvelles formes de propagande figure le « marketing politique ». L'auteur admet cependant qu'il n'existe pas de définition précise du marketing politique, mais il s'évertue toutefois à en proposer une : « De manière générale, on pourrait dire que le marketing politique est l'adaptation des techniques du marketing commercial au champ politique. » Autrement dit, « [l]e marketing politique repose sur un postulat de base qui stipule que l'on peut vendre un candidat politique aux électeurs de la même manière que l'on peut vendre un produit aux consommateurs » (p. 37), et cette expression, écrit-il, commence véritablement à circuler à la fin du XX^e siècle. En conséquence, « [g]râce à l'ingénierie du consentement, le politicien n'adapte pas son discours aux aléas de l'humeur de l'électorat, il utilise le discours pour changer l'opinion des électeurs, et les rallier » (p. 52).

- 5 Le même auteur publie une seconde contribution dans cet ouvrage, celle-ci intitulée « L'adoption et l'instrumentalisation des technologies de communication pendant les deux Guerres mondiales. Le cas de l'Allemagne (1914-1945) ». Il s'y intéresse à l'évolution des technologies de communication de masse et de leur instrumentalisation à des fins politiques dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres. Et pour ce faire, il s'inspire largement de l'école de Toronto, « qui s'est penchée sur les liens qui existent entre les technologies des médias et les structures de pouvoir » (p. 55). Pour étayer son analyse, il part du postulat peu contesté jusque-là que les années 1914-1945 couvrant la période des deux guerres mondiales

sont généralement reconnues comme celles ayant marquée la naissance de la propagande moderne. Or, dans cette histoire, la question de l'instrumentalisation politique des technologies de communication de masse n'est que peu abordée, contrairement à l'évolution des techniques de communication politique qui ont largement été étudiées au fil des décennies (p. 56).

- 6 Et dans cet ordre d'idées, il développe l'idée suivante, somme toute originale :

Si, pendant la Première Guerre mondiale, les plus grandes avancées en matière de communication politique de masse trouvent leur origine dans les puissances alliées, c'est en Allemagne que ces découvertes seront par la suite raffinées. Les nazis sauront ainsi perfectionner et créer des plateformes de diffusion, tout en adaptant leur discours à chacune d'elles et en devenant extraordinairement efficaces pour projeter une image politique de leur Führer et de leur mouvement (*id.*).

- 7 L'analyse de l'auteur se fonde sur la thèse suivante : « [...] pour que le public allemand accepte les propositions du parti nazi, il faut qu'il existe une dissonance cognitive entre les messages conservateurs et les techniques avant-gardistes » (p. 56). Cette contradiction du III^e Reich qualifiée de « modernisme réactionnaire » par l'historien Jeffrey Herf, cité par l'auteur,

renvoie à la valorisation des technologies modernes accompagnées d'une exploitation des rancœurs antimodernes d'une partie de la population allemande ; le type de nationalisme des nazis, ancré dans une nostalgie nietzschéenne, s'appuyait sur les contestations de 1789, le refus de l'« outrage » national de 1918, et le rejet d'un modernisme culturel (p. 56-57).

- 8 Ces données et les développements qui les sous-tendent livrent une lecture originale et intéressante du lien entre technologie de communication et politique, et comme le souligne l'auteur, dans les discours publics, ce lien a longtemps été étudié dans les régimes démocratiques en associant les technologies médiatiques et la démocratie. « Or, le modernisme réactionnaire des nazis montre que cette association peut être contredite, car si une modernité technologique distille une vision du futur, une pensée profondément antimoderne peut tout de même être transmise par des technologies d'avant-garde » (p. 71). Par conséquent, il semble évident pour l'auteur que « [l]'étude de la communication politique au xx^e siècle gagne à conjuguer l'analyse des messages et de la culture avec celle du développement technologique et des régulations, qu'elles soient institutionnelles ou autres » (p. 71).

- 9 Ces études, citées précédemment, peuvent être mises en perspective avec le texte « Données, ciblage et positionnement. Les grands axes de la production scientifique sur les pratiques de marketing politique », qui se propose de dresser une synthèse de la production scientifique sur les pratiques du marketing politique. Thierry Giasson, Jean-Charles Del Duchetto, Catherine Ouellet et Émile Foster s'y fixent plusieurs objectifs : d'une part, il s'agit de dresser un état de « l'évolution du savoir scientifique sur les pratiques de marketing politique et [de] recense[r] des travaux de recherche qui ont

balisé théoriquement le phénomène et son application au cours des 35 dernières années » (p. 301). D'autre part, il s'agit de proposer « une analyse critique de près de 125 études produites aux États-Unis, en Grande-Bretagne, au Québec, au Canada, en France et dans les pays scandinaves. Cette revue exhaustive permet de revoir l'étude du marketing politique en abordant les travaux libéraux et critiques, empiriques et théoriques, qualitatifs et quantitatifs » (p. 301). Enfin, il s'agit aussi de « présenter et d'expliquer aux néophytes ce qu'est le marketing politique, ce qui le distingue d'autres pratiques et ce que sont les débats théoriques et méthodologiques qui animent la recherche qui y est consacrée » (p. 301). Ils observent notamment que les notions de marketing politique, de communication politique et de publicité sont parfois confondues. « Cette confusion tire son origine du fait que la publicité, qui est une composante intrinsèque de la communication politique, est la partie la plus visible du processus du marketing politique auprès de la population » (p. 302).

- 10 Au terme de leur analyse, ils dégagent quelques pistes inédites « dans la recherche en marketing politique au Canada et ailleurs dans le monde » telles que « la théorie de la campagne permanente », qui suppose que les acteurs politiques, dans une logique de maintien ou de prise éventuelle du pouvoir, agissent constamment comme s'ils étaient au cœur d'une lutte électorale » (p. 315-316). C'est ce qui explique d'ailleurs la confusion entre le marketing politique en période de campagne électorale et le marketing gouvernemental (lorsqu'il est au pouvoir) : « [...] les élus sont en campagne 24 heures sur 24, 365 jours par année » (p. 316). Au terme de leur étude, ils affirment que « la recherche en marketing politique se rapproche maintenant de plusieurs autres sous-disciplines de la science politique. C'est entre autres le cas de l'étude du comportement électoral, du fonctionnement des partis politiques ou de l'administration publique » (p. 317).

- 11 Dans un autre texte qui allie l'histoire à la littérature, « Le moment Chateaubriand. Le gouvernement de l'opinion publique dans la France postrévolutionnaire », Marc Chevrier revisite la thèse communément admise que la communication politique a pris naissance aux États-Unis et que les Américains sont les seuls précurseurs de « l'idée de gouvernement de l'opinion publique » (p. 217). Il souligne cependant ceci :

Bien avant que Tocqueville ne remarquât dans son périple américain la force de l'opinion publique sur le continent, la France, dans une période d'âpres débats qui suivit la restauration de la monarchie après la défaite de Napoléon, découvrit tous ensemble le gouvernement représentatif, l'opinion publique et la liberté de la presse (p. 217).

- 12 Pour corroborer ses propos, l'auteur part d'une étude sur les conceptions de la médiatisation au début du XIX^e siècle en France pour dégager la figure d'un individu « habituellement associé au courant des libéraux et des doctrinaires de la Restauration : François-René de Chateaubriand » (p. 218), dont il s'emploie à rappeler la biographie et l'œuvre, en insistant notamment sur « certains traits de sa pensée politique » (p. 221). Il conclut que

[L]'œuvre politique de Chateaubriand n'est pas moins paradoxale, elle qui bivouaqua à la croisée des chemins de France postrévolutionnaire. Elle nous apprend aussi que la presse gagne à être comprise comme autre chose qu'une simple liberté du catalogue des libertés fondamentales. Elle est la condition du courant continu, sans borne — et sans fil dirions-nous aujourd'hui — du gouvernement représentatif (p. 234).

- 13 Il serait long de citer les autres textes, tout aussi éclairants et instructifs. Ce qui ressort en substance, c'est que le dispositif argumentaire sur lequel s'appuient la plupart des communications publiées dans cet ouvrage ainsi que les matériaux qui le sous-tendent nous conduisent à admettre aujourd'hui qu'il est nécessaire de recourir à l'histoire du passé — parfois lointain — pour comprendre la genèse et l'essence même de certaines notions qui forment aujourd'hui la communication politique et ses différentes sous-disciplines. Cette lecture donne aussi l'occasion de revoir certaines thèses et de revisiter certains paradigmes dominants dans cette discipline, qui tend à se diversifier sous l'effet croisé des technologies de l'information et de la communication, du poids des opinions sur les modes de gouvernance politique ainsi que du développement des techniques du marketing. Nous remarquons cependant que cette somme de connaissances aussi passionnante et féconde émerge à partir de travaux effectués essentiellement dans le monde occidental. En conséquence, il serait pertinent que ce travail se poursuive et se développe, mais en privilégiant cette fois-ci une démarche comparative et réflexive qui vise à mettre en perspective ces notions, représentations et pratiques de la communication politique avec celles qui se déclinent et se déploient dans des contextes culturels et géographiques autres que ceux d'Europe et d'Amérique du Nord.
-

AUTEURS

LARBI CHOUIKHA

Larbi Chouikha est professeur à l'Institut de presse et des sciences de l'information, Université de la Manouba, Tunis. Courriel : larbichouikha@yahoo.fr

Jonathan GRAY et Amanda D. LOTZ (2019), *Television Studies*

2^e édition, Cambridge, Polity Press, Coll. « Short Introductions »

Mathieu de Wasseige

RÉFÉRENCE

Jonathan GRAY et Amanda D. LOTZ (2019), *Television Studies*, 2^e édition, Cambridge, Polity Press, Coll. « Short Introductions »

- 1 Dans la série des « Short Introductions » de l'éditeur Polity, *Television Studies* nous offre un aperçu complet et rigoureux des origines, des idées centrales et des traditions intellectuelles des études télévisuelles, domaine passionnant mais souvent ignoré dans le monde universitaire. Jonathan Gray et Amanda D. Lotz expliquent d'ailleurs bien à quel point celui-ci a été méprisé par de nombreux universitaires depuis ses débuts jusqu'à la fin des années 1990, période à laquelle un certain nombre d'universités du monde anglo-saxon commencent à le considérer comme un champ de recherche légitime. Quels ont été les principaux domaines et sujets d'investigation dans les études télévisuelles ? Pourquoi et comment ces questionnements et lieux d'études se sont développés ? Comment les chercheurs les ont-ils étudiés ? « This book has endeavored to offer the novice reader an introduction to television studies by charting its intellectual history, roughly demarcating its porous edges, and highlighting some of its most notable scholarship » (p. 140)¹.
- 2 Dans l'introduction de cette nouvelle édition, les auteurs redéfinissent la télévision en incluant les nouveaux acteurs Internet tels que Netflix, Amazon Prime ou Hulu et expliquent que l'abondance actuelle, appelée « peak tv », correspond non seulement à une offre plus grande, mais également à plus de programmes de qualité (en chiffres absolus). Ils expliquent par ailleurs comment ces nouveaux acteurs ont adapté les récits, les pratiques industrielles et l'expérience du public de la télévision. Bien entendu, cette fragmentation du marché télévisuel signifie des audiences réduites car

réparties sur un plus grand nombre de programmes, mais cela peut être vu comme une maturité du média et comme une confirmation de sa vitalité.

- 3 L'introduction retrace par ailleurs la généalogie de ces études, avec les influences diverses des sciences sociales et humaines ainsi que des *Cultural studies*, en plus de relever les nombreux chevauchements avec les études des (nouveaux) médias. Enfin, les auteurs expliquent qu'un des rares consensus de ce champ d'études hybride et interdisciplinaire est de comprendre les rapports entre les programmes, les audiences, les industries et leur contexte. Ces quatre éléments forment donc logiquement les quatre chapitres de ce livre.
- 4 Dans le premier, « Programmes », les auteurs reviennent sur les diverses approches de l'étude des textes télévisuels : l'analyse critique, le *close reading*, l'analyse formelle et rhétorique, les études filmiques et enfin la linguistique et la sémiologie, avec une brève explication de chacune de ces branches. Ils expliquent également les différentes motivations telles que l'esthétique, l'idéologie ou simplement l'importance de la télévision comme forum culturel. Ils n'oublient pas que la polysémie — et le jeu volontaire avec le sens et les interprétations diverses que celle-ci permet — exige que la réception du texte soit analysée et que l'avis du public soit mis en perspective. Cette partie aborde encore l'ouverture thématique de l'analyse de programme (par genre, classe sociale, sexualité...) et l'importance du genre télévisuel (aussi bien la *sitcom* ou le *soap-opéra* que la télé-réalité ou le drame policier), le tout richement documenté. Enfin, elle finit de manière très convaincante en pointant la perturbation provoquée par les services de *streaming* et Internet en général. Alors que les études télévisuelles ont toujours été motivées par l'analyse du pouvoir de la télévision et de son impact sociétal, les auteurs montrent que plus de programmation signifie moins de public et donc moins d'impact potentiel par *show* diffusé. Par ailleurs, ce processus d'individualisation grandissante est renforcé par la culture algorithmique qui réifie des communautés séparées, distinctes, et encourage les « bulles de filtre² ».
- 5 Le deuxième chapitre est consacré au public et à l'étude de réception. Gray et Lotz font ici état de l'évolution de la conception de l'audience, d'abord considérée comme aisément manipulable puis graduellement analysée comme plus interactive et critique, entre autres sous l'influence de Stuart Hall et de son modèle d'encodage et de décodage ainsi que de John Fiske qui voyait tout texte télévisuel comme potentiellement émancipatoire. Ici aussi les nombreuses contributions scientifiques mentionnées illustrent parfaitement la mutation de ces recherches qui ont tour à tour intégré les *fan studies* (et les pratiques de visionnage) puis Internet comme moyen dominant d'étude des audiences. En effet, entre les ballons d'essai lancés par les studios qui parfois adaptent leur évolution narrative aux réactions des *fans* et les nombreuses productions de ces derniers telles que les mêmes et autres *fanfictions*, la technologie a clairement changé les relations entre les programmes, l'industrie et le public. Enfin, moult nouvelles questions doivent être abordées dans les recherches à venir : quels sont les impacts des nouvelles pratiques de visionnage et les politiques d'investissement ou de diffusion dans ce nouvel environnement médiatique fragmenté ? Comment comprendre l'interaction entre structure et capacité d'action (des publics), entre idéologie, pouvoir et résistance au quotidien ? Dans ce contexte technologique globalisé, les études d'audiences se sont déjà tournées vers les questions d'identité et de communautés (réelles et virtuelles), mais beaucoup de travail reste à faire.

- 6 Dans une triangulation typique des *Cultural studies* — on renvoie ici à Paula Sauko, *Doing Research in Cultural Studies* (2003) —, les auteurs continuent logiquement leur ouvrage par une description de l'étude de l'industrie (culturelle de la télévision), car seule la prise en compte des trois pôles mentionnés et de leurs interactions permet une compréhension fine des textes et des phénomènes télévisuels. Cette étude de production inclut les studios, chaînes, conglomerats médiatiques et agences de régulation. Ici se pose adroitement la question du mandat et de l'objectif de la production télévisuelle. Le panorama est très complet, avec les questions administratives mais également les traditions critiques de l'industrie, depuis l'école de Francfort (Theodor W. Adorno et Max Horkheimer en tête de proue) jusqu'aux plus récentes études critiques des industries médiatiques (*critical media studies*) sans oublier les approches concurrentielles entre l'économie politique et les *Cultural studies*. Enfin, les questions actuelles de la télévision globale encouragée par la diffusion par Internet sont présentées. Parmi celles-ci, il vaut la peine d'épingler la fascinante étude de Marwan Kraidy (2010) portant notamment sur le rôle de la télé réalité en politique arabe, sur la difficile régulation due aux téléchargements Internet, sur les nombreuses questions relatives à la diffusion numérique et sur leur appropriation par les réseaux sociaux.
- 7 Enfin, ce tour de la question n'aurait pas été complet sans considérer l'importance que le contexte socio-spatio-historique peut jouer dans l'interaction entre texte, audience et industrie. Le contexte historique et celui de l'environnement culturel sont (théoriquement) présents, car il faut les aborder dans toute étude particulière pour comprendre le rôle social que peut exercer la télévision. Le développement important dans ce chapitre est celui du contexte d'étude ainsi que de l'évolution des objets scrutés et de l'intertextualité. Il est donc question de flux, de débordement, de transmédia, de convergence et de paratexte. Ce débordement — au sens large — amène les auteurs à se poser la question de la pertinence des études télévisuelles *stricto sensu* à l'heure transmédiatique. Ils observent dans leur conclusion que les beaux jours des études télévisuelles appartiennent au passé et que celles-ci doivent être intégrées aux études médiatiques. Il s'agit ici probablement du seul point moins convaincant de l'ouvrage : il va de soi que la télévision ne peut plus être analysée sans la prise en compte des aspects transmédiatiques, du rôle majeur d'Internet et des nombreux acteurs — dont les réseaux sociaux — dans la re-circulation des contenus, mais considérer les études télévisuelles comme une branche des études médiatiques semble aussi logique que peu précis eut égard aux nombreuses caractéristiques inhérentes à la télévision.
- 8 En résumé, nous avons ici à faire à une introduction aux études télévisuelles complète, actualisée et richement documentée. Naturellement, ce n'est pas étonnant de la part de Lotz, qui a produit deux des ouvrages les plus importants du domaine dans un passé récent — *Television Will Be Revolutionized* (2014) et le plus « anglé » *Redesigning Women. Television after the Network Era* (2006) —, ni de la part de Gray, une éminence en matière d'intertextualité, de paratextualité et de *fan studies*.

BIBLIOGRAPHIE

GRAY, Jonathan, Cornel SANDVOS et C. Lee HARRINGTON (dir.) (2017), *Fandom: Identities and Communities in a Mediated World*, 2^e édition, New York, New York University Press.

KRAIDY, Marwan (2010), *Reality Television and Arab Politics: Contention in Public Life*, Cambridge, Cambridge University Press.

LOTZ, Amanda D. (2006), *Redesigning Women. Television after the Network Era*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press.

LOTZ, Amanda D. (2014), *Television Will Be Revolutionized*, 2^e édition, New York, New York University Press.

PARISER, Eli (2011), *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You*, Londres, Penguin Books Ltd.

SAUKO, Paula (2003), *Doing Research in Cultural Studies*, Londres, Sage.

NOTES

1. Cet ouvrage répond à ces questions en retraçant l'histoire des études télévisuelles jusqu'au présent numérique pour offrir au lecteur novice l'histoire intellectuelle et les savoirs les plus notables du domaine (traduction de l'auteur).
2. *The Filter Bubble: What the Internet Is Hiding from You* (Pariser, 2011) est l'un des premiers ouvrages à mentionner ce concept.

AUTEURS

MATHIEU DE WASSEIGE

Mathieu de Wasseige est professeur à l'Institut des hautes études des communications sociales (IHECS), collaborateur scientifique à l'Université libre de Bruxelles et membre du Groupe interdisciplinaire de recherche sur les cultures et arts en mouvement (GIRCAM), Université catholique de Louvain. Courriel : mathieu.de.wasseige@galilee.be

Kirsten KOZOLANKA et Paul ORLOWSKI (2019), *Media Literacy for Citizenship, a Canadian Perspective*

Toronto, Canadian Scholars' Press

Jacques Rivet

RÉFÉRENCE

Kirsten KOZOLANKA et Paul ORLOWSKI (2019), *Media Literacy for Citizenship, a Canadian Perspective*, Toronto, Canadian Scholars' Press

- 1 Kirsten Kozolanka et Paul Orlowski réfléchissent au défi que pose le néolibéralisme à la conscience citoyenne à l'égard du rôle que jouent les médias dans la société, aujourd'hui. Ceux-ci utilisent leur pouvoir pour mettre en valeur des enjeux politiques, donner ou non une visibilité aux groupes sociaux, employer des expressions de langage qui marquent et encadrent les perceptions qu'a le public des débats courants. Les auteurs constatent qu'il y a plusieurs manières d'éduquer la conscience citoyenne aux diverses modalités de la pratique médiatique. Ils semblent privilégier de prime abord la production de connaissances permettant une compréhension de l'idéologie politique qui guide les grandes entreprises, propriétaires de médias : « Citizens must comprehend the major political ideologies in Canada and the US in order to become media literate. These ideologies are conservatism, liberalism, and social democracy » (p. xi). Cette entreprise d'éducation proposée par les auteurs est aussi empreinte d'une visée nettement idéologique : contrer le néolibéralisme. Par exemple, ils décodent le savoir-faire langagier des médias, hypothétiquement au service de leurs entreprises propriétaires, pour souligner l'usage de l'expression « tax relief » plutôt que « tax cuts » dans leur discours public : « It is important for citizens to understand the power inherent in these word plays » (p. 3).
- 2 Dans cette entreprise d'éveil de la conscience citoyenne à l'égard du savoir-faire de l'*establishment* médiatique, les médias alternatifs sont appelés en renfort dans le but de

« construire une société inclusive ». Une importante question est posée : ceux-ci peuvent-ils toucher un public assez large et diffuser des informations susceptibles de rendre plus efficaces les activités des mouvements sociaux ? Avant d'y réfléchir plus longuement, on décrit l'*establishment* médiatique canadienne en termes de part du marché et de médias spécialisés. Un constat est fait : les points de vue marginaux attirent peu l'attention des médias traditionnels. Lorsque c'est le cas, ces points de vue obtiennent une couverture moins importante et moins favorable. Les auteurs se réfèrent à la recherche de Hackett et Gruneau (2000) pour constater que les nouvelles de l'*establishment* médiatique mettent surtout l'accent sur les célébrités, les indésirables et les puissants. Ils affirment que les mouvements sociaux ont besoin de la communication publique (Hackett et Carroll, 2004) pour se faire valoir. Les médias alternatifs n'ont pas les ressources des médias traditionnels pour participer de manière adéquate et complémentaire à cette communication. Leur influence est contrainte et limitée en dépit de leur présence diversifiée au Canada, présence soulignée par une liste de médias alternatifs avec une description de leur identité d'entreprise respective.

- 3 L'ouvrage aborde ensuite les changements qui affectent le journalisme contemporain et leurs conséquences sur la pratique active de la citoyenneté et sur la dynamique de la démocratie. Il démontre qu'une démocratie vivante exige que les médias traditionnels investissent dans la pratique du journalisme d'investigation en se basant sur un éthos de l'éthique (« An ethos of ethics ») : « A vibrant democracy requires a mainstream media committed to investigative journalism based on an ethos of ethics »¹ (p. xiii). Le rôle des médias sociaux est examiné dans la perspective de leur apport à la vivacité de la démocratie. Plusieurs cas sont cités en exemples. Un cas observé au Danemark présente Facebook comme servant d'outil de conversation entre des parlementaires et des citoyens. En outre, les auteurs mettent en garde contre une vision idyllique du rôle des médias sociaux en tant qu'instruments du renouveau démocratique. Ils rappellent que ces médias servent efficacement la publicité et le marketing des entreprises. Et que la prolifération des *fake news* s'est grandement accrue en raison de leur existence. Puis, il y a aussi les « faits alternatifs » qui sont, en fait, des mensonges « objectivants » pourrait-on dire, c'est-à-dire qui donnent l'impression de soutenir des récits objectifs de la réalité. Il faut donc que l'éducation à la citoyenneté aille au-delà de l'accroissement de la conscience citoyenne à l'égard de la pratique médiatique, particulièrement par l'analyse des idéologies sur lesquelles elle repose. Les citoyens doivent pouvoir désormais repérer les nouvelles basées sur des faits véritables et les distinguer des fausses nouvelles issues de mensonges flagrants.
- 4 Le rôle de la BBC au Canada et la question des informations sur les changements climatiques sont discutés dans la perspective de l'unité nationale pour l'un et du degré de connaissance scientifique populaire pour l'autre. L'étendue et la fréquence de la représentation autochtone dans les médias ne sont pas oubliées. Depuis les événements de septembre 2001, il est constaté que l'apport diplomatique du Canada comme gardien de la paix dans le monde est occulté par des informations publiques qui portent sur ses interventions militaires dans la foulée de celles des États-Unis. En envisageant l'avenir de la pratique du journalisme au Canada, Kozolanka et Orłowski prédisent que sa force et son dynamisme reposeront sur une conscience citoyenne accrue de ses modalités professionnelles et éthiques d'exercice : « [...] a strong democracy along with public trust will always demand good journalism, and good journalism needs to be based on the strength and caliber of media literacy » (p. 225).

BIBLIOGRAPHIE

HACKETT, Robert A. et William K. CARROLL (2004), « Critical social movements and media reform », *Media Development*, 51: 14-19.

HACKETT, Robert A. et Richard GRUNEAU, avec Donald GUTSEIN, Timothy A. GIBSON et NEWSWATCH CANADA (2000), *The Missing News: Filters and Blind Spots in Canada's Press*, Toronto, University of Toronto Press.

NOTES

1. L'*American Heritage Dictionary* donne la définition suivante de la notion d'éthos : « The disposition character, or fundamental values peculiar to a specific person, people, culture or movement. » S'agirait-il de « valeurs propres » à l'éthique de l'investigation journalistique ?

AUTEURS

JACQUES RIVET

Jacques Rivet est professeur au Département d'information et de communication, Université Laval. Courriel : Jacques.Rivet@com.ulaval.ca

Jason LEE (2018), *Nazism and Neo-Nazism in Film and Media*

Amsterdam, Amsterdam University Press.

Quentin Janel

RÉFÉRENCE

Jason LEE (2018), *Nazism and Neo-Nazism in Film and Media*, Amsterdam, Amsterdam University Press.

- 1 Dans *Nazism and Neo-Nazism in Film and Media*, Jason Lee avance l'hypothèse selon laquelle les médias, dont le cinéma, contribuent à normaliser les idées et les symboles liés au nazisme et au néonazisme. En multipliant les références à l'Allemagne hitlérienne et à ses descendantes, les médias auraient permis à l'idéologie nazie et à ses représentations de s'imposer au cœur de l'espace public. L'ouvrage s'inscrit dans un contexte de résurgence des idées d'extrême droite à travers le monde, notamment illustrée par l'élection de Donald Trump en 2016. Lee revient régulièrement sur cet événement au cours de la démonstration, de manière à souligner la pertinence et l'actualité des questions qu'il aborde.
- 2 Dès le premier chapitre, Lee développe la thèse principale selon laquelle les cultures nazies et néonazies, souvent présentées comme extrêmes, ont en fait intégré la norme. Il expose le rôle des médias dans ce processus en utilisant l'exemple des tueries de masse commises par des individus d'extrême droite et la façon dont leur cadrage médiatique diffère des attentats terroristes perpétrés par des musulmans. Selon lui, l'utilisation de l'imaginaire du loup solitaire, psychologiquement dérangé, par opposition à la cellule terroriste organisée, renforce la normalisation des mouvements d'extrême droite, notamment en Occident, en occultant l'idéologie qui les encourage. L'auteur précise sa proposition dans les chapitres 2 et 3 par une multitude de courtes analyses sur différents films, émissions télévisées et autres courants artistiques liés au cinéma d'exploitation.

- 3 Dans le chapitre 2, Lee avance que le renouveau de la nazisexploitation a favorisé une forme de pornographie nazie qui met en scène de façon outrageuse toute l'iconographie du III^e Reich. La présence accrue des symboles nazis dans ce cinéma de niche, puis dans le cinéma plus classique, a causé une banalisation et une désensibilisation du public à l'endroit de cette esthétique. De plus, la multiplication de films et de documentaire mettant en scène des nazis ou des néonazis peut, selon l'auteur, inspirer de vrais groupes fascistes, même lorsque l'éclairage du document reste négatif.
- 4 Le chapitre 3 reprend ce type d'argument en se focalisant plus spécifiquement sur le genre comique. Là encore, Lee propose une litanie d'exemples de la ridiculisation des nazis, et plus particulièrement d'Hitler. Il montre comment la récupération humoristique de mythes sur la virilité ou la sexualité du Führer sert à se moquer de lui. Si ce cadrage permet de créer une distance entre le public et ce personnage construit comme un autre monstrueux, il tend aussi à intégrer le nazisme et le néonazisme comme éléments normaux et communs de l'espace public. De plus, en se concentrant sur des traits individuels ou des caricatures extrêmement exagérées, la symbolique entourant ces mouvements se voit détachée de son idéologie, qui passe au second plan dans le traitement humoristique et intègre insidieusement l'imaginaire collectif.
- 5 Étrangement, le chapitre 4 s'éloigne de l'analyse médiatique pour se plonger dans des réflexions philosophiques mobilisant tour à tour Hegel, Baudrillard, Bergson ou encore Levinas. Bien qu'il s'ouvre sur la thématique du fonctionnement médiatique et de la perte de sens entraînée par l'orientation très événementielle de la télévision, le texte se perd ensuite quelque peu dans diverses considérations sur l'histoire, la vérité, l'irrationalité et le postmodernisme. En plus d'être relativement difficile d'accès pour quiconque n'est pas familier avec ces auteurs, cette partie trouve difficilement sa place à la suite de l'analyse entamée dans les chapitres précédents. De même, on peine à voir un lien avec le chapitre suivant, qui traite de la mondialisation du phénomène décrit jusqu'alors.
- 6 Dans le chapitre 5, Lee présente une collection de mouvements d'extrême droite à travers le monde, du Pérou à la Malaisie, en passant par Taïwan et la France. Selon lui, la mondialisation et l'influence de la culture américaine participent à la propagation d'idéologies et de symboles dans des contextes très différents. Bien qu'adaptés aux contextes locaux, ces mouvements partagent un rejet de la différence et une volonté de renfermement sur soi.
- 7 L'auteur expose, au dernier chapitre, deux exemples supplémentaires de la mondialisation du nazisme et du néonazisme. Tout d'abord, il évoque le succès international des films et des documentaires racontant le phénomène des chasseurs de nazis, qui témoigne de l'importance de la question nazie à travers le monde. Il consacre ensuite quelques pages au phénomène vidéoludique et à la place du nazisme en son sein. Reconnaisant le caractère global des jeux vidéo, il cite quelques exemples maintes fois analysés (les sagas *Call of Duty* ou *Wolfenstein*) pour conclure que l'existence de jeux sur la thématique nazie prouve la prégnance mondiale de ce sujet. L'ouvrage se termine par une brève analyse des événements politiques récents aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Tout en soulignant le rôle des médias dans la banalisation des idées racistes (les musulmans seraient les nouveaux Juifs), Lee concède l'impossibilité de mesurer l'effet direct de la couverture médiatique sur le vote des Étatsuniens et des Britanniques. Si la responsabilité directe des médias est évoquée, l'analyse s'aventure

rarement plus loin qu'une reprise des éléments classiques de l'école critique, faisant des médias les outils de propagande de l'État. On touche ici une des limites fondamentales de son travail, qui prétend démontrer la banalisation d'idées par l'intermédiaire des médias sans pouvoir prouver les effets réels de ces derniers.

- 8 Malheureusement, le manque de profondeur et de clarté grève le travail de Lee tout au long du livre. La première partie, bien que directement liée à la problématique, se contente trop souvent d'égrainer un ensemble d'œuvres culturelles contenant des éléments nazis et néonazis, sans qu'on comprenne bien ce que l'auteur cherche à montrer. Seuls quelques cas d'étude, comme celui sur *The Reader*, entrent plus en détail dans l'analyse sémiotique à proprement parler. Même le chapitre 3 sur la comédie et le nazisme se termine sur des considérations psychanalytiques mal amenées, mobilisant Julia Kristeva pour tenter de comprendre la réaction des cibles du comique. Plus problématiques, les chapitres suivants s'éloignent clairement de la représentation de l'extrême droite dans les médias et de sa banalisation subséquente. En l'absence d'un fil conducteur clair, l'accumulation des citations philosophiques, des descriptions sommaires de processus complexes et des anecdotes et exemples en lieu d'arguments peut égarer le lecteur. La référence permanente à Donald Trump, bien que pertinente, tend à affaiblir le propos général en faisant du cas spécifique étatsunien un idéaltype autour duquel toute l'analyse s'articule. Celle-ci se tient lorsque Lee montre l'influence des références nazis et néonazis sur la construction de la candidature et de la présidence de Trump, mais elle néglige de prendre en compte les spécificités nationales des extrêmes droites abordées par ailleurs.
- 9 Ainsi, malgré une introduction qui se prévaut de toute automaticité et de toute exhaustivité dans l'analyse, on ne peut que rester sur sa faim à la lecture de l'ouvrage de Lee, qui aurait bénéficié du traitement plus approfondi d'un nombre réduit de sources. Partant d'un sujet extrêmement pertinent, et proposant une problématique plus que jamais d'actualité sur le poids des médias dans la banalisation des extrêmes, l'ouvrage manque de cohérence globale et d'une méthodologie claire. Après trois premiers chapitres critiquables mais prometteurs, l'auteur s'éparpille et perd de vue son sujet, essayant de condenser en une centaine de pages une réflexion philosophique globale, une analyse transnationale de l'extrême droite et une hypothèse peu soutenue sur les jeux vidéo. Faute d'une ligne directrice, l'argument majeur apparaît peu convaincant malgré une prémisse intellectuellement stimulante.

AUTEURS

QUENTIN JANEL

Quentin Janel est candidat au doctorat en science politique à l'Université du Québec à Montréal et chercheur associé au Laboratoire d'analyse de la communication politique et de l'opinion publique (LACPOP). Courriel : Janel.quentin@gmail.com

Bertrand LEGENDRE (2019), *Ce que le numérique fait aux livres*

Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Communication, Médias et Société ».

Olivier Thuillas

RÉFÉRENCE

Bertrand LEGENDRE (2019), *Ce que le numérique fait aux livres*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, Coll. « Communication, Médias et Société ».

- 1 Les industries culturelles connaissent depuis le début des années 1990 un bouleversement très important lié à la place grandissante du numérique, bouleversement qui concerne à la fois la création, la production, la diffusion et la consommation des contenus culturels. Le secteur du livre a déjà fait l'objet de plusieurs ouvrages synthétiques concernant cet impact du numérique sur l'ensemble de la filière, comme celui de Christian Robin (2011) ou plus récemment de Françoise Benhamou (2014). C'est au tour d'un des plus grands spécialistes du secteur de l'édition, Bertrand Legendre, de tenter de dresser un état des lieux complet des mutations opérées dans ce secteur à l'ère du numérique. Il est directeur du laboratoire des Sciences de l'information et de la communication (LabSIC) de l'Université Paris 13 et du laboratoire d'excellence Industries culturelles et création artistique (ICCA). Ses recherches portent depuis le milieu des années 1980 sur l'évolution du secteur du livre et de l'édition. Responsable du master Politiques éditoriales de l'Université Paris 13, le professeur de sciences de l'information et de la communication est particulièrement bien placé pour saisir et analyser les mutations en cours dans le secteur de l'édition.
- 2 L'ouvrage assez court apporte un regard nouveau et précis sur les mutations en cours dans l'édition, dans ses rapports avec les bouleversements numériques. L'organisation de l'ouvrage est originale puisqu'elle écarte une analyse chronologique ou sectorielle des mutations et privilégie une approche transversale autour de trois questions qui forment l'armature de sa démonstration : « Tous auteurs ? Tous éditeurs » (chapitre 1),

« Tous critiques ? Tous promoteurs ? » (chapitre 2) et « Une redistribution des cartes » (chapitre 3).

- 3 Le premier chapitre apporte un éclairage précis sur deux phénomènes qui connaissent de profondes mutations : l'autopublication et l'édition numérique. Concernant le premier, Legendre analyse ce qu'il appelle un « brouillage des limites entre fonction éditoriale et fonction auctoriale » (p. 65). Il rappelle que, si le phénomène n'est pas nouveau dans l'édition, la place prise par les plateformes numériques d'autopublication est telle qu'elle a un impact réel sur les pratiques des éditeurs traditionnels, en particulier en littérature. Il pointe deux tendances qui apportent un regard renouvelé sur le secteur : la première est celle de l'autopublication considérée de plus en plus par les éditeurs comme un banc d'essai qui leur permet de repérer sur les plateformes collaboratives les auteurs ayant un potentiel de lecteurs important. Les plateformes pourraient ainsi, à terme, remplacer en partie le service des manuscrits, qui est une charge importante dans les maisons d'édition, quand très peu de manuscrits reçus par ce biais sont finalement publiés. La deuxième tendance pointée par l'auteur est celle du contournement en cours des instances de légitimation : l'autoproduction littéraire en numérique permet un rapport décomplexé à l'écriture et à la lecture, avec une place plus importante donnée aux « littératures de l'imaginaire » (*fantasy*, science-fiction, dystopie, littérature *young adult*...) et à la dimension divertissante de la lecture et de l'écriture. L'auteur, qui a soutenu sa thèse (1998) sur les processus de légitimation du livre de poche, compare ce phénomène au développement du livre de poche dans les années 1960 en montrant comment ce dernier a contourné les instances traditionnelles de légitimation en s'appuyant sur des succès importants en matière de ventes et de succès publics. Produit industriel avant d'être un produit culturel, le livre numérique autoproduit trouve en effet sa place au sein de l'édition traditionnelle chaque fois qu'il montre un potentiel commercial important.
- 4 Après l'étude détaillée de ce que le numérique fait au secteur de la littérature, Legendre montre que le développement du livre numérique ne se fait pas à la même vitesse et avec la même ampleur dans tous les secteurs éditoriaux. Il détaille ainsi les situations très différentes et parfois contradictoires que l'on retrouve dans les secteurs de l'édition scolaire, de l'édition de savoirs, du livre illustré, de la bande dessinée, du livre pour la jeunesse et du livre d'art. C'est tout le mérite de cette analyse précise de chacun des secteurs : montrer que le livre numérique bouleverse de manière très différente le secteur des savoirs, qui a largement renoncé au papier, et les secteurs du livre d'art ou de la jeunesse, qui restent très majoritairement publiés en version papier.
- 5 Le deuxième chapitre, intitulé « Tous critiques ? Tous promoteurs ? », aborde la question de la dilution ou de la dissémination de la critique dans la fonction promotionnelle induite par le développement des réseaux sociaux numériques. S'appuyant sur les travaux récents de chercheurs, en particulier en sociologie de la culture, Legendre rappelle les enjeux liés au risque de perte d'indépendance des nouveaux influenceurs, relativise ce qui est généralement dit de la diversification des titres chroniqués sur les réseaux sociaux et rend compte des analyses récentes sur le poids grandissant des « booktubers ». L'auteur ouvre d'intéressantes perspectives de recherche en se demandant si ce poids de la promotion et de la recommandation en ligne ne donnerait pas une nouvelle chance à une médiation « humaine » et de proximité telle qu'elle est, au sens propre du terme, incarnée par les libraires et les bibliothécaires.

- 6 Le troisième et dernier chapitre dresse un panorama des mutations en cours dans l'édition en montrant combien cette filière est perméable aux évolutions des autres filières des industries culturelles, en particulier l'audiovisuel et les jeux vidéo. Il rappelle aussi que les mastodontes des industries de la communication, au premier rang desquels on trouve les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), s'imposent de plus en plus aux producteurs de contenus en général et aux éditeurs de livres en particulier. Le grand apport de cette troisième partie réside dans la typologie que l'auteur tente de dresser de l'évolution de la répartition de la valeur dans la commercialisation du livre numérique. Si cette répartition de la valeur pour le livre papier est assez stable, Legendre montre que la chaîne du livre numérique n'obéit pas à un modèle unique. Au contraire, il propose six modèles de répartition de la valeur en fonction de la place et de l'existence ou non des acteurs dans la chaîne du livre numérique : auteur, éditeur, plateforme, e-distributeur, opérateur téléphonique, libraire. Chacun de ces modèles, même s'il peut apparaître instable, correspond à des pratiques comme le compte d'auteur à l'ère numérique, les ventes aux bibliothèques ou la commercialisation d'ouvrages scientifiques. Tout en montrant comment les rôles de plusieurs de ces acteurs tendent à s'hybrider, l'auteur montre bien le rôle primordial pris par l'acteur qui maîtrise la fonction d'intermédiation entre la production et la consommation des contenus.
- 7 S'il répète à plusieurs reprises que les bouleversements induits par les mutations numériques sont toujours en cours et qu'il est difficile d'en tirer des conclusions pour les années à venir, Legendre pose dans cet ouvrage les jalons précieux de recherches à venir. Le livre, plongé dans l'univers numérique, va-t-il devenir une industrie de l'*entertainment* comme une autre ? Les contenus éditoriaux n'auront-ils de valeur que s'ils sont assimilables à des données susceptibles de nourrir des plateformes ? Gardant toujours une perspective critique propre à l'économie politique de la communication dont il est issu, le directeur du LabSIC pose clairement les enjeux et répond régulièrement à ses propres questions par d'autres questions préférant, en bon Normand qu'il est, aux certitudes et aux avis tranchés la finesse de l'analyse et la présentation pondérée des avis contradictoires. Les Normands ont effet la réputation de se refuser à choisir entre deux options et de peser longuement le pour et le contre sans parvenir à trancher.

BIBLIOGRAPHIE

BENHAMOU, Françoise (2014), *Le livre à l'heure numérique : papier, écrans, vers un nouveau vagabondage*, Paris, Éditions du Seuil.

LEGENDRE, Bertrand (1998), *L'édition du livre de poche en France : étude des logiques d'innovation et des processus de légitimation dans une industrie culturelle*. Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication sous la direction de Bernard MIÈGE, Université de Grenoble 3.

ROBIN, Christian (2011), *Les livres dans l'univers numérique*, Paris, La Documentation française.

AUTEURS

OLIVIER THUILLAS

Olivier Thuillas est maître de conférence en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris-Nanterre. Courriel : olivier.thuillas@parisnanterre.fr

David LYON (2018), *The Culture of Surveillance*

Cambridge, Polity Press

Edmondo Grassi

RÉFÉRENCE

David LYON (2018), *The Culture of Surveillance*, Cambridge, Polity Press

- 1 De l'échange de courriels aux messages sur les réseaux sociaux en passant par les photos, les vidéos pour enregistrer des données et, encore une fois, les recherches effectuées sur Google, les achats sur Amazon, les applications de rencontres ou de divertissement, l'individu de la société contemporaine a décidé de laisser une trace de chacun de ses mouvements, champs d'intérêt, rêves ou peurs dans les mailles de la technologie et de la numérisation.
- 2 L'importance de ce dernier livre de David Lyon, l'un des plus éminents spécialistes en matière de surveillance, se situe dans sa capacité d'analyse sociologique critique d'une société contemporaine où ce ne sont pas les multinationales qui nous espionnent, mais l'individu lui-même qui révèle toutes ses nuances, fissures, fentes, opérant la rupture entre public et privé : l'annihilation de cette frontière s'effectue au moyen de pratiques quotidiennes plus ou moins intentionnelles. Le résultat est la démonstration de la façon dont le contrôle numérique, en raison de la quantité de données partagées, peut être manipulé afin de remédier aux carences sociales, jusqu'à devenir un instrument de croissance et d'amélioration de l'individu reconnaissant un résultat éthique et axé sur les valeurs.
- 3 Elias Canetti, dans *Massa e Potere* (2015), a déclaré que le pouvoir contenu dans son noyau le plus protégé et le plus intime était le secret, un instrument permettant d'exercer une influence coercitive sur l'autre, sur le citoyen, sur les masses, de manipuler les connaissances et toutes les pratiques connexes. De l'étymologie latine *secretum*, nous voyons la nécessité de dissimuler, de mettre de côté, de séparer de ce qui

est public et cet élément donné et, par conséquent, de rendre les arcanes inconnus et inconnaisables, car c'est le détenteur du pouvoir qui peut les utiliser de façon appropriée. Ces observations s'effondrent dans le dernier roman de Dave Eggers, *The Circle*, que Lyon utilise comme exemple d'avenir imaginaire, dans lequel un réseau de réseaux sociaux sera diffusé pour connecter le plus grand nombre possible d'utilisateurs entre eux, fondant le projet sur l'idée de transparence totale pour la création d'un monde plus sûr où les secrets sont considérés comme des mensonges et le partage maximal de soi est synonyme de souci de l'autre et de la société. C'est le lieu où la scission entre le pouvoir souverain et son exercice correspond à la création de l'exception et de son État.

- 4 Lyon, s'appuyant sur la structure du *Circle*, mène une recherche minutieuse et approfondie qui le conduit à affirmer comment, à l'ère de l'artificialisation de la société, les pratiques de surveillance sur la sphère privée et les pratiques de communication n'ont plus aucun filtre ni obstacle, comment ces pratiques sont omniprésentes dans toutes les activités individuelles et sociales, ce qui se remarque par l'analyse approfondie de l'environnement réel ainsi que du contexte numérique. Dans cette perspective, la surveillance des États et celle des multinationales ne se distinguent plus, parce que ce sont ces dernières qui dictent les règles futures pour la conception des activités de suivi, règles que les premiers incorporent de manière presque passive.
- 5 Le premier aspect qui ressort de cette réflexion est que le développement de la société de l'information a rendu plus difficiles des aspects tels que la participation démocratique et la manifestation de la personne, attirant de manière perverse l'attention sur la liberté d'expression, l'accès au savoir, l'utilisation d'outils analytiques, la justice privée et publique, puisque, comme le dit Ed Finn, « nel nostro presente fantascientifico gli esseri umani sono processori che gestiscono semplici compiti assegnati da un apparato algoritmico¹ » (2018 : xix).
- 6 Le concept de culture de surveillance ne doit pas être compris comme un changement de cap, mais comme un élément d'accent mis sur le développement technologique et son absorption sociale, dans la mesure où la même « creatività culturale non si manifesta a ritmo costante, ma con straordinari picchi e ricadute² » (Griswold, 2018 : 97). L'aspect caractéristique est que « the focus is on surveillance in everyday life rather than, primarily, in the octopus tentacles of global intelligence and policing networks or the subtle and seductive sirens of corporate marketing³ » (p. 2).
- 7 Par exemple, dans l'analyse des mégadonnées, le flux d'informations non seulement se produit d'un sujet à l'autre, dans un rapport de force horizontal, mais surtout il acquiert la capacité de répandre sa pénétration où il le souhaite, montrant ainsi que la réalité de la personne est, à présent, superposable à sa dimension numérique, grâce à une « comunicazione privata diventata un bene di consumo [e] l'economia non gira più seguendo il movimento di merci e di monete, bensì attorno ai flussi d'informazione⁴ » (Ainis, 2018 : 53).
- 8 Comme l'indique Bodei, chaque individu est le résultat d'un corps biologique issu d'un héritage génétique spécifique passé et d'une série d'outils culturels exogènes décomposés lorsque l'individualité est traitée à l'aide d'outils tels que la politique et la science. Ce sont des dispositifs qui pénètrent dans l'individu et le rendent plus vulnérable aux pressions de la société et de ses forces économiques, financières et consuméristes, soutenues et renforcées par deux aspects sur lesquels Lyon met l'accent dans la surveillance du XXI^e siècle : « [...] the truism that surveillance is an everyday fact

of life [...] we engage, from within, in many contexts [and] the kinds of data now circulating in greater volume [...] than ever are tremendous interest to a growing range of actors⁵ » (p. 4). Ces deux éléments, qui se rejoignent dans une relation bidirectionnelle et dialogique, désarticulent et divisent la complexité de l'identité en un monolithe sur lequel il est possible de graver n'importe quel slogan publicitaire, politique ou économique, en faisant en sorte que le sujet social le perçoive comme un libre choix.

- 9 Le réseau de surveillance a renforcé ses intrigues depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis et depuis 2013 avec l'affaire Assange, la base de données Wikileaks et le Datagate qui ont révélé les interceptions et l'espionnage mis en place par la NSA (National Security Agency). L'attention portée à la protection de la vie privée et à la surveillance a augmenté de manière exponentielle, car un dispositif a été déclenché sur le plan social, ce qui a accru le sentiment de privation de liberté et d'intimité personnelle. Dans l'espace qui trouve son prolongement infini dans l'immanence du numérique, Lyon déclare même que « surveillance is no longer merely something external [...] it is also something external that everyday citizens comply with [...] even initiate and desire⁶ » (p. 9).
- 10 L'analyse minutieuse réalisée montre que, dès le premier chapitre, nous pouvons déduire une corrélation parfaite et immanente entre la culture de la surveillance et la modernité numérique — une période qui englobe l'Occident des 250 dernières années, du capitalisme industriel à la démocratie libérale, la large diffusion des médias de communication qui ont créé la structure pour l'avènement d'internet et la nécessité d'être toujours présent et actif —, ce qui l'a poussée vers une société qui est venue pour câbler les infrastructures de ses propres villes, en les rendant intelligentes par le signal sans fil et l'échange constant avec les téléphones intelligents des citoyens et les multiples outils numériques, jusqu'à « amare le folle, le moltitudini, [che] vuol dire comprendere, sin nella propria più intima percezione, l'irresistibile divenire democratico delle nostre società moderne; e vuol dire anche odiarlo⁷ » (Zaoui, 2015 : 98).
- 11 Profitant des études de Haggerty et Ericson, Lyon déclare que ce réseau de surveillance atteint le point de capturer le flux « of what we might call body data, turning them into highly fluid and mobile data doubles⁸ » (p. 33) ou, selon le point de vue de Zuboff, « the new surveillance capitalism of internet companies systematically erodes what was left of mutual and contractual relationships between firms and both their production workers and their consumers⁹ » (p. 33).
- 12 Les critiques adressées aux études de Michel Foucault, dans lesquelles la discipline et la surveillance sont séparées, constituent une autre note d'intérêt. Lyon décrit les étapes de la fusion, de la mutation et de la consolidation des deux concepts permettant de réaliser une séparation chirurgicale entre politique et pouvoir. À ces deux éléments, il faut ajouter un troisième, celui de la culture. Dans ce contexte, la surveillance intervient silencieusement et se greffe sur le corps du social, montrant de multiples facettes et une forte capacité à adhérer à la vie quotidienne de la personne, alors que « there is a growing awareness that watching and being watched are part of a whole way of life¹⁰ » (p. 51).
- 13 Cet aspect est résumé dans l'expression « de la commodité à la conformité », révélant comment, en partie, l'individu échappe à l'oubli du conditionnement simpliste qui façonne ses choix, en percevant la surveillance numérique comme un aspect pouvant le

stimuler, le transformer et donner de nouvelles perspectives en donnant accès à la satisfaction immédiate ou différée des besoins et désirs légitimes ou nécessaires à l'épanouissement personnel. Ce flux d'images, de sensations, de pensées, de mots peut devenir un courant capable de montrer ce que devient l'être humain et ce qu'il pourrait devenir sans pour autant tomber dans le piège de petites utopies construites sur le seul imaginaire. La manière dont le développement des nouvelles technologies et leur présence dans le corps social prennent leur élan devrait être régie par un appareil éthique commun, par des éléments importants pour le bien-être social de la communauté. Cela est également renforcé par la sélection stimulante et minutieuse de cas rassemblés par Lyon, tels que la « manipulation émotionnelle » menée par Facebook en 2013, la description du chemin de sécurité d'un grand aéroport, l'utilisation du logiciel Zodiac¹¹, jusqu'à Facial Recognition Technology¹² et à l'exemple de Songdo¹³ en tant que ville intelligente. À travers ces exemples, il apparaît que l'utilisation de données à caractère personnel est axée sur le suivi et la surveillance du sujet qui les produit. L'être humain utilise à son tour une série d'appareils technologiques qui évoluent de plus en plus vite, comme s'ils agissaient « con una certa autonomia. Perciò non solo vengono utilizzati, ma soprattutto bisogna comprendere le loro attività. Il nostro agire si trasforma sempre di più in un interagire¹⁴ » (Fabris, 2018 : 35) qui crée et développe de nouveaux environnements dans lesquels les informations ne sont plus transmises uniquement d'homme à homme, mais commencent à devenir des données échangées de machine à machine. Cet ensemble de techniques et les pratiques culturelles qui en découlent déclinent la dimension nationale et permettent d'atteindre la gestion de la vie urbaine avec une technologie du soi et de l'environnement axée sur la surveillance, car « il sogno che risiede nel cuore delle smart city non è altro che un sogno di controllo [...] tutta una serie di dispositivi in rete è stata dispiegata nello spazio pubblico per raccogliere informazioni¹⁵ » (Greenfield, 2018 : 49).

- 14 C'est une dimension dans laquelle la volonté de l'individu d'ordonner, d'organiser, de concevoir et de protéger sa vie se manifeste de manière prépondérante : le téléphone intelligent est devenu une prothèse externe du corps humain et de ses actions ; également grâce à une esthétique, cette fonctionnalité, qui est intimement liée à l'être, la transforme en un réseau de données traitées par l'intelligence d'un algorithme. La surveillance n'est plus reléguée au sommet du pouvoir, mais devient commune, populaire, l'instrument de l'individu sur lui-même et sur l'autre. Regarder et être regardé est technologiquement un besoin naturel d'atteindre ses objets de désir, d'un narcissisme extrême et d'une sculpture de soi basée sur le principe de l'être et de ne pas être ce qu'il est vraiment et « what was once considered private is now shared in the public realm¹⁶ » (p. 123).
- 15 L'individu, conscient de ces éléments, ne peut plus concevoir la technologie et ses progrès comme le développement d'un objet détaché du contexte, mais comme un « tipo definito [che] si sviluppa solo sotto forma di rete, e di rete selettiva che comporta delle vie di comunicazione e le loro installazioni¹⁷ » (Simondon, 2017 : 61), indiquant que le seul véritable chemin de progrès repose sur une structure réticulaire. Le panoptique de Bentham, symbole du pouvoir de contrôle de la souveraineté, a conduit à une surveillance non exercée par l'État, mais par un contrôle omniprésent du citoyen : comme l'a dit Deleuze, nous sommes passés de la souveraineté à la discipline, de l'individu en particulier à un échantillon statistique de traitement de données. De cette

manière, l'acteur social individuel a plus de chances de contrôler son pair, en observant et en notant des comportements hypothétiques s'écartant de la norme dominante.

- 16 L'étude menée par Lyon présente un grand intérêt pour sa capacité à plonger dans la profondeur des événements quotidiens, des actions menées par l'individu au sein de sa société, du suivi des consommateurs à ses goûts alimentaires, en passant par ses préférences culturelles, ses loisirs et le sport, jusqu'au suivi de toutes ses fonctions vitales, révélant une structure rhizomatique, réticulaire et anti-structurelle. À l'ère du *big data* et de l'intelligence artificielle, on déclenche ainsi une rhétorique utopique et dystopique : un outil puissant pour découvrir et reprogrammer la vie sociale, d'une part, et un flux sinueux qui envahit la vie privée du sujet, d'autre part. Lyon, après une analyse minutieuse, conclut son travail en affirmant que « things do not have to continue as they are at present [and] the doctrine of technological inevitability is false because doing technology is a human endeavour and is socially shaped¹⁸ » (p. 197), puisque « la vera utopia è caratterizzata da [...] uno spazio sociale al di fuori dei parametri esistenti [...]. Utopico è il gesto che cambia le coordinate del possibile¹⁹ » (Zizek, 2005 : 122).
- 17 Le texte peut être considéré comme une réflexion sur la collectivité du corps social et ses évolutions, adressée à la fois aux experts du domaine et aux personnes intéressées par le sujet. Lyon donne un autre volume de contenus et d'expériences qui enrichissent la réflexion sociologique en utilisant des références à différentes disciplines pour démontrer qu'il n'est pas nécessaire d'être soumis à une surveillance répressive, mais grâce à la technologie, il est possible d'espérer la renaissance de l'être.

BIBLIOGRAPHIE

AGAMBEN, Giorgio (2018), *Homo Sacer*, Roma, Quod Libet.

AINIS, Michele (2018), *Il regno dell'uroboro*, Milano, La nave di Teseo.

BODEI, Remo (2009), *Destini personali*, Milano, Feltrinelli.

BOBBIO, Norberto (1990), *L'età dei diritti*, Torino, Einaudi.

FABRIS, Adriano (2018), *Etica per le tecnologie dell'informazione e della comunicazione*, Roma, Carocci.

FLORIDI, Luciano (2014), *The Fourth Revolution. How the Infosphere Is Reshaping Human Reality*, Oxford, Oxford University Press.

FINN, Ed (2018), *Cosa vogliono gli algoritmi*, Torino, Einaudi.

GREENFIELD, Adam (2017), *Tecnologie radicali*, Torino, Einaudi.

GRISWOLD, Wendy (2018), *Sociologia della cultura*, Bologna, Il Mulino.

SIMONDON, Gilbert (2017), *Sulla tecnica*, Napoli-Salerno, Orthotes.

ZAOU, Pierre (2013), *L'arte di scomparire*, Milano, ilSaggiatore.

ZIZEK, Slavoj (2005), *Distanza di sicurezza*, Roma, Manifestolibri.

NOTES

1. dans notre science-fiction, l'être humain est un processeur qui gère des tâches simples, attribuées par un appareil algorithmique (traduction de l'auteur).
2. créativité culturelle ne se manifeste pas à un rythme constant, mais avec des sommets et des retombées extraordinaires (traduction de l'auteur).
3. l'accent est mis sur la surveillance dans la vie quotidienne plutôt que, principalement, sur les tentacules de pieuvre des réseaux mondiaux de renseignement et de maintien de l'ordre ou sur les sirènes subtiles et séduisantes du marketing d'entreprise (traduction de l'auteur).
4. communication privée devenue un bien de consommation [et] l'économie ne tourne plus en suivant le mouvement des biens et des pièces, mais autour des flux d'informations (traduction de l'auteur).
5. le truisme selon lequel la surveillance est une réalité, les faits quotidiens de la vie [...] nous nous engageons, de l'intérieur, dans de nombreux contextes [et] les types de données qui circulent maintenant [...] en plus grand volume que jamais ont un intérêt considérable pour un nombre croissant d'acteurs (traduction de l'auteur).
6. la surveillance n'est plus simplement quelque chose d'extérieur [...], c'est aussi quelque chose d'extérieur que les citoyens ordinaires respectent [...] et même amorcent et désirent (traduction de l'auteur).
7. aimer les foules, les multitudes, [qui] signifie comprendre, même dans leur perception la plus intime, l'irrésistible devenir démocratique de nos sociétés modernes ; et cela signifie aussi le haïr (traduction de l'auteur).
8. de ce que nous pourrions appeler des données corporelles, en les transformant en données extrêmement fluides et mobiles (traduction de l'auteur).
9. le nouveau capitalisme de surveillance des entreprises d'Internet érode systématiquement ce qui restait des relations mutuelles et contractuelles entre les entreprises et leurs travailleurs de la production et leurs consommateurs (traduction de l'auteur).
10. de plus en plus de personnes sont de plus en plus conscientes que regarder et être regardé font partie de tout un processus de vie (traduction de l'auteur).
11. Une succursale de Tesco a utilisé un logiciel appelé Zodiac, capable de créer un profil de chaque acheteur, de définir sa personnalité, ses préférences d'achat, et de calculer ainsi à quel point ses œuvres sont charitables ou écologiques. Il s'agit d'un système de profilage et de ciblage intelligent, qui permet également de classer l'enthousiasme pour les promotions, la fidélité à une marque spécifique, si le client est une marque paresseuse ou extravertie et quand il préfère faire du *shopping*.
12. La reconnaissance faciale est une technologie biométrique qui permet d'identifier un individu grâce aux caractéristiques de son visage, en comparant les données d'acquisition en direct ou par une image numérique stockée. Ce système utilisé jusqu'à présent dans le domaine de la sécurité et des enquêtes a également été acquis pour utiliser les téléphones intelligents, les paiements numériques, les systèmes d'accès aux applications, grâce à l'intégration de nouveaux algorithmes d'intelligence artificielle et à la rapide évolution des réseaux de neurones.
13. Songdo International Business District (Ibd) est une ville intelligente de la Corée du Sud, située à 65 km de Séoul. Reconnue comme une utopie technologique, elle couvre environ 600 hectares sur lesquels de nombreuses multinationales de haute technologie (IBM, HP, Cisco, etc.) ont ouvert des bureaux, des laboratoires et de nouveaux espaces d'innovation. L'accès et le conditionnement des bâtiments, tous câblés avec une fibre optique, sont contrôlés en permanence par un centre de contrôle unique et chaque bâtiment est situé à 12 minutes à pied au

maximum d'un arrêt de bus, afin de limiter l'utilisation de la voiture. Les déchets ne posent aucun problème, car ils sont aspirés dans des tubes pneumatiques installés dans les maisons et transférés en quelques secondes dans une usine de tri où ils sont recyclés ou convertis en énergie. Les routes, les systèmes électriques et les conduites d'eau sont équipés de capteurs capables de surveiller les mouvements et la consommation des habitants en temps réel.

14. avec une certaine autonomie. Par conséquent, ils ne sont pas seulement utilisés, mais avant tout, ils doivent comprendre leurs activités. Notre action se transforme de plus en plus en une interaction (traduction de l'auteur).

15. le rêve qui se trouve au cœur des villes intelligentes n'est un rêve de contrôle [...] à travers une série d'appareils en réseau a été déployé dans l'espace public pour collecter des informations (traduction de l'auteur).

16. ce qu'il est autrefois considéré comme privé est maintenant partagé dans le domaine public (traduction de l'auteur).

17. type défini [qui] ne se développe que sous la forme d'un réseau et d'un réseau sélectif : il s'agit de moyens de communication et de leurs installations (traduction de l'auteur).

18. les choses ne doivent pas continuer comme elles sont présentement [et] la doctrine de l'inévitabilité technologique est fausse, car faire de la technologie est une entreprise humaine, socialement façonnée (traduction de l'auteur).

19. la véritable utopie est caractérisée par [...] un espace social en dehors des paramètres existants [...]. L'utopie est le geste qui change les coordonnées du possible (traduction de l'auteur).

AUTEURS

EDMONDO GRASSI

Edmondo Grassi est doctorant en théorie et recherche sociale au Département des sciences de la formation de l'Université Roma Tre. Courriel : edmondo.grassi@uniroma3.it

Guylaine MARTEL (2018), *Incarner la politique*

Québec, Presses de l'Université Laval

Jacques Rivet

RÉFÉRENCE

Guylaine MARTEL (2018), *Incarner la politique*, Québec, Presses de l'Université Laval

- 1 Une vision globale s'impose à la fin de la lecture de cet ouvrage : il s'agit pour l'auteure d'utiliser des concepts du modèle de la communication interpersonnelle pour expliquer et comprendre des situations politiques rencontrées dans une actualité plus au moins récente. Guylaine Martel relève le défi d'incarner l'action de la personnalité politique aussi bien que celui d'incarner des concepts en communication publique. Sa démarche est remarquablement pédagogique. Mais celle-ci charrie une vision qui place la figure politique et la personne journaliste sur un pied d'égalité en tant qu'interlocutrices au sein de leur confrontation. C'est une interprétation basée sur une approche interpersonnelle de vis-à-vis qu'interroge volontiers la pratique du journalisme du point de vue sociologique.
- 2 En quatre chapitres, l'étude se distingue d'une analyse de science politique en ayant pour objet central « l'individu en tant qu'il se projette dans un ethos de politicien, c'est-à-dire dans le rôle professionnel de celui qui en fait sa pratique » (p. 4). De nombreuses références théoriques servent à cerner l'image médiatique et à expliquer comment le public et les personnalités politiques la construisent ensemble à l'aide des médias. On peut en déduire que cette image est la forme du message public et la porte d'entrée vers la signification de son contenu politique. L'auteure fait appel à Erving Goffman et le cite à propos de la communication interpersonnelle, laquelle est « l'influence réciproque que les partenaires exercent sur leurs actions respectives lorsqu'ils sont en présence physique immédiate les uns avec les autres » (p. 15). Tout le contenu de l'ouvrage est marqué par cette approche interpersonnelle et illustré par de nombreux cas de

pratique professionnelle en communication publique, lesquels font l'objet d'une explication analytique.

- 3 À ce sujet, un cas de pratique de 2014 fait la démonstration de cette approche interpersonnelle et interactionnelle. Il s'agit de l'entretien entre la journaliste Anne-Marie Dussault (*24 heures en 60 minutes*, chaîne RDI du réseau Société de Radio-Canada) et Nathalie Normandeau, personnalité politique appartenant au Parti libéral du Québec¹. Cet exemple, précise Martel, reproduit « une interaction en face à face, réciproque et simultanée, au profit des téléspectateurs » (p. 18). Sans aucun doute, telle est la situation apparente. Mais, dans une perspective sociologique, nous sommes en présence d'une animatrice qui juge une politicienne mise sur la sellette lors d'une commission d'enquête. Cette journaliste s'autorise immédiatement de mettre en doute le témoignage de la veille de la personnalité politique, se comportant comme une sorte d'avocate de la poursuite devant un quelconque tribunal imaginaire de l'opinion publique.
- 4 Revoyons partiellement l'exemple :
 Anne-Marie Dussault : Témoignage attendu à la commission Charbonneau hier.
Pourquoi devrait-on vous croire ? [NDLR : les italiques sont de l'auteure.]
 Nathalie Normandeau : Bien parce que je dis la vérité. [...]
- 5 La journaliste-vedette a pour devoir professionnel d'inciter la personnalité politique à rendre des comptes de ses agissements au public. Elle représente l'autorité citoyenne devant laquelle cette personnalité doit le faire. L'interprétation du sens égalitaire de ce face-à-face qui repose sur le modèle de Goffman ne tient pas compte de la responsabilité civique qu'a la journaliste d'exercer ce devoir au nom de l'intérêt public et en vertu du droit du public à l'information. L'usage analytique de ce modèle rend évidente la dissimulation du rapport différentiel de statut communicationnel entre les deux interlocutrices, et ce, même si la charge verbale de la première peut être habilement contrée par la dextérité discursive de la seconde.
- 6 Par ailleurs, l'usage pertinent du modèle interpersonnel et interactionnel de Goffman dont s'inspire fréquemment l'auteure est démontré avec bonheur lorsqu'il s'agit de cas de figuration de personnalités politiques dans la pratique de la communication publique. L'égalité de statut communicationnel des interlocutrices et des interlocuteurs les soumet à un égal défi de construction positive de l'image publique d'elles-mêmes et d'eux-mêmes ainsi que de leurs activités. Un cas expliqué est exemplaire à ce propos. Il s'agit d'un entretien sur le ton de la confidence entre l'animatrice Christiane Charette et l'ex-premier ministre du Québec Bernard Landry² (*Christiane Charette en direct*, Télé-Québec, 2001). L'animatrice attaque le comportement rationnel légendaire de la personnalité politique dans ses interventions publiques en lui proposant, dans son émission, « de parler de désir, de plaisir, de souhaits personnels ». Bernard Landry s'exécute : il a une vie privée « assez intéressante ». Il révèle qu'il a des petits-enfants. Et de lui demander tout de go : « En avez-vous ? » Son image publique de femme encore jeune vient d'être remise en question puisqu'elle réplique vertement qu'elle n'a pas « l'âge d'avoir des petits-enfants ». Puis elle ajoute : « Monsieur Landry, bravo vive la galanterie... [...] ». Martel y voit une « animatrice [qui] décroche de son rôle professionnel » (p. 111). Possiblement, mais derrière ce « décrochage » se joue un affrontement égalitaire d'image médiatique privée entre l'animatrice et la personnalité politique.

- 7 Car la réflexion sur l'image médiatique est au cœur de l'ouvrage de Martel, qu'il s'agisse des interrogatoires journalistiques comme des débats électoraux de leaders où « l'image, comme le sens, est le résultat d'une performance entre l'acteur et son public » (p. 31). Cette image, qu'elle soit médiatique ou publique, est axiomatiquement interprétée comme servant à la personnalité politique pour être reconnue dans son rôle. « En communication publique, l'image entretient un lien étroit avec la notion d'*ethos* emprunté à la tradition rhétorique » (p. 35), stipule l'auteure. En effet, en s'inspirant d'Aristote, on peut dire que le *logos* appartient à la rationalité, le *pathos* à l'émotivité et l'*ethos* à la « persuasivité ». À ce propos, le concept d'*ethos* et les deux autres doivent toujours être employés pour appréhender une situation de discours. Tel est le cas dans la question suivante : « À partir de quelles représentations construisent-ils [les politiciens] un *ethos* de politicien crédible ? » (p. 36). Mais qu'en est-il dans le titre de la section suivante : « L'information : une négociation tendue entre *ethos* politique et *ethos* journalistique » (p. 102) ? Ne s'agit-il pas d'éthique plutôt que d'*ethos* ? De plus, parler de « l'*ethos* de leader » (p. 69) au lieu de « l'*ethos* du discours de leader » peut rendre involontairement l'expression analogue à « l'éthique de leader ». L'*ethos* n'est pas une valeur propre à un leader. C'est une aptitude rhétorique du degré de « persuasivité » d'un discours, laquelle repose sur la crédibilité d'un leader.
- 8 L'infodivertissement est expliqué à l'aide d'exemples fort pertinents d'émissions de télévision connues comme *Tout le monde en parle*. Il est démontré que l'information et le divertissement sont compatibles. Martel utilise le modèle quaternaire de Frédérick Bastien (2013) pour l'illustrer à propos de sept présences médiatiques de Pauline Marois³, entre 2012 et 2014. Et la démonstration se poursuit concernant les émissions hybrides : « Les émissions qui empruntent des composantes à l'une et à l'autre dimensions [information — divertissement] convergent vers le centre du modèle de Bastien » (p. 92). L'auteure pose alors une « question qui tue » (p. 98) : les politiciens ont-ils plus de facilité à manœuvrer dans les émissions d'infodivertissement ou dans celles d'information ? Elle explique que l'infodivertissement exige une double compétence à communiquer de leur part. Ils doivent faire valoir leur compétence professionnelle de manière crédible et leur aptitude à exprimer naturellement leur spontanéité et leur adaptabilité.
- 9 La spontanéité des personnalités politiques manifestée dans la communication publique, aujourd'hui, permet à l'auteure d'avancer une théorie politique à dimension sociologique assez originale qu'on pourrait appeler « la familiarisation de la politique ». Elle s'énonce comme suit : « [Le] déplacement du parti vers la personne, puis de la personne publique vers la personne privée, se manifeste d'abord et avant tout dans la manière de communiquer des politiciens, [...] et d'adapter leur discours pour témoigner de leur sincérité et de leur authenticité » (p. 115). En somme, plus les citoyens s'éloigneraient de la politique, plus les politiciens se rapprocheraient des citoyens par leur discours. Il allait de soi que l'auteure aborde à la fin de son ouvrage la construction de l'image *people*. Elle décrit donc les trois principales stratégies de *peopolisation* suivantes, adoptées par les politiciens : leur fréquentation des célébrités artistiques, leur recrutement de candidats-vedettes, leur apparition dans des productions médiatiques.
- 10 Guylaine Martel conclut son ouvrage par ces mots : « Incarner la politique consiste à construire une relation propre à engager des citoyens à collaborer au sens du message politique, à participer à une culture politique commune » (p. 143).

BIBLIOGRAPHIE

BASTIEN, Frédéric (2013), *Tout le monde en regarde !*, Québec, Presses de l'Université Laval.

NOTES

1. Nathalie Normandeau a été vice-première ministre du Québec de 2007 à 2011 dans le gouvernement du Québec dirigé par Jean Charest. Le mercredi 18 juin 2014, elle a témoigné devant la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats dans l'industrie de la construction au Québec (2011-2015), comme l'a rapporté Radio-Canada : « L'ex-ministre libérale Nathalie Normandeau a témoigné mercredi devant la Commission Charbonneau. Elle s'est défendue d'avoir échangé des faveurs contre du financement pour le Parti libéral, mais elle reconnaît que les firmes de génie ont contribué largement dans la caisse électorale de sa circonscription. »
 2. Bernard Landry est devenu chef du Parti québécois et 28^e premier ministre du Québec en 2001. Défait lors des élections de 2003, il a démissionné de ses fonctions de chef du parti, de chef de l'opposition officielle et de député deux ans plus tard, en 2005.
 3. Pauline Marois est devenue première ministre du Québec en septembre 2012 à la tête d'un gouvernement minoritaire. Elle a assumé cette fonction jusqu'à la défaite de son gouvernement aux élections québécoises d'avril 2014.
-

AUTEURS

JACQUES RIVET

Jacques Rivet est professeur au Département d'information et communication, Université Laval.
Courriel : Jacques.Rivet@com.ulaval.ca

André MONDOUX et Marc MÉNARD (dir.) (2018), *Big Data et société. Industrialisation des médiations symboliques*

Québec, Presses de l'Université du Québec

Emmanuel Triby

RÉFÉRENCE

André MONDOUX et Marc MÉNARD (dir.) (2018), *Big Data et société. Industrialisation des médiations symboliques*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

- 1 Le collectif d'auteurs de cet ouvrage est une équipe de chercheurs de l'Université du Québec à Montréal, dont un nombre significatif de doctorants, car il « fallait donner la parole à la relève » (p. 326), toutes et tous membres du laboratoire Groupe de recherche sur l'information et la surveillance au quotidien (GRISQ) ; à cette équipe s'ajoutent deux auteurs invités. L'opus se présente comme une socio-économie du numérique, enrichie notamment par une anthropologie des médiations et des langages à l'ère de la modernité. Cela produit une analyse critique bien charpentée et assez convaincante. Le Big Data (BD) n'en devient pas pour autant *Big Brother*, parce qu'il ne s'agit pas d'une fiction... et que l'entrée ici n'est pas d'abord politique, même s'il s'avère que, finalement, c'est bien le politique qui est le plus radicalement mis en cause par les données massives et leur traitement.
- 2 Si le développement de BD comporte nécessairement une dimension politique, c'est dans le sens où les lois de l'accumulation exigent un contrôle toujours plus grand et plus intime de nos comportements et de leurs mutations ; c'est en allant toujours plus loin dans l'exploitation des ressources de l'individu que le capitalisme espère assurer sa survie. Dans cette perspective, il n'est guère surprenant que l'approche marxienne

trouve ici une singulière actualité. L'ensemble des contributions forme un tout cohérent, d'autant plus que, si les textes de deux invités apportent un regard original, les articles des membres du GRISQ s'inscrivent dans un cadre problématique et conceptuel bien déterminé. Ce travail comporte cependant des entrées variées dans la problématique, c'est pourquoi il paraît difficile de ne pas rendre compte de chaque contribution.

- 3 Le chapitre 1 est écrit par un des deux « invités » de l'opus, Jodi Dean. Il propose une analyse très dynamique du « capitalisme communicationnel », capitalisme « tardif » fonctionnant selon trois modalités : l'appropriation et l'exploitation de la subjectivité et des formes de « souci de soi » ; la communication comme moyen de transformation et de régulation des relations de travail en vue d'augmenter la productivité du travail ; les « circuits médiatiques » pénétrant toutes les activités et les relations humaines. Non, le développement de la technologie n'est ni totalement endogène ni socialement neutre : générée par les besoins de l'accumulation et soumise à ces besoins, la technologie est porteuse d'effets sociaux et politiques très structurants. Dans ce sens, il ne semble plus d'actualité de parler de se servir de la technique pour apporter une transformation ; c'est la technique qui se sert. On se rend compte que, contrairement à ce que pourrait suggérer l'expression, l'individualisation rendue possible et effective par les nouveaux instruments ne concourt pas forcément à favoriser l'autonomie de la personne, qui finit par déléguer à la technique le soin de garantir son *empowerment*...
- 4 Dans le chapitre 2, Maxime Ouellet s'intéresse à « l'automatisation sociale » et propose une analyse d'inspiration clairement marxienne qui, malgré quelques raccourcis conceptuels — « croissance irréfléchie », l'industrialisation « spécifiquement capitaliste » —, donne des choses intéressantes, rappelant notamment que « ce n'est pas le travailleur qui utilise la condition de travail, mais inversement la condition qui utilise le travailleur » (Karl Marx, *Le capital*, livre 1, cité p. 41) : « [...] il faut se demander si le capitalisme de l'ère numérique ne consisterait pas plutôt en une généralisation du taylorisme, en ce que sa rationalité instrumentale s'étend au-delà de la sphère de travail pour subsumer l'ensemble de la vie humaine » (p. 48).
- 5 Prenant acte de « l'automatisation sociale », il en décline les différents aspects. Outre la disparition massive d'emplois et le « travail intellectuel en miettes » (Michel Freitag, 1998, cité p. 49), on relèvera notamment ses effets sur le « fondement de la solidarité sociale sur laquelle reposaient les mécanismes de socialisation des risques accompagnant la vie en société qui est ébranlé » (p. 51). L'entrepreneur de lui-même qu'est sommé de devenir l'individu doit être capable de survivre avec ses propres ressources ; avec l'appui des instruments de communication individualisants, ce n'est plus seulement le mode de régulation sociale qui est remis en question, c'est « la désaffectation du politique » (p. 52) qui point et, avec elle, l'impossibilité de mettre en débat une conception partagée de notre devenir commun.
- 6 Dans le chapitre 3, « BD, circuits marchands et accélération sociale », les deux coordonnateurs de l'ouvrage vont tenter de

mettre en évidence le rôle joué par le BD et la gouvernementalité algorithmique dans l'émergence de nouveaux régimes temporels qui participent à des rapports sociaux qui, en retour, induisent une représentation de la société comme totalité, affectant le mode de reproduction sociétal (p. 65).
- 7 En somme, il s'agit de prendre toute la mesure de l'économie générée par le BD, tant en termes de création de valeur(s) que de définition d'un circuit dont ils proposent une

représentation schématisée très éclairante. C'est l'analyse de chacune des étapes de ce circuit et de ses effets d'accélération sociale qu'ils développent. Le point de départ de l'analyse, étape de ce circuit, est bien évidemment ce producteur de données qu'est « l'usager comme sujet » (p. 68) ; presque un paradoxe puisque ce sujet producteur est simultanément « lié à un processus d'assujettissement » (*ibid.*). Avec la numérisation généralisée des activités, plus il est productif, plus il est assujéti. Les auteurs y voient l'expression de « l'hyperindividualisme contemporain », étape actuelle du processus d'individuation. En exprimant ses désirs, il tend à s'inscrire de plus en plus objectivement dans un système mû par la numérisation, du fait du caractère mnémonique des technologies de l'information qui ne se contentent pas de prendre en mémoire mais de transformer cette mémoire en données susceptibles d'être traitées par l'intermédiaire de « réseaux » pour orienter davantage l'individu dans ce qu'il continue de prendre pour ses choix. Dans ce monde apparemment a-médiatisé, la « traduction » des désirs et des choix est en voie d'automatisation : l'industrialisation contemporaine ne passe plus seulement par la mise en flux des matières et des biens, mais aussi par celle des individus et des données qu'ils génèrent. La « vérité » propre à cette gouvernamentalité se nourrit de sa production même, déterminant ainsi des rapports de pouvoir marqués par une « normativité » et une « expressivité » particulières.

- 8 Les « villes intelligentes » sont l'objet du chapitre 4 rédigé par Joëlle Gélinas. Plus précisément, l'auteure avance que « l'étude des modalités d'intégration des villes contemporaines dans les stratégies d'accumulation du capital est devenue centrale dans la compréhension de l'espace urbain » (p. 86). Comment la gouvernamentalité algorithmique est-elle progressivement inscrite dans l'espace pour intégrer les populations à la définition et surtout à la mise en œuvre des politiques publiques ? Le citoyen acteur par le numérique est une autre manière de faire contribuer les individus à leurs conditions de production et de reproduction (mobilités, concentration, monopolisation), engagement favorisé par l'abaissement des barrières spatiales et l'organisation de l'espace urbain comme « systèmes de ressources » pour produire une valeur nouvelle. La numérisation a un rôle-clé à la fois par la gestion de l'information sur les flux et les activités, et par la production de données de suivi des ressources mises au service de la production et de la reproduction : du contrôle de la consommation aux indicateurs environnementaux, en passant par les pratiques culturelles et la gestion des rassemblements. Le cadre de vie devient « un système de normes d'action » (Pierre Dardot et Christian Laval, cités p. 93). La politique des données ouvertes introduit « un type de participation où les citoyens deviennent d'abord des producteurs de données et ensuite — par les sollicitations de l'administration publique — des producteurs de services et de solutions aux problèmes urbains » (p. 101). Très formellement démocratique, c'est tout un autre système de *représentation* et de légitimation qui se met en place ; un système qui semble exclure de son schéma narratif les impacts sociaux immédiats et les effets environnementaux¹.
- 9 Le chapitre 5 sur le « refuge de données » écrit par Anne Sophie Letellier montre toute l'ambivalence de cette « pratique militante » visant à circonscrire des « paradis de données numériques » : entre se soustraire au contrôle en assurant la maîtrise du processus de production et de distribution des données et renforcer les outils mêmes du contrôle. Il s'agit au moins d'un problème de « régulation de l'information ». « [La] transnationalisation du réseau ainsi que les relations géopolitiques qui structurent la

régulation de l'information constituent un obstacle de taille à toute forme de résistance s'appuyant uniquement sur cette stratégie (de refuge des données) » (p. 123). En réalité, il faut changer de modèle économique si l'on ne veut pas risquer la récupération, et pour cela notamment privilégier la décroissance.

- 10 Le chapitre 6 propose « quelques réflexions sémiotiques sur le circuit des données massives ». Rédigée par Maude Bonenfant, Lucile Crémier et Laura Iseut Lafrance St-Martin, cette contribution vise,

grâce à un modèle sémiotique du circuit du BD, [...] à discuter des limites des connaissances produites par le traitement automatisé des données massives, et des dangers, sur les plans de l'éthique et de la politique, de ne pas considérer ces balises dans l'évaluation des résultats informatiques (p. 154-155).
- 11 Dans cette perspective, les auteures mobilisent principalement la modélisation de Charles Sanders Peirce afin de comprendre en quoi le BD correspond à un nouveau mode d'industrialisation de l'humain. L'article s'avère consistant tant du point de vue de la construction théorique que des perspectives éthiques et politiques qu'il ouvre. C'est une remarquable introduction à la théorie piercienne, d'autant plus éclairante qu'elle est mobilisée pour faire comprendre comment la numérisation, au-delà des « informations » et la production des « données », industrialise les représentations et les modes d'expression politique : « [...] le circuit des données massives construit l'univers référentiel par lequel les individus et les groupes sociaux se reconnaissent et agissent sur le monde » (p. 155). Portant décidément mal son nom, une *donnée* est « une construction sociale hautement codifiée que le langage informatique peut décoder pour produire du sens » (p. 143). Or, la tendance à naturaliser la donnée se complique aujourd'hui d'une forme particulière d'« objectivation » : avec la numérisation, le signe est réduit du symbole à « l'icône », selon la typologie piercienne. La numérisation « participe d'une domination de l'induction comme mode de production de la connaissance » (p. 147). Le traitement informatique ne produit pas de sens autre que celui qui a été entré dans la procédure de codification ; c'est cela l'objectivité propre aux données, réduisant les émotions à une quantification et les affects au fonctionnement d'algorithmes, alors qu'ils « s'inscrivent dans le mode continu et processuel de l'expérience humaine » (p. 149).
- 12 Dans le chapitre 7, Fabien Richert s'interroge sur le « sémiocapitalisme ». Il s'agit de questionner cette « raison statistique » au fondement de la gouvernamentalité algorithmique. L'auteur propose « une critique du BD par un éclairage particulier du contexte socioéconomique dans lequel il s'inscrit » (p.167). Le BD participerait ainsi à une phase historique du capitalisme dont la poursuite de la croissance se nourrirait d'un discours producteur de significations visant à faire entrer les individus dans des normes cognitives et comportementales littéralement intégrées à ses conditions de développement. Le texte s'appuie notamment sur les travaux de Franco Barardi (à l'origine du terme de *sémiocapitalisme*), mais également de Gilbert Deleuze et Félix Guattari des années 1970. Le BD constitue un formidable outil de subsumption de l'activité mentale au fonctionnement du système économique, cela d'autant plus qu'il tend à être présent de façon permanente, que l'individu s'y prête en toute méconnaissance² et que ces « données » peuvent être exploitées en temps réel pour générer de nouvelles prescriptions comportementales. « Ce que le capitalisme décode d'une main, il l'axiomatise de l'autre » (Deleuze et Guattari, 1972, cités p. 176). Les axiomes

ne sont évidemment pas des propositions théoriques, ni des formules idéologiques, mais des énoncés opératoires qui constituent la forme sémiologique du Capital, et qui entrent comme composantes dans les agencements de production, de circulation, de consommation (*ibid.*).

- 13 Avec le sémiocapitalisme, « l'abstraction et l'indifférenciation à l'égard de toute chose qu'impose la raison numérique affectent d'abord les subjectivités et les sensibilités » (p. 182).

- 14 André Mondoux est l'auteur du chapitre 8 portant sur l'Internet des objets que l'analyse définit comme une « épistémologie d'une démocratie sans société » (p. 187). Ce chapitre est l'occasion d'un travail sur les principaux concepts mobilisés dans l'ouvrage — en s'inspirant notamment de Michel Freitag et, plus discrètement, de Martin Heidegger — et également d'un retour aux fondamentaux de la construction des sociétés qui passe nécessairement par différentes « modalités de médiation », elles-mêmes traversant aussi bien les individus que les collectifs : rapport au réel, à la société, à l'individu, au temps, à la connaissance et à la régulation. Avec l'Internet des objets, cela se complique, car le circuit du DB organise et restructure en permanence ces différents rapports, tout en les réduisant puisque toutes ces modalités de médiation se condensent dans les objets connectés : le réel est « essentiellement divisé en deux dimensions : celle du monde "virtuel" (numérique) et celle du monde physique » (p. 193). Ainsi, notamment, « la médiation machinique induit son propre rapport au temps, elle se présente à la fois comme im-médiate et immédiate » (p. 196) agissant sur le rapport à soi : ce n'est pas de la reconnaissance ou de la valorisation, c'est la « gratification », la jouissance de se trouver en permanence conforté dans et par ses choix (Harcourt, 2020). De même, le rapport à la connaissance peut être lu avec Michel Foucault comme « les rapports de pouvoir induisant des rapports de subjectivation par l'adhésion volontaire des sujets à des "régimes de vérité" [...]. N'ayant plus d'écart avec le réel, "l'internet des objets peut donc produire activement de la connaissance" » (p. 199). Voilà une analyse d'une grande densité problématique.

- 15 Dans le chapitre 9, Lisiane Lomazzi développe une « approche critique de la captation et [de] l'exploitation des données » pour se demander s'il est possible d'aller « vers une politique du commun » en la matière. La question est d'autant plus légitime que le BD nous situe immédiatement — c'est bien le cas de le dire — dans ce qui pourrait paraître du « commun ». L'auteure postule dès le départ qu'« en fonction de la manière dont l'objet du débat — les données numériques — est problématisé, différentes tentatives de dépassement du capitalisme numérique sont légitimées » (p. 212). D'où sa présentation de « la problématisation des données en tant que *communs* » en deux stratégies : une stratégie « économique-politique » et une stratégie « politico-instituante ». La première passe par la critique du capitalisme numérique et du *digital labor* : plus qu'une infrastructure matérielle, c'est un instrument de pensée qui « véhicule une philosophie politique spécifique, i.e. un ensemble de valeurs, de normes, et d'institutions qui délimitent le périmètre des possibles pour les individus » (p. 215). Le *digital labor* s'inscrit dans cette forme particulière de production immatérielle impliquée notamment dans « la définition et le maintien des standards culturels et artistiques, des modes, des normes de consommation et plus stratégiquement de l'opinion publique » (Tiziana Terranova, 2008, cité p. 217). La seconde « stratégie » vise à élaborer « l'économie politique des communs à l'ère de BD (*Data Communs*) ». Ce mouvement peut s'envisager

comme une somme problématique de processus d'apprentissage et d'expérimentation risqués qui doivent entrelacer la prise en compte de la solidité de l'existant (y compris les expériences du passé) et celle de la puissance créatrice et exploratoire de l'imagination sociale et économique (Stéphane Haber, 2013, cité p. 225).

16 Rien de moins, l'utopie n'est pas loin.

17 Le chapitre 10 s'intitule « *Framelessness* ou la logique culturelle des données massives ». Son auteur, Mark Andrejevic, professeur à l'Université Monash, à Melbourne, est le second « invité » du GRISQ³. La thèse développée est robuste :

[...] les frontières qui freinaient autrefois la collecte et l'utilisation d'informations se sont érodées, en même temps que les formes de représentation sur lesquelles nous nous appuyons pour reproduire la réalité selon nos normes. La collecte totale d'informations et la réalité virtuelle sont étroitement reliées. Les frontières spatiales qui séparaient les lieux du travail, du loisir et du foyer ont été reconfigurées en même temps que celles qui départageaient le vrai du faux, les faits de la fiction (p. 234).

18 « L'interactivité environnementale » permise par Internet rend les possibilités de collecte d'informations de plus en plus en plus « englobantes » et brouille les modalités d'interactions entre les individus et entre les collectifs (eux-mêmes « reconfigurés »), interactions dont on connaît la portée dans la formation des apprentissages et de l'identité. En somme, c'est l'interactivité contre l'interaction. Une individualisation de masse devient pensable et possible, d'autant plus redoutable qu'elle touche à la matrice même de la formation des normes et de la socialisation : son « cadre ». Avec *Big Data*, « la convention de l'objectivité participe de la dissimulation de l'existence du *cadre* en insinuant que la sélection des faits et leur représentation sous forme de nouvelle [sont] un processus neutre, c'est-à-dire que le monde est représenté simplement “comme il est” » (p. 240). Erving Goffman désignerait le cadre comme « un ensemble d'attentes que les individus utilisent pour faire sens de leurs expériences sociales quotidiennes » (p. 244). « La transition vers une logique du sans cadre va donc de pair avec un certain type de postnarrativité, puisque son but est de ne rien exclure » (p. 246). Or, narrer, c'est non seulement le choix des éléments et la construction d'un ordre de leur présentation, mais également le moyen de se construire une identité à l'heure de l'éternel retour de « la crise de la représentation » (Bougnoux, 2019). L'horizon s'éclaire d'une sombre lumière : « [...] le véritable objectif serait une sorte de capture de l'information qui reproduise la vue de nulle part/toute part (c'est-à-dire une vue qui ne soit pas liée à une perspective donnée ou à un point de vue) » (p. 247). En somme, c'est « le retour à la tranquillité du monde inorganique » (Sigmund Freud, 1961, cité p. 254).

19 Myriam Lavoie-Moore analyse « le corps au travail » dans le chapitre 11. Un titre très bienvenu pour un texte visant à montrer comment le corps est mis à contribution dans le capitalisme numérique, et plus précisément à « analyser les enjeux relatifs à la valorisation du corps qui émergent avec les technologies de la quantification des habitudes de vie et du corps, plus particulièrement dans les milieux de travail » (p. 260). Ce « mode de gouvernance » veut imposer la conscience de sa neutralité, alors qu'il est à la source de l'inscription subjective contemporaine des individus, entremêlant responsabilisation et assujettissement (Martucelli, 2017). Cela implique, pour ce capitalisme, de tenter notamment de faire exister la figure mythique de l'agent rationnel ; puis faire croire à la dissolution du marché et du poids du pouvoir politique dans un univers tourné vers les besoins des individus : un *storytelling* économiste de

belle facture... « Les dynamiques de subjectivation qui sous-tendent la quantification de soi »⁴ (p. 263) sont au fondement de l'aliénation contemporaine. Cette économie du corps « n'est pas une économie des choses mais une économie de "forces" [...] articulée à des procédures d'assujettissement des personnes, et plus précisément des corps » (Pierre Macherey, 2012, cité p. 264). « Pour être actualisé, le potentiel de la force nécessite d'être modelé par des normes devant intensifier la productivité » (*ibid.*, p. 267). L'emprise des technologies sur les individus n'est pas que d'ordre économique, « elle relève des relations de pouvoir qui s'établissent par et à travers les corps en modulant les actions, en transformant les individus en sujets productifs » (p. 267) Ainsi s'ouvre un espace de subjectivité où se jouent la formation d'un savoir et l'exercice d'un pouvoir ; ce qui permet de « maîtriser et de discipliner les individus » (*ibid.*). La quantification de soi « peut servir à renforcer la productivité des travailleuses et travailleurs » (p. 269) ; en ce sens, les pratiques de quantification de soi tendent à « réaffirmer l'importance du corps dans le processus de formation de valeur » (p. 276).

- 20 Dans le chapitre 12, intitulé « Nouveaux régimes de captation de l'attention ou destruction du désir ? », Marc Ménard développe une socio-économie critique de l'attention. Pour cela, il pose d'abord qu'il faut se défaire d'une « approche substantialiste » de l'attention qui considère « l'attention comme une chose, ce qui permet de l'aborder sous l'angle de la rareté » (p. 285). L'hypothèse de base de cette économie de l'attention est que « l'attention étant rare et mesurable, elle peut devenir non seulement une marchandise mais une forme de capital » (p. 286) faisant l'impasse à la fois sur les mécanismes producteurs de cette attention et surtout sur le processus de sa construction sociale. Il propose ensuite de circonscrire la portée d'une seconde approche défendue notamment par des psychologues avec l'appui des sciences cognitives⁵ : « l'attention comme mécanisme cérébral » (p. 288). L'approche n'est pas vaine, car la production de données et leur diffusion semblent trouver un terrain très favorable dans les dispositions psychologiques et neurophysiologiques des humains. Mais, pas plus que la précédente, cette approche « ne permet de poser la question de la formation sociale de l'attention individuelle » (p. 293). S'appuyant sur Georges Simondon et Bernard Stiegler, Ménard expose ce que serait une approche effectivement constructiviste :

[...] l'attention est d'abord et avant tout un rapport social. L'attention doit être pensée à la lumière de l'individuation psychique et sociale. L'individuation [...] donne naissance à l'individu mais aussi à son milieu associé [...]. Elle relèverait de dynamiques de co-individuation qui articulent deux dimensions : d'une part les rétentions, soit tout ce qu'on a appris dans le passé (éducation, expérience...), d'autre part des « protentions », soit les désirs ou les attentes (les nôtres et les suscités) (p. 293).

- 21 La notion de régime d'attention (que Ménard préférerait appeler « régime de captation de l'attention ») proposée par Dominique Boullier s'avère heuristique ; il s'agit de « configurations techniques développées par le marketing pour capter l'attention des consommateurs » (p. 295). À cet égard, il y distingue « le régime de fidélisation » qui suppose la durée, le lien stable, et le « régime de l'alerte fondé sur l'intensité ». Ces deux régimes « se situent dans un rapport de tension » (p. 296), l'un renforçant ou relayant l'autre. Le « régime de l'immersion » de son côté combine la durée et l'intensité et « renvoie à un puissant sentiment d'absorption physique, mental et émotionnel » (Renée Bourassa, 2014, cité p. 297), donc constitue « un outil de captation de l'attention potentiellement très efficace » (*ibid.*). Ces différents régimes sollicitent

« de façon distincte différents systèmes neuronaux » (p. 299), assurant ainsi l'efficacité propre au capitalisme numérique.

- 22 Dans le chapitre 13, avec « le cinéma à l'ère du BD », Diane Poitras propose une entrée originale dans la problématique. Le constat de départ est clair :

[...] alors que les médias socionumériques invitent à l'exposition de soi sans réserve, alors que le BD capte et transforme en marchandises toutes traces laissées par les internautes, alors que la surveillance ainsi rendue possible se trouve banalisée, le capitalisme contemporain invoque la bonne gouvernance pour justifier le principe d'une société transparente où les gestes de tout un chacun seraient en tout temps visibles (p. 306).

- 23 Pour comprendre les enjeux d'une telle perspective et la mettre en doute, Poitras appelle à « départager l'intime du privé » (p. 308) et relève que « si l'intimité, comme lieu d'expérimentation à l'abri des regards et du jugement, est essentielle à la pensée, elle requiert, par ailleurs, l'éclairage de la sphère publique pour exister » (p. 309). D'où l'apport essentiel des productions culturelles telles que le cinéma, comme antidote à la numérisation des corps et des esprits. Car « ce n'est pas l'intime qui corrompt l'espace public, mais une instrumentalisation de l'intime qui le dénature — en le réduisant à du narcissisme — et lui retire sa puissance d'action et de résistance » (p. 309). L'auteure développe ainsi l'analyse de deux films documentaires qui lui paraissent interroger la persistance d'une intimité au bénéfice de l'espace public et contre les effets du capitalisme numérique. « En provoquant cette “désautomatisation” (Stiegler) des automatismes, le cinéma documentaire contribue à déconstruire l'image du monde que tente d'imposer le capitalisme, notamment celle d'un monde totalement lisible » (p. 315).

- 24 Dans leur conclusion, Mondoux et Ménard rappellent qu'un des enjeux de l'ouvrage est la question de la praxis, c'est-à-dire la prise en charge de notre destin collectif par des médiations symboliques politico-institutionnelles. Il n'y a qu'à songer à cette dynamique « algorithmique » et à sa tendance à suppléer les lois (le politique) aux faits (le réel rendu enfin indéniable grâce aux données quantifiables) (p. 324).

- 25 Le risque est que « la mise à disposition immédiate de tous les savoirs, de toutes les doctrines et de toutes les idées possibles conduise à les disposer dans un champ d'équivalence où tout se vaut, et où finalement rien n'est assuré » (Jean Vioulac, 2018, cité p. 325). Une sorte d'anomie cognitive et politique généralisée. À propos des savoirs, on pourra regretter que l'ouvrage n'accorde pas une place plus importante à l'accaparement privé de ces ressources essentielles de la recherche que sont les données massives, au profit du circuit court de la consommation, au détriment du circuit plus long du développement durable (Strasser, 2019).

BIBLIOGRAPHIE

ANDREJEVIC, Mark (2018), « Framelessness or the cultural logic of Big Data », dans Michael S. DAUBS et Vincent R. MANZEROLLE (dir.), *Mobile and Ubiquitous Media*, Berne, Peter Lang, p. 251-267.

- BOUGNOUX, Daniel (2019), *La crise de la représentation*, Paris, La Découverte.
- COURMONT, Antoine et Patrick LE GALÈS (dir.) (2019), *Gouverner la ville numérique*, Paris, Presses universitaires de France.
- HARCOURT, Bernard (2020), *La société d'exposition. Désir et désobéissance à l'ère du numérique*, Paris, Seuil.
- MARTUCELLI, Danilo (2017), *La condition sociale moderne*, Paris, Gallimard.
- RÉSEAUX (2019), « Quantified Self », n° 216.
- STRASSER, Bruno J. (2019), *Collecting Experiments, Making Big Data Biology*, Chicago, University of Chicago Press.

NOTES

1. On pourra compléter cette stimulante analyse par Courmont et Le Galès (2019)
 2. Pour comprendre cette « obstination avec laquelle nous échangeons nos données personnelles », on se reportera utilement à l'ouvrage de B. Harcourt (2020).
 3. Une version de ce texte est parue en anglais (Andrejevic, 2018)
 4. Voir le dossier récent de la revue *Réseaux* (2019).
 5. On ne comprend pas très bien pourquoi Ménard qualifie de « constructiviste » cette approche qui fait de l'attention un « mécanisme cérébral » (p. 288).
-

AUTEURS

EMMANUEL TRIBY

Emmanuel Triby est enseignant-chercheur et membre du Laboratoire interuniversitaire des sciences de l'éducation et de la communication (LISEC), Université de Strasbourg. Courriel : triby@unistra.fr

Soufiane ROUISSI, Lidwine PORTES et Ana STULIC (dir.) (2017), *Dispositifs numériques pour l'enseignement à l'université*

Paris, L'Harmattan

Marie-Pascale Hamez

RÉFÉRENCE

Soufiane ROUISSI, Lidwine PORTES et Ana STULIC (dir.) (2017), *Dispositifs numériques pour l'enseignement à l'université*, Paris, L'Harmattan

- 1 L'ouvrage collectif a été coordonné par trois enseignants-chercheurs de l'Université Bordeaux Montaigne, Soufiane Rouissi (maître de conférences en sciences de l'information et de la communication), Lidwine Portes (maîtres de conférences en études germaniques) et Ana Stulic (maître de conférences en linguistique hispanique).
- 2 Les auteurs des dix contributions s'intéressent aux usages du numérique à l'université, en particulier dans le domaine de l'enseignement des langues, littératures et civilisations étrangères (LLCE) où la langue étrangère étudiée est le vecteur pour accéder aux contenus culturels (littérature, arts, histoire). L'objectif est de proposer un état des lieux de la mise en place de dispositifs numériques pour l'enseignement des LLCE à l'université et en contexte de formation d'enseignants des langues, en rassemblant réflexions théoriques et cas d'études pratiques.
- 3 La contribution de Christian Puren ouvre l'ouvrage en proposant une réflexion sur les relations entre la culture numérique et la culture universitaire en LLCE. Pour approfondir la réflexion sur l'« innovation durable », l'auteur en présente sept grands principes ou piliers : impliquer les étudiants dès la conception du projet ; partir de la culture numérique des étudiants ; définir le périmètre de l'innovation ; prendre en

compte chez les enseignants les niveaux d'investissement différents ; rechercher les gisements d'économie d'investissement ; mettre en œuvre la démarche de projet ; placer l'évaluation des étudiants au cœur du dispositif (p. 39-45). Selon Puren, la filière LLCE se doit de penser des stratégies d'innovation durable avec un recours systématique aux technologies numériques pour « continuer à défendre dans le monde actuel les valeurs humanistes dont elle se réclame depuis sa création » (p. 45).

- 4 Christian Ollivier présente quant à lui les résultats d'une recherche-action, de type exploratoire, menée dans le domaine de la formation d'enseignants de français langue étrangère (FLE), à l'Université de la Réunion. Son travail s'inscrit dans une approche interactionnelle de la construction de savoirs, selon le paradigme socioconstructiviste de l'apprentissage et celui de la cognition partagée. Sa contribution focalise sur la mise en place d'un dispositif de document partagé pour l'élaboration de règles de grammaire en groupes. L'outil utilisé est Google Drive qui, selon l'auteur, possède plusieurs atouts : il permet de modifier l'objet en construction de manière synchrone et asynchrone, dispose d'une fonction de commentaire, offre un *tchat* écrit ainsi qu'un *hangout* permettant la visioconférence. Dans cette recherche, Ollivier étudie l'articulation entre le traitement de l'information, les interactions langagières et la co-élaboration d'objets de savoir à partir du document partagé. Il analyse un corpus de 547 commentaires produits par les étudiants, futurs enseignants de langue, les personnes-ressources, l'enseignant et le tuteur. Au total, 398 commentaires sont produits par les étudiants. En analysant le réseau interactionnel dans sa complexité, l'auteur dévoile le caractère non linéaire du processus de co-construction des savoirs, sa proximité avec le processus d'écriture ainsi que le rôle des interactions péritextuelles comme élément organisationnel de la co-construction des savoirs à travers la co-élaboration d'objets médiant ces savoirs en construction. Pour lui, l'utilisation de documents partagés ouvre des pistes intéressantes du point de vue de la recherche et de la formation.
- 5 Emmanuel Marigno Vazquez se penche sur les dispositifs d'*e-learning* à l'œuvre dans les filières LLCE, plus précisément dans le cas d'un master recherche franco-espagnol mis en œuvre par les Universités de Navarre et de Saint-Étienne. Dans sa contribution, il interroge la question de l'espace, du temps, des contenus et des méthodes éducatives ainsi que les modalités de l'évaluation dans de tels dispositifs en faisant appel aux résultats de nombreuses recherches antérieures. Il décrit avec précision les plateformes disponibles pour le *e-learning*, recommande celles mises en place par FUN (France Université Numérique) et qui favorisent la réalisation de projets et de tâches, puis détaille les outils numériques qui peuvent s'y agréger (SMS, MSN, Messenger, *tchats*). Insistant sur l'intérêt de la collaboration pour l'apprentissage, il souligne également la nécessité et l'importance de la « conscientisation », paramètre inhérent à l'acte d'apprendre, forme de métacognition facilitée, par exemple, par l'usage d'un cahier de bord. Tout aussi importante est la mise en place de guidages, qualifiés par l'auteur de pilotages « injonctifs » et d'orientations « informatives ».
- 6 S'intéressant à l'enseignement de l'espagnol langue étrangère à l'université, Davinia Rodriguez Ortega et Alvaro Baraibar abordent les évolutions de la pédagogie des langues vivantes en rappelant les principes de l'approche par les tâches. Les auteurs proposent ensuite un tour d'horizon d'expérimentations récentes alliant pédagogie des langues et technologies. Ils détaillent des activités et des projets développés à l'aide des TICE et usant de *podcasts*, *blogues*, *wikis*, visioconférence, réseaux sociaux (Facebook, Twitter) et applications de stockage (Google Drive, Dropbox). Ils mettent en évidence

leurs points forts et leurs limites en portant l'accent sur la formation des enseignants et sur le caractère essentiel de leur guidage.

- 7 L'article de Maylis Santa-Cruz insiste aussi sur le guidage de l'enseignant et porte sur l'enseignement de la littérature en langue étrangère, partie prenante de la révolution numérique. Le livre numérique est un atout pour l'analyse du discours littéraire, mais aussi pour la pratique de l'écriture créative, facilitée par les TICE notamment en raison des outils d'écriture collaborative. Selon l'auteur, le livre numérique permet non seulement un repérage systématique des champs lexicaux et des réseaux de signification, mais il favorise également l'apprentissage et l'analyse des figures de style au moyen d'hyperliens. Par ailleurs, il propose de nombreuses références culturelles et interculturelles, intertextuelles et historiques. L'auteur développe ensuite deux exemples mis en place sur une plateforme numérique. Le premier dépeint la création d'un réseau d'hyperliens enrichissant l'extrait d'un roman péruvien publié en 1970, s'attachant aux figures de style, à la représentation visuelle de la scène narrée ainsi qu'aux références culturelles. Le second, lié à la formation sur l'écriture créative, propose dans une approche actionnelle une écriture poétique sous contrainte au moyen d'un éditeur collaboratif.
- 8 Awatif Beggar, Amel Nejari et Souad Touhami relatent une expérience pilote fondée sur la mise en place d'un dispositif hybride en français sur objectif universitaire sur Moodle destiné à 200 étudiants de la Faculté des sciences de Meknès relevant de l'Université Moulay Ismail, au Maroc. Le but de ce dispositif est de permettre aux apprenants de développer des compétences langagières et méthodologiques en vue de la réussite de leurs études universitaires. Les auteurs rappellent tout d'abord le contexte complexe de l'enseignement du français au Maroc où, dans les études supérieures, les enseignants doivent continuer à enseigner les sciences et les techniques en français, alors que le public a suivi l'ensemble de son cursus antérieur en arabe. Il s'agit ici de développer les compétences langagières, communicatives et méthodologiques permettant aux étudiants de comprendre les cours magistraux et les travaux dirigés des champs disciplinaires inscrits dans leur maquette de formation.
- 9 L'article souligne la nécessité de l'engagement des tuteurs et soulève la question de la formation des enseignants en contexte universitaire. Le bilan de l'expérimentation est mitigé et met en évidence la nécessité de penser des stratégies d'optimisation de l'action tutorée.
- 10 Yan-Zhen Chen propose ensuite une étude de cas centrée sur les usages de la plateforme Moodle intégrée dans une formation hybride au sein du Département d'études chinoises de l'Université de Strasbourg. Elle explicite la notion de formation hybride, décrit le contexte de la mise en place d'une évaluation formative et présente le dispositif tout en détaillant les problèmes rencontrés : problèmes techniques divers liés à la plateforme Moodle ; problèmes liés à l'utilisation d'un ordinateur pour exécuter un exercice en langue chinoise ; problèmes liés à la correction automatique ; et enfin présence de réponses « assistées par un tiers ». L'auteure conclut en montrant que l'évaluation continue intégrale a été pleinement réalisée grâce à Moodle, mais affirme qu'un enseignement mené majoritairement en présentiel reste indispensable.
- 11 L'usage de la plateforme Moodle est également central dans la contribution de Jean-Luc Bergey. L'expérience relatée prend place dans un cours de français langue étrangère/ français sur objectif universitaire consacré à un apprentissage « en réseau » de vocabulaire qui s'appuie sur l'appréhension de relations inter-intra lexicales. Il s'agit

d'un dispositif hybride scénarisé avec Moodle dans le cadre de remédiations pour des étudiants en difficulté (LEA 1^{re} année). Des cartes conceptuelles/heuristiques collaboratives, l'activité « glossaire », « wiki » et des applications tierces relevant de la ludification de l'apprentissage sont mobilisées. Les caractéristiques du dispositif sont les suivantes :

- articulation du cours en présentiel avec le dispositif à distance pour une hybridation assumée ;
 - collaboration-coopération à partir de l'offre d'activités distancielles (activités Moodle associées à des *plugins* spécifiques) ;
 - applications tierces externes à Moodle (outils Web 2.0., applications pour mobiles) ;
 - démarche par projet associée aux caractéristiques de l'approche actionnelle du CECR.
- 12 L'exploitation de cartes collaboratives heuristiques a été plébiscitée par les étudiants. L'auteur prévoit d'ailleurs les utiliser à nouveau pour l'appréhension de macrostructures de types de discours afin d'aborder des activités de production d'écrits ciblés.
- 13 C'est la compétence informationnelle qui est au cœur de l'article de Martine Mottet et de Julie-Christine Gagné abordant la question de la formation des enseignants en contexte universitaire au Québec. Selon elles, la recherche d'information en contexte numérique doit faire l'objet d'une formation qui s'adresse aux apprenants mais aussi aux enseignants. Leur contribution s'attache à un projet de recherche-action contextualisé dans six classes de français au secondaire. Sont décrites quelques caractéristiques de la lecture numérique et du processus de recherche d'informations. Les liens existant avec les processus de lecture et d'écriture sont également notés. Puis la focale est portée sur la production de ressources pédagogiques destinées aux enseignants et aux élèves ainsi que sur la formation des enseignants. Selon les auteures, la recherche d'informations exige un enseignement et de l'exercisation. C'est un processus de recherche itératif qui comprend les étapes suivantes : définir le travail ; cerner le sujet ; trouver une source d'information ; évaluer une source d'information ; prendre des notes ; présenter les résultats. Le développement de la compétence informationnelle est à considérer dans toutes les disciplines.
- 14 Pour terminer cet ouvrage, Jean-Christophe Coquillat soulève la délicate question de la dimension économique qui, selon lui, sous-tend l'incitation institutionnelle adressée aux enseignants à s'autoformer ou à mettre les cours à distance. Il souligne la diversité des disciplines au sein des LLCE et s'interroge sur les réticences des enseignants à introduire les dispositifs numériques dans leurs cours. Pour lui, elles sont liées à l'acquisition de compétences manipulatoires qui leur apparaissent complexes, à la nécessité d'engager une réflexion didactique associée à une ingénierie de formation et à un refus de remettre en cause la posture enseignante. L'auteur propose ensuite un modèle qui ouvre sur une vision renouvelée de l'acte d'enseignement et de celui de l'apprentissage : « [...] la pertinence de ce modèle tient dans l'acte transitionnel s'exerçant entre une structuration de contenus à destination de la communauté d'apprentissage et une restructuration des co-constructions au niveau individuel » (p. 187).
- 15 Pour conclure, force est de constater que la plupart des contributions insistent sur le rôle essentiel du guidage de l'enseignant. Il reste à espérer que les divers organismes et institutions chargés de la formation d'enseignants accorderont suffisamment

d'importance à la conception de dispositifs médiatisés d'apprentissage des langues dans leurs maquettes de formation.

AUTEURS

MARIE-PASCALE HAMEZ

Marie-Pascale Hamez est maître de conférences en didactique du français langue étrangère, directrice du Département d'enseignement du français à l'international (DEFI) et membre de l'équipe Théorie-Didactique de la lecture-écriture (Théodile) du Centre interuniversitaire de recherche en éducation de Lille (CIREL), Université de Lille. Courriel : marie-pascale.hamez@univ-lille.fr

Anamik SAHA (2018), *Race and the Cultural Industries*

Cambridge, Polity Press

Chloé Monin

RÉFÉRENCE

Anamik SAHA (2018), *Race and the Cultural Industries*, Cambridge, Polity Press

- 1 La préface de cet ouvrage part d'un constat sous la forme d'un paradoxe : la diversité n'a jamais été aussi visible dans la culture populaire. Dans le même temps, les discours populistes se multiplient et triomphent dans nos démocraties occidentales, usant de représentations stéréotypées et racistes dont les médias se font largement l'écho. Ici, c'est donc la représentation des minorités au sein des productions culturelles de masse qu'Anamik Saha entend traiter. Il se propose d'interroger la relation ambiguë qu'entretiennent les industries culturelles avec la notion de diversité. Le but de cet ouvrage est de résoudre une contradiction, à savoir la visibilité croissante des minorités dans la culture populaire et médiatique, allant de pair avec la persistance des stéréotypes, dont le psychiatre Franz Fanon (cité en début d'ouvrage) dénonce les dommages psychosociaux sur les populations ainsi stigmatisées. Il s'agit donc d'un ouvrage à la fois scientifique et militant qui cherche à éclairer un angle peu exploré des études culturelles et médiatiques. Dans le même temps, l'auteur espère apporter des solutions politiques permettant une représentation plus fidèle de la diversité, libérée des biais culturels et des stéréotypes racistes.
- 2 Dans un long chapitre introductif, l'auteur fait d'abord un état des lieux de la recherche pour en distinguer les lacunes. Il apparaît que le racisme, envisagé au prisme des industries médiatiques et culturelles, est globalement peu traité, et encore moins sous l'angle de la sociologie de la production. Si certains auteurs issus des *cultural studies* (notamment Stuart Hall, souvent cité dans cet ouvrage) ont pu aborder la question de la représentation des minorités dans la culture populaire, c'est souvent sous l'angle de la mise en texte (avec une approche sémiotique) ou de la réception. Saha propose ici

d'éclairer les conditions spécifiques d'émergence de ces représentations. Il constate par la même occasion que le concept de racialisation, central dans cet ouvrage, est relativement absent de la sociologie européenne et occidentale, qu'il qualifie de « majoritairement blanche ». C'est aussi dans cette introduction que l'auteur expose un paradoxe intrinsèque à l'idéologie néolibérale, qui servira de fil conducteur à son étude : l'exploitation mercantile de la diversité au moyen de la fabrication de marchandises culturelles par un processus de production maintenant l'hégémonie raciste et l'oppression des minorités. Il cherche ainsi à éclairer la construction de représentations racialisées par une approche historique et socioéconomique. Pour ce faire, l'auteur adopte une approche sociologique de la production culturelle, menée sur la base d'enquêtes ethnographiques et d'études de cas, à la lumière des théories françaises sur les industries culturelles (empruntées à Edgar Morin et Bernard Miège) et des études postcoloniales. Saha déclare se concentrer sur les contenus culturels produits dans les pays anglo-saxons et d'Europe de l'Ouest. L'auteur défend sa position ethnocentrée en rappelant l'absence de travaux sur le sujet.

- 3 Dans un deuxième chapitre, Saha tente de construire un cadre théorique intégrant les apports de l'économie politique et les aspects socioculturels de la production culturelle industrielle. L'ouvrage *Policing the Crisis* de Hall est considéré comme pionnier dans sa façon de présenter les médias comme élément central dans la construction centrale des perceptions racialisées. Saha se livre ensuite à une analyse de l'état des lieux de la recherche de la sociologie du journalisme (plus particulièrement des rédactions) et des *cultural studies* sur la question de la production de contenus culturels et médiatiques. Trois aspects sont à retenir de ces travaux : la question de la diversité (ou de l'absence de diversité) au sein des équipes journalistiques, la nature intrinsèquement racialisée des codes et pratiques professionnels, la tension permanente entre les impératifs commerciaux affectant les industries culturelles et médiatiques ainsi que la marge de manœuvre des acteurs de la production en lien avec leurs valeurs politiques, sociales et culturelles (agentivité).
- 4 L'auteur propose ainsi une théorie de la construction de la race au sein des industries culturelles qui articule trois tensions dialectiques :
 1. La contradiction entre le poids de la structure organisationnelle sur les pratiques professionnelles et l'agentivité (*agency*) des individus ;
 2. La dialectique entre l'inscription du phénomène de production dans une histoire et une culture (aspect macro-sociétal) et les aspects micro-socioéconomiques de la production culturelle ;
 3. Un paradoxe entre la persistance des représentations stéréotypées et essentialistes et l'émergence de représentations contre-hégémoniques et subversives.
- 5 Il en résulte la définition d'un champ social complexe et ambivalent, dans lequel les industries culturelles sont un espace d'oppression, de résistance et d'expression.
- 6 L'auteur amorce la deuxième partie de son ouvrage par l'analyse des conditions socioéconomiques de la production culturelle industrielle. Celle-ci prend place dans un contexte marqué par l'histoire du colonialisme, dont les pays anglo-saxons et européens ont été des acteurs majeurs. C'est aussi dans ces empires coloniaux qu'apparaissent le concept d'État-nation et l'idéologie libérale. Or, d'après C. J. Robinson, dont Saha cite les travaux, cette idéologie est intrinsèquement raciste. Elle est la conséquence d'un processus incomplet de décolonisation, où persiste un système binaire de distinction entre le dominant européen et l'étranger opprimé, stigmatisé et

contrôlé. Le néolibéralisme célèbre la différence par un discours dit « postracial » qui nie le racisme, rendant impossible sa dénonciation. L'oppression des minorités n'en est que plus violente, car incorporée par ces dernières. La diversité étant perçue comme un moyen de distinguer des marchandises culturelles dans un marché fortement concurrentiel, l'étranger est ici fétichisé et objectivé, comme il l'était déjà à l'époque coloniale. Ainsi transformé en produit de consommation, il se voit retirer toute possibilité d'expression et d'existence politique. Le statu quo serait ainsi maintenu et accepté par les minorités, celles-ci y voyant un moyen de reconnaissance et de réconciliation. D'après Bell Hooks, à qui Saha emprunte cette interprétation, la concentration économique des institutions médiatiques et culturelles renforce encore ce phénomène. Saha porte cependant une réflexion critique sur cette lecture. Bien que fortement concentré, le secteur n'en est que plus fragile, dépendant d'une exigence de rentabilité et victime de l'impossibilité de prévoir la réception des marchandises culturelles qu'il produit. Saha souhaite donc éviter l'écueil d'une vision fonctionnaliste, sans nuance, et souligne, une fois de plus, la complexité de son objet de recherche. La nature stéréotypée des représentations tiendrait, selon l'auteur, de la racialisation des marchandises culturelles, utilisées ici comme technologies de gouvernementalité raciste¹. Saha en analyse le processus dans le chapitre qui suit. Il mène ainsi une analyse critique des politiques mises en place au sein des industries culturelles, de la création artistique et des services publics médiatiques. Les efforts ont ainsi porté sur la discrimination à l'embauche et sur la création d'œuvres « ethniques ». Ces politiques ont montré leurs limites. Aucun salarié issu des minorités culturelles n'a pu accéder aux fonctions dirigeantes et la production vise toujours le même public. Il en résulte une persistance de contenus stéréotypés et de représentations essentialistes des minorités. Concernant les médias publics, Saha constate la représentation d'une diversité « passe-partout » prenant la forme d'un discours postrace, puis d'une « diversité créative » fonctionnant selon les principes des industries créatives. Or, celle-ci relève davantage de l'expression de soi et de l'épanouissement individuel que de la prise en compte de la réalité vécue par une communauté². Il en résulte la représentation d'une diversité neutre et dépolitisée.

- 7 Dans les deux chapitres clôturant l'ouvrage, l'auteur analyse les procédés de production des marchandises culturelles à l'échelle micro-organisationnelle. La racialisation des produits culturels s'opère par le processus de rationalisation dont elle affecte tous les stades (bureaucratisation, formatage, étude mercatique et présentation des marchandises). Toutes ces étapes ont pour but d'homogénéiser les pratiques de travail, la production de symboles, et de prévoir leur réception par le public. Il peut arriver que certains secteurs des industries culturelles et médiatiques échappent à ces outils de rationalisation ou les utilisent, comme le fait la production indépendante, pour valoriser des créations contre-hégémoniques. De nouvelles représentations apparaissent alors, qui sont le résultat d'une indépendance de l'institution à l'égard des impératifs commerciaux et de l'agentivité des acteurs professionnels.
- 8 À la suite de cette étude, l'auteur formule une série de recommandations : il préconise de garantir l'indépendance politique et économique des médias publics et de permettre la viabilité des médias communautaires par une ambitieuse action de financement. Il insiste enfin sur la capacité d'agentivité des intermédiaires et sur la nécessité de donner une place aux auteurs dans le contrôle de la production culturelle.

- 9 L'ouvrage de Saha est un travail scientifique de qualité dont la dimension militante et prescriptive est assumée. Cela n'affecte pas pour autant l'objectivité et la rigueur de la démarche. L'auteur se livre à un examen minutieux de l'état de l'art sur la question du racisme dans la production culturelle, aboutissant à un cadre théorique ambitieux. On notera cependant une disproportion avec le travail de terrain, dont la méthodologie est trop succinctement présentée. Les résultats d'un travail qualitatif gagneraient à être éprouvés et mesurés dans un volet quantitatif, ce qui permettrait à l'auteur de monter en généralité. On regrettera enfin une écriture très scolaire qui alourdit le texte et en freine la lecture. *Race and the Cultural Industries* reste néanmoins une analyse pertinente de la représentation de la diversité au sein de la production des industries culturelles.
-

BIBLIOGRAPHIE

HALL, Stuart, Chas CRITCHER, Tony JEFFERSON, John CLARKE et Brian ROBERTS, (2013/1978), *Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law & Order*, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

NOTES

1. La terminologie est ici empruntée par l'auteur à Michel Foucault.
 2. Selon Saha, les médias publics sont particulièrement investis, dans les États-nations, d'une mission d'intégration et de maintien de la cohésion des sociétés nationalisées.
-

AUTEURS

CHLOÉ MONIN

Chloé Monin est docteure en sciences de l'information et de la communication et chercheuse associée au laboratoire Éducation, culture, politique (ECP), Université Lyon 2. Courriel : Chloe.monin@hotmail.fr

Philippe SIMONNOT (2018), *Le siècle Balfour, 1917-2017*

Paris, P.-G. de Roux

Jean-Pierre Chamoux

RÉFÉRENCE

Philippe SIMONNOT (2018), *Le siècle Balfour, 1917-2017*, Paris, P.-G. de Roux

- 1 Préparant la création de l'État d'Israël il y a cent ans, une communication du ministre anglais Balfour concluait, sans le savoir, le XIX^e siècle ; elle annonçait, sans le dire, la fin des empires coloniaux et, sans le sentir vraiment, contribuait à l'avènement de l'Empire américain, qui régit le monde depuis lors. En abordant son sujet, Philippe Simonnot jette une lumière crue sur le sionisme, sur ses relations avec les grandes puissances, sur les migrations juives et sur la colonisation israélienne de la Palestine, de vrais enjeux de notre temps.
- 2 Création du XX^e siècle, installée en Terre sainte avec le soutien des Occidentaux, Israël associe, à sa manière, démocratie et théocratie, innovation et tradition, laïcité et religion, et combine le libéralisme économique de ses entrepreneurs avec le socialisme de ses kibboutzim ! Il lui a fallu, pour réussir ce grand écart, beaucoup user le verbe et la rhétorique, mais aussi montrer sa force et savoir s'en servir. Établi en terre d'islam, cet État récent, fragile en apparence, prouve chaque jour sa maîtrise du savoir, du faire-savoir et de l'action. En ce sens, il est occidental ; il ne prolonge cependant pas plus l'Europe au Levant qu'il ne représente l'Amérique en Orient. Ne serait-il, en définitive, que l'expression contemporaine de l'éternelle question d'Orient que personne n'a réussi à résoudre depuis plus de deux millénaires ?
- 3 Simonnot nous avait habitués à découvrir les tours et les détours de l'économie. Sa plume, qu'il manie avec vivacité depuis plus d'un demi-siècle, les lecteurs du *Monde* en furent longtemps friands. Mais son nouvel essai ne traite presque pas d'économie : il complète et poursuit une enquête et des réflexions entamées depuis les années 1960,

touchant au destin des Juifs dans le monde moderne, à l'État d'Israël et à son inscription dans le concert (rarement bien tempéré) des nations d'aujourd'hui.

- 4 Ce travail parcourt les nombreuses retombées de la courte « déclaration » transmise par le ministre britannique à lord Rothschild le 2 novembre 1917, dont les termes engageaient le processus politique qui aboutit à la naissance d'Israël. L'auteur décrit les détours qui précédèrent et qui suivirent cet endossement du projet sioniste par le gouvernement britannique. Il en analyse les conséquences sur l'ordre du monde et sur les « grandes puissances » d'alors. Il met en évidence le complexe écheveau des stratégies de communication et d'influence de chaque puissance, leurs faces cachées et leurs échecs ; il apporte ainsi un éclairage cru sur les prétentions et sur les déceptions européennes, juives et arabes. Il dit enfin son inquiétude et juge sans fard les comportements politiques que révèle ce dossier.
- 5 En rappelant les politiques des uns et des autres (Allemands, Anglais et Français, en particulier) au cours du XX^e siècle, il dévoile leurs intentions et leurs propagandes tout au long de ce siècle qui consacre partout l'Amérique comme gendarme du monde et comme le tuteur du Levant, alors que les puissances coloniales furent ravalées, dans cette région comme ailleurs, au rang de puissance moyenne !
- 6 D'une grande richesse, ce livre aborde des sujets délicats : ceux que pose l'établissement d'Israël au cœur d'un Levant marqué par l'islam et peuplé d'Arabes. Simonnot distingue avec soin ce qui relève des différentes acceptions du sionisme et des nationalismes foisonnants dans la région ; il évite les raccourcis trompeurs, les amalgames et les faux-semblants d'un langage compassé. Son ouvrage est précis et courageux. On regrette cependant que l'exposé soit parfois touffu, ce qui complique sa lecture ; et, surtout, qu'il manque l'index et la bibliographie générale qui permettraient d'exploiter pleinement le potentiel d'un essai qui mérite non seulement d'être connu, mais aussi d'être exploité¹ !

Du sionisme à l'État d'Israël : un parcours centenaire

- 7 L'auteur inscrit d'abord son sujet dans la diplomatie britannique du début du XX^e siècle : il rappelle les faits politiques qui préparèrent (sans pour autant le prévoir!) l'institution d'un État juif en Palestine. Sa première partie pose *sept questions* qui évoquent les sept jours de la Genèse, sur lesquelles je reviens plus loin.
- 8 La deuxième partie du livre (« Marche à la bombe israélienne ») est une parabole du chemin de la Croix et de la Passion du Christ au Vendredi saint ; elle comporte 14 « stations » au terme desquelles l'État hébreu, nous dit l'auteur, dispose de 200 ogives nucléaires, d'une force de frappe sous-marine et de missiles *Jéricho* « capables de porter aujourd'hui le feu atomique jusqu'en Iran » (p. 177). Ce « secret de Polichinelle » conditionne évidemment la conduite des « grands » du monde contemporain, à commencer par les États-Unis. Mais pèse aussi sur la paix du monde car Israël, État nucléaire inavoué, n'affiche aucune doctrine de dissuasion. Chacun peut donc l'imaginer à sa guise ce qui constitue un cauchemar pour les chancelleries...
- 9 Courte et incisive, la troisième et dernière partie de cet essai (« L'Amérique prise au piège ») constate que, depuis l'ordre mondial prophétisé par le président Woodrow Wilson (en 1916, à la veille de la déclaration Dalfour) jusqu'aux foudres du président Donald Trump face à Mahmoud Abbas en 2017, les leaders étatsuniens n'ont guère

échappé au « tropisme pro-israélien » qui marque leur diplomatie depuis cent ans². La conclusion de l'auteur est sèche : « Trump est un Balfour en pire » (p. 198). L'ouvrage se referme sur un aphorisme voltairien, faussement candide : si « la superstition met le monde entier en flammes, la philosophie les éteint³ » !

Dalfour ou le cynisme britannique

- 10 Simonnot résume la diplomatie britannique de la fin du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres : à l'époque de Balfour, l'épine dorsale de l'Empire britannique reliait l'Inde à la Grande-Bretagne. Une liaison sûre s'imposait sur cet axe maritime essentiel ; cela impliquait le contrôle du canal de Suez et de l'Égypte. De plus, le Proche-Orient devait être favorable aux intérêts britanniques. Il fallait donc chasser les Turcs qui occupaient ces territoires⁴. Pour s'en assurer, un important contingent britannique (400 000 hommes appuyés par autant de supplétifs arabes et indiens) tentait, avec des succès mitigés, de conquérir la Mésopotamie depuis 1914, pendant que la bataille de Verdun épuisait les troupes françaises qui auraient eu besoin d'être épaulées en Europe, par leurs alliés anglais notamment!
- 11 Pour se faire pardonner que leur guerre du Levant limite leur engagement en Europe, les Britanniques formèrent le projet d'associer les Français au « partage » du Proche-Orient. Les accords proposés par Mark Sykes à François Georges-Picot prirent forme en mai 1916 : ils allouaient aux Français le Liban et la Syrie, tandis que la Grande-Bretagne s'attribuait le Koweït, l'Irak, la Jordanie, la Palestine, le port de Haïfa et Saint-Jean-d'Acre ; Jérusalem, enfin, aurait une administration internationale⁵ !
- 12 Soigneusement mise en scène 18 mois plus tard, la promesse sibylline du ministre Arthur Dalfour à lord Rothschild préparait « le mandat que l'Angleterre exercera sur la Palestine de 1920 à 1948 » ; en « sympathie » avec les « aspirations juives sionistes », elle promettait d'établir en Palestine « un Foyer national pour le peuple juif » (p. 13). Cette déclaration répondait donc à la fois aux ambitions des sionistes juifs et au mondialisme du président Wilson qui prôna, devant le Sénat des États-Unis en janvier 1917, « une paix sans victoire et sans annexion » pour l'après-guerre (p. 32) ! Cependant, l'Angleterre (comme la France, d'ailleurs) avait besoin de l'argent américain pour continuer ses guerres : elle ménagea donc l'universalisme du président étatsunien qui espérait pourtant éteindre l'époque coloniale, consubstantielle de l'Empire britannique!

Du sionisme chrétien...

- 13 Simonnot consacre de nombreuses pages au « sionisme chrétien », expression dont les racines remontent loin dans l'histoire et prolongent le millénarisme de nombreuses sectes du Moyen-Âge⁶. À l'époque moderne, les protestants qui contribuèrent à peupler le « Nouveau Monde » en gardaient les traces ; des politiques comme Jimmy Carter ou George W. Bush en furent imprégnés. Ce qui explique que Balfour, Shaftesbury, Lloyd George ou Sykes se convertirent au sionisme et que des hommes comme William Hechler et William Ormsby-Gore s'affirmèrent sionistes « en tant que membre de l'Église d'Angleterre » (p. 69). Winston Churchill, lui, fut un « sioniste cynique » : il pensait que les Anglais et les Juifs avaient une même défiance envers les Arabes et que l'installation des Juifs en Palestine serait donc un facteur de sécurité pour les Britanniques. Il

justifiait ainsi la déclaration Balfour à laquelle il n'avait pourtant pris aucune part. L'établissement juif devenait, pour les Anglais, un moyen de cantonner l'influence arabe au Proche-Orient, d'accéder aux ressources mésopotamiennes et de mettre en culture les terres laissées en friche par les Arabes⁷ !

... au sionisme juif !

- 14 Des persécutions chroniques poussèrent longtemps les Juifs polonais ou russes à émigrer vers l'Ouest. Certains s'établirent en Allemagne, d'autres en France, en Angleterre et aux États-Unis, comme on le sait. Au sein de ces *populations déplacées*⁸, marquées par leurs traditions et par un rigorisme oriental, naquit toutefois l'idée que, quitte à émigrer, autant poursuivre jusqu'en Palestine, cette « terre sans peuple pour un peuple sans terre⁹ ». Base du sionisme de Theodor Herzl dès 1896, cette hypothèse trouva un écho favorable chez les migrants d'origine russe, ukrainienne ou polonaise¹⁰ ; mais elle souleva de fortes réticences chez les Juifs assimilés (allemands, britanniques ou français) et parmi les Étatsuniens pour qui l'antisionisme était encore de rigueur à cette époque. Car *Der Judenstaat* (l'État des juifs) affirmait que les Juifs sont un peuple à qui il faut un État. Une affirmation qui hérissa des rabbins de Vienne ou de Munich et qui prit à revers les Juifs intégrés en Angleterre, en Hollande, en France ou en Italie !
- 15 En s'appuyant sur les émigrants d'Europe centrale ou orientale, Herzl ratissait large. L'un de ses suiveurs convainquit Balfour et contra le « lobbying des juifs anglais assimilés » (p. 58) : Chaïm Weizmann, né en 1874 à la frontière occidentale de l'Empire russe, émigré en Angleterre en 1904, sera le premier président du nouvel Israël¹¹ !
- 16 En définitive, Dalfour, Sykes, Georges-Picot ou Paul Cambon, ambassadeur français à Londres lors de la signature des accords Sykes-Picot, s'exprimaient et concevaient le monde dans des termes propres au XIX^e siècle : la stratégie anglaise se consacrait à conforter les implantations de l'Empire britannique ; la France radicale, laïque et républicaine s'affirmait *protectrice des Lieux saints* et des communautés chrétiennes du Levant. La Couronne britannique contrecarrait en coulisses les positions françaises et cultivait simultanément ses amitiés arabes et les espoirs sionistes¹² : bien difficile de démêler cet écheveau !

Les prétentions et les collaborations franco-israéliennes

- 17 Dans cet Orient où rien n'est jamais simple ni univoque, parlons d'abord de la France. Première étape, quelques mois avant la déclaration Balfour : le sioniste Nahum Solokow reçoit de Jules Cambon¹³ une lettre (secrète, comme les accords Sykes-Picot !) qui lui promet la *sympathie de la France* et s'engage à soutenir « la renaissance [...] de la nationalité juive sur cette terre dont le peuple juif a été chassé depuis tant de siècles » (cité p. 34). Le Quai d'Orsay prenait ainsi position. Seconde étape : soucieux de contrer le désir britannique de « remplacer la France à Damas et à Beyrouth¹⁴ », Charles de Gaulle aviva en 1941 une collaboration franco-sioniste qui se prolongea bien après la fin du second conflit mondial : « [...] ennemis des Anglais, ils deviennent des amis de la France » (p. 134) ! La France soutint donc la résistance juive dont le terrorisme sapait la présence des Anglais en Palestine (Groupe Stern, Haganah, Irgoun) avant leur départ

définitif. Elle appuya aussi l'émigration vers la Terre promise des Juifs d'Europe centrale qui fuyaient les pogroms de Pologne, de Roumanie et de Hongrie, après l'armistice de 1945¹⁵.

- 18 La *Passion* se poursuit avec le vote de la France à l'ONU, en faveur de la partition de la Palestine entre Juifs et Arabes (novembre 1947, 12^e station), et par une coopération militaire qui contribua à consolider le complexe militaro-industriel israélien dont la clef de voûte fut l'arme nucléaire tactique dont dispose l'État d'Israël. Une vingtaine de pages touffues distille des détails sur cette « marche à la bombe » et sur la collaboration (parfois cynique, de part et d'autre) qu'ont poursuivie Français et Israéliens dans les domaines des armes, du renseignement, de la tactique et de la stratégie, depuis Ben Gourion jusqu'à Begin et Shamir...

Une collaboration germano-sioniste imprévue

- 19 Le sionisme espérait dévier vers la Palestine une partie des migrants qui, de Pologne ou de Russie, se dirigeaient spontanément vers l'Allemagne. Au cours d'un voyage à Jérusalem en 1898, l'empereur Guillaume II aurait admis que la Palestine « apparten[t] de droit aux juifs » (p. 70). Ce soutien allemand fera même l'objet d'un trafic triangulaire entre le Troisième Reich, la Fédération sioniste et la Grande-Bretagne, mandataire en Palestine ; coincés par le contrôle des changes allemand, les émigrants juifs ne pouvaient satisfaire aux conditions qu'exigeait le mandataire britannique : importer un capital minimal de 1 000 £, afin d'être admis en Palestine !
- 20 Sam Cohen, directeur d'une compagnie de colonisation, négocia avec le consul allemand en Palestine un accord de troc : le capital des émigrants allemands, consigné à Berlin, finança du matériel « made in Germany » destiné à la Palestine. Les émigrés touchaient la contre-valeur en livres sterling de leurs marks bloqués à Berlin et leur pécule payait ces importations ; il faisait donc travailler des industries allemandes et leur apportait des devises ! Un jeu « à somme positive » préempté par la Fédération sioniste allemande qui contrôlait le Havaraa Trust & Transfer Office. Pour Ben Gourion qui souhaitait « enrôler des juifs pour établir un État juif » (p. 121), cette immigration sélective fut une bonne affaire : de 40 000 à 60 000 Juifs allemands en bénéficièrent. Les transferts furent, semble-t-il, « de grande importance pour l'économie de l'État d'Israël » (p. 123). Entre 1933 et 1937, ils passèrent de 1,2 million de marks à 31,4 millions l'an !

L'Amérique, carrefour des sionismes ?

- 21 Depuis la déclaration Balfour de 1917, le soutien de l'Amérique à Israël reste un lieu commun : de Wilson à Trump, l'Oncle Sam poursuit au Proche-Orient une politique sioniste, soutenue à la fois par des lobbies chrétiens et juifs. Comme la Grande-Bretagne avant elle, l'Amérique est prisonnière de ses contradictions et d'engagements incompatibles entre eux : alliance arabe avec les monarchies du Golfe, d'un côté, alliance israélienne, de l'autre.
- 22 Il ne faut pas s'en étonner, car de telles contradictions font partie du jeu levantin : personne ne peut s'en abstraire dans une région où les faits religieux, le communautarisme et le clanisme participent à l'opacité des enjeux politiques. C'est

pourquoi Simonnot met en lumière, à bon droit, les multiples influences qui se croisent sur tous les sujets, dans un contexte qui rend l'action politique illisible pour un esprit occidental et rationnel : en Orient, l'égoïsme, la manœuvre et le double langage sont de règle ; la promesse est rarement durable, sauf si le plus fort l'impose et qu'il dispose d'une force crédible, ce qui semble être le cas grâce à la dissuasion nucléaire juive !

- 23 Herzl, inspirateur du sionisme moderne, est un personnage essentiel de cet essai ; il n'aborda pas la « question arabe » dans ses interventions aux congrès sionistes, entre 1897 et 1904. Au contraire souligna-t-il sans fard : « [...] faire disparaître les Arabes (de Palestine) est au cœur du rêve sioniste » (cité p. 84). Ben Gourion affirmait lui aussi, dès les années 1930, que les sionistes ont transféré les populations arabes afin que la Palestine devienne une « terre sans peuple » et puisse recevoir son « peuple sans terre », déplacé depuis l'Europe centrale. Un dessein que Weizmann, président du nouvel Israël, condensa dans un dicton que personne n'oserait sans doute prononcer à nouveau aujourd'hui : « L'Arabe, fils du désert ? Il serait plus juste de l'appeler le père du désert ! »
- 24 Sur quoi débouche en définitive cette curieuse aventure, vieille d'un siècle ? Simonnot souligne qu'il a toujours existé, en France et ailleurs, des Juifs pour s'opposer au sionisme et que ce dernier n'a pas toujours eu la meilleure part dans la politique internationale ! Le déplacement des populations arabes se poursuit : l'auteur n'hésite pas à le rapprocher des « épurations ethniques » au sein de la Yougoslavie des années 1990 ; commencé en 1947, ce déplacement continue. Est-ce la face sombre du sionisme contemporain ? Quant à sa face claire, serait-elle illustrée par les *start up* qui participent depuis Tel-Aviv au progrès numérique de notre temps, en liaison avec les universités et les réseaux internationaux qui alimentent l'innovation du monde actuel ?

BIBLIOGRAPHIE

NÉMO, Philippe (2004), *Qu'est-ce que l'Occident ?*, Paris, Presses universitaires de France.

NOTES

1. Reproche que l'on doit, malheureusement, faire souvent aux essais publiés en France ; sur ce plan, les éditeurs français sont moins consciencieux que leurs homologues hollandais, anglais ou allemands !
2. La plupart des hôtes de la Maison-Blanche depuis 1917 sont cités, à l'exception notable de Ike Eisenhower et de Richard Nixon !
3. Extrait de l'article « Superstition » du *Dictionnaire philosophique*, Paris, Garnier, tome 20, 1878, p. 452.
4. En raison de sa stratégie impériale, l'Angleterre tenait à ce que sa marine accède aux ressources pétrolières découvertes en Irak. La flotte britannique avait en effet remplacé le coke par le mazout que l'Amirauté souhaitait « extraire, raffiner et transporter » depuis l'Irak, selon les mots de Churchill aux Communes, en juillet 1913 (cité p. 28).

5. Dans le même temps, les Anglais faisaient aux Arabes des promesses parfaitement contraires à l'esprit de ces accords !
 6. Voir citation de Benyamin Nétanyahou, mise par l'auteur en exergue de son essai : « Le sionisme chrétien précède le sionisme juif moderne et, je crois, lui a permis d'exister » (8 mars 2010). Voir également Némó (2004 : 41-44).
 7. Voir le raisonnement des diplomates français et des stratèges américains au regard de l'armement d'Israël !
 8. Expression utilisée aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, en Europe comme ailleurs !
 9. Formule attribuée à Shaftsbury, oncle de Balfour : n'était-ce pas aussi une façon élégante de « résoudre la question juive en supprimant son support, le judaïsme » ? s'interroge Simonnot (p. 65-66).
 10. Une partie des hommes politiques d'Israël furent de cette origine (comme Chaïm Weizmann, Ytzhak Shamir ou Menahem Begin).
 11. De 1880 à 1920, le nombre des Juifs quintupla en Angleterre ; pour limiter l'antisémitisme, le ministre Balfour souhaita sans doute détourner une partie de ce flux vers la Palestine (p. 60, note 1).
 12. Simonnot souligne l'ambiguïté d'un personnage comme Thomas Edward Lawrence, dit « Lawrence d'Arabie », qui entraîna ses légions arabes à se battre contre leurs coreligionnaires loyaux avec les occupants turcs (p. 31).
 13. Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, frère cadet de l'ambassadeur de France à Londres (déjà cité).
 14. Citation des *Mémoires de guerre*, t. I, p. 205, reprise par Simonnot, p. 133.
 15. Récit développé dans les huitième, neuvième et dixième stations de la partie II, rappelant notamment l'affaire terrible de l'*Exodus* pendant l'été 1947 (p. 134-147).
-

AUTEURS

JEAN-PIERRE CHAMOUX

Jean-Pierre Chamoux est professeur émérite à l'Université Paris Descartes. Courriel : chamoux@parisdescartes.fr

Thomas TUFTE (2018), *Communication and Social Change*

Oxford, Polity

Anda Rodideal

RÉFÉRENCE

Thomas TUFTE (2018), *Communication and Social Change*, Oxford, Polity

- 1 L'ouvrage de Thomas Tufte couronne ses longues recherches dans le domaine du changement social et de la modalité, où la transformation de la communication influence le développement social actuel et où elle est influencée par celui-ci. Faisant appel aux exemples et aux situations concrètes de communication, Tufte réalise une analyse approfondie et complexe, souvent critique, des différents points de vue des théoriciens des médias de masse ou des sociologues, afin de démontrer comment le paradigme de la communication se modifie en même temps que le changement social de nos jours. Il réalise une jonction prolifique de points de vue théoriques variés avec les diverses expériences de pratique ethnographique, portant le lecteur de l'Europe à l'Amérique latine et en Afrique, des théories de la modernisation aux postmodernistes, en centrant son discours autour de la notion de citoyenneté active et la participation des citoyens en tant que protagonistes de la communication qui déterminent progressivement le changement social. Divisé en huit chapitres, l'ouvrage argumente en faveur d'un nouveau paradigme de la communication dans le changement social, circonscrit à une sociologie de l'individu et de l'agence (*agency*), dont il est investi, dans une vision qui inclut les citoyens comme des participants actifs au développement social. Le nouveau paradigme est fondé sur les normes de la justice sociale et des droits fondamentaux et il inclut tant les possibilités liées aux nouvelles technologies numériques dans la communication que le besoin des établissements, des gouvernements, des organismes non gouvernementaux (ONG) et des agences internationales de développement de se synchroniser avec les citoyens qui les constituent et les soutiennent.

- 2 La vague globale et actuelle d'activisme social expérimenté à l'échelle mondiale, combiné avec, et soutenu par, le développement technologique médiatique numérique a modifié l'équation des relations entre les citoyens, l'État, le gouvernement, les médias de masse et le secteur privé, nécessitant de nouveaux concepts, définitions et paradigmes dans la recherche du changement social.
- 3 Dans ce contexte, le changement social doit être entendu comme un processus positif, « complexe, non linéaire et souvent contesté » (p. 21) dans lequel les relations de pouvoir sont guidées par les standards normatifs de la justice sociale et de l'équité, et les médias font implicitement partie de ce processus. Se concentrant sur l'engagement des citoyens dans le processus du changement social, Tufte est d'accord avec le chercheur mexicain Jorge Gonzalez (2014) et avec tous ceux qui considèrent le changement social comme le résultat du développement de la connaissance, des systèmes d'information et des pratiques de communication. Comme il le montre, les provocations contemporaines de la communication pour le changement social sont liées à quatre grands méta-processus nouveaux, qui ont brusquement changé la société et en même temps les pratiques de communication en général : l'apparition d'un nouveau type de mouvements sociaux — différents par le type d'objectifs, les participants et les formes de mobilisation ; la croissance substantielle à l'échelle globale de la société civile ; les critiques, de plus en plus nombreuses, envers la société de l'Ouest ; l'émergence de nouveaux types de médias numériques.
- 4 En passant à travers l'histoire des théories de la communication pour le développement et le changement social, Tufte met en évidence que la communication pour le changement et le développement doit être un objet d'étude spécifique, et ce, pour plusieurs raisons : elle émerge des pratiques de communication institutionnalisées, liées à la logique de fonctionnement du système organisationnel ; elle exprime une série d'objectifs prédéfinis, tangibles et quantifiables par rapport aux informations offertes ; c'est une communication stratégique, systémique, qui comporte et présente un cadre normatif de développement, articulant un discours qui prône la justice sociale, l'équité et les droits de l'homme, ayant aussi une composante politico-économique, une orientation néolibérale axée sur l'intention de communication prosociale, où les besoins, les droits et les responsabilités des citoyens se situent à la base de la communication pour le changement social.
- 5 Pour théoriser et exemplifier la modalité où le changement social et la communication s'interfèrent et s'influencent mutuellement, dans les chapitres 3, 4, 6 et 7 du livre, Tufte analyse en détail les divers mouvements sociaux et les activités des établissements et des ONG identifiant les facteurs et les caractéristiques de la communication qui détermine le développement social. Le trait fondamental des mouvements sociaux contemporains en relation avec les médias est qu'ils offrent aux individus ordinaires la possibilité de se faire entendre et de voir leurs idées mises en œuvre. La « participation » est le concept-clé, vu comme définitoire pour l'engagement des gens dans le développement et le gouvernement, ayant la force de générer le changement, et la communication est l'élément central qui offre aux individus « *agency* » le pouvoir de participer également, peu importe les mouvements sociaux à l'échelle locale, nationale ou mondiale. Pour comprendre la complexité de ce lien et pour conceptualiser la participation en tant que processus de transformation, il utilise de nouveaux concepts, par exemple la « communication participative » (*participatory communication*), les « espaces de participation » (*participation spaces*) (p. 57) et le « gouvernement

participatif » (*participatory governance*) (p. 66), qui sont expliqués et exemplifiés, afin de démontrer comment la communication médiatise et mondialise la société, provoquant le processus du changement sur plusieurs plans et déterminant le développement social. L'analyse de la dynamique *online-offline* occupe une place à part. Y sont traitées les théories selon lesquelles l'espace public est un espace civique où des sphères de communication se manifestent, et qui peuvent se multiplier grâce à Internet, dans ce que Tufte appellera des « sphérules social-civiques », démontrant ainsi la construction sociale de l'espace public où la société civile existe (p. 97). La conclusion de Tufte est que pour réussir à communiquer le changement social, tant dans les mouvements sociaux que dans des établissements comme des ONG ou des agences gouvernementales, il faut remplir deux conditions : tenir compte des citoyens ainsi que des motivations et des émotions les poussant à participer à la société et envisager la manière dont la communication *online-offline* fusionne dans la pratique médiatique contemporaine, où les acteurs sociaux représentent le point de départ. Les mouvements sociaux de nos jours ont un caractère mondial évident, ils sont devenus des « *global movements* » (p. 128) parce que les provocations locales spécifiques sont liées à celles d'autres pays, ils ont des thématiques similaires — l'environnement, l'urbanisme, la crise économique et l'inégalité sociale, la critique générale sur le paradigme du développement néolibéral actuel — et ils sont fortement médiatisés *online* et *offline*, ce qui met en évidence une « identité activiste, qui devient partie des mouvements mondiaux à côté de l'appartenance aux mouvements nationaux » (p. 129). Un rôle important revient aux établissements gouvernementaux et aux ONG dans la promotion de la communication pour le développement et le changement social, puisqu'ils sont les premiers qui se sont adaptés et qui offrent aux citoyens le pouvoir, l'*agency* et la capacité de s'exprimer. L'exemple donné par Tufte à ce sujet — UNICEF qui s'implique à l'échelle mondiale pour soutenir les droits des enfants et des jeunes — est éloquent et illustre bien les nombreuses possibilités que les médias sociaux et le partenariat entre les médias de masse et la société civile offrent pour dépasser l'inertie institutionnelle et établir de nouveaux standards de la communication pour le changement et le développement social, où les citoyens puissent être entendus.

- 6 Pour expliquer la force du changement social actuel et faciliter la recherche, Tufte fait appel à de nouveaux concepts, encadrant dans l'épistémologie de la culture du gouvernement la notion de *cybercultur@*, repris de Gonzalez (2003, 2012 et 2014) et il argumente avec Oscar Hermer qu'une perspective ethnographique est essentielle dans le domaine de l'étude de la communication pour le développement et le changement social. La *cybercultur@* comporte l'interrelation entre l'information, la communication et la connaissance contemporaine où la technologie est devenue un vecteur social assurant la liaison entre elles, ayant une fonction prépondérante pratique, comme une « arme stratégique » qui offre aux individus l'accès à l'information. Elle est essentielle à l'obtention du contrôle et à la croissance de la qualité de la vie, elle transforme les individus dans des participatifs et aide les membres des communautés désavantagées, marginalisées dans le processus de formation de la résilience.
- 7 En conclusion, reprenant le concept de Roger Silverstone de « *mediapolis* », en tant qu'espace civil médiatisé, qui n'a pas une location physique, mais qui émerge de l'organisation des citoyens désirant s'exprimer ensemble, Tufte relève dans cet ouvrage comment est construit l'espace de l'imaginaire social, dans lequel la communication pour le changement et le développement est devenue une composante centrale de la résilience nécessaire de nos jours. Pour la comprendre, il est nécessaire d'avoir un

nouveau paradigme et de nouvelles méthodes de recherche. La démarche théorique de Tufte invite les chercheurs de tous les domaines à prendre en compte les facteurs émergeant de l'actuel état social et à se positionner de manière novatrice vis-à-vis de la modalité où la technologie médiatique et l'émancipation sociale convergent.

BIBLIOGRAPHIE

GONZÁLEZ, Jorge A. (2003), *Cultura(s) e cibercultur@(s): incursiones no lineales entre complejidad y comunicación*, México, Universidad Iberoamericana.

GONZÁLEZ, Jorge A. (2012), *Entre cultura(s) e cibercultur@(s): incursões e outras rotas não lineares*, São Paulo, Metodista de São Paulo.

GONZÁLEZ, Jorge A. (2014), « Researching and developing cibercultur@: Emerging local knowledge communities in Latin America », dans Tina ASKANIUS and Liv STUBBE ØSTERGAARD (dir.), *Reclaiming the Public Sphere: Communication, Power and Social Change*, Basingstocke, Palgrave Macmillan, p. 1-12.

SILVERSTONE, Roger (1994), *Television and Everyday Life*, New York, Routledge.

SILVERSTONE, Roger (2007), *Media and Morality: On the Rise of the Mediapoli*, Cambridge (MA), Polity.

SILVERSTONE, Roger et Eric HIRSCH (dir.) (1992), *Consuming Technologies: Media and Information in Domestic Spaces*, New York, Routledge.

AUTEURS

ANDA RODIDEAL

Anda Rodideal est étudiante au doctorat, Faculté de sociologie et aide sociale, Université de Bucarest. Courriel : a_rodideal@yahoo.com

Dominique WOLTON (dir.) (2018), « 30 ans d'indisciplines : 1988-2018 »

Hermès, La revue, Paris, CNRS Éditions

Pierre Gosselin

RÉFÉRENCE

Dominique WOLTON (dir.) (2018), « 30 ans d'indisciplines : 1988-2018 », *Hermès, La revue*, Paris, CNRS Éditions

- 1 « Une somme et des sommités » pourrait être le sous-titre de cette livraison anniversaire de la revue *Hermès* quand on parcourt les quelque 350 pages du numéro « 30 ans d'indisciplines » et que l'on examine la liste des contributeurs. Dominique Wolton et Bernard Valade, respectivement directeur de la publication et rédacteur en chef, expliquent ainsi le titre en rappelant que les trois axes principaux de la revue — Cognition, Communication, Politique — « existent pour un champ de recherche interdisciplinaire qui n'est jamais loin de l'indiscipline, car au bout de la performance des sciences et des techniques on bute toujours sur la complexité de l'homme et des sociétés » (p. 25). Dans son introduction, Wolton précise qu'« *Hermès* n'est pas une école, mais un lieu de recherche, un milieu amical » (p. 13) et qu'en 30 ans, la revue a publié quelque 1 600 auteurs et que 218 personnes « se sont succédé au comité de rédaction » (p. 13).
- 2 L'ouvrage compte donc trois grands chapitres illustrant les trois champs principaux de publications de la revue. Dans chacune de ces parties, on trouve un rappel des articles précédemment publiés avec leurs références ainsi que les titres de la publication *Les Essentiels d'Hermès* se rapportant aux sujets traités.
- 3 Nous ne pouvons pas, bien entendu, en quelques lignes citer la cinquantaine d'articles originaux et leurs auteurs qui participent à ce numéro spécial. Nous nous contenterons de rappeler que ce numéro est une contribution remarquable à la fois à l'histoire et aux théories de la communication dans cette approche pluridisciplinaire puisque, outre des

« spécialistes des sciences de l'information et de la communication », on trouve la signature de représentants de l'anthropologie, du droit, de la sociologie, de la philosophie, de l'informatique, de la biologie et du domaine artistique. C'est la qualité d'*Hermès* de rouvrir le champ de la recherche en communication qui aurait tendance à se refermer sur elle-même, une fois son statut universitaire (71^e section) défini. Comme le rappelle Marc Lits, « on ne peut désormais recruter, en France, que des docteurs en information et communication pour enseigner dans les départements infocom, on n'exige aucun titre d'entrée pour siéger dans *Hermès*, sauf celui de la créativité hors limite de tout champ restreint de pensée » (p. 76).

- 4 L'ouvrage se termine par une courte présentation des contributeurs, puis par un hommage à quatre personnalités : Françoise Héritier qui dut, « pour devenir une anthropologue connue, se battre contre les préjugés sexistes et tenaces de l'université » (p. 305) ; l'actrice Danielle Darrieux, « elle aussi une pionnière à travers les figures féminines qu'elle a créées » (p. 311) ; Roger Grenier, l'écrivain qui reçut le prix Femina en 1972, qui avait commencé sa carrière de journaliste dans les colonnes du *Combat* d'Albert Camus ; et le philosophe Étienne Tassin, disparu accidentellement après un parcours « à la fois classique et profondément original, porté par un charisme qui l'a conduit à préférer la sociabilité discutante à l'omniprésence médiatique » (p. 319). Pour terminer, nous emprunterons notre conclusion aux deux responsables de l'ouvrage : « Ce numéro intéressera un vaste public : étudiants et chercheurs au premier chef, mais aussi tous les citoyens désireux de comprendre une époque profondément transformée par la mondialisation et l'essor des techniques de communication » (quatrième de couverture).

AUTEURS

PIERRE GOSSELIN

Pierre Gosselin est ancien directeur de la maîtrise Infocom de l'Université catholique de l'Ouest, Angers. Courriel : pierre.gosselin83@bbox.fr

Stéphanie YATES (dir.) (2018), *Introduction aux relations publiques. Fondements, enjeux et pratiques*

Québec, Presses de l'Université du Québec

Gilles Teneau

RÉFÉRENCE

Stéphanie YATES (dir.) (2018), *Introduction aux relations publiques. Fondements, enjeux et pratiques*, Québec, Presses de l'Université du Québec

- 1 L'ouvrage dirigé par Stéphanie Yates présente une ressource rare qui est le relationniste, valeur ajoutée de la communication stratégique pour une organisation. Lors de crise, le relationniste doit fortifier l'organisation face à l'urgence. Il est au centre de l'action et sait adoucir les humeurs des employés, des clients et des différents médias afin de ne pas laisser l'organisation être dépassée par les événements.
- 2 La première partie de cet ouvrage présente une réflexion sur la place et la valeur des relations publiques. On se pose la question des valeurs des relations publiques d'un point de vue organisationnel. « Communiquer, c'est bien plus que de concevoir et livrer un message. » Les réseaux sociaux sont de plus en plus présents, ils sont partout dans le quotidien des gens et ont un ascendant sur leurs comportements et leurs opinions, la tendance est aux influenceurs, leaders d'opinion et relayeurs dans l'univers des communications, termes liés à l'appellation de « Two-step flow of communication » (Katz et Lazarsfeld, 1955). Pourquoi s'intéresse-t-on aux relations publiques, au plan d'affaires et à la communication stratégique comme *thought leadership* (leadership intellectuel ou éclairé) ainsi qu'à la gestion des risques réputationnels (Taschereau, 2013) ? Il est ici essentiel de chercher à mieux comprendre l'histoire des relations publiques, l'émergence d'une profession. Dès lors, une analyse est faite de la théorie mathématique de l'information et de la théorie de la communication. Le modèle de l'excellence en relations publiques élevée au rang d'idéal est développé et analysé

ensuite comme modèle de la communication bidirectionnelle symétrique (Grunig, 2009). Heath (2006) propose dans la théorie de la « fully functioning society » que les acteurs soient porteurs d'intérêts et qu'ils déploient des procédés rhétoriques pour les faire valoir ; les enjeux éthiques liés à la profession de relationniste sont ici posés. Une analyse est faite du contexte médiatique dans lequel évoluent les relationnistes, trois types de professionnels existant en relations publiques (l'apôtre des causes nobles, le mercenaire, l'avocat).

- 3 À la suite de cette mise en contexte pratique, historique, théorique et éthique, la deuxième partie de l'ouvrage se consacre aux enjeux issus des contextes social, politique et économique. L'hyperconcurrence entre entreprises médiatiques y est abordée. Cette partie s'inscrit dans la façon de mieux saisir l'univers changeant dans lequel s'effectue le travail du relationniste, cette fois en fonction du contexte lié au Web social, le Web 2.0. Les technologies de la communication numérique, dont les médias sociaux, constituent un thème de recherche de plus en plus important dans le domaine des relations publiques (Meadows et Meadows III, 2014). Les nouvelles possibilités ouvertes par les médias sociaux ont propulsé l'émergence d'un nouveau paradigme, caractérisé par l'*empowerment*. Suit une analyse sur la façon de traiter et de gérer les images publiques (promotion, contrôle et mesure des images), termes à ne pas confondre avec l'identité organisationnelle (Albert et Whetten, 1985). La gestion des images est perçue en tant que risque et occasion pour établir un lien de confiance, mais attention aux risques liés à l'image : risques de déplaire, d'être mal interprétée, de ne pas répondre aux attentes, de voir ses propos détournés (Thompson, 2005). À la fin de cette partie est abordée l'acceptabilité sociale des organisations, notamment les valeurs partagées et sociétales ou le jugement collectif (Gendron, 2014) ; le concept de responsabilité sociale et des attentes sociétales des entreprises est ici analysé.
- 4 La troisième partie de l'ouvrage aborde l'aspect pratique des rôles et responsabilités liés à la fonction des relationnistes. L'ouverture de cette partie traite des relations de presse, de la crédibilité des journalistes et de la confiance qu'on leur accorde ainsi que des étapes incontournables de la préparation d'une intervention auprès des médias. On précise qu'il faut avoir une vraie nouvelle, puis rester simple, avoir réponse aux questions, être libre de son temps et s'inscrire dans l'actualité (Motulsky et Vézina, 2008). La fonction de gestionnaire de communauté prend là son importance : c'est un rôle hautement stratégique dans toute organisation active dans les réseaux socionumériques. Des notions apparaissent comme « la e-réputation », « la mobilité permanente », « les éditions de contenus ». Dès lors, face à un monde changeant, à des crises de plus en plus complexes, comment est-il possible d'agir, quel rôle doit jouer le relationniste ? Il est amené à prendre les commandes de la gestion des communications en situation de risque et de crise. La norme ISO 31000 est ici analysée à titre d'exemple. Le modèle présenté étudie plusieurs phases de l'évolution des crises et le rôle que doivent jouer les professionnels en situation de risque et de crise. Simon (1997) définit le risque comme un événement imprévu ou un ensemble de conditions réduisant de manière importante l'habileté des gestionnaires dans la conduite de la stratégie d'affaires envisagée. Cette approche rassurante pour certains (les gestionnaires) ne l'est pas forcément pour tous. La question des risques est souvent difficile, elle suppose l'expertise en même temps que la rationalité instrumentale, mais elle est source d'ambiguïté, de controverse (Beck et Kropp, 2011). Le risque se situe clairement entre ce sentiment qui veut que l'organisation adopte une perspective gestionnaire et ce vice qui implique que l'individu soit par nature rébarbatif à adhérer à une telle approche

(Cingolani, 2001). Cette controverse rend difficile une réponse organisée face aux nombreux risques entourant une organisation au quotidien (Darsa, 2011). Sur le plan managérial et théorique, nous nous interrogeons sur la capacité de l'organisation à être résiliente, a fortiori si l'entité n'a jamais connu de situation de crise. Néanmoins, nous pouvons répondre par l'affirmative. La crise, concrétisation d'une situation de risque majeur, la forme la plus imminente et représentative d'une situation de danger (Giddens, 1994 ; Godard *et al.*, 2002), peut être à même de faire émerger un réflexe humain et organisationnel propre à engendrer de la résilience (Teneau et Koninckx, 2010). Les crises s'accompagnent d'un changement de direction et d'un changement de structure, l'évolution ou la transformation des organisations impliquant une nouvelle planification des communications et de l'approvisionnement, une meilleure information et une nouvelle formulation des messages ainsi que l'obligation de faire face à l'inattendu et aux médias socionumériques. Devant les difficultés que peuvent subir les organisations, les relations gouvernementales doivent agir ; cette action porte le nom de lobbyisme. Un lobbyiste est une personne qui influe sur les décisions politiques (lois, réglementations, normes) d'un gouvernement au bénéfice d'intérêts personnels ou de ceux d'une entité, d'un groupement professionnel. Les relations complexes mais complémentaires entre les relations publiques et la communication marketing sont abordées, l'image de marque étant un vecteur de marketing et de communication fort de la réputation. Une nouvelle fonction est proposée : la communication marketing. La question posée porte donc sur l'évaluation en relations publiques, qui devient une fonction hautement stratégique (Lindenmann, 2003). La fin de cette troisième partie porte sur la formation en relations publiques, les connaissances, les compétences et aptitudes à acquérir pour exercer la profession.

- 5 La dernière partie de ce collectif propose plusieurs études de cas qui mettent en valeur les principes théoriques et les considérations exposés dans les chapitres de l'ouvrage. Le premier cas aborde la construction médiatique des images du Service de police de la Ville de Montréal. Le second cas illustre des interrogations éthiques et complexes face aux relationnistes. Le cas suivant traite des relations publiques et de la communication marketing, à partir de l'exemple d'une organisation qui fait appel à une stratégie d'influence. Le cas suivant présente la stratégie de déploiement en ligne d'une campagne sur le trouble dépressif persistant, ce cas permettant d'illustrer les capacités d'empathie requises par ce rôle. Le cas suivant propose une analyse de la communication de crise face à un terrible accident ferroviaire qui a coûté la vie à plusieurs personnes. Le dernier cas propose la lutte entre l'industrie du taxi et la multinationale Uber. L'État joue ici un rôle essentiel dans la communication de crise.
- 6 Cet ouvrage superbement construit traite en long et en large de la communication dans les organisations, où les relationnistes ont un rôle essentiel dans les échanges tant à l'interne qu'entre les organisations. Cette profession émergente est analysée en profondeur et chaque chapitre propose de découvrir un aspect.
- 7 Cet ouvrage écrit par des spécialistes canadiens en relations publiques intéressera aussi bien les chercheurs que les professionnels de tous les horizons désireux de comprendre qui sont les relationnistes et ce qu'ils font.
- 8 Le champ de la communication (avec les métiers de relationniste, d'attaché de presse, de gestionnaire) et le champ de l'information (avec les métiers de journaliste, de pigiste, d'animateur) convergent vers une classification des tâches et des fonctions tendant à les rapprocher pour révéler un concept dénommé « communication

institutionnelle ». Ce collectif répond aux questions suivantes : qui donc peut exercer le métier complexe de relationniste, jouxtant à la fois le journalisme, la propagande, la publicité ou le lobby ? Quelles formations mènent au métier de relationniste ? Quelle place occupe-t-il dans la hiérarchie de l'organisation ? Il décrit comment les relationnistes savent mettre à profit leur connaissance fine des stratégies et des techniques dans le but de projeter de leur employeur une image de gagnant.

- 9 Disons pour conclure que la responsabilité des relationnistes est de conseiller l'organisation ainsi que de définir les enjeux dans l'articulation de ses rapports avec les diverses parties prenantes. Leur univers de référence, qui est aussi leur domaine d'expertise, est celui de la communication organisationnelle (Grosjean et Bonneville, 2011).

BIBLIOGRAPHIE

ALBERT, Stuart et David A. WHETTEN (1985), « Organizational identity », *Research in Organizational Behavior*, 7: 262-295.

BECK, Gerald et Cordula KROPP (2011), « Infrastructures of risk: A mapping approach towards controversies on risks », *Journal of Risk Research*, 14(1): 1-16.

CINGOLANI, Patrick (2001), « Le risque, entre sentiment public et vice-privé », *Mouvements*, 14(2) : 55-60.

DARSA, Jean-David (2011), *Risques stratégiques et financiers de l'entreprise*, Le Mans, Gereso.

GENDRON, Corinne (2014), « Penser l'acceptabilité sociale : au-delà des intérêts, les valeurs. Communiquer », *Revue internationale de communication sociale et publique*, 11 : 117-129.

GIDDENS, Anthony (1994), *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.

GODARD, Olivier, Claude HENRY, Patrick LAGADEC et Erwann MICHEL-KERJAN (2002), *Traité des nouveaux risques*, Paris, Gallimard.

GROSJEAN, Sylvie et Luc BONNEVILLE (2011), *La communication organisationnelle*, Montréal, Chenelière Éducation.

GRUNIG, James E. (2009), « Paradigm of global public relations in age of digitalisation », *Prism*, 6(2): 1-19.

HEATH, Robert L. (2006), « Onward into more fog: Thoughts on public relations' research directions », *Journal of Public Relations Research*, 18(2): 93-114.

KATZ, Elihu et Paul L. LAZARSFELD (1955), *Influence personnelle. Ce que les gens font des médias*, Paris, Armand Colin.

LINDENMANN, W. K. (2003), *Public Relations Research for Planning and Evaluation*, Palmyra (VA), Lindenmann Research Consulting.

MEADOWS, Cui et Charles W. MEADOWS III (2014), « The history of academic research in public relations: Tracking research trends over nearly four decades », *Public Relations Review*, 40(5): 871-873.

MOTULSKY, Bernard et René VÉZINA (2008), *Comment parler aux médias*, Montréal, Éditions Transcontinental.

SIMON, Herbert A. (1997), *Models of Bounded Rationality: Empirically Grounded Economic Reason*, vol. 3, Cambridge (MA), MIT Press.

TASCHEREAU, F. (2013), « Le plus grand risque est désormais réputationnel », *Infopresse*.

TENEAU, Gilles et Guy KONINCKX (2010), *La résilience organisationnelle, rebondir face aux turbulences*, Louvain-la-Neuve, De Boeck.

THOMPSON, John B. (2005), « The new visibility », *Theory, Culture & Society*, 22(6): 31-51.

AUTEURS

GILLES TENEAU

Gilles Teneau est professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), à l'École Supérieure de Gestion (ESG) Paris, à l'École de psychologie positive, Institut des études territoriales (INET) et chercheur associé au Laboratoire d'Économie et de Management de Nantes Atlantique (LEMNA) et au laboratoire CNRS, Université de Nantes. Courriel : gilles_teneau@yahoo.fr

Comité de lecture

Comités de lecture

- 1 Karine Aillerie
- 2 Bernard Andrieu
- 3 Séverine Arsène
- 4 Hassan Atifi
- 5 Aurélie Aubert
- 6 Colette Baribeau
- 7 Elisabeth Bautier
- 8 Anne Bellon
- 9 Gilles Boenisch
- 10 Pierre Boisard
- 11 Mélanie Boissonneau
- 12 Audrey Bonjour
- 13 Nadir Boumaza
- 14 Mélanie Bourdaa
- 15 Hélène Bourdeloie
- 16 Renaud Carbasse
- 17 Dominique Casajus
- 18 Sylvie Catellin
- 19 Mihai Coman
- 20 Anne Cordier
- 21 Caroline Courbières
- 22 Viviane Couzinet
- 23 Béatrice Damian
- 24 Isabelle Danic
- 25 Caroline Datchary
- 26 Damien de Blic

- 27 Sandrine Depeau
- 28 Nicolas Douay
- 29 Marianne Doury
- 30 David Douyère
- 31 Cédric Fluckiger
- 32 Maud Fontaine
- 33 Jacques Fontanille
- 34 Barbara Fontar
- 35 Florenza Gamba
- 36 Thomas Gamelin
- 37 Nadia Garnoussi
- 38 Gilles Gauthier
- 39 Philippe Gonzalez
- 40 Emmanuel Grimaud
- 41 Marie-Anne Hugon
- 42 François Jarrige
- 43 Denis Jeffrey
- 44 Sophie Jehel
- 45 Oumar Kane
- 46 Alain Kiyindou
- 47 Édouard Kleinpeter
- 48 Elodie Kredens
- 49 Laurence Labardens-Corroy
- 50 Jocelyn Lachance
- 51 Olivier Le Deuff
- 52 Gwénaëlle Le Gras
- 53 Monique Lebrun
- 54 Daniel Luzzati
- 55 Vincent Mabillard
- 56 Marina Maestrutti
- 57 Dominique Marchetti
- 58 Michel Marcoccia
- 59 Danilo Martuccelli
- 60 Ingrid Mayeur
- 61 Sophie Moirand
- 62 Ugo Moret
- 63 Lucie Morisset
- 64 Sylvie Octobre

- 65 Caroline Ollivier-Yaniv
- 66 Stéphanie Pahud
- 67 Alessandro Porrovecchio
- 68 Bruno Raoul
- 69 Yves Reuter
- 70 Jean-Luc Rinaudo
- 71 Pascal Robert
- 72 Hélène Romeyer
- 73 Imad Saleh
- 74 Sébastien Salerno
- 75 Andrea Semprini
- 76 Alexandre Serres
- 77 Stéphane Simonian
- 78 Marie-Gabrielle Suraud
- 79 Jean-François Tétu
- 80 Florence Thiault
- 81 Simon Thibault
- 82 Serge Tisseron
- 83 André Tricot
- 84 Guillaume Vallet
- 85 Hecate Vergopoulos
- 86 Marcello Vitali-Rosati
- 87 Thilo Von Pape
- 88 Baba Wame
- 89 Khaled Zouari

Comité scientifique

Comité scientifique

- 1 Mohamed Bendahan
- 2 Lavinia Betea
- 3 Mario Carlon
- 4 Eric Dacheux
- 5 Catherine Ghosn
- 6 Pedro Gilberto Gomes
- 7 Noemi Marin
- 8 Antonio Fausto Neto
- 9 Anne Collet Parizot
- 10 Pierre-Michel Riccio
- 11 Cleomar Rocha
- 12 Haytham Safar
- 13 Luis Mauro Sa Martino
- 14 Philippe Viallon
- 15 Tudor Vlad